

331.3106244 S6788 v.14 c.1

Société de protection des a

Bulletins.

R.W.B. JACKSON LIBRARY

OISE CIR



3 0005 02023 6397

THE LIBRARY

The Ontario Institute
for Studies in Education

Toronto, Canada





LIBRARY

SEP 21 1970

THE ONTARIO INSTITUTE
FOR STUDIES IN EDUCATION

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ DE PROTECTION
DES APPRENTIS

ET
DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

RECONNUE COMME ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE

(Décret du 4 juillet 1868.)

EXTRAIT DES STATUTS

La Société a pour but d'améliorer la condition des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures, par tous les moyens qui, en respectant la liberté de l'industriel et l'autorité du père de famille, agiront en conformité de la pensée des lois sur l'apprentissage et sur le travail des enfants dans les manufactures.

Pour être membre de la Société, il n'est pas nécessaire d'être manufacturier ou d'employer des enfants à un titre quelconque, il suffit qu'on soit sympathique à l'amélioration du sort des enfants.

QUATORZIÈME ANNÉE

(TOME XIV)

PARIS
AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ
44, RUE DE RENNES, 44

1881

Adresser à M. E. Nusse, avocat, Secrétaire, au siège de la *Société de protection*, les correspondances et les communications relatives aux Questions de *l'Apprentissage* et du *Travail des enfants dans les manufactures*.

SOCIÉTÉ DE PROTECTION

DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

CONSEIL D'HONNEUR

PRÉSIDENT :

M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce.

VICE-PRÉSIDENTS :

- M. **Berthier** (Charles), ancien président du Tribunal de commerce.
- M. **Dollfus** (Jean), ancien manufacturier.
- M. **Laboulaye**, de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, sénateur.
- M. **Legouvé**, de l'Académie française.
- M. **Say** (Léon), président du Sénat.
- M. **Simon** (Jules), ancien ministre, sénateur, auteur de *l'Ouvrier de huit ans*.

MEMBRES DU CONSEIL :

- M. **Bernard** (Martial), ex-membre du Conseil municipal de Paris.
- M. **Binder**, membre du Conseil municipal de Paris.
- M. **Bonjean** (Georges), président fondateur de la *Société de protection générale pour l'Enfance abandonnée ou coupable*.
- M. de **Boureuille**, ancien secrétaire général du Ministère des travaux publics.
- M. **Carriot**, inspecteur d'académie, directeur de l'Enseignement primaire de la Seine.
- M. **Cartier-Bresson** (Henri) fils, manufacturier.
- M. le comte de **Butenval**, ancien conseiller d'État.
- M. **Colcombet**, manufacturier, à Saint-Etienne.
- M. **Délerot** (Émile), vice-président du *Comité des publications* de la Société.
- M. **Dietsch**, manufacturier, à Liepvre.
- M. **Gillet**, manufacturier, à Lyon.
- M. **Girard** (Paul), directeur du commerce intérieur (au Ministère du commerce).
- M. **Gréard**, membre de l'Institut, inspecteur général honoraire de l'instruction publique, vice-recteur de l'Académie de Paris.
- M. de **Hérédia**, membre du Conseil municipal de Paris, président de la Commission départementale (Seine) du travail des enfants.
- M. le baron **Larrey**, député, membre de l'Académie de médecine.
- M. **Lefébure** (Léon), ancien sous-secrétaire d'État, membre du Conseil supérieur du commerce, *secrétaire général honoraire* de la Société.
- M. **Marguerin**, ex-administrateur des Ecoles supérieures de la ville de Paris.
- M. **Mourceau** (Henri), ancien manufacturier.
- M. **Périn** (Jules), avocat à la Cour d'appel, docteur en droit, suppl^t du juge de paix du V^e arrond^t, *secrétaire honoraire* de la Société.
- M. **Petit** (Charles), président-fondateur de la Société d'Assistance paternelle des enfants des Fleurs et plumes, ancien membre de la Chambre de commerce, *vice-président honoraire* de la Société.

- M. **Piver** (Alph.), fondateur de *La Tutelle* (pension d'apprentis), *censeur honoraire de la Société*.
M. **Rolland** (Charles), membre de l'Institut, directeur des manufactures de l'État.
M. le baron de **Rothschild** (James), avocat.
M. le comte **Sérurier**, ancien préfet.
M. **Tallon** (Eugène), avocat général à la Cour de Lyon, ancien député, membre de la Commission supérieure du travail des enfants, *vice-président honoraire de la Société*.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT :

- M. **Dumas**, de l'Académie française, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, président de la Commission supérieure du travail des enfants.

VICE-PRÉSIDENTS :

- M. **Engel-Dollfus** (Frédéric), manufacturier, président du *Comité des accidents de fabrique*.
M. **Faustin-Hélie**, juge au Tribunal de la Seine, président du *Comité judiciaire* de la Société.
M. **Hielard** (Léon), ancien président du Syndicat général de l'*Union nationale* (Chambres syndicales d'industries parisiennes).
M. le Dr **Marjolin**, chirurgien honoraire des Hôpitaux.
M. **Robert** (Charles), ancien conseiller d'État, directeur de la Compagnie d'assurances contre l'incendie *l'Union*.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :

- M. **Renault** (Léon), avocat, député, membre de la Commission supérieure du travail des enfants.

SECRÉTAIRE :

- M. **Nusse** (Ernest), avocat à la Cour d'appel, docteur en droit, ancien magistrat.

TRÉSORIER :

- M. **Bérard** (Paul), professeur à l'École Turgot, secrétaire du Comité consultatif des arts et manufactures.

CENSEURS :

- M. **Chaix** (A.), imprimeur, fondateur d'une École professionnelle de jeunes typographes.
M. **Follet** (Félix), président du Patronage du Papier peint.
M. **Groult**, fondateur de l'Internat manufacturier de Vitry.
M. **Lemoine** (Henri), président-fondateur du Patronage des Enfants de l'ébénisterie.
M. **Roche** (Isidore), ancien manufacturier, vice-président du *Comité de placement des apprentis* de la Société.
M. **Turney** (R.), président de l'Assistance paternelle des enfants des Fleurs et plumes.

STATUTS DE LA SOCIÉTÉ

(BULLETIN DES LOIS, ANNÉE 1868, 2^e SÉRIE, T. 32, P. 56, N^o 23,706)

ARTICLE PREMIER. — La Société a pour but d'améliorer la condition des apprentis et des enfants employés dans les manufactures, par tous les moyens qui, respectant la liberté de l'industriel et l'autorité du père de famille, agiront en conformité de la pensée des lois sur l'apprentissage et sur le travail des enfants dans les manufactures.

ART. 2. — Le siège de la Société est établi à Paris.

ART. 3. — Le nombre des sociétaires est illimité; leur cotisation est fixée à la somme annuelle de *dix francs*, qui peut être remplacée par un versement unique de *cent francs*.

ART. 4. — La présidence d'honneur appartient à Son Excellence le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Cinq vice-présidents d'honneur sont nommés par la Société.

Un Conseil d'honneur, également nommé par la Société, est composé de fonctionnaires dont la sympathie lui est acquise, mais que leur position officielle tient au dehors de son administration; de légistes, de médecins et d'officiers ministériels; de fondateurs ou de représentants d'œuvres créées en faveur des apprentis employés dans l'industrie.

ART. 5. — Le Bureau est composé d'un président, de cinq vice-présidents, d'un secrétaire général, d'un secrétaire et d'un trésorier.

Il est formé sept comités et neuf commissions spéciales de huit membres. Les comités sont : le comité des *dépenses*, le comité des *recettes*, le comité du *Bulletin*, les comités d'enseignement *religieux*, d'enseignement *élémentaire*, d'enseignement *artistique* et le comité *judiciaire*. Les neuf commissions spéciales comprennent les diverses industries qui emploient les enfants.

ART. 6. — L'Assemblée générale se réunit au moins une fois chaque année. Tous les sociétaires ont le droit d'y assister. Elle procède à la désignation des membres du Bureau et à celle des membres des comités et des commissions, qui se renouvellent tous les ans par quart.

Les membres sortants des comités et commissions sont désignés par le sort; ils sont rééligibles.

ART. 7. — Le Conseil d'administration se compose du Bureau, des président et vice-présidents des comités et commissions. En cas de partage la voix du président est prépondérante.

ART. 8. — Le président représente la Société en justice et dans tous les actes de la vie civile.

ART. 9. — Six censeurs sont élus par la Société. Ils contrôlent les actes du Conseil, au point de vue de l'observation des statuts et font un rapport annuel à l'Assemblée générale. Nommés pour un an, ils sont rééligibles.

ART. 10. — Les ressources de la Société comprennent la somme des cotisations annuelles, les intérêts des cotisations perpétuelles et des dons ou legs que la Société pourra recevoir, quand elle sera reconnue comme établissement d'utilité publique.

ART. 11. — Les délibérations relatives à l'acquisition, à l'échange et à l'amélioration des immeubles, ainsi qu'à l'acceptation des dons et legs sont soumises à l'approbation du gouvernement.

ART. 12. — L'emploi des fonds est déterminé chaque année par le Conseil; il est contrôlé par les censeurs et soumis à l'approbation de la Société.

ART. 13. — Les revenus sont appliqués :

1^o A la publication d'un bulletin destiné à faire connaître tous les faits relatifs à la condition du travail des enfants employés dans l'industrie en France et à l'étranger.

2^o A aider, à encourager ou à signaler par des récompenses tous ceux qui auront directement assisté, moralisé ou instruit les enfants employés dans la petite industrie et dans la grande; ainsi que tous ceux qui auront coopéré au même résultat par une invention, une publication, l'institution de concours entre apprentis, ou des fondations spéciales.

Les capitaux disponibles seront placés en fonds publics français.

ART. 14. — L'action de la Société s'exerce plus particulièrement sur le département de la Seine, qu'elle a choisi comme siège de ses premières opérations; mais elle s'étendra toutefois sur ceux des départements où il se sera formé, avec son concours, des comités locaux constitués par ses membres et animés de son esprit.

Les propositions de ces comités seront discutées par des commissions spéciales au moment de la répartition des crédits, encouragements ou récompenses, concurremment avec celles qui intéressent le département de la Seine.

ART. 15. — En cas de dissolution de la Société, l'affectation des biens lui appartenant sera déterminée par l'acte même de la dissolution.

ART. 16. — Toute modification aux présents statuts ne sera exécutoire qu'après l'approbation du gouvernement.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ DE PROTECTION
DES APPRENTIS
ET
DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

PROCÈS-VERBAUX
DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ

SÉANCE ORDINAIRE TRIMESTRIELLE

du Jeudi 13 janvier 1881.

PRÉSIDENCE DE M. Charles PETIT, l'un des *Vice-Présidents* de la Société.

La séance est ouverte à 8 heures.

Se sont excusés par lettres de ne pouvoir assister à la séance : MM. les vice-présidents *D^r Marjolin* et *Charles Robert*, M. le secrétaire général *Léon Lefébure*, M. *Jules Périn*, secrétaire de la Société (indisposé), M. *Faustin-Hélie*, M. *Reblaub*, M. *Chaix*, M. *Mourceau*, M. *Froger de Mauny*.

M. le Président *Charles Petit* donne lecture de la lettre qui lui a été adressée par M. *Mourceau*, président, et M. *Marochetti*, secrétaire de la XIV^e Commission locale (hommes), du VIII^e arrondissement. Il résulte de cette lettre que la Commission a voté son adhésion à titre perpétuel en qualité de sociétaire de la Société de protection des apprentis. (Voy. ci-après, aux membres nouveaux).

La Société remercie les auteurs de la lettre et vote que la XIV^e Commission sera inscrite au nombre des membres perpétuels.

M. le Président *Charles Petit* invite M. *Ernest Nusse* à faire provisoirement fonction de secrétaire, en remplacement de M. *J.*

Périn, empêché, et lui donne la parole pour le dépouillement de la correspondance.

M. *Nusse* donne connaissance de diverses demandes de secours formées : 1^o par M. *Vasseur*, directeur du patronage de Notre-Dame de Nazareth (voy. Bulletin 1880 p. 312); 2^o par M. *Gaillard*, membre de la Société des Orphelins, rue Pastourelle, 6, en faveur de cette œuvre; 3^o par M. *Henry Lemoine*, président du patronage des Enfants de l'ébénisterie; 4^o enfin par M. *Nusse*, qui sollicite deux livrets de 10 francs, en faveur du meilleur élève de l'institution de Notre-Dame des Flots et de l'École du filet de Dieppe (Bulletin 1880, p. 434).

M. *Nusse* rappelle qu'aux termes d'une délibération du Bureau de la Société relatée au Bulletin de 1880 (p. 390), toute demande d'allocation au profit d'une œuvre ou d'un enfant malheureux doit être renvoyée à une Commission spéciale, nommée à cet effet. En conséquence, il conclut à l'élection d'une Commission et au renvoi devant elle des demandes précitées.

Après quelques observations de M. *Bérard*, trésorier, et de M. *Turney*, la Société prononce le renvoi devant une Commission de cinq membres, qui sera composée de deux censeurs élus par le Comité des censeurs, M. *Bérard*, trésorier, M. *Turney*, M. *Tournier*.

M. *Nusse* donne ensuite communication des efforts faits par M. *J. Périn* pour créer des Comités correspondants de la Société dans les départements.

M. *J. Périn*, secrétaire de la Société, qui avait reçu les confidences de M. *J. B. Bernot*, président de la Commission locale de surveillance du travail des enfants à Troyes, dans les visites que M. *Bernot* lui a faites (Voy. *Bullet.*, 1880, p. 397), informe la Société que, M. *Bernot*, au nom du Comité correspondant dont il est le Président fondateur, a écrit à M. le Président de la Société pour obtenir son autorisation de rattacher ce Comité à notre Société; le Bureau déjà s'est montré favorable à cette demande sous réserve de ratification de la Société.

La décision qui sera votée par l'Assemblée dans la séance de ce jour sera notifiée au Comité correspondant de Troyes; M. *Bernot* a exprimé le désir de recevoir cette décision. « Cette décision, écrit-il, rendue ainsi officielle sera pour nous un document, qui sera conservé dans nos archives. »

Déjà M. *Bernot* a provoqué une séance publique à Troyes

(le 31 octobre 1880); — dont il a envoyé le compte rendu à notre Société. — M. Bernot y a fait, en très beaux vers, un appel chaleureux au concours de toutes les personnes généreuses et sympathiques à une œuvre si utile et si intéressante.

Les *Statuts* que s'est donnés ce Comité, et pour la publication desquels il attend l'approbation ministérielle, sont joints à l'envoi de M. Bernot.

MM. Roche et Turney pensent qu'avant de voter sur cette proposition, il conviendrait que les statuts fussent imprimés dans le prochain bulletin et étudiés par chacun des membres de la Société dans le but de rechercher s'ils ne contiennent rien d'incompatible avec ses propres institutions, Cette enquête fera voir à M. Bernot en quelle haute considération sa gracieuse proposition est prise, et dès à présent une lettre lui sera adressée au nom de la Société pour lui exprimer la reconnaissance unanime que sa motion soulève.

Cette proposition est adoptée. (V. les statuts imprimés ci-après).

COMITÉS DE LA SOCIÉTÉ. (*Communication de MM. les Présidents et Secrétaires des*). — Comité judiciaire. M. Nusse expose que le Comité Judiciaire se réunira le lundi 17 courant.

Comité de Placement. — M. Isidore Roche donne lecture d'un rapport sur les travaux et résultats obtenus par le Comité pendant l'Exercice 1880. (V. ci-après). Il fait un énergique appel aux membres de la Société pour mettre leur dévouement au service de ce Comité.

Comité des Institutrices de Charité. — M. Nusse rappelle qu'à l'occasion de la fête de l'Arbre de Noël, les membres de la Société ont insisté auprès de ces dames pour obtenir d'elles qu'elles s'efforcent de vulgariser le certificat primaire abrégé. D'excellents résultats ont été obtenus sur ce point.

Comité des Accidents de fabrique. — M. J. Périn a remis une note indiquant que l'accident qui a atteint le jeune Rupot (Voy. *Bulletin*, 1880, p. 393), a été ainsi relaté dans *Le Temps*, n° du 4^{er} octobre 1880:

« Taillerie de diamants:

» Hier, dans l'après-midi, un jeune apprenti tailleur de diamants.

chez M. Roulina, a été pris par un engrenage en voulant replacer une courroie de transmission.

» Quand on put le retirer, il avait les deux jambes broyées. Le pauvre enfant a été aussitôt transporté à l'hôpital Saint-Louis. Son état est des plus graves. »

M. Nüsse propose de nommer M. Poan de Sapincourt membre correspondant du Comité des Accidents de fabrique. Cette demande est suivie d'un vote conforme.

Comité des Bibliothèques. — M. Turney interpelle M. Nüsse sur les œuvres de ce Comité.

M. Nüsse renvoie M. Turney au travail de monographies d'apprentissages industriels, projeté par M. J. Périn et lui. (Voy. *Bulletin* 1880, p. 463.)

Sans méconnaître ce qu'il y a d'utile dans cette idée, M. Turney voudrait que le Comité des bibliothèques d'apprentis fût fidèle à sa mission, en se faisant le propagateur et le distributeur des livres utiles parmi les enfants des divers groupes d'assistances paternelles.

M. Bérard fait l'historique de ce Comité et rappelle le rôle brillant qu'il a joué en 1868 et 1869. Avec un secrétaire doué de connaissances spéciales, il reprendra bien vite son rang et sa propagande.

M. Nüsse fait remarquer que sous les auspices de M. Is. Roche la vulgarisation des bons livres vient d'être reprise, au moins pour les enfants du Comité de Placement et celles des Institutrices de charité.

LEGS, DONS ET ALLOCATIONS *faits à la Société de protection.* — M. le Président fait connaître à la Société que le Bureau propose à la ratification de la Société l'acceptation du legs fait à la Société par M^{lle} Setier, notre ancienne collègue. (Voy. *Bulletin* 1880, p. 391.)

Il y aurait lieu de saisir le *Comité judiciaire* de la question des formalités à remplir pour arriver à la délivrance du legs fait au profit de la Société.

Le Comité judiciaire doit précisément se réunir lundi prochain 17.

Ce Comité pourrait nommer une commission composée de deux ou trois membres, qui s'adjoindraient à M. le Trésorier,

pour régulariser la délivrance de ce legs le plus prochainement qu'il sera possible.

M. le Secrétaire de la Société *J. Périn*, — qui a déjà fait des démarches auprès de M^e *Segond*, notaire, — pourra faire partie de la commission, pour les continuer.

Ces diverses propositions sont adoptées.

OBSERVATIONS relatives à l'exécution de la loi du 19 mai 1874.

— M. l'inspecteur divisionnaire *Linarès*, présent à la séance, demande que le service de l'abonnement du *Bulletin* soit fait gratuitement à tous les inspecteurs départementaux qui le secondent dans sa circonscription. On sait que les collaborateurs de M. *Linarès* sont des inspecteurs primaires, auxquels les conseils généraux donnent une allocation spéciale pour remplir cette fonction. Ils sont zélés, expérimentés et très aptes à cette mission. C'est à tort qu'on avait craint qu'ils fussent trop absorbés par leurs occupations scolaires pour ne pas être contraints de négliger la surveillance du travail industriel. Sans doute des agents spéciaux sont préférables dans les départements industriels, mais ailleurs, les efforts des inspecteurs primaires sont très suffisants.

M. *Nusse* propose de servir également le *Bulletin* gratuitement aux inspecteurs divisionnaires, et de leur adresser une circulaire pour connaître exactement le nom et l'adresse des inspecteurs départementaux. La Commission des finances avisera alors s'il y a lieu de leur servir également le *Bulletin* comme aux divisionnaires.

La Société vote cette proposition et décide que entre temps le *Bulletin* sera à titre provisoire envoyé gratuitement aux sous-inspecteurs de M. *Linarès*.

RÉFORMES DANS L'ORGANISATION DES TRAVAUX DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ.

M. *Turney* se plaint que les séances générales ne soient pas suivies avec assez d'assiduité. La cause en est que les ordres du jour sont trop vagues et se reproduisent sans cesse sans variété. Il serait à désirer que le bureau examinât la mise à l'étude des questions.

M. *Charles Petit* émet le vœu que conformément aux usages des assemblées délibérantes, le procès-verbal soit adopté au début de chaque séance.

M. Nusse estime que les Comités de la Société ont une grande vitalité; il serait opportun de la faire refluer aux séances générales. Chaque Comité actif pourrait être alternativement sous la surveillance de son bureau particulier chargé par le bureau de la Société d'alimenter les séances générales, où les travaux spéciaux de chaque section seraient soumis à une discussion publique sur un rapport écrit indiquant les questions et servant de base à leur discussion.

MM. de Bellay et Linarès approuvent ces idées, mais ce dernier voudrait que l'on revînt à l'ancien usage d'une séance tous les deux mois.

ÉLECTIONS POUR LE RENOUVELLEMENT DU CONSEIL D'HONNEUR ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ. — M. le Président rappelle que la Société doit pourvoir au remplacement de quelques-uns de nos collègues qui se retirent, croyant, suivant l'expression de l'un d'eux, « devoir laisser la place à des troupes fraîches ».

Il invite l'assemblée à désigner des scrutateurs pour procéder aux opérations électorales du renouvellement des Conseils d'honneur et d'administration de la Société.

(MM. les Scrutateurs commencent le dépouillement des bulletins.)

Au cours de la séance MM. les Scrutateurs ont fait savoir au bureau qu'ils avaient terminé le dépouillement, dont ils ont fait connaître le résultat :

Le nombre des votants a été de 277.

Ont obtenu le plus grand nombre de voix et sont proclamés les noms suivants :

CONSEIL D'HONNEUR

PRÉSIDENT :

M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

VICE-PRÉSIDENTS :

M. BERTHIER (Charles), ancien président du Tribunal de commerce.

M. DOLLFUS (Jean), ancien manufacturier.

M. LABOULAYE, de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, sénateur.

M. LEGOUVÉ, de l'Académie française.

M. SAY (Léon), président du Sénat.

M. SIMON (Jules), ancien ministre, sénateur, auteur de *l'Ouvrier de huit ans*.

MEMBRES DU CONSEIL :

- M. BERNARD (Martial), ex-membre du Conseil municipal de Paris.
M. BINDER, membre du Conseil municipal de Paris.
M. BONJEAN (Georges), président fondateur de la *Société de protection générale pour l'Enfance abandonnée ou coupable*.
M. DE BOUREUILLE, ancien secrétaire général du Ministère des travaux publics.
M. le comte DE BUTENVAL, ancien conseiller d'État.
M. CARRIOT, inspecteur d'académie, directeur de l'Enseignement primaire de la Seine.
M. CARTIER-BRESSON (Henri) fils, manufacturier.
M. COLCOMBET, manufacturier, à Saint-Etienne.
M. DÉLEROT (Émile), vice-président du *Comité des publications* de la Société.
M. DIETSCH, manufacturier, à Liepvre.
M. GILLET, manufacturier, à Lyon.
M. GIRARD (Paul), directeur du commerce intérieur (au Ministère du commerce).
M. GRÉARD, membre de l'Institut, inspecteur général honoraire de l'Instruction publique, vice-recteur de l'Académie de Paris.
M. DE HÉRÉDIA, membre du Conseil municipal de Paris, président de la Commission départementale (Seine) du travail des enfants.
M. le baron LARREY, député, membre de l'Académie de médecine.
M. LEFÉBURE (Léon), ancien sous-secrétaire d'État, membre du Conseil supérieur du commerce, *secrétaire général honoraire* de la Société.
M. MARGUERIN, ex-administrateur des Écoles supérieures de la ville de Paris.
M. MOURCEAU (Henri), ancien manufacturier.
M. PÉRIN (Jules), avocat à la Cour d'appel, docteur en droit, suppl^t du juge de paix du V^e arrond^t, *secrétaire honoraire* de la Société.
M. PETIT (Charles), président-fondateur de la Société d'Assistance paternelle des enfants des Fleurs et plumes, ancien membre de la Chambre de commerce, *vice-président honoraire* de la Société.
M. PIVER (Alph.), fondateur de *La Tutelle* (pension d'apprentis), *censeur honoraire* de la Société.
M. ROLLAND (Charles), membre de l'Institut, directeur des manufactures de l'État.
M. le baron DE ROTHSCHILD (James), avocat.
M. le comte SÉRURIER, ancien préfet.
M. TALLON (Eugène), avocat général à la Cour de Lyon, ancien député, membre de la Commission supérieure du travail des enfants, *vice-président* de la Société.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT :

- M. DUMAS, de l'Académie française, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, président de la Commission supérieure du travail des enfants.

VICE-PRÉSIDENTS :

- M. ENGEL-DOLLFUS (Frédéric), manufacturier, président du *Comité des Accidents de fabrique*.

- M. FAUSTIN-HÉLIE, juge au Tribunal de la Seine, président du *Comité judiciaire* de la Société.
M. HIÉLARD (Léon), ancien président du Syndicat général de l'*Union nationale* (Chambres syndicales d'industries parisiennes).
M. le Dr MARJOLIN, chirurgien honoraire des Hôpitaux.
M. ROBERT (Charles), ancien conseiller d'État, directeur de la Compagnie d'assurances l'*Union*.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :

- M. RENAULT (Léon), avocat, député, membre de la Commission supérieure du travail des enfants.

SECRÉTAIRE :

- M. NUSSE (Ernest), avocat à la Cour d'appel, docteur en droit, ancien magistrat.

TRÉSORIER :

- M. BÉRARD (Paul), professeur à l'École Turgot, secrétaire du Comité consultatif des arts et manufactures.

CENSEURS :

- M. CHAIX (A.), imprimeur, fondateur d'une École professionnelle de jeunes typographes.
M. FOLLOT (Félix), président du Patronage du Papier peint.
M. GROULT, fondateur de l'Internat manufacturier de Vitry.
M. LEMOINE (Henri), président-fondateur du Patronage des Enfants de l'Ébénisterie.
M. ROCHE (Isidore), ancien manufacturier, vice-président du *Comité de placement des apprentis* de la Société.
M. TURNEY (R.), président de l'Assistance paternelle des Enfants des Fleurs et plumes.

Des regrets unanimes sont manifestés par la Société au regard des membres de l'ancien bureau qui ont cru ne pas devoir se représenter aux présentes élections.

UNE ŒUVRE UTILE DE LA SOCIÉTÉ — M. Bérard entretient la Société des heureux résultats obtenus par ses bienfaits vis-à-vis du jeune Ouïmans. Au moment où M. l'Inspecteur Maurice le désigna à la Société, ce malheureux, alors âgé de 7 ans, était employé à tourner une roue depuis quatre années et portait son salaire de 7 francs par semaine chez une vieille femme qui l'hébergeait. Il n'avait plus de père, sa mère était folle, quatre de ses frères et sœurs dispersés en Belgique, quatre en France. On dut le chasser de l'atelier parce qu'il n'avait pas l'âge légal du travail. Placé chez M. l'abbé Halluin à Arras, il a coûté à la Société 90 francs par an, depuis le 22 juin 1877. Doué de bons instincts, bien que son intelligence soit peu vive, il a appris le métier d'ébéniste ; il sait lire et à peu près écrire et il est à Denain chez un bon patron qui se loue de lui. — De tels faits, sont pour la Société, une preuve

de sa sollicitude pour les abandonnés et un encouragement dans le bien. — (*Applaudissements.*)

La séance est levée à 10 heures 1/2.

Pour M. J. Périn empêché

Le membre de la Société faisant fonctions de Secrétaire,

Ernest NUSSE.

CORRESPONDANCE

M. le Président de la Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures a adressé à M. Jules Périn, secrétaire honoraire de la Société, la lettre suivante, en réponse à celle par laquelle M. Périn remettait sa démission entre ses mains. (Voy. *Bulletin*, 1880, p. 399.)

Paris, 18 janvier 1881.

Monsieur et cher collègue,

J'ai appris avec un vif regret la détermination que vous avez prise.

En quittant la position élevée et utile que vous occupiez depuis longtemps au Bureau de la Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures, vous nous laissez l'espoir de conserver le concours précieux de vos directions et de vos conseils. Vous avez pris soin de former un successeur qui gardera fidèlement vos traditions.

Je vous remercie, au nom de la Société et au mien, des services que vous lui avez rendus. Le souvenir en sera toujours vivant parmi les membres de la Société, dont l'affection vous est dès longtemps acquise.

Veillez agréer, Monsieur et cher Collègue, l'assurance de mes sentiments les plus dévoués.

J. DUMAS.

— A la suite de cette lettre, le Bureau de la Société, dans sa séance du 7 février 1880, a voté l'ordre du jour suivant :

Le Bureau de la Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures :

Considérant que M. Jules Périn a puissamment contribué au salut de la Société après les événements de 1870-1871 qui pouvaient mettre son existence en péril ;

Que par son zèle, son activité, son dévouement infatigables, M. J. Périn a toujours et à tous les titres bien mérité de la Société ;

Que comme avocat, publiciste, secrétaire, il en a chaleureusement propagé les doctrines et qu'il importe de lui en rendre témoignage au moment où il quitte le Bureau par suite d'une démission regrettée de tous ses collègues ;

Déclare s'associer à la lettre écrite à M. J. Périn par M. Dumas, le 18 janvier 1881 et remercie son éminent Président d'avoir été l'interprète des sentiments unanimes de la Société.

Certifié conforme :
Le Secrétaire de la Société,
Ernest Nusse.

M. Nusse, élu secrétaire dans la séance du 13 janvier ayant eu l'honneur d'écrire à M. le *Président* de la Société pour lui faire connaître cette promotion, a reçu la réponse qui suit :

Paris, 18 janvier 1881.

Monsieur et cher Collègue,

Puisque nous devons perdre M. Périn, personne mieux que vous ne pouvait le remplacer dans les fonctions délicates qu'il remplissait avec un zèle et une abnégation si dignes d'éloge.

Quand les circonstances le permettront, je serai très empressé de me mettre à votre disposition. J'ai peu de temps à consacrer à la Société, mais je suis toujours dévoué à son succès et prêt à vous donner le concours que je puis encore vous offrir.

Agréé, Monsieur et cher Collègue, l'assurance de mes sentiments les plus dévoués.

J. DUMAS.

Nous recevons de notre collègue M. Marochetti la lettre suivante :

Paris, le 31 janvier 1881.

Monsieur le Président,

Dans la séance du 1^{er} juillet 1880, M. le Secrétaire donnait lecture d'une lettre de M. Vasseur, faisant appel à notre Société pour lui venir en aide dans l'accomplissement de son œuvre des Groupes de famille.

M. le Trésorier fit remarquer que le crédit affecté à cette nature d'allocations était épuisé pour l'année 1880, ajoutant que nous ne devons pas être considérés comme une société de bienfaisance proprement dite, c'est-à-dire distribuant des secours pécuniaires.

Plusieurs de nos collègues, entre autres MM. Turney et Bonjean exprimèrent leur regret de voir cette œuvre qu'ils trouvaient intéressante, risquer de tomber faute de ressources, et tout en respectant l'opinion de M. le Trésorier firent appel à la charité personnelle des membres présents pour chercher dans leur connaissances des personnes bienfaitantes disposées à venir en aide à l'œuvre de M. Vasseur sans faire appel au budget de la Société.

M^{lle} Radu, membre de la Société, secrétaire de la XIV^e Commission locale (dames), présente à la séance, prit l'engagement de trouver dans les personnes de ses connaissances, de quoi répondre en partie à la demande de M. Vasseur.

M^{lle} Radu m'a chargé de vous faire parvenir une première somme de cent francs, qu'elle a reçus des mains de M^{me} V^e Alfred Kœchlin, demeurant à Paris, rue de la Bienfaisance, 35.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments distingués,

A. MAROCHETTI.

La circulaire suivante a été adressée le 14 février 1881 à MM. les Inspecteurs divisionnaires.

Monsieur l'Inspecteur divisionnaire,

La Société de protection des apprentis désire que son bulletin soit le journal officiel de l'apprentissage, l'organe usuel des intérêts, des vues et des aspirations de l'Inspectorat. Afin de mieux établir le courant d'idées communes qui doit relier son action à

la vôtre, elle a décidé que désormais le service de son bulletin vous serait fait gratuitement.

Elle a mis en outre à l'étude la question du service également gratuit de ce même bulletin à MM. les Inspecteurs départementaux.

Toutefois pour éclairer son vote à cet effet, elle a besoin de connaître très exactement l'organisation de l'inspection départementale dans votre circonscription.

J'ai l'honneur en conséquence de vous prier de bien vouloir nous faire savoir combien vous avez sous vos ordres d'inspecteurs départementaux, quel est, exactement, leur nom, et leur résidence.

Je vous serais reconnaissant de me transmettre votre réponse, alors même que vous n'auriez aucun collaborateur.

Veuillez agréer, Monsieur l'Inspecteur divisionnaire, l'assurance de ma considération la plus distinguée,

Le Secrétaire de la Société,
Ernest Nusse.

RAPPORT DE MM. LES CENSEURS

DE LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS
SUR LA COMPTABILITÉ DE L'ANNÉE 1880

MESSIEURS,

Conformément à nos statuts, nous venons vous présenter le résultat des opérations financières de notre Société pendant l'année 1880.

L'un des Censeurs a vérifié et contrôlé les pièces de caisse et saisit cette occasion d'exprimer la satisfaction qu'il a éprouvée en constatant la bonne tenue et la scrupuleuse exactitude des écritures de notre trésorier si dévoué, M. *Paul Bérard*.

Les recettes s'élèvent à	Fr.	26.327 42
Les dépenses ont été de		26.306 50
Reste en caisse.	Fr.	20 92
Dû par le Comptoir d'Escompte.		5.896 60
Notre avoir disponible est de.	Fr.	5.917 52

SITUATION GÉNÉRALE DE LA SOCIÉTÉ

AU 31 DÉCEMBRE 1880

118 obligations de Lyon (cotées à 350 francs). Fr.	41.300	»
70 — de l'Est — — — .	24.500	»
Acheté 6 obligations de l'Est (cotées à 386 fr. 50 c.		
et courtage)	2.322	60
Comptoir d'Escompte	5.896	60
Caisse	20	92
Total de l'actif. . . Fr.	74.040	12

Nous devons à divers :

Au Comité des Accidents de fabrique.	2.640	»
Pour 9 souscriptions à placer . . .	900	»
Restant à payer pour impressions. .	2.487	45
Don Mourceau à placer en obligations	1.420	»
	7.447	45
Il reste à notre avoir.	66.592	67
L'an dernier nous avions.	59.746	92
Différence en plus	6.845	75

Nous sommes heureux, Messieurs de vous présenter cette fois un exercice en excédent, et nous profiterons de cette circonstance pour remercier les chefs des différents services d'avoir opéré, pour l'année qui vient de s'écouler, les réformes que nous avions jugées utiles pour la bonne marche de nos finances.

Les dons ont été assez fructueux, mais au lieu d'avoir encore à payer la publication du livre sur le travail des enfants, nous n'aurons au contraire maintenant qu'à vendre, et nos ressources s'augmenteront de ce fait chaque année. Aussi nous espérons que l'aide des gens de bien ne nous fera pas défaut et que notre Institution sera de plus en plus florissante.

Vu et approuvé :

HENRI LEMOINE.

Vu et approuvé :

TURNÉY.

Vu et approuvé :

F. FOLLOT.

Vu et approuvé :

A. CHAIX.

Vu et approuvé :

C. GROULT.

Vu et approuvé :

I. ROCHE.

Nous avons l'honneur de vous proposer comme suit le projet de budget pour l'année 1881, pensant bien que sous aucun prétexte, les chefs de services ne s'en écarteront.

BUDGET 1881

RECETTES

Avoir disponible.	Fr.	5.917	52
Intérêts des obligations.		2.783	90
Cotisations		10.000	»
Dons divers.		2.000	»
Total.	Fr.	20.701	42

DÉPENSES

<i>Bulletin</i>	Fr.	5.000	»
Subventions.		1.300	»
Recouvrements (frais de).		600	»
<i>Comité de placement des apprentis</i>		700	»
Appointements <i>Ginestou</i>		800	»
Convocations, élections, et frais d'administration		600	»
Loyer		800	»
Employés du secrétariat		720	»
Aux <i>Institutrices de Charité</i>		820	»
Don Mourceau.		1.420	»
Pour 9 souscriptions perpétuelles.		900	»
A payer pour impression (Solde)		2.487	45
A la disposition du <i>Comité des accidents de fabrique</i>		2.640	»
		<u>18.787</u>	<u>45</u>
Excédent des recettes		<u>1.913</u>	<u>97</u>

Vu et adopté par le Bureau de la Société pour être soumis au vote de l'Assemblée générale, ce 7 février 1881.

Le Vice-Président de la Société,
Faustin-Adolphe HÉLIE.

Le Secrétaire,
Ernest NUSSE.

COMITÉS

DE LA

SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES ENFANTS

EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

(*Comptes rendus de leurs Travaux.*)

COMITÉ JUDICIAIRE

Séance du 17 janvier.

Présidence de M. *Faustin Hélie* juge au Tribunal civil de la Seine, *Président*.

Sont présents : MM. *Froger de Mauny*, *Nusse*, *Millot*, *Tournier*, *Joret-Desclosières*, *Fliche*, *Humman*, *Breuil*, *Tommy Martin*.

Sont excusés : MM. *Émile Salles* et *Jules Périn*.

M. *Nusse* expose que l'Assemblée générale a renvoyé au Comité judiciaire le soin de préparer la demande en autorisation du legs fait à la Société de protection par M^{lle} *Sétier*. MM. *Bérard* et *Périn* ont, en outre, été compris dans la commission chargée d'accomplir les formalités nécessaires à l'autorisation. Au nombre des formalités qui, quant à présent, sont indiquées se trouvent : la production de la cote officielle donnant le cours de la rente ; le consentement des héritiers et des légataires universels (les héritiers ont donné leur consentement par acte en date du 20 décembre 1880) ; un état de l'actif et du passif de la Société par le trésorier, une délibération du Conseil d'administration acceptant la libéralité : expédition du décret reconnaissant la Société comme d'utilité publique.

M. le *Président* propose d'émettre un avis sur l'acceptation du legs.

Le Comité judiciaire à l'unanimité est d'avis qu'il y a lieu d'accepter le legs fait par M^{lle} *Sétier* et charge, en conséquence, M. *Nusse* de composer le dossier et de suivre les formalités nécessaires à l'obtention de l'autorisation, près de la Préfecture de la Seine.

M. *Périn* communique une note émanant de M. le Directeur de l'Assistance publique et adressée à MM. les Maires des arrondis-

sements de Paris. Cette circulaire concerne les enfants moralement abandonnés, et leur placement en apprentissage.

Le Comité donne acte à M. *Périn* de sa communication et renvoie la note à M. *Nusse* qui la transmettra au Comité de placement. Quand à la question de principe soulevée dans cet intéressant document, elle sera étudiée par M. *Périn* dans son rapport sur le vagabondage des enfants.

L'ordre du jour appelle le rapport des membres chargés de surveiller l'application de la loi sur l'emploi des enfants par des acrobates, saltimbanques, directeurs de spectacles.

M. *Froger de Mauny* demande si, en principe, la Société de protection pourrait comme partie civile exercer le droit de poursuite devant les tribunaux. Il estime que la Société sortirait de son rôle de surveillance et de modération en entrant dans cette voie d'attaque.

M. *Nusse* appuie le sentiment de M. *F. de Mauny*. Les industriels, en nous voyant agir, non plus comme surveillants, mais comme adversaires directs, concevraient contre la Société des sentiments hostiles. D'ailleurs à l'occasion du chef particulier qui nous occupe, nous pourrions nous heurter à une fin de non recevoir ; nous examinons des infractions à la loi commises par des personnes qui exercent des *professions ambulantes* et le titre de notre institution est : *Société pour la protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures*.

M. le *Président* invite les membres qui étaient chargés de surveiller les représentations de certains théâtres à faire connaître le résultat de leurs investigations.

M. *Froger de Mauny* n'a, quant à présent, relevé aucun fait rentrant dans les préoccupations de la Société.

M. *Millot*, avoué, dit qu'au théâtre des Variétés, dans la revue *Ra-ta-plan*, on a fait figurer une petite fille âgée vraisemblablement de moins de 16 ans, qui exécute sur un fil de fer des tours périlleux. Le fait ne peut être contesté ; il résulte de la distribution même de la pièce et de l'indication du nom de l'enfant parmi les personnages.

M. le *Président* ajoute que dans une autre revue, *les Parfums de Paris*, on voit une petite fille de 6 ans exécuter un pas dangereux.

M. le *Président* propose de charger trois membres de signaler ces faits et de tenter une démarche auprès de M. le Procureur

général, à l'occasion d'un autre incident se rattachant à un acquittement récemment prononcé en faveur d'un patron qui cependant ne paraissait pas s'être conformé aux prescriptions de la loi concernant la vérification de l'âge de son apprenti résultant de la représentation du livret.

Trois membres du Comité sont chargés de cette démarche.

M. *Thommy Martin* demande pourquoi l'indifférence que rencontre de la part de l'administration l'application de la loi de 1874 ne serait pas combattue par une démarche de M. le Président de la Société auprès de M. le Ministre du commerce?

La proposition de M. *Martin*, mise aux voix est adoptée et MM. *Faustin Hélie*, *Froger de Mauny*, *Nusse*, *Joret-Desclosières*, sont chargés d'exposer à M. le Président *Dumas*, le vœu exprimé par le Comité judiciaire.

M. le Président propose de renvoyer à l'Assemblée générale la discussion du projet de M. *Nadaud* concernant les modifications à introduire aux principes du droit commun en matière d'accidents éprouvés par des ouvriers dans l'exercice de leur profession.

MM. *Nusse* et *Joret-Desclosières* font observer qu'il serait bon d'étudier au préalable cette question dans le comité judiciaire et de revenir ensuite devant l'Assemblée générale de la Société avec un rapport préparé et des conclusions formulées; il y aurait dans cette manière de procéder un moyen plus complet d'éclairer nos collègues siégeant dans l'Assemblée générale. Le comité judiciaire se réunissant au mois de mars, la question pourrait être portée à l'Assemblée générale, au mois d'avril.

Cette motion est adoptée, et M. *Nusse* est chargé de préparer un rapport.

L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. *Nusse* sur la nouvelle loi organisant les écoles manuelles d'apprentissage.

M. *Nusse* rappelle verbalement que, à l'occasion des travaux préparatoires qui ont précédé cette loi, il a été affirmé témérairement que : « *pas un ouvrier sortant d'apprentissage ne se trouvait en état de gagner sa vie.* » Une enquête soigneuse a été faite par notre collègue, M. *Roche*, disposant des documents de notre comité de placement, et il a été démontré que, en moyenne, les apprentis gagnent 5 francs par jour à la sortie de leur ap-

prentissage et les filles, 4 francs. Quant à l'espérance d'armer l'ouvrier contre les chances du chômage en lui apprenant plusieurs métiers, en généralisant ses aptitudes, l'idée peut être plus séduisante que pratique, l'industrie ne changera pas ses conditions de travail pour répondre au vœu du législateur; or de plus en plus les nécessités de la division du travail entraînent la spécialité du travail sur une pièce déterminée à reproduire sans cesse; l'habileté et la rapidité de l'exécution ne peuvent s'obtenir que sous cette condition. D'ailleurs, lorsque nous avons discuté le projet de M. Nadaud, il s'agissait de dispositions proposées à la Chambre des Députés et qui ont été très pratiquement amendées par le Sénat. Avec cette assemblée, la Société de Protection avait pensé que le principe devait être pris en considération, mais avec des modérations tirées de la mise à exécution, et surtout, des obligations financières imposées à l'État.

M. le Président. Sous le bénéfice de ces observations, il ne reste plus qu'à suivre les résultats donnés par l'application de la loi nouvelle — et la discussion doit être réputée clôturée. Le Comité est appelé à déterminer l'ordre du jour de sa prochaine séance qui peut être fixée au lundi 21 mars, date qui permettrait de préparer la discussion renvoyée à l'Assemblée générale du 7 avril concernant les projets de MM. Oviève et Nadaud, relatifs aux accidents éprouvés par des ouvriers.

Mais avant de procéder à cette fixation, il nomme, à l'unanimité, membre du Comité judiciaire, M. Jules Périn, secrétaire honoraire de la Société.

L'ordre du jour de la séance du 21 mars est ainsi fixé.

1^o Les projets de MM. Oviève et Nadaud; réglementation des accidents de fabrique et organisation des responsabilités qu'ils entraînent. — Rapport par M. Nusse.

2^o Rapport de M. Joret-Desclosières sur les travaux du congrès de Stockholm, notamment en ce qui concerne les Sociétés de patronage des enfants.

3^o Rapport de M. Tournier sur l'interprétation de la loi de 1874 concernant les exercices de dislocation.

4^o Rapport de M. Tournier concernant la conciliation des termes des lois de 1851 et de 1874, en ce qui concerne l'apprentissage et ses diverses conditions.

A la suite de cet ordre du jour, et pour des séances ultérieures, viendront prendre rang: le rapport de M. Raoul Jay sur les

congrès catholiques et socialistes d'ouvriers, et le rapport de M. Jules Périn sur le vagabondage des enfants.

Le Secrétaire,
Gabriel JORET-DESCLOSIÈRES.

Séance du 14 mars 1881.

Présidence de M. Faustin Hélie, juge au tribunal
civil de la Seine, *Président*.

Sont présents : MM. Nusse, Fliche, Salle, Froger de Mauny, Desclosières, Jules Périn, Tournier, Tommy-Martin, Breuil.

Le procès-verbal de la dernière séance, rédigé et lu par M. Desclosières est adopté.

M. le *Président* explique le motif qui a déterminé l'avancement de la séance du Comité judiciaire; elle avait été précédemment fixée au lundi 21 mars. M. le *Président* a pensé que le rapport de M. Nusse sur la responsabilité des patrons, en matière d'accidents de fabrique, devant être communiqué à l'Assemblée générale du 7 avril, il importait de pouvoir faire imprimer ce rapport avant la date de cette Assemblée générale, et que le temps eût manqué entre les dates du 21 mars et du 7 avril.

M. le *Président* rend ensuite compte de la démarche faite près de M. Dumas, par la commission déléguée du Comité judiciaire : MM. Faustin Hélie, Froger de Mauny, Nusse et Desclosières, dans le but d'entretenir le Président de la Société de protection de l'inexécution de la loi du 7 décembre 1874, en ce qui concerne les enfants employés dans les professions ambulantes.

M. Dumas a conseillé aux membres délégués d'ouvrir une enquête minutieuse sur les faits et de préparer, par un mouvement d'opinion, en faisant appel à la Presse, les représentants du pouvoir public à l'application d'une loi reléguée dans l'oubli.

M. le *Secrétaire* donne lecture d'une note insérée dans le *Moniteur universel* du 2 février, pour répondre à la préoccupation signalée.

M. le *Président* se propose de rédiger, dans le même sens, un article, et il invite les membres du Comité, qui, directement obtiendraient des insertions ou des reproductions d'articles, à communiquer les numéros de ces journaux au comité.

M. le *Président* rend compte de la visite par lui faite avec M. Desclosières à M. le Procureur général près la Cour d'appel de

Paris pour lui signaler un fait d'infraction à la loi sur le travail des enfants. L'accueil sympathique de M. le Procureur général fait espérer que, pour l'avenir, le fait spécifié sera l'objet d'une surveillance particulière.

La parole est donnée à M. Sallé. Il signale les faits caractérisant des infractions à la loi du 7 décembre 1874, qu'il a constatés au cirque Fernando. La gravité de ces faits est telle, ils sont si manifestement des contraventions aux dispositions de la loi, que M. Salle propose de les relever dans un rapport spécial qui, communiqué à l'Assemblée générale du 7 avril, serait soumis à sa haute approbation et suivi, si elle le jugeait bon, du vote d'une délibération ensuite communiquée par le bureau de la Société à M. le Préfet de Police.

Cette proposition mise aux voix est adoptée. M. le Président, appelle l'attention des membres du Comité sur les exercices du ballet de *la Korrigane*, qui seraient, dit-on, exécutés par des enfants de moins de 16 ans.

M. Salle rappelle qu'un rapport a été fait, l'année dernière, à l'occasion des exercices chorégraphiques considérés alors comme ne rentrant pas dans les exercices de dislocation.

M. le Président estime qu'il y a lieu de tenir compte des circonstances, ces préparations pouvant dégénérer en exercices périlleux acrobatiques. D'ailleurs, pourquoi ne pas considérer les théâtres comme des ateliers où les enfants sont exercés à des industries artistiques et il où importerait à leur santé et à leur moralité que les inspecteurs du travail des enfants pussent pénétrer et exercer leur action.

M. Th. Martin appuie cette proposition, et il accepte de présenter un rapport examinant si la loi de 1874 ne peut être étendue au point de vue de son application à l'inspection des théâtres.

L'ordre du jour appelle la lecture du rapport de M. Nusse sur la proposition de M. Nadaud. Responsabilité des chefs d'industrie à l'occasion des accidents de fabrique ou survenus en cours de travail.

D'unanimes applaudissements accueillent ce remarquable travail qui sera communiqué à l'Assemblée générale du 7 avril.

M. Desclosières exprime le désir que la composition de l'impression soit conservée afin de permettre un tirage à part qui serait distribué aux députés.

Cette proposition est admise.

M. Jules Périn propose d'inviter M. Vavas seur à venir prendre part à la discussion des conclusions du rapport de M. Nusse à la séance du 7 avril.

Cette proposition est adoptée.

M. le Président fait savoir au Comité que le Conseil d'administration de la Société de protection a décidé l'organisation d'un Comité d'enseignement et d'organisation d'une bibliothèque de prêts de livres aux apprentis. Ce projet sera développé dans la séance du 7 avril et le Conseil d'administration fera appel au zèle des membres de la Société pour composer ce Comité.

L'ordre du jour appelle le compte rendu de M. Desclosières sur le livre de MM. Desportes et Lefébure intitulé *la Science pénitentiaire au Congrès de Stockholm*.

Ce rapport sera inséré dans la partie bibliographique du *Bulletin*.

M. Salle propose de reprendre, en discussion, les questions agitées à ce Congrès et concernant spécialement l'emprisonnement cellulaire des enfants. Il est chargé de se présenter un rapport à cet égard.

M. Froger de Mauny rend compte de la conférence que notre collègue M. Fliche a faite sur l'apprentissage, le 18 février dernier. Elle a été fort applaudie. M. Périn demande que ce travail soit publié dans le bulletin.

M. Périn communique un arrêt de cassation, en date du 2 mars 1881, et qui, intéressant le travail des enfants, sera reproduit dans le bulletin.

M. Périn faisant allusion à la triste et récente affaire Cabrol, dit que la patronne s'était obligée par le contrat d'apprentissage à ne pas laisser sortir son apprentie; en manquant à cette obligation, elle est devenue la cause des malheurs de cette jeune fille, et a, dans une certaine mesure, engagé sa responsabilité.

M. Périn est chargé de rédiger des observations sur cette question qui figurera au prochain ordre du jour.

La date de la prochaine réunion est fixée au lundi 16 mai à 1 heure 1/2.

L'ordre du jour est ainsi réglé :

1^o Correspondance et jurisprudence.

2^o De l'application de la loi sur le travail des enfants employés dans les entreprises théâtrales. Rapporteur M. Tommy Martin.

3° De la responsabilité des patrons relativement à la surveillance des apprentis prévue par le contrat d'apprentissage. Rapporteur M. *Périn*.

A LA SUITE DE L'ORDRE DU JOUR.

1° Du travail des jeunes détenus dans les prisons de correction et du régime cellulaire appliqué aux enfants. Rapporteur M. *Salle*.

2° De l'interprétation de la loi du 7 décembre 1874 relativement à la dislocation des enfants. Rapporteur M. *Tournier*.

3° Examen des travaux des congrès catholiques et socialistes relativement à l'apprentissage. Rapport de M. *Raoul Jay*.

4° Du vagabondage des enfants. Rapport de M. *Périn*.

Le secrétaire,
Gabriel DESCLOSIÈRES.

Annexe

Jurisprudence

ORPHELINAT (*Atelier annexe établi dans un*) POUR L'APPRENTISSAGE DE MÉTIERS. — La Cour de cassation (Ch. crim., audience du 18 février 1881 présidence de M. de Carnières, président) vient de décider :

Que la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants dans les manufactures est inapplicable aux orphelinats ou établissements de bienfaisance constituant de véritables ateliers de charité, dans lesquels les enfants reçoivent l'instruction et apprennent un métier. Il suffit qu'il soit prouvé que ces ateliers ne sont pas établis dans un but de spéculation ;

Que celui qui surveille le travail de ces enfants, dans une annexe de l'orphelinat, sous la direction du chef de cet établissement de charité, est, comme lui, à l'abri de toute poursuite.

Mais qu'il en est autrement de l'entrepreneur qui, bien que locataire d'un bâtiment annexe de l'orphelinat, exploite son industrie pour son compte personnel, qui en est le véritable directeur et emploie abusivement des enfants de l'orphelinat.

Ces questions, neuves et intéressantes, sont nées dans les circonstances suivantes :

M. l'abbé Arnaud, religieux de l'ordre de Saint-Pierre-ès-Liens dirige à Marseille un établissement connu sous le nom d'orphe-

linat de Saint-Pierre dans lequel sont admis, soit moyennant une rétribution, soit gratuitement, des enfants de tous les âges, orphelins ou non.

Ces enfants doivent, non seulement recevoir une certaine instruction, mais encore faire l'apprentissage d'un métier ; dans ce but, des ateliers sont organisés soit dans l'établissement même, soit dans les locaux voisins qui appartiennent également à la communauté.

L'une de ces annexes est louée au sieur Pavanque, cordier, qui y a installé un atelier de corderie. Indépendamment des ouvriers du dehors que cet industriel pouvait employer, il devait accepter des enfants de l'établissement dirigé par le sieur Arnaud et il payait à celui-ci pour chacun d'eux un salaire de 0 fr. 50 c. par jour. Matin et soir ces enfants étaient conduits à l'atelier et en étaient ramenés par un religieux.

Une autre annexe était affectée à des travaux de marbrerie opérés sous la surveillance du sieur Breton qui dirigeait le travail, fournissait la matière première et la retirait après transformation, payant pour la main d'œuvre un prix déterminé par un tarif arrêté entre lui et le directeur, et basé sur la somme de travail accompli par chaque enfant.

Le 11 mai 1880, l'inspecteur divisionnaire des enfants employés dans l'industrie a constaté, soit dans les ateliers placés sous l'autorité immédiate de M. l'abbé Arnaud, soit dans ceux loués aux sieurs Pavanque et Breton, un grand nombre de contraventions à la loi du 19 mai 1874. Ces contraventions proviennent soit de l'âge des enfants astreints au travail, soit de la nature et de la durée de ce travail.

Traduits à raison de ces faits devant le Tribunal correctionnel MM. Arnaud, Pavanque et Breton furent renvoyés des poursuites par le motif que la loi de 1874 ne s'étend pas aux établissements charitables.

Sur l'appel du ministère public, la Cour d'appel d'Aix a, le 11 novembre 1880, confirmé le jugement de Marseille en adoptant son motif de relaxe et, en outre, par cet autre motif que les enfants, bien que travaillant pour le compte des sieurs Pavanque et Breton, ne cessaient d'être sous la surveillance, la direction et l'autorité du père Arnaud.

Ces décisions sont fondées sur l'article 1^{er} de la loi du 19 mai 1874 et le décret rendu en exécution de cette loi, le 13 mai 1875,

qui admettent que les institutions charitables sont affranchies des dispositions édictées par ces lois et décrets.

C'est contre cet arrêt de la Cour d'appel d'Aix que le procureur général a formé un pourvoi. La Cour de cassation y a statué par l'arrêt suivant dont nous donnons le texte, à raison de la nouveauté des questions jugées, en attirant l'attention sur la différence des situations, en fait, reconnues par cet arrêt :

« La Cour,

» Oûi M. le conseiller Sevestre en son rapport, M^e Sabatier, avocat de M. l'abbé Arnaud, et M. l'avocat général Chévrier en ses conclusions;

» Vu le mémoire produit par le procureur général près la Cour d'appel d'Aix, à l'appui de son pourvoi;

« Vu le mémoire produit par M^e Sabatier, avocat en la Cour, dans l'intérêt du sieur Arnaud;

» Sur le moyen unique du pourvoi tiré de la violation de l'article 1^{er} de la loi du 19 mai 1874, en ce que l'arrêt attaqué, sans méconnaître l'existence des contraventions constatées par un procès-verbal régulier, a néanmoins prononcé le relaxe des trois prévenus Arnaud, Breton et Pavanque :

» Attendu que l'article 1^{er} de la loi du 19 mai 1874 défend d'une manière expresse d'employer les enfants et les filles mineures à un travail industriel dans les manufactures, usines, mines, chantiers et ateliers, en dehors des conditions déterminées par ladite loi; que les termes généraux dans lesquels est conçu cet article démontrent que l'intention du législateur a été de soumettre aux règles qu'il édictait tous les établissements ayant le caractère d'une entreprise industrielle et dans lesquels le travail s'effectue en commun dans un but de spéculation; mais qu'il résulte de la discussion qui a précédé le vote de la loi que ses prescriptions ne sauraient s'appliquer ni à l'atelier de famille, ni aux ateliers organisés dans les établissements de bienfaisance, lorsque ces ateliers fonctionnent non en vue d'un bénéfice à réaliser sur le produit du travail qui s'y exécute, mais en vue de l'instruction et de l'éducation professionnelle des enfants;

» Attendu, dans l'espèce, qu'un procès-verbal régulier dressé le 11 mai dernier, non débattu par la preuve contraire et dont les énonciations ne sont pas contredites par l'arrêt attaqué, a constaté plusieurs contraventions à la loi du 19 mai 1874, dans trois ateliers installés dans les bâtiments appartenant à l'orphelinat de Saint-Pierre-ès-Liens, à Marseille; que deux de ces ateliers, celui de cordonnerie et celui de marbrerie, situés à l'intérieur de l'orphelinat, étaient placés sous la direction du sieur Arnaud, directeur de cet orphelinat, et que l'arrêt attaqué ne s'est pas borné à constater que

ces ateliers dépendaient d'un établissement de bienfaisance, mais qu'il a ajouté « que le but principal recherché par le sieur Arnaud » était non de se procurer un bénéfice par le travail des enfants » employés dans ces ateliers, mais de faire leur apprentissage ».

» Attendu qu'il résulte de cette constatation de fait, laquelle est souveraine, que ces ateliers ne sont pas établis dans un but de spéculation; qu'ils constituent de véritables ateliers de charité, lesquels ne tombent pas sous l'application de la loi du 19 mai 1874;

» Attendu, dès lors, que l'acquiescement du sieur Arnaud prononcé par l'arrêt attaqué est légalement justifié et que le pourvoi formé contre cette disposition dudit arrêt n'est pas fondé;

» Attendu, en ce qui concerne le sieur Breton, que ce prévenu n'était point le directeur de l'atelier de marbrerie, que son rôle consistait à surveiller et à vérifier le travail exécuté pour son compte dans cet atelier, par suite d'une convention intervenue avec le sieur Arnaud, lequel en avait la direction;

» Attendu qu'aux termes de l'article 25 de la loi du 19 mai 1874, les manufacturiers, directeurs ou gérants et patrons sont seuls pénalement responsables des contraventions aux prescriptions de ladite loi, à l'exclusion de tous autres agents; qu'ainsi, et en admettant même que l'atelier dont s'agit pût tomber sous l'application de cette loi, la poursuite dirigée contre Breton manquait de base légale;

» Attendu, en conséquence, qu'en prononçant le relaxe de ce prévenu, l'arrêt attaqué, loin de violer la loi, en a fait une juste et saine interprétation et le pourvoi contre cette partie de l'arrêt doit également être rejeté;

» Attendu, en ce qui touche le sieur Pavanque, que la situation de ce prévenu était absolument différente; qu'en effet, si le local dans lequel il avait établi un atelier de corderie appartenait à l'orphelinat, ce local lui avait été loué par le sieur Arnaud, qu'il exploitait l'atelier pour son compte personnel et en était le véritable directeur;

» Attendu qu'il résulte des constatations du procès-verbal non contestées par Pavanque, que plusieurs enfants âgés de sept, neuf et dix ans étaient employés dans cet atelier à tourner la roue de six heures du matin à six heures du soir, sauf deux heures de repos, le tout en contravention aux articles 2 et 3 de la loi du 19 mai 1874, et du décret du 13 mai 1875;

» Attendu que l'atelier dont s'agit tombait nécessairement sous l'application de la loi du 19 mai 1874; que, dès lors, l'arrêt attaqué, en prononçant l'acquiescement de Pavanque, a méconnu la situation légale de ce prévenu ainsi que celle de l'atelier dont il était le directeur, et, par suite, formellement violé les articles 1^{er} et 25 de la loi susvisée;

» Par ces motifs,

» Rejette le pourvoi du procureur général près la Cour d'appel d'Aix contre l'arrêt de cette Cour, chambre correctionnelle, en date du 11 novembre dernier, en tant que ce pourvoi a été formé contre les dispositions du dit arrêt qui ont prononcé l'acquittement d'Arnaud et de Breton;

» Casse et annule le dit arrêt en ce qu'il a renvoyé le prévenu Pavanque des fins de la poursuite;

» Et pour être statué conformément à la loi, mais seulement en ce qui concerne ledit Pavanque, sur l'appel interjeté par le procureur général près la Cour d'appel d'Aix, du jugement rendu par le Tribunal correctionnel de Marseille, le 8 juillet 1880, renvoie la cause et ce prévenu devant la Cour d'appel de Nîmes, chambre correctionnelle;

» Ordonne, etc. » (*Gaz. Tribun.*, 2 mars 1881) (1).

LES PROJETS DE LOI OVIÈVE ET NADAUD

RÉGLEMENTATION PRÉVENTIVE DES ACCIDENTS DE FABRIQUE ET ORGANISATION DES RESPONSABILITÉS QU'ILS ENTRAÎNENT

Rapport présenté au Comité judiciaire

par M. ERNEST NUSSE,

Docteur en droit, avocat à la Cour d'appel, Secrétaire de la Société.

C'est avec une vive satisfaction que votre Société accueille les mouvements accentués de l'opinion dans l'importante matière des accidents de fabrique. Votre joie comporte une légitime fierté, car vous avez depuis quatorze ans provoqué ces manifestations par vos efforts constants, par l'active propagande de votre Comité des accidents de fabrique, par les nombreuses publications spéciales insérées à votre *Bulletin* (2). Aujourd'hui que des aspirations sont nées soit dans la presse, soit à la tribune du parlement, soit même dans les groupes de certaines associations particulières, c'est votre devoir de rappeler leurs origines, de surveiller leur essor, d'en modérer les tendances exagérées sans sacrifier ni à l'égoïsme, ni aux illusions de la fausse philanthropie. — Evitant les distinctions arbitraires entre le patron et l'ouvrier, le travail et le capital, nous nous efforcerons ensemble

(1) Com. muniqué par notre collègue M. Jules Périn.

(2) Voy. table *Bulletin* 1880, v° Accidents de machines et de fabrique.

de rechercher uniquement ce qui est juste. Ainsi serons-nous fidèles à notre passé et au but social que nous nous sommes tracé.

L'imprudence et l'incurie ont dans les accidents de fabrique une place plus grande encore que le cas fortuit ou la force majeure. Et nous n'entendons ici incriminer personne : employé ou maître, l'homme a les mêmes défauts qui le conduisent aux mêmes erreurs. Qui dira jamais si l'imprudence du manoeuvre n'engendre pas autant de sinistres que l'imprudence du maître?

Mais comment supprimer ce cruel tribut annuellement payé par la vie humaine à l'industrie? Comment employer les forces vives de la loi à le réduire, à l'atténuer tout au moins?

Ici les esprits se divisent en suivant deux courants d'après la pente naturelle que ménage la diversité des études, des travaux et des milieux. Les praticiens, ceux qui vivent et luttent quotidiennement avec la MACHINE, ceux-là veulent dompter ses furies, la rendre aussi impuissante pour le mal qu'elle est féconde pour le bien : ce sont les promoteurs des *moyens préventifs*. D'autres esprits plus théoriciens, persuadés que les effets de l'imprudence ne seront jamais conjurés, se frappent avant tout de l'idée des responsabilités et se préoccupent particulièrement de remédier aux conséquences terribles que les accidents font naître. Ce sont les partisans convaincus des *moyens réparateurs*.

Puis, dans chacun de ces systèmes, avec des nuances et des degrés divers, se pose l'éternel antagonisme entre les amis à outrance de la liberté, espérant tout fonder sur et par elle, et ceux qui, ne croyant pas au triomphe définitif de la raison individuelle, entendent lui donner la loi, c'est-à-dire la raison commune comme auxiliaire forcé.

Le schisme éclate en effet dans les rangs des partisans des moyens préventifs. Les indépendants purs affirment que l'intérêt du fabricant combiné avec celui de l'ouvrier, étant la garantie la plus sûre de la bonne tenue des usines, les règlements d'atelier surgiront d'eux-mêmes comme la suprême expression de l'expérience. C'est ainsi que le problème sera résolu, sans pression, par la simple intelligence de l'utilité commune appréciée par la raison libre. — Utopie qu'il faut bien vite repousser ! Pour quelques-uns, qui veulent la lumière, combien se complaisent dans une ignorance cherchée ! Parmi ceux-là mêmes qui prétendent s'éclairer, combien resteront confinés à l'étroit dans l'horizon borné que trace l'individualisme, appliquant par tradition, ce

qui n'a plus sa raison d'être, privés de la comparaison qui mène au progrès, stationnaires quand il faudrait marcher. Et puis, comment exécuter ce règlement dont on est soi-même le législateur? Même parfait, il semblera partial; il aura les vices de son origine devant l'opinion (1).

Aussi le cercle va-t-il s'élargir et, au règlement spécial d'un atelier, allons-nous voir se substituer le règlement de société accepté par des groupes de manufacturiers au moyen d'une adhésion commune. Ici apparaît l'association pour prévenir les accidents de fabrique. La patrie est Mulhouse, — du temps que l'Alsace était française, — l'apôtre, notre vénéré président, M. Engel-Dollfus. Le 30 août 1867, il syndique 25 maisons de Mulhouse. Elles payent un inspecteur privé qui visitera incessamment les établissements des sociétaires, étudiera la cause des accidents, mettra les manuels, les découvertes utiles aux mains des fabricants et des travailleurs (2); — et en 14 ans, le nombre des broches surveillées s'est élevé de 400,000 à 860,000. L'association compte 6,000 métiers, 400 machines à imprimer. Les cinq dernières années donnent une réduction de 21 1/2 0/0 sur les accidents survenus dans les cinq premières, et les compagnies d'assurances diminuent leurs tarifs vis-à-vis des maisons affiliées (3). — Une semblable association était fondée à Paris en 1867 (4); une troisième vient d'être établie à Rouen, le 1^{er} mai 1880, sur l'initiative de la Société industrielle de cette ville (5). Il y a là de magnifiques instruments de propagande; mais, ce ne sont que de très insuffisantes institutions. Le petit et le moyen fabricant, l'ouvrier-patron, entreront-ils dans ces associations qui exigent l'achat d'engins de protection et certaines cotisations minimales, mais onéreuses encore pour la bourse des humbles?

D'ailleurs, nées en certaines agglomérations industrielles, elles n'en franchiront pas les bornes. Où sera donc la garantie dans l'usine isolée, dans les localités où l'industrie, sans être absolument inconnue, est cependant reléguée à un rang inférieur?

(1) Toute règle comporte des exceptions; nous citerons comme modèle le règlement de M. Chaix sur les accidents. *Bulletin I*, 285.

(2) Voy. *Bulletin I*, 262, 307; *II*, 238.

(3) Rapport sur la pétition Oviève par M. Poan de Sapincourt. Rouen 1880.

(4) *Bulletin III*, 284, note.

(5) Ajoutons les associations fondées pour prévenir les explosions de chaudières à vapeur: il y en a trois en France, une à Paris, les deux autres dans le Nord et en Normandie. La première vient d'Alsace. *Bulletin XIII*, p. 50.

— Et toutefois leur mission est féconde, moins encore par les résultats statistiques obtenus, si grands qu'ils soient, que par l'exemple donné. Elles mènent insensiblement par le spectacle de l'exécution libre au programme possible d'une loi c'est-à-dire à l'obligation pour tous, constatée par la raison du plus grand nombre, et basée sur l'expérience instructive de quelques-uns.

La loi préventive a déjà fait son entrée dans l'atelier : elle en a pris possession à titre de protection de l'enfance ouvrière le 19 mai 1874; son ambition justifiée est de s'étendre à l'homme fait, à l'ouvrier adulte. C'est au 30 juin 1860 qu'il faut remonter pour trouver les premiers linéaments d'un système de protection publique. A cette époque, et d'après un avis du Conseil d'État, le Ministre du commerce fait connaître aux préfets les moyens les plus propres à prévenir les accidents. Un mécanicien de Darnétal, un homme patient et convaincu dont nous nous félicitons d'avoir encouragé les débuts, un lauréat de notre Société, M. Louis Oviève, s'est voué de cœur à cette cause généreuse. Après bien des démarches, il a vu ses tentatives aboutir à un premier succès; la Chambre des députés par un vote d'ordre du jour formel, a renvoyé au Ministre du commerce sa pétition tendant à soumettre tous les établissements industriels, agricoles et tous les engins mécaniques en général aux mesures édictées dans les articles 14 et 16 de la loi du 19 mai 1874. Par sa circulaire du 5 avril 1880, le Ministre du commerce a ordonné de procéder à une enquête approfondie sur les causes des accidents dont sont victimes les ouvriers.

Ainsi va s'élaborer une statistique intéressante qui permettra de connaître en France le nombre et l'importance des accidents de fabrique. En Angleterre, ils ont été en 1879 de 5,333 se subdivisant en 306 morts, 774 amputations, 527 fractures, 533 blessures à la tête, 3,193 autres blessures soit 6 0/0 de morts et 14 0/0 d'amputations. En France un travail fait par M. Dutertre, inspecteur départemental dans la Seine-Inférieure, en 1876, a permis de classer ainsi les résultats des accidents : morts 16.76 0/0; amputations 18.33 0/0; autres : 65 0/0. Les faits qui sortiront des enquêtes officielles, répondront, on peut dès à présent le prévoir, aux objections qui ont été soulevées (1).

La liberté du patron, maître absolu dans son atelier, la liberté

(1) Chiffres empruntés à M. Poan de Sapincourt, *ubi supra*

de l'ouvrier, souverain appréciateur des moyens à employer pour exécuter le travail confié, ne peuvent échapper au contrôle que la Société et l'État exercent au nom du principe supérieur de la conservation de la vie humaine. C'est ainsi qu'aux uns et aux autres, la loi a déjà imposé l'inspection des chaudières des machines à vapeur.

L'application, en Angleterre (1), en Suisse (2), de sages règlements préventifs, ont prouvé l'efficacité de l'action régulatrice du législateur. C'est pourquoi la pratique anglaise a pu établir que dans une période de dix ans, pendant que le nombre des machines augmentait de 38 0/0, celui des accidents ne s'élevait proportionnellement que de 6 0/0 (3).

Quant au procédé législatif, il semble tout indiqué : des règles générales avec sanction pénale, une délégation au gouvernement de faire des règlements spéciaux d'administration publique sur l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures, de manière que la vigilance de ce Comité provoque l'usage des engins ou procédés de protection inventés par la science au fur et à mesure que les progrès de l'Industrie créent des dangers nouveaux. Le précédent de la loi de 1874 est ici topique et concluant : le législateur qui ne peut deviner l'avenir scientifique, doit lui réserver des cadres toujours prêts à le recevoir au moment où il devient le présent.

Mais la prudence humaine a ses défaillances, les cas fortuits, leur triste et redoutable fatalité, et si sage que soit un système préventif, il laissera une place de plus en plus restreinte, mais toujours trop large aux accidents de fabrique. Ici commence le principe des responsabilités, et ce n'est pas la partie la moins ardue de notre tâche.

Responsabilité ! c'est le mot du litige, c'est aussi le motif de la solution ; car ne l'oublions jamais, elle n'existe que dans les rapports de deux hommes libres dont l'un invoque le fait ou la faute de l'autre, en se fondant sur l'égalité du droit.

Par là, nous avons répondu aux écoles socialistes qui voient dans l'assurance forcée le remède efficace aux conséquences des accidents. Certes, nous sommes les chaleureux partisans de

(1) Art. 3 et suiv. Act. sur les manufactures du 27 mai 1878, traduction J. Périn, *Bulletin* XII, 233.

(2) *Bulletin* XI, p. 98.

(3) M. Poan de Sapincourt, *ubi supra*.

l'assurance ; nul plus que nous n'est convaincu des bienfaits que contient en germe la loi trop peu connue du 11 juillet 1868, créant une caisse d'assurances en cas d'accidents résultant de travaux agricoles et industriels. — Mais, — nous voulons la liberté. Qu'il me soit permis, si j'y trouve mon intérêt d'être mon propre assureur ! que nul ne s'immisce dans la gestion d'un patrimoine dont je suis le directeur : ici l'action de l'État n'est plus justifiée par une mesure nécessaire de haute police. D'ailleurs, toute assurance a son plein que la prudence ne lui permet pas de dépasser ; il y a notamment un maximum pour le cas de mort. Un chiffre préfixe sera tantôt excessif et tantôt insuffisant. La vie humaine ne peut se tarifier à prix fixe comme le faisaient les lois barbares des Wisigoths, des Francs et des Burgondes, et le vice de l'école socialiste se révèle par cette manie d'uniformité mathématique, insouciance des faits, jalouse des solutions adéquates que comportent les lois physiques ou astronomiques, mais non les décisions humaines.

L'assurance conservera donc son rang utile, mais modeste : elle est la caution, elle n'est pas la débitrice directe des responsabilités. C'est ce qu'ont, avec leur intelligence ordinaire, réclamé les associations ouvrières anglaises, malgré les efforts contraires de M. Knowles à la Chambre des communes et de lord Shand à la Haute-Chambre (1).

Mais alors, faut-il faire peser la dette de responsabilité sur l'une des deux grandes forces industrielles, le travail et le capital : c'est un autre aspect de notre question.

Dans un très remarquable article, inséré au *Droit* du 20 mai 1880, mon savant confrère et excellent ami, M. Vavas seur, voit dans l'accident un risque industriel qu'il fait supporter à l'entrepreneur à titre de frais généraux et de risques inhérents à l'entreprise. La présomption de faute doit être légalement admise contre le patron, parce qu'il est difficile à l'ouvrier d'articuler les faits précis de faute ou d'imprudence dont il se dit victime. Ce sera une présomption de faute de plus à ajouter à celles que la loi a déjà créées. Ne déclare-t-elle pas le locataire, — sauf excuses à sa charge, — responsable de l'incendie, (1733, C. C.), le propriétaire d'un animal, du dommage que cet animal a causé

(1) M. Cuheval-Clarigny, *Revue des Deux-Mondes* t. XLI, 15 octobre 1880, article reproduit au *Bulletin*, 1880 p. 460.

(1385 C. C.), les communes, des dégâts matériels suite de troubles ou de sédition ? (Loi du 10 vendémiaire an IV). — M. Martin Nadaud, député de la Creuse, a converti cette thèse en un projet de loi présenté à la séance de la Chambre des députés du 29 mai 1880. Si donc, M. Nadaud en est le père, M. Vavasseur en est certainement l'aïeul (1).

Si la théorie nouvelle est juste, elle devrait, semble-t-il, être généralisée. Pourquoi conférer à l'ouvrier seul le privilège de dispense de preuve de la faute ? Pourquoi ne point le donner au voyageur ? La compagnie de chemins de fer ou de paquebots devrait, par la même raison, être réputée avoir pris les accidents de route aux risques et périls de son capital.

Et pourtant, — qu'il n'y ait à cet égard aucune confusion dans vos esprits, — nous sommes plus disposés à exclure le principe qu'à l'étendre, car malgré tout le talent avec lequel on l'expose, notre conviction est qu'il recèle l'erreur toujours respectable d'âmes nobles et généreuses.

Nous sommes peu touchés des exemples tirés des présomptions légales que l'on cite. Si ce locataire est présumé avoir mis le feu, c'est qu'en effet l'incendie ne peut guère avoir été allumé que par sa faute personnelle ou celle de ses préposés ou de sa famille. Le propriétaire d'un cheval vicieux a eu tort d'omettre les précautions qu'exigeait la nature ombrageuse de l'animal qu'il connaît par lui ou par son cocher. Cette commune, par une prompte et énergique répression, pouvait arrêter les incendies et empêcher les dégâts. Tout nous ramène donc à l'idée d'une faute dont l'imputabilité ne remonte qu'à une personne physique ou morale.

Mais aucune catégorie n'est établie dans les responsabilités ainsi créées. Le locataire du premier étage n'est pas censé plus en faute que celui du cinquième. On n'innocente pas tels citoyens de la commune parce qu'ils sont plus ou moins riches ou pauvres que tels autres. La responsabilité pèse sur tous, sans inégalité,

(1) Le projet de loi de M. Vavasseur est ainsi conçu : « Si un ouvrier ou un employé a été blessé ou tué par suite d'accident survenu pendant son travail, et à l'occasion de ce travail, le maître ou patron est tenu de réparer le préjudice causé, à moins qu'il ne prouve que l'accident s'est produit par la faute de l'ouvrier ou employé ». — Voici la formule de M. Nadaud. « Lorsqu'un homme, louant son travail à un autre homme, s'est blessé ou tué à son service, l'employeur sera de plein droit responsable, à moins qu'il ne prouve que l'accident a été le résultat d'une faute commise par la victime. »

la rigueur atteignant chacun indistinctement, il y a impartialité dans la sévérité.

Dans le projet analysé, étant donné deux hommes qui peuvent être les auteurs séparés ou même les coauteurs de l'accident, la loi dirait à l'un : vous êtes imprudent, parce que vous êtes patron. à l'autre, vous êtes sans reproche, parce que vous êtes ouvrier. Avouons que ce serait une présomption d'un nouveau genre et n'invoquons plus celles que le Code a imposées, pour légitimer celle-là.

Au fond, est-il exact que l'imprudence vienne plus généralement du patron que de l'ouvrier ? Non, la réponse universelle à Paris, à Londres et à Berlin, c'est que par habitude du danger, insouciance ou gloriole d'atelier, l'ouvrier, confiant dans son adresse à manier des machines ou pièces dangereuses voit dans les mesures de précaution une tutelle superflue ou gênante, que les règlements protecteurs acceptés du patron sont en général critiqués et dédaignés de l'ouvrier (1). Faut-il donc punir le patron des insoumissions de l'ouvrier vis-à-vis des statuts de la loi ? Ou bien veut-on protéger l'ouvrier contre lui-même ?

Nous sommes loin des théories d'émancipation intellectuelle et de l'initiative individuelle qu'énonçait un récent rapport de M. Tolain à propos de la loi sur les écoles d'apprentissage (2). On craint que la paresse d'esprit ne suive le travailleur de l'atelier dans la pratique du suffrage universel, et on lui fait une éternelle minorité, on l'assimile à un enfant, même dans l'exercice de son état manuel ! — Quand la division infinie du travail et le perfectionnement de l'outillage mécanique ôtent à l'artisan les préoccupations de la création, pour ne lui laisser que l'usage routinier de la manipulation ou du tour de main, est-ce trop exiger de lui qu'il emploie les forces vives de son esprit au soin de sa propre conservation ? Dire à un être raisonnable qu'on proclame le dogme de son irresponsabilité même mitigé par l'admission de la preuve contraire, c'est lui dénier le principe de la raison et l'abaisser par un excès de protection. Ainsi traiterait-on des esclaves. Caton l'ancien était-il donc l'économiste de l'avenir, quand étudiant les devoirs du

(1) Voy. le rapport de l'inspecteur de Berlin, de ceux de la Poméranie, des cercles de Cologne, de Coblenz et de Trèves, cités par M. Poan de Sapincourt, *ubi supra*.

(2) *Bulletin* 1880, p. 136.

capital, il lui conseille de vendre la vieille ferraille et les vieux serviteurs (1) ?

Mais il faut que la philosophie et le droit s'inclinent devant l'économie qui a parlé. L'axiome est proclamé ; les risques de l'entreprise sont à la charge du capital. — Prenons y garde : pourquoi pas du travail ? Pourquoi le capitaliste serait-il tenu plus que le travailleur d'assurer les suites de l'imprudence dans le travail ? Est-ce que celui qui accepte un emploi et qui, par là même, prétend avoir une expérience manuelle suffisante, n'assume pas implicitement l'éventualité des risques ? La hausse constante du salaire fait un devoir à l'ouvrier de prélever l'obole indispensable pour l'assurer contre les conséquences des dangers professionnels. Et depuis 1837, la pratique de la jurisprudence anglaise s'est inspirée de cette doctrine, pour refuser tout recours à l'ouvrier blessé ou atteint dans l'exercice d'une tâche que le maître lui a confiée. Ce n'est qu'après de grands efforts des associations ouvrières, que la loi de responsabilité des patrons a été enlevée de haute lutte (2).

Il n'y aurait donc dans cette thèse, ni chimère, ni utopie, mais une iniquité qui, pour être inverse de celle à laquelle aboutit le projet de loi de M. Nadaud, n'en serait pas moins flagrante.

Capital et travail sont en effet des abstractions ; or, quand une existence humaine est frappée dans son application utile, il convient de trouver, non une antithèse économique, mais un être concret qui soit l'auteur responsable de la lésion. La responsabilité qui s'induit de la faute, ne peut résulter de la circonstance que je fais valoir industriellement mon capital ou que je travaille de mes mains ; je suis un justiciable et non un suspect. Nous ne voulons pas plus d'aristocratie ouvrière que d'aristocratie bourgeoise, mais pour tous, le niveau régulateur du droit. S'il y a des inexpériences dans la discussion des affaires des malheureuses victimes des accidents, qu'on remplace les avocats stagiaires par les avocats inscrits au tableau, qui accepteront

(1) La fatalité du raisonnement amène M. Vavasseur à parler de l'artisan, automate servant d'une machine et de la puissance aveugle qui attire et broie l'esclave, coupable d'une seconde d'inattention. — *Droit* du 20 mai 1880. — M. Nadaud se sert d'un langage analogue, c'est donc la nécessité de leur thèse qui dicte ces expressions à des hommes d'un libéralisme si éprouvé.

(2) Article précité de M. Cuheval Clarigny.

avec dévouement l'honneur de ces commissions d'office; si l'on parle des difficultés de preuve, qu'on n'oublie pas que l'ouvrier blessé a le plus souvent à invoquer le témoignage de camarades peu hostiles à sa cause et que la libre concurrence de l'industrie rend fort indépendants des patrons; — que très souvent, les lenteurs de l'enquête civile peuvent être suppléées par un procès-verbal de commissaire de police, qu'enfin, quelques retards de procédure très remédiables ne doivent pas faire sacrifier un juste principe de droit. Pour détruire l'admirable harmonie des articles 1382 C. civil, 319, 320 C. pénal, il faudrait quelque chose de plus que la loi de Genève du 25 juin 1878 (1). Le nouveau bill anglais consacre une doctrine équivalente à celle du Code civil (2), et le texte de la loi allemande du 17 juillet 1878, article 120, se borne à ordonner les mesures préventives qui peuvent conjurer les accidents (3); les autres règlements projetés sont aussi purement préventifs (4).

Pour nous, nous ne comprendrons jamais qu'un patron reconnu par un tribunal correctionnel innocent de toute négligence, soit condamné civilement à payer une indemnité comme coupable... d'avoir un capital qu'il emploie à faire travailler des ouvriers.

Nous ne comprendrons jamais que le patron puisse encourir les conséquences pécuniaires d'un de ces terribles duels de chantier qui se dénouent sans témoins, par la mort des deux antagonistes, et que la faute de deux hommes aboutisse fatalement à la responsabilité d'un troisième, non coupable. — Enfin, nous ne voyons pas comment s'appliquerait la présomption dans l'hypothèse de plus en plus fréquente de la participation ouvrière aux bénéfices.

Mais que deviendront dans notre théorie les victimes du cas fortuit ou de leur propre imprudence? Dieu nous garde de les oublier! qu'on leur alloue au nom de la nation un principe d'indemnité qui rende leurs maux moins intolérables, si les familles ou les associations privées n'y ont déjà pourvu: nous applaudirons de grand cœur, car pour nous la Justice

(1) Annuaire, législation comparée, année, 1879, p. 588 — La loi fédérale du 3 décembre 1877, admet le patron à se décharger de la responsabilité par la preuve de la force majeure. V. art. 5 *Bulletin* XI p. 99.

(2) *Bulletin* 1880, p. 463.

(3) Annuaire législation comparée 1879, p. 108.

(4) V. ci-dessous: Revue de l'étranger, Allemagne.

a l'Assistance publique comme correctrice de ses rigueurs logiques (1).

Mais à des hommes libres, il faut parler le pur langage du droit ; et le droit, ne distinguant ni riches ni pauvres, ni patrons ni ouvriers, suit sa marche immuable, consultant sans doute l'économie quand il s'agit de s'assurer des modalités, des charges, ou de la transmissibilité des biens, mais interrogeant avant tout la conscience humaine sur la réalité des faits quand il veut ériger une responsabilité, frapper un homme dans sa propriété, sa fortune ou son patrimoine.

La discussion de ce rapport soulève les questions suivantes :

1° Faut-il laisser la réglementation préventive des accidents de fabrique à l'initiative privée

a. Des fabricants isolés ?

b. Des associations formées pour les combattre ?

2° Convient-il au contraire d'opérer cette réglementation préventive par voie législative ?

3° Dans ce cas, quel serait le meilleur procédé législatif ?

4° La question de responsabilité doit-elle être résolue par l'assurance forcée du fabricant ou de l'ouvrier ?

5° La responsabilité doit-elle être présumée contre le patron sauf preuve de la faute de l'ouvrier, et le cas fortuit mis à la charge du patron ?

6° La responsabilité doit-elle être mise à la charge de l'ouvrier ?

7° La responsabilité doit-elle être à la charge de celui qui est l'auteur de l'accident, qu'il soit patron ou ouvrier ?

8° Dans le cas de l'affirmative, convient-il de créer des institutions d'assistance publique pour les victimes du cas fortuit ?

(1) Ainsi, en Italie, un décret royal du 11 octobre 1879 institue une commission chargée d'élaborer la création d'une Caisse des Retraites pour la vieillesse et les invalides du travail. Annuaire Société législation comparée, 1880, p. 375.

COMITÉ DE PLACEMENT DES APPRENTIS

RAPPORT

SUR L'EXERCICE 1880

Présenté par M. ROCHE, *Vice-Président*, au nom de ce Comité,
à la *Société de protection*.

Messieurs,

Votre *Comité de Placement des apprentis* a tenu ses séances régulièrement en 1880, comme en 1879, 1878 et 1877.

Voici les résultats comparés des travaux de ces trois exercices.

Le Comité a reçu :	en 1877	en 1878	en 1879	en 1880
Demandes d'apprentis par les patrons	249	333	287	422
Demandes de places par les familles.	336	224	169	136
Nombre d'enfants placés avec ou sans contrat	60	104	88	98
Enfants dont le contrat a dû être résilié.	5	23	14	42
Enfants dont le contrat a été rempli.				12

Nous donnons ci-après, dans la forme ordinaire, trois tableaux donnant :

Le premier, les états offerts par les patrons ;

Le nombre d'enfants, filles ou garçons, demandés ;

Les conditions offertes par les patrons ;

Le deuxième, le nombre de demandes faites par les familles pour filles ou garçons ;

Les conditions demandées par les familles.

Le troisième, enfin, les conditions acceptées par les familles, pour filles ou garçons placés avec contrat.

TABLEAU N° 1

Demandes d'enfants faites par les patrons avec les conditions offertes par eux.

PATRONS	GARÇONS					FILLES					TOTAL GÉNÉRAL
	COUCHÉS NOURRIS	NOURRIS	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	COUCHÉS NOURRIS	NOURRIES	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	
Graveur héraldique . . .	1		1	2	4						4
Gainier	8		2		10						10
Modes						2	6	4	7	19	19
Tourneur en bois . . .	1				1						1
Relieur doreur	2		8	1	11						11
Imprimeur-lithographe	1		8		9						9
Batteur d'or			4		4			2		2	6
Broderie fantaisie . . .						3	1	2	5	11	11
Verrerie, cristaux . . .	1				1						1
Ciseleur bronze			1		1						1
Couturière en robes . .								14	11	25	25
Robes confection						1		2	3	6	6
Lingère						1		2	2	5	5
Lingère mécanicienne .						1				1	1
Corsets						2			1	3	3
Graveur émailleur . . .	1		1		2						2
Bijouterie or	5		3		8						8
Bijoutier chaîniste . . .	2				2			1		1	3
Sertisseur	1	1	3	2	7						7
Bijoux faux	7		2		9						9
Blanchisseuse						7				7	7
Cartonnage	2		11		13	2		2		4	17
Instrum. de musique . .			1		1						1
Plumes, parures						3		14	4	23	23
Relieur	1		9		10						10
<i>A reporter . . .</i>	33	1	54	5	93	24	7	43	33	107	200

PATRONS	GARÇONS					FILLES					TOTAL GÉNÉRAL
	COUCHÉS NOURRIS	NOURRIS	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	COUCHÉS NOURRIES	NOURRIES	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	
<i>Report.</i>	33	1	54	5	93	24	7	43	33	107	200
Giletière								3	1	4	4
Graveur sur métaux			4	3	7						7
Dessinateur pour den- telles et rideaux			1		1						1
Fleurs, feuillages						1				1	1
Ciselures p ^r ornements d'églises				2	2						2
Coiffures pour dames			1	1	2						2
Orfèvrerie d'églises			2		2						2
Bijoux doublés	1				1						1
Epicier	3				3						3
Ebéniste	2		2		4						4
Graveur sur bois	1		4	5	10						10
Maroquinerie			3		3						3
Ciseleur	1		2		3						3
Doreur sur cuir	2		2		4	1				1	5
Vitraux peints			2		2						2
Bijoutier joaillier	3	1	10	2	16						16
Quincaillier	1		1		2						2
Reperceuse						2				2	2
Ferblantier			1		1						1
Fabricant de registres			2		2						2
Imprimeur relieur			1		1						1
Modeleur sur bois			1		1						1
Peinture, broderie sur éventails								1		1	1
Fleurs montées p ^r deuil								1		1	1
Bronze et zinc d'art			1	1	2						2
Émailleur	1				1						1
Pâtissier	7				7						7
Brunisseuse						12		3		15	15
<i>A reporter.</i>	55	2	94	19	170	40	7	51	34	132	302

PATRONS	GARÇONS					FILLES					TOTAL GÉNÉRAL
	COUCHÉS NOURRIS	NOURRIS	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	COUCHÉS NOURRIS	NOURRIS	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	
<i>Report.</i>	55	2	94	19	170	40	7	51	34	132	302
Brochure.			2	1	3			2	1	3	6
Sellier.			1	1	2						2
Papetier relieur.			2	1	3						3
Broderie d'uniformes.								1	1	2	2
Marchand de vin.	1				1						1
Opticien.	2		1	1	4						4
Moulurier sculpteur.	1				1						1
Relieur doreur.	2		8	1	11						11
Fourrure.						1				1	1
Bijoutier mécanicien.			1		1						1
Boucher.	1				1						1
Plaqueur.			2		2						2
Tabletier.	2				2						2
Teinture, plumes, fleurs								1		1	1
Layetier emballer.	2		3		5						5
Encadreur.			1		1						1
Tapissier.			1		1			1		1	2
Coiffure képis.								1		1	1
Frisure de plumes.								1		1	1
Sculpture sur bois.				3	3						3
Implanteuse cheveux.						1				1	1
Découpage de métaux.				1	1						1
Fabrique de filets.						1				1	1
Mètreur.			1		1						1
Instruments de préci- sion.			1	1	2						2
Polisseuse en bijoux.						1		3		4	4
Plombier.	1				1						1
Nouveauté mercerie.						2				2	2
Porte-monnaies.			1		1						1
Fabrique de pipes.			1		1						1
<i>A reporter.</i>	67	2	120	29	218	46	7	61	36	150	368

PATRONS	GARÇONS					FILLES					TOTAL GÉNÉRAL
	COUCHÉS NOURRIS	NOURRIS	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	COUCHÉES NOURRIES	NOURRIES	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	
<i>Report.</i>	67	2	120	29	218	46	7	61	36	150	368
Fumiste	1				1						1
Couleurs et vernis.			1		1						1
Tailleur pour homme			1		1						1
Piqueuse de bottines mécanique									1	1	1
Estampage	1				1						1
Mécanicien dentiste				1	1						1
Teinturière						1				1	1
Passementerie						1				1	1
Bijoux argent.			3		3						3
Dessinateur en broderie				1	1						1
Horloger bijoutier.	1				1						1
Chapellerie p ^r enfants								1		1	1
Lunetier écaille.	1				1						1
Coloriste sur papier									1	1	1
Confiseur pour fruits	1				1						1
Herboriste	1				1						1
Fleurs mortuaires						3				3	3
Dessinateur imprimeur sur étoffes.			2		2						2
Peintre décorateur la- queur.	2				2						2
Imprimeur typographe.								6		6	6
Orfèvrerie coutellerie			1		1						1
Monteur en bronze			2		2						2
Tourneur en cuivre	1		1		2						2
Fabrique de jouets			1		1						1
Commis en écritures			1		1						1
Ouvrière en dentelles						1				1	1
Graineterie						1				1	1
Produits chimiques			1		1						1
<i>A reporter.</i>	76	2	134	31	243	53	7	68	38	166	409

PATRONS	GARÇONS					FILLES					TOTAL GÉNÉRAL
	COUCHÉS NOURRIS	NOURRIS	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	COUCHÉS NOURRIS	NOURRIS	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	
<i>Report. .</i>	76	2	134	31	243	53	7	68	38	166	409
Imprimeur en taille- douce			1		1						1
Coupe de chaussures .			1		1						1
Cannelage de chaises .			1		1						1
Librairie			1		1						1
Tourneur mécanicien .			1		1						1
Appariteur de bijoux .			1		1						1
Boulangier	1				1						1
Commerce de bazar. .						1				1	1
Chapellerie.	1		1		2						2
Bijoutier acier poli . .	1				1						1
Modes pour deuil . . .						1				1	1
Laque de Chine. . . .			1		1						1
TOTAL. . .	79	2	142	31	254	55	7	68	38	168	422

TABLEAU N° 2.

Demandes faites par les familles avec conditions réclamées.

CONDITIONS DEMANDÉES	GARÇONS	POUR CENT DES DEMANDES DE GARÇONS	FILLES	POUR CENT DES DEMANDES DE FILLES
Couchés nourris	52	48.15	22	78.57
Nourris seulement	2	1.85	2	7.14
Rétribués	52	48.15	3	10.71
Gratifications suiv. progrès.	2	1.85	1	3.58
	108	100.00	28	100.00
Garçons présentés			108	
Nombre des enfants présentés et inscrits :			136	

TABLEAU N° 3.

Enfants placés avec contrats aux conditions indiquées ci-dessous.

CONDITIONS	GARÇONS	FILLES	TOTAL
Couchés nourris.	37	11	48
Nourris seulement	2	1	3
Rétribués	17	1	18
Gratifications suivant progrès.	5	5	10
	61	18	79
Enfants placés sans contrat mais sous la surveillance de la Société			2
Enfants placés à l'essai précédant toujours la signature du contrat			17
			98
Enfants dont le contrat a dû être résilié.			42
Enfants dont l'apprentissage est terminé.			12

Voici les faits qui résultent de l'examen de ces tableaux comparés à ceux de l'année 1879 :

En 1879, 249 patrons, représentant 98 professions, ont demandé 287 enfants.

203 garçons ;
84 filles.

En 1880, 331 patrons, représentant 123 états, ont demandé 422 enfants.

254 garçons ;
168 filles.

En 1879, les parents ont présenté 169 enfants :

130 garçons ;
39 filles.

En 1880, les parents ont présenté 136 enfants :

108 garçons ;
28 filles.

En 1879, le Comité a placé avec contrat :

62 garçons sur 130 présentés, soit 47.70 0/0
16 filles sur 39 — — 41.00

En 1880, le Comité a placé avec contrat :

61 garçons sur 108 présentés, soit 56.47 0/0

18 filles sur 28 — — 64.28

Les conditions qui dominent dans les demandes des parents sont toujours les mêmes : le coucher et la nourriture ou une rétribution pour les garçons, le coucher et la nourriture pour les filles.

Quant à celles offertes par les patrons, elles diffèrent peu également; les mêmes états couchent et nourrissent comme par le passé; la proportion des offres pour nourrir et coucher a un peu augmenté en 1880, de 23 à 31 0/0 pour les garçons et de 21 à 31 0/0 pour les filles, mais cela tient à quelques demandes répétées pour des états qui emploient ce mode de rétribution.

C'est à cette cause et au grand nombre de demandes des patrons que nous devons d'avoir pu placer une plus grande proportion des enfants proposés.

On remarquera que le nombre des enfants placés, couchés et nourris, va toujours en augmentant.

Pour les garçons 27 sur 62 en 79 soit 43.54 0/0

— 37 sur 61 en 80 soit 60.60 0/0

La proportion est un peu inverse pour les filles, mais les chiffres sont faibles et le résultat est dû à quelques contrats que nous avons pu faire avec une classe de parents un peu différente de celle qui constitue notre clientèle ordinaire.

Mais le fait le plus remarquable des résultats que nous avons constatés est l'augmentation constante et considérable des demandes faites par les patrons : 353 en 1879, — 422 en 1880, — et la diminution considérable aussi des demandes faites par les parents 169 en 1879, — 136 en 1880.

L'augmentation du nombre des demandes des patrons s'explique aisément, ils en donnent eux-mêmes les causes, elles sont tout honorables pour la Société.

La propagande est faite auprès des nouveaux patrons par ceux des anciens qui ont eu à se louer de l'action de votre Comité.

La propagande est faite également par un certain nombre des inspecteurs et inspectrices du travail des enfants qui veulent bien reconnaître que nous leur venons en aide. Nous sommes heureux de vous communiquer ces bonnes dispositions; nous ne voulons pas laisser échapper cette occasion de leur adresser nos remerciements.

Mais nous ne devons pas omettre de vous signaler une autre raison qui décide les patrons à s'adresser à nous, c'est l'espoir de trouver une aide efficace pour gouverner leurs apprentis et les amener mieux que par le passé à terminer leur apprentissage.

Quant à la diminution des demandes faites par les parents, elle est moins saisissable, mais on peut la déduire des plaintes formulées par les patrons ;

Les patrons craignent la mauvaise foi ou l'indifférence des parents et veulent les lier par un contrat et un contrôle sérieux, les parents craignent l'action de la Société qui leur paraît toujours partielle et gênante le jour où ils manquent à leurs engagements ; ils signent le contrat mais ils le redoutent, tout prêts à le répudier violemment lorsque les clauses viennent contrarier leurs passions ou leurs intérêts ; ceux-là ne font pas de propagande chez d'autres parents leurs voisins comme les patrons chez les patrons leurs confrères.

Le contrat verbal leur paraît un joug beaucoup plus léger.

L'achèvement de l'apprentissage est en effet un résultat difficile à obtenir, C'est un point sur lequel nous avons cru devoir appeler l'attention de votre Comité judiciaire, votre Comité de placement le constate tous les jours ; donnons des chiffres :

Au 1^{er} janvier 1880, le nombre des enfants placés avec contrat pendant les années 1877, 78 et 79 s'élevait au chiffre de 200.

Les apprentissages heureusement achevés, à 2.

Les contrats qui avaient dû être résiliés 73

Au total 75

ce qui portait le nombre des enfants restés sous la surveillance de la Société à 125

En 1880 le nombre des contrats signés a été de . . . 79

Nous devrions donc avoir aujourd'hui comme enfants soumis à notre surveillance. 2.043

Voici les réductions qu'il faut faire subir à ce chiffre :

Contrats heureusement achevés. 12

Contrats résiliés par le décès des patrons 3

Contrat résilié par le décès de l'apprenti. 1

Contrats résiliés par suite du changement de domicile du patron. 4

Contrats résiliés par suite de l'insubordination des enfants 39

59

Le chiffre de 204 se trouve donc réduit à 145.

Mais nous devons surtout signaler les causes qui ont amené les 39 résiliations litigieuses : c'est le mauvais vouloir des parents et des enfants ; l'insubordination, le vagabondage et la paresse calculée. La plus grande partie porte sur les anciens apprentis filles ou garçons qui, ayant accepté un apprentissage de trois ou quatre ans, sont arrivés à la moitié environ de leur temps et, plus ou moins poussés par leurs parents, refusent de continuer leur apprentissage pour tirer ailleurs un profit plus grand du peu qu'ils savent.

C'est en vain que nous avons armé les patrons d'un recours judiciaire par la signature d'un contrat qui leur permet d'obtenir une indemnité ; ce recours du patron est complètement illusoire dans la plupart des cas ; les parents sont presque toujours insaisissables, ne possédant rien ; ils le savent et se rient des poursuites.

Quant à obtenir un jugement qui oblige l'enfant à rentrer dans l'atelier, le patron estime que cette mesure lui serait plus nuisible qu'utile.

Nous pouvons ajouter que pour les 39 contrats ainsi résiliés en 1880, un seul patron a poursuivi les parents devant les prud'hommes afin de maintenir la discipline dans son atelier, mais il s'est arrêté après la première citation en conciliation, estimant que la satisfaction qu'il pourrait en obtenir ne valait pas la peine qu'il lui fallait prendre.

D'un autre côté, il est bien certain que beaucoup de patrons, redoutant ce résultat devenu chaque jour plus fréquent et qui constitue une perte réelle pour eux lorsqu'ils ont loyalement enseigné l'enfant dès le premier jour, prennent le parti de le traiter en petit ouvrier, lui faisant produire le plus possible sans se préoccuper de lui apprendre l'état complet. Il y a là un cercle vicieux.

Nous estimons que pour en sortir il y aurait lieu de créer une surveillance technique qui oblige les patrons à remplir vis-à-vis des apprentis qui leur sont confiés un engagement analogue à celui qui est formulé dans les contrats de votre Société dont nous faisons exécuter les clauses chaque jour, apprendre à l'enfant l'état complet, progressivement, sans en rien cacher et le mettre à même d'exercer cet état à la fin de son apprentissage.

Mais nous désirons, qu'après avoir protégé l'enfant contre les

exigences non justifiées du patron, la loi vient protéger efficacement le patron dans le cas de non-exécution du contrat par l'apprenti.

Votre Comité de placement a dû, pendant l'année 1880 comme pendant les années précédentes fournir, quelques secours en nature, vêtements, chaussures, et aux apprentis les plus nécessiteux il a dû également pourvoir à la fourniture de lits ou portions de literies lorsque les parents lui ont paru, après enquête, dans l'impossibilité de faire face à cette demande des patrons prenant des enfants couchés et nourris.

Le montant des secours en nature accordés à 5 enfants s'est élevé à. Fr. 55.00

Il a pu également venir au secours de 5 autres enfants en distribuant des vêtements donnés gracieusement par M. le Directeur de la Belle Jardinière pendant les mois si rigoureux du commencement de l'année.

La fourniture de trois lits complets et de quatre portions de literie a pu se faire pour une dépense minime de Fr. 70.00 d'objets neufs; le reste provenant de fournitures anciennes à des enfants ayant fini leur apprentissage ou ayant été renvoyés dans l'année ces objets avaient fait retour à la Société au total 122 francs. Ces deux articles s'élevaient ensemble à 694 fr. 50 c. en 1879.

Le lit complet du contrat n° 213 nous a été remboursé.	Fr. 59.50
plus une portion du lit n° 92	22 »

Au total Fr. 81.50

Les dépenses du Comité pour courses achat de livres, timbrage de contrats, etc. se sont élevées à 367 fr. 65 c..

Comprenant les frais de placement de 79 enfants et la surveillance pour une moyenne de 200 enfants, soit environ 4 fr. 60 par enfant placé.

Votre Comité, toujours composé des trois mêmes membres, s'est réuni régulièrement les lundis et vendredis de chaque semaine; aucun membre actif nouveau n'est venu se faire inscrire.

COMITÉ DES ACCIDENTS DE FABRIQUE

L'Association de Rouen pour prévenir les accidents de fabrique.

M. Poan de Sapincourt, membre correspondant de la Société à Rouen, nous communique d'intéressants détails sur les travaux de l'Association pour prévenir les accidents de fabrique, fondée sous le patronage de la Société industrielle de Rouen et ayant son siège social, 3, rue Jeanne-D'Arc, en cette ville.

En voici le résumé; il est d'autant plus important que cette Association n'est entrée en fonctions que le 1^{er} mars 1880.

I. — *Statistique des accidents classés par industries, genre de machines, causes et résultats.*

Conséquences de cette étude: moyens de prévenir le retour de ces accidents.

II. — *Moteurs et transmissions.*

1^o MOTEURS.

Règlement sur l'usage des sonnettes pour indiquer la mise en marche et l'arrêt du moteur dans les filatures.

Accidents causés par la mise en marche du moteur d'une manière inattendue.

Appareil destiné à caler les volants des machines à vapeur pendant les arrêts.

Garde-fous.

Entourage de sûreté des régulateurs.

2^o ARBRES DE TRANSMISSION.

Dispositions applicables aux transmissions.

Règlement concernant le nettoyage.

Couverture des arbres placés à la portée des passants.

Manchon de transmission sans clavettes.

Manchon à frettes, de M. Em. Comte.

Manchon d'accouplement à serrage central, de M. Chevance.

Débrayage de sûreté à hélice, de M. Édouard Comte.

Couvre-clavettes (dispositions diverses).

Arbres de transmission placés sous le plancher des machines qu'ils commandent.

3^o ENGRENAGES.

Couvre-engrenages (dispositions diverses).

Cages entourant les engrenages.

4^o COURROIES DE TRANSMISSION.

Emploi de la perche à crochet pour le montage des courroies sur les poulies en marche.

Monte-courroies excentriques à l'arbre moteur; monte-courroies concentriques; monte-courroies automatiques.

Monte-courroies Herland, Durand, Baudoin.

Porte-courroies Biedermann.

Porte-courroies de MM. de Dietrich et C^o.

Maniements des courroies; dangers que présente ce travail; moyens de les éviter.

Transmission pour câbles en fil de fer.

Appareil pour câble, de M. A. Trincano.

III. — Filature de coton.

1^o OUVREUSES. — BATTEURS.

Ouvreuses Platt, à tambours dentés. — Disposition du couvercle près le dernier tambour,

Batteurs. — Détente à poulie folle appliquée directement sur l'arbre moteur de la machine.

Débrayage avec poulie folle isolée de l'arbre.

Moyens de prévenir les accidents qui peuvent arriver par les volants des batteurs. Disposition du couvercle de la grille.

Appareils et dispositions pour prévenir les accidents qui peuvent arriver en mettant la nappe sur le rouleau vide aux nappeuses des batteurs.

Appareil propre à éviter les accidents de batteurs. Fermeture du couvercle des volants.

Grille mobile entourant les batteurs.

Effilocheuses.

2^o CARDES.

Accidents de cardes : moyens de les prévenir.

Règlement relatif aux cardes.

Dispositions relatives aux différentes espèces de cardes.

Couvercles pour empêcher l'accès à la courroie de commande du briseur des cardes.

Fermeture des petits couvercles placés au-dessus des cylindres alimentaires des cardes.

Dispositions de fermeture de sûreté pour cardes à chapeaux.

Machines à doubler les rouleaux de cardes.

3^o BOBINOIRES. — PEIGNEUSES. — ÉTIRAGES.

Dispositions relatives aux bobinoirs.

Bobinoir pour peigneuses. Peigneuses Hubner.

Détente de sûreté à excentrique pour étirage.

4^o BANCS A BROCHES.

Avis concernant le nettoyage et le réglage des bancs à broches.

Dispositions pour empêcher l'accès aux engrenages du mouvement différentiel des bancs à broches pendant leur marche.

Calage de la détente.

5^o MÉTIERS A FILER AUTOMATES.

Règlement concernant les ouvriers employés aux métiers à filer automates.

Nettoyage des porte-cylindres et chariots des métiers à filer automates.

Nettoyeurs mécaniques : appareils de MM. Isler, J. Michel, Heller et Rebstock. — Nouvelle modification de M. Heller.

Graissage de la poulie de renvidage.

Accidents par la corde de main douce.

Arrêt de la tringle d'embrayage aux métiers automates. Arrêt automatique.

Instruction pour le montage et le réglage des nettoyeurs mécaniques, du porte-cylindres et du chariot des métiers à filer.

Appareil destiné à faciliter le dressage et le montage du fil de fer guide des nettoyeurs mécaniques.

Nettoyage du dessus du chariot et principalement de la plate-bande des métiers à filer automates.

Garde-roues pour métier à filer Mull Jenny automates.

Couverture des volants de torsion.

IV. — *Tissage.*

Garde-navette de MM. A. Kœchlin et C^{ie} empêchant la navette des métiers à tisser de sortir pendant la marche.

Machine à exprimer les canettes.

Exprimeuse circulaire de canettes.

Guide-navettes.

V. — *Filature de laine.*

(Voir filature de coton.)

Machines à laver la laine.

Appareils de sûreté pour cardes de laine, de M. Chedville.

Étirage de laine.

Accidents dus aux peignes.

Couvre-peignes.

Lisseuses.

VI. — *Impression, blanchiment.*

Règlement concernant les ouvriers employés aux machines à imprimer (rouleaux).

Dispositions pour prévenir les accidents aux rouleaux.

Conseils aux directeurs et contremaîtres sur la manière de régler les machines à imprimer, à rouleaux gravés, commandés par une roue principale, à côté du cylindre presseur.

Dispositions pour prévenir les accidents par les calandres employées dans les fabriques d'indiennes et les blanchisseries.

Machines à humecter.

Machines à chlorer, à deux paires de rouleaux de caoutchouc.

Machines à élargir les tissus.

Machines à sécher.

Tondeuses.

Machines à laver au large, à dévidoirs.

Tambour-rame.

Roues à laver.

VII. — Industries diverses.

Machines à planer les bois.

Machines à planer le fer.

Tours à engrenages.

Machines à imprimer, à gaufrer, à fonder le papier.

Appareil à bronzer (impression typographique et lithographique).

Scies circulaires.

Meules en grès à grande vitesse.

Soins à prendre en mastiquant les bouilleurs aux chaudières.

Monte-charges :

Systèmes : Escher Wyss et C^{ie}, A. Kœchlin et C^{ie}, Mehl, Dolfus Mieg et C^{ie}, F.-G. Heller.

Monte-charges à parachute.

Nous croyons également intéresser nos lecteurs en leur faisant connaître les statuts de cette Association, calqués en grande partie sur ceux de la Société de Mulhouse dont notre président, M. Engel-Dollfus, est le fondateur. — (Voir *Bulletin*, t. I, p. 262, 307 ; t. II, p. 238.)

TITRE I

Objet de la Société. — Avantages qu'elle offre à ses Membres.

ARTICLE PREMIER. — Il y aura, entre les soussignés et ceux qui par la suite adhéreront aux présents Statuts, une Association mutuelle, dont l'objet et les conditions d'existence vont être ci-après déterminés.

ART. 2. — L'Association a pour but de prévenir les accidents de fabrique en faisant connaître à ses membres les dispositions propres à les éviter.

ART. 3. — Pour atteindre les résultats qu'elle se propose, l'Association a recours aux moyens suivants :

Elle garantit à tous ses Membres le bénéfice de deux inspections par année et pour chaque établissement ou atelier.

Ces inspections ont pour but de relever l'état des diverses machines et appareils, en ce qui concerne la sécurité des ouvriers, d'étudier et de proposer les moyens de garantie, de tenir note de toutes les observations faites par les chefs d'établissement et contremaîtres relatives aux avantages et aux inconvénients des appareils de garantie déjà employés.

L'inspecteur est tenu et s'engage d'honneur à ne visiter les établissements qu'accompagné de l'un des chefs ou d'une personne déléguée, à s'abstenir de tout examen qui ne serait pas dicté par le seul désir de remplir son mandat avec une entière discrétion. Il relève sur un registre spécial ses observations. Ce registre ne reçoit aucune publicité, mais peut être communiqué aux Membres de l'Association.

En cas d'accident, l'inspecteur se rend sur les lieux aussitôt qu'il en a connaissance, et, après avoir entendu les avis et observations des directeurs, contremaîtres et ouvriers, il dresse un rapport sur les circonstances de l'accident et sur les moyens d'en prévenir le retour. Cette enquête est gratuite, les accidents sont consignés sur un registre spécial.

A chaque visite l'inspecteur laisse à l'établissement une note écrite sur ses observations.

Il fait chaque année un rapport résumant les règlements et appareils de garantie les plus propres à prévenir les accidents ; il y fait connaître les engins nouveaux, les recherches faites ainsi que les résultats obtenus.

Enfin le vendredi il se tient dans son bureau à la disposition de tous ceux des Membres qui ont un avis à lui demander ou une communication à faire, concourant au but de l'Association.

ART. 4. — L'Association ne répond en aucune façon des accidents quelle que soit leur gravité ; elle ne promet que ses services dans un but exclusivement préventif et d'humanité, comme il vient d'être indiqué sous l'article 3. En un mot son rôle est de classer et d'étudier les causes des accidents, de rechercher les moyens de les prévenir, et, par ses inspections, d'assurer à tous les Sociétaires le bénéfice des recherches communes.

TITRE II

Dénomination. — Siège. — Durée. — Circonscription.

ART. 5. — La Société prend la dénomination d'Association pour prévenir les accidents de fabrique.

ART. 6. — Le siège et le domicile de la Société sont établis, à Rouen, rue Jeanne-D'Arc, 3.

ART. 7. — Sa durée est fixée à trois années, qui commenceront à partir de la constitution définitive.

Elle pourra être prorogée, s'il y a lieu, conformément aux dispositions des présents statuts.

ART. 8. — La circonscription territoriale de ses opérations comprend le département de la Seine-Inférieure, et pourra, s'il y a lieu, s'étendre aux départements limitrophes.

TITRE III

Composition de l'Association: membres ordinaires et membres correspondants. — Admission. — Formation et cessation de l'engagement.

ART. 10. — L'Association se compose de membres honoraires et de membres correspondants du Conseil d'administration.

Les membres ordinaires sont soumis au paiement des cotisations; en revanche, ils ont droit à tous les avantages qui viennent d'être énumérés.

Les membres correspondants sont pris parmi les personnes qui ont rendu des services exceptionnels à l'Association.

Leur nomination a lieu en Assemblée générale, sur la présentation des membres du Conseil d'administration.

Ils peuvent être admis à assister aux séances du Conseil d'administration, et ils reçoivent gratuitement toutes les publications de l'Association.

ART. 11. — L'engagement pris par les membres ordinaires résulte de leur adhésion aux Statuts, constatée par un certificat d'admission délivré au nom de l'Association.

En conséquence, tout industriel qui désire faire partie de l'Association doit en faire la demande écrite au président du Conseil d'administration. Dans la quinzaine suivante, ses ateliers sont visités par l'inspecteur de l'Association, qui transmettra, dans le plus bref délai, son rapport: aussitôt surviendra, s'il y a lieu, l'admission définitive.

Elle sera constatée par un certificat signé par le Président du Conseil d'administration.

La lettre d'adhésion, de même que le certificat d'admission porteront en tête ou à la suite le texte des statuts.

La lettre d'adhésion indiquera, en outre, le nombre et la description sommaire des outils, métiers ou appareils que l'adhérent engage dans la Société.

TITRE IV

Devoirs et charges des membres de l'Association. — Cotisations. — Cas d'accidents. — Modifications et réparation des appareils.

ART. 15. — Le fait de l'admission emporte, pour les membres ordinaires, l'obligation de payer les cotisations annuelles.

L'admission d'un membre dans le courant d'un exercice, lequel part du 1^{er} juillet de chaque année, l'oblige au paiement de la cotisation pour l'année entière.

ART. 16. — Les cotisations des membres ordinaires sont fixées comme suit :

10 fr. » par 1,000 broches.

0 fr. 35 par métier à tisser.

25 fr. » par machine à imprimer au rouleau (1).

Il sera fait des abonnements avec les autres industries.

Le tarif s'applique en raison du nombre total des appareils, quel que soit leur système.

En cas de désaccord entre l'inspecteur et l'industriel sur l'application du tarif, le Conseil d'administration décidera.

ART. 19. — En cas d'accident, les membres de l'Association sont tenus d'en informer immédiatement l'inspecteur, sans préjudice de la déclaration que la loi les oblige à faire à l'autorité administrative.

ART. 20. — Comme toute modification des appareils pourrait, dans certains cas, être une cause de danger, elle doit être signalée à l'inspecteur qui l'examine.

ART. 21. — Toutes les fois que dans l'intérêt de la sécurité, l'inspecteur jugera utile de modifier ou réparer un appareil, ou de mettre en vigueur de nouveaux règlements préventifs, il en avertira par lettre le propriétaire. Si celui-ci, ainsi mis en demeure de se conformer à la mesure, croit ne pas devoir s'y soumettre, il sera appelé devant le Conseil d'administration et, s'il persiste dans son refus, sans motifs jugés convenables, le Conseil pourra prononcer son exclusion, après l'avoir entendu, sans qu'il puisse y avoir de recours contre cette décision.

(1) En Alsace, dès les premières années le nombre des adhérents a permis de baisser ces prix de 40 0/0. Nous nous proposons de suivre, le cas échéant, les mêmes errements. (Note de la Société de Rouen.)

DOCUMENTS OFFICIELS

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du 29 mai 1880.

PROPOSITION DE LOI

Sur la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans l'exercice de leur travail, présentée par M. Martin-Nadaud, député.

MESSIEURS,

La proposition que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations appelle par son importance toute votre sollicitude. Au premier abord elle pourra vous sembler téméraire,

En effet, nous convenons qu'elle met en question une règle de droit commun, qui est inscrite dans tous les codes des peuples civilisés.

« Celui seul, dit la loi, qui commet une faute est tenu de réparer le préjudice qui en résulte, » et comme il est nécessairement défendeur à l'action, c'est au demandeur, c'est-à-dire à la victime, à prouver la faute commise.

Nous vous proposons, messieurs, de renverser l'obligation de la preuve; elle est aujourd'hui à la charge de l'ouvrier; nous désirons qu'elle soit dans l'avenir à la charge de l'employeur; et, à défaut de preuves par ce dernier, il y aurait présomption légale que l'accident s'est produit soit par la faute de ce dernier ou par celle des personnes dont il est civilement responsable, soit encore par cas fortuit ou par force majeure.

Sur ce point, Messieurs, nous n'innovons rien. Il y a seulement une nouvelle présomption légale ajoutée à tant d'autres qui déjà se trouvent dans nos codes.

Il est certain que pour l'ouvrier, la preuve de l'accident est toujours plus difficile à fournir que pour le patron : le voilà, en effet, *blessé, cloué sur un lit d'hôpital. Qui commencera, qui suivra pour ce malheureux la lutte judiciaire qui va s'engager?* S'il est mort, quels vont être les embarras de la veuve, des enfants ou de tout autre membre de la famille? Ils ne connaissent rien à la procédure : forcément ils s'adresseront à un homme de

loi. Celui-ci ne peut pas travailler pour rien, et partant il faut verser une certaine somme pour les premiers frais. *On n'a pas cet argent. Ici, nouvel embarras pour la victime de l'accident ou pour les siens. On leur conseille de s'adresser à l'assistance judiciaire; c'est une nouvelle période indéfinie de remise qui commence. Les dossiers rouges de l'assistance judiciaire sont toujours volumineux.* Qui fera pour l'ouvrier blessé les démarches préparatoires? Qui réunira les documents et les témoignages? Qui visitera l'avoué et l'avocat désigné? Naturellement, ce sera la veuve ou les enfants, car la loi leur impose comme à leur auteur le rôle de demandeur avec la charge de la preuve.

Enfin les malheureux plaignants se présentent à l'audience, anxieux; ils attendent qu'on appelle leur cause; l'audience finit et on ne l'appelle pas; ils s'en retournent le cœur navré, pour revenir subir, pendant de longues semaines, les mêmes péripéties. Et pendant ce temps-là, la misère étroit de plus en plus la famille. On plaide enfin, et on entend les témoins, qui sont souvent un contremaître ou *d'autres ouvriers restés au service du patron. Est-ce bien sûr qu'ils pourront conserver en présence du maître toute leur indépendance?*

Nous savons, Messieurs, comme vous tous, qu'il y a des patrons généreux, pleins de cœur, qui allouent spontanément et par devoir de conscience des réparations pécuniaires. Oui! le nombre de ces patrons est grand. Mais n'y en a-t-il pas aussi qui spéculent sur la situation commode et privilégiée que la loi leur a faite et qui ne rougissent pas d'arracher au malheureux blessé son désistement en échange d'une indemnité dérisoire? Combien d'exemples ne pourrions-nous pas citer de cet égoïsme!

La loi que nous vous proposons nous paraît être le complément de celles qui ont statué sur le travail des enfants et des femmes, sur la protection des apprentis et sur l'inspection des manufactures; mais, pourra-t-on dire, l'accident qui blesse ou tue un ouvrier n'est qu'un risque individuel à subir par la personne et non par l'industrie. Il a pu en être ainsi, nous le reconnaissons, lorsque le travail de l'ouvrier était presque entièrement manuel et pour ainsi dire isolé; alors, le travailleur manuel opérait sur la matière fournie, et il était responsable, ayant la liberté de prendre les mesures de sûreté qui lui paraissaient convenables. Mais, vous le savez, Messieurs, l'introduction des machines et de la vapeur dans l'industrie a réduit l'ouvrier à l'état d'automate. Le maître

doit-il être aussi impitoyable que la machine, et ne doit-il pas admettre, à moins de fautes graves prouvées contre l'ouvrier, que c'est la machine qui est la plupart du temps coupable des accidents ? L'innovation que nous vous proposons est en partie réalisée dans le canton de Genève depuis une loi du 25 juin 1878. En Angleterre et en Allemagne la même question est à l'ordre du jour. La France républicaine, nous en avons l'assurance, ne voudra pas se montrer moins équitable envers les malheureux blessés ou estropiés que les nations étrangères. — Voici notre proposition de loi :

Article unique. — Lorsqu'un homme louant son travail à un autre homme s'est blessé ou tué à son service, l'employeur sera de plein droit responsable, à moins qu'il ne prouve que l'accident a été le résultat d'une faute commise par la victime.

CIRCULAIRE

Paris, le 5 avril 1880.

MONSIEUR LE PRÉFET,

MINISTÈRE
de
AGRICULTURE ET DU
COMMERCE
—
Direction du
commerce intérieur.
—
Bureau
de l'industrie.
—
Accidents
de fabrique.
—
Moyens
de les prévenir.
—
Circulaire n° 424
—

La Chambre des députés a ordonné le renvoi à mon ministère d'une pétition de M. Louis Oviève, mécanicien à Darnétal, relative aux moyens de prévenir les accidents de fabrique. Le pétitionnaire demande qu'une loi intervienne pour soumettre tous les établissements industriels, agricoles, et tous les engins mécaniques en général, aux mesures édictées dans les articles 14 et 16 de la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants employés dans l'industrie.

Les questions soulevées par la pétition de M. Louis Oviève ont déjà préoccupé mon administration. En 1860, à la suite d'accidents survenus dans les manufactures et dans les usines, ainsi que dans les fermes, il a été procédé à une enquête dont les résultats ont été soumis à l'examen du Conseil d'État.

Dans une circulaire du 30 juin 1860, un de mes prédécesseurs a fait connaître aux préfets les moyens qui, d'après l'avis du Conseil d'État, paraissent les plus propres à prévenir les accidents.

Toutefois le Ministre, reconnaissant que l'emploi de ces moyens ne pouvait avoir aucun caractère définitif, avait invité les préfets à le tenir informé des accidents qui surviendraient dans les établissements où l'on se sert d'appareils mécaniques, afin de permettre à l'Administration, dans le cas où les mesures pres-

crises par la circulaire seraient restées infructueuses, de reprendre l'étude de la question avec tout le soin que méritent les intérêts si importants qui y sont engagés.

Le moment est venu, Monsieur le Préfet, de reprendre cette étude. Le Ministre du commerce a pour mission de rechercher toutes les améliorations que comporte la situation des ouvriers et d'assurer, dans la mesure du possible, la sécurité des travailleurs. J'ai pensé qu'il convenait de procéder à une enquête approfondie sur les causes des accidents dont sont victimes les ouvriers. J'ai donc l'honneur de vous prier de vouloir bien me faire connaître les mesures qui auraient été prises dans votre département pour prévenir les accidents, conformément aux instructions ministérielles du 30 juin 1860. Je vous serai obligé en outre de vouloir bien m'adresser un état aussi complet que possible indiquant les accidents survenus dans les établissements industriels et agricoles de votre département, les causes de ces accidents, les mesures de précaution qui ont été prises pour en prévenir le retour, les responsabilités encourues par les propriétaires et patrons, et tous les renseignements de nature à éclairer la question soulevée par la pétition de M. Louis Oviève.

Je vous prie également de me faire connaître quels seraient, à votre avis, les moyens qu'il conviendrait de prescrire, en dehors de ceux indiqués par la pétition, pour arriver au but que s'était proposé le département du commerce en 1860 et qui est poursuivi aujourd'hui par M. Oviève.

Recevez, etc.

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce,
Signé : P. TIRARD.

CIRCULAIRE

CONCERNANT LES COURS NORMAUX DE COUPE ET D'ASSEMBLAGE

Des écoles de la Ville de Paris (6 juillet 1880)

Monsieur le Recteur, en appelant votre attention, par ma circulaire du 16 mars dernier, sur l'utilité qu'il y aurait à propager dans les écoles des départements l'enseignement de la coupe et de l'assemblage des vêtements, je vous informais que deux cours seraient ouverts, à Paris, pendant l'année 1880, l'un le 1^{er} avril, l'autre le 1^{er} août.

Le premier de ces cours a donné des résultats très satisfaisants ;

toutes les personnes, sans exception, qui l'ont suivi, ont obtenu le certificat d'aptitude décerné par la commission spéciale d'examen, et il résulte de renseignements qui me sont parvenus, qu'elles ont déjà commencé à faire profiter leurs élèves des connaissances qu'elles ont acquises.

Le but que je me proposais est donc atteint, et je me trouve encouragé, par les résultats déjà obtenus, à ouvrir le second cours annoncé par ma circulaire précitée. Mais la commission d'organisation m'a présenté, au sujet de la date d'ouverture et de l'installation de ce cours, des observations dont il m'a paru juste de tenir compte.

La date du 1^{er} août, précédemment indiquée comme concordant avec l'époque à laquelle les aspirantes aux fonctions de directrice et de professeur d'école normale, seront à Paris, n'a pu être maintenue ; les personnes qui peuvent donner avec compétence l'enseignement de la coupe et de l'assemblage, sont en nombre très restreint et aucune d'elles ne se trouvait disponible à cette date. J'ai décidé, en conséquence, que le prochain cours aurait lieu du 23 août au 30 septembre inclusivement.

La méthode de M^{me} Schœfer, employée à la session d'avril, n'est pas la seule qui ait été appliquée avec succès dans les écoles communales de la ville de Paris : il en existe une autre, celle de M^{lle} Grandhomme, également appréciée par les résultats qu'elle a donnés. Il m'a paru juste que ces deux méthodes fussent mises simultanément en pratique. A cet effet, le cours sera divisé en deux sections recevant chacune vingt-cinq élèves qui y seront réparties, d'après leur demande, et suivant le choix qu'elles auront fait. Ce choix leur sera facilité par l'envoi préalable des deux méthodes.

Veuillez donc, Monsieur le Recteur, me faire connaître, le plus promptement possible, les noms des maîtresses adjointes d'école normale et des institutrices qui auront été désignées, afin que l'envoi dont il s'agit puisse leur être fait en temps utile. Il importe que ce renseignement me parvienne *d'ici au 20 de ce mois au plus tard*.

L'effectif des deux sections étant de cinquante élèves, vous pourrez me proposer trois personnes dans votre ressort. Vous voudrez bien vous inspirer, pour le choix à faire, des instructions contenues dans ma circulaire du 16 mars 1880.

Il est entendu que les conditions relatives au mode de paie-

ment des dépenses concernant chaque catégorie d'élèves restent les mêmes; les frais de voyage des maîtresses-adjointes d'école normale seront, comme précédemment, acquittés sur les fonds de mon budget; de plus elles seront nourries et logées à l'école normale d'institutrices et à l'école Pape-Carpantier. Quant aux institutrices, les dépenses résultant de leur déplacement et de leur séjour à Paris, continueront à incomber à la commune ou au département.

Veillez m'accuser réception de la présente circulaire.

Recevez, Monsieur le Recteur, etc.

*Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,*

JULES FERRY.

Circulaire de M. le Préfet de Police.

Paris, le 23 février 1881

MM. LES PRÉSIDENTS ET MESDAMES LES PRÉSIDENTES DES COMMISSIONS LOCALES DU TRAVAIL DES ENFANTS,

La Commission supérieure départementale du travail des Enfants, après avoir entendu, dans sa dernière séance, un rapport de M. le Dr Perrin, Président de la septième commission locale, sur l'application de l'article 14 de la loi du 19 mai 1874, a exprimé le vœu que mon administration recommandât à l'attention des Commissions locales les dispositions dont il s'agit.

L'article 14 est ainsi conçu :

« Les ateliers doivent être tenus dans un état constant de propreté et convenablement ventilés.

« Ils doivent présenter toutes les conditions de sécurité et de salubrité nécessaires à la santé des enfants.

« Dans les usines à moteurs mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre appareil, dans le cas où il aura été constaté qu'ils présentent une cause de danger, seront séparés des ouvriers de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service.

« Les puits, trappes et ouvertures de descentes doivent être clôturés.

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien rappeler ces prescriptions à la Commission que vous présidez.

Agréez, MM., l'assurance de ma considération très distinguée.

Pour le Député, Préfet de Police,
Le Secrétaire Général,

JULES CAMBON.

BULLETIN DES COMMISSIONS LOCALES

RÉUNION GÉNÉRALE

DES PRÉSIDENTS ET SECRÉTAIRES DES COMMISSIONS LOCALES

Séance du 22 novembre 1880.

Présidence de M. DE HÉRÉDIA.

M. DE HÉRÉDIA dit que, sur le rapport de M. Murat le vœu ayant pour but l'adjonction à la Commission supérieure départementale d'un certain nombre de membres des Commissions locales a été rejeté, et que les considérations développées dans ce rapport sont celles par lesquelles un certain nombre de membres ont combattu cette proposition à la dernière réunion. Mais le vœu demandant que les présidents et secrétaires qui le désireront soient entendus à titre consultatif par le Conseil départemental, a été favorablement accueilli. Il a même été admis que tout membre de Commission qui en fera la demande pourra y être convoqué. Les demandes de convocation devront être adressées à M. le Préfet de Police assez à temps pour que réponse y puisse être faite et pour établir l'ordre du jour.

Du reste, toutes les Commissions ont reçu à ce sujet une circulaire datée du 16 novembre dernier.

M. LESTIBOUDOIS dit que l'Administration s'est occupée du vœu concernant la comptabilité des Commissions; que ce vœu, porté à la Commission départementale, a reçu entière satisfaction. Dorénavant, la somme de 200 francs allouée à chaque Commission sera payée par moitié à chaque Président, sans production de pièces justificatives. Chaque Commission déterminera l'emploi de cette somme et l'inscrira sur son registre.

Les Commissions ont reçu des circulaires les informant de cette décision.

M. le Président annonce 1° qu'un recueil contenant toutes les décisions et instructions de l'Inspection va être envoyé à tous les membres des Commissions locales 2° que lorsque les entreprises des maraîchers sont accompagnées de travaux accessoires présentant un caractère industriel, elles doivent conformément à une récente circulaire de l'Administration être soumises à la

loi; 3° que la Commission départementale a décidé l'envoi de tous les documents utiles, non plus seulement aux Présidents mais à tous les membres des Commissions.

M. Lestiboudois déclare que le vœu de l'assemblée relatif à la formation d'un ordre du jour a reçu également satisfaction. — Sur la proposition de M. Gillet Vitat, l'assemblée vote la motion suivante :

« Les membres des Commissions locales pourront être entendus » par la Commission départementale lorsqu'ils auront un mandat » de leur Commission. »

L'assemblée, émet ensuite les vœux suivants :

1° Sur la proposition de la 21^e Commission (hommes) amendée par MM. Calemard Mérice et Rama : que tous les enfants employés dans une industrie quelconque soient soumis à la loi ;

2° Sur la proposition de la même Commission : que dans les circulaires administratives et les affiches, les mots *enfants employés dans l'Industrie* soient substitués à celui d'apprenti ;

3° Sur la proposition de la 19^e commission (hommes) : qu'il y a lieu d'organiser à bref délai des cours de demi-temps ;

4° Sur la proposition de la 20^e Commission (hommes) : que les Commissions locales aient le droit d'appeler directement les Inspecteurs et de leur demander les notes et observations recueillies par eux dans leurs visites.

Au contraire, l'Assemblée repousse :

1° Le vœu d'abrogation de l'article 5 de la loi de 1874 (repos du dimanche) proposé par la 21^e commission (hommes) ;

2° La proposition de la 21^e commission, demandant que l'Etat nominatif des ateliers inspectés soit soumis à la commission des circonscriptions où ces visites ont été faites et que le rapport de l'Inspection soit adressé à la commission départementale non plus directement par l'Inspecteur mais par les Commissions locales ;

3° Le vœu des deux commissions n° 28, tendant au placement dans les attributions de la préfecture de la Seine du service des commissions locales ressortissant actuellement de la préfecture de police ;

4° Le vœu de la 17^e commission (hommes), tendant au visa par le délégué cantonal du certificat d'instruction prescrit par l'article 9 de la loi de 1874.

— M. le Président fait en outre remarquer :

1° Que la large publicité donnée par la Préfecture dispense de

prendre la mesure générale demandée par la 19^e commission et ayant pour objet de distribuer dans les mairies tous les imprimés destinés à vulgariser la loi ;

2^e Qu'il n'y a lieu de prendre à l'égard des membres qui n'assistent jamais aux réunions de commissions des mesures de coercition, la réunion des commissions ne devant pas s'immiscer dans les règlements intérieurs de chaque commission.

3^e Qu'il importe de ne pas revenir sur des questions tranchées, qu'ainsi la Préfecture ayant envoyé des circulaires pour interdire les écoles du soir aux enfants de moins de 15 ans, quand ils n'ont pas de certificat d'instruction, il faut écarter tout vœu tendant à permettre aux enfants qui travaillent dans l'industrie de suivre les cours du soir.

RAPPORT

Adressé à M. le Préfet de police par la XIX^e Commission locale, quartier de la Folie-Méricourt, en exécution de la loi du 19 mai 1874, pour l'année 1880.

MONSIEUR LE PRÉFET,

Tout a été dit sur le caractère de la loi du 19 mai 1874, sur son importance, son but vraiment humanitaire et la nécessité de faire respecter toutes ses prescriptions.

Après cinq années d'expériences, les meilleurs esprits pensent que l'on a assez sacrifié aux légitimes exigences de l'industrie et des pères de famille, et que, sans attendre les heureux effets de la nouvelle loi sur l'instruction primaire gratuite et obligatoire, une plus grande tolérance passerait pour être de la faiblesse ou même un aveu d'impuissance.

La XIX^e Commission locale s'est efforcée d'accomplir le mandat dont vous aviez honoré ses différents membres, au mieux de tous les intéressés et dans la limite que lui traçait la loi, apportant partout la plus grande vigilance et le plus grand désir de conciliation. Mais en même temps qu'elle s'occupait des enfants et des patrons, elle n'a pas oublié qu'à côté d'elle, parallèlement à elle pour ainsi dire, fonctionnait un autre service dont les membres revêtus d'une autorité autre que la sienne poursuivaient néanmoins le même but, et que la loi lui avait donné la mission non seulement de constater la présence de ces agents, mai

NOMBRE D'INDUSTRIELS visités	ENFANTS DE 12 à 15 ANS				ENFANTS DE 10 à 12 ANS			INDUSTRIELS		INDUSTRIELS VISITÉS	
	AVEC LIVRET et CERTIFICAT	AVEC LIVRET SANS CERTIFICAT	SANS LIVRET		travaillant la journée	travaillant la demi- journée	allant en classe	ayant la loi affichée	ayant le registre	par l'inspecteur divisionnaire	par l'inspecteur départemental
245	196 (1)	15	72	20	105	10	»	48	20	14	21

(1) 196 enfants répartis dans 64 ateliers.

encore de contrôler les moyens employés par eux, et de vous indiquer les résultats obtenus.

Le tableau ci-contre, répondant aux principaux points que la loi nous avait chargés de surveiller, vous permettra, Monsieur le Préfet, de juger de toute l'activité déployée par la XIX^e Commission.

Il résulte de ce tableau que 245 industriels ont été visités dans le courant de l'année par la commission et que sur ceux-ci, 61, occupant 196 enfants, soit une proportion de 1/4 environ, sont à peu près en règle avec la loi.

Sur ces mêmes 245 industriels, 21 ont été vus par M. l'Inspecteur départemental, et 14 seulement, par l'inspecteur divisionnaire.

48 ateliers ont la loi affichée, 20 seulement ont le registre d'inscription.

Sur les 418 enfants inspectés, 196, moins de un sur deux, ont le livret complet, c'est-à-dire avec certificat;

15 ont le livret sans certificat, mais vont en classe;

72 ont le livret sans certificat et ne vont pas en classe.

135 enfants (20 + 105 + 10) employés par 127 industriels sont complètement en défaut, n'ont point de livret, ne vont point en classe ou ne suivent les cours du soir que d'une manière dérisoire.

20 industriels enfin sur 245 inspectés sont seuls en règle, c'est-à-dire ont la loi, le registre et les livrets complets, soit une proportion de 1/12 environ. Presque tous occupent plus de 3 apprentis et appartiennent à la grande industrie.

Quant aux enfants de 10 à 12 ans, le nombre dans le quartier doit en être fort restreint, car notre inspection n'a trouvé trace que d'une dizaine. Ces enfants devant obligatoirement suivre un cours de demi-temps, nous donnons à la fin de ce rapport les noms des industriels qui les emploient, pour qu'il soit pris à leur égard les mesures que la loi commande.

Notre tableau d'inspection groupé à un autre point de vue donne les résultats suivants :

GROUPEMENT DES ATELIERS par NOMBRE D'ENFANTS		VISITÉS PAR L'INSPECTEUR	
		divisionnaire	départemental
Ateliers de 10 enfants au moins	5	2	4
— 9 — à 5	5	1	4
— 4 — à 2	13	10	7
— 1 seul enfant	172	1	6
TOTAUX.	245	14	21

De ces différents totaux, il résulte que les visites de l'inspecteur divisionnaire et de l'inspecteur départemental ont été principalement consacrées aux ateliers importants, et dans des proportions qu'il importe de signaler.

NOMBRE D'ATELIERS		INSPECTEUR DIVISIONNAIRE		INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL	
		Ateliers visités	Moyenne	Ateliers visités	Moyenne
Ateliers de 10 enfants au moins. .	5	2	2/5	4	4/5
— 9 à 5 —	5	1	1/5	4	4/5
— 4 à 2 —	13	10	5/6	7	1/2
— 1 enfant.	172	1	1/172	6	1/29

C'est-à-dire que l'inspection qui s'est montrée très active pour les ateliers occupant quatre enfants au moins, n'a plus visité que 1/29 ou 1/172 des autres.

Parmi toutes les conséquences qui découlent de nos deux tableaux statistiques, nous pensons utile, Monsieur le Préfet, d'attirer surtout votre attention sur les deux suivantes qui sont, croyons-nous, beaucoup plus importantes que toutes les autres.

1° Nombre considérable d'enfants non pourvus du certificat de classe exigé par la loi et qui ne fréquentent pas ou fréquentent insuffisamment les classes de demi-temps prévues par les articles 8 et 9;

2° Insuffisance de l'inspection, puisque 35 ateliers à peine, et encore comptés presque tous parmi ceux qui en avaient le moins besoin, ont été inspectés.

Ces deux faits : enfants suivant irrégulièrement les classes, patrons insuffisamment inspectés, nous paraissent résumer à peu près toute la loi. Leur scrupuleuse observation ferait disparaître presque toutes les autres difficultés. Nous croyons donc qu'il est de notre devoir, de vous donner sur ce sujet, Monsieur le Préfet, l'avis de la Commission.

École. — En ce qui regarde le manque de fréquentation des écoles, la XIX^e Commission locale, dans la dernière réunion des présidents, présidentes et secrétaires, avait émis le vœu que les *cours de demi-temps destinés aux enfants des manufactures fussent PROMPTEMENT RÉORGANISÉS*. Ce vœu avait été pris en considération, mais les dernières instructions transmises aux commissions locales par les soins de votre administration, ne paraissant pas indiquer qu'il y ait été donné suite, nous pensons devoir y revenir.

Les prescriptions de la loi, en ce qui regarde la fréquentation des cours et le vagabondage, sont formelles. Toutefois, en regard des situations irrégulières et nombreuses que nous vous signalons, et sans vouloir débarrasser en rien les enfants des obligations auxquelles ils doivent se conformer, du moment qu'ils n'ont point atteint l'âge de 12 ans, ou qu'ayant atteint cet âge, ils ne sont point pourvus du certificat d'études exigé, il nous a semblé rationnel de rechercher si l'accomplissement des conditions qui leur sont imposées ont été jusqu'à présent suffisamment facilitées par les mesures prises par l'Administration.

Avant l'année 1880, les seuls cours ouverts aux apprentis de tout âge et de tout degré d'instruction étaient les cours d'adultes du soir. Bien que des règlements transitoires qui avaient modifié

les programmes d'enseignement de ces cours, leur composition même, pour les mieux adapter aux catégories nouvelles d'élèves qu'ils devaient recevoir, eussent été introduits, l'Administration les a néanmoins abandonnés, et aucun enfant âgé de moins de quinze ans ayant travaillé dans la journée chez un industriel, n'y est plus reçu. Nous n'avons donc pas à nous en occuper. Ils ont été uniformément remplacés dans tous les arrondissements par des cours, dits de demi-temps, qui ont lieu tous les jours, dans quelques écoles, pour les garçons et pour les filles, de 4 heures 1/2 à 7 heures du soir. Ces cours, malgré l'appel qui a été fait aux parents et aux industriels, les facilités qui ont été données aux enfants, ne paraissent pas avoir réussi ou n'ont réuni jusqu'à présent qu'un nombre presque insignifiant d'élèves, tout au moins ceux du XI^e qui nous sont plus particulièrement connus. La raison de cet échec tient à plusieurs causes dont les principales sont :

1^o De ne pas s'inspirer de l'esprit de la loi;

2^o De ne pas tenir compte des conditions imposées aux cours de demi-temps pour que leur fonctionnement soit assuré et productif.

La loi, admet en effet, pour faciliter le travail des ateliers et des manufactures et éviter le vagabondage des enfants (cela ressort de toutes les délibérations) :

1^o deux équipes, l'une du matin et l'autre du soir, se relayant l'une l'autre;

2^o Deux cours, l'un du matin pour l'équipe du soir, et l'autre du soir pour l'équipe du matin.

En dehors de ces deux combinaisons, la loi ne saurait être accomplie. Car, si, dans un but purement humanitaire et de haute conservation sociale, elle a prescrit que les enfants de 10 à 12 ans, de même que les illettrés de 12 à 15, ne pourraient travailler plus de six heures par jour, et si en même temps elle a rendu obligatoire pour les premiers et conseillé aux seconds de suivre pendant le temps libre du travail, un cours d'au moins deux heures, elle n'a pu entendre que pendant ce temps les ateliers devraient être privés d'enfants, ce qui entraînerait leur fermeture, à moins qu'ils ne soient remplacés par des adultes. Or, les cours de demi-temps constitués sans deux cours par jour, ce qui est le cas pour ceux qui fonctionnent actuellement à Paris, arrivent DIRECTEMENT et OBLIGATOIREMENT à cette consé-

quence pour la plupart des travaux industriels, tels que les papiers peints, l'imprimerie, les filatures, les verreries, pour n'en citer que quelques-uns où l'enfant fait partie intégrante d'une équipe qui ne peut économiquement travailler et produire, sans sa présence.

La XIX^e Commission convaincue qu'elle ne peut exiger de pareils sacrifices des industriels, sans porter atteinte à l'économie de la fabrication que la concurrence étrangère nous impose, croit devoir de nouveau insister pour que cette question soit mise à l'étude et reçoive la solution que réclament également l'esprit de la loi et les légitimes exigences de l'industrie.

L'opportunité de cette mesure ne peut être combattue que par des raisons d'économie budgétaire dont la valeur est singulièrement diminuée quand on considère les grandes ressources de la ville et l'importance au point de vue humanitaire et moral de la création proposée. Du reste, le budget de la ville tel qu'il est voté pour l'année 1881, ne saurait en être fortement grevé, lors même, comme la XIX^e Commission le proposait dans son Rapport de l'année dernière, que l'on serait forcé d'établir ces cours dans des locaux voisins des écoles actuelles, loués pour la circonstance, et d'en confier la direction à des adjoints et des adjointes spéciaux.

En effet, dans la plupart des arrondissements, le fonctionnement des cours de 4 h. 1/2 à 7 heures est assuré par huit et même par dix adjoints et adjointes au traitement de 600 francs, soit une dépense variant pour chaque arrondissement de 4,800 à 6,000 francs. Or, cette somme serait largement suffisante pour subvenir aux dépenses de quatre cours du matin et du soir, dont deux pour les garçons et deux pour les filles et qui, situés dans deux locaux différents, convenablement choisis dans le centre de l'arrondissement, d'une valeur locative de 1200 francs au plus chacun, pourraient, provisoirement tout au moins, suffire à recevoir dans de bonnes conditions les 300 ou 400 enfants des deux sexes qui devraient les fréquenter.

Inspection. — La XIX^e Commission avait fait l'année dernière ses réserves sur la double organisation du service de l'inspection, et elle semblait craindre que le parallélisme établi entre les deux services de l'inspection et des commissions locales ne fût pas favorable au bon fonctionnement de la loi.

D'un côté, le petit nombre de visites faites par MM. les Inspecteurs, et de l'autre, les résultats peu appréciables de celles faites par la commission locale, bien que plus nombreuses, et lors même qu'elles aient été répétées pour la plupart deux fois dans les circonscriptions confiées à MM. Carré et Rebierre, n'ont fait que nous confirmer dans notre première manière de voir.

Ces résultats négatifs tiennent en majeure partie à l'isolement des deux services. Nous pensons donc qu'il serait utile dans l'intérêt de la loi de rapprocher les inspecteurs des commissions locales; de combiner leur action au lieu de les isoler; de laisser aux secondes le rôle de conseil et de médiateur. et de réserver aux premiers celui de l'exécution. L'inspection, ainsi débarrassée d'un grand nombre de visites pourrait alors se consacrer tout entière aux industriels indifférents ou de mauvaise volonté qui leur seraient signalés par les commissions locales, et en les frappant, produire un effet d'autant plus grand que la répression aurait eu lieu en temps plus opportun.

La Commission, dans ses diverses séances mensuelles, s'est également préoccupée de deux autres questions qui intéressent le service des commissions locales : l'adjonction de membres des commissions à la Commission supérieure départementale et la statistique.

Adjonction à la Commission départementale de membres des Commissions locales. — La Commission a étudié le vœu émis dans l'avant-dernière assemblée générale des présidents, présidentes et secrétaires. Bien que favorable à une mesure plus large, à une réforme complète même, conformément aux conclusions de son dernier Rapport, la XIX^e Commission estime néanmoins que le vœu exprimé par l'assemblée générale constituera, s'il est adopté par le Conseil général, une amélioration réelle dans l'organisation du service et conséquemment elle s'y rallie. L'admission, en effet, dans le sein de la Commission supérieure départementale, à titre définitif, alors surtout que l'inspection n'y est admise qu'à *titre purement consultatif*, d'un certain nombre de membres des Commissions locales, suffit, pensons-nous, pour enlever à cette commission le caractère de *tribunal arbitral*, de *juge* entre les deux services des Commissions locales et de l'Inspection qui nous paraissent être en désaccord complet avec les dispositions de l'art. 20, et restitue par là même aux Commissions la prépondérance que la loi avait entendu leur donner.

Statistique. — A deux reprises, les années précédentes, nous avons émis le vœu que les statistiques fussent tenues à jour, que les dispositions en fussent changées et les recherches rendues plus commodés.

La Commission a étudié de nouveau la question, cette année, et en présence des erreurs relevées, en ce qui regarde le quartier de la Folie-Méricourt et qui dépassent 54 0/0, sans tenir compte des non désignations de numéros et du défaut de suite dans les indications relatives à une même rue, elle a été amenée à soumettre à votre approbation, Monsieur le Préfet, le projet suivant qui modifie d'une manière complète la statistique ancienne.

1° Prendre pour point de départ pour chaque quartier l'artère principale et inscrire jusqu'à épuisement chacun des numéros pairs d'abord et impairs ensuite, en indiquant devant ceux où sont occupés des apprentis, les noms des industriels et le nombre d'enfants ;

2° Donner ensuite, et dans leur ordre, toutes les rues adjacentes au côté droit par exemple, et pour chacune, les tronçons qui y débouchent ;

3° Procéder de même pour les rues adjacentes au côté gauche et leurs tronçons ;

4° Faire précéder la statistique d'un plan d'ensemble autographié destiné à faire comprendre d'un seul coup d'œil l'ordre suivi.

Pour le quartier Folie-Méricourt dont nous joignons le croquis à ce rapport, la disposition que nous proposons serait ramenée aux détails suivants (Voir plan complet pour plus amples renseignements) :

1° Artère principale.

Rue d'Angoulême et son prolongement la rue des Trois-Couronnes.

2° Côté droit.

Boulevard du Temple, — première partie.

Rue Amelot, etc.

Ainsi de suite, en passant en revue toutes les rues du côté droit.

3° Côté gauche.

Boulevard du Temple, — deuxième partie.

Rue Amelot, etc.

Ainsi de suite, comme pour le côté droit.

Comme conséquence du rapport qui précède, Monsieur le Préfet, nous prenons la liberté de vous soumettre, pour être transmis à la Commission supérieure, les quatre vœux suivants dont la réalisation pourrait singulièrement faciliter le service des commissions locales;

1^o Création de cours de demi-temps du matin et du soir (deux par arrondissement);

2^o Unification du service des commissions locales et de l'inspection;

3^o Admission, à titre définitif, dans le sein de la Commission supérieure départementale, de membres des commissions locales nommés au scrutin et en Assemblée générale parmi les présidents et les secrétaires de toutes les commissions;

4^o Refonte complète de la statistique.

Veillez agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de nos sentiments dévoués.

Le Secrétaire-Rapporteur.

Le Président de la Commission,

G. BERGER.

CH. CARRÉ.

P. S. — Ce rapport a été approuvé par la XIX^e Commission dans sa séance mensuelle du 10 février 1881.

ÉTAT NOMINATIF

DES INDUSTRIELS OCCUPANT DES ENFANTS

de 10 à 12 ans.

1 ^o BILLARD, 87, boulevard de Belleville, fabricant de pointes d'acier.	3
2 ^o BAUDELET, 4, rue de l'Orillon, fabricant de pointes d'acier	6
3 ^o GINGER, 5, passage Piver, polisseur	1
Total.	10

INSTITUTIONS CRÉÉES DANS L'INTÉRÊT MORAL ET MATÉRIEL DES APPRENTIS

ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES.

CHAMBRES SYNDICALES

Chambre de la Maroquinerie et de la Gainerie.

Séance du 8 décembre 1880.

La Chambre s'occupe de la question des apprentis.

M. le Président croit devoir appeler l'attention de la Chambre sur ce point, car, dit-il, nos ouvriers ne connaissent pas assez le dessin et, pour cette raison, nous pouvons avoir difficilement des contre-maîtres.

Plusieurs membres de la Chambre craignent que les fonds pour la mise en œuvre soient difficiles à trouver et, que pour cette raison, il soit impossible de réaliser le projet d'une école.

M. Flandin croit qu'il est absolument inutile d'avoir des fonds pour commencer une école spéciale. Il croit qu'il suffirait, dans une des nombreuses écoles libres du soir, d'envoyer les apprentis, après toutefois s'être entendu avec le professeur afin d'attirer son attention sur les sujets de la Chambre syndicale.

Et alors, lorsque la Chambre aurait assez d'élèves, peut-être pourrait-elle viser plus haut.

La Chambre croit devoir ajourner la question et attendre que sa composition soit plus nombreuse.

Chambre syndicale des fleurs, plumes et modes.

L'enseignement professionnel et les écoles d'apprentissage,

Assemblée du 10 décembre 1880.

M. le Président constate que les travaux de la Chambre sont suivis par toutes les personnes qui s'intéressent à cette grave question de l'apprentissage. Un journal d'une compétence indiscutable, *l'Économiste*, a, dans un article spécial, rendu compte de nos discussions et parlé avec bienveillance des propositions de deux de nos collègues. Dans la séance actuelle il s'agit d'arriver à une solution en concluant sur les principes établis et sur les moyens de les mettre en pratique.

M. Turney dit que l'Assistance Paternelle a mis à l'étude un projet de création de groupes de familles, c'est-à-dire que les apprentis

seraient confiés à d'honnêtes femmes qui se chargeraient de les surveiller, de les nourrir et de les loger. Malheureusement, le Patronage est arrêté par le chiffre de la subvention à demander au patron. D'après les calculs faits et les renseignements pris, ce chiffre ne semble pas pouvoir être inférieur à 50 francs par mois. Il est certain que cette somme n'a rien d'excessif, car en calculant bien, en tenant compte du local et de la nourriture, un apprenti coûte davantage à son patron; ce dernier, déchargé de toute responsabilité, aurait donc intérêt à s'adresser à l'Assistance Paternelle. M. Turney termine en annonçant que la Ville de Paris étudie en ce moment un projet de création de sortes de dortoirs où les enfants viendraient coucher chaque soir. Il tient ce renseignement de M. Marienval père, et il espère que cette étude sera menée à bonne fin.

M. Dubosq pense que l'on devrait surtout étudier la question des garanties : beaucoup de patrons se résoudraient encore à payer 50 francs par mois; ce qui les arrête, c'est la crainte de voir les apprentis les quitter au bout d'un an ou de deux.

M. le Président fait observer que cet inconvénient existe également pour les personnes qui couchent et nourrissent leurs élèves. L'abaissement de l'apprentissage, provenant des conditions économiques de la fabrication actuelle, il faut envisager résolument la situation et trouver des institutions capables de remédier aux vices signalés.

Après quelques observations échangées entre MM. Millon, Turney et Brion, M. le Président résume à grands traits la discussion qui a eu lieu les séances précédentes.

Un premier point établi sans conteste, dit M. le Président, c'est que dans les trois industries représentées par la Chambre, l'apprentissage dans l'atelier est indispensable à la formation de l'ouvrier. Un second point, non moins formellement concédé, est que l'école professionnelle proprement dite n'est pas applicable à nos industries. Il ne faudrait pourtant pas repousser les écoles professionnelles sans exprimer le vœu que, non-seulement tous les enfants employés dans nos manufactures doivent avoir leur certificat d'études primaires, mais qu'il serait indispensable de créer dans toutes ces écoles un enseignement spécial permettant aux enfants de s'habituer à manier l'outil, d'acquérir une certaine habileté de main et surtout de prendre le goût du travail manuel. D'ordinaire, les enfants les mieux doués sont poussés vers les écritures, les jeunes filles retirées des classes sachant à peine coudre, il en est résulté un certain dédain pour les professions manuelles, sentiment regrettable contre lequel il serait peut-être bon de réagir. De plus, cet enseignement technique qui, pour les enfants, constituerait bien plutôt une récréation qu'un travail, amoindrirait singulièrement les difficultés et les longueurs nécessitées par l'apprentissage.

M. Batardy croit que, pour obtenir le résultat désiré, il faudrait tout d'abord réformer la loi de 1874 relative au travail des enfants. A l'appui de sa thèse, il cite un fait qui constitue, selon lui, un abus dans le pouvoir discrétionnaire accordé aux inspecteurs.

M, le Président répond qu'il est bien évident que les lois de ce genre peuvent facilement devenir vexatoires, mais c'est le sort de toutes les lois restrictives.

M. Batardy critique la loi. A son avis elle empêche bien des maisons de prendre des apprentis.

M, le Président demande à la Chambre si elle est d'avis d'ajouter à ses conclusions la réforme de la loi.

M. Bonni pense qu'en effet il y a matière à contestation dans le cas de M. Batardy. Ce dernier a été, selon lui, considéré à tort comme fabricant. La loi a été faite pour les manufactures et les ateliers, mais elle n'est pas applicable aux commerçants qui n'ont pas d'atelier. Il est certain que cette loi est défectueuse; elle a été faite par des hommes animés des meilleurs sentiments, mais qui n'avaient peut-être pas la compétence nécessaire et se sont trouvés plus ou moins bien renseignés. M. Bonni ne croit pas cependant qu'il soit utile d'aborder cette question aujourd'hui; il demande que l'on en fasse une proposition spéciale.

M. Bourdin-Marly apprend qu'on tient compte du vœu d'introduire le travail manuel dans les écoles. Cela se fait déjà dans treize écoles et va être généralisé dans toute la France.

M. le Président demande que le vœu soit maintenu et prie la Chambre de statuer sur les conclusions suivantes, savoir :

1^o Le maintien de l'apprentissage à l'atelier;

2^o La condamnation des écoles professionnelles en ce qui concerne nos industries;

3^o Le développement aussi prompt que possible du travail manuel dans les écoles.

Ces conclusions sont adoptées à l'unanimité.

M. Bonni donne lecture des conclusions suivantes :

CONCLUSIONS

Considérant que :

Tant de la discussion qui vient d'avoir lieu sur l'apprentissage et l'enseignement professionnel que des propositions faites à cet égard, il résulte l'absolue nécessité de réagir contre les tendances néfastes qui, par suite des conditions actuelles du travail, poussent à l'amoin-drissement, voire même à la suppression partielle de l'apprentissage — qu'il a été surabondamment démontré que l'école professionnelle, telle qu'elle est généralement comprise, telle qu'elle s'impose par la nature de sa constitution en tant qu'école, serait nuisible aux

industries représentées par la Chambre; — que l'apprentissage dans l'atelier, au centre même de la production, journalière, suivant ses caprices et ses fluctuations, paraît au contraire remplir toutes les conditions voulues; — que dès lors, cette nécessité reconnue, on doit tenter, dans la mesure du possible de moraliser l'atelier et de provoquer un recrutement facile et prompt des apprentis nécessaires au fonctionnement des industries en cause;

Considérant, en outre, qu'il ne suffit pas de constater ce déplorable état de choses et que, pour qu'une action soit efficace, elle doit reposer sur l'étude de projets bien limités et bien précis; qu'en conséquence, il y a lieu d'examiner tout d'abord par quels moyens pratiques on pourrait concilier les difficultés, les exigences de la production avec les nécessités d'un apprentissage dont la durée ne paraît pas pouvoir être moindre de trois années consécutives;

La Chambre syndicale des Fleurs, Plumes et Modes décide qu'une Commission de six membres sera chargée de présenter dans le plus bref délai :

1^o Un projet concernant l'ensemble des mesures à prendre pour obtenir de l'apprenti un minimum de trois années d'apprentissage en l'indemnisant par la nourriture et le logement donnés, soit chez le patron, soit dans des internats, des garderies, constitués à cet effet, etc.;

2^o D'examiner s'il est utile de demander à l'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes l'extension de ses services, et, dans ce cas, quelles seraient les modifications rendues indispensables par la situation actuelle;

3^o Un projet de constitution d'une société mixte d'encouragement aux apprentis de l'industrie parisienne.

M. le Président met aux voix les conclusions de M. Bonni, c'est-à-dire la nomination d'une Commission chargée de présenter à la Chambre un rapport sur les points visés plus spécialement par ces conclusions.

Cette proposition est adoptée.

MM. Turney, Delmart, Bonni, Dubosq, Chandelet fils et Millon sont nommés membres de cette Commission.

Chambre syndicale de la Photographie.

Séance du 14 décembre 1880.

M. Léon Vidal a la parole pour une communication relative à la création d'une école professionnelle d'opérateurs photographes.

Avant tout, il désire provoquer de la part de ses collègues une étude sur cette question, d'un puissant intérêt pour les photographes. Il ignore si l'exécution d'un projet de cette nature est réalisable, et

le meilleur moyen de le savoir consisterait dans le renvoi de cette question à une commission spéciale chargée de l'étudier et d'apporter ensuite à la Chambre le résultat de son examen.

Admettant la possibilité d'une semblable création, M. Vidal expose, d'une façon sommaire, quelle serait son utilité; comment, de prime abord, il semble que l'on pourrait organiser cet enseignement, et enfin quelle sanction il recevrait.

La Chambre syndicale, à l'exemple de plusieurs autres Chambres syndicales professionnelles, créerait cette école sous son patronage, elle en désignerait les professeurs, en surveillerait le fonctionnement et procéderait à la distribution annuelle des diplômes, à la suite d'examens sérieux, aux élèves dignes du titre d'opérateur diplômé.

L'avantage qui en résulterait pour l'art photographique serait grand. Les photographes sauraient où trouver des opérateurs connus, instruits et capables.

Un pareil enseignement n'existe pas en France. Il appartient à la Chambre syndicale de la Photographie de faire tous les efforts possibles pour le créer.

Cette proposition est accueillie par une approbation unanime. M. Lévy rappelle qu'un projet de même sorte avait, il y a quelques années, été développé par l'honorable M. Berthaud, ce qui prouve que l'idée de M. Vidal appartient bien au domaine de celles qui méritent l'attention des membres de la Chambre.

MM. Chéron, Carette et d'autres membres appuient fortement cette proposition.

En conséquence, M. le Président désigne la Commission chargée de l'examiner avec soin. Elle est composée de :

MM. Berthaud fils, Chéron, Durandelle, Frank, Gauthier-Villars, Stebbing, Vidal.

Chambre syndicale des Marchands Tailleurs.

Assemblée générale du 17 décembre 1880.

M. Noël, président, annonce la réception d'un rapport de la Société des apprentis tailleurs de Bruxelles que, sur la proposition de son président, la Chambre renvoie à la Commission d'apprentissage. Il y est joint un exemplaire des statuts de l'École d'apprentissage d'Horlogerie, qui pourra être consulté avec fruit.

Il est également lu une circulaire de M. le Préfet de police au sujet de la création de nouvelles écoles spéciales d'apprentis, afin de faciliter aux enfants employés dans l'industrie l'obtention du certificat d'instruction primaire élémentaire, sans lequel un enfant de moins de quinze ans ne peut être appelé à travailler plus de six heures par jour. (Loi du 19 mai 1874.)

Dans son rapport sur les travaux de l'année, M. le Secrétaire s'exprime ainsi :

L'éloge de notre cher Président m'a fait perdre de vue l'école d'apprentissage ; permettez-moi d'y revenir avant de terminer mon compte rendu. Je vous disais que les encouragements ne nous manquent pas et m'est avis que nous ne saurions mieux le reconnaître qu'en agissant et sans retard.

Nous sommes tous d'accord sur la nécessité de cette création, et, malheureusement, nous ne sommes pas les seuls ; beaucoup d'industries sont dans les mêmes conditions et recourent au même moyen.

Il faut absolument saisir cette branche de salut ; il y va de l'avenir et de l'honneur de l'industrie française, car, voyez déjà combien le goût s'émousse chez le consommateur qui porte actuellement ce qu'il n'eût osé porter autrefois. Il est indispensable que nous fassions bien, très bien, pour faire renaître et développer le goût du beau.

Pour cela, Messieurs, il n'est pas d'autre moyen que celui pour lequel mon cher et bien dévoué ami Ducher a sollicité vos souscriptions, aidé par un trop petit nombre de collègues, toujours les mêmes à la peine MM. Vivier, Versini, Noël, Morland.

Il ne s'est pas épargné. Le résultat n'est pas celui que l'on devait attendre d'une industrie comme la nôtre ; il faut secouer notre torpeur, il faut agir, ne pas attendre le fameux trop tard dont nous sommes par trop immédiatement menacés.

Chambre syndicale du Papier et des Industries qui le transforment.

Séance du 7 janvier 1881.

COMMISSION DU CONCOURS DES APPRENTIS

M. J.-L. Havard, étant obligé de quitter la séance, cède le fauteuil à M. V. Pacon, le plus ancien des Vice-Présidents.

M. V. Pacon expose que la Commission nommée à l'occasion du concours de 1879 a rempli sa mission et en a rendu compte à la Chambre, que son mandat se trouvant par ce fait épuisé il y avait lieu de procéder à son renouvellement pour le concours de 1881.

Cela dit, M. le Président donne la parole à M. Ramé, Secrétaire de l'ancienne Commission.

L'honorable membre dit qu'il est grand temps que la Chambre s'occupe du concours des apprentis de la papeterie, si elle ne veut pas abandonner l'œuvre par elle entreprise. Plus que jamais il est urgent de porter son attention et ses efforts sur l'enseignement professionnel, car il est plus que jamais à l'ordre du jour. Toute la question est donc de savoir si ce que la Chambre a fait jusqu'à ce jour, dans cet ordre d'idées, a été chose bonne et utile, auquel cas notre devoir est de con-

tinuer, ou si, au contraire, nos efforts n'ont rien produit ; car alors mieux vaudrait nous abstenir. Pour moi, j'estime, dit M. Ramé, que les résultats obtenus sont de nature à nous encourager à persévérer, et je propose de continuer notre œuvre avec plus d'ardeur que jamais.

M. le Président consulte la Chambre sur la proposition de M. Ramé, et, à l'unanimité, la Chambre reconnaît qu'il est de toute nécessité de continuer l'œuvre entreprise.

M. le Président demande à la Chambre de vouloir bien désigner les membres qui doivent composer la Commission du concours.

M. Ramé fait observer que les fonctions de membre de la Commission du concours ne sont nullement une sinécure ; au contraire, il faudra travailler beaucoup et avec zèle et dévouement ; il espère que les membres de la Commission auront à honneur de remplir ce mandat à la pleine et entière satisfaction de la Chambre et de la corporation tout entière. M. Ramé ajoute qu'au moment où des lois sont faites pour l'enseignement professionnel et en vue de combler la lacune qui existe sur cette matière, il faut que les industriels qui ont des ateliers soient les promoteurs de la véritable instruction professionnelle, de l'instruction professionnelle pratiquée de façon à ce que les cours d'instruction théorique qu'il propose à la Chambre syndicale de fonder puissent compléter la véritable instruction professionnelle. Les écoles du gouvernement sont insuffisantes, ne pouvant embrasser toutes les industries. On y enseigne le travail du fer, du bois, des métaux ; quelques écoles spéciales comme l'horlogerie, l'imprimerie, le papier peint même sont seules de véritables écoles professionnelles, la théorie et la pratique s'y trouvant réunies.

Il faut donc, de toute nécessité, créer au sein de la Chambre syndicale du Papier des cours professionnels théoriques, ce qui, avec des éléments pratiques expliqués dans nos ateliers par des hommes du métier, complétera pour notre corporation une véritable école professionnelle qui, j'ose le dire, sera le complément exigé des Chambres syndicales.

Après cette chaleureuse allocution, M. le Président demande de nouveau à la Chambre de vouloir bien indiquer des noms.

Une liste est préparée et votée.

Séance du vendredi 4 février 1881.

COMMISSION DU CONCOURS DES APPRENTIS DE LA PAPETERIE

La parole est donnée à M. Guillet-Imbert pour le compte rendu de la séance de la Commission de concours ; il en résulte que M. A. Laroche-Joubert ayant décliné l'honneur de la présidence, le bureau de la Commission est ainsi constitué : MM. Ramé, Président ; Valdam-pierre, Vice-Président ; Guillet-Imbert, Secrétaire et Bouchez, Tréso-

rier; puis il a été décidé que le concours se ferait dans un atelier unique, suivant les conditions à déterminer, et que la circulaire ferait mention de cette décision.

La parole est donnée à M. Ramé, Président de la Commission du concours, au sujet de l'établissement de cours professionnels.

M. Ramé s'exprime ainsi :

Le 10 décembre 1771, le maréchal de Richelieu écrivait à Voltaire :

« Je suis sûr que si j'étais plus jeune, je verrais un temps où l'on pourrait écrire de Paris à Pékin, par la poste, et recevoir une réponse au bout de sept à huit mois. »

Cette prophétie, plus que centenaire, est aujourd'hui une vérité banale.

Cette réflexion m'amène tout simplement à constater qu'à notre époque, bien autrement qu'au temps du maréchal de Richelieu et de Voltaire, on use du papier, et notamment du papier à lettre dont le façonnage est l'œuvre du papetier proprement dit.

Notre industrie qui, à bien prendre, n'a pas encore un siècle de date, est véritablement une de celles qui se sont le plus rapidement développées, car si nous remontons à l'abolition des maîtrises et des jurandes, nous trouverons des fabricants de papiers, des cartiers et des relieurs; mais des papetiers fabricants de registres : Aucun!

J'en arrive donc à ceci : Aujourd'hui que l'instruction s'étend avec une si grande rapidité, que la parole, presque substituée à la correspondance, ne connaît plus d'espace, il importe plus que jamais de former, dans notre industrie, une génération nouvelle qui, composée soit de jeunes commis, soit de jeunes ouvriers, arrive à tenir notre industrie au plus haut degré.

Il faut pour cela, non seulement leur apprendre la fabrication que comporte notre métier, mais aussi leur apprendre théoriquement ce que beaucoup ignorent : les conditions élémentaires de tout ce qui le constitue, afin de faire comprendre tous les avantages qu'on en peut tirer.

Vous vous étonnez peut-être que je vous aie parlé de la poste entre Paris et Pékin? mais d'abord ne parle-t-on pas assez du papier de Chine! Il est ancien par excellence et quant à la poste, n'est-ce pas l'instrument le plus communément employé pour la transmission de la pensée? Enfin, la correspondance n'est-elle pas l'un des plus puissants débouchés des produits de notre industrie? Qu'on écrive à sa famille, à ses amis, pour ses affaires, il faut du papier à lettres, il faut des enveloppes; on copie la lettre, il faut des copies de lettres, et cela déjà, sans parler du commerce, constitue des dépenses qui nécessitent une comptabilité.

La comptabilité, c'est-à-dire des registres, m'y voilà arrivé.

Avec quoi fait-on les registres? Avec du papier. Quel papier? Peu

d'ouvriers le savent ! De quels formats, de quels poids ? beaucoup ne sauraient répondre.

À l'heure présente, beaucoup de métiers ont des écoles professionnelles théoriques et pratiques, il nous est matériellement impossible de fonder une école pratique, mais j'espère qu'il est beaucoup plus facile de créer, avec le concours de la Chambre, une école théorique. J'ai l'honneur de soumettre à votre appréciation le projet suivant :

ARTICLE PREMIER. — Des cours professionnels théoriques seront organisés par les soins de la Chambre syndicale du Papier et des industries qui le transforment. Ils auront lieu à l'endroit actuel de ses séances.

ART. 2. — Lesdits cours formeront la deuxième partie du concours et il y sera, s'il y a lieu, appliqué des prix particuliers.

ART. 3. — Seront admis à suivre les cours tous les jeunes gens de douze à dix-huit ans qui pourront justifier, soit d'un contrat d'apprentissage, soit d'une année au moins de présence dans une maison de papeterie.

ART. 4. — Les cours se composeront :

1^o De l'étude spéciale des formats de papiers et de leur usage ;

2^o De l'histoire professionnelle, de l'étymologie des noms, de l'origine des dimensions et des notions géographiques ;

3^o De problèmes sur l'emploi du papier relativement aux poids et formats ;

4^o De notions de dessin concernant la papeterie, le cartonnage, etc., etc.

ART. 5. — Il sera nommé par la Chambre un professeur spécial pour la papeterie et un pour le cartonnage, ainsi qu'un professeur adjoint pouvant remplacer l'un ou l'autre.

ART. 6. — Un règlement définitif sera présenté par la Commission du concours à la sanction de la Chambre.

Voici, Messieurs, le projet, peut-être trop hardi, que j'ai l'honneur de vous soumettre ; mais n'est-il pas vrai que, pour suivre le mouvement actuel, l'enseignement professionnel doit être l'objet de toutes nos préoccupations, qu'il faut savoir oser, et surtout ne pas douter de soi ?

Or, nous avons admis, à la dernière séance, la continuation du concours ; la Chambre ne doute donc pas d'elle-même, et s'il a fallu un siècle pour que la prophétie du maréchal de Richelieu se réalisât, ce n'est pas une raison pour qu'il nous faille attendre un aussi long temps, avec les éléments que la France possède actuellement pour arriver à d'heureux résultats.

En conséquence, je demande à la Chambre de vouloir bien pronon-

cer sur ma proposition et, si elle est adoptée, de vouloir bien charger la Commission du concours du soin de l'exécution de ce projet.

M. Piquant demande quelle sera la rétribution exigée des élèves ? quel traitement sera alloué aux professeurs ? Enfin, sous quelle inspiration les cours se feront ?

M. Ramé répond que ces cours ayant un but tout professionnel, la politique et la religion y seront complètement étrangères ; qu'ils seront gratuits pour les élèves et sans rétribution pour les professeurs.

M. Piquant croit qu'il serait préférable d'appuyer les écoles du gouvernement et que le résultat étant plus pratique serait plus certain, attendu qu'il sera assez difficile à l'apprenti de suivre des cours professionnels spéciaux, s'il n'a pas d'abord l'instruction exigée par la loi sur le travail des enfants.

M. Ramé insiste sur le bon résultat qu'il est certain que l'on obtiendra, et ajoute que tous les candidats au concours seraient tenus de suivre les cours professionnels théoriques.

M. P. Fano reconnaît l'utilité des cours professionnels, mais il craint que l'obligation de suivre ces cours ne soit, pour bien des candidats, une raison qui les empêche de se présenter au concours.

M. le Président dit que l'important est de savoir si la Chambre reconnaît, oui ou non, l'utilité des cours professionnels proposés par M. Ramé au nom de la Commission des cours.

La Chambre, consultée, est d'avis d'admettre en principe l'utilité des cours professionnels théoriques aux apprentis des deuxième et cinquième Comités, et renvoie l'étude des voies et moyens à la Commission du concours.

La séance est levée à dix heures trente minutes.

Le Président,

HAVARD.

L'un des Secrétaires,

PAUL FANO.

Chambre syndicale de la Bijouterie-Imitation.

Distribution des prix de l'école de dessin.

Le 16 janvier 1881 a eu lieu, dans la salle des fêtes de l'Union nationale, 40, rue de Lancry, la distribution des prix aux élèves de l'école de dessin et de modelage de la Chambre syndicale de la Bijouterie-Imitation et des industries qui s'y rattachent.

L'éclat de cette solennité, présidée par M. Spuller, député du troisième arrondissement, dont le concours est acquis à ce qui est bon et utile aux jeunes générations, a été encore rehaussé par la présence du représentant officiel du gouvernement, M. Colin, délégué par M. le sous-secrétaire d'État aux beaux-arts, empêché d'assister lui-même à cette cérémonie, et aussi par le concours de personnes notables,

parmi lesquelles nous citerons MM. le Dr Frère, conseiller municipal; Nicolle et Tourette, administrateurs de l'Union nationale, qui ont bien voulu honorer de leur présence cette fête du travail.

M. Roussel, maire du troisième arrondissement, empêché par ses fonctions, s'est excusé par lettre de ne pouvoir assister à cette réunion.

Un public plus nombreux encore que l'année précédente, comprenant la plupart des membres de la Chambre syndicale; un grand nombre de nos adhérents accompagnés de leur famille, a témoigné par sa présence même de l'importance toujours croissante qu'acquiert de jour en jour notre chère école, et nous a montré une fois de plus que la voie dans laquelle nous sommes engagés est la meilleure que nous devons suivre sans hésitation pour arriver à former des ouvriers utiles, laborieux et indépendants, capables de lutter un jour avec leurs nombreux concurrents étrangers.

Les approbations unanimes, du reste, qui ont accueilli les différents discours prononcés en cette circonstance, sont une preuve certaine de la communauté d'idées de l'assistance et des représentants de la Bijouterie-Imitation.

L'un des Secrétaires.

N. MANDRILLON fils.

A la suite de ce qui précède, nous ajouterons que M. Lejollot Président de la Commission de l'école de dessin, présente à l'assemblée le rapport annuel des travaux; puis, MM. Piel, Nicole, Topart, Colin et Spuller prennent successivement la parole et prononcent des discours souvent interrompus par les nombreux et légitimes applaudissements qu'ils provoquent au sein de la nombreuse assemblée.

Nous regrettons que le défaut d'espace nous oblige à ne pouvoir reproduire ces éloquentes et instructives paroles des divers orateurs; mais la Chambre syndicale de la Bijouterie-Imitation a décidé dans sa dernière séance, que le compte rendu de cette distribution solennelle serait imprimé en brochure et tiré à un grand nombre d'exemplaires.

Nous serons heureux de faire connaître à nos lecteurs l'époque à laquelle paraîtra cette intéressante publication qui comprendra également la liste des noms de tous les lauréats.

Comité de la Société de Protection de l'enfance ouvrière à Troyes.

Statuts.

ARTICLE PREMIER. — Une Société est fondée sous le titre de *Société de protection de l'Enfance ouvrière*, à Troyes.

ART. 2. — La Société a pour but de veiller au développement moral et intellectuel de l'enfance ouvrière, de la protéger, de l'aider de ses

conseils et de son influence, de l'assister dans ses besoins, de concilier ses intérêts avec ceux de l'industrie qui l'occupe, d'indemniser, s'il y a lieu, et suivant ses ressources, les familles du préjudice que peut leur causer, au point de vue du salaire, le temps que leurs enfants passent à l'école, conformément à la loi du 19 mai 1874.

ART. 3.— Quels que soient ses moyens d'action, elle n'entend nullement porter atteinte à la liberté de l'industriel, ni à l'autorité du père de famille.

ART. 4. — La Société suivra les enfants dans les différents ateliers où ils travailleront, et dans les écoles où l'instruction leur sera donnée. Elle suivra également les enfants qui posséderont le certificat d'instruction primaire élémentaire, et les jeunes gens qui auront atteint leur quinzième année et qui suivront les cours d'adultes.

Des livrets spéciaux seront délivrés aux jeunes ouvriers qui quitteront Troyes pour aller travailler dans d'autres localités.

Mention sera faite de leurs antécédents ; la Société les recommandera à leurs nouveaux patrons. Elle correspondra avec ceux-ci de manière à pouvoir se rendre compte des résultats acquis.

ART. 5. — Elle récompensera, soit par des gratifications pécuniaires, soit par des livrets de caisse d'épargne, soit par des dons en nature, les plus méritants, ceux qui auront montré le plus d'assiduité, le plus d'ardeur au travail intellectuel, et s'y seront signalés par des progrès constatés, ou se seront distingués par leur conduite à l'atelier, à l'école et au dehors.

ART. 6. — Elle leur procurera des livres dont la lecture servira soit à étendre leurs connaissances techniques, soit à leur inspirer le goût du beau et du bien.

ART. 7. — La Société se compose de *membres fondateurs*, de *membres titulaires* et de *membres donateurs*.

On devient :

1^o Membre fondateur en versant une somme de 20 francs une fois donnée, en sus de la cotisation annuelle.

2^o Membre titulaire en versant, annuellement, une somme de 10 francs. Tout membre titulaire peut devenir membre fondateur en se conformant aux conditions stipulées ci-dessus.

3^o Membre donateur en souscrivant pour une somme quelconque ou en faisant un don en nature, soit linge, étoffe, vêtement, etc.

ART. 8. — Pour l'œuvre qu'elle entreprend, la Société fait appel à toutes les âmes généreuses, à tous les concours, à tous les dévouements, à tous ceux qui s'intéressent à un degré quelconque à l'enfance ouvrière ; qui comprennent que dans notre société démocratique, du développement moral et intellectuel de l'enfance dépendent l'avenir et la grandeur du pays. Elle n'a donc rien de politique. C'est une

œuvre de philanthropie et de moralisation, qui n'a d'autre drapeau que celui du cœur.

ART. 9. — La Société est administrée par un Conseil composé de quinze membres nommés en Assemblée générale pour une période de trois années qui se terminera fin décembre 1883.

Les membres du Conseil sont indéfiniment rééligibles.

ART. 10. — La Société a pour présidents d'honneur M. le Préfet, et M. le Maire de Troyes.

ART. 11. — Le Conseil nomme lui-même son bureau composé d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire, d'un vice-secrétaire et d'un trésorier.

Le Conseil nomme également dans son sein une commission composée d'un certain nombre de membres chargés de surveiller les enfants et de prendre sur eux, près des patrons, des instituteurs et des institutrices, les renseignements nécessaires qui seront transmis par des rapports au Conseil administratif.

ART. 12. — Les décisions de l'Assemblée générale et celles du Conseil administratif sont prises à la majorité des membres présents.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

ART. 13. — Une commission d'apurement composée de trois membres nommés par le Conseil vérifie chaque année les comptes du trésorier.

ART. 14. — Le Conseil administratif écrit et agit au nom de la Société. Il reçoit les fonds provenant des cotisations, dons, etc., et les transmet au trésorier, qui en a la responsabilité. Il autorise les dépenses et détermine les récompenses à accorder aux enfants les plus méritants soit dans le cours soit à la fin de l'année.

ART. 15. — Chaque année tous les membres de la Société seront convoqués en assemblée générale.

Dans la première Assemblée, qui aura lieu en janvier, le Conseil rendra compte de la situation matérielle de la Société.

Dans la deuxième, qui aura lieu au mois d'août, il sera rendu compte de la situation morale de l'enfance ouvrière.

Dans cette réunion qui donnera lieu à une fête, appelée *Fête de l'enfance ouvrière*, les grandes récompenses consistant en livres, médailles et livrets de caisse d'épargne, seront distribuées aux plus méritants.

ART. 16. — En vue de donner à ses moyens d'action plus d'efficacité et une autorité d'un plus haut rang la Société demandera à se rallier à la grande *Société de protection des apprentis et enfants* employés dans les manufactures (qui a pour président M. Dumas, membre de l'Institut, et dont le siège est à Paris, rue de Rennes 44), à l'effet d'obtenir son précieux concours.

ART. 17. — La Société publiera chaque année un *Bulletin* qui com

prendra les listes d'adhésion et les renseignements, de toute nature relatifs à ses travaux.

Ce *Bulletin* sera envoyé gratuitement à tous les membres de la Société.

ART. 18. — Toute discussion politique ou religieuse est absolument interdite.

École d'Horlogerie de Paris,

99, rue du Faubourg-du-Temple. — Ouverture le 1^{er} février 1881.

On nous communique l'intéressant programme qui suit :

L'École d'Horlogerie de Paris, qui s'ouvrira le 1^{er} février 1881, est fondée sous le patronage de la Chambre syndicale de l'Horlogerie, a l'effet de former des ouvriers qui puissent connaître à fond la pratique et la théorie de cet art.

Au point de vue pratique, un personnel choisi et surveillé par le Conseil d'Administration de l'École, enseignera tout ce qui se rapporte à l'horlogerie civile, pendules et montres, et à l'horlogerie de précision pour la marine et l'astronomie.

Au point de vue théorique, le concours d'un certain nombre de professeurs des Écoles supérieures de la Ville de Paris et de l'Université, est assuré à l'École pour toutes les branches de la Science pouvant élever l'instruction des Élèves à un niveau convenable.

Un outillage prêt à fonctionner est mis à la disposition des élèves à qui l'on se propose de ne rien laisser ignorer des moyens modernes de fabrication.

Pour le moment, le régime de l'École est l'Externat, mais des mesures sont prises pour que les élèves dont les familles sont éloignées puissent avoir dans le voisinage de l'École, soit la pension complète, soit la demi-pension.

Une somme importante, recueillie par des dons et des souscriptions, assure pour l'avenir le service du personnel et du matériel de l'École.

En dehors de ces ressources, le Conseil municipal de Paris, par une large subvention, permettra le développement progressif de cette œuvre. De plus, le Ministre de l'agriculture et du commerce, et le Ministre de l'instruction publique, qui attachent un grand intérêt au succès de cet établissement, lui prêteront un concours actif.

L'œuvre présente donc dès à présent, et pour l'avenir, les meilleures garanties aux jeunes gens et aux familles.

En terminant, il est essentiel de faire remarquer que le but qu'on se propose les fondateurs est non seulement de former des ouvriers habiles, mais aussi de les mettre, au sortir de l'École, à même de se faire une position honorable.

Comme il a été dit plus haut, l'ouverture de l'École aura lieu le 1^{er} février 1881.

PROGRAMME DE L'ENSEIGNEMENT

TRAVAIL MANUEL

Professeur, M. Louis BARON, élève de l'École de Besançon.

Outils. — Ébauches, finissages, échappements et réglage pour montres et pendules. — Pièces détachées. Repassage. Chronométrie.

THÉORIE

Directeur des cours, M. BOYMOND, professeur à l'École supérieure Arago.

Langue française. — Notions sur le style et la composition. — Rapports sur des visites d'ateliers ou d'usines.

Tenue des livres. — Comptabilité.

Arithmétique. — Éléments d'algèbre. — Géométrie plane. — Mesure des surfaces et des volumes. — Éléments de géométrie descriptive.

Mécanique. — Des mouvements et de leur transformation. — Des engrenages. — Éléments de machines. — Des forces. — Machines à vapeur. — Machines-outils.

Physique et technologie. — Propriétés générales des corps. — Notions sur les matières premières employées en horlogerie. — Leur provenance et leurs usages.

Éléments de cosmographie. — Théorie et construction de l'horlogerie.

Dessin. — Croquis cotés. — Théorie du lavis. — Théorie des ombres. — Ornementation. — Esthétique. — Style. — Comparaisons.

Les cours sont faits par des professeurs des écoles supérieures de la Ville de Paris et de l'Université.

CONDITIONS D'ADMISSION

Pour être admis comme élève, il faut :

1^o Avoir 14 ans révolus ;

2^o Adresser une demande d'inscription à M. le Président du Conseil d'Administration, 99, rue du Faubourg-du-Temple ;

3^o Posséder l'instruction correspondant au programme complet des écoles primaires ;

4^o Accepter les règlements de l'École.

Les jeunes gens ayant fait au moins deux années d'apprentissage dans une autre école, et les ouvriers qui désirent se perfectionner dans quelques-unes des branches enseignées à l'École d'Horlogerie de Paris, peuvent être admis, pour une année au moins, dans les ateliers de l'École.

L'écolage est fixée à 300 francs par an.

Les écolages sont payables par trimestre et d'avance.

La durée de l'apprentissage complet, comprenant la pendule et la montre, est de quatre ans.

Les cours théoriques sont obligatoires pour tous les élèves.

PENSIONNAT

MM. RAUBER frères, chefs d'institution,

rue Corbeau, 34.

La pension, comprenant la nourriture, le logement, le blanchissage, le chauffage, l'éclairage et tous les jours une ou plusieurs heures d'études libres, est fixée à 800 francs payables par trimestre et d'avance. Les internes sont continuellement sous la surveillance d'un professeur.

Ils sont conduits aux ateliers de travail et aux cours du soir.

Une note détaillée sur la tenue et la conduite de chaque élève est envoyée à la fin de chaque semaine au président du Conseil d'administration de l'École d'Horlogerie.

Les élèves externes peuvent être admis comme demi-pensionnaires dans le même établissement.

Le Président du Conseil d'Administration.

A.-H. RODANET.

Président de la Chambre syndicale de l'Horlogerie.

EXTRAIT DES STATUTS

ART. 4. — La Société de l'École d'Horlogerie de Paris se compose de *membres actifs*, de *membres honoraires* et de *membres fondateurs*.

ART. 5. — Les *membres actifs* et les *membres honoraires* versent une cotisation annuelle dont le minimum est fixé à 20 francs. Cette cotisation est exigible d'avance et au moment de l'admission.

ART. 6. — La cotisation annuelle peut être rachetée, soit par un versement unique de 200 fr. soit par le paiement de six annuités de 50 francs chacune.

ART. 7. — Tout membre actif ou membre honoraire qui versera à la Société, dans les trois mois qui suivront la nomination du Conseil, une somme minimum de 300 francs., recevra le titre de *membre fondateur* et sera exonéré par ce fait de toute cotisation.

Les diplômes de membres fondateurs sont délivrés par le Conseil d'Administration et en son nom.

Seront également nommés membres fondateurs, tous les membres actifs qui dans les trois mois qui suivront la nomination du Conseil d'administration, s'engageront par écrit à verser 360 francs en trois annuités de 120 francs chaque.

Dans ce cas, le premier versement sera fait en souscrivant, et le titre définitif de membre fondateur ne sera acquis qu'après le paiement intégral de la troisième annuité.

ART. 9. — Sont *membres adhérents* toutes les personnes qui, agréées par le Conseil d'administration, viennent en aide à l'Association, par le versement d'une somme annuelle dont le minimum est fixé à cinq francs.

ART. 13. — Ne peuvent être membres actifs que les personnes appartenant

au commerce ou à l'industrie de l'Horlogerie, ou aux industries qui s'y rattachent.

Toute communication intéressant l'Association doit être adressée au Président du Conseil d'administration, rue du Faubourg du Temple, 99.

Inauguration de l'Ecole d'horlogerie.

L'initiative privée vient de créer une institution appelée à sauver d'une ruine certaine une de nos importantes branches d'industrie : celle de l'horlogerie.

C'est fâcheux à constater, il n'existe en France que peu d'écoles d'horlogerie, alors que depuis longtemps en Suisse, et depuis quelque temps en Allemagne et en Amérique, les gouvernements font de grands sacrifices qui contribuent à l'extension de l'industrie de l'horlogerie.

Un essai d'une création de ce genre a été tenté en 1835, à Versailles ; mais, faute du concours de l'État, l'entreprise fut abandonnée. Depuis, les États voisins ont perfectionné leur outillage, donné une instruction sérieuse aux ouvriers horlogers, pendant qu'en France tout restait stationnaire.

L'Exposition de 1878 fut heureusement un stimulant pour nos industriels : ils purent constater que les Américains, notamment, avaient augmenté et perfectionné l'outillage d'une façon telle que, sous peine de ruine imminente, les industriels français devaient les imiter. C'est ce qui a été fait.

Mais en France, où il n'y avait pas assez d'écoles professionnelles, on ne pouvait espérer avoir suffisamment d'apprentis et d'ouvriers habiles. C'est une lacune qui vient d'être comblée grâce à la chambre syndicale de l'horlogerie, dont le président, M. A.-H. Rodanet, a donné l'exemple d'une persévérance aujourd'hui couronnée de succès.

Des fêtes ont permis de réunir les 60,000 francs consacrés à la création de l'école spéciale, 99, rue du Faubourg-du-Temple.

Les apprentis y recevront une éducation complète, tant au point de vue théorique qu'au point de vue pratique.

Jusqu'à présent, ce qui causait l'infériorité des ouvriers français, c'est qu'aussitôt qu'un apprenti connaissait une des spécialités du métier, l'ébauche, le finissage, le plantage, l'échappement, le repassage, le réglage, etc., il préférerait abandonner l'apprentissage pour gagner un salaire dans une de ces spécialités.

Ce déplorable système ne créait que des ouvriers habiles dans une partie, mais absolument machines pour l'ensemble du métier.

Dans l'école qui a été ouverte il y a deux mois, les apprentis engagés par les parents seront successivement occupés à tous les travaux de l'industrie de l'horlogerie ; la pièce la plus insignifiante

doit être exécutée avec une précision parfaite et on la fait recommencer jusqu'à ce qu'elle soit telle.

Après avoir appris les éléments du métier, le tournage et le limage, les apprentis exécutent chaque pièce d'une montre, puis on leur remet une pièce brute dont chacun doit fabriquer entièrement une montre.

Avec ce système, on formera les visiteurs et contremaîtres, introuvables actuellement parmi nos nationaux.

La séance d'inauguration a eu lieu au Conservatoire des arts et métiers le 6 mars 1881, sous la présidence de M. Girard, directeur du commerce intérieur, au Ministère de l'agriculture et du commerce. Plusieurs sénateurs, députés et conseillers municipaux assistaient à la réunion.

M. Rodanet, président de la Chambre syndicale de l'horlogerie, après avoir rappelé les travaux accomplis, a fait un chaleureux appel aux pouvoirs publics pour leur demander assistance dans cette œuvre patriotique.

M. Girard, au nom du Ministre, répond que le gouvernement de la République se fait honneur d'encourager les créations de ce genre ; il ajoute qu'au moment de la répartition des subventions, le Ministre se souvenant des difficultés surmontées, des efforts tentés, se fera un devoir de protéger moralement et pécuniairement l'école d'horlogerie de Paris.

A son tour, M. de Hérédia a salué la nouvelle école au nom du Conseil municipal de Paris. Il a remercié le Gouvernement de ses efforts, insisté sur ceux de la Ville qui ouvre en ce moment 40 écoles à l'enseignement manuel et a doublé depuis 1870 le budget de l'instruction. Puis il a fait l'éloge des Chambres syndicales qui s'associent à ce grand mouvement, aussi bien celles des patrons que celles des ouvriers. C'est nécessaire, alors que la concurrence étrangère fait sentir ses effets sur le marché français, et que le libre échange définitivement vainqueur va triompher du protectionisme qui suivant le mot pittoresque de l'orateur use au Sénat ses dernières cartouches.

PATRONAGES INDUSTRIELS.

Patronage industriel des enfants de l'Ébénisterie.

Distribution des prix du 6 février 1881.

La grande salle de la mairie du IV^e arrondissement pouvait à peine contenir les nombreux assistants que cette intéressante solennité avait attirés. M. Guillaume, directeur de l'École des beaux-arts, empêché par un deuil de famille a été suppléé par M. Kempfen, ins-

pecteur des beaux-arts, délégué par M. le Ministre. L'honorable M. Lemoine, fondateur de l'œuvre, a inauguré la séance par une allocution toute paternelle à laquelle, suivant la spirituelle observation de M. Kempfen, on ne pouvait adresser d'autre critique que celle d'oublier ses mérites en racontant ceux d'autrui. M. Lemoine nous a dit les épreuves subies victorieusement par son œuvre qui, un moment dépossédée du local qu'elle occupait, en a retrouvé un autre, grâce au dévouement de M. Vieux. — M. Kempfen a constaté avec un rare bonheur d'expression les résultats du concours de 1880; c'était bien, a-t-il dit, mais il faut encore mieux, car la dernière exposition a montré que si nous tenons encore la tête dans l'industrie du meuble, nos rivaux nous suivent de près et sont pour ainsi dire sur nos talons. La France, qui a la gloire d'avoir formé ces concurrents, doit aujourd'hui se surpasser elle-même. — Les noms des lauréats ont ensuite été proclamés au milieu des vivats. Puis des artistes éminents ont tenu pendant trois heures la réunion sous le charme. Nous avons admiré M. Ondricek, le violoniste, la merveilleuse étude de la main gauche de M^{me} Beguin Salomon, la voix large et méthodique de M^{me} Biraud-Belgirard, enfin l'entraînante gaieté des artistes du Gymnase qui, M. Landrol à leur tête, ont spirituellement enlevé la charmante comédie de *Bocquet père et fils*.

En voyant tous les fabricants les plus connus du faubourg Saint-Antoine, qui soutiennent ce patronage de leur bourse et de leur concours, ce volontaire, fils de M. Lemoine, qui avait quitté quelques heures le régiment pour voir couronner les jeunes ouvriers qu'il a connus dans son enfance, M^{me} Lemoine bonne et affable pour tous, accueillant chacun avec une bienveillance qui ravit également apprentis, ouvriers, bourgeois et patrons, on a compris que le mot de M. Lemoine était justifié. — Il nous avait promis au commencement de la séance une fête de famille, en s'excusant sur la banalité du mot; son cœur a su réaliser ce programme, et nous emportons, — ce qui est rare, — un souvenir. — Ernest NUSSE.

Patronage des Enfants du Papier Peint.

Distribution des prix du 20 février 1881.

Cette fête, présidée par M. de Hérédia, le sympathique conseiller municipal qui a voué sa vie à toutes les œuvres protectrices de l'enfance, a été brillante et réussie. M. Follot, président du patronage, a dit les progrès de l'Association et l'extension de ses bienfaits aux jeunes ouvriers de 16 à 18 ans. Des applaudissements qui ont fréquemment interrompu son discours ont éclaté avec un redoublement d'énergie, quand M. de Hérédia a attaché sur sa poitrine et sur celle du digne et excellent M. Thomas, les palmes d'officier d'Académie. M. de Hé-

rédià a pris ensuite la parole. Dans une chaleureuse et éloquente improvisation, qu'il serait téméraire d'analyser et que nous espérons pouvoir reproduire in extenso dans un de nos prochains bulletins, il a dit les efforts du conseil général de la Seine pour mettre en vigueur les prescriptions de la loi du 19 mai 1874, et de tous ceux, hommes et associations qui ont entrepris la tâche patriotique de faire passer son texte dans les mœurs. Qu'il nous soit permis de marquer dès à présent notre reconnaissance à l'orateur pour l'hommage qu'il a bien voulu rendre à la part prise dans ce mouvement par la Société de protection des apprentis. Je voudrais mériter autant que l'honorable M. Boyer l'éloge dans lequel M. de Hérédia a uni mon nom à celui de ce dévoué fonctionnaire, qu'il reçoive du moins le témoignage de ma gratitude pour une appréciation indulgente que je considère comme un précieux encouragement.

La séance a été terminée par un concert auquel ont pris part la fanfare l'Harmonie du Travail du XI^e arrondissement, Mademoiselle Marie Garnier, MM. Plessis Bénestant et Durot. M. le Métayer a bien dit de très beaux vers, puis la classique tombola de l'œuvre a charmé les enfants. Nous devons exprimer ici tout l'intérêt que la fête donnée par M. Follot a inspiré à ses auditeurs. C'est une impression unanime dont je suis heureux d'être l'interprète. — Ernest NUSSE.

EMPIRE D'ALLEMAGNE

Projet de loi relatif à la déclaration des accidents survenant dans les fabriques et autres exploitations analogues.

Union centrale d'Industriels allemands pour le progrès et la défense du Travail national.

NOUS, Guillaume, etc.

§ 1^{er}. — Il sera donné avis, par écrit, à la police locale, ainsi qu'à l'inspecteur qui en relève, de chaque accident arrivé dans le cours de l'exploitation d'une fabrique, à la suite duquel :

1° Il y a mort d'homme ou,

2° Il a entraîné, pour la personne occupée à la fabrique, des blessures, par une partie du mécanisme, par explosion, éboulement ou écroulement; par des vapeurs, gaz ou liquides chauds, lorsque ces blessures auront obligé la victime de quitter son travail et de ne le pas reprendre dans le courant du jour ouvrable suivant.

§ 2. — La déclaration doit être faite immédiatement, ou bien, en cas de mort, avant la fin du premier jour, et dans l'autre cas, avant la fin du second jour qui suit la date de l'accident.

Elle doit contenir, en dehors de la nature et de la situation de la fabrique, le jour et l'heure de l'accident, la manière dont il s'est produit, le nombre des personnes tuées ou blessées et le genre des blessures.

§ 3. — La déclaration est à faire par le propriétaire ou, à son défaut, par celui qui dirigeait l'exploitation au moment où l'accident s'est produit, ou la partie de l'exploitation où il a eu lieu.

§ 4. — Les chefs des établissements placés sous l'administration des autorités de l'empire ou de l'Etat ont à faire leur déclaration à leurs supérieurs.

§ 5. — La police locale, après avoir pris note, sur une liste qu'elle aura à tenir, des déclarations d'accidents qu'on lui aura faites, les renverra dans l'espace de vingt-quatre heures à l'inspecteur.

§ 6. — Les accidents ayant amené mort d'homme ou ayant causé une blessure grave à une personne occupée dans la fabrique, de même que ceux produits par une cause permanente due à des aménagements défectueux, doivent être soumis à une enquête de la part de la police locale, à moins que l'enquête officielle recherchant leurs causes et leurs conséquences n'ait été déjà faite, en vertu d'autres dispositions légales.

Il sera dressé procès-verbal de l'enquête, qui aura lieu le plus tôt possible et, autant que possible, en présence des intéressés.

L'inspecteur provoquera lui-même cette enquête dans les circonscriptions soumises à sa surveillance.

En ce qui concerne les établissements désignés dans le paragraphe 4, c'est aux autorités préposées que revient l'obligation de provoquer cette enquête par leurs organes.

§ 7. — Le Conseil fédéral indique les cas où il n'y a lieu d'exiger que des déclarations périodiques.

§ 8. — Les dispositions de cette loi s'étendent aussi aux accidents qui surviennent :

1° Dans les carrières et les mines;

2° Dans les exploitations qui, n'étant pas assimilées aux fabriques, emploient des chaudières ou des rouages mus par une force élémentaire (eau, vapeur, gaz, air chaud), à l'exception des chemins de fer et de la navigation à vapeur;

3° Dans les forges, chantiers et constructions de bâtiments.

Quand les exploitations susnommées ne sont pas placées sous la surveillance d'un inspecteur, nommé en vertu du paragraphe 139 B. de la *Gewerbeordnung*, la déclaration prescrite par le paragraphe 1^{er} n'est faite qu'à la police locale.

§ 9. — Les dispositions de cette loi ne s'appliquent aux accidents survenus dans les mines, les salines, les tanneries, les carrières et mines souterraines que si ces exploitations ne se trouvent pas placées sous la surveillance de la police des mines.

§ 10. — Celui qui néglige de remplir les obligations qui lui incombent d'après les paragraphes 1, 2, 3, 8, et 9, sera puni d'une amende pouvant aller jusqu'à 150 marks, ou d'un emprisonnement de quatre semaines, en cas d'indigence.

Dont acte....., etc,

Projet de réglementation tendant à préserver la vie et la santé des ouvriers de fabrique.

En vertu du paragraphe 120, alinéa 3 de la *Gewerbeordnung*, sont publiées les prescriptions suivantes :

A. — *Pour les fabriques qui occupent des ouvriers dans des locaux fermés.*

1° Les locaux de travail, y compris les corridors et les escaliers, doivent être bien éclairés, et pourvus de planchers solides et unis.

Les locaux de travail doivent être assez spacieux pour qu'il y ait au moins mètres cubes d'air pour chaque ouvrier qui y est occupé.

2° Les locaux de travail seront disposés de telle manière que l'air ne soit vicié par des exhalaisons et vapeurs nuisibles, délétères et irrespirables.

3° Les locaux ou appareils dans lesquels existent ou peuvent se produire des gaz, des vapeurs ou poussières inflammables, délétères et irrespirables, seront disposés de manière que ces matières nuisibles ne puissent pénétrer dans les ateliers.

L'entrée de ces locaux ne pourra être permise que lorsque ces objets nuisibles auront été éloignés, ou que les ouvriers à y occuper seront munis d'appareils de ventilation répondant à ce but, ainsi que, si le cas l'exige, de lampes de sûreté.

4° Les escaliers doivent être munis, au moins d'un côté, de rampes solides. Les marches doivent en être tenues constamment en bon état.

5° Les ouvertures servant à monter et à descendre des marchandises, les entonnoirs d'emplissage et autres appareils à porter et à charger, les échafaudages, greniers, galeries, murailles d'appui, plates-formes, plans inclinés, de même que les canaux, fossés, rigoles et bassins, poêles, chaudières et réservoirs ayant une hauteur de plus de mètres et qui contiennent des liquides empoisonnés, corrosifs ou chauds, ou qui servent à chauffer, doivent être si

bien conditionnés ou entourés que des hommes ne puissent y tomber ni être atteints par la chute de quelque objet.

6° Il faut disposer et faire manœuvrer les monte-charges (élévateurs, monte-charges avec frein, etc.), de manière que :

- a. La voie de la cage du monte-charge et des contre-poids soit fermée ;
- b. Que la fermeture du puits à l'entrée des galeries se fasse d'elle-même et d'une manière sûre ;
- c. Que rien ne puisse tomber de la cage du monte-charge et des galeries dans le puits ;
- d. Qu'une entente entre les extrémités des galeries soit assurée par des signaux.

Le transport des hommes en monte-charges ne sera permis que lorsqu'on ne pourra l'éviter par suite de la nature de l'exploitation. Dans le cas de ce transport, la charge ne devra pas dépasser le tiers de celle que l'on peut transporter. Le monte-charge doit être, dans ce cas, pourvu de chapeaux, de parachutes ou d'autres appareils préservatifs.

7° Dans tous les bâtiments où l'on se livre à des travaux exposant au danger du feu, dans ceux où l'on manipule des matières inflammables, il faudra avoir soin de pratiquer un nombre suffisant de fenêtres s'ouvrant facilement et permettant l'entrée et la sortie d'un homme. On établira aussi des escaliers et des échelles à feu, afin que, dans le cas où un incendie éclaterait, le sauvetage des ouvriers puisse s'effectuer facilement.

B. — Pour les établissements industriels dans lesquels on emploie des machines mues par une force élémentaire.

1° Les machines (à vapeur, à gaz, à air chaud, roues hydrauliques et turbines) devront être installées dans des locaux séparés, ou fermés du côté où l'on travaille, de manière que leur accès soit exclusivement réservé aux ouvriers chargés de s'en servir.

Ne peuvent être chargés de ce soin que des ouvriers sûrs, d'un âge mûr et du sexe masculin. L'accès de ces machines est interdit à toute autre personne.

Les machines, et particulièrement le balancier et la manivelle des machines horizontales, doivent être clôturés et les tiges de piston solidement emboîtées.

2° Toutes les parties de transmissions et de machines en mouvement qui sont situées de manière que les hommes par leur travail ou leurs rapports puissent se mettre en contact avec elles, quand elles ne servent pas directement d'outils ou que leur maniement et leur surveillance constante pendant le travail ne sont pas nécessaires, doivent être entourées par des abris préservatifs, afin qu'aucun contact ne puisse avoir lieu.

Il faudra particulièrement :

- a. Que les courroies de transmission, lorsqu'elles se trouvent à portée des ouvriers, soient pourvues de solides caisses ou de cheneaux à une hauteur de 1^m, 50 du plancher. On enveloppera de même les arbres de transmission ;
- b. Que les cordes de transmission soient fixées à telle hauteur qu'elles ne puissent blesser personne ;
- c. Que les balanciers et poulies placés très bas, et se mouvant à portée des ouvriers, soient enfermés au moins à 1^m, 50 de hauteur au-dessus du plancher ;
- d. Que les roues d'engrenage soient enfermées ;

e. Que toutes parties saillantes (vis d'arrêt, clavette, etc.) aux poulies de transmissions et manchons soient coupées ou enfoncées.

3° Le commencement de mouvement des transmissions doit être signalé dans tous les locaux de travail, de manière à être entendu par chaque ouvrier.

4° Dans les établissements où la force motrice employée pour l'ensemble de l'exploitation est divisée en plusieurs étages ou utilisée par divers entrepreneurs, il faudra prendre des dispositions telles que chaque fraction isolée de l'ensemble du mouvement puisse être arrêtée promptement et d'une manière certaine.

Autant que le genre d'exploitation le permettra, il faudra aussi pouvoir arrêter les transmissions dans les divers locaux de travail, sans empêcher la marche des autres transmissions, ni celle de la machine à vapeur, et arrêter les dernières machines-outils sans arrêter les transmissions.

Dans le cas où cela est impossible, il y aura à prendre des dispositions telles que de chaque local de travail on puisse donner le signal d'arrêt du moteur.

Tous les appareils servant à arrêter la force motrice, les transmissions et machines de travail doivent être à portée de la main, facilement maniables et conditionnés de manière à agir vite et sûrement.

5° Les machines-outils avec instruments tranchants tournant avec vitesse (telles que machines à scier, à fraiser, à raboter, à râcler, à découper, à hacher, les cisailles, coupe-chiffons et autres engins de même nature) doivent être pourvues de débrayages et, autant que le genre de travail le permet, être disposées de telle sorte que les ouvriers ne puissent, du lieu où ils sont occupés, toucher involontairement ces instruments tranchants, ni être atteints des éclats ou débris lancés.

6° Les corridors se trouvant entre les machines de travail doivent être solides, complètement unis et au moins larges de 1 mètre.

Tous les locaux dans lesquels se trouvent des machines ou transmissions devront être, pendant la durée du travail, éclairés par la lumière du jour ou au moyen d'un éclairage artificiel tel que l'on puisse facilement voir toutes les parties en mouvement.

7° On ne doit pas tolérer le nettoyage, graissage et les réparations des machines ou transmissions pendant qu'elles sont en mouvement, ni la pose d'échelles contre des arbres de transmission, ni la mise de courroies sur des poulies pendant leur mouvement, à moins qu'on ne se serve d'appareils garantissant l'ouvrier contre tout danger.

8° L'accès de tel poste de travail et d'occupation où le contact avec les machines et les parties de transmission est facile, ne doit être permis qu'à ceux des ouvriers qui portent un habillement serrant bien les bras et le corps.

9° Dans chaque local de travail, il faudra appender à un endroit, que tous les ouvriers puissent voir, un tableau sur lequel on inscrira les prescriptions des paragraphes 7 et 8, en écriture lisible.

Il est permis d'y ajouter des instructions complémentaires qui devront être données aux ouvriers pour les préserver du danger.

Il est également nécessaire de placarder aux endroits où le danger ne peut être écarté par des appareils préservatifs, des affiches signalant ce danger.

CHRONIQUE

Parmi les écoles professionnelles de jeunes personnes, l'une de celles qui répondent le plus complètement aux besoins de la population, l'école de la rue d'Hauteville, 49 (X^e arrondissement), vient d'ajouter à ses nombreux cours, enseignés dans des ateliers spéciaux, celui de fabrication de plumes frisées et montées pour coiffures et parures, ce qui est la grande mode du jour, et alterne utilement avec la confection des fleurs artificielles.

La peinture sur porcelaine, faïence et éventails, la confection pour enfants et pour dames, la comptabilité et la correspondance commerciale, complètent, avec les leçons quotidiennes et essentiellement pratiques de français, d'allemand et d'anglais, la série des matières de l'enseignement de l'école de la rue d'Hauteville, 49. — (*Petit journal*, 27, Décembre 1880.)

LA PUISSANCE PATERNELLE

Le *Journal officiel* a publié l'arrêté suivant :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Sur le rapport du directeur des affaires civiles,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Une commission est instituée au ministère de la justice, à l'effet d'étudier les dispositions qui pourraient être proposées aux Chambres, relativement aux cas de déchéance de la puissance paternelle, à raison d'indignité, ainsi qu'à la situation légale des enfants indigents ou abandonnés.

Cette commission sera composée de :

MM. Martin-Feuillée, sous-secrétaire d'État, président.

Schœlcher, sénateur.

Roussel, sénateur.

Hérisson, député.

Courcelle-Seneuil, conseiller d'État.

Camescasse, directeur de l'administration départementale.

Quentin, directeur de l'assistance publique.

Bucquet, inspecteur général au ministère de l'intérieur.

Pradines, avocat général à Paris.

Bonjean, président de la Société pour la protection de l'enfance abandonnée.

Bournat, secrétaire général de la société de patronage des jeunes détenus.

MM. Guilbon, juge de paix à Paris.

Duvergier, directeur des affaires civiles au ministère de la justice.

Tanon, directeur des affaires criminelles.

Gonse, chef de la division de législation et d'administration.

Blondot, chef du cabinet du sous-secrétaire d'État, secrétaire.

Reibaud, rédacteur à la direction civile, secrétaire-adjoint.

ART. 2. — Le sous-secrétaire d'État est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à la Chancellerie, le 15 décembre 1880.

JULES CAZOT.

LES ENFANTS ABANDONNÉS

Nous publions une circulaire que M. Charles Quentin, directeur de l'Assistance publique, vient d'adresser aux maires de Paris en les priant de lui signaler les enfants moralement abandonnés, qui leur paraîtraient dignes d'intérêt.

MONSIEUR LE MAIRE.

Le conseil général, dans sa dernière session, a donné son approbation à un projet qui lui avait été présenté par M. le sénateur, préfet de la Seine, et qui avait pour but de créer à côté du service départemental des enfants assistés, dont les règlements sévères ne peuvent être modifiés, un service nouveau destiné à en combler les lacunes et à recueillir les enfants de douze à seize ans, moralement délaissés par leurs parents.

Les détails de ce projet et l'indication des catégories d'enfants auxquels il s'applique sont exposés dans un rapport que j'avais adressé à M. le sénateur préfet et dont je joins ici un exemplaire.

En dehors des catégories d'enfants qui nous seront envoyés par M. le procureur général près la cour de Paris, M. le procureur de la République et M. le préfet de police, et dont je n'ai pas à m'occuper ici, l'administration, ainsi qu'il est indiqué dans ce rapport, se propose d'étendre les bienfaits de son patronage aux enfants de douze à seize ans qui lui seraient signalés par les maires de Paris et que leurs parents, par négligence ou pour tout autre cause, seraient dans l'impossibilité de surveiller et de placer en apprentissage.

Livrés à eux-mêmes, aux mauvaises fréquentations, ces enfants perdent leur jeunesse dans l'oisiveté et le vagabondage, et quelques uns d'entre eux deviennent peu à peu les plus tristes sujets.

Il est dès lors désirable que, prenant la place des parents qui désertent leurs devoirs ou qui, par pauvreté ou maladie, ne peuvent les remplir, la société pourvoie à l'éducation de ces enfants et, les

arrétant sur la mauvaise pente où ils se trouvent, leur offre le moyen de devenir de bons ouvriers et d'utiles citoyens.

Mais un tel résultat ne peut-être atteint que du consentement des parents.

Aussi, Monsieur le Maire, est-ce à la haute et légitime autorité dont vous jouissez auprès de vos administrés que je fais appel pour faire comprendre aux parents insouciant, négligents ou coupables, que, dans l'intérêt de l'avenir de leurs enfants, ils feront bien de solliciter l'intervention de l'Assistance, qui les placera en apprentissage, après les avoir admis dans son service des moralement abandonnés.

Nous étudierons alors, de concert avec vous, Monsieur le Maire, si, en raison de leurs antécédents, ces enfants sont encore susceptibles d'amélioration.

Dans le cas de l'affirmative, ils seront admis dans une section spéciale de l'hospice des enfants assistés, et, après quelques jours d'observation, envoyés, s'il y a lieu, dans les établissements industriels de province.

Voici la conclusion de cette circulaire :

1^o Les enfants proposés pour l'admission parmi les moralement abandonnés doivent être âgés de douze à seize ans, non infirmes.

Toutefois, la loi du 10 mai 1874 sur le travail dans les manufactures permettant de placer dans un nombre restreint d'industries des enfants de dix ans, quelques enfants de cet âge pourront être recueillis par l'administration.

2^o Toute admission devra être autorisée par les parents ou tuteurs, qui signeront, à cet effet, la formule consignée sur un bulletin de renseignement joint.

Je n'ai pas besoin, Monsieur le Maire, d'appeler votre attention sur l'importance du service nouveau qui va être organisé pour répondre aux vœux des conseils élus.

En conséquence, lorsque vous jugerez utile de demander une admission dans le service des moralement abandonnés, il vous suffira de m'en prévenir par écrit. Je ferai immédiatement procéder à une enquête, et, si les parents acceptent les conditions développées plus haut, l'enfant sera recueilli et placé par nos soins.

ACCIDENT

Le nommé H..., âgé de quatorze ans, apprenti dans une imprimerie où il recevait les feuilles à l'une des machines, a eu la jambe gauche prise dans un engrenage. Il fallut scier la tablette pour le dégager.

Le pauvre enfant a été transporté à l'hôpital. Il avait la jambe broyée depuis la cheville jusqu'au genou. Le pied ne tenait plus que par un

lambeau de chair. L'amputation a été faite immédiatement. (*Petit Journal*, 4 janvier 1881.)

ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES PROFESSIONS AMBULANTES. — EXÉCUTION DE LA LOI DU 7 DÉCEMBRE 1874.

Des communications venues de province et des faits signalés, relevés dans plusieurs théâtres de Paris, nous portent à croire qu'une grande tolérance est laissée aux *acrobates*, *saltimbanques*, etc., qui ne peuvent, sous des peines sévères édictées par la loi du 7 décembre 1874, faire *exécuter des tours de force* par des enfants âgés de *moins de seize ans*.

La protection de l'enfance est cependant, plus que jamais, à l'ordre du jour ; le bienfait de l'éducation laïque obligatoire ne saurait compenser, pour de malheureux petits êtres livrés aux tortures de la dislocation et réservés aux infirmités prématurées qui en sont la suite, le danger moral et physique contre lequel la loi de 1874 a voulu les protéger.

Si, par impossible, l'administration perdait de vue l'application d'une des lois qui font le plus d'honneur à l'Assemblée législative de 1874, il appartiendrait au public de signaler l'abus de jeux cruels que réprouve notre civilisation. (*Moniteur universel*, 5 février 1881.)

LES DÉSASTRES DES SABLES-D'OLONNE

Nous recevons de M. Georges Bonjean, fondateur et président de la Société générale de protection pour l'enfance abandonnée ou coupable (47, rue de Lille), une lettre dont nous nous empressons de faire part à nos lecteurs.

M. Bonjean nous apprend que la Société a télégraphié à son représentant des Sables-d'Olonne de faire immédiatement placer sous sa main paternelle tous les orphelins des victimes ; dans peu de jours, ils seront dans les orphelinats de la Société.

Il en est de même pour les orphelins de Cherbourg et de Dieppe (naufrage du *Surmulet*).

Nos lecteurs connaissent assez le grand cœur et le dévouement humanitaire de M. Bonjean, pour que nous n'insistions pas ; nous ne pouvons nous empêcher cependant de faire remarquer que cette rapidité d'assistance est la meilleure preuve de l'utilité de l'œuvre éminemment sociale entreprise par la Société de protection.

STATISTIQUE

Il y a en France, rien que dans les écoles municipales ou de l'État, 2,220 jeunes filles qui étudient la peinture ou le dessin, et dans les conservatoires et écoles de musique, 1,950.

PAR LA NEIGE

Dans la lutte acharnée que se livrent les naturalistes et les idéalistes, ces derniers finiront par triompher, nous en avons la conviction profonde.

Et nous ne cesserons de noter les symptômes de réaction qui se manifestent dans le public.

Récemment, au théâtre des Nations, le public s'est révolté contre un tableau trop réaliste ; hier, à l'Hôtel Continental, il a acclamé, entre autres pièces de vers, une poésie inédite de M. Fabre des Essarts.

Titre : *Par la neige*. Poème bien conduit, écrit en vers sonores et pleins ; l'imitation de Victor Hugo est un peu trop sensible, mais on pourrait avoir de plus mauvais modèles.

Nos lecteurs nous sauront gré de leur donner une analyse et quelques vers de cette pièce récitée avec beaucoup de sentiment et de charme par M. d'Avrigny, du Théâtre-Français :

.
Attablé près d'un verre, au fond d'un noir réduit,
Le père, un de ces gueux que nul remords n'arrête,
Avait dit le matin, en chassant la pauvrete :
« Apporte-moi trois francs, ce soir, ou je te bats ! —
Pars ! » — Et l'enfant partit sans souliers et sans bas,
En lambeaux et semblable à ces oiseaux farouches
Que sous ta froide étreinte au bord du nid tu couches,
Sombre hiver !

La neige, en gros flocons, s'amoncele sur la terre ; le vent du nord souffle glacial, paralysant les membres de la pauvre enfant. — Elle implore la charité de tous les passants, aucun ne semble l'entendre. —

La nuit vient :

Car même quand on souffre, hélas ! le temps s'envole ;
La nuit était venue. — Avec elle l'horreur,
Le silence, la mort ! — Tremblante de terreur,
La pauvre mendiante, entre ses mains glacées,
Comptait et recomptait les aumônes versées.
Mais elle était bien loin du chiffre qu'il fallait,
Et son pauvre cerveau que la nuit affolait
Déjà croyait entendre, au fond du bouge atroce,
De son père aviné hurler la voix féroce. —
Et la neige tombait acharnée et sans fin,
Et l'heure s'enfuyait, et l'enfant ayant faim
Se mit, — dénûment sombre ! — à manger de la neige !

Un viveur passe et veut emmener l'enfant chez lui. — Ne se doutant point que sa vertu est en péril auprès de cet homme, la jeune

filles le suit. — Mais, près de franchir le seuil de cette maison qui va être pour elle le déshonneur, la malheureuse est sauvée par la mort : le froid et la faim l'ont tuée.

Et l'enfant s'inclina comme un roseau se penche,
Et l'hiver sur son corps ferma sa couche blanche !

(*Petit Journal* du 8 février 1881.)

LA DURÉE DU TRAVAIL DANS LES MANUFACTURES

- — La commission chargée de l'examen du projet de loi relatif à la fixation de la durée du travail dans les usines et manufactures ayant été saisie de divers amendements, a apporté quelques modifications nouvelles à la proposition primitive, et il résulte d'un rapport supplémentaire de M. Waddington que le projet qui sera soumis aux délibérations de la Chambre est conçu définitivement ainsi :

« Art. 1^{er}. — Le travail effectif de l'ouvrier dans les manufactures et usines ne pourra pas excéder dix heures par jour, ni six jours par semaine.

« Art. 2. — Le travail de nuit dans les établissements visés par l'article 1^{er} est interdit aux femmes.

« Tout travail entre neuf heures du soir et cinq heures du matin est considéré comme un travail de nuit.

Toutefois, en cas de chômage, résultant d'une interruption accidentelle et de force majeure, l'interdiction ci-dessus pourra être temporairement levée et pour un délai déterminé par la commission locale ou l'inspecteur institués par la loi du 3 juin 1874.

« Art. 3. — Des règlements d'administration publique détermineront les exceptions qu'il sera nécessaire d'apporter aux dispositions contenues dans les articles 1^{er} et 2, à raison de la nature des industries et des causes de force majeure.

« Art. 4. — Tout chef de manufacture ou usine qui contreviendra à la présente loi et aux règlements d'administration publique promulgués en exécution de l'article 3 sera poursuivi devant le tribunal correctionnel et puni d'une amende de 16 à 50 francs.

« L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y a eu de personnes employées dans des conditions contraires à la loi, sans que son chiffre total puisse excéder 500 francs. S'il y a récidive, les contrevenants seront condamnés à une amende de 50 à 200 francs, sans que ces amendes réunies puissent s'élever au dessus de 1000 francs. Il y a récidive lorsque le contrevenant a été frappé dans les douze mois qui ont précédé le fait qui est l'objet de la poursuite d'un premier jugement pour infraction à la présente loi ou aux règlements d'administration publique relatifs à son exécution.

« Art. 5. — Les commissions locales et les inspecteurs du travail des enfants dans les manufactures, institués par la loi de 1874, sont chargés de surveiller l'application de la présente loi.

« Art. 6. — La loi du 9 septembre 1848 est abrogée. »

M. le Ministre de l'agriculture et du commerce, a invité les préfets à faire dans toutes les communes une enquête sur les points suivants :

1^{er} Quelle a été en 1880, pour chaque industrie, la durée moyenne de la journée de l'ouvrier dans les usines et manufactures de la commune ? A-t-elle, à certaines époques, dépassé douze heures ?

2^o Y a-t-il dans la localité des usages qui fixent, pour certaines industries, la journée de travail à un nombre d'heures supérieur à douze (article 3 de la loi du 9 septembre 1848) ? Dans l'affirmative, mentionner ces industries et faire connaître, en ce qui concerne chacune d'elles, la durée de la journée déterminée par l'usage. L'application de ces usages locaux soulève-t-elle quelquefois des difficultés ?

3^o Des plaintes ont-elles été formées par leurs ouvriers contre les chefs de manufactures ou d'usines pour violation de la loi du 9 septembre 1848 ? Quelle a été la suite donnée à ces plaintes ? Des condamnations ont-elles été prononcées contre les patrons ?

4^o Existe-t-il dans la localité des industries auxquelles sont applicables les décrets du 14 mai 1851 et 31 janvier 1866 ? Dans quelles limites les chefs d'établissements ont-ils usé de l'exception inscrite dans ces décrets ? La déclaration prescrite a-t-elle été effectuée (art. 3, n^o 3, et art. 4 du décret du 17 mai 1851) ?

5^o Les ouvriers réclament-ils la réduction, par voie législative, de la durée actuelle de la journée de travail ?

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE

Le rapport de la Commission de surveillance de la caisse d'amortissement et de la caisse des dépôts et consignations, présenté aux deux chambres sur les opérations de l'année 1879, contient d'innombrables renseignements ; nous allons en extraire quelques chiffres.

Le compte des Sociétés de secours mutuels constate qu'il existait, au 31 décembre 1879, dans toute l'étendue de la France, 1,099 Sociétés de cette nature, dont 161, à Paris et 938 dans les départements.

Au 31 décembre 1878, le nombre des Sociétés étaient de 1,087.

Le fonds de retraite était, en 1879, de 19,980,000 francs, ; en 1878, il était de 19,197,000 francs.

On voit donc qu'il n'y a qu'une progression bien lente dans l'institution. Peut-être la vivifiera-t-on, si on en tire parti à propos du projet de constituer des pensions aux vieux ouvriers.

La caisse des retraites pour la vieillesse a reçu 450,000 versements pour 39 millions.

En 1878, il y avait eu 489,000 versements seulement pour 24 millions.

Cette progression marquée tient évidemment aux taux élevés que sert la caisse et n'est plus en rapport avec le bas loyer actuel des capitaux.

La caisse d'assurances, en cas de décès, a assuré des capitaux pour 111,000 francs seulement, et antérieurement pour 1,029,000 francs.

Celle pour l'assurance en cas d'accident a reçu 146,000 francs, et antérieurement 3 millions 128,000 francs. (*Correspondance financière* 13 février 1881).

LE TIR DANS LES ÉCOLES

Tout ce qui touche à l'instruction militaire dans les écoles a une grande importance au point de vue de l'avenir de l'armée.

Nous avons déjà parlé du projet à l'étude au conseil municipal pour l'enrégimentation de tous les élèves des écoles communales.

De son côté l'Association nationale des Tireurs de France a fait dans ces derniers temps de louables efforts pour créer, dans toutes les écoles communales, des Sociétés de tir dont les adhérents auraient le dimanche, les préaux des écoles à leur disposition.

Cette Association a décidé récemment que les armes mises à la disposition des enfants et des jeunes gens, seraient de légères carabines Flobert.

On inaugurait hier le premier stand, dans l'école de la rue Le-comte (XVII^e arrondissement).

Des tirs semblables vont être ouverts sous peu dans tous les arrondissements.

— Nous avons assisté à une conférence très applaudie, ayant pour sujet l'Enfant et l'Atelier qui vient d'être donnée par M. Louis Fliche, avocat à la Cour d'appel. — Nous espérons la publier pour nos lecteurs dans le prochain bulletin.

— La séance publique annuelle de la Distribution des prix de la Société Industrielle de Nantes a eu lieu le 26 décembre 1880, sous la présidence de M. Lechat, maire de Nantes.

Les ouvrages manuels exposés par les apprentis dans la grande galerie de l'Hôtel de Ville ont été, à la sortie, l'objet d'un examen attentif qui n'a pas eu besoin d'être bienveillant pour se traduire en une louange méritée.

On peut dire que, cette année encore, par les résultats acquis, la Société Industrielle a vaillamment soutenu son excellente réputation.

— Sans attendre la séance du 7 avril prochain où la communication sera faite à nos collègues, nous croyons devoir informer nos abonnés que le Conseil municipal de Paris a accordé à la Société de Protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures une subvention de 1,000 francs.

— Après la Chambre des Députés, le Sénat vient de voter la loi qui crée 1^o une école professionnelle de grosse chaudronnerie et de construction en fer à Nevers; 2^o une école d'arts et métiers à Lille. (*Journal officiel* 8 mars 1881, p. 397.)

— Un apprenti joaillier, Félix Bourdon, qui figurait au nombre des premiers travailleurs à l'incendie du *Printemps*, a trouvé sur le lieu du sinistre une belle boucle d'oreille, or et corail, avec une perle fine. Il en a immédiatement effectué le dépôt au bureau de la préfecture.

NÉCROLOGIE

M. l'Inspecteur divisionnaire Maurice. — Nous avons eu la douleur de perdre en la personne de M. Maurice un des plus vaillants champions de la loi du 19 mai 1874. Toute sa vie il a lutté pour la cause de l'enfance ouvrière. Il avait été un des apôtres les plus ardents de la loi de protection qu'il a puissamment contribué à faire voter. Depuis, il en est demeuré le défenseur le plus fidèle. Toujours sur la brèche, il n'a trouvé de repos que dans la mort. Celui qui écrit ces lignes ne peut se rappeler sans une vive émotion que quelques jours avant sa fin, M. Maurice lui confiait les intérêts d'un enfant mutilé et estropié et trouvait, malgré les tortures du mal, le courage de s'occuper de ceux que ses fonctions plaçaient sous son patronage.

Ernest Nusse.

LISTE DES MEMBRES NOUVEAUX

ADMIS A FAIRE PARTIE DE LA SOCIÉTÉ

MEMBRES PERPÉTUELS :

Noms des adhérents :	Présentateurs
La quatorzième Commission locale (hommes) du VIII^e arrondissement de Paris.	MM. Mourceau.
M. Nusse , secrétaire de la Société.	

MEMBRES ORDINAIRES :

MM.	Ch. Wallet.
Bonamy (A.), constructeur-mécanicien à Saint-Just-en-Chaus- sée (Oise)	insp. dép. à Beauvais.
Chandelet fils (Emile), fabricant de fleurs, 8, rue Thévenot.	Turney.
Douarin , gainier, 43, rue des Francs-Bourgeois	Marochetti.
Marland (Georges), à la Banque centrale, 1, rue Boieldieu,	M ^{lle} Radu,
Marland (Gustave), idem	inspectrice.
Mantin , fabricant de chaussures à Arpajon (Seine-et-Oise).	M. Linarès, insp. div.
Legru , fabricant de sucre à Paray Donaville (id.) . .	id.
Bigot, Jacquemet et Dujoncquoy , fabricants de chaus- sures à Saint-Mesme (Seine-et-Oise)	id.
Besson , changeur, 6, quai du Marché neuf, Paris	Nusse.
Gourdin et Gravier , manufacturiers à Orléans (Loiret). .	M. Linarès, insp. div.
Hanquet (Gaston), avocat à la Cour d'appel, 61, rue de Ma- dame	Fliche.
Du Vergier (Ernest), avocat à la Cour d'appel, 59, rue de Turenne	Nusse.

ERRATA

Bulletin de Octobre-novembre-décembre 1880, p. 483, 2^e colonne, dernier article, après les mots : *M. Boulard*, président, ajouter : administrateur délégué par le Bureau de bienfaisance, auquel appartient ce patronage. P. 498, 2^e colonne, après les mots : *Didelot* (M. l'abbé), chanoine honoraire à Nancy, ajoutez : aumônier du Patronage d'apprentis dépendant du Bureau de bienfaisance.

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

PROCÈS-VERBAUX

DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ

SÉANCE ORDINAIRE TRIMESTRIELLE

du Jeudi 7 avril 1881.

PRÉSIDENCE DE M. le D^r MARJOLIN l'un des *Vice-Présidents* de la Société.

La séance est ouverte à 8 heures.

Se sont excusés par lettres de ne pouvoir assister à la séance, MM. *le comte de Butenval* et *Félix Tournier*.

Plusieurs membres nouveaux sont présentés par M. le secrétaire et admis par le vote de l'assemblée à faire partie de la Société. — (Voyez ci-après la liste des membres nouveaux.)

M. *Isidore Roche* à propos d'une communication faite au Comité judiciaire et figurant au dernier bulletin (p. 23 et 24) fait remarquer qu'on lui prête un langage inexact; la moyenne des salaires pour les garçons sortant d'apprentissage est de 4 francs, et pour les filles de 3 francs.

M. *Ernest Nusse* secrétaire, présente la liste des publications qui ont été adressées à la Société ou échangées avec elle, ce sont :

Des exemplaires du journal *la Ville de Paris*, du *Moniteur de l'Union commerciale*, l'*Annuaire des Musées cantonaux*, le *Bulletin* de la Société pour l'instruction élémentaire, de la Société des Prisons, le procès-verbal de la réunion générale des présidents et secrétaires des commissions locales; le rapport de M. le directeur de l'Assistance publique à M. le sénateur, Préfet de la Seine, sur l'Assistance aux enfants moralement abandonnés.

M. *Jules Périn* communique le n^o du journal *le Conseiller des assurances* du 20 mars 1881, contenant un projet de loi sur l'assurance, contre les suites des accidents qui frappent les ouvriers dans l'exploitation des mines, fabriques et autres établissements industriels et présenté le 10 février 1881 au conseil fédéral par M. le prince de Bismark en sa qualité de chancelier de l'empire allemand.

La Société décide que ce document, à raison de son importance, sera publié dans le bulletin (voir ci-dessous : Revue de l'étranger.)

M. Nusse secrétaire, procède ensuite au dépouillement de la correspondance.

CORRESPONDANCE. — M. Asselin professeur au collège Rollin et rédacteur en chef du *Bulletin de l'Association philotechnique* demande à échanger ce bulletin contre celui de la Société. M. Asselin est le fondateur d'une société amicale en faveur des professeurs et élèves des cours gratuits d'adultes, ayant pour but de préparer aux grades de l'Université et aux écoles supérieures tous ceux qui se sont distingués dans l'enseignement populaire (voir ci-après Chronique).

La demande de M. Asselin est acceptée.

— M. le trésorier a reçu de la ville de Paris l'avis que le conseil municipal nous faisait un don de mille francs, et de M. le ministre de l'Intérieur la notification d'une subvention de 100 francs allouée à la Société.

Des remerciements sont votés au conseil municipal et à M. le Ministre de l'intérieur.

— Les lycées Louis-le-Grand et Fontanes ont fait également connaître par l'organe de leur proviseur qu'une subvention était mise à la disposition de la Société.

La Société a manifesté l'expression de sa gratitude.

— M. Bernot fondateur de la société protectrice de l'enfance à Troyes ayant écrit pour prier de faire hâter au ministère de l'Intérieur l'obtention de l'autorisation qu'il sollicite pour son œuvre, sa lettre a été transmise au Secrétaire général de la Société M. Léon Renault, qui a fait le 23 février 1881 la réponse suivante à M. le Secrétaire :

« Mon cher collègue,

« J'ai écrit au ministre de l'Intérieur une lettre pressante. J'espère qu'elle hâtera la décision ; aussitôt que j'aurai une réponse je vous l'enverrai.

» Recevez mon cher collègue, l'assurance de tous mes meilleurs sentiments. »

Depuis, M. Léon Renault nous a fait parvenir une lettre attestant que ses démarches au ministère avaient été très actives.

— M. *Dietsch* de Liepvre (Alsace) en nous envoyant une somme de 25 francs au profit d'une quête qui avait été faite par nos soins en août dernier, nous prie de noter, que bien qu'inscrit comme membre perpétuel, ayant racheté sa cotisation, il entend payer néanmoins sa quote-part annuelle.

La société exprime sa reconnaissance à M. *Dietsch* au sujet de cet acte de générosité dont une lettre de M. le secrétaire l'a déjà remercié.

— M. *Poan de Sapincourt*, ingénieur civil, attaché en cette qualité à l'Association pour prévenir les accidents de fabrique, récemment formée à Rouen, remercie la Société d'avoir bien voulu lui confier le titre de membre correspondant du Comité des accidents de fabrique et lui promet son concours actif.

— Par une lettre du 7 avril 1881, M. le Directeur de l'Assistance publique fait connaître à la Société qu'en vertu de crédits qui lui ont été alloués, et conformément aux vœux du conseil municipal de Paris et du conseil général de la Seine, son administration a, dès janvier 1881, organisé un service destiné à recueillir les enfants de 12 à 16 ans, délaissés par leurs parents, négligents ou coupables. — Deux cents enfants ont été ainsi placés en apprentissage. M. le Directeur transmet à la Société le rapport par lui adressé à M. le Préfet de la Seine et la circulaire envoyée à MM. les maires de Paris. Il prie enfin la Société de lui faire parvenir tous les documents pouvant l'intéresser et spécialement une liste des grands industriels de province avec lesquels la Société se trouverait en rapports et chez lesquels l'Assistance pourrait placer les enfants par elle patronnés.

La Société décide qu'il sera fait droit à la demande de M. le Directeur de l'Assistance publique et qu'une lettre lui sera écrite par M. *Nusse*, Secrétaire de la Société, pour lui donner satisfaction.

Sur la proposition de M. le Président *Marjolin*, la Société vote en outre qu'à cette occasion, on priera M. le Directeur de l'Assistance publique de bien vouloir communiquer à la Société les notes relatives aux victimes d'accidents de fabrique traitées dans les hôpitaux.

BUDGET DE LA SOCIÉTÉ. — En vertu d'une délégation spéciale qui avait été conférée à la Commission des censeurs, M. *Follot*, l'un d'eux, a déposé à la séance du Bureau du 7 février, un projet de budget pour l'exercice 1881.

Ce projet adopté par le Bureau est aujourd'hui soumis au vote de la Société.

M. le Président *Marjolin* met aux voix le budget qui est voté sans observations.

COMMISSION DES FINANCES. — Dans ses séances des 7 février et 7 mars 1881, la Commission des finances, après avoir entendu M. le Trésorier, et sur son avis conforme, a estimé qu'il y avait lieu d'allouer les subventions suivantes :

Assistance paternelle des fleurs et plumes	Fr. 200
Patronage des enfants du papier peint.	200
— — de l'ébénisterie	200
Orphelinat dirigé par M. l'abbé Lantiez	100
Asile Sainte-Anne.	100
Patronage dirigé par M. Duchollet	100
OEuvre de Saint-Charles	50
Concours des apprentis institué par la chambre syndicale du papier	50
Établissement de Notre-Dame-de-Nazareth (fonds fournis par M ^{lle} Radu).	100
Un livret d'apprenti à l'OEuvre de Notre-Dame-des-Flots (Dieppe).	10
Un livret d'apprenti à l'école du Filet (Dieppe). . .	10
École professionnelle de Nancy	100
	Fr. 1.220

Ces subventions sont votées par la Société.

La Société avait renvoyé au Comité de finances la question du service gratuit du Bulletin aux Inspecteurs départementaux. A cet égard une circulaire a été adressée à tous les Inspecteurs divisionnaires. Treize sur quinze ont répondu. A défaut de renseignements sur le personnel de ceux qui ont conservé le silence, les documents utiles ont été fournis par la bienveillance obligeante de M. *Roux*, chef du bureau de l'enseignement professionnel au ministère de l'agriculture et du commerce.

Le dépouillement a révélé l'existence de 55 inspecteurs départementaux. La Commission pensant que ces fonctionnaires seraient d'excellents propagateurs du Bulletin et que la modicité des droits de poste ne chargerait le budget que d'une manière

insignifiante, a unanimement décidé qu'il y avait lieu de leur adresser gratuitement le Bulletin.

MM. les Inspecteurs divisionnaires sont d'accord pour voir dans cette mesure un profit sérieux pour la loi de 1874 et ils en remercient la Société. Il est bon de noter les vœux de quelques-uns d'eux.

M. *Laporte* de Nevers désirerait que le Bulletin parût tous les mois.

M. *Landois* de Limoges voudrait, avec raison, que l'inspection départementale fût partout généralisée.

M. *Plassiard* de Nancy a moins besoin d'auxiliaires que ses collègues, parce que, à raison du voisinage de l'Alsace-Lorraine, les règlements de Mulhouse qui ont servi de base à la loi de 1874 étaient depuis longtemps pratiqués dans les contrées avoisinantes et par conséquent dans les localités de sa circonscription. Enfin M. l'inspecteur principal *Boyer* de Paris, constate l'excellent effet produit par la circulaire de la Société dans les rangs de l'Inspectorat parisien.

COMITÉS DE LA SOCIÉTÉ (*Communications de MM. les Présidents et Secrétaires des*). — Comité judiciaire.

M. *Emile Salle*, au nom du Comité judiciaire, lit un rapport tendant à faire adopter par la Société un projet de vœu dans le but de déterminer la Préfecture de police à une exécution plus énergique de la loi du 7-20 décembre 1874 relative aux enfants livrés aux exercices acrobatiques.

Après la lecture de ce travail applaudi de tous les membres présents (V. ci-après, Annexe n° I), M. *Salle* propose à la Société l'ordre du jour suivant :

« La Société de protection des apprentis s'associant au vœu exprimé par son Comité judiciaire, prie instamment M. le Préfet de police de veiller à ce que toutes les mesures soient prises pour que toutes les dispositions de la loi du 7-20 décembre 1874 soient exécutées. »

M. *Bérard* demande à M. le Président *Marjolin* si l'usage des filets conjure tous les dangers des chutes.

M. le Président *Marjolin* répond que le filet n'est qu'une sauvegarde imparfaite. Il faut tenir compte de la hauteur d'élévation de l'acrobate et plus elle est considérable, plus les lésions sont possibles ; il n'est pas sans exemple de voir des luxations des

premières vertèbres, malgré la présence du filet. Le sort de la loi du 20 décembre 1874 est malheureusement celui de bien des lois importantes pour la santé et la moralité publiques : on les laisse sommeiller. Ainsi on ne suit pas toujours les prescriptions de la loi Roussel qui veut que les nourrices ne se placent qu'après avoir allaité sept mois leurs propres enfants, si bien que ces malheureux, prématurément sevrés par leurs mères, sont décimés par une effrayante mortalité. On laisse mendier des aveugles guidés par des enfants, faute d'avoir vulgarisé les institutions hospitalières destinées à recueillir et soulager ces infortunés infirmes ; les incurables aveugles dont ne veulent pas les hôpitaux sont heureux de trouver certains asiles privés comme ceux des frères de Saint-Charles. Des estropiés, culs-de-jatte et autres donnent le scandaleux spectacle de leurs jeux avec les sous qu'ils viennent arracher à la pitié publique. Il ne faut point se fatiguer de signaler ces faits et de produire autour d'eux une bonne et saine agitation. Toutes ces misères doivent être révélées à l'administration qui tôt ou tard prendra le rôle tutélaire que l'État a déjà pris en Amérique. La Société a donc fait son devoir en attirant l'attention de M. le Préfet de police sur l'inobservation de la loi du 7 décembre 1874.

La Société a adopté les conclusions et le rapport de M. Salle et décide que ses vœux seront transmis à M. le Préfet de Police.

QUESTION A DISCUTER. — L'ordre du jour appelle ensuite la discussion de la question suivante :

La faute du patron doit-elle être présumée en matière d'accidents de fabrique atteignant l'ouvrier ? La responsabilité du patron doit-elle comprendre le cas fortuit et ne cesser que s'il prouve la faute de l'ouvrier ?

M. le Président donne la parole à M. Vavas seur avocat à la cour d'appel, qui, sur l'invitation de M. le Président *Faustin Hélie*, a bien voulu venir soutenir ses idées devant la Société. (V. Annexe n° 2, le discours de M. Vavas seur.)

M. Nusse demande la parole pour répondre à M. Vavas seur ; toutefois l'heure avancée fait remettre cette réponse à la prochaine séance.

M. le Président *Marjolin* remercie M. Vavas seur de la communication intéressante qu'il a bien voulu faire à la Société et continue la discussion à la séance du 7 juillet prochain.

M. le Président prie également mesdames les inspectrices de bien vouloir agréer l'expression de la gratitude de la Société pour leur assiduité à ses réunions.

La séance est levée à 10 h. 1/2.

Le Secrétaire de la Société,

ERNEST NUSSE.

ANNEXES

N° I. — Rapport présenté à la séance ordinaire du 7 avril 1881 au nom du Comité judiciaire par M. Émile Salle.

Messieurs,

Le Comité judiciaire de la Société m'a fait l'honneur de me charger de vous présenter un rapport relatif à la loi du 20 décembre 1874, d'appeler votre attention sur les conséquences déplorables de l'inexécution de cette loi à Paris, et de vous inviter à provoquer des mesures sérieuses pour qu'elle reçoive son application.

La loi du 20 décembre 1874 relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes contient, entre autres dispositions, les suivantes :

Interdiction à toute personne de faire exécuter des tours de force périlleux et des exercices de dislocation à l'enfant âgé de moins de seize ans.

Interdiction à tout individu, autre que les père et mère, pratiquant les professions d'acrobate, saltimbanque, charlatan, montreur d'animaux ou directeur de cirque, d'employer dans ses représentations des enfants âgés de moins de seize ans.

Si la profession est pratiquée par les père et mère, ils ne pourront employer leur enfant âgé de moins de douze ans.

La peine est d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 16 à 200 francs.

La même peine est applicable à celui qui emploie des enfants de moins de seize ans à la mendicité habituelle.

A Paris, cette loi est lettre morte. En mainte circonstance, nous avons eu le regret de le constater, ainsi qu'en témoignent les procès-verbaux des séances du Comité judiciaire insérés dans vos Bulletins d'octobre 1879, de janvier 1880, de janvier 1881. A l'Hippodrome, au cirque Myers, au cirque Fernando, au théâtre des Variétés dans la revue *Ra-ta-plan*, au théâtre des Nouveautés dans les *Parfums de Paris*, des exercices périlleux ont été exécutés par des enfants.

Des démarches furent faites par le Comité judiciaire, auprès du parquet de la Cour de Paris, dans le but d'obtenir l'exécution de la loi. Les promesses, un peu vagues, de M. le Procureur général, ne donnèrent pas pleine satisfaction au Comité, qui décida qu'il serait opportun de prier notre Président d'honneur, Monsieur le Ministre de l'agriculture et du commerce, de vouloir bien intervenir. Les dignitaires de notre Société qui nous dirigent ont pensé toutefois qu'il serait bon, avant tout, d'ouvrir une enquête minutieuse sur les faits et de préparer, par un mouvement d'opinion, en faisant appel à la presse, les représentants du pouvoir public à l'application d'une loi reléguée dans l'oubli. — Cet appel à la presse a été entendu, les journaux se sont associés à nos plaintes, le mouvement d'opinion qu'on attendait s'est produit, vous allez constater dans un instant le commencement de résultat qui a été obtenu.

Cependant, grâce à l'impunité, les délits se multiplient. Au cirque Fernando, notamment, au mois de décembre dernier, chaque soir, deux enfants âgés l'un de 7 ans environ, l'autre de 10 à 12 ans, ont accompli devant le public des tours acrobatiques les plus dangereux.

La semaine dernière, dans la soirée du 2 avril, encore au cirque Fernando, nous-même avons assisté à d'autres exercices, évidemment délictueux, exécutés par une jeune fille de 14 ans et ainsi désignés par le programme : *M^{lle} Herminia Chelly, exercices extraordinaires sur le trapèze.*

Cette enfant saisit par les mains une corde passée dans une poulie fixée à la voûte du cirque. Deux hommes exercent une traction à l'autre bout de cette corde et l'enfant est enlevée à une grande hauteur. Arrivée là, elle quitte sa corde et se pose sur un trapèze, composé d'une barre de bois pouvant avoir trois centimètres de diamètre et de deux cordelettes qui la tiennent suspendue. L'enfant reste sur ce trapèze environ dix minutes; elle y exécute tous les tours imaginables, puis l'extraordinaire commence : sur le pied droit elle demeure debout sur cette barre, elle est là sans balancier, sans toucher aux cordelettes, tenant son pied gauche dans la main gauche; elle imprime ensuite à son trapèze un léger mouvement d'escarpolette et reste suspendue la tête en bas, retenue par un seul pied. Cependant à l'aide de la corde ascensionnelle on lui fait monter une chaise qu'elle pose sur la barre du trapèze, elle s'y assied, elle s'y place debout, elle se tient sur cette chaise la tête en bas dans la pose d'un clown; enfin on lui fait monter une échelle et, prodige d'équilibre, elle monte dans le vide et, à cette hauteur, sur cette échelle dont le pied repose sur la barre du trapèze, elle se balance ainsi, courant cent fois le risque d'une chute qui peut entraîner la mort. Il est vrai que près du sol se trouve un filet en grosse ficelle, mais ce n'est pas là une atténuation du péril, car d'une part l'intervalle entre

le trapèze et le filet est assez grand pour que la chute soit dangereuse, et, d'un autre côté l'enfant dans ces exercices vertigineux, que nous avons essayé de décrire, peut tomber en dehors du filet, accident dont nous ayons été, nous-même, le témoin ému à l'Hippodrome en 1879.

Devons-nous demeurer, Messieurs, spectateurs impassibles et muets de ces exercices défendus? Si vous considérez comme nous que la loi de 1874 est sage, qu'elle doit recevoir son application, vous approuverez sans doute le sentiment de votre Comité judiciaire et s'associant à sa pensée vous réclamerez au nom de l'intérêt de ces pauvres enfants que la Société de protection a pris sous sa garde, la sérieuse exécution de la loi.

Nous disons *la sérieuse exécution de la loi*, car dans ces derniers temps une tentative a été faite, dans ce sens, mais tentative bien insuffisante ainsi qu'il n'est que trop facile de s'en rendre compte.

Le 15 mars 1881 M. le Préfet de police a adressé à MM. les commissaires de police une circulaire relative à cet objet (*V. Actes officiels ci-dessous*). Quel a été l'effet produit par cette circulaire? Vous pouvez l'apprécier en comparant les dates. La circulaire est du 15 mars 1881; c'est dans la soirée du samedi 2 avril que nous avons assisté au Cirque Fernando aux exercices dits extraordinaires de M^{lle} Herminia Chelly, ils étaient encore exécutés le 3 avril ainsi que le prouve le programme de ce jour, ils sont exécutés encore ce soir, à l'heure où nous parlons; voici le programme d'aujourd'hui. Il est manifeste que jusqu'ici la surveillance a été inefficace. Pour être juste il faut ajouter qu'il nous a été déclaré à la Préfecture de Police, par le chef de ce service, à l'obligeance duquel nous devons l'exemplaire de la circulaire, qu'à l'avenir la Préfecture voulait faire exécuter la loi et que dans ce but elle réclamait le concours de la Société de Protection. Enfin nous nous sommes assuré des intentions du parquet de M. le Procureur de la République près le tribunal de la Seine, qui est disposé à poursuivre tous les délits qui lui seront signalés.

Dans votre sollicitude pour vos protégés, Messieurs, vous n'oublierez pas de demander aussi l'application de la disposition de la loi qui interdit de livrer les enfants à la mendicité. (*Applaudissements*).

N° II. — Discours sur la responsabilité des accidents de fabriques prononcé à la séance du 7 avril 1881 par M. Vavasseur avocat à la Cour d'appel.

I

Messieurs,

Je tiens tout d'abord à vous remercier de l'honneur que vous m'avez fait en m'invitant à prendre part à cette discussion. En faisant appel à toutes les bonnes volontés, même du dehors, vous avez prouvé une

fois de plus votre sollicitude pour vos jeunes pupilles, aujourd'hui apprentis, mais demain ouvriers, et qui déjà d'ailleurs sont exposés à tous les dangers du travail industriel.

Je sens, j'ai senti dès le premier jour toute la difficulté de ma tâche et je l'ai acceptée résolument. J'ai compris que j'aurais à lutter contre des idées reçues, contre le préjugé juridique, tenace entre tous; et que, moi juriconsulte, j'allais susciter contre moi toute l'armée des juriconsultes, se levant pour la défense du Code qu'ils croient menacé.

Ici, je le sais, la discussion sera courtoise et sérieuse; mais au dehors, que de critiques ardentes, amères, envenimées quelquefois! ce n'est pas seulement d'ignorance présomptueuse, de sentimentalité vague, que nous avons été taxés, mon honorable ami M. Martin Nadaud et moi; on est allé jusqu'à nous accuser, et je pourrais vous montrer les petites feuilles où cela est imprimé, de faire de mauvais socialisme, de rechercher une popularité électorale!

A ceux-là, et à ceux-là seulement, je réponds d'un mot: il y a toujours eu en ce monde des docteurs Pangloss, très satisfaits d'eux-mêmes et de ce qui les entoure, se complaisant dans l'immobilité, idéal suprême de leur société, et trouvant mauvais que d'autres marchent à côté d'eux. Laissons ces traînants du progrès, et dédaignons leurs injures.

Croyez-le, Messieurs, c'est une véritable et grande question que vous avez mise à l'étude, une question sociale, puisqu'elle touche à l'un des plus graves problèmes qui soient nés de la Révolution française, aux relations du capital et du travail.

C'est une grande question, car elle est à l'ordre du jour chez tous les peuples nos voisins, et nos rivaux en civilisation. Il y aurait à faire à cet égard une bien curieuse étude de législation comparée, où l'on verrait apparaître les divers peuples procédant chacun selon sa manière propre, avec ses sentiments traditionnels, avec le génie de sa race.

II

Passons-les rapidement en revue. En Allemagne, un projet de loi a été soumis par M. de Bismark au *Conseil économique*, institué tout exprès pour appliquer ses idées, et combattre, à l'aide d'un socialisme d'État, le socialisme révolutionnaire. Mais l'Allemagne est un pays d'autocratie, déguisée sous des formes parlementaires, et le chancelier de fer sait allier la ruse à la force. En décrétant l'assurance obligatoire, il a cru séduire les ouvriers et s'est attiré de l'un d'eux, membre nommé par lui-même de son conseil économique, cette rude réponse: que ce projet de loi n'était qu'une hypocrisie, s'inspirant d'un semblant de charité chrétienne, et en réalité moins onéreux pour les patrons que la loi actuelle, puisqu'il n'accorde aux ouvriers blessés qu'une rente viagère, n'atteignant, selon les cas, que le quart

ou la moitié du salaire, les deux tiers si l'incapacité de travail est absolue; il n'y a jamais de capital, et la famille est à peu près sacrifiée. Ajoutons que le projet n'est pas applicable à la généralité des ouvriers; des catégories entières, par exemple, les ouvriers employés à la navigation et aux chemins de fer, en sont exceptées; pourquoi? on ne saurait le dire. D'ailleurs, il ne concerne que les petits salariés, divisés en deux classes: ceux qui gagnent moins de 750 marks (937 fr. 50 c.) et dont l'assurance doit être payée, 2/3 par le patron 1/3 par la caisse d'assistance publique; puis ceux qui gagnent de 750 à 2,000 marks (2,500), dont l'assurance est payée, 1/2 par le patron, 1/2 par l'ouvrier.

En Autriche, où les mœurs sont plus douces et la législation plus humaine, il y a aussi un projet de loi qui édicte d'abord des mesures de prévoyance destinées « à protéger la vie et la santé des ouvriers ».

Les machines, roues, transmissions, arbres de couche etc., doivent être pourvus d'enveloppes, « de sorte que l'ouvrier travaillant avec prudence ne puisse être blessé facilement ». Parmi les *obligations* du chef d'industrie, il y a celle de veiller à ce que « les ateliers soient éclairés, propres, exempts de poussière, l'air renouvelé, les vapeurs nuisibles écartées, etc. » Dispositions minutieuses, mais vraiment touchantes, et qui font honneur aux gouvernants autrichiens. L'indemnité, en cas d'accident, n'est pas réduite arbitrairement; elle est équivalente au préjudice, et si la preuve est laissée à la charge du demandeur, c'est avec ce correctif que l'affaire, soumise d'abord à un juge arbitral, est, à défaut de transaction, jugée sommairement, en équité plus qu'en droit, le tribunal « n'étant pas astreint à l'observation des *règles légales en matière de preuve*, et devant suivre sa libre conviction formée par l'examen consciencieux des moyens de preuve produits ». De là à notre projet de réforme, il n'y a pas bien loin.

En Angleterre, la loi a longtemps refusé toute action aux ouvriers victimes d'accidents et à leurs familles. Ce n'est que par des *acts* récents du Parlement, le dernier est du 10 août 1880, que l'on s'est décidé à réglementer la responsabilité du patron, mais la réglementation est minutieuse, parcimonieuse; accordant peu volontiers la protection hautaine d'une aristocratiemercantile, qui sait compter et ne paie que le moins possible. Oui, l'ouvrier mutilé aura droit à une indemnité, mais s'il se trouve exactement dans l'un des cas légaux; il recevra au plus la valeur de trois années de salaire, et il sera déchu s'il n'a déclaré l'accident dans les six semaines, ou intenté l'action dans les six mois.

La loi votée à Genève le 26 juin 1878, ayant une plus haute idée du citoyen d'un pays libre, se montre plus juste envers l'homme, et non seulement elle mesure l'indemnité au préjudice, mais elle établit en

principe la responsabilité de l'entrepreneur, s'il ne prouve que l'accident est dû à l'imprudence de la victime ou à la force majeure.

III

En France aussi, nous avons eu une tentative de ce que j'ai appelé le socialisme d'État.

Une loi du 11 juillet 1868, cette date est significative, a décrété l'établissement d'une caisse d'assurances contre les accidents. Sauf l'obligation, les procédés sont analogues à ceux du chancelier allemand, il doit y avoir une subvention de l'État pour fournir une première mise d'un million, puis des cotisations volontaires fixées au taux dérisoire de 3 ou 5 ou 8 francs par an, devant donner droit néanmoins à des pensions viagères au minimum de 150 ou 200 francs, réversibles pendant deux ans au profit de la veuve et des enfants mineurs. Cette assurance n'est applicable évidemment qu'aux petits risques, à ceux qui sont refusés par les compagnies, ainsi du reste que le rapporteur de la loi devant le corps législatif en a fait explicitement l'aveu.

Cette loi n'a pas vécu et, selon toute probabilité, ne recevra pas d'exécution.

En l'état actuel de notre législation, l'ouvrier victime d'un accident n'a donc, lui ou sa famille, d'autre voie de recours qu'une demande judiciaire en indemnité, basée sur les articles 1382 et 1383 du Code civil (1).

Et cela, dit-on, doit suffire, même aux plus exigeants. La loi n'accorde-t-elle pas la réparation de tout le préjudice causé, en laissant aux tribunaux le pouvoir absolu d'en fixer le chiffre ? Les réformateurs prétendraient-ils accorder une réparation, sans qu'il y ait faute, et faute prouvée ? Et les jurisconsultes de protester énergiquement contre l'idée d'une telle iniquité : les articles visés ont consacré un principe éternel, universel, vrai dans tous les temps, dans tous les lieux ; ils contiennent la sanction humaine de toutes les fautes commises par l'homme, sanction dérivant du libre arbitre, qui implique responsabilité. Ériger en dogme l'irresponsabilité des ouvriers, ce n'est pas les traiter en hommes libres, mais les considérer comme des êtres inconscients, privés de la notion du bien ou du mal, incapables de se déterminer par eux-mêmes, subissant le joug d'une volonté étrangère, ou d'une inéluctable fatalité. Et c'est de ces hommes avilis, abaissés au rang d'esclaves que l'on veut constituer une caste nouvelle, privilégiée, l'aristocratie ouvrière !

(1) ART. 1382. Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer.

ART. 1383. Chacun est responsable du dommage qu'il a causé, non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence.

Mais, en vérité, ces protestations viennent d'une singulière méprise ; on oublie qu'il y a dans les articles invoqués deux choses : le principe et son application, c'est-à-dire le fond et la forme. Le principe de la responsabilité humaine, qui donc prétend l'attaquer ? qui songe à accorder à l'ouvrier coupable un droit à réparation contre le patron innocent ? Non ; la réparation ne saurait être que la conséquence de la faute. Tel est le principe, que vous dites avec raison respectable, et que nous respectons, mais comment l'appliquer et qui prouvera la faute ? Voilà l'autre face du problème, et c'est sur ce point seulement que doit porter la réforme.

Sans doute, vous citez le vieil adage : *Onus probandi incumbit actori*. L'ouvrier blessé est demandeur en indemnité ; donc, à lui de prouver la faute, par action ou omission, par imprudence ou négligence, commise par le chef d'industrie ou ses préposés.

Soit ! cet adage, aujourd'hui encore, constitue la règle ; mais à toute règle n'y a-t-il pas des exceptions possibles, légitimes ? Et à celle-ci, le Code civil lui-même n'a-t-il pas dérogé, en érigeant un certain nombre de présomptions, simples ou absolues, *juris tantum*, *vel juris et de jure*, comme on disait en latin quelque peu barbare ? Et ces présomptions légales n'ont-elles pas pour effet d'affranchir le demandeur du fardeau de la preuve, pour le reporter sur le défendeur ? Celui-ci veut se soustraire à la présomption générale et se placer dans l'exception ; c'est à lui de prouver qu'il y a droit, et alors les rôles changent ; de défendeur, il devient en quelque sorte demandeur : *In exceptione reus fit actor*, adage pour adage.

Maintenant les questions se posent : est-il fort extraordinaire de supposer *a priori*, jusqu'à preuve contraire, que tel accident arrivé dans telle usine est dû à un outillage défectueux, à sa mauvaise installation, à l'insuffisance des moyens protecteurs, au défaut de prévoyance ou de surveillance du chef de l'usine ou de ses représentants ? Une présomption légale instituée dans ce sens, présomption simple bien entendu, *juris tantum*, serait-elle contraire à la raison ou à l'équité ?

Allons plus loin : si la cause de l'accident est restée inconnue, ou s'il résulte d'un cas fortuit, de la force majeure, serait-il contraire à la raison ou à l'équité de le traiter comme un risque industriel inhérent à l'industrie, et à supporter par l'entrepreneur, au même titre que les autres frais généraux ?

IV

Si ces questions doivent être résolues par l'affirmative, une réforme de la législation est nécessaire.

Je sais qu'on a essayé d'écarter l'application des articles 1382 et 1383, pour se rattacher à l'article 2000, suivant lequel « le mandant doit indemniser le mandataire des pertes que celui-ci a essuyées à l'occa-

sion de sa gestion, sans imprudence qui lui soit imputable « et l'on a dit : Si le mandant ou commettant est garant de la perte survenue à l'occasion de la gestion, l'entrepreneur doit être garant du préjudice éprouvé à l'occasion du travail. La garantie, dans l'un comme dans l'autre cas, doit être la règle, sauf, dans les deux cas aussi, l'exception d'imprudence à prouver par le mandant ou l'entrepreneur. N'y a-t-il pas d'ailleurs une analogie sensible entre les deux contrats, entre le mandat salarié et le louage de services ? Qu'est-ce qu'un mandataire salarié, sinon un locateur de services ?

La cour d'appel de Chambéry, par un arrêt récent (1), semble avoir donné raison à cette théorie en assimilant un employé de chemin de fer, un chef d'équipe, à un mandataire salarié, et en prononçant contre la Compagnie une condamnation à des dommages-intérêts basée sur l'article 2000 du code civil. Cet employé avait été blessé par un voyageur qu'il voulait empêcher de descendre du côté de l'entrevoie, et la cour a déclaré que l'employé remplissait à cette occasion un mandat spécial de surveillance ayant droit à toutes les garanties attribuées par la loi au mandat.

A supposer la théorie exacte dans l'espèce, il serait difficile de la généraliser, et de toujours rencontrer un mandat accidentel dans l'exécution d'un contrat de louage de services. La distinction entre les contrats sera sans doute souvent difficile, car les auteurs sont en désaccord sur les signes distinctifs ; mais les tribunaux sauront trouver la séparation, et selon toute vraisemblance, les espèces seront rares où il leur sera possible d'appliquer la doctrine admise par la cour de Chambéry.

Une réforme législative, je le répète, est donc nécessaire.

V

Mais, avant même d'entrer en matière, une objection nous est faite ; c'est comme on dit au Palais une sorte de fin de non recevoir : Pourquoi une loi nouvelle abrogeant des règles anciennes, consacrées par la sagesse des siècles ? Le monde s'est-il donc trompé jusqu'ici ? qui vous autorise à créer cette nouvelle présomption légale ? Pourquoi cette ingérence nouvelle dans la relation du capital et du travail ? que les astronomes découvrent encore des planètes dans le domaine infini des nébuleuses, soit ! mais il n'y a plus rien à glaner dans le champ très limité, très éclairé, de nos explorations juridiques.

Je réponds que ce sont les faits nouveaux qui appellent les lois nouvelles. Si les juristes, absorbés dans leurs études, ne les aperçoivent pas, les législateurs, placés plus haut, seraient inexcusables

(1) Journal le Droit, n° du 17 juin 1880.

de ne pas les voir, de fermer les yeux devant ces grands phénomènes qui se sont manifestés depuis un siècle sous la forme de révolutions politiques, sociales ou économiques.

N'est-ce donc rien que l'abolition des corporations par notre première Révolution ! Croit-on que la liberté du travail, succédant tout à coup au monopole, ait été sans influence sur la condition sociale des ouvriers ! Qu'allaient-ils devenir au milieu des luttes ardentes que la concurrence devait susciter entre les chefs d'industrie, seuls possesseurs de l'instrument de travail ? Le bon marché des produits n'aurait-il pas s'obtenir au détriment du salaire, et comment le salarié résisterait-il, étant condamné à l'isolement, c'est-à-dire à l'impuissance par la loi qui punissait la coalition ? La loi plus dure encore, le marque d'une infériorité morale, en ordonnant que le maître soit cru sur parole s'il s'élève un désaccord entre eux sur la dette du salaire (1).

Sous le régime corporatif, le compagnon vivait souvent au foyer du maître, il était comme membre de la famille et y trouvait une certaine protection ; si l'avenir était fermé, le présent était presque assuré, mais dans ce rude apprentissage de la liberté qui commence pour l'ouvrier, l'indépendance sera chèrement payée.

La transition fut, il est vrai, peu sensible et demeura presque inaperçue pendant les longues guerres de la République et de l'empire, mais sous la Restauration, sous le gouvernement de juillet, l'application de la vapeur amena la création des grands ateliers mécaniques où les ouvriers sont réunis par centaines, par milliers, soumis à des règlements sévères, comme le soldat à la discipline militaire, gouvernés, au lieu du patron, par une société anonyme, être impersonnel, sans entrailles humaines, et visant surtout au rendement du capital employé ; c'est alors qu'on entendit les ouvriers pousser plus d'une fois le cri de détresse, se révolter contre les machines et les briser, organiser des grèves, s'insurger contre les pouvoirs publics. Vaines tentatives, toujours réprimées et qui devaient l'être, mais qui accusaient le malaise social aggravé par l'avènement des machines.

Ce malaise ne saurait être nié, et rien n'en prouve mieux la réalité que les efforts généreux tentés pour l'atténuer. Ce serait être injuste envers notre temps que de méconnaître les améliorations obtenues, les œuvres de philanthropie intelligente réalisées par beaucoup de chefs d'industrie. Mais une dernière œuvre reste à accomplir, c'est une protection plus efficace de l'ouvrier contre les dangers de l'emploi des machines.

La nécessité de cette protection résulte des changements survenus dans la condition de l'ouvrier, changements moraux par la disparition

(1) Article 1781 du Code civil, abrogé par la loi du 2 août 1868.

du lien corporatif et du patronat, changements matériels par l'emploi des machines dangereuses.

En résumé, protection diminuée, dangers augmentés. N'est-ce point assez pour justifier la pensée d'une réforme !

Voyons si les moyens proposés se concilient avec les données de la science juridique, avec les enseignements de l'économie politique ou de la philosophie sociale.

VI

Aux jurisconsultes d'abord, je dis que les articles 1382 et 1383 sont pour eux une base bien fragile de résistance, car ces textes sont placés dans le Code sous la rubrique : *Des engagements qui se forment sans convention*, et nous sommes ici en présence d'un contrat, le contrat de louage de services.

Les articles en question régissent le quasi-délit, lequel dérive exclusivement d'un fait. Exemple : un passant, dans la rue, reçoit sur le corps un échafaudage mal attaché et qui le blesse ; l'entrepreneur est coupable et doit l'indemniser.

Mais un ouvrier se trouve sur cet échafaudage et tombe avec lui ; il est blessé dans l'exercice du travail qui lui avait été confié, c'est-à-dire pendant l'exécution même du contrat qui le liait à l'entrepreneur.

Qu'est-ce que ce contrat ? Une convention de nature spéciale, la seule qui ait pour objet la personne humaine, aliénant temporairement sa liberté, pour accepter la subordination d'un autre. Dans ce contrat, il y a légalement en présence un serviteur et un maître ; les mots ne sauraient tromper et c'est la loi elle-même qui s'en sert : un locateur de *services* n'est-il pas un serviteur, non sans doute un serviteur domestique, mais un serviteur industriel ? Et le texte n'a-t-il pas nommé *maître* celui qui va user de ces services ? (1) Le Code impérial, cédant aisément à cette réminiscence du servage, ne ména geait pas les termes. Les mœurs, plus douces que la loi, avaient d'abord transformé le maître en patron, mais peu à peu, avec la multiplication des sociétés anonymes, le patron est devenu l'employeur et ce néologisme, qui nous vient d'Angleterre, paraît s'acclimater chez nous.

Quel qu'il soit, maître, patron ou employeur, celui qui loue l'industrie d'un autre est évidemment son supérieur. Il y a, je viens de le dire, subordination nécessaire de celui-ci à celui-là. Or, subordination implique protection, de même que protection implique garantie, et par cette suite de déductions, nous arrivons à reconnaître, que si l'action en indemnité de l'employé blessé dérive immédiatement du fait de l'accident, elle prend sa source dans le contrat lui-même ; le

(1) Ancien article 1781, déjà cité, abrogé par la loi du 2 août 1858.

fait a donné ouverture à l'action, dont le germe était dans le contrat. L'action est donc née plutôt *ex contractu*, que *ex facto*.

Quoi de plus juste que cette protection envers celui qui ne saurait se protéger lui-même ! Voyez-vous un ouvrier, embauché dans une usine, se mettant à inspecter le mécanisme, signalant tel vice, tel danger, exigeant telle précaution avant d'entrer en travail ! L'hypothèse est ridicule sans doute, mais cela n'empêchera pas tel juriste, à cheval sur le code, de déclarer gravement que le contrat a été accepté librement et avec tous ses risques.

Ce devoir de protection est aujourd'hui reconnu par la jurisprudence elle-même : Ecoutez cet arrêt rendu par la cour d'appel de Caen le 17 mars 1880 : « Les patrons sont tenus de prendre dans leurs usines toutes les précautions possibles pour préserver les ouvriers qu'ils emploient de tout accident, et même de les prémunir contre les effets de leur imprudence (1). »

La jurisprudence n'a pas osé jusqu'ici aller plus loin, et du principe de protection déduire l'obligation de garantie. Elle a craint, en l'absence d'un texte qui l'y autorise, de violer la règle qui met la preuve à la charge du demandeur.

C'est cette lacune du texte que la loi nouvelle doit faire disparaître.

Où, c'est une lacune et quoiqu'elle se soit surtout révélée depuis, le Code civil reste inexcusable de ne pas s'être expliqué sur les conséquences qu'il entendait attacher au contrat de louage de services ; sur ce contrat, qui intéresse les personnes, il a été d'un laconisme bien sec ; deux articles seulement : l'un qui daigne protéger l'homme contre lui-même en lui défendant de s'engager à vie (art. 1780) et l'autre qui faisait l'injure au serviteur de préférer à sa parole celle du maître et qui a dû être abrogée depuis (art. 1781).

Dans les contrats de chose cependant, le Code s'est montré moins réservé, ou plus prévoyant. Dans tous nous trouvons cette clause de garantie qui manque dans le louage des personnes : le vendeur est garant de la chose vendue en cas d'éviction (art. 1626) ; le locataire, de la maison qu'il habite, en cas d'incendie (art. 1733 et 1734) ; le voiturier, du colis disparu (art. 1784) ; le mandant, de la perte subie par le mandataire (art. 2000).

Je sais la raison qui en est donnée par les auteurs, particulièrement pour le louage des choses, d'industrie et le dépôt ; c'est que celui qui les a reçus à ce titre, en est en quelque sorte débiteur et doit être tenu de les rendre, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont

(1) *Revue du droit commercial*, 1880, p. 276. L'annotateur de cet arrêt déclare, comme nous, qu'il voudrait voir la loi rendre le patron responsable de l'accident, jusqu'à preuve contraire.

été perdues par force majeure. J'admets cette raison, mais en la complétant ou l'expliquant ainsi : le débiteur de la chose est tenu de la rendre, parce qu'il est tenu de veiller à sa conservation, et s'il est obligé à la rendre, c'est parce qu'il est présumé par la loi avoir manqué à ce devoir de surveillance.

Ces clauses de garantie n'ont donc d'autre base qu'une présomption légale de négligence.

Je pourrais citer bien d'autres présomptions de faute admises par la loi. N'est-ce pas sur de telles présomptions que sont fondées : la responsabilité civile du maître ou commettant, des père et mère, des instituteurs, (art. 1384) ; celle du maître de l'animal, même égaré ou échappé (art. 1385) ; celle des communes, en cas de pillage insurrectionnel (loi du 10 vendémiaire an 4) ? Et dans plusieurs de ces cas la présomption est même absolue ; elle n'autorise pas la preuve contraire.

J'ai parlé tout à l'heure de celle qui pèse sur le locataire de l'immeuble incendié. Combien elle est dure et souvent fausse, cette présomption, qui, non seulement atteint tous les locataires indistinctement et solidairement, mais qui limite à trois, bien comptées, les preuves permises au locataire qui prétend s'exonérer ! Quelle énergique protection de la propriété !

Et maintenant me retournant vers le contrat qui m'occupe, n'ai-je pas le droit de reprocher au législateur du Code, son oubli, son indifférence pour la personne, et de demander au législateur d'aujourd'hui la réparation de cette injustice ! Ce n'est pas une présomption absolue, ni quasi-absolue, que je réclame, mais une présomption simple, admettant non seulement la preuve contraire, mais encore une stipulation contraire dans le contrat entre l'entrepreneur et l'ouvrier ; la liberté des conventions qui ne lèsent pas l'ordre public, devant être en tout et toujours respectée, ce sera à l'ouvrier à se protéger contre les exigences improbables des entrepreneurs à cet égard.

On a cherché diverses objections :

La preuve contraire, réservée au patron sera, dit-on difficile. Mais est-elle donc plus facile aujourd'hui pour l'ouvrier ? Etablir, par experts, qu'un outillage est défectueux, ou, par témoins, qu'une imprudence a été commise par un préposé, ce sont là des tâches qui trop souvent échouent. Puis, cet ouvrier mutilé, sur son lit d'hôpital, n'est-il pas frappé d'impuissance pour la lutte juridique qu'il s'agit d'entreprendre ? J'ai décrit ailleurs tout ce qu'il y a de douloureux, de misérable, dans cette impuissance (1) et n'y veux pas revenir.

L'ouvrier, a-t-on dit encore, protégé par la présomption nouvelle, sera plus insouciant qu'il ne l'est déjà, plus enclin aux glorioles d'atelier, et qui sait ? un suicide secrètement accompli pourrait

(1) Journal *Le Droit*, n° du 20 mai 1880.

devenir une heureuse spéculation pour la famille. Mais la réponse est facile : le patron, aujourd'hui, n'est-il pas capable, et souvent coupable de l'insouciance inverse, d'une insouciance fructueuse, calculée, spéculant sur l'économie des frais généraux ! Lui, du moins, ne met comme enjeu que sa bourse, mais l'ouvrier y met sa vie.

Enfin, comment expliquer qu'un patron, acquitté comme innocent en police correctionnelle, puisse être condamné au civil comme coupable d'une faute présumée ? mais la contradiction n'est qu'apparente et, même sous la loi actuelle, la jurisprudence nous y a habitués. Elle reconnaît qu'en l'absence d'un délit, il peut exister un quasi-délit. D'ailleurs, le plus souvent, n'arriverait-il pas comme aujourd'hui, que le patron, acquitté en police correctionnelle, prouverait aisément au civil que l'accident provient de la faute commise par l'ouvrier !

Si aucune preuve de faute, imputable à l'un ou à l'autre, n'était produite, c'est que l'accident serait dû à un cas fortuit, ou à la force majeure, et alors la responsabilité du patron, ne dérivant plus d'une présomption de faute, serait encourue en vertu de la loi économique que déjà j'ai énoncée et sur laquelle il me reste à m'expliquer.

VII

C'est un phénomène bien constaté que les machines tendent à se substituer de plus en plus au travail de l'homme. Il n'est pas étonnant dès lors que les accidents industriels suivent une progression parallèle, conséquemment ascendante, et il y a longtemps déjà que les revendications populaires se sont élevées en faveur des invalides du travail.

On a pu établir des statistiques, dresser des tables d'accidents, comme on a dressé des tables de mortalité pour asseoir le tarif des assurances sur la vie. Il s'en est dégagé une loi générale, constante, inévitable, et qui détermine à l'avance le nombre des victimes. L'accident est devenu, toute proportion gardée, fatal comme la mort.

Dans l'industrie des mines, surveillée par l'État, la statistique, établie pour une période de 18 ans, a révélé que le nombre annuel des accidents était de 8 sur 1000 ouvriers, et que sur ce nombre, les $\frac{2}{5}$ occasionnaient des infirmités permanentes.

Les accidents constituent donc pour l'industrie un risque devenu normal, et cela est si vrai que, dans les entreprises de travaux publics, il est passé en usage de prélever $\frac{1}{10}$ pour faire face aux accidents de chantier ; que, dans ces derniers temps, il s'est formé de nombreuses compagnies d'assurance contre les accidents, et que partout en Europe on vient d'édicter ou l'on va édicter des lois réparatrices.

Comment remédier à ce mal ? Les lois préventives et j'appelle ainsi celles qui ont pour objet de prescrire la bonne tenue des ateliers et

de protéger la sécurité des ouvriers, peuvent y aider dans une certaine mesure, mais elles sont insuffisantes.

Devra-t-on recourir au socialisme d'État, comme le second empire a voulu l'essayer chez nous en 1868, comme le tente en ce moment même M. de Bismarck, qui renouvelle l'expérience en l'aggravant ? Pour moi, je déclare tout net que je repousse les caisses subventionnées aussi bien que l'assurance obligatoire. Dans cette voie, on ne sait plus où s'arrêter, car elle mène rapidement à l'omnipotence de l'État. Je suis de ceux qui ont foi dans l'énergie individuelle, dans la toute-puissance de la liberté, se réglant, se corrigeant elle-même, guérissant elle-même, plus sûrement que la lance d'Achille, les blessures qu'elle se fait.

L'industrie doit donc aussi se suffire à elle-même ; c'est à elle seule de supporter, sur le produit brut, tous les risques industriels, des personnes comme des choses, au même titre que les autres frais généraux.

Entre les deux éléments qui concourent à l'œuvre de la production, c'est nécessairement sur le capital que doit peser le risque d'accident ; car c'est le capital qui représente l'industrie ; le salaire du travail fait lui-même partie des frais généraux.

Si, avec les juriconsultes, on veut considérer le salaire comme étant le loyer du travail, ce loyer est évidemment un prix net ; car c'est l'entrepreneur qui doit supporter toutes les charges, impôts, frais et risques.

Si l'on admet, avec les économistes, une sorte d'association entre le capital et le travail, ayant droit chacun à une part des produits obtenus par leur coopération, je dirai encore que la part allouée au travail sous forme de salaire, doit être nette, car c'est une part fixe et à forfait, tandis que celle du capital est aléatoire et comprend tout ce qui reste de bénéfices. Or l'aléa implique à la fois profit et risques.

La part du salaire n'est-elle pas irréductible ! S'il n'est autre chose, comme l'ont défini certains économistes, que ce qui est rigoureusement nécessaire à l'ouvrier pour vivre, c'est-à-dire pour ne pas mourir de faim, comment lui faire subir un prélèvement ! Il est vrai que des progrès ont été accomplis, des hausses obtenues par le moyen de coalitions, aujourd'hui permises ; et peut-être trouvera-t-on souvent des solutions amiables du problème ; les syndicats professionnels qui vont être autorisés par la loi pourront débattre librement toutes les conditions du travail, sur le taux du salaire, sur sa fixité, sur la participation aux bénéfices, sur la prime d'assurance contre les risques d'accidents. A défaut de convention contraire, ces risques doivent rester à la charge du capital.

Mais on a dit, et c'est dans le travail de votre honorable rappor-

teur, mon excellent confrère et ami M. Nusse que se trouve l'objection : que ce capital, ce travail, ainsi opposés l'un à l'autre, sont deux abstractions pures, une simple antithèse économique et rien autre chose. Or, il s'agit d'un fait concret, d'un fait positif, d'une faute commise, et l'on demande : où est la faute ? Où est l'homme coupable et responsable ?

Cette objection, est ici sans portée. Tout à l'heure, lorsque j'étais sur le terrain juridique, j'ai signalé la faute et le coupable, au moyen de la présomption légale dont j'ai demandé la création. Mais dans l'ordre d'idées où je suis en ce moment, je n'ai plus à invoquer une faute personnelle, imputable à quelqu'un ; il ne s'agit plus que d'une charge de l'exploitation, à subir par l'industrie en vertu de la loi économique qui préside à la répartition des bénéfices de la production entre les deux éléments qui la créent. Et c'est cette loi qui laisse à la charge du capital, ou de celui qui le possède, les accidents provenant même de cas fortuits, de force majeure, ou de causes inconnues.

Lorsque je parle de force majeure, je ne comprends pas, bien entendu, celle qui serait due à des causes extrinsèques, comme le feu du ciel, une trombe, un tremblement de terre, qui blesseraient ou tueraient des ouvriers pendant le travail, mais seulement celle qui dérive des instruments mêmes du travail, comme l'indique la formule législative que je propose.

VIII

Il me reste à appeler votre attention sur un dernier point, sur la procédure, qu'il faut de toute nécessité simplifier et abréger ; la procédure ordinaire a des lenteurs et des formes dont s'accommodent plus ou moins les affaires ordinaires, mais appliquée aux malheureuses victimes des accidents industriels, elle produit des effets lamentables. J'ai décrit ailleurs (1) toutes les péripéties douloureuses du drame judiciaire qui s'engage, et devant cet auditoire il serait bien superflu d'y insister.

Je propose donc de soumettre les actions en indemnité à la juridiction du conseil des prud'hommes, juges naturels des litiges entre patrons et ouvriers, et s'il n'y en a pas dans le lieu, à celle des juges de paix dont la compétence doit être augmentée suivant le projet de loi récemment présenté par le gouvernement.

Ce changement de juridiction ne serait d'ailleurs qu'une conséquence logique et juridique de la modification apportée au fond du droit. Tant que l'action est fondée sur un quasi-délit, comme aujourd'hui, ce sont les tribunaux ordinaires qui doivent en con-

(1) Journal le *Droit*, n° déjà cité du 20 mai 1880.

naître; mais du moment où elle aurait sa base dans la garantie légale due au locateur de services, en vertu du contrat passé avec l'entrepreneur, la compétence doit revenir aux tribunaux chargés de statuer sur les différends entre « les gens de travail » selon les termes mêmes de la loi et ceux qui les emploient.

Toutefois, par dérogation au système actuel, je demande que l'appel soit toujours porté devant la cour; il est illogique de constituer les tribunaux de commerce, composés de patrons, juges d'appel des sentences du conseil des prud'hommes, composé à la fois de patrons et d'ouvriers. Les tribunaux civils pourraient sans doute être laissés juges d'appel des sentences des juges de paix, mais il y a une raison d'uniformité qui doit les faire déposséder en faveur des cours d'appel.

Voici, pour mieux préciser ma pensée, les formules législatives que je propose, tant sur le fond que sur la forme, et qui, si elles étaient adoptées par les pouvoirs publics, prendraient place dans le code civil, au chapitre du *Louage d'ouvrage et d'industrie* à la suite de l'article 1780.

« Celui qui emploie les services d'un autre, lui doit garantie des accidents *résultant du travail*, à moins qu'il ne prouve que les accidents sont dus à la faute de la victime.

Les demandes en indemnité sont portées : en première instance devant le conseil des prud'hommes, et s'il n'y en a pas, devant le juge de paix; en appel, devant la Cour qui statue comme en matière sommaire (1). »

CORRESPONDANCE

— Le Bureau de la Société a adressé la circulaire suivante à MM. les Présidents des Caisses des écoles.

Monsieur le Président de la Caisse des écoles,

La caisse des écoles fondée dans votre arrondissement a pour objet d'aider les enfants à s'instruire et, par voie de conséquence, elle doit se préoccuper de leur établissement. — La question de l'apprentissage est au premier rang de celles qui, à ce point de vue, appellent l'attention des familles, des municipalités et du monde industriel tout entier. Faute d'un guide sûr, les familles, livrées au hasard pour le placement de leurs enfants comme apprentis, voient se produire des pertes de temps et d'argent, de mauvais choix, des

(1) La Société de Protection des apprentis, désireuse d'assurer la liberté de discussion, accueille les opinions qui se manifestent loyalement devant elle, mais elle n'en accepte pas la responsabilité. — (NOTE DU BUREAU).

récriminations réciproques et finalement des ruptures de contrats d'apprentissage.

Tel est le triste état de choses contre lequel réagit depuis 14 ans le Comité de placement de la Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures. Ce Comité siège le lundi et le vendredi, 44, rue de Rennes, de 1 à 3 heures. Il reçoit les demandes des patrons, renseigne par sa comptabilité sur les conditions du début dans les industries les plus diverses, place gratuitement les apprentis des deux sexes, s'assure de l'exécution des prescriptions légales, rédige des contrats, donne des lits aux nécessiteux, continue les visites pendant toute la durée de l'apprentissage, fortifie la moralité en se plaçant sur le terrain de la liberté de conscience la plus stricte, encourage les enfants par des récompenses, intervient enfin dans les litiges en exprimant devant le Conseil des Prud'hommes ce qu'il croit être la vérité impartiale.

Ce programme vous montre l'avantage qu'il y aurait pour la Caisse des Écoles de votre arrondissement à entrer en relation avec notre Société. Les questions d'apprentissage qui sont le complément de votre œuvre vous feront apprécier les renseignements de notre Bulletin trimestriel, dont nous vous envoyons un exemplaire. Une affiche à la porte de la Mairie, quelques mots d'avis donnés par l'Instituteur, procureraient aux familles un conseil efficace.

Nous vous serions obligés, Monsieur le Président, de bien vouloir communiquer cette lettre au Bureau de la Caisse des Écoles de votre arrondissement et de nous faire connaître, après sa délibération, s'il désire entrer en rapport avec notre Société.

Veuillez bien agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre considération la plus distinguée.

Les Vice-Présidents de la Société :

Charles ROBERT, **Docteur MARJOLIN,**

Ancien secrétaire général du ministre de l'Instruction publique, ancien conseiller d'Etat Chirurgien honoraire des hôpitaux.

Léon HIÉLARD, **Frédéric Engel DOLLFUS,** **Faustin HÉLIE,**

Président du syndicat général de l'Union générale (Chambre syndicale d'industries parisiennes). Manufacturier. Juge au tribunal civil de la Seine.

Le Secrétaire général, **Le Secrétaire,**

LÉON RENAULT. **Ernest NUSSE.**

COMITÉS
DE LA
SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES ENFANTS
EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES
(*Comptes rendus de leurs Travaux.*)

COMITÉ JUDICIAIRE

Extrait du procès-verbal communiqué par M. TOURNIER, secrétaire-adjoint.

Séance du 16 mai 1884.

Présidence de M. *Faustin Hélie* juge au Tribunal civil de la Seine, *Président* du Comité et vice-président de la Société.

Sont présents : MM. *Froger de Mauny*, vice-président ; *Nusse*, secrétaire de la Société ; *Jules Périn*, *Humann*, *Fliche*, *Millot*, *Tournier*, vice-secrétaire.

M. *Gabriel Joret-Desclosières*, absent pour service public ; MM. *Tommy Martin* et *Emile Salle*, empêchés de se rendre à la séance se sont excusés par lettre.

Jurisprudence. — M. *Nusse* signale au Comité l'arrêt rendu le 8 avril par la Cour d'appel de Nîmes, sur renvoi de la Cour de cassation au sujet de contraventions à la loi du 19 mai 1874 constatées dans un atelier annexé à l'établissement charitable connu sous le nom d'Orphelinat Saint-Pierre à Marseille. On se rappelle qu'à la suite de divers procès-verbaux dressés contre les directeurs de l'Orphelinat, la Cour suprême avait fait une distinction entre les travaux effectués par les enfants dans les ateliers soumis exclusivement à la direction de l'abbé Arnaud, d'une part, et ceux que, par suite d'un traité avec le sieur Pavanque, cordier, les enfants exécutaient pour le compte de ce dernier et à son profit, dans un local dépendant de l'établissement, d'autre part. Le caractère industriel attaché à ces derniers, à la différence des travaux d'instruction professionnelle organisés par l'Orphelinat lui-même, devait entraîner, dans la doctrine de la Cour de cassation, l'application de la loi du 19 mai 1874 à l'entreprise pu sieur Pavanque.

C'est cette théorie que la Cour de Nîmes a consacrée dans son arrêt du 8 avril, en reconnaissant le sieur Pavanque coupable des quatre contraventions relevées à sa charge par le ministère public, pour avoir employé les enfants d'une manière abusive, et en le condamnant à 1 franc d'amende pour chaque infraction (*Gazette des Tribunaux* du 30 avril 1881).

M. Fliche, suppléant M. Tommy Martin, donne lecture d'une note rédigée par ce dernier, sur la question de savoir si les inspecteurs du travail des enfants institués par la loi du 19 mai 1874 ont le droit de surveiller l'emploi des enfants dans les entreprises théâtrales *sédentaires*, lequel échappe, de par le texte même, aux dispositions de la loi du 20 décembre 1874.

Les documents étudiés par notre collègue et notamment le rapport de la Commission présenté par M. Eugène Tallon, membre de l'Assemblée nationale, ne permettent pas d'hésiter sur la réponse. Elle est négative. La loi n'a en vue que le travail manuel dans les industries productrices.

M. Nusse, au sujet de la réglementation de l'emploi des enfants dans les représentations scéniques donne communication d'un acte du Parlement anglais en date du 24 juillet 1879.

(Voy. ci-après *Revue de l'Etranger*.)

A la suite de diverses observations, le Comité émet le vœu de voir nettement réglementer la participation des enfants aux représentations des théâtres, et décide qu'un projet de loi sur cet objet sera étudié par lui.

M. Faustin Hélie veut bien se charger de préparer ce travail et de rédiger le rapport auquel il donnera lieu.

M. le Président rappelle que l'on n'a pas terminé la discussion du rapport de M. Tournier relatif à la *Revision de la loi sur l'apprentissage et sa mise en concordance avec la loi sur les livrets d'ouvriers*. (Séances des 7 juin et 19 juillet 1880.) Il est décidé que cette question reviendra à l'ordre du jour d'une des plus prochaines séances.

Le comité s'est, à diverses reprises, occupé des modifications que l'expérience a signalées comme nécessaires à la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants dans les ateliers et manufactures ; mais ses études n'ont pas encore abouti à une formule pratique et raisonnée. C'est encore la rédaction d'un projet de loi qui paraît ici la meilleure conclusion à donner à nos travaux.

M. Nusse accepte la mission d'en arrêter les termes.

M. Tournier s'offre à lui fournir des renseignements qu'il a recueillis sur l'une des industries dont les réclamations ont paru les plus fondées, celle de la verrerie.

Diverses observations ayant été échangées entre les membres du comité au sujet des heures de travail, M. Nusse rappelle que le Sénat doit prochainement examiner un projet de loi émané de M. Martin Nadaud en vue de modifier le décret du 9 septembre 1848, sur les heures de travail dans les usines. La disposition du projet qui doit particulièrement attirer l'attention est celle qui tend à supprimer le repos du dimanche, en laissant l'industriel libre de faire reposer ses ouvriers au jour de son choix.

Le comité exprime le désir d'être exactement renseigné à cet égard.

M. Nusse veut bien encore promettre qu'il apportera des documents complets sur ce sujet.

M. Périn lit une note dans laquelle il a groupé des faits récents, mis en lumière par des débats judiciaires, et démontrant que les patrons d'apprentissage oublient trop souvent qu'ils sont obligés de surveiller les mœurs de l'apprenti non seulement dans l'atelier, mais aussi *au dehors*. (V. annexe ci-contre.)

Les conséquences de ce manquement à une obligation morale impérieuse prise par les patrons vis-à-vis des familles, sont trop graves pour que l'on ne s'efforce pas de réagir.

M. le président dit qu'il a été fréquemment impressionné d'une manière fâcheuse par l'aspect de ces réunions de jeunes ouvriers des deux sexes qui, à l'heure du déjeuner se tiennent dans les squares ou dans les rues.

On prend là des allures de dévergondage qui ne peuvent manquer de porter promptement atteinte aux bonnes mœurs.

M. Périn sait que M. Chaix, en vue d'éviter de pareils inconvénients, a cherché dans les environs de son imprimerie un local où ses ouvriers se rendraient pour leur repas, et dans lequel les filles seraient séparées des garçons.

M. Flèche dit qu'un réfectoire ainsi organisé existe dans l'établissement de M. Mersch, imprimeur, rue Campagne-Première. Les membres du comité reconnaissent d'ailleurs que les moyens propres à atteindre le but indiqué par M. Périn doivent être entièrement laissés à l'initiative des industriels.

Ce que nous devons leur rappeler à l'occasion, c'est le devoir qui leur incombe de sauvegarder les mœurs des apprentis.

La séance est levée à 4 heures et la prochaine séance aura lieu le lundi 18 juillet à 1 h. 1/2.

Ordre du jour pour la prochaine séance.

Du travail des jeunes détenus dans les prisons de correction et de régime cellulaire appliqué aux enfants. — Rapporteur M. Salle.

— De l'interprétation de la loi du 7 décembre 1874 relative-ment à la dislocation des enfants. — Rapporteur M. Tournier.

— Du projet de loi sur la durée du travail dans les manufac-tures. — Rapporteur M. Nusse.

— Projet de loi modificatif de la loi du 49 mai 1874 en ce qui concerne le travail des enfants dans les établissements de Charité.

— Rapporteur M. Faustin-Adolphe Hélie.

Annexe.

CONTRAT D'APPRENTISSAGE. — *De la responsabilité des patrons relative-ment à la surveillance des apprentis.* — M. J. Périn rappelle que : « Le maître doit surveiller la conduite et les mœurs de l'apprenti soit dans la maison, soit au dehors », aux termes de l'article 8 de la Loi du 4 mars 1851.

Nous présentions, dit-il, M. Hayem et moi, dans notre TRAITÉ DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE, l'observation suivante : « Il apparaît trop clairement à quelles malheureuses et funestes conséquences expose le défaut de surveillance des maîtres. Trop souvent, en effet, lorsque ces derniers ferment les yeux et négligent « de surveiller la con-
« duite et les mœurs des enfants, soit dans la maison, soit au dehors » il arrive que la corruption devient la triste compagne des apprentis ou apprenties, leur mauvaise conseillère, et que leur corps et leur âme sont pervertis, flétris, au moment même où l'innocence et la vertu devraient être leurs seuls, leurs plus beaux ornements » (1).

Nous appuyions cette réflexion de plusieurs décisions émanant des Conseils de Prud'hommes, qui ont résilié le contrat d'appren-tissage pour le grief, toujours considéré comme grave, du défaut de surveillance des maîtres :

Dans une première espèce, la maîtresse d'apprentissage avait logé l'apprentie, pour son coucher, au cinquième étage de la maison qu'elle habitait, en lui donnant pour compagne une jeune fille, déjà perversie et qu'elle avait dû chasser de chez elle pour cause d'incon-

(1) Vdy. MM. Julien Hayem et Jules Périn, TRAITÉ DU CONTRAT D'APPREN-TISSAGE (*Commentaire de la Loi du 4 mars 1851*), n° 162-165 ; — Paris, au siège de la Société de protection des apprentis.

duite notoire. Dans une autre espèce, le patron faisait, tous les soirs, sortir son apprenti de chez lui, et ne lui permettait de rentrer que lorsqu'il rentrerait lui-même (entre 11 heures et minuit).

Ces enfants, insuffisamment surveillés ou abandonnés à eux-mêmes, ne pouvaient qu'être exposés aux entraînements de toute sorte qui les solliciteraient.

Cette conséquence de l'inaccomplissement de leurs obligations par les maîtres et les maîtresses d'apprentissage n'est que trop facile à prévoir, pour les personnes qui, comme nous, suivent les audiences correctionnelles et criminelles, où se dénouent les *dramas*, — dans lesquels les enfants ont joué le triste rôle de victimes.

Parmi ces études de mœurs parisiennes, je vous signalerai, Messieurs, que, récemment, une apprentie, la jeune Anna J., — laquelle avait été placée par sa mère chez la dame V., modiste, où elle était nourrie et logée, — était laissée si libre dans ses allées et venues que : « néanmoins, disait l'acte d'accusation de la poursuite criminelle que nous allons mentionner, (c'est-à-dire bien qu'elle fût placée en apprentissage), elle n'avait pas cessé de se rencontrer avec R., ouvrier fleuriste, âgé de 29 ans, soit dans la rue, soit devant la porte de la dame V. » ; le soir, lorsqu'elle descendait, à une heure *trop* fixe, pour chercher de l'eau, elle se rencontrait avec cet individu, et sa patronne la prévenant, paraît-il, la veille, des courses qu'elle aurait à faire le lendemain, à Belleville ou ailleurs, elle avait ainsi la possibilité d'indiquer à R. ces occasions de se trouver avec elle ; finalement cette enfant de 15 ans tomba dans le piège qui fut organisé par R., avec la complicité d'une femme de salle de restaurant du passage du Caire ; l'un et l'autre viennent d'être condamnés à 2 années d'emprisonnement pour détournement de cette jeune fille, âgée de moins de 16 ans, par la Cour d'assises de la Seine, audience du 29 avril 1881 (*Voy. Gaz. Tribunaux*, 30 avril 1881).

Vous vous souvenez aussi, Messieurs, de la lamentable histoire de la jeune Gabrielle Bartout, qui, n'étant pas mieux surveillée par sa patronne d'apprentissage, une modiste, avait pu nouer et entretenir une liaison, qui avait été suivie d'une grossesse, laquelle avait eu le dénouement fatal que vous savez : sa mort, dans une maison de santé, entourée de circonstances mystérieuses, à raison desquelles le docteur C. fut poursuivi, pour avortement, devant la Cour d'assises de la Seine. M. l'avocat général Bouchez, qui soutenait l'accusation, retraçant les circonstances dans lesquelles avait pris naissance l'inconduite de cette jeune fille, blâmait énergiquement la dame R. (la maîtresse d'apprentissage) de ne s'être point conformée à la promesse qu'avait exigée d'elle la mère de Gabrielle : de ne point envoyer sa fille faire des courses au dehors. (Cour d'assises de la Seine, audience du 12 février 1881 : *Gaz. Tribunaux*, 13 février 1881.)

Les maîtresses d'apprentissage qui manquent de surveillance à ce point, qui ne comprennent pas qu'en recevant des mains de leurs familles les jeunes filles qui leur sont confiées, elles doivent accomplir vis-à-vis de ces enfants les devoirs que n'aurait pas manqué de remplir la mère de famille, à laquelle elles se sont substituées, non seulement encourent une large part de responsabilité morale, dans les faits de la nature de ceux que nous venons de mentionner, mais encore doivent compte aux familles de ces enfants des fautes qu'elles ont commises en ne les surveillant pas étroitement. Voilà ce que ne paraissent pas comprendre beaucoup de patronnes qui emploient des jeunes filles dans leurs ateliers et magasins de modes ou autres, et peut-être n'était-il pas inopportun que nous les rappelions à l'accomplissement de leurs obligations?

COMITÉ DES ACCIDENTS DE FABRIQUE

Nous recevons de M. Wolffhugel, inspecteur de l'Association pour prévenir les accidents de fabrique de Mulhouse et de M. Poan de Sapincourt inspecteur de celle de Rouen, deux lettres qui tendent au même objet. Il en résulte que la nomenclature presque entière des engins protecteurs insérés au *Bulletin* de 1881, p. 54 et suiv. figure dans les tables de matières des travaux des dix premières années de l'Association de Mulhouse à laquelle celle de Rouen les a empruntés. C'est également à la Société de Mulhouse que M. de Sapincourt a dû communication des documents insérés p. 99 et suiv. dudit *Bulletin*. — En indiquant ces sources nous déférons au désir de M. Poan de Sapincourt qui nous écrit loyalement « de rendre à César ce qui appartient à César ».

COMITÉ DES INSTITUTRICES DE CHARITÉ

Le Comité des institutrices de Charité s'est réuni le mercredi 28 mars pour constater ce qui avait été fait pendant le premier trimestre. Le travail des enfants dans les ateliers est en général satisfaisant, et à quelques exceptions près, on peut constater un réel progrès. L'atelier de M^{me} Rollin donne toujours beaucoup de satisfaction ; les enfants de M^{me} Triboulet, méritent aussi une mention spéciale.

Les institutrices ont demandé avec instance une distribution de prix annuelle, et elles la feront précéder d'un concours général où seront réunies les élèves de tous les ateliers.

M. Nusse secrétaire de la Société a bien voulu leur annoncer qu'il visiterait les ateliers avec M. Isidore Roche, vice-président du comité de placement, pour donner en récompense des livres aux enfants qui ont obtenu le certificat scolaire abrégé.

Les dames institutrices feront tendre tous leurs efforts pour délivrer des certificats de cette nature aux enfants.

M. LANGLOIS,

Secrétaire du Comité.

DOCUMENTS OFFICIELS

RAPPORT

Présenté au Président de la République par le Président de la Commission supérieure du travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie en 1879.

Paris, 20 mars 1881.

Monsieur le Président,

L'Assemblée nationale, dans sa séance du 19 mai 1874, votait une loi, promulguée le 3 juin et mise en vigueur à partir du 4 juin 1875. Elle avait été conçue en vue d'améliorer la situation de la jeune population ouvrière, tant au point de vue physique qu'au point de vue moral.

L'article 21 de cette loi institue, auprès du ministère de l'agriculture et du commerce, une commission supérieure (1) chargée de veiller à son application. et l'article 24 prescrit à son président d'adresser chaque année au chef de l'État un rapport général sur les résultats de l'inspection et sur les faits relatifs à l'exécution de la loi.

Me conformant à ce devoir, j'ai eu l'honneur de vous rendre compte, dans quatre rapports successifs, des mesures qui ont été prises en vue de l'exécution de la loi et des résultats obtenus dans le cours de chacune des années 1875, 1876, 1877 et 1878.

Cette première période, consacrée à la mise en œuvre de la nouvelle législation, a été plus particulièrement réservée à l'organisation du service de l'inspection, à la rédaction des règlements d'administration publique, destinés à compléter l'ensemble des dispositions législatives, à l'envoi aux préfets et aux inspecteurs divisionnaires des instructions nécessaires pour faire connaître la loi, faire apprécier ses bienfaits et amener partout son application régulière. S'inspirant des intentions fermes, mais bienveil-

(1) Cette commission est ainsi composée : MM. Dumas, de l'Académie française, ancien ministre de l'agriculture et du commerce, président ; Corbon et Dauphinot, sénateurs ; Brelay, Léon Renault et Richard Waddington, membres de la Chambre des députés ; Tallon, avocat général à Lyon ; Girard, directeur du commerce intérieur, et Roux, chef du bureau de l'enseignement professionnel du travail des enfants dans les manufactures, secrétaire.

lantes de l'administration, les inspecteurs, aidés du bon vouloir des industriels, sont parvenus, par des efforts persévérants, à triompher des difficultés qu'ils ont trouvées au début. Les progrès, lents d'abord, se sont accentués à mesure que la loi était mieux connue, et j'ai la satisfaction d'être autorisé à déclarer aujourd'hui qu'elle est en pleine application sur tout le territoire de la France.

Pour apprécier les résultats acquis à la fin de 1879, il convient de mettre en regard chacune des dispositions de la loi et les informations qui s'y rapportent. C'est une confrontation, que je vous demande la permission de faire cette année, et pour en rendre les résultats plus sûrs, j'ai dû attendre que les rapports des inspecteurs fussent parvenus au ministère et discutés contradictoirement.

SECTION I. — *Age d'admission. — Durée du travail.*

L'article premier dispose que la loi est applicable dans tous les établissements industriels, manufactures, fabriques, usines, mines, chantiers et ateliers. Malgré des travaux d'une importance considérable, nous ne possédons pas une statistique complète de tous ces établissements. La préfecture de police, à la fin de l'année 1878, avait constaté, dans le département de la Seine, l'existence de 16,121 ateliers, savoir : Paris, 13,510; Sceaux, 1,096, et Saint-Denis, 1,515.

Depuis lors, l'inspecteur divisionnaire, secondé par l'inspection auxiliaire, a dressé un relevé général des usines et ateliers et donné, sous forme de tableau, les résultats relatifs à l'application de la loi. Ce travail mérite d'être signalé. (Une statistique semblable pour chaque département serait nécessaire). Pour être complet, il devrait comprendre encore cependant un certain nombre de petits ateliers que le temps n'a pas permis de visiter. Je constate que 13,778 visites ont été faites, en 1879, chez 8,891 industriels appartenant aux 20 arrondissements de Paris et aux 71 communes de la banlieue, et se répartissant en 74 groupes d'industries, qui emploient un personnel de 120,387 ouvriers, lesquels se divisent de la manière suivante :

Hommes.	52.753
Femmes.	27.774
Filles mineures.	16.836
Garçons.	9.374

Filles 13.648
formant un total de 23.022 enfants.

Ces chiffres suffisent pour faire comprendre de quelles conséquences serait, pour l'avenir du pays, l'abandon de toute surveillance à l'égard de cette jeune population, sans cesse renouvelée. Mais ne démontrent-ils pas aussi l'impuissance de l'inspection de l'État à pénétrer dans un détail qui relève absolument du domaine municipal?

Les chiffres produits par les autres inspecteurs sont dans des proportions analogues. Tant que le service de l'inspection auxiliaire n'aura pas été organisé dans chaque arrondissement industriel, il ne sera pas possible d'établir une statistique générale exacte de la situation des enfants employés dans ces ateliers.

L'article 2 de la loi fixe à 12 ans au moins, sauf quelques exceptions déterminées par les règlements des 27 mars 1875 et 1^{er} mars 1877, l'âge auquel les enfants peuvent être admis dans l'industrie. On peut dire que cette disposition est d'une application générale maintenant. Les exceptions sont fort rares. C'est un résultat considérable, et, il est permis de l'affirmer, un effet bienfaisant et certain de la loi.

Aux termes de l'article 3, l'enfant, jusqu'à l'âge de douze ans révolus, ne peut être assujéti à une durée de travail de plus de six heures par jour, divisées par un repos. A partir de douze ans, il ne peut encore être employé plus de douze heures par jour, divisées par des repos.

Quelques infractions à cet article ont été constatées encore; celles qui, après avertissement préalable, ont été relevées de nouveau, ont fait l'objet de procès-verbaux destinés à recevoir la suite qu'ils comportent.

SECTION II. — *Travail de nuit, des dimanches et des jours fériés.*

L'article 4 interdit le travail de nuit (de neuf heures du soir à cinq heures du matin) aux enfants au-dessous de seize ans, et dans les usines et manufactures aux filles mineures de seize à vingt et un an.

Le travail de nuit a, pour ainsi dire, entièrement cessé dans les ateliers où il n'est pas autorisé. Les exceptions sont déterminées par un règlement d'administration publique.

Les dispositions des articles 5 et 6, relatives au repos du diman-

che et des jours fériés, sont généralement observées. Quelques maîtres verriers persistaient à employer les enfants le dimanche. Ils avaient adressé à ce sujet des réclamations que la commission supérieure a examinées avec le plus grand soin. Elle a persisté à penser qu'il y aurait lieu de tenir à l'exécution des prescriptions réglementaires dans les verreries, tout comme dans les autres usines. La plupart des verriers se sont déjà soumis et les autres sont mis en demeure de satisfaire aux obligations de la loi.

SECTION III. — *Travaux souterrains.*

L'article 7 interdit l'emploi des enfants dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières avant l'âge de douze ans révolus. Les filles et les femmes ne peuvent être admises dans ces sortes de travaux. Ces prescriptions sont observées. Les rares exceptions constatées ont été réprimées.

SECTION IV. — *Instruction primaire.*

D'après les articles 8 et 9, les enfants de dix à douze ans sont obligés de suivre les classes d'une école pendant le temps libre du travail, et les enfants de douze à quinze ans se divisent en deux catégories : 1^o ceux qui ont reçu l'instruction primaire élémentaire et qui sont munis d'un certificat d'étude; 2^o ceux qui sont illettrés ou dont l'instruction insuffisante ne leur permet pas d'obtenir ce certificat. Ces derniers sont tenus d'aller à l'école et de prouver leur assiduité aux classes au moyen d'une feuille de présence dressée par l'instituteur et remise chaque semaine au patron.

La nécessité de l'instruction est généralement reconnue et l'un des plus grands bienfaits de la loi aura été de rendre l'instruction de la jeune génération ouvrière obligatoire. Mais si l'application des dispositions qui ont trait à l'instruction primaire a fait des progrès sensibles, elle laisse encore trop à désirer dans beaucoup de localités, et notamment dans les usines de l'extrême Ouest, où l'on s'occupe de la préparation des conserves de poissons. Les enfants employés à ce travail ne fréquentent aucune école et demeurent dans un état fâcheux d'ignorance. Les efforts de l'inspection tendent à faire cesser cette regrettable situation.

En général, et spécialement sur les points où il existe des écoles d'usines bien organisées, le niveau de l'instruction s'élève

rapidement. Le nombre des écoles privées installées dans les fabriques, qui était de 451 au 1^{er} janvier 1879, s'était élevé à 608 au 1^{er} janvier 1880. Quelques cours spéciaux établis par les municipalités rendent, en outre, de grands services.

L'organisation des écoles de demi-temps présente toujours de grandes difficultés; mais M. le ministre de l'instruction publique a bien voulu, sur la demande de son collègue de l'agriculture et du commerce, mettre à l'étude la création d'écoles de ce genre ou de classes spéciales ouvertes de quatre heures et demie à sept heures du soir, semblables à celles que la préfecture de la Seine a organisées.

L'ensemble des enfants qui paraissent redevables de l'instruction à la loi de 1874 s'est élevé, en 1879, à 24,286 environ. Mais ce nombre est bien au-dessous de la vérité. En effet, on constate la fermeture de quelques écoles, dont la promulgation de la loi avait amené la création, certains industriels ayant cessé d'employer des enfants de moins de quinze ans, et le développement spontané de l'instruction leur ayant permis de trouver en nombre suffisant des enfants munis du certificat. Le nombre des certificats d'instruction délivrés en 1879 a été bien supérieur, en effet, et surtout dans le département de la Seine, à celui de l'année précédente.

Une circulaire, émanée du département de l'instruction publique, à la demande de M. le ministre de l'agriculture et du commerce, prescrit d'une manière définitive la formule dont les instituteurs doivent se servir pour la rédaction de ces certificats. Elle était devenue indispensable et elle a coupé court à des difficultés d'exécution qui aggravaient sans utilité les sages prescriptions de la loi; en fait d'instruction, voulant le nécessaire, elle n'a pas exigé plus.

Parmi les mesures prises pour favoriser le développement de l'instruction, il convient de signaler celles qui ont été adoptées par les conseils généraux de la Seine-Inférieure et de l'Oise. Ils ont institué des prix ou livrets de caisse d'épargne en faveur des enfants les plus méritants, parmi ceux qui fréquentent les écoles industrielles. Des souscriptions volontaires ont créé, en outre, dans la Seine-Inférieure, à l'usage des écoles de fabrique, des bibliothèques composées d'ouvrages relatifs aux industries locales et appropriées aux besoins des élèves.

Enfin, M. le Ministre de l'instruction publique, a bien voulu,

à la demande de son collègue de l'agriculture et du commerce, donner aux écoles de fabrique les cartes, modèles ou tableaux employés dans les écoles primaires de l'État.

SECTION V. — *Surveillance des enfants. — Police des ateliers.*

Les articles 10 et 11 concernent les formalités matérielles prescrites par la loi. Les enfants et filles mineures doivent avoir des livrets d'identité faisant connaître exactement leurs nom, prénoms, la date et le lieu de leur naissance, leur domicile, etc. Les industriels doivent tenir un registre spécial pour l'inscription des enfants qu'ils occupent. Des mesures ont été prises pour que les livrets nécessaires soient fournis aux enfants, et ceux qui sont employés dans la grande industrie en sont généralement pourvus; mais ces livrets manquent encore dans beaucoup de petits ateliers.

A Paris et dans les communes rurales du département de la Seine, où les livrets sont délivrés dans chaque mairie, leur nombre, cette année, s'est élevé d'environ 50 0/0 sur 1878. Le progrès est notable dans les autres départements.

L'affichage de la loi dans les ateliers, prescrit par l'article 11, tend à se généraliser: la stricte exécution de cette disposition est essentielle.

Les registres d'inscription, tenus avec plus de régularité, permettent un contrôle plus facile.

Les articles 12 et 13 ont trait à la sécurité des enfants et à la salubrité des ateliers. Les inspecteurs doivent s'assurer que les ateliers présentent les conditions d'hygiène et de sécurité nécessaires. Dans les usines à moteur mécanique, les roues, courroies, engrenages, etc., doivent être munis d'appareils protecteurs; les puits, trappes et ouvertures doivent être clôturés. Des améliorations importantes à cet égard ont été introduites dans les usines; mais les contraventions sont malheureusement encore trop fréquentes et souvent suivies d'accidents entraînant d'ailleurs des responsabilités du ressort des tribunaux.

Un décret, en date du 22 septembre 1879, complète le décret du 14 mai 1875 concernant le travail des enfants dans les établissements classés comme insalubres, incommodes ou dangereux.

Aux termes de l'article 15, les propriétaires et les directeurs de grandes usines, doivent s'efforcer de maintenir, pendant le travail, l'observation des lois de la morale et de la décence pu-

blique, surtout dans les locaux où sont réunis des ouvriers des deux sexes. Il faut compter sur le développement des sentiments de la dignité personnelle et sur l'action bienfaisante de la vie de famille pour assurer l'exécution de cet article de loi, qui exige le double concours de la surveillance éclairée des chefs et de la bonne volonté des ouvriers eux-mêmes.

SECTION VI. — *Inspection.*

Les inspecteurs ont rempli leurs fonctions avec un zèle et un dévouement que l'étendue des circonscriptions confiées à leurs soins et l'absence des auxiliaires dont ils auraient besoin, rendent de plus en plus nécessaires pour l'exercice de la surveillance dont ils sont chargés.

SECTION VII. — *Commissions locales.*

Les commissions locales, instituées par l'article 10, sauf un petit nombre, n'ont pas répondu aux vues du législateur. Nommées pour cinq ans, elles ont, pour la plupart, été renouvelées cette année : espérons que le zèle des nouveaux membres vivifiera une institution destinée à rendre des services sérieux à la classe ouvrière et à mériter à ses membres la reconnaissance des familles.

Dans le département de la Seine, la constitution des commissions locales a fait un progrès bien propre à stimuler le zèle des autres départements. Le conseil général qui, en 1878, portait le nombre de ces commissions de 28 à 38, a créé, en 1879, des commissions de dames en nombre égal à celui des commissions locales d'hommes. Ces 76 commissions fonctionnent assidûment. Leurs rapports contiennent des renseignements intéressants et d'utiles observations sur les petits ateliers, qui échappent par leur nombre et leur exigüité à l'action des inspecteurs de l'État. Ils font voir l'action de la loi pénétrant dans les moindres refuges du travail et surtout dans ceux qui, cherchant à échapper à toute surveillance, dissimulent leur existence et parviennent à soustraire les enfants qu'ils emploient à la protection de l'autorité.

Le conseil général de la Seine, en multipliant le nombre des commissions locales, a donné raison à la commission supérieure, qui a toujours considéré les inspecteurs de l'État comme destinés à veiller sur la grande industrie, et les commissions lo-

cales comme indispensables pour maintenir les petits ateliers dans l'obéissance de la loi.

On ne saurait donc reconnaître trop hautement le bien produit par les mesures que l'administration du département de la Seine a mises en vigueur.

Dans les autres départements, le nombre des inspecteurs départementaux (article 21) ne s'est pas sensiblement accru en 1879. Mais on commence à reconnaître la nécessité, et tout porte à croire que sous peu, tous les départements en seront pourvus. En attendant, les inspecteurs primaires ont été autorisés à remplir les fonctions d'inspecteurs départementaux, et, du moins pour les localités où l'industrie est peu développée, cette mesure provisoire pourra devenir définitive.

A Paris, au-dessus des commissions locales et de l'inspection auxiliaire, il a été institué, auprès du préfet de police, une commission départementale, chargée de l'assister en tout ce qui concerne l'application de la loi dans le département de la Seine. Ceux qui ont cherché autrefois, et longtemps en vain, à démontrer l'utilité des mesures protectrices au profit de l'enfance ouvrière, n'ont qu'à se féliciter de voir combien est grande aujourd'hui l'attention que les autorités de la capitale accordent à ces questions. La commission supérieure en accueille les preuves avec la plus légitime satisfaction et les signale avec confiance à l'émulation des autres cités industrielles du pays.

SECTION VIII. — *Commission supérieure.*

La commission supérieure, instituée par l'article 23 pour veiller à l'application de la loi du 19 mai 1874, s'est réunie périodiquement pendant le cours de l'année 1879 pour recevoir les communications de l'administration supérieure et pour examiner les questions soumises à son appréciation.

SECTION IX. — *Pénalités.*

Le nombre des procès-verbaux dressés dans le courant de l'année 1879 a subi une diminution sur 1878. Il n'a été que de 150 au lieu de 205. Ainsi que pendant les années précédentes, ceux de ces procès-verbaux qui ont reçu une solution judiciaire ont été suivis de condamnations. La bonne volonté des patrons et des industriels, acquise à l'exécution de la loi, a rendu les procès-verbaux plus rares. Les moyens de persuasion suffisent presque

toujours, mais il reste encore certaines individualités réfractaires, sur lesquelles la crainte de la répression peut seule exercer une salutaire influence.

En résumé, monsieur le Président, l'œuvre de protection de la jeune population ouvrière, inaugurée par la loi de 1874, se poursuit activement. Le Gouvernement fait tous ses efforts pour la diriger et en assurer le succès. Les résultats obtenus en 1879 signalent une ère véritable de progrès. Dans la grande industrie, on ne voit presque plus d'enfants livrés à un travail prématuré ou excessif ; l'ignorance fait place à une instruction encore bien élémentaire sans doute, mais qui tend journellement à se développer. La situation de nos jeunes ouvriers, si dignes d'intérêt, s'améliore donc, en ce qui dépend de la surveillance de l'Etat, au point de vue physique, intellectuel, moral et professionnel. C'est aux familles qu'il appartient de consolider l'œuvre et d'en fortifier les résultats.

La petite industrie ne tarderait pas à profiter aussi des bienfaits créés par la loi de 1874, si l'action des familles et celle des commissions locales s'associaient à celle de l'Etat. Alors l'industrie tout entière compterait dans ses rangs des ouvriers plus robustes, plus instruits et plus capables de contribuer à la richesse et à la prospérité du pays. Le but vers lequel tendent toutes les nations civilisées serait, dès lors, atteint en France. Entrée résolument dans cette voie, elle a le droit de compter, pour se maintenir à son rang, sur la douceur des mœurs de sa population, sur l'esprit de charité et sur les sentiments d'égalité dont elle est animée.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Le président de la commission supérieure du travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie.

DUMAS.

CIRCULAIRE DE M. LE PRÉFET DE POLICE
SUR L'EXÉCUTION DE LA LOI DES 7-20 DÉCEMBRE 1874

Paris, le 15 mars 1881.

Messieurs,

La Préfecture de Police, s'inspirant de considérations basées sur l'ordre public et les bonnes mœurs, a toujours, même avant la promulgation de la loi des 7-20 décembre 1874, interdit

l'emploi dans les cirques, cafés-concert, etc., d'enfants âgés de moins de 16 ans.

Les instructions ministérielles, d'ailleurs, prescrivaient également aux directeurs de théâtres de tout ordre de ne laisser figurer des enfants dans les représentations dramatiques que si leur présence y était indispensable, et dans des cas tout à fait exceptionnels.

Enfin, l'Assemblée législative de 1874, voulant mettre un terme aux violences que les saltimbanques ou acrobates exercent trop souvent sur les enfants qu'ils emploient et, d'un autre côté, sauvegarder, autant que possible, la moralité de ces enfants, a voté la loi des 7-20 décembre 1874, dont l'art. 1^{er} est ainsi conçu :

« Tout individu qui fera exécuter par des enfants âgés de moins de *seize* ans, des tours de force périlleux ou des exercices de dislocation ;

» Tout individu, *autre que les père et mère*, pratiquant les professions d'acrobate, saltimbanque, charlatan, montreur d'animaux ou directeur de cirque, qui emploiera, dans ses représentations des enfants âgés de moins de *seize* ans.

» Sera puni d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans et d'une amende de 16 à 200 francs.

» La même peine sera applicable *aux père et mère* exerçant les professions ci-dessus désignées qui emploieraient dans leurs représentations leurs enfants âgés de moins de douze ans. »

Cependant, je suis informé que, depuis quelque temps, les directeurs de plusieurs établissements publics ne se conformeraient pas aux prescriptions de cette loi ; il en serait de même des saltimbanques qui parcourent les foires ou les fêtes des environs de Paris.

Je vous prie de vouloir bien rappeler d'abord aux directeurs des théâtres, cirques, cafés-concerts, etc., situés sur votre circonscription, qu'ils ne doivent, dans aucun cas, laisser exécuter des exercices de gymnastique, de force ou d'agilité dans leurs établissements sans m'en avoir préalablement demandé l'autorisation.

Quant aux directeurs de spectacles de curiosités, saltimbanques, charlatans, chanteurs ambulants, montreurs d'animaux, etc., qui viendraient à s'installer sur votre circonscription, vous devrez veiller, non-seulement à ce qu'ils n'emploient pas d'enfants au-dessous de l'âge exigé par la loi de 1874, mais encore à ce que,

conformément à l'article 4 de cette loi, ils soient porteurs de l'extrait des actes de naissance des enfants placés sous leur conduite, et à ce qu'ils justifient de leur identité par la production d'un livret ou d'un passe-port.

Vous ne leur laisserez pas ignorer qu'aux termes de la loi, toute infraction à cette disposition est punie d'un emprisonnement de 1 mois à 6 mois et d'une amende de 10 à 50 francs.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

Le Député, Préfet de police,
ANDRIEUX.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE

Circulaire sur le travail des enfants dans les manufactures.

Paris, 13 avril 1881.

Monsieur le Préfet,

Le Président de la Commission supérieure du travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie vient de présenter à M. le Président de la République un rapport général sur les résultats de l'inspection et sur les faits relatifs à l'exécution de la loi du 19 mai 1874, pour ce qui concerne l'année 1879.

Ce rapport a été inséré au *Journal officiel* du 22 mars 1881. J'ai fait faire un tirage spécial de ce document, et j'ai l'honneur de vous en adresser dix exemplaires que vous voudrez bien répartir entre vos bureaux, le conseil général de votre département et les commissions locales.

En vue de faciliter l'appréciation des résultats acquis à la fin de l'année 1879, on a mis en regard chacune des dispositions de la loi et les informations qui s'y rapportent. Cette confrontation présente un réel intérêt. Je vous invite donc à prendre connaissance avec soin du rapport dont il s'agit.

La Commission constate avec satisfaction que l'application de la loi est partout en progrès. Toutefois, elle signale certains points dont l'application laisse encore à désirer et qui doivent, dès lors, fixer spécialement votre attention.

En ce qui touche l'article premier de la loi, la Commission exprime le désir qu'il soit dressé, pour chaque département, une statis-

tique complète des établissements industriels qui occupent des enfants ou des filles mineures. Ce document est, en effet, indispensable pour que les inspecteurs puissent connaître et visiter, sans exception, tous les établissements de ce genre assujettis à la loi de 1874. Vous voudrez bien, Monsieur le Préfet, vous concerter avec l'inspecteur divisionnaire, pour la prompte exécution de ce travail.

Les dispositions des articles 4, 5 et 6, relatives au travail de nuit, du dimanche et des jours fériés, sont généralement observées. Pourtant, quelques verriers, qui continuaient à employer des enfants, le dimanche, en dehors des heures réglementaires, ont fait parvenir des réclamations. La Commission supérieure les a examinées avec un grand soin, et elle persiste à penser qu'il y a lieu de tenir à l'exécution des prescriptions réglementaires dans les verreries, comme dans les autres usines. Je ne puis que partager cet avis; du reste, les renseignements transmis par les inspecteurs divisionnaires font espérer que, dans peu de temps, tous les verriers se seront mis en règle.

L'application des dispositions qui ont trait à l'instruction primaire a fait des progrès sensibles; mais il y a encore beaucoup à faire à cet égard. Je vous prie, Monsieur le Préfet, de secondar de tout votre pouvoir les efforts de l'inspection pour favoriser le développement de l'instruction des jeunes ouvriers de votre département.

J'appelle tout particulièrement votre sollicitude sur l'application des articles 12, 13 et 14 de la loi, lesquels concernent la sécurité des enfants et la salubrité des ateliers. La Commission, tout en constatant que des améliorations importantes ont été introduites dans les usines, fait remarquer que les contraventions sont encore très fréquentes et souvent suivies d'accidents. Il importe au plus haut degré de veiller à ce que les ateliers présentent toutes les conditions d'hygiène et de sécurité nécessaires. Les inspecteurs divisionnaires se plaignent de n'être pas informés des accidents qui surviennent ou de n'en être informés que tardivement.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de vous faire présenter la circulaire ministérielle du 29 août 1875 et de donner des ordres pour que les instructions qu'elle contient soient exactement observées.

La Commission supérieure voit avec regret qu'en dehors du

département de la Seine, les Commissions locales, à part quelques exceptions, n'ont pas répondu aux vues du législateur. Elle insiste sur l'utilité de ces commissions, qui pourraient rendre de grands services, surtout dans la petite industrie. Je vous prie, Monsieur le Préfet, de stimuler le zèle de ces commissions, et, en outre, d'insister auprès du conseil général de votre département, pour obtenir, si cela n'est déjà fait, la création d'inspecteurs départementaux, surtout dans les centres industriels importants. La nécessité de ces utiles auxiliaires est généralement reconnue ; le nombre s'en accroît chaque année ; il est à désirer que tous les départements en soient pourvus. L'action simultanée de l'inspection divisionnaire, des commissions locales et de l'inspection départementale est le plus sûr moyen d'arriver à l'application complète de la loi du 19 mai 1874. Je compte, Monsieur le Préfet, sur tout votre concours pour obtenir ce résultat si important pour l'avenir de notre jeune génération ouvrière.

Veuillez, je vous prie, m'accuser réception du présent envoi.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce,

P. TIRARD.

Pour expédition :

Le sous-Directeur,

ÉMILE ROUGEOT.

BULLETIN DES COMMISSIONS LOCALES

COMMISSION LOCALE DE L'ARRONDISSEMENT DE TROYES (AUBE).

MONSIEUR LE PRÉFET,

La commission chargée de la surveillance du travail des enfants mineurs pour l'arrondissement de Troyes, nommée suivant votre arrêté du 5 février 1880, s'est réunie pour la première fois, à l'hôtel de la Préfecture, le 27 février suivant ; elle a constitué son bureau, qui est ainsi composé : M. Bernot, président ; M. Blanchet-Chameroi, vice-président ; M. Magnin, secrétaire. Puis, la commission s'est mise immédiatement à l'œuvre pour l'accomplissement de la mission que vous lui avez confiée, et elle a aujourd'hui l'honneur de vous adresser le compte rendu de ses travaux.

Pour rendre ses visites plus promptes et plus praticables, la commission a décidé qu'elle se diviserait en deux sous-commissions ayant chacune une circonscription déterminée à la ville et à la campagne.

Toutes les mesures ont été prises pour arriver à connaître d'une façon exacte le nombre et des ateliers et des manufactures, les noms des industriels ou directeurs, et il est permis d'affirmer que si des omissions ont été commises, elles sont en nombre fort restreint.

Dans le rapport, nous exposerons séparément le travail de chaque sous-commission, ensuite nous ferons un résumé général : un chapitre spécial sera consacré à la question si intéressante de l'instruction des enfants ; puis nous établirons les dépenses pour l'année 1880 ; enfin nous vous soumettrons, monsieur le Préfet, les impressions que la commission a ressenties sur l'observation de la loi de 1874, dans la ville et dans l'arrondissement de Troyes, et nous vous exposerons les desiderata qui ne manquent pas d'être assez nombreux.

§ 1. — Visites et constatations de la 1^{re} sous-commission.

La 1^{re} sous commission a commencé son inspection le 22 avril et l'a terminée le 13 mai. Neuf jours ont été employés aux visites des ateliers et manufactures de la ville de Troyes ; quatre jours ont suffi pour les visites *extra muros*.

164 établissements ont été inspectés ; 137 en ville et 27 *extra muros*.

Ces établissements se décomposent, au point de vue du genre d'industrie ou de commerce qui y sont exercés, de la manière suivante :

1^o Pour la ville de Troyes.

Bonneterie	43	<i>Report</i>	114
Filatures	11	Imprimeries	3
Couture	16	Maçonneries	3
Modes et Lingerie	6	Peinture en équipages	1
Confection	8	Blanchisseries	5
Boulangerie	5	Teintureries	2
Charcuterie	6	Fabriques d'aiguilles	2
Serrurerie	12	Ferblanterie	1
Charpente	1	Fabrique de mottes à brûler	1
Fabriques de meubles	4	Tourneur	1
Papeteries	2	Carrosserie	1
		Photographies	3
<i>A reporter</i>	<u>114</u>	Total	<u>137</u>

2^o Pour le reste de l'arrondissement.

Poteries	1		
Tuileries	21		
Bonneterie	5		
Total	<u>27</u>	Total général	<u>164</u>

En ville, 510 contraventions ont été constatées. On est porté à se demander quelle peut être la cause de ce chiffre si élevé, plus élevé sans doute que les années précédentes. Mais pour expliquer ce fait, il suffira de faire remarquer que la commission a pénétré cette année, pour la première fois, dans plus de 60 ateliers qui avaient jusqu'ici échappé à sa surveillance, et où la loi n'était naturellement pas observée. Plus de 130 enfants, dont 90 filles, étaient

occupés dans les ateliers. La commission a trouvé dans l'un d'eux un enfant qui n'a pas 10 ans et qui travaille, a-t-on-dit, 6 heures par jour.

Le nombre des enfants visités s'élève à 548, se décomposant ainsi :

Garçons de 12 à 15 ans, ayant un certificat	40
— — — n'en ayant pas	149
— de 10 à 12 ans	5
— de 15 à 16 ans	38
Total	<u>232</u>

Filles de 12 à 15 ans, ayant un certificat	11
— — — n'en ayant pas	155
— de 10 à 12 ans	3
— de 15 à 21 ans	147
Total	<u>316</u>

Total égal : 548, dont 232 garçons et 316 filles.

Le nombre des enfants qui ont un livret régulier est de 378.

129 enfants n'ayant pas de certificat vont à l'école, ainsi que la loi le prescrit.

Les 510 contraventions constatées se décomposent de la manière suivante :

Enfants n'ayant pas de livret, ou en possédant un irrégulier	170
Ateliers ou la loi n'est pas affichée	63
Ateliers n'ayant pas de registres ou munis de registres non conformes à la loi	65
Enfants n'ayant pas de certificat et ne suivant aucune école	151
Enfants travaillant un nombre d'heures supérieur à celui fixé par la loi .	61
Total	<u>510</u>

A la campagne, la 1^{re} sous-commission a visité 44 enfants ; 8 sont porteurs d'un certificat ; 21 n'en possèdent pas et ne fréquentent pas l'école ; 15 de ces enfants ont de 15 à 16 ans ; 26 sont munis d'un livret qui fait défaut à 18 ; 39 contraventions ont été relevées pour les causes ci-dessus énumérées. C'est donc 549 contraventions que la première sous-commission a constatées dans l'ensemble de ses visites.

§ 2. — Visites et constatations de la deuxième sous-commission

La deuxième sous-commission a fait son inspection dans les journées des 26, 27 et 28 avril, pour la ville, et les 30 avril, 1^{er}, 3 et 4 mai pour le reste de l'arrondissement. Elle a visité 67 établissements en ville et 34 extra-muros ; au total 101.

Ils se décomposent ainsi :

1^{re} Pour la ville.

Bonneterie	38	<i>Report.</i>	57
Cartonnage	5	Fabriques de serrurerie	1
Apprêteurs	5	— de chaises	1
Peinture	1	— de sellerie	1
Mécaniciens	3	— de corderie	2
Fabriques d'aiguilles	2	Papeterie	1
— de bougies	1	Blanchisserie	1
— de corsets	2	Imprimeurs	3
<i>A reporter</i>	<u>57</u>	<i>A reporter</i>	<u>67</u>

Report. 67

Pour le reste de l'arrondissement.

Cartonnerie	1	Report.	9	
Bonneterie.	5	Tuilleries	24	
Apprêts	3	Blanc de Troyes.	1	
	<u>9</u>		<u>34</u>	34
<i>A reporter</i>	<u>9</u>	Total	<u>34</u>	
		Total général	<u>101</u>	<u>101</u>

Constatations *intra muros*.

A la ville, les constatations de la deuxième sous-commission donnent les résultats suivants :

Établissements où la loi est affichée	60
— — n'est pas affichée.	8
Établissements ayant un registre d'inscription.	48
— — n'ayant pas de registre d'inscription.	20
Garçons de 12 à 15 ans ayant un certificat	33
— — — n'ayant pas de certificat.	79
— — — allant à l'école	48
— — — n'allant pas à l'école	21
Garçons de 10 à 12 ans	4
Filles de 10 à 12	1
— de 12 à 15 ans	60
— de 15 à 21.	217
Enfants ayant un livret.	364
— n'ayant pas de livret	26
	<u>989</u>

108 contraventions ont été relevées, savoir :

Établissements où la loi n'est pas affichée	8
— — n'ayant pas de registre	20
Garçons sans certificat n'allant pas à l'école.	21
Filles — — — —	33
Enfants non pourvus de livrets	26
	<u>108</u>

Constatations *extra muros*.

Établissements où la loi est affichée.	12
— — n'est pas affichée	22
— — possédant un registre	12
— — n'ayant pas de registre.	22
Garçons ayant un certificat	24
— n'ayant pas de certificat	38
— allant à l'école.	5
— n'allant pas à l'école	57
	<u>62</u>
Total des garçons	62

Filles ayant une instruction suffisante.	2
— n'allant pas à l'école	8
Total des filles de 12 à 15 ans.	<u>10</u>
— — de 15 à 21 ans.	<u>17</u>
Total.	<u><u>27</u></u>

Nombre des contraventions relevées, 85, savoir :

Ateliers où la loi n'est pas affichée	22
— où il n'existe pas de registre	22
Garçons sans certificat, n'allant pas à l'école	33
Filles — — — — —	8
Total	<u><u>85</u></u>

§ 3. — Résumé des opérations de la Commission.

Nombre d'établissements visités :

A la ville	204
Extra muros	61
Total	<u><u>265</u></u>

Nombre des enfants ou filles mineures dont la commission a eu à s'occuper à la ville

Extra muros	133
Total	<u><u>1.071</u></u>

Contravention relevées à la ville	557
Extra muros	124
Total	<u><u>681</u></u>

§ 4. — Instruction.

On peut se rendre compte d'après les chiffres qui viennent d'être indiqués ci-dessus que 226 enfants n'ayant pas de livrets ou ne possédant pas l'instruction élémentaire, que chacun doit avoir aujourd'hui, ne fréquentent aucune école. Mais à qui incombe la responsabilité de cet état de choses que la commission déplore? Il n'y a pas de doute possible. Les patrons en sont responsables.

Ils ont les enfants sous leur direction pendant la journée entière, mais ils ne se rendent pas compte du triple devoir qui leur incombe : envers l'enfant qui leur est confié, envers les parents qui sont, eux, dans l'impossibilité absolue d'agir, envers la loi, laquelle ordonne que tout enfant soit mis à même d'acquérir l'instruction qui lui permettra d'exercer un jour, au mieux de ses intérêts, le métier qu'il aura appris.

Mais la Commission a un véritable plaisir à faire remarquer que dans la ville de Troyes, plusieurs patrons, chefs d'industrie, remplissent aussi exactement qu'il est possible leurs obligations, quant à l'instruction de leurs jeunes ouvriers. Cinq établissements même possèdent une école particulière où les enfants, divisés en sections, reçoivent des leçons d'un instituteur ou d'une institutrice qui habitent l'usine où s'y rendent à des heures déterminées. La commission fait des vœux pour que cet exemple, donné pour MM. Vachette,

errurier, Hoppenot, Dupont, Millot, Poron et Thévenot, filateurs, soit suivi par un grand nombre. Peut-être en sera-t-il ainsi quand les chefs d'industrie de Troyes auront appris que la Société de protection des apprentis dont le siège est à Paris, vient d'accorder une médaille d'argent à M. Poron, pour l'installation de son école particulière et comme témoignage des bons soins donnés aux enfants. C'est là, la commission a plaisir à le constater, une récompense méritée.

Mais c'est un devoir pour nous de placer ici une petite observation. Les instituteurs particuliers des industriels délivrent aux enfants des certificats qui les dispensent de fréquenter l'école. On doit, certes avoir confiance dans l'appréciation de ces Messieurs, mais il y a dans ce mode de procéder quelque chose d'anormal et d'illogique; il manque le contrôle désintéressé et partant absolument indépendant.

Enfin, la commission a visité à la campagne certaines tuileries qui sont fort éloignées du lieu où se trouve l'école communale. D'autre part l'enfant employé dans ces tuileries, est l'auxiliaire indispensable d'un ouvrier adulte, et pour ces deux raisons d'éloignement et de présence obligatoire continue à l'usine, l'enfant n'est pas envoyé à l'école, et plus tard il sera un illettré.

Existe-t-il un remède efficace au mal que nous venons de signaler? La commission indiquera ci-dessous celui qui lui a semblé le plus énergique et le plus pratique.

§ 5. — Dépenses de la Commission.

Les visites dans l'arrondissement ont eu lieu les 30 avril, 1^{er}, 3, 4, 11, 12 et 13 mai 1880. Les dépenses se sont élevées à 297 fr. 25 c.

§ 6. — Observation de la loi de 1874 dans les villes et l'arrondissement de Troyes. — Vœux de la Commission.

Ce serait se montrer trop optimiste que d'affirmer que la loi de 1874 est observée partout, et, au surplus, cette affirmation serait démentie par la statistique qui précède. Mais on peut attester que les industriels et chefs d'ateliers commencent à comprendre que la loi dont nous nous occupons doit être respectée. Que le contrôle soit suivi de sanction dans certains cas, et le temps viendra bientôt où le chiffre des contraventions baissera sensiblement.

On pourrait même espérer que cette époque serait très prochaine si on créait une place d'inspecteur départemental.

Cet agent constamment sur les lieux, connaîtrait bientôt les ateliers ou manufactures où la loi est éludée, et son intervention obligerait tout le monde à des prescriptions édictées dans l'intérêt de l'enfance ouvrière et qui forment un des moyens d'action les plus efficaces pour faire à l'ignorance la guerre sans merci que la France lui a déclarée.

Dans ces conditions, Monsieur le Préfet, la commission fait les trois vœux suivants :

1^o Une place d'inspecteur départemental sera créée dans le département de l'Aube. Cet agent sera placé par le conseil général sous l'autorité directe de l'inspecteur divisionnaire résidant à Reims.

2^o Les maîtres tuiliers ne pourront recevoir dans leurs usines, en été, que des enfants munis d'un certificat signé par l'instituteur avec légalisation de

sa signature par le maire, constatant qu'ils ont suivi assidûment l'école pendant l'hiver entier.

3° Un ou plusieurs membres de la commission assisteront à l'examen que les instituteurs particuliers font subir à leurs élèves avant de leur donner un certificat les dispensant d'assister à l'école.

La commission est convaincue, M. le Préfet, que vous prendrez ces vœux sous votre patronage et que jamais votre concours ne lui fera défaut, quand il s'agira de l'aider dans la tâche qui lui est dévolue.

C'est pour elle un encouragement qu'elle sait apprécier.

Le Secrétaire,
MAGNIN.

INSTITUTIONS CRÉÉES DANS L'INTÉRÊT MORAL ET MATÉRIEL DES APPRENTIS

ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES.

CHAMBRES SYNDICALES

Chambre syndicale de la passementerie, mercerie, boutons et rubans.

Séance du 22 février 1881.

COURS DE DESSIN INDUSTRIEL

M. Weber propose de créer, au sein de l'Union nationale, un cours de dessin industriel spécial aux diverses professions du groupe syndical, mais il pense que la même idée étant à l'étude dans d'autres Chambres syndicales il y a lieu d'attendre leur décision qui, une fois connue, permettrait à la Chambre de la Passementerie de fusionner avec les autres groupes, afin de s'entendre sur le choix d'un professeur qui serait entouré d'un certain nombre d'industriels qui auraient pour but de le guider dans le choix des modèles; ils seraient en outre chargés de faire connaître au professeur les errements et usages professionnels afin que ce cours ne fût pas exclusivement artistique, mais bien plutôt un cours d'industrie pratique où le dessin viendrait uniquement représenter des objets qui pourraient et devraient même être exécutés sur le métier.

La Chambre adopte les observations de son Président et vote l'ajournement.

Chambre syndicale de la maroquinerie et gainerie.

Assemblée générale du 23 février 1881.

PRÉSIDENT DE M. GOUVERNEUR

M. Rollet a signalé à la Chambre la rareté des apprentis. Sans en indiquer la cause, il indique le mal et a demandé à la Chambre de le porter à son ordre du jour.

La Chambre a d'abord recherché les causes.

Il a été dit que la loi sur les apprentis empêche beaucoup de patrons de prendre des élèves, car ils ne connaissent pas la loi et elle leur fait peur.

Il a été dit que beaucoup de patrons se désintéressent de savoir ce que deviennent leurs apprentis la journée terminée.

En effet, combien en voit-on contracter de mauvaises liaisons ou de mauvaises habitudes faute d'un peu de surveillance.

M. Gouverneur, Président, et M. Réal croient qu'une école de dessin pourrait peut-être éviter certains de ces écueils.

L'étude des lignes ne peut qu'améliorer la main et l'œil d'un futur ouvrier.

Une fondation d'école rencontre de sérieuses difficultés :

1^o Les fonds ;

2^o L'emplacement ;

3^o La direction et l'assiduité des élèves.

Il a été proposé un moyen qui pourrait peut-être faciliter la mise à exécution de ce projet.

Ce serait de réunir dans une même école de dessin, actuellement en fonction, les différents élèves que chaque chef de maison pourrait envoyer, et, avec une recommandation spéciale auprès du professeur, les encourager, les visiter, au besoin même leur donner des prix.

Cette proposition était grave et devait avoir été débattue sérieusement. Le temps manquait à la Chambre pour l'approfondir avant notre assemblée générale. Elle a ajourné la question, afin de la soumettre à la nouvelle Chambre.

Chambre syndicale des pâtisseries

Séance du 23 février 1881.

M. Guerbois, président, s'exprime de la manière suivante :

Est-il rien de plus intéressant et de plus actuel que ce qui concerne notre personnel ?

C'est là, Messieurs, une des plus louables préoccupations des Syndicats de Patrons.

Améliorer le sort de nos employés et leur permettre d'acquérir une éducation professionnelle qui fasse de nos subordonnés d'aujourd'hui, d'honorables et d'intelligents confrères pour l'avenir.

Grande question, Messieurs, à confier à votre sollicitude.

Les uns créent des Sociétés de secours mutuels ; les autres, des cours où les jeunes apprentis peuvent compléter une instruction que n'ont pu leur procurer des familles souvent pressées d'alléger leurs charges en mettant de bonne heure leurs enfants en apprentissage.

C'est déjà ce que vous avez commencé en créant un concours de dessin, mais il y a certes beaucoup d'autres choses à faire, et vous n'y manquerez pas, je l'espère.

Un des moyens de relever le niveau moral dans la société, c'est l'instruction ; nous aurons à songer à cette partie de notre programme qui est, suivant moi, la plus intéressante, puisque, ne prenant comme apprentis que des enfants, nous avons l'obligation d'en faire des

hommes, et d'élever une pléiade d'habiles travailleurs qui continuent à porter avec honneur et profit aux quatre coins du monde les traditions et les progrès de la cuisine française.

La Commission chargée de l'examen et du classement des candidats pour le concours de dessin de l'année 1880, a ensuite proclamé le résultat après le classement du concours auquel cinq candidats ont pris part.

Séance du 13 avril 1881.

Les apprentis primés au concours de dessin ont adressé une lettre à notre honorable Président, exprimant leur gratitude envers notre Chambre syndicale. Il y a lieu d'espérer, tout en reconnaissant la bonne volonté et le travail de ces jeunes gens, que cette année verra un plus grand nombre de concurrents se disputer nos prix, car, comme le font remarquer avec justesse quelques membres, le résultat obtenu ne répond certainement pas au sacrifice que la Chambre s'impose. Il est décidé que le travail récompensé restera la propriété de la Chambre.

Lecture du procès-verbal de la dernière séance est faite ; il est adopté. M. le Vice-Président remercie la Chambre de la confiance qu'elle lui témoigne en lui continuant son mandat.

Chambre syndicale du papier et des industries qui le transforment

Séance du vendredi 4 mars 1881

CONCOURS DES APPRENTIS

M. Ramé, Président de la Commission du concours, demande la parole.

Il fait d'abord lecture des dispositions arrêtées par la Commission relativement aux cours professionnels. En voici les termes :

ARTICLE PREMIER. — Des cours professionnels théoriques seront organisés par les soins de la Chambre syndicale du Papier et des industries qui le transforment. Ils auront lieu le jeudi, de huit à dix heures du soir, dans la salle où la Chambre tient ses séances, pendant les mois de mars et d'avril de chaque année.

ART. 2. — Ces cours seront l'objet de prix particuliers.

ART. 3. — Seront admis à suivre les cours tous les jeunes gens de douze à dix-huit ans justifiant d'un contrat ou d'un certain temps d'apprentissage, ou qui seront présentés par leur patron.

ART. 4. — Les cours comprendront :

- 1^o L'historique professionnel ;
- 2^o L'histoire et géographie des papiers ;
- 3^o L'étude spéciale des formats de papiers et cartons, et de leur usage ;

4° Les problèmes sur l'emploi des papiers relativement aux poids et formats de chaque sorte ;

5° La description des différents genres de fabrication usuelle : registres, carnets, etc. ;

6° Des notions de dessin.

ART. 5. — Les professeurs seront nommés par la Chambre syndicale.

La Commission, après avoir adopté ces articles, a désigné ceux de ses membres qu'elle propose à la Chambre comme professeurs.

Ce sont : pour la Papeterie et fabrication de Registres, MM. Ramé, Président, Directeur des cours, et MM. Acker, de Paris ; pour le cartonnage, M. Valdampierre ; pour le dessin, M. Guillet-Imbert.

Après cette lecture, M. Ramé s'exprime ainsi :

Dimanche dernier, une imposante manifestation, composée de tous les éléments de la population, témoignait de sa sympathie pour l'illustre Victor Hugo. Parmi les manifestants nous voyons figurer la Chambre syndicale des ouvriers papetiers et régleurs ; quelques membres de cette Chambre même se trouvaient mêlés dans certains groupes.

Le sympathique poète, recevant le Conseil municipal, a dit : « Je salue Paris. Je salue la ville immense », puis il a ajouté :

« Les villes sont des lieux bénis ; elles sont les ateliers du travail divin. Le travail divin, c'est le travail humain. Il reste humain tant qu'il est individuel ; dès qu'il est collectif, dès que son but est plus grand que son objet, il devient divin ; le travail des champs est humain, le travail des villes est divin. »

Donc, si le travail collectif est divin, rien ne saurait nous empêcher, dans notre collectivité, de chercher à atteindre le but le plus élevé.

Maintenant que les bases de notre nouveau programme sont bien arrêtées et que, comme je l'espère, la Chambre voudra bien ratifier par son assentiment le programme présenté par la Commission du concours, et dont vous venez d'entendre la lecture, il me reste à vous expliquer les paragraphes de l'article 4.

Fonder des cours professionnels n'est pas une difficulté ; les organiser, c'est déjà une tâche ; mais faire ces cours en essayant de mener à bien cette œuvre intéressante, c'est là je l'avoue, la partie laborieuse.

1° L'historique professionnel, c'est-à-dire l'exposé de la fabrication et de la reliure depuis le fameux papyrus en passant successivement en revue les différents modes de fabrications, de législations, voire même les progrès constatés par nos expositions depuis 1806 jusqu'en 1834 ;

2° L'histoire et la géographie des Papiers, c'est-à-dire les faits

marquants se rapportant à l'histoire de France, ainsi que la situation géographique papetière départementale et celle des différents États producteurs en Europe ;

3^o L'étude spéciale des formats de papiers et cartons et de leur usage, c'est-à-dire l'explication des formats, de leur genre de fabrication, de leur emploi particulier, comprenant la désignation et les dénominations se rapportant à chacun d'eux ;

4^o Les problèmes sur l'emploi des Papiers relativement aux poids et formats de chaque sorte, c'est-à-dire la partie arithmétique comprenant plus spécialement les quatre premières règles ;

5^o La description des différents genres de fabrication usuelle : registres, carnets, etc., c'est-à-dire l'explication théorique des genres de fabrication usités, ainsi que l'exposé des progrès réalisés depuis l'Exposition de 1834 jusqu'à ce jour ;

6^o Enfin les notions de dessin.

A ce sujet, j'emprunte quelques lignes à M. Henry Havard :

« Il serait excellent que nous puissions, comme le demandait M. Tirard, généraliser un enseignement qui permît aux hommes, qui seront dans le commerce ou l'industrie, de donner à leur idée, par un croquis, une figure, quelque chose de plus saisissant. »

Le Secrétaire perpétuel de l'Académie des beaux-arts prétend même qu'on doit aujourd'hui savoir dessiner comme on sait lire et écrire. Cette dernière partie n'est peut-être pas la moins intéressante, et si élémentaires que puissent être les notions que le professeur s'efforcera de faire comprendre aux enfants, il est bien évident qu'il y a là un élément d'instruction clair et précis et qui, je l'espère, n'échappera pas à la saine appréciation des membres de la Chambre.

Je me résume donc et propose à la Chambre de vouloir bien donner son approbation au projet que je viens d'exposer au nom de la Commission du concours, et de nommer les professeurs qui ont bien voulu accepter de remplir cette tâche.

Ainsi que le disait l'honorable M. Vavas seur en terminant son entretien à l'assemblée générale du 5 novembre : « Qu'on fasse partout la lumière, qu'on répande l'instruction et elle deviendra le plus efficace instrument de pacification, c'est-à-dire de sécurité sociale. »

Ces paroles sont suivies de chaleureux applaudissements.

M. le Président demande à la Chambre, si personne n'a d'objection à présenter, de se prononcer sur l'organisation des cours professionnels qui lui a été soumise par M. Ramé. La Chambre approuve à l'unanimité ladite organisation.

Puis, après une nouvelle lecture des noms des personnes proposées pour faire ces cours, et M. Acker ayant déclaré être obligé de décliner l'honneur de faire partie des professeurs désignés, la Chambre,

sur la proposition de M. le Président, confirme les deux choix faits par la Commission, et nomme :

1^o Pour les cours de l'industrie du registre : MM. Ramé et Paris ;

2^o Pour ceux du cartonnage : M. Valdampierre ;

3^o Pour le dessin : M. Guillet-Imbert.

M. Ramé, reprenant la parole, demande, au nom de la Commission qu'il préside, que la distribution aux apprentis des prix d'encouragement et de concours soit fixée au 8 mai prochain.

Mise aux voix par M. le Président, cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Séance du vendredi 1^{er} avril 1881.

La parole est donnée à M. Ramé pour la lecture du rapport de la Commission du concours des apprentis.

Avant de lire son travail, M. Ramé entre dans quelques explications au sujet de questions qui relèvent particulièrement de cette Commission, et que, pour cette raison, la Chambre, sans se prononcer, invite M. Ramé à reproduire devant ladite Commission.

A ce moment, M. J.-L. Havard, obligé de se retirer, cède le fauteuil de la présidence à M. Laroche-Joubert, Vice-Président.

M. Ramé, Président de la Commission du concours et directeur des cours théoriques, donne lecture du rapport suivant :

« Suivant le rapport présenté à la séance du 4 mars, et d'après la délibération qui adopte la proposition et les dispositions arrêtées par la Commission, relativement aux cours professionnels, la Commission s'est efforcée de faire le nécessaire pour arriver au but qui était proposé.

Dans la séance du 7 mars, nous nous sommes occupés d'un envoi de livres qui avait été fait par M. Hachette, lequel comprenait vingt-neuf volumes élémentaires. La Commission, pensant qu'il pouvait y avoir eu méprise, a chargé MM. Proust et Ramé de présenter des remerciements à M. Hachette, et de tâcher d'obtenir l'échange de cet envoi. Ces messieurs ont été reçus par M. Hachette de la façon la plus gracieuse, et il a consenti à l'échange de ces volumes. Depuis il nous a envoyé deux magnifiques ouvrages qui sont :

1^o *Les Aventures du capitaine Magon*, par Léon Cahun ;

2^o *La Vie végétale*, par H. Emery.

Nous avons invité la Chambre syndicale des Ouvriers Papetiers et Régleurs à nommer trois de leurs collègues pour le jury d'examen du concours.

Les membres de la Commission se sont occupés de visiter ceux de nos confrères qui pouvaient nous envoyer des apprentis.

Dans sa séance du 13 mars, nous avons dû, quoique à regret, accepter les démissions de MM. Chapuis, Gérault et Piquant, et avons

fixé les dates des cours théoriques aux jeudis 31 mars, 7, 14 et 2 avril.

Dans la séance du 29 mars, nous avons arrêté la liste des apprentis présentés au concours. Leur nombre s'élève actuellement à trente neuf, présentés par 24 patrons, et se répartissant comme suit :

4 régleurs, 5 industries diverses se rattachant au Comité, 7 papetiers de première année et 11 de deuxième, faisant le concours dans la deuxième section, 6 papetiers de troisième année faisant le concours dans la troisième section. Enfin, 6 apprentis spécialement appelés à suivre les cours.

Parmi ces six derniers, se trouve un lauréat du cartonnage, Paul Breton, qui a obtenu la médaille d'argent en 1879, et Jules-Emile Raverdy, qui a remporté le prix Havard au dernier concours.

Les souscriptions s'élèvent, au 31 mars, à 2,499 fr. 85 c.

M. Guillet-Imbert, qui avait proposé le cours de dessin et qui s'était gracieusement offert pour faire ce cours à nos jeunes apprentis, ayant donné sa démission, nous avons été dans l'obligation de pourvoir à son remplacement; nous sommes heureux de vous annoncer que M. Fauvel, artiste peintre, professeur de dessin de la Ville de Paris, a bien voulu accepter de faire ce cours gratuitement.

M. le ministre de l'agriculture et du commerce nous a informés que la demande d'une allocation qui lui a été adressée, au nom de la Chambre, était prise en bonne note pour la répartition du crédit de 1881.

M. le préfet de la Seine nous a fait l'honneur de nous adresser, suivant son aimable habitude, deux volumes :

1^o *Lettres choisies de M^{me} de Sévigné* ;

2^o *Les Animaux de la France*, par Victor Rendu.

M. Calmann Lévy nous a fait également l'honneur de nous adresser plusieurs volumes accompagnés d'une lettre des plus gracieuse se terminant ainsi : « Nous sommes heureux de nous associer aux efforts de votre Commission en faveur de cette œuvre d'encouragement. »

Ces six volumes sont :

La Chine, par Guizot; *Le Japon*, par Guizot; *Promenade en Amérique*, par Ampère; *Afrique occidentale*, par du Thaille; *Course humoristique autour du monde*, par le comte de Gabriac; *Cinq-Mars*, par A. de Vigny.

M. Nusse, Secrétaire de la Société de protection des apprentis, nous a aussi informés qu'une subvention de 50 francs était proposée à notre profit par la Commission des finances; enfin, la Commission a confié à MM. Acker et Bouchez le soin d'organiser le programme du concert, et M. Nicou (maison Gasté) a bien voulu se charger de la confection des diplômes, et ce avec le gracieux désintéressement auquel la maison Gasté nous a habitués.

Ainsi que je vous l'annonçais, en commençant cet exposé des travaux de la Commission, et suivant le vote qui vous a été émis à l'unanimité, les cours théoriques ont commencé hier soir 31 mars.

Sur 39 enfants présentés par leurs patrons, un n'a pu assister pour cause de maladie; un deuxième a été excusé par son patron et 32 autres ont répondu à l'appel de leur nom, ce qui représente 34 apprentis sur 39 présentés; en outre, 2 apprentis du papier peint avaient été envoyés par leurs patrons pour suivre les cours théoriques. J'ajouterai que plusieurs patrons s'intéressant spécialement à leurs apprentis les ont accompagnés et ont apporté eux-mêmes une sérieuse attention aux leçons qui ont été données. Les cours ont été ouverts au nom de la Chambre dans les termes suivants :

« Jeunes élèves,

» La Chambre syndicale du Papier et des industries qui le transforment, voulant compléter le programme du concours des apprentis par elle établi précédemment, a créé des cours professionnels théoriques dont vous serez les premiers à récolter les fruits.

» L'importance de ces cours qui n'a échappé à personne, a créé l'obligation de les ouvrir dès cette année.

» Les professeurs que la Chambre a nommés, espèrent que vous voudrez bien apporter la plus profonde attention à ces premières études, qui auront probablement une plus longue durée, pour la prochaine distribution; nous espérons même qu'à l'avenir ils auront lieu tous les ans.

» Le programme se divise en cinq parties; pour plus de facilités nous embrasserons dans les deux premières leçons: l'histoire et la géographie du papier, l'arithmétique et le dessin, et dans les autres la géographie, l'arithmétique, la fabrication usuelle du papier et le dessin. »

Tous les enfants ont pris des notes pour faire sur l'historique du papier une narration qu'ils soumettront aux professeurs à la prochaine séance.

Un problème leur a été donné et a été rendu par quatorze élèves, en huit minutes. Nous constatons avec plaisir que plusieurs d'entre eux l'avaient très bien fait.

M. le Directeur de l'Hippodrome avait gracieusement mis à notre disposition, par l'intermédiaire de M. Paris, professeur, vingt places pour le jour de l'ouverture des cours, soit dix billets à répartir entre les plus méritants; deux élèves ont été récompensés pour leur problème, le premier par deux billets, le deuxième par un. Enfin, les sept autres billets ont été distribués à ceux des enfants qui ont répondu correctement et sans hésitation aux questions qui leur ont été posées, sur la leçon de dessin, donnée pendant la séance, ainsi que

sur des questions d'histoire et de géographie. En résumé, tous ces enfants prêtaient une profonde attention et étaient d'une tenue irréprochable. Avant de terminer ce premier cours, le professeur de dessin et le directeur leur ont remis différentes questions auxquelles ils ont à répondre à la prochaine séance.

Ce rapport est successivement adopté par la Commission et par la Chambre syndicale.

Distribution des prix du dimanche 8 mai 1881.

C'était fête à la mairie du IV^e arrondissement le dimanche 8 mai dernier : la municipalité avait obligeamment prêté sa grande et belle salle à la Chambre du Papier. Après un examen attentif donné aux travaux des élèves qui commandaient une admiration justifiée, nous avons assisté à un tournoi d'éloquence entre les maîtres. M. Roy, président de la Chambre de commerce et de l'assemblée, a montré l'importance d'une industrie dont le produit est le véhicule de la pensée humaine. Il nous a dit les progrès que de récentes expériences lui ont permis d'apprécier. La paille, le bois lui-même vont désormais se réduire en pâte ; mais il faut à ces éléments un liant que peut seule fournir une plante qui croît sur les frontières d'Algérie et de Tunisie ; si bien que nos soldats luttant contre les Khroumirs veillent à la fois sur l'honneur et sur les intérêts commerciaux de la France. Après quelques bonnes paroles de M. Person président du Comité central des Chambres syndicales qui a proposé aux apprentis de concentrer leur reconnaissance, à raison des nouveaux cours créés, dans le cri de « Vivent nos patrons ! », M. Hiélard président du syndicat général a pris la parole. Il avait choisi pour sujet, la nécessité des devoirs sociaux de l'homme. Il a dépeint aux apprentis ces devoirs s'élargissant sans cesse, soit dans la vie commune, soit dans la vie économique. D'un côté la famille et la cité, de l'autre l'atelier, la corporation, cette cité économique, puis dominant l'existence humaine de toute sa majesté, la patrie. L'homme isolé périt dans l'égoïsme de son orgueil.

La plus sympathique attention a suivi le rapport de M. Ramé. Avec les enfants, n'était-il pas un peu le héros de la fête, lui qui avait prodigué son dévouement et son intelligence pour proposer, installer et inaugurer les cours de technologie. Ainsi l'a compris l'auditoire, ainsi l'ont compris les apprentis eux-mêmes. Ils l'ont prouvé en offrant à leur maître une magnifique médaille commémorative, par l'intermédiaire de l'un d'eux. M. Ramé a remercié en quelques mots émus. Après la nomination des lauréats, parmi lesquels mon collègue M. Marochetti a eu la joie de reconnaître plusieurs enfants du Comité de placement de notre Société, nous avons eu un délicieux concert organisé par M^{me} Brunet-Lafleur. L'éminente artiste est un

peu chez elle dans ce patronage qu'elle protège, et qui lui rend bien son affection. Pour la remercier du plaisir qu'elle avait procuré aux apprentis en groupant autour d'elle MM. Mouliéra, Giraud, et Galipaux, un enfant est venu lui apporter de la part de ses compagnons un bouquet, et la cantatrice a embrassé le petit député. — M. Havard a levé la séance en remerciant ses collaborateurs de la Chambre, le public, les artistes, spécialement M^{me} Brunet-Lafleur chez laquelle le cœur est à la hauteur du talent. Puis il a engagé les lauréats à persévérer dans la voie d'honnêteté que leurs devanciers leur ont depuis si longtemps tracée. — En entendant les paroles de cet homme si bon, et si modeste qui, pour citer un exemple concluant d'honneur, n'aurait eu qu'à raconter sa vie, l'émotion a gagné l'auditoire et M. Roy, a traduit les sentiments de tous en s'approchant du « vétéran » pour lui dire « qu'il avait toujours bien mérité de la Chambre syndicale » — La séance ne pouvait être plus dignement close.

ERNEST NUSSE.

Chambre syndicale des fabricants d'appareils d'éclairage et de chauffage par le gaz.

Séance du 8 mars 1881.

La Commission des institutions professionnelles se réunira le lundi 14 mars, à 4 heures du soir, 10, rue de Lancry, pour étudier la création d'une école professionnelle d'apprentis. M. Goelzer devra se mettre en rapport avec M. Rodanet, Président de la Chambre et de l'École de l'Horlogerie, pour éclairer la Commission composée de MM. Beynet, Alépée, Clémançon, Goelzer, Liefquin, Rosier et Raymond.

Chambre syndicale de la bijouterie-imitation.

Assemblée générale du 9 mai 1881.

Une question morale a été agitée sur l'initiative de M. Mascuraud, relativement aux apprentis porteurs de boîtes, sur la place. M. Mascuraud a été frappé du grand nombre de jeunes enfants employés à cette besogne. Cet abus est d'autant plus regrettable que ces enfants passent une bonne partie de la journée à courir les rues sans aucune surveillance; ils perdent là un temps précieux qui devrait être consacré au travail, et de plus ils sont exposés à tous les entraînements par suite du contact incessant, le plus souvent nuisible, auquel ils sont soumis.

M. Mascuraud a donc demandé que cet état de choses cessât au plus tôt, et que la loi sur les enfants employés dans l'industrie fût appliquée dans toute sa rigueur.

Votre Chambre s'est associée de tout cœur à cette motion et a décidé

d'en saisir à son tour le Syndicat général à qui une proposition semblable avait été déjà remise par un autre groupe.

Le recrutement des apprentis ne pourrait non plus laisser votre Comité indifférent, car la question est brûlante et tout à fait à l'ordre du jour; à chaque instant les patrons se plaignent de ne pouvoir trouver les apprentis qui leur seraient nécessaires. Ce n'est pas seulement du reste dans nos industries que ce fait se produit, mais tout le commerce de la fabrication à Paris subit les mêmes inconvénients; aussi votre Chambre a-t-elle été amenée à étudier les motifs de cette pénurie.

Une des principales raisons qui ont été données c'est que maintenant les patrons, pour des motifs que nous n'avons pas à discuter, ne veulent plus ni coucher ni nourrir leurs apprentis; les parents ne trouvant plus alors dans le travail de leurs enfants la rémunération suffisante et le dédommagement nécessaire, à leur point de vue, se soucient fort peu de les mettre en apprentissage et les dirigent d'un autre côté. C'est là croyons-nous une fausse interprétation, de la part des parents, des nouvelles conditions faites à leurs enfants dans l'industrie, mais que nous ne nous permettrons pas de vouloir changer, étant donné notre peu d'autorité personnelle en cette matière, interprétation qu'il nous sera cependant permis de regretter au point de vue de l'intérêt même de ces enfants.

La question a paru assez grave à votre Comité au point de vue de l'avenir de nos industries, et il a été décidé qu'elle serait portée au Syndicat général afin d'en saisir les différents groupes, mais qu'auparavant, la Commission qui avait été nommée pour l'étudier, l'approfondirait encore davantage et la soumettrait de nouveau à la discussion de votre Chambre, afin de lui donner la solution qu'elle mérite, et présenter autant que faire se pourrait des conclusions en rapport avec la gravité du sujet.

Chambre syndicale des corsets et accessoires.

Séance du 9 mars 1881.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion des réponses faites par la Commission chargée d'étudier le questionnaire du Ministre de l'intérieur. Cette Commission était composée de MM. Leprince, Hubert, Libron, Breuillin, Avi, Briot, Dusaussé, Garapin.

.....
Dix-neuvième question. — Quel est le mode et la durée de l'apprentissage ?

R. — Une année avec salaire relatif (Adopté).

Vingtième question. — Comment et par qui sont rédigés les contrats ?

R. — Verbalement entre les patrons et les parents (Adopté).

Vingt-unième question. — Les apprentis sont-ils logés ou nourris ?

R. — Ni logés, ni nourris (Adopté).

Vingt-deuxième question. — Avez-vous des écoles d'apprentissage ?

R. — Non (Adopté).

Vingt-troisième question. — Avez-vous des groupements professionnels ?

R. — Non (Adopté).

Séance du mercredi 13 avril 1881.

M. Prudent observe qu'à la vingt-unième question du questionnaire du ministère de l'intérieur il est dit au procès-verbal que les apprentis ne sont ni logés ni nourris ; cependant, après la discussion qui eut lieu sur cette question, la Chambre a décidé de répondre que « dans l'industrie du corset *en détail* les apprentis sont logés et nourris. » La chambre reconnaît la justesse de cette observation.

Chambre syndicale des fleurs, plumes et modes.

Séance du 11 mars 1881.

RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'APPRENTISSAGE

M. Chandelet fils, Rapporteur de la Commission de l'apprentissage, donne lecture du rapport suivant :

Messieurs,

Depuis longtemps déjà le monde industriel se préoccupe avec une sollicitude particulière de la grave question de l'apprentissage ; la ville de Paris a donné un essor vigoureux aux écoles professionnelles, ces institutions fonctionnent avec succès.

Dans vos délibérations précédentes, tout en donnant toute votre approbation au principe des écoles professionnelles, vous en repoussiez l'application à nos industries de goût, pour lesquelles vous avez reconnu que l'apprentissage à l'atelier pourrait seul être efficace.

Dans ces derniers temps, le législateur n'a touché qu'incidemment à l'apprentissage par la loi de 1874 sur le travail des enfants dans les manufactures ; il reconnaîtra volontiers qu'il faut, pour l'enfant qui apprend, d'autres conditions que pour celui qui produit. Déjà la loi de 1851 réglemeute l'apprentissage ; nous vous indiquerons tout à l'heure les modifications que l'expérience nous amène à y demander.

Quelques sociétés de protection et d'encouragement pour les apprentis se sont développées sous l'égide des Chambres syndicales ; l'exposé des motifs du projet de loi pour l'organisation des Syndicats professionnels, déposé par les ministres de la justice et du commerce en fait mention avec éloge. Ces sociétés travaillent constamment à améliorer les conditions de l'apprentissage, et nous sommes convain-

cus de trouver auprès d'elles l'aide nécessaire au bien que vous vous proposez de faire dans l'intérêt commun.

Votre Commission avait à examiner d'une façon générale la question de l'apprentissage, puis, plus particulièrement, les conclusions du rapport de M. Bonni.

C'est ce qui a motivé la division du travail que nous avons l'honneur de vous soumettre.

I

Les enfants qui sont confiés à des patrons forment deux catégories : les externes et les internes.

La durée de l'apprentissage pour les externes est ordinairement de trois ans ; souvent, après une année, quelquefois tout de suite, ils reçoivent une rétribution.

Pour les internes la moyenne est de quatre ans, ce qui permet de trouver dans le travail que produit l'enfant pendant les dernières années, des compensations aux dépenses qu'il a causées pendant les premières.

Nous avons été d'accord pour constater que, depuis quelque temps surtout, la loyale exécution des contrats, condition indispensable de toute bonne instruction professionnelle, laisse beaucoup à désirer, tant de la part des parents que des enfants.

Cet état de choses ne vient-il pas de ce fait que nous sommes désarmés par la loi.

En effet, les moyens légaux sont trop souvent insuffisants pour nous assurer le bénéfice des sentences des prud'hommes, la plupart des parents offrent peu de garanties. Ce serait bien différent si, par extension de ce que stipule la loi de 1851, nous avions recours sur le patron, non seulement lorsqu'il aura détourné l'apprenti, mais encore quand il l'aura embauché sans s'être assuré qu'il est libre de tout engagement.

A ce propos nous avons étudié les législations étrangères sur l'apprentissage et les rapports du Congrès international du commerce et de l'industrie, tenu à Paris aux mois de juillet et août 1878. Plusieurs membres de notre Chambre syndicale faisaient partie du Congrès et ont soutenu dès cette époque les idées que nous vous soumettons.

En Angleterre, l'ensemble de la législation sanctionne les clauses du contrat d'apprentissage, sans favoriser l'une ou l'autre des parties ; l'égalité contractuelle est entière ; mais, dans l'exécution, chacun doit tenir ses engagements, sous peine d'amende ou de dommages-intérêts.

La loi suédoise du 22 septembre 1846 veut que le patron et l'enfant, ou son représentant s'il est mineur, dressent devant témoins un acte en double fixant la durée et les conditions de l'engagement et permet une épreuve maxima de trois mois. La puissance paternelle

est déléguée au maître jusqu'à la majorité; mais les enfants ne peuvent être employés à des fonctions étrangères au métier. L'âge d'admission est de douze ans, et le terme extrême du contrat, la majorité. Le manque de respect et la désobéissance, la destruction des outils et de la matière première, l'absence, le séjour hors de la maison pendant la nuit, la fréquentation des cabarets, sont réprimés d'une amende de 15 rixdalers (20 francs environ).

La loi professionnelle allemande, dont le titre VII relatif aux ouvriers compagnons, aides et apprentis, a été modifié par la loi du 17 juillet 1878, est presque en tous points conforme aux idées du Congrès commercial et aux sentiments de votre Commission.

Elle établit encore d'autres dispositions.

« Qu'en cas de résolution du contrat par suite du départ de l'apprenti sans autorisation, l'indemnité réclamée par le patron sera fixée, à moins de stipulation contraire, à la moitié du salaire d'un ouvrier, et ce, pendant six mois au plus;

» Que le père de l'apprenti sera personnellement responsable de ces dommages-intérêts, ainsi que l'entrepreneur qui aura détourné ou employé l'apprenti non libéré de ses engagements, l'action en dommages-intérêts n'étant prescrite que quatre semaines à dater du jour où le patron lésé a eu connaissance de la maison où est entré son apprenti. »

Dans la loi autrichienne du 20 décembre 1859, nous trouvons ;

« L'industriel qui accepte sciemment un apprenti ayant quitté indûment son précédent patron répond de tout le dommage que ce dernier a subi de la part de l'apprenti. »

Entre autres vœux formulés par le Congrès international du commerce et de l'industrie, nous trouvons :

« La loi française devrait accorder aux patrons le droit d'exercer certaines mesures disciplinaires non corporelles à l'égard de l'apprenti, à la charge d'en prévenir préalablement les agents de l'autorité et sous peine d'amende en cas d'omission de cette formalité.

» Les industriels omettant, sciemment ou par négligence, de se faire représenter le congé d'acquit et employant, à quelque titre que ce soit, un apprenti ayant indûment quitté son ancien patron, devraient être personnellement responsables du préjudice causé au patron abandonné, mais jusqu'à concurrence du cinquième des sommes par eux dues ou déjà payées à cet apprenti et sauf leur recours contre lui.

» La créance du patron abandonné serait privilégiée et viendrait au même rang que celle du § 5 de l'article 2,401 du Code civil.

» Il y aurait lieu de fixer à six ans le maximum légal du temps de l'apprentissage par une mesure d'ordre public que les conventions particulières ne pourraient valablement dépasser. »

Nous inspirant de l'étude qui précède, nous demandons que, lorsqu'un apprenti aura quitté son patron sans avoir terminé le contrat d'apprentissage, il soit passible, lui et ses parents, de dommages-intérêts, et que le nouveau patron qui l'aura employé soit solidairement responsable desdits dommages-intérêts.

Mais il est d'autres modifications qui nous sembleraient désirables. D'abord, la gratuité de l'enregistrement des contrats d'apprentissage, la taxe de 3 francs pouvant être une des causes qui font si souvent négliger cette formalité.

Ensuite, l'inscription obligatoire à chaque mairie des personnes occupant des enfants afin de rendre possible une sérieuse surveillance par les inspecteurs de travail et les commissions locales, et d'établir ainsi des conditions égales pour tous.

Puis, la faculté de stipuler au contrat une indemnité en cas de mariage de l'apprenti, afin de ne pas priver injustement le patron, qui a donné ses soins à un enfant pendant un temps généralement long, de la légitime compensation qu'il était en droit d'attendre du travail des dernières années, compensation qui, dans l'état actuel de la loi, lui échappe par une cause indépendante de sa volonté.

Enfin, rétablissement de l'article de la loi de 1851, supprimé par celle de 1874, et autorisant le rangement de l'atelier les dimanches et jours de fêtes. Nous appuyant sur la distinction à établir entre l'enfant qui produit dans une usine, et celui qui s'instruit dans un atelier, nous insistons sur ce retour aux anciens usages, mais seulement en ce qui concerne les internes, pour qui ce travail n'occasionnerait aucun déplacement.

Subsidiairement, et pour faciliter le maintien d'une sage discipline, autorisation d'infliger, à titre de punition, quelques heures de retenues, sans travail, les dimanches et jours de fêtes. Il convient, en effet, que quelque moyen d'action vienne en aide à l'influence morale des patrons.

CONCLUSIONS

Après nous être rendu compte des besoins actuels de l'industrie, nous avons été amenés à vous proposer de demander aux pouvoirs publics les modifications suivantes à la loi du 4 mars 1851 sur l'apprentissage :

1^o ART. 2. — L'enregistrement gratuit des contrats d'apprentissage par le Secrétaire du Conseil des prud'hommes ou par le juge de paix du canton pour les localités qui n'ont pas de Conseil de prud'hommes.

2^o ART. 9. — Son rétablissement avec addition du mot « interne » en ce qui concerne le rangement de l'atelier par l'apprenti, les dimanches et jours de fêtes jusqu'à dix heures.

3^o ART. 12. — Obligation pour le patron de délivrer un certificat

ou congé d'acquit, constatant que l'apprenti a exécuté le contrat d'apprentissage, et obligation pour tout patron, chef d'atelier ou ouvrier, employant des enfants, d'en faire la déclaration à la mairie de son arrondissement.

4^o ART. 13. — Application au patron qui aurait simplement embauché un apprenti, sans s'être fait présenter son congé d'acquit.

5^o ART. 15. — Addition au paragraphe 2 du mot « *actif* » pour mettre la rédaction en harmonie avec les lois militaires actuelles.

6^o ART. 16. — Addition au paragraphe 6 des mots suivants : « *sauf indemnité stipulée au contrat.* »

II

Nous occupant maintenant plus spécialement de ce qui concerne nos propres industries, nous constatons que les élèves internes forment le meilleur noyau de l'apprentissage : ce sont aussi les plus favorisés, quoiqu'on leur demande généralement quatre années, car les parents sont pendant ce temps, déchargés de presque tous les frais, l'entretien restant seul à leur charge, et même de la plus lourde part de responsabilité.

Mais depuis quelques années, les patrons acceptent ces charges moins volontiers. En effet, les frais de la vie matérielle ont augmenté, les sentiments de famille qui unissaient autrefois le maître et l'élève ont diminué, le bien-être et la villégiature sont entrés davantage dans les mœurs : en sorte que peu de chefs de maisons consentent à prendre des élèves internes.

C'est afin de rendre plus facile le recrutement des apprentis qu'on a pensé à créer des garderies ou groupes de famille ou bien des internats.

Vous savez, messieurs, que par internat on entend une grande réunion d'enfants dans un vaste local. Cette combinaison offrirait entre autres avantages une sérieuse économie, mais nous craignons que, pour nos industries, où chacun est légitimement jaloux de conserver les secrets professionnels, il n'y eût de grands inconvénients à réunir ainsi les élèves de maisons concurrentes ; de plus, la surveillance serait bien difficile sur un grand nombre d'enfants franchissant le seuil de l'adolescence, tandis que si nous formons de petits groupes sous la surveillance de personnes sûres, et que nous nous bornions à réunir quatre ou cinq jeunes filles appartenant à des branches différentes de nos industries, nous réussirons à offrir aux familles des avantages qui les amèneront à nous confier les meilleurs de leurs enfants.

La Société de l'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes étudie la même question que nous et fera certainement tout le possible pour nous aider à réaliser nos projets.

Après un minutieux examen, dont nous mettrons les détails à votre disposition si vous le désirez, nous avons reconnu que chaque enfant coûterait 2 francs par jour, soit 52 francs par mois, en comptant vingt-six jours de travail, soit enfin 624 francs par an. Nous admettons cependant que, sur cette somme, la personne chargée de la garderie trouverait, tout au moins, en partie, indemnité moralement suffisante.

Nous avons pensé que les patrons pourraient être effrayés si, dès la première année où l'enfant ne leur gagne presque rien, on leur demandait la même redevance que pour la dernière ; c'est pourquoi nous proposerions volontiers un tarif progressif, commençant par une somme relativement minime, pour atteindre 2 francs par jour pendant la troisième et la quatrième année.

Différentes combinaisons peuvent être étudiées dans ce sens ; nous nous sommes provisoirement ralliés à la suivante : 1 franc par jour ouvrable la première année ; 1 fr. 50 c. la deuxième, et 2 francs la troisième et la quatrième, ce qui donnerait, pendant les quatre années une moyenne d'environ 42 francs par mois. Il resterait ainsi à la charge de la société qui entreprendrait la mise à exécution de ce projet, une dépense annuelle de 120 francs par enfant.

Tel est, Messieurs, le principe que nous vous proposons d'adopter.

III

Par un enchaînement naturel d'idées, nous avons été amenés à étudier de plus près, le fonctionnement de la société fondée, il y a quatorze ans, par l'initiative de M. Ch. Petit, sous les auspices de notre Chambre syndicale, en vue de travailler au perfectionnement et à la moralisation de l'apprentissage. Nous y étions, du reste, invités par le mandat même que vous nous aviez confié.

Notre collègue, M. Bonni, à qui revient l'initiative en cette circonstance, a été le premier à reconnaître que, la société d'assistance paternelle devait, en tout état de choses, conserver son entière autonomie et nous avons été unanimes à partager ce sentiment. Cela ne nous a pas paru un obstacle à l'étude des modifications dont il pourrait être utile d'exprimer le vœu, et ceux de nos collègues qui sont membres du conseil de la Société se sont associés avec empressement à cet examen.

Les propositions de l'honorable M. Bonni peuvent se résumer comme suit :

1^o Adjonction de l'industrie des modes à celle des plumes et des fleurs ;

2^o Suppression de la cotisation obligatoire, et son remplacement par des appels aux souscriptions volontaires, et des représentations

non gratuites, des bals, etc. ; le droit d'admission étant fixé a un minimum de 1 franc par sociétaire ;

3^e Conseil d'administration mixte composé par moitié de patrons et d'ouvriers de l'un ou de l'autre sexe ;

4^e Création d'une Commission spéciale pour le recrutement des apprentis ;

5^e Fondations de cours professionnels dans les écoles de la ville par les soins et sous la responsabilité de la Société ;

6^e Substitution du titre « Société d'encouragement aux apprentis » à celui « d'Assistance paternelle ».

Nous avons étudié ces diverses propositions avec toute maturité. La première, consistant à étendre aux jeunes élèves modistes l'action tutélaire du patronage, a réuni en principe toutes nos sympathies. Il ne nous appartient pas d'entrer en détail dans l'examen des conditions auxquelles cette adjonction pourrait avoir lieu, car nous n'entendons pas empiéter sur un terrain qui est exclusivement celui de la Société. Mais nous n'hésitons pas à déclarer que, selon nous, il serait désirable que la question fût sérieusement examinée par son Conseil d'administration, en vue de réunir, si possible, sous l'égide de l'assistance paternelle, les trois industries sœurs représentées par notre Chambre.

Nous ne pouvons donner de même notre approbation aux autres demandes que leur auteur voudrait fortifier de votre assentiment ; en effet, ce que visent les unes a été déjà, soit écarté, soit partiellement réalisé par l'initiative propre de l'Assistance paternelle, tandis que les autres, affectent d'une manière si radicale les éléments de sa vitalité, de son existence même, que nous devons, en ce qui les concerne, décliner la responsabilité de toute pression sur une Société justement soucieuse de son indépendance.

Les considérations qui précèdent, intéressent spécialement nos industries, mais notre honorable collègue, M. Bonni, a porté ses vues plus haut et plus loin, et, comme couronnement, comme consécration en quelque sorte de l'étude de l'apprentissage en général, il a conçu le projet d'une vaste société d'encouragement, exerçant son action au profit de la jeunesse ouvrière tout entière, projet qu'il vous a sommairement communiqué et dont vous nous avez renvoyé l'étude.

Vivement frappés du sentiment généreux dont s'est inspiré l'auteur de la proposition, nous n'hésitons pas à dire que la réalisation de cette idée serait un véritable bienfait : toutefois, nous avons pour devoir d'en considérer, non seulement l'aspect moral, mais aussi le côté matériel, et de nous livrer, par conséquent, à l'examen des voies et moyens susceptibles de la faire entrer dans le domaine de la pratique.

Si nous ne nous en rapportions qu'à votre propre jugement, éclairé par les leçons de l'expérience, la majorité de votre Commission se verrait, à son grand regret, dans la nécessité de conclure dans un sens diamétralement opposé à ses sympathies. Elle préfère reconnaître son incompétence, et, sans trop espérer qu'il y réussisse, laisser à M. Bonni le soin et l'honneur de vous convaincre.

En conséquence, messieurs, votre Commission se borne à vous proposer la résolution suivante :

« La Chambre, sans vouloir s'immiscer dans l'administration et le fonctionnement de l'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes, exprime le désir que cette Société recherche les moyens d'étendre, si possible, son patronage aux apprenties de l'industrie des modes. »

M. le Président annonce que ce rapport sera imprimé; il propose de renvoyer la discussion des conclusions à la séance d'avril.

Cette proposition est adoptée.

PATRONAGES INDUSTRIELS

Assistance paternelle des Fleurs et Plumes

Distribution des prix du 10 avril 1881.

C'est avec la plus vive sympathie que nous assistons aux développements si justifiés de ce patronage qui abritait en 1868 ses lauréats à la Sorbonne et qui remplit en 1881 la salle des fêtes du Trocadéro des flots de ses nombreux adhérents. Il est vrai qu'il a eu la bonne fortune d'avoir successivement pour présidents MM. Charles Petit et Turney. M. Turney est un patron juste et sincère auquel la popularité vient à raison de ses bienfaits plutôt que par des flatteries dont il serait incapable. Il dit au travailleur et au fabricant ses vertus et ses fautes. S'il honore le « sou de l'atelier » cette création touchante de quelques ouvrières qui ont voulu par des prélèvements quotidiens sur leurs gains s'associer à l'Œuvre de Récompense des patrons, s'il loue les efforts de l'Assistance paternelle pour l'institution de petits externats, il se plaint justement de la trop grande facilité des familles à laisser inexécutés les contrats d'apprentissage, de l'industrie avide des entrepreneurs à façon qui spécialisent le travail sans apprendre le métier, de la crédulité des parents qui, se laissant séduire par l'appât d'un gain immédiat, sacrifient le présent à l'avenir et tuent ainsi la poule aux œufs d'or, avant qu'elle ait pondu. L'orateur demande avec l'autorité de son expérience, l'exacte délivrance du congé d'acquit, la condamnation à des dommages-intérêts pour rupture de contrat et la responsabilité solidaire du patron nouveau qui

néglige de réclamer le congé, avec le maître que l'apprenti a indûment quitté.

M. Spuller député de la Seine, président de la réunion, salue la résurrection des corporations qui ont désormais la liberté pour but, pour principe et pour moyen. Au premier rang d'entre elles est celle qui unit l'ouvrière à l'œuvre dans une gracieuse filiation, la femme et la fleur. Nos fleuristes modernes rappelant la légende du peintre grec dont les tableaux de fruits trompaient les oiseaux, créent des bouquets de fleurs qui donneraient le change aux abeilles. Noble collaboration que celle d'hommes comme MM. Ch. Petit, Marienval, Nicolle Turney, qui, procurant à la jeune fille le travail dans la lumière et la joie du cœur, prépare la femme inspiratrice, dans notre France comme dans la vieille Gaule, des grandes actions. — C'est ainsi que la Société française, abritant l'avenir de ses enfants amènera entre toutes les classes la communion de la morale, de la justice et du droit, c'est-à-dire le relèvement de la patrie. — Par une heureuse inspiration, M. Spuller finit en rappelant les vertus du fondateur M. Charles Petit et il relie le présent au passé en remettant à M. Turney les palmes d'officier d'académie. Jamais distinction ne fut plus méritée: les braves de l'assemblée et les poignées de mains de ses nombreux amis l'ont attesté au sympathique président.

Le concert qui a suivi les discours a peut-être surpassé en éclat ceux auxquels nous avions précédemment assisté.

— Dire qu'il était donné avec le concours de mesdames Rousseil, de la Comédie-Française; Armand Richault, Elise Picard, de l'Odéon; M^{lle} Fechter, de l'Opéra-Comique, M. Saint-Germain, du Gymnase; MM^{mes} Delaquerrière, Nildha Crester, MM. Pacra, Planel, Camille Périer, Lebaron et l'excellente musique du 76^e de ligne, sous la direction de M. Niessel, c'est assez en faire comprendre le succès.

— Aussi, l'on s'est séparé en se donnant rendez vous à l'année prochaine, évoquant les souvenirs du bon génie qui avait organisé a fête et dont M^{lle} Rousseil nous avait donné le nom dans le vers de Victor Hugo.

C'est le géant Lumière et l'ange Liberté.

ERNEST NUSSE.

L'ENFANT ET L'ATELIER

CONFÉRENCE FAITE A LA SALLE DES CONFÉRENCES, 18, RUE DU LUXEMBOURG

Le 18 février 1881

Par M. Louis FLICHE, avocat à la Cour d'appel.

Mesdames, Messieurs,

S'il est un sujet qui prête à de brillantes déclamations, c'est le spectacle qui nous est offert par l'industrie moderne. Splendeurs inouïes d'un côté, misères incalculables de l'autre: quel contraste ! On vous en a sans doute présenté bien des fois le tableau. Aussi je veux vous rassurer tout de suite: je ne viens pas vous en offrir une nouvelle édition revue et corrigée pour les besoins de la cause. A quoi bon ? A moins de fermer les yeux à l'évidence, on ne saurait nier les merveilleuses conquêtes que l'activité humaine, fécondée par la science, a fait faire de nos jours à l'industrie. A moins de fermer les yeux à l'évidence, on ne saurait nier non plus que cette extension du mouvement industriel a enfanté d'innombrables misères et que, si l'usine a ses triomphes, elle a aussi ses poignantes tristesses. C'est là le problème de notre époque: appelez-le comme vous voudrez, mais reconnaissez qu'il s'impose et qu'il domine de bien haut toutes les petites questions de la politique.

Malheureusement, ceux-là mêmes qui le devinent ne voient pas toujours où est le remède; on veut en général trop faire et il en résulte qu'on n'a pas même le temps de commencer, ou bien que l'on s'arrête à mi-chemin, découragé par l'insuccès des premiers efforts. Pour moi, je n'ai pas l'étrange prétention de vous apporter la panacée universelle, mais j'estime, avec les hommes éminents qui me l'ont enseigné et dont je ne suis ici que l'humble interprète, j'estime, dis-je, que le seul moyen, non pas de guérir en un jour, par une sorte de coup de théâtre, mais d'adoucir progressivement les plaies sociales qui nous rongent, c'est de nous occuper de l'enfant, de lui tendre la main, de l'aider à faire son chemin dans le monde. Ce petit être, aujourd'hui si chétif, dans quelques dix ou douze ans, on lui donnera un fusil et un bulletin de vote; on en fera un soldat et un citoyen. Eh bien, si vous voulez avoir une armée vaillante, forte au jour du péril, si vous voulez avoir des citoyens capables de résister aux excitations malsaines des charlatans et des exploiters, il faut de toute nécessité préparer l'enfant aux destinées qui l'attendent; il faut développer ce qu'il y a de bon,

de généreux en lui, il faut combattre ses passions naissantes, il faut surtout le protéger de bonne heure contre tous les abus qui pourraient épuiser prématurément ses forces et ravir à son âme sa fraîcheur morale.

Sans doute, l'initiative individuelle peut beaucoup. Et ici je tiens à rendre hommage aux industriels éminents qui, bien avant la loi de 1874, ont senti que le travailleur, que l'enfant surtout n'était pas entre leurs mains un simple instrument dont on peut se servir à volonté, quitte à le jeter au rebut dès qu'il est usé. Honneur à ces hommes de cœur qui ont multiplié dans leurs usines, dans leurs ateliers, les institutions protectrices de l'enfance ouvrière ! Honneur à eux ! Ils ont compris qu'ils avaient sur cette terre une mission providentielle à remplir, et, s'il m'arrive parfois, dans le cours de cet entretien, de prononcer des paroles sévères, elles passeront bien au-dessus d'eux, sans jamais les atteindre.

Les hommes de cette trempe sont relativement rares ; beaucoup n'ont pas cette haute idée de leur rôle social : convient-il alors que la loi intervienne et supplée l'initiative individuelle ? Telle est la question.

Il me semble que la poser c'est la résoudre. Les partisans les plus fanatiques de la liberté du travail, les adversaires les plus intraitables de la réglementation conviennent en général que leurs théories ne sont pas applicables à l'enfant. Ceux qui soutiennent encore le contraire sont bien rares et vous n'attendez pas de moi, je suppose, que je m'attarde à discuter avec ces théoriciens, bien intentionnés sans doute, mais prodigieusement naïfs, qui prétendent régénérer l'usine par la persuasion. Il faut, disent-ils, laisser l'homme à son libre arbitre.... J'y consens volontiers, s'il s'agit d'un homme fait, qui est en pleine possession de lui-même, qui entre librement dans un atelier et en sort non moins librement, qui, d'ailleurs, a entre les mains la plus terrible des armes, la grève ! Mais l'enfant, qui donc le protégera, quand il y aura d'un côté le patron désireux de lui faire produire le plus possible, et de l'autre des parents peu prévoyants, aiguillonnés par la misère, qui voient là un moyen commode d'augmenter les ressources du ménage ? Rappelez-vous ce mot terrible d'une femme du peuple à M. Wolowski. L'illustre économiste plaignait son jeune enfant soumis à un labeur exagéré et l'excellente mère ne trouva rien de mieux à lui répondre que cette brève et sèche apostrophe : « De quoi vous mêlez-vous ? »

Arrière toutes les théories, en présence de faits comme ceux-là !

Il est une autre objection, qui ne vaut pas mieux que la précédente, mais qui est beaucoup plus dangereuse, parce que l'intérêt la dicte. « Si vous nous enlevez l'enfant, disent certains patrons, vous supprimez un élément de production considérable et vous nous mettez hors d'état de soutenir la concurrence étrangère.... »

Nous pourrions nous contenter de répondre que bientôt la situation sera la même pour tous les peuples; car tous comprennent aujourd'hui la nécessité des lois protectrices de l'enfance. Mais l'argument, pris en lui-même, n'a rien d'effrayant : c'est la statistique qui se charge de le faire tomber. Dès 1841, le Baron Charles Dupin, pouvait constater, pièces en main, que, pendant une période de quarante années, en Angleterre, l'exportation s'était accrue de 102 0/0 dans les industries où le travail de l'enfant était limité et de 25 0/0 seulement dans celles où il ne l'était pas. Voilà comment les lois protectrices de l'enfance entravent la production ! Mais c'est une question de bon sens : en protégeant l'enfant, nous favorisons son développement physique et moral, nous préparons des générations plus fortes, plus saines, plus énergiques, et, ce que nous enlevons à l'industrie dans les premières années, une fois l'adolescence franchie elle le retrouvera au centuple.

Les lois protectrices de l'enfance ouvrière s'imposent donc en droit et en fait; et pourtant combien a-t-il fallu vaincre de résistances pour les faire passer de la théorie dans la pratique !

C'est à la première nation industrielle du monde, à l'Angleterre que revient l'honneur d'avoir fait le premier pas dans cette voie. Et, chose curieuse, que nous retrouverons d'ailleurs en France, ce n'est pas un économiste, ni un philosophe qui en prit l'initiative, mais un manufacturier. Touché des misères qui l'environnaient, Sir Robert Peel, grand filateur de coton du comté de Lancastre et père du célèbre ministre, proposa dès 1802 et fit adopter le bill « *pour conserver le moral et la santé des jeunes travailleurs employés dans les moulins de coton et de laine.* » La réforme commençait modestement, mais les hommes d'État anglais y apportèrent cette persévérante tenacité qui est le fond du caractère de leur race et les bills se succédèrent jusqu'à la grande loi du 15 mars 1844, qui réduisit le travail des enfants au-dessous de 13 ans à six heures et demie par jour.

En France, il faut l'avouer, la réforme se fit plus longtemps attendre. Comme en Angleterre, c'est l'industrie elle-même qui jeta le cri d'alarme : en 1827, un homme de cœur, dont le nom doit rester cher à tous les défenseurs de l'enfance ouvrière, Jean-Jacques Bourcart, appela l'attention de la Société industrielle de Mulhouse sur la malheureuse situation des enfants dans les manufactures alsaciennes. Chaque année il renouvela ses doléances. Bientôt les conseils généraux du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, répondant à son appel, en firent l'objet de vœux énergiquement formulés. L'opinion publique s'en émut et arracha les pouvoirs publics à leur inertie. En 1834 une enquête fut ordonnée : elle révéla des faits navrants.

A Roubaix, la journée était de 14 heures 1/2 pour les enfants comme pour les hommes, et il y en avait de 8 et de 6 ans !

A Mulhouse, c'est encore plus effroyable : les ouvriers habitent hors de la ville ; leurs enfants, pour gagner l'usine, ont une lieue, une lieue et demie à franchir soir et matin, et ils y restent en moyenne 13 ou 14 heures, quelquefois jusqu'à 17 heures. Et quel travail ! ils sont là, debout, dans une pièce fermée, sans presque changer de place ni d'attitude, respirant à pleins poumons une atmosphère chargée de poussières, à peine nourris.... et le soir, quand ils rentrent, on leur octroie généreusement quatre à cinq heures de sommeil dans un mauvais lit ! N'avait-on pas raison de dire que les forçats étaient mille fois mieux traités ?

Un homme de talent et de cœur, M. Villermé, résumait ainsi ces désolantes constatations dans son beau livre sur l'état physique et moral des ouvriers : « Il faut voir cette multitude d'enfants maigres, hâves, couverts de haillons, qui se rendent au travail pieds nus, par la pluie et la boue, portant à la main, et, quand il pleut, sous leur vêtement devenu imperméable par l'huile des métiers tombée sur eux, le morceau de pain qui doit les nourrir jusqu'à leur retour. »

L'état moral de ces pauvres enfants n'était pas plus satisfaisant. Écoutons encore M. Villermé : « Au surplus les enfants employés dans les manufactures laissent partout à désirer sous le rapport moral, surtout lorsqu'on les y reçoit très jeunes. Ainsi les plaintes sont vives et unanimes dans les départements de l'Aisne, de l'Isère, de Maine-et-Loire, du Nord, du Bas-Rhin, de la Seine-Inférieure et des Vosges, où on les admet à travailler depuis l'âge de six à sept ans. On déclare par exemple dans l'Isère que l'immoralité est à son comble, dans l'Aisne que les enfants, à la sortie des ateliers, ont perdu toute idée de retenue. »

Les chambres consultatives et le conseil général du commerce joignirent leur voix à celle des conseils généraux, les pétitions affluèrent et bientôt le pouvoir législatif fut saisi. De ce mouvement d'opinion allait sortir la loi du 22 mars 1841.

La loi de 1841 réalisait un sérieux progrès.

Avant 8 ans l'enfant ne pouvait être admis dans l'atelier ; de 8 à 12 ans il ne pouvait travailler que huit heures par jour ; enfin de 12 à 16 ans la journée était limitée à douze heures. De plus le travail de nuit, le travail des dimanches et fêtes étaient complètement interdits. Mais, à côté de ces heureuses dispositions, que de lacunes ! La loi ne s'appliquait qu'aux ateliers de plus de vingt ouvriers et par suite, en 1867, on pouvait constater, dans une statistique officielle, que près de 10,000 établissements, renfermant 25,000 enfants, étaient affranchis de tout contrôle. N'était-ce pas aussi une véritable cruauté que d'autoriser dans l'atelier l'entrée d'enfants de huit à douze ans, dont la formation morale et physique est à peine ébauchée. Enfin cette loi si tolérante, si incomplète, devait rester à l'état

de lettre morte. On n'avait oublié qu'une chose : la surveillance des ateliers ! La loi s'en remettait sur ce point à l'initiative gouvernementale.

Le gouvernement, dont la tranquillité dépendait du vote de quelques privilégiés, le gouvernement n'avait garde d'agir et, six ans plus tard, le baron Charles Dupin, pouvait déclarer, en pleine chambre des pairs, que depuis six ans la loi échouait. Les ministres répondirent en présentant un projet, qui reportait bien à 40 ans l'admission de l'enfant dans l'atelier, mais qui le soumettait dès lors à un travail de douze heures. C'était, il faut en convenir, un singulier progrès. Aussi le baron Charles Dupin, nommé rapporteur par la Chambre des pairs, fit-il entendre de vigoureuses protestations.

« La loi de 1841, disait-il aux ministres, vous permettait d'augmenter la matière de la loi ; elle vous enjoignait de compléter par des ordonnances les prescriptions législatives. Qu'avez-vous fait depuis six ans écoulés ? Vous n'avez ni profité de vos droits, ni rempli votre devoir. Vous venez à présent nous demander de renoncer à notre œuvre, quand l'Angleterre, l'Autriche, la Confédération Germanique nous donnent des leçons d'humanité. Vous soutenez des doctrines que vous avez, il y a six ans à peine, réfutées, combattues. Vous accusez la loi de n'avoir pas réussi, comme elle le souhaitait, à concilier les intérêts de l'industrie et ceux de l'humanité, et c'est l'humanité que vous sacrifiez.

Ces sévères paroles portèrent leur fruit. Le projet fut amendé : voté le 21 février 1848, il allait être promulgué... La révolution n'en laissa pas le temps au gouvernement de Juillet.

L'inexécution de la loi fut alors poussée à ses dernières limites. C'était, vous le savez, l'époque où, grâce à un concours inouï de circonstances, notre industrie nationale prenait tout à coup le plus merveilleux essor. L'ordre rétabli dans la rue, l'extension des voies de communication et en particulier des chemins de fer, les expositions universelles, les encouragements prodigués au travail, l'affluence des étrangers, tout y contribuait. Plus tard arrivèrent les traités de commerce. Il fallut lutter contre la concurrence étrangère : l'industrie renouvela son outillage ; l'usine se transforma ; l'atelier étroit et obscur d'autrefois fit place à des palais spacieux ; de gigantesques machines vinrent imprimer à la production un élan inconnu jusqu'alors. Malgré des crises passagères et des ruines isolées, tant d'efforts devaient être couronnés de succès. Mais à quel prix ! Pour pousser les machines, on demandait des bras ; sous peine d'être écrasé par la concurrence, il fallait produire vite et à bon marché : l'industrie se jeta sur l'enfant et préleva sur lui le plus cruel des tributs. Grâce aux perfectionnements des machines il faisait le travail d'un homme, et on le payait moins : c'était donc tout bénéfice !

En vain les conseils généraux, depuis 1852, renouvelaient leurs vœux avec une insistance au-dessus de tout éloge, les abus se multipliaient. Le besoin de produire fit même sortir le travail de l'usine, l'école fut envahie et devint une succursale de la manufacture. Tout le pays semblait transformé en un immense atelier, dans lequel hommes, femmes, jeunes filles, enfants, tous étaient entassés pêle-mêle, travaillant jour et nuit à satisfaire l'idole.

Le résultat, on devait bientôt en juger. Rappelons seulement que la statistique constatait, en 1867, que, sur 325,000 hommes venant d'accomplir leur vingtième année, le contingent des infirmes s'élevait à 109,000, le tiers ! Et cela, en ne comptant que les infirmités déclarées. Mais, à côté, combien encore chez lesquels les organes vitaux étaient gravement atteints ! Combien, qui vont végéter jusqu'à 30 et 40 ans, pour tomber ensuite en laissant autour d'eux la plus sinistre des misères ! Voilà les armées qu'un demi-siècle d'abus laissait à la France, au lendemain de Sadowa, au moment où s'élevait sur nos frontières la plus redoutable des puissances militaires.

Pouvait-il en être autrement ?

Je voudrais lire avec vous les longs mémoires rédigés en 1861 par tous les instituteurs de France sur cette grave question du travail de l'enfance ; je dois me contenter de quelques extraits cueillis au hasard.

En Alsace, il est juste de le dire, la situation s'était améliorée ; l'initiative individuelle suppléait aux lacunes de la loi et la grande industrie y donnait de nobles exemples. Mais partout ailleurs, et surtout dans les manufactures de la Flandre, les détails navrants abondent.

« Il faut, disait un instituteur du Nord, il faut être placé comme nous près du foyer du mal, pour juger de ses irrémédiables effets : à dix ans, quelquefois même à neuf ou à huit, de tout chétifs enfants nous sont enlevés pour aller se perdre corps et âme dans la poussière et le désordre des fabriques, moyennant quelques sous par jour. »

Un autre instituteur du même département fait la peinture la plus triste des tortures auxquelles sont soumis ces « innocents martyrs », comme il les appelle lui-même : « J'ai vu quinze petits garçons employés à une machine à dévider. Ils étaient assis sur des tabourets très élevés pour les empêcher de descendre et tenir leur attention plus éveillée. Chacun avait devant soi trois à quatre bobines et en aspirait sans relâche les flocons. L'un d'eux, un peu moins jeune, tournait la roue et on voyait son pauvre corps se dévier et la sueur perler de son visage à l'expression assombrie. »

Les petites filles n'étaient pas plus épargnées. Résumant les réponses faites à leur sujet, M^{me} Pape-Carpentier pouvait dire avec

raison que c'était « un nouveau chapitre du martyrologe des enfants. »

En voici deux traits parmi beaucoup d'autres.

« Deux ouvrages entre tous, disait M^{me} Pape-Carpantier, montrent à quel point les besoins de l'enfance sont méconnus. L'un des échantillons de dentelle envoyés par une école du Calvados a été exécuté par une petite fille de quatre ans, ayant un an d'apprentissage, c'est-à-dire ayant été mise au travail à l'âge de trois ans ! L'un des cartons envoyés par une salle d'asile de la Meuse contient des bas de laine tricotés, des pantoufles en tapisserie faits par des enfants de cinq ans, de quatre ans, de trois ans et demi ! »

Vous voyez l'atelier envahissant l'école : dans certains départements les parents n'y envoyaient leurs enfants qu'à la condition qu'on ne leur apprendrait ni à lire ni à écrire.

Les grands centres métallurgiques présentaient des désordres encore plus graves si c'est possible :

Dans nos contrées où l'industrie métallurgique occupe beaucoup de bras, écrit un instituteur de la Haute-Saône, les parents, flattés par l'appât du gain, retirent leurs enfants de l'école pour les envoyer aux extractions de minerai : ce travail et le contact des ouvriers des deux sexes sont pour les enfants une cause de démoralisation effrayante. J'ai vu de mes yeux des exemples bien funestes de cette dépravation précoce et qu'on se refuserait peut-être à croire si je les retraçais ici. »

Le midi de la France offrait en général un moins triste spectacle : les habitudes sociales, la douceur du climat, la précocité de la race, la nature des industries locales étaient autant de préservatifs. Toutefois les abus, pour être plus rares, n'en avaient pas un caractère moins odieux, et les soieries de Lyon, par exemple, ne le cédaient en rien aux filatures et aux mines du nord et de l'est. Transportez-vous un instant dans les réduits où se pratiquent les premières opérations du dévidage. De pauvres petites filles de 9 à 12 ans, qui arrivent de la Bresse pleines de santé et de vie, sont entassées dans un grenier étroit, sale, obscur, qui sert à la fois d'atelier, de réfectoire, de cuisine et de dortoir. Elles ont une journée de 15 à 17 heures ; leur repas se compose de soupe, maigre le plus souvent, d'un peu de fromage, de quelques légumes, et, quand elles ont ainsi passé tout un jour, immobiles, courbées sur leur travail, elles ont droit à 5 ou 6 heures de sommeil sur une mauvaise planche, où elles couchent deux à deux, à peine couvertes, au milieu des miasmes les plus délétères.

De tels faits ne pouvaient passer inaperçus. Des hommes de cœur s'en émurent et alors commença dans tous le pays une véritable campagne en faveur de ces pauvres petits martyrs.

C'est l'époque où M. Jule^s Simon publiait ce livre émouvant, dont le seul titre était toute une protestation, *l'Ouvrier de huit ans* ! J'aurais à faire des réserves, hélas trop justifiées, sur l'introduction politique, mais encore aujourd'hui nous aimons à nous associer à la généreuse pensée qui dicta tout l'ouvrage, au souffle d'indignation qui l'anime d'un bout à l'autre.

C'est aussi le moment où se fondait la Société de Protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures, qui, depuis bientôt quinze ans, poursuit son but avec une infatigable persévérance. Honneur aux âmes vaillantes qui en ont conçu la première idée : on n'aura jamais pour elles assez de gratitude. A peine constituée elle se mit résolument à l'œuvre : tout a été dit dans ces mémorables discussions de 1868, auxquelles prirent part tant d'hommes éminents dans l'État, dans la science, dans la religion, M. Dumas, l'illustre Président de la Société, M. Dupuy de Lôme, M. Charles Robert, l'abbé D'Hulst, le docteur Marjolin, M. Charles Petit, et bien d'autres... J'en aperçois ici même que leur modestie m'interdit de nommer.

La question fut portée au Sénat par le cardinal de Bonnechose. M. de Forcade de la Roquette répondit au nom du gouvernement que la situation de l'enfance ouvrière était l'objet des plus sérieuses études. Ce n'était pas un vain mot, car, en 1870, à la veille de la guerre, M. Louvet, ministre de l'Agriculture et du Commerce, déposait sur le bureau du Corps législatif un long projet de loi. Les terribles événements qui suivirent n'eurent d'autre résultat que de faire apparaître plus nettement l'urgente nécessité de la réforme. C'est ce que comprit l'assemblée nationale, et là encore ce fut un industriel, M. Ambroise Joubert qui eut l'insigne honneur de signaler le mal et d'indiquer le remède. Après de longues et laborieuses délibérations, où le sort du projet fut plus d'une fois compromis, tant étaient vives les résistances qu'il soulevait, la loi fut enfin votée le 19 mai 1874, loi de justice et d'humanité s'il en fut jamais !

Il n'entre certes pas dans mon plan de vous en donner un commentaire : je ne puis que vous renvoyer aux excellents travaux de mes confrères et amis Jules Périn, Nusse et Raoul Jay. Vous trouverez là l'exposé le plus complet et le plus judicieux de toutes les difficultés que l'application de la loi a soulevées. Ma tâche est beaucoup plus modeste et je m'estimerai fort heureux si je parviens à vous donner un simple aperçu de cette œuvre si considérable.

Le principe fondamental de la loi c'est que l'enfant ne peut travailler avant douze ans, quel que soit l'atelier, quelle que soit la nature du travail. Plus de ces distinctions désastreuses de la loi de 1841 : nous sommes en présence d'une disposition générale et absolue, sauf une exception dont nous parlerons tout à l'heure. Même à douze ans, l'enfant a besoin de ménagements ; aussi, allant encore

plus loin dans cette voie de protection, la loi veut-elle que la journée soit au plus de douze heures, coupées par des repos.

Le travail de nuit est complètement interdit au mineur de 16 ans; pour la jeune fille, cette prohibition s'étend jusqu'à 21 ans, mais seulement dans les usines et manufactures. C'est là une règle de la plus haute importance, car elle n'a pas seulement pour but d'éviter à l'enfant, à la jeune fille, la fatigue peut-être la plus cruelle de toutes; elle présente en outre un intérêt moral qui ne saurait échapper. La nuit favorise tous les abus et, avant la loi de 1874, l'entrée et la sortie de l'atelier pour les escouades de nuit donnaient lieu aux plus scandaleux désordres : c'était une révoltante promiscuité, où la jeunesse trouvait infailliblement sa perte; j'en appelle à l'expérience de tous ceux qui ont habité des villes industrielles. Il y a là une telle cause de démoralisation qu'on peut regretter le rejet de l'amendement Wolowski, énergiquement soutenu par M. Tolain, qui avait pour but d'interdire non seulement à l'enfant, non seulement à la jeune fille, mais encore à toute femme, le travail de nuit.

La loi innovait d'une façon non moins heureuse en interdisant aux filles et femmes les travaux souterrains et en réglementant minutieusement soit dans son texte, soit par des règlements d'administration publique, le travail des enfants dans les établissements insalubres ou dangereux.

Ménager les forces physiques de l'enfant et préserver son âme, tel est encore le double caractère d'une autre disposition de la loi, l'une des plus importantes et malheureusement aussi l'une des moins observées, je veux parler de l'interdiction du travail des dimanches et fêtes. C'était un éclatant hommage que le législateur de 1874 rendait aux droits de la conscience. Il a compris, honneur lui en soit rendu ! que ce n'est pas en détournant l'enfant du temple qu'on préparait de fortes générations. Voyez ce jeune apprenti. Il vient de quitter à la fois l'école et les bancs du catéchisme, sa formation morale est à peine ébauchée, la notion du devoir ne s'est encore montrée à lui que sous la forme peu attrayante d'un pensum ou d'un soufflet... Il faut le placer en apprentissage, on lui cherche un atelier; il pourra en trouver un bon, car Dieu merci il y en a encore de bons et même d'excellents, mais il pourra aussi tomber sur un mauvais et alors le voilà tout à coup jeté dans le plus déplorable des milieux. C'est comme une gageure contre son innocence; c'est à qui aura la gloire de la lui ravir : il est le dernier venu, il est le plus jeune et le plus faible, donc il a tort ! Comment voulez-vous qu'il résiste à cet assaut de tous les jours ? Où trouvera-t-il les forces nécessaires ? La loi y a pourvu. Elle n'emploie pas la contrainte, et je l'en félicite : la contrainte fait souvent des hypocrites, jamais un croyant... Mais elle veut au moins qu'il ait la liberté du dimanche,

cette liberté sacrée que nous ne cesserons de réclamer pour lui, tant qu'elle ne sera pas passée de la loi dans la pratique! Ne faut-il pas qu'il ait un jour de répit où Dieu, par la voix de son ministre, pourra parler à son âme, la prémunir contre les attaques et les railleries de l'atelier, la sauver des entraînements de la jeunesse, la conserver intacte pour ces pures et saintes affections qui seront un jour pour lui la plus douce des récompenses. L'industrie d'ailleurs n'en souffrira pas. L'homme, à aucun âge, ne peut supporter un travail ininterrompu; à plus forte raison l'enfant! C'est là une vérité de bon sens. Il faut qu'un jour par semaine il puisse reposer ses membres fatigués, aspirer à longs traits un air vivifiant, goûter les saines joies de la famille et enfin, disons le mot, s'amuser avec de bons camarades. A douze ans il faut qu'on s'amuse : si le travail a ses droits, le jeu a aussi les siens.

Le législateur y voit un intérêt tellement majeur qu'il ne veut pas que le patron puisse exiger de l'enfant même le rangement de l'atelier. Il savait bien que c'était une porte ouverte à tous les abus et que, du moment que l'enfant, pour un motif ou pour un autre, mettrait le pied à l'atelier le dimanche, on trouverait mille bonnes raisons pour le garder.

Cette interdiction, comme celle du travail de nuit, s'étend pour tous les mineurs jusqu'à 16 ans et se prolonge pour les jeunes filles jusqu'à 21 ans.

La loi de 1874 n'est pas une loi matérialiste, nous venons déjà de nous en convaincre. Nous trouverons une nouvelle preuve de sa sollicitude pour la formation intellectuelle et morale de l'enfant dans celles de ses dispositions qui sont relatives à l'enseignement : jusqu'à 12 ans, l'enfant, exceptionnellement admis dans l'atelier, ne peut y travailler plus de six heures et, pendant le temps libre, il doit fréquenter une école. Il en sera de même de 12 à 15 ans, s'il ne justifie pas d'une instruction primaire suffisante. Mais l'instruction, si excellente soit-elle, ne suffit pas et, s'élevant dans une sphère encore plus haute, la loi exige du patron qu'il veille au maintien des bonnes mœurs et de la décence publique dans son atelier. Ce n'est pas là, remarquez-le bien, un simple avis, c'est une véritable prescription de la loi, dont la violation doit être punie.

Passons à la sanction : la peine est unique; c'est une amende de 16 à 50 francs et, en cas de récidive, de 50 à 200. Quant au contrôle, qui manquait presque complètement dans la loi de 1841, il est bien plus sérieusement organisé par celle de 1874 et nous ne sommes plus au temps où M. Dumas, ainsi qu'il le rappelait dans une solennité récente, obtenait à force d'importunités, comme une marque personnelle de déférence, la nomination d'un seul inspecteur pour le département de la Seine.

Aujourd'hui, la surveillance des ateliers est d'abord confiée à quinze inspecteurs divisionnaires, rétribués par l'État, qui se partagent la France et qui, dans leurs circonscriptions, visitent les ateliers, s'assurent de l'exécution de la loi et, s'il y a lieu, dressent procès-verbal. En outre chaque conseil général peut leur adjoindre des inspecteurs départementaux qui ont sensiblement les mêmes fonctions. A côté de l'inspection, la loi a placé les commissions locales, qui sont nommées par les conseils généraux, au nombre minimum d'une par arrondissement. Leurs fonctions sont gratuites : elles consistent à visiter les ateliers, à contrôler le service de l'inspection et à adresser au préfet des rapports sur l'exécution de la loi.

Enfin, au-dessus des inspecteurs, au-dessus des commissions locales, se trouve la commission supérieure, aujourd'hui présidée par M. Dumas, et dont le rapporteur définissait ainsi le rôle : « Cette institution nous semble nécessaire pour la bonne constitution du corps des inspecteurs ; elle assure, d'une part, l'équité dans les choix contre les tendances du favoritisme, pour cela la présentation lui appartient ; en second lieu, elle sera la gardienne vigilante du droit, la réformatrice des abus ; enfin elle apportera dans l'organisation générale de l'inspection et des commissions, l'unité de vue que nous avons déjà signalée comme un élément nécessaire à leur bon fonctionnement. »

Telle est l'économie générale de la loi de 1874. Elle réalise un progrès considérable et il faut ajouter qu'elle est loin d'être restée à l'état purement théorique, comme celle qui l'avait précédée. Les inspecteurs ont compris l'importance de leur mission et ils ont généralement tenté de louables efforts pour faire respecter la loi. Est-ce une raison pour se complaire dans les résultats acquis, sans se préoccuper de ceux qui sont encore à obtenir ? Ce n'est certes pas là le rôle de ceux qui ont à cœur la protection de l'enfance ouvrière et un vaste champ reste ouvert à leur généreuse activité.

Vous n'avez qu'à regarder autour de vous et vous comprendrez tout ce qu'il y a encore à faire pour que la loi entre dans les mœurs et soit sérieusement pratiquée.

La loi s'oppose, par exemple, à ce que l'enfant soit admis dans l'atelier avant douze ans. . . . Eh bien ! à l'heure actuelle, il n'est guère d'ateliers importants où la loi ne soit violée. Elle l'est beaucoup moins que celle de 1841, mais elle l'est encore trop ! On est prodigieusement ingénieux quand il s'agit d'en éluder les prescriptions. Ainsi il n'est pas rare de voir des contrats d'apprentissage rédigés bien longtemps après l'entrée effective de l'enfant dans l'atelier : le métier comporte quatre ans d'apprentissage ; sur le papier il n'en fait que deux ou trois ; c'est au moyen d'un contrat mensonger, qu'on a su écarter un élément de preuve, qui, à un moment donné, aurait pu être gênant ! Je sais des ateliers où l'ouvrier de huit ans existe

encore ; j'en sais où on a discrètement ménagé des portes de sortie par lesquelles, à l'apparition de l'inspecteur, on fait disparaître tous les enfants employés en contravention de la loi...

La journée, en théorie, n'est que de six heures avant douze ans et de douze ensuite, ce qui n'empêche pas que, dans la pratique, des enfants de dix et même de huit ans font la journée complète, ce qui n'empêche pas qu'à certains jours de presse, on fait travailler de six heures du matin jusqu'à minuit, et quelquefois plus, des adolescents qui n'ont pas atteint leur seizième année.

La loi ne veut pas qu'on travaille les dimanches et jours de fêtes et, tous les dimanches, des milliers d'ateliers fonctionnent ; tous les dimanches, vous voyez descendre de nos quartiers ouvriers des bandes d'enfants en tenue de travail, qui vont, dit-on, ranger l'atelier. C'est la phrase consacrée ! Et le rangement se prolonge jusqu'à midi ou trois heures, quand il ne dure pas la journée tout entière ! C'est la violation flagrante de la loi ; c'est l'impunité la plus scandaleuse. On ne prend même pas la peine de se cacher : l'article 5 est tombé en désuétude ; que dis-je, c'est un article mort-né.

La loi s'est préoccupée de la moralité de l'atelier, elle veut que le patron veille au maintien des bonnes mœurs et de la décence publique : disposition bien vague en vérité, tellement vague que je ne crois pas qu'on en relève souvent la violation. Et pourtant que d'ateliers où l'enfant est exposé à entendre et à voir les choses les plus attristantes pour sa jeune âme. C'est une conspiration ourdie contre sa pudeur, c'est une guerre acharnée à l'innocence de son cœur. Il faut bien qu'on en fasse un homme !... s'il résiste, il se verra en butte à toutes les railleries, à toutes les brutalités. Et cela, sous les yeux du patron ! Heureux quand il n'y prend pas part lui-même, heureux quand il n'abuse pas de l'ascendant qu'il exerce sur ses jeunes ouvrières pour leur imprimer une flétrissure ineffaçable !

Je pourrais multiplier les exemples... Quel est le remède ?

Il faut d'abord faire connaître la loi : il ne suffit pas de l'afficher dans les ateliers, il faut qu'elle pénètre dans la conscience publique. Je n'en connais pas de plus importante, et pourtant je suis tenté d'ajouter que je n'en connais pas de plus ignorée.

Il faut surtout multiplier la surveillance. Or, la loi elle-même nous en offre le moyen. Il est évident que les quinze inspecteurs divisionnaires créés par l'article 16 sont absolument insuffisants, mais vous vous rappelez que, sur la proposition de M. Testelin, l'assemblée nationale décida que les conseils généraux pourraient créer des inspecteurs spéciaux rétribués par le département. Le Conseil général de la Seine est entré largement dans cette voie : par sa décision du 26 décembre 1878, il a créé sept inspecteurs et sept inspectrices, qui s'acquittent de leur mission avec un zèle digne de tout éloge.

Mais c'est encore bien insuffisant. A Paris même, je vous l'ai montré, la loi est l'objet de violations trop fréquentes et, quant à la province, elle ne suit que bien lentement le mouvement imprimé par Paris. N'est-il pas regrettable que la loi de 1874 n'ait pas transformé en obligation ce qui n'est qu'une faculté ? Tant que vous n'aurez pas un corps d'inspecteurs sérieux, ayant une circonscription tellement limitée qu'il leur soit possible de remplir leur mission, l'application de la loi sera toujours défectueuse.

Ce n'est pas assez, il ne suffit pas d'une surveillance active, il faut une pénalité assez rigoureuse pour effrayer le patron et pour balancer le bénéfice qu'il retire de sa fraude.

Aussi ne puis-je que m'associer de toutes mes forces au regret exprimé à ce sujet par mon excellent ami Raoul Jay dans son beau commentaire de la loi de 1874. Les pénalités qu'elle établit sont dérisoires : 16 à 50 francs d'amende pour une première contravention, 50 à 200 en cas de récidive. Il est vrai que l'amende peut être prononcée autant de fois qu'il y a de personnes employées dans des conditions contraires à la loi, mais le chiffre total ne peut excéder 500 francs pour une première contravention et 1,000 en cas de récidive.

M. Keller voulait que le tribunal pût aller jusqu'à la prison, et il avait mille fois raison ! tant qu'on ne se résoudra pas à corriger la loi en ce sens, l'industrie ne la prendra pas au sérieux : « Pour une seule fois, disait-il, qu'une personne aura fait boire jusqu'à l'ivresse un enfant de quatorze à quinze ans, vous prononcerez la prison depuis six jours jusqu'à un mois. N'est-il pas infiniment plus grave de prendre avant l'âge prescrit par la loi ou d'employer dans des établissements insalubres, des enfants dont vous compromettez, pour toute leur existence, les forces physiques et morales ? Poser la question, c'est la résoudre ! » et M. Keller ajoutait avec beaucoup de force : « Soyez sûrs que le mot prison tout seul, inscrit dans la loi, en assurera l'exécution beaucoup plus que tous les inspecteurs et tous les agents chargés de son exécution... »

Une autre cause d'abus se trouve dans les exceptions que la loi elle-même a apportées aux principes qu'elle posait. Je veux parler de la faculté laissée à l'administration de déterminer, après avis de la commission supérieure, un certain nombre d'industries dans lesquelles les enfants pourraient être admis dès l'âge de 10 ans. Tel a été le but des décrets du 27 mars 1875 et du 1^{er} mars 1877. Or, nous n'hésitons pas à le déclarer, la commission supérieure et le gouvernement ont été sur ce point d'une regrettable condescendance. L'exception a été étendue à quatorze industries, toutes considérables : nous citons au hasard : le dévidage des cocons, les filatures de coton, de laine et de soie, la papeterie, les tulles et dentelles, etc. N'est-ce pas aller bien

au delà de l'intention du législateur ? N'est-ce pas supprimer les bienfaisants effets de la loi dans presque toutes les villes de grande industrie ?

Cet état de choses est d'autant plus déplorable que les écoles de demi-temps, qui devaient recueillir l'enfant de 10 ans pendant le temps que le travail de l'atelier n'absorbe pas, n'ont pas encore été l'objet d'une sérieuse organisation. A Paris, on a essayé d'en créer deux, et le Bulletin de la Société de protection constate que l'une, située rue Bouret, dans le xix^e arrondissement, a dû être fermée faute d'élèves, alors que la seconde, rue Michel-Lecomte, n'avait pas reçu en avril 1880 une seule inscription.

Quel est le remède ? Je n'en vois qu'un efficace, c'est de supprimer l'exception et d'interdire d'une façon absolue le travail avant 12 ans. Le caractère provisoire de ces dispositions était d'ailleurs attesté par le rapporteur. Lors de la discussion de la loi, plusieurs députés, et particulièrement M. Tolain, s'élevaient déjà avec beaucoup de vigueur contre les dangers de l'arbitraire administratif; M. Tallon leur répondit au nom de la commission : « Vous nous parlez de progrès ! Le progrès, je l'espère, comme vous, mais c'est l'avenir qui le réalisera. Vous puisez cette espérance dans cet amour du bien, dans ce sentiment d'humanité qui vous anime et vous inspire. Et moi aussi, je voudrais réaliser ce noble progrès, qui consisterait à ne faire entrer de jeunes êtres qu'à 12 ans dans les ateliers. Mais nous ne pouvons accomplir en un seul jour notre tâche; quand nous aurons fait le premier pas, nous laisserons à d'autres le soin d'achever l'œuvre que nous aurons commencée et qui restera marquée de l'empreinte des généreux sentiments de cette assemblée. »

L'heure n'est-elle pas venue de réaliser le vœu du législateur de 1874 ? Nous voyons tout autour de nous les fâcheux résultats de l'exception admise. Je ne voudrais décourager personne, mais le travail de demi-temps, quoiqu'il ait trouvé de chauds adeptes en Angleterre et en France, le travail de demi-temps, prôné par lord Brougham et par John Stuart Mill, m'a toujours paru présenter de graves inconvénients. Il multiplie les difficultés de l'inspection, il exige la création d'écoles nombreuses, pourvues d'un personnel spécial, onéreuses pour le budget, — et dans lesquelles le travail sera toujours insuffisant. — Et si on ne les crée pas, si on reste dans le *statu quo*, le péril est immense. Que font, en effet, ces enfants que vous jetez pendant la moitié de la journée sur le pavé d'une grande ville ? Tous ceux qui connaissent un peu l'enfant et surtout l'enfant de Paris, vous répondront : c'est le vagabondage, avec tous ses dangers, avec les habitudes d'ivrognerie, l'abus du tabac, tous les raffinements d'un libertinage précoce et, au bout de tout cela, l'affaiblissement des forces, la torpeur morale, quelquefois la police correc-

tionnelle, souvent la mort. N'est-il pas plus simple, pour éviter tous ces abus, de laisser l'enfant à l'école jusqu'à 12 ans et de le soumettre alors au travail de la journée, coupée pas des repos ?

Encore conviendrait-il d'aller plus loin pour les jeunes filles. Lors de la discussion, M. Paulin Gillon proposa de leur refuser l'entrée de l'atelier jusqu'à quatorze ans et il fit valoir, à l'appui de sa proposition, d'excellents arguments tirés des travaux du docteur Marjolin et du docteur Blache. L'assemblée nationale ne se laissa pas convaincre et on ne peut que le regretter à tous égards. De 12 à 14 ans, il importe au plus haut degré que la jeune fille ménage ses forces et reste auprès de sa mère : il n'y a guère d'âge où elle ait plus besoin de ses conseils et de ses soins. C'est là une réforme urgente entre toutes, ne cessons de la réclamer : l'avenir de la race y est gravement intéressé.

Je ne puis tout dire et pourtant je me reprocherais de terminer cette conférence sans appeler encore une fois votre attention sur une disposition bien inappliquée et bien inapplicable de notre loi. C'est l'article qui prescrit au patron de veiller à la bonne tenue de son atelier. Inapplicable, ai-je dit, parce que, avec une disposition aussi vague, la constatation et la répression des délits devient presque impossible. Ce qu'il faudrait, c'est une série de dispositions réglementaires ayant toujours pour sanction une peine graduée à l'importance de la faute, une série de dispositions, qui pourraient paraître petites, vulgaires, ridicules même à ceux qui ne connaissent pas l'atelier, mais qui se présentent naturellement à l'esprit de tous ceux qui savent combien la moralité de l'enfant est chose fragile. Et ici, quelle que soit la réserve que je veuille apporter à un pareil sujet, permettez-moi de vous signaler un des abus les plus criants que la loi de 1874, ait laissé subsister. Je me rappellerai toujours l'impression profondément pénible que j'ai éprouvée le jour où, entrant dans un atelier qui m'avait été signalé comme un modèle de bonne tenue, je vis travaillant pêle-mêle, assis aux mêmes tables, des jeunes gens et des jeunes filles de quinze à vingt ans. Quel danger ! Et ce n'est pas un atelier exceptionnel, loin de là... Tant que des situations comme celle-là pourront se produire, comment voulez-vous que nous parvenions à enrayer ce flot de corruption, qui monte, qui monte toujours, et dont nous constatons, à chaque heure, à chaque minute, les effroyables ravages ?

Un dernier mot : si parfaite que nous supposons la loi, suffira-t-elle ? Pourra-t-elle jamais prévoir tous les cas, guérir toutes les maladies ? Ne nous faisons pas cette illusion, elle serait bien dangereuse. Multipliez les bonnes lois, je le veux bien, mais elles n'auront de résultats sérieux que le jour où elles entreront dans les mœurs et où elles seront sûres du concours de tous les honnêtes gens. La loi est impuissante, si elle n'est soutenue et comme encouragée par l'opinion

publique, et si elle ne trouve dans l'initiative individuelle un énergique appui. C'est ce que réalisent si bien ces institutions admirables dont l'origine peut varier, mais qui se proposent toutes le même but : protéger l'enfance ouvrière contre les dangers qui la menacent de toutes parts. Je voudrais les passer toutes en revue, le temps me manque, je ne puis qu'indiquer, parmi beaucoup d'autres, les patronages de la société de Saint-Vincent de Paul, les patronages des frères des écoles chrétiennes, le patronage israélite, la maison de saint-Nicolas... Et, à côté, ces magnifiques créations de grands industriels qui, soit à Paris, soit en province, prouvent par leurs actes, que le patron, père de ses ouvriers, n'est pas un vain rêve, à jamais irréalisable. Ici ce sont les grandes usines du Creusot et de Baccarat; ailleurs, la puissante organisation de la maison Chaix ou des ateliers Mame; c'est le grand nom de Dolfus, qui résume en lui seul les merveilleuses évolutions de l'industrie alsacienne dans ces dernières années, ce sont enfin ces institutions d'une nature toute spéciale, comme la tutelle de M. Piver, et ces patronages industriels à la tête desquels il faut citer celui des fleurs et plumes, de l'ébénisterie, du papier peint... Et puis, couronnant tout cela, la société de protection du travail des enfants dans les manufactures qui reste toujours fidèle à sa mission et qui ne demande qu'à grouper autour d'elle de nouveaux dévouements.

A l'œuvre donc! J'entends bien souvent des esprits chagrins qui désespèrent de l'avenir... Une de leurs lamentations favorites, c'est que l'ouvrier échappe à toute direction, pour n'obéir qu'aux meneurs qui l'exploitent. Si l'ouvrier ne vient pas à nous, Messieurs, allons à lui; s'il nous déteste, aimons-le; si des sophistes lui disent sans cesse que nous sommes ses ennemis, prouvons-lui, à force de dévouement, à force de sacrifice, à force d'amour, que ceux qui lui tiennent un pareil langage mentent effrontément. Et si nous voulons atteindre l'ouvrier, si nous voulons lui faire du bien, est-il encore une fois un plus sûr moyen que de s'occuper des jeunes générations et de les protéger contre les abus dont elles sont victimes. C'est là qu'est la solution pacifique de la question sociale. Prenons ces enfants, qui souffrent, qui s'étiolent, qui meurent avant l'âge, à moins qu'ils ne retrouvent un reste d'énergie pour saisir d'une main convulsive le fusil de la commune; cherchons à les sauver, cherchons à les arracher aux misères matérielles et morales qui les minent. C'est là une œuvre bien digne de tenter des âmes généreuses comme les vôtres.

Chacun aura sa part.

A nous, hommes, la protection légale de l'enfant, à nous les réformes, à nous toutes ces œuvres qui nous mettent en contact avec le jeune ouvrier. Car ce n'est pas une science d'abstraction que la science sociale, ce n'est pas dans le silence du cabinet qu'elle s'élabore; et,

si voulez faire quelque chose, permettez-moi cette expression vulgaire, il faut mettre la main à la pâte, il faut chercher l'ouvrier où il se trouve, à l'atelier, dans sa famille, dans la rue, partout où vous pourrez saisir sur le vif, ses misères, ses qualités, ses défauts.

A vous, Mesdames, la propagande dans laquelle vous excellez. L'opinion publique vous appartient et nul ne songe à vous contester cette souveraineté : entre vos mains elle ne peut que profiter aux déshérités de la fortune dont vous êtes la Providence. Usez de votre puissance en faveur de ces pauvres petits êtres, consacrez-vous à l'apostolat de l'enfance ouvrière... A vous aussi toutes les œuvres, encore trop peu nombreuses, qui ont pour but la préservation de la jeune fille du peuple, qui cherchent à la préparer aux grands devoirs de la vie de famille.

M. Charles Robert s'écriait déjà en 1867 : « C'est une œuvre sainte, c'est une croisade qu'il faut entreprendre, » et il terminait la plus chaleureuse improvisation par ce cri de foi et d'espérance de nos pères « Dieu le veut ! » Malgré les progrès réalisés, la croisade est toujours de saison ; je remercie ceux qui m'ont permis de venir la prêcher au milieu de vous : puisse ma faible parole trouver un écho dans vos âmes !

Oublions donc un instant toutes nos divergences pour ne penser qu'à ce qui peut nous unir ! Renouvelons le magnifique spectacle donné par l'assemblée nationale en 1874, lorsqu'on vit M. Tolain et M. Louis Blanc au nom de la gauche, M. de Melun, M. Tallon et M. Joubert au nom de la droite, plaider la cause de l'enfance ouvrière avec le même cœur, avec la même éloquence entraînant. Avant de nous demander qui est-ce qui nous gouvernera, tâchons d'abord qu'il y ait une France à gouverner ; avant de décréter que tout le monde sera soldat, faisons en sorte que la conscription trouve encore des hommes. Souvenons-nous que l'avenir du pays, que son existence même sont en jeu et pénétrons-nous chaque jour davantage de cette belle parole de M. Dumas, lors de l'inauguration de la Société de Protection : « Oui, il faut soigner le corps de ces enfants qui auront un jour à défendre la patrie ! Il faut soigner l'âme de ces créatures innocentes encore, que l'abandon laisserait en proie aux mécréants, aux esprits malfaisants et aux cœurs troublés. »

REVUE DE L'ÉTRANGER

ANGLETERRE

La loi française du 7 décembre 1874 sur la protection des enfants employés dans les professions ambulantes, et l'acte anglais du 24 juillet 1879 sur les exercices dangereux des enfants.

ÉTUDE DE LÉGISLATION COMPARÉE

par M. Ernest NUSSE.

docteur en droit, avocat à la cour d'appel.

La Société de protection des apprentis s'est préoccupée depuis quelque temps de l'inobservation apparente d'une des lois qui font le plus d'honneur à la dernière Assemblée nationale, celle des 7-20 décembre 1874. Des exemples récents que l'on pourrait emprunter aux représentations des pièces les plus en vogue ont paru attester par la tolérance qu'ils ont rencontrée, que le sommeil de la loi était profond. On a vu se multiplier les exercices dangereux qui mettent en péril la vie des enfants et trop souvent la curiosité qui s'attache aux exhibitions de ces spectacles a dominé le sentiment de pitié que justifient les dangers courus par les jeunes acrobates. La presse cependant commence à réagir. Le *Moniteur universel* du 2 février 1881 contenait une protestation émue. Il nous a semblé qu'une étude de législation étrangère seconderait heureusement ces premières manifestations de réaction, en prouvant que la France en 1874 a obéi à un sentiment vrai.

Si contestée qu'ait été dans le principe la réglementation législative du sort des enfants livrés aux gymnasiarques et aux saltimbanques, encore que des hommes de l'expérience et de la valeur de M. Mettetal aient pensé qu'il y avait là œuvre exclusive de police, la nécessité de pourvoir à des infortunes imméritées, le tableau de souffrances physiques intolérables imposées dans un but de spéculation, le respect et la protection dûs à l'enfance ont décidé le législateur à faire lui-même justice. En voyant combien la pratique des faits dément sa théorie, on serait tenté de se demander si sa décision n'a pas été prématurée. Mais un acte récent du Parlement anglais démontre que la vérité est bien celle qui a été proclamée en France le 7 décembre 1874. — Ce qui nous permet d'espérer que bientôt elle passera des textes où elle languit, dans les mœurs qui la vivifieront.

C'est, nous le croyons, la première fois que la France donne à l'Angleterre l'exemple d'une loi protectrice de l'enfance. Les *Factory acts*

aujourd'hui fondus dans l'acte du 28 mai 1878, avaient servi de modèle aux deux lois françaises du 22 mars 1841 et du 19 mai 1874, sur les enfants travaillant dans l'industrie. A son tour l'acte du 24 juillet 1879 s'inspire de notre loi du 7 décembre 1874 sur les enfants employés dans les professions ambulantes.

Voici au surplus la traduction littérale :

Acte du 24 juillet 1879 pour régler dans certaines hypothèses l'emploi des enfants dans les divertissements publics (1).

« Attendu qu'il est utile de régler l'emploi des enfants utilisés dans les divertissements publics, il a été ordonné ce qui suit par sa très Excellente Majesté la Reine, de et par l'aveu et consentement des Lords spirituels et temporels et des Communes assemblés en parlement, et en vertu de leur autorité :

I. Cet acte sera appelé acte de 1879 sur les exercices dangereux des enfants.

II. Cet acte n'entrera en vigueur qu'au 1^{er} janvier 1880, date ci-après assignée pour la mise à exécution.

III. Depuis et après la mise en vigueur de cet acte, quiconque aura pris un enfant au-dessous de 14 ans, pour l'employer à une exhibition ou exercice public, par lequel, d'après l'opinion de la cour de juridiction sommaire, l'existence ou les membres de cet enfant seront exposés à un danger, — et en outre, les parents, tuteurs, ou toutes personnes ayant la garde de cet enfant, qui auront donné aide et assistance, seront chacun coupables d'infraction à cet acte et par conviction sommaire, encourront pour ce fait une amende n'excédant pas 10 livres.

Et quand, dans le cours d'une exhibition ou d'un exercice public dangereux de sa nature pour l'existence ou les membres de l'enfant de l'âge ci-dessus indiqué, qui y aura pris part, il sera survenu un accident causant un mal corporel, celui qui aura employé cet enfant, pourra être poursuivi comme ayant commis des voies de fait, et la cour devant laquelle il sera traduit, aura la faculté d'accorder une indemnité n'excédant pas 20 livres pour être payée par lui à l'enfant, ou en faveur de l'enfant à toute personne désignée par la Cour, à raison du dommage corporel ainsi occasionné, pourvu que la même personne ne soit pas deux fois condamnée pour le même délit.

IV. Toutes les fois qu'une personne est inculpée d'infraction à cet acte au sujet d'un enfant qui, dans l'opinion de la Cour jugeant ce procès, paraît avoir l'âge allégué par le dénonciateur, le prévenu est tenu de prouver que l'enfant n'a pas cet âge.

(1) Voyez : Public general statutes passed in the forty second and forty third years of the reign of Her Majesty queen Victoria — 1879, p. 204.

V. Tout délit contre cet acte, à raison duquel le délinquant encourt lapénalité ci-dessus n'excédant pas 10 livres, sera poursuivi et l'amende ainsi que les frais recouvrés comme suit :

En *Angleterre*, conformément aux prescriptions des actes 11 et 12 Victoria, chapitre 43, intitulés « acte pour faciliter la pratique des devoirs des juges de paix hors sessions en Angleterre et en pays de Galles dans les affaires et instructions sommaires » et aux dispositions de tous actes amendant celui-là. — Et la cour de juridiction sommaire, quand elle sera saisie d'une infraction de la nature de celle que réprime cet acte, sera composée soit de deux ou plusieurs juges de paix dans les petites sessions tenues à l'endroit indiqué comme siège réglementaire desdites petites sessions, soit d'un magistrat ou officier jugeant seul ou avec d'autres à une cour ou quelque autre siège déterminé pour l'administration de la justice, pendant le temps accordé par la loi pour faire seul un acte qui doit être normalement fait par plus d'un juge de paix ;

En *Écosse*, conformément aux statuts de l'acte de 1864 sur la procédure sommaire et de tous autres actes amendant celui-là.

En *Irlande*, dans le district de Dublin, capitale, conformément aux dispositions de l'acte réglant les pouvoirs et devoirs des juges de paix pour le district ou la police de ce district, et ailleurs, conformément aux dispositions de l'acte de 1831 sur les petites sessions en Irlande et de tout acte amendant ou modifiant celui-là. »

— Quelles que soient les ressemblances qui existent entre l'acte de 1879 et notre loi du 7 décembre 1874, il y a, il faut bien en convenir, des différences notables et qui ne sont point toutes en défaveur de la législation anglaise. Quant on veut effacer un usage mauvais des mœurs publiques, il est prudent de l'extirper tout entier. L'exception française qui suivant certaines personnes permettrait au père acrobate d'employer son enfant de 12 à 16 ans même à des exercices dangereux (1) entretient dans le public l'habitude de ces spectacles et bat la règle en brèche, au moyen d'une dérogation trop facile à étendre. Il y a avantage à édicter un principe absolu, et c'est un raisonnement un peu subtil que celui qui mesurerait l'intensité du danger à l'affection des personnes au milieu desquelles il est couru.

La prohibition de notre loi française de faire figurer des enfants de moins de 16 ans dans les exhibitions foraines des saltimbanques, qui établit une distinction entre les théâtres sédentaires et ceux qui ne le sont pas, au point de vue de l'emploi des enfants, n'est pas non plus reproduite dans la loi anglaise qui défend sans doute l'exercice

(1) Nous avons combattu cette opinion ; (Voyez le *Commentaire de la loi du 7 X^{re} 1874* par MM. Nusse et J. Périn, n° 87 et *Bulletin* XI p. 216.) Mais elle s'appuie sur l'autorité de M. Duvergier.

périlleux, mais permet dans tous les spectacles la simple figuration. De là un écueil pratique évité : où finit le cirque, où commence le théâtre ? Question fort indifférente quant à l'intérêt moral de l'enfant, et que cependant la loi du 7 décembre 1874 a jetée comme une inextricable difficulté d'interprétation au milieu des embarras d'exécution de ses prescriptions (1). Il fallait en dehors de l'exercice périlleux toujours illicite, permettre ou interdire la présence de l'enfant sur les planches. La loi anglaise accepte cette présence ; la loi française n'a point osé prendre un parti radical et a compromis son action par des distinctions arbitraires qui la feraient paraître partielle aux yeux du public, si l'observation en était strictement rigoureuse. Il eût suffi au législateur d'un effort bien modeste, d'une assimilation du travail de l'enfant sur les planches à celui qu'on lui interdit la nuit dans l'industrie. Une simple délégation confiée à l'administration pour autoriser exceptionnellement l'emploi des jeunes acteurs dans des pièces et dans un nombre de représentations limitées, eût sauvé gardé les nécessités respectables du théâtre.

Un autre inconvénient auquel notre législation n'a point su se dérober est l'usage qu'elle a fait, sans le définir, du mot *dislocation*. La médecine et la langue courante se contredisent sur l'acception que comporte ce mot : pour le médecin, la dislocation n'est qu'une extension élastique des muscles ; pour l'homme du monde, ce mot implique des pratiques tortionnaires troublant l'économie et entraînant la déviation des membres. — L'acte de 1879 évite toute controverse en exigeant simplement que le juge soit convaincu que l'exercice met les membres en danger. Le droit anglais s'ingénie donc à poser à la conscience du magistrat la question souveraine du fait.

Mais la législation française retrouve sa supériorité dans les règles d'établissement de la preuve et dans la détermination des pénalités. Elle veut que tout individu qui emploie des enfants à des exercices acrobatiques soit porteur de leurs extraits de naissance et justifie de leur identité par la production d'un livret ou d'un passeport. Combien est dangereux et imparfait le système anglais qui contraint le prévenu de démontrer que l'enfant a un autre âge que celui que lui assigne l'assertion du dénonciateur fortifiée de l'opinion du juge ! C'est tout simplement forcer le magistrat à préjuger la culpabilité en manifestant sa conviction sur un élément de fait essentiel. L'individualisme anglo-saxon auquel répugne l'obligation préventive d'une justification d'âge et d'identité de l'enfant, aboutit à cette iniquité. Il est vrai qu'elle est plus apparente que réelle, car elle contraint en

(1) Nous avons cherché à défendre théoriquement la distinction du législateur ; *opere suprâ citato*, n° 69, mais il faut bien reconnaître qu'en pratique elle est regrettable.

réalité l'acrobate à avoir cette justification en portefeuille. Ces finesses législatives ne sont pas françaises.

J'ajoute que l'emprisonnement de 6 mois à 2 ans, la privation de la tutelle et de la puissance paternelle sont des pénalités justifiées au regard des infractions réprimées. L'amende anglaise de 10 livres est bien légère, surtout pour des nomades ; et c'est une confiance exagérée vis-à-vis du père de famille de lui conserver ses droits sur l'enfant dont sa spéculation vient d'exposer l'existence à des périls mortels.

Nous n'aimons pas non plus l'indemnité préfixe de 20 livres en cas de mal corporel amené par l'exercice périlleux. Il y là entre l'amende et les dommages intérêts une confusion regrettable.

Toutefois si l'acte de 1879 ne nous paraît admissible que sous bénéfice d'amendement, l'Angleterre de son côté n'a reçu qu'à correction la loi du 7 décembre 1874. Sont-ce donc ses imperfections de rédaction qui ont nui jusqu'ici au succès de notre loi ? Nous voulons le penser. Il nous répugnerait de croire que l'esprit public s'émeut plus du danger des travaux *utiles* de l'industrie que du péril des exercices *inutiles* des acrobates, et que les réclamations de la philanthropie indignée ne soulèvent dans le public que le cri de « *panem et circenses* ». Dans un état social où règne l'omnipotence de l'opinion, elle veut être préparée avant d'accepter une règle nouvelle. Peut-être la question n'était-elle pas suffisamment mûrie en 1874. S'il en était ainsi, la loi du 7 décembre serait aux enfants employés par les gymnasiarques, ce que la loi de 1841 a été pour ceux de l'industrie : une espérance initiatrice. Les lois qui portent en elles le germe d'une idée féconde, font souvent place à d'autres plus jeunes et plus mesurées, quand elles ont accompli la mission de leur glorieuse maternité. Du moins, la France et l'Angleterre, en imprimant le sceau de leur génie propre sur une question législative nouvelle en 1874 et 1879, auront-elles rempli leur devoir civilisateur en préparant pour l'avenir le triomphe définitif d'une cause juste.

ALLEMAGNE

L'Assurance contre les accidents. (1) — M. de Bismark, en sa qualité de chancelier de l'Empire allemand, a présenté, le 10 février 1881, au Conseil fédéral un « projet de loi sur l'Assurance contre les accidents qui frappent les ouvriers dans l'exploitation des mines, fabriques ou autres établissements industriels. »

Ce document développe, en 47 articles, les visées du prince sur la question de l'Assurance ouvrière.

Le projet ne traite que de l'assurance collective des ouvriers en réservant, toutefois, dans son art. 45, d'introduire une loi spéciale

(1) Communiqué par notre collègue M. Jules Périn.

concernant l'assurance sur la vie jusqu'à concurrence d'un capital de 6,000 marcs (7,500 fr.) et applicable aux ouvriers.

Les motifs de cette œuvre législative ont été élaborés par M. Baaré, conseiller de commerce. Le savant auteur présente l'histoire des Sociétés de secours mutuels, expose ce qui touche à la position de l'ouvrier et conclut à l'institution d'un service public et exclusif fonctionnant comme Compagnie d'assurance contre les accidents. « Nous admettons volontiers, dit le *Conseiller des Assurances* (n° 20 mars 1881), que les raisons mises en avant par M. Baaré n'ont servi que de prétexte au chancelier pour s'occuper de cette partie de la question ouvrière, si importante et si pratique.

» D'autres motifs d'un ordre supérieur ont principalement influé sur sa décision ; il nous paraît même évident que le gentilhomme campagnard de 1860 et le comte de 1866 n'auraient jamais consenti à proposer ce que le prince de 1880 se voit obligé de faire. Jusqu'en 1871 M. de Bismark ne s'inquiétait guère de la situation des ouvriers et il ne s'inquiétait que d'une seule chose, l'agrandissement de son pays. L'Empire une fois constitué, il s'agissait d'assurer son repos intérieur contre le prolétariat et le parti des socialistes. Il essaya d'abord d'une législation industrielle et sociale dans un sens libéral ; ensuite, après les attentats de Hoedel et de Nobiling, d'une dureté draconienne, et, aujourd'hui qu'il reconnaît l'inefficacité de ces moyens, il s'efforce à gagner les masses ouvrières par des avantages matériels. »

Mais laissons-là les influences latentes et apparentes qui ont pu agir sur M. de Bismark pour ne nous occuper que de son projet. Au fond, le projet de loi allemand sur l'Assurance contre les accidents peut se diviser en quatre parties différentes relatives :

- 1^o Au principe de monopole ;
- 2^o Aux indemnités en cas de sinistres ;
- 3^o A la déclaration et à la constatation des accidents ;
- 4^o Aux primes de l'assurance.

I. — Qui est l'assureur et qui est assuré ?

L'assureur est l'Empire fonctionnant par un service spécial « Département central de l'assurance », auquel est confiée la direction générale. Les agences sont remplacées par des autorités que désigneront les États confédérés ; le projet vise, comme telles, les bureaux de l'assistance publique.

Tous les ouvriers et employés, occupés dans les mines, salines, carrières, chantiers, constructions, fabriques, usines métallurgiques et autres, dont le salaire annuel est inférieur à 2,000 marcs (2,500 fr.) — à l'exception de ceux employés dans la navigation et aux chemins de fer — doivent être assurés contre les accidents à l'établissement monopolisé que nous venons de définir.

Le contrat d'assurance est parfait par la communication que le patron d'un établissement doit adresser au département de l'assurance. Cet avis indique le mode d'exploitation, le nombre des ouvriers et le taux des salaires.

La direction en prend note et remet à l'intéressé un certificat d'assurance. Différentes pénalités sont fixées contre les patrons manquant à cette prescription ou fournissant des renseignements inexacts.

Tous les documents ayant trait à la constatation et à la régularisation des assurances sont établis sans aucuns frais.

L'organisation du fonctionnement du département est réservée à un règlement approuvé par le Conseil fédéral et promulgué par l'Empereur.

II. — L'assurance a pour but de réparer le dommage causé par les suites d'accidents corporels de toute nature ayant entraîné une incapacité de travail de plus de quatre semaines ou la mort du blessé.

Voici le système des indemnités :

1° En cas d'incapacité de travail :

A Les frais du traitement médical;

B Une rente annuelle jusqu'à la cessation de l'incapacité ou jusqu'au décès, basée sur le salaire du blessé dans la proportion de 23 à 66 2/3 0/0, selon la gravité du cas.

2° En cas de mort :

A 10 0/0 du salaire annuel pour les frais d'enterrement;

B Les frais du traitement médical s'il a été appliqué ;

C Une rente comprenant 66 2/3 0/0 du salaire annuel depuis le jour où l'accident est arrivé jusqu'au jour où le blessé a cessé de vivre;

D Un secours aux survivants, c'est-à-dire à la veuve ainsi qu'aux descendants et aux ascendants. Ce chef comprend une rente de 23 à 66 2/3 0/0 du salaire annuel que gagnait le soutien desdits survivants.

Ces différentes indemnités doivent être payées en plein, malgré les sommes que le blessé ou les bénéficiaires de l'assuré pourraient recevoir de sociétés de secours mutuels ou autres associations de bienfaisance.

Le paiement de l'indemnité doit se faire immédiatement après la constatation définitive de l'accident; le projet exige de la part des patrons comme base du compte des indemnités, la preuve du montant du salaire dont jouissait le sinistré pendant la dernière année avant l'accident.

Le chiffre de l'indemnité est fixé par le département de l'assurance; le recours aux tribunaux ordinaires est ouvert aux intéressés contre la décision de cette autorité.

La police d'assurance ne peut faire l'objet d'un contrat en nantissement et l'indemnité ne peut être saisie par des tiers; elle doit revenir en son entier au sinistré ou à ses bénéficiaires.

Il importe de citer encore deux particularités fort intéressantes se

rattachant aux rapports entre les patrons et le département de l'assurance. Chaque chef d'établissement qui néglige d'assurer ses ouvriers est responsable des accidents survenus à ces derniers dans les mêmes limites que l'État si le contrat avait été traité par lui.

Dans le cas où il sera démontré que l'accident était arrivé par la faute du patron, l'État exercera son recours contre ce dernier.

III. — Arrivons maintenant à la constatation du sinistre qui donne droit à une indemnité.

Si un accident pouvant apparemment entraîner une incapacité de travail de quatre semaines ou la mort du blessé survient dans un établissement industriel, le patron est tenu d'en faire immédiatement la déclaration par écrit à l'autorité de police, qui de son côté avise l'office de l'assurance et fait procéder aux constatations nécessaires dans les formes prescrites par la loi.

IV. — Voici comment est organisée la question des primes :

L'assurance collective des ouvriers est souscrite moyennant une prime fixe payable par trimestre échu, et calculée d'après la gravité des risques sur la base des salaires payés, dont le département se réserve de contrôler la parfaite exactitude.

Le montant des primes doit couvrir les indemnités à servir et les frais d'administration ; l'État ne prétend faire aucun bénéfice.

Le paiement des primes se fait de la manière suivante :

1^o Pour les assurés dont le salaire annuel est au-dessous de 750 marcs (937 francs), deux tiers doivent être acquittés par le patron et un tiers par l'assistance publique ;

2^o L'ouvrier qui perçoit un salaire au-dessus de 750 marcs, paie la moitié de la prime, tandis que l'autre moitié est à la charge du patron.

Pour faciliter à l'ouvrier le paiement de sa part de la prime, le patron qui en fait l'avance, ne peut rentrer dans ses fonds que par déductions échelonnées sur le montant des salaires de l'ouvrier pendant la durée de l'assurance (1).

(1) A peine le projet de M. de Bismarck était-il déposé sur le bureau du Conseil fédéral, que le monde assureur de l'Allemagne s'éleva contre ses dispositions.

Les directeurs des Compagnies (accidents) se réunirent à Berlin le 22 février dernier et votèrent une pétition au Conseil fédéral contre l'adoption du projet.

Ils exposèrent les services rendus par les Compagnies aux assurés et les avantages créés par les différentes combinaisons qui s'adaptent à tous les besoins.

Les pétitionnaires appuyaient principalement sur les concessions que les Compagnies qu'ils représentent avaient obtenues des différents Gouvernements composant l'Empire allemand, sur leur connaissance de la matière, sur les capitaux considérables engagés dans leurs opérations, et sur l'impossibilité de réaliser les polices en cours.

Nous tiendrons nos lecteurs au courant de la décision que va prendre le Conseil fédéral au sujet de cette innovation.

BIBLIOGRAPHIE

La Science pénitentiaire au Congrès de Stockholm, par MM. Fernand DESPORTES, docteur en droit, avocat à la Cour d'appel de Paris, et LÉON LEFÉBURE, ancien député, ancien sous-secrétaire d'État, membre du conseil de direction de la Société générale des prisons, délégué au Congrès par le Conseil supérieur des prisons.

L'ouvrage dont nous venons de rappeler le titre a été offert par MM. DESPORTES et LÉON LEFÉBURE à la Société de protection des apprentis. Ceux des membres du Comité judiciaire de cette Société, qui appartiennent au Palais, connaissent tous M. DESPORTES et savent quelles qualités éminentes il apporte à la direction du secrétariat général de la Société des prisons.

M. LÉON LEFÉBURE, lui aussi, vous est particulièrement connu comme secrétaire général de notre société.

Ces deux auteurs, membres l'un et l'autre du Conseil supérieur des prisons avant sa récente réorganisation, possèdent, de longue date, une connaissance très approfondie des questions relatives au régime pénitentiaire : ils les connaissent pour les avoir étudiées en théorie et suivies dans leurs applications pratiques. C'est à cette parfaite compétence, bien connue de leurs collègues qui composaient alors le Conseil supérieur des prisons, que MM. LÉON LEFÉBURE et DESPORTES ont dû l'honneur d'être délégués pour représenter la France au Congrès de Stockholm, tenu en 1879.

Après avoir pris une part importante aux travaux de cette assemblée, MM. LEFÉBURE et DESPORTES ont réuni dans un livre, comportant 380 pages d'impression, la synthèse des discussions auxquelles s'étaient livrés les représentants les plus éminents de l'ancien et du nouveau monde, discussions relatives aux idées qui se rattachent à la réforme pénitentiaire. Cette réforme s'impose comme une nécessité sociale de premier ordre.

Les statistiques criminelles constatent une augmentation de crimes de délits et de récidives de nature à préoccuper les esprits soucieux de maintenir notre pays au niveau des nations les plus civilisées.

Peut-on combattre l'armée du vice ? la réduire progressivement ? par quels moyens le peut-on ?

Le programme de la réforme se ramène à des termes assez simples : *Éducation correctionnelle des jeunes détenus, patronage, emprisonnement cellulaire des adultes, création de sociétés de patronage pour visiter, moraliser les détenus et préparer leur placement comme ouvriers à la fin de*

leur détention. Dans ces termes très simples, on peut renfermer, en théorie, les principes généraux et essentiels de la réforme, mais de la théorie à la pratique la distance est grande.

Sans doute, l'idée de la création de sociétés de patronage pour achever l'œuvre de l'éducation correctionnelle, commencée en faveur des jeunes détenus dans les pénitenciers ou les colonies agricoles, a fait de grands progrès, ces sociétés se sont généralisées ; mais leur action, malgré le zèle des membres de ces associations, est encore trop limitée.

En ce qui concerne l'application du régime cellulaire aux détentions à court délai, un an et un jour, au maximum, la question marche assez lentement, la loi de 1835 sur la transformation des prisons départementales se heurte à des difficultés financières que les bonnes dispositions des assemblées départementales ne suffisent pas pour aplanir.

Enfin, la création et le fonctionnement des sociétés de patronage, librement organisées, se proposant de visiter les prisonniers, de les instruire, de les moraliser et de leur trouver du travail à l'expiration de leur détention, sont encore, on peut le dire, à l'état d'essai à Paris et dans quelques grands centres. A Paris, la Société de patronage des jeunes détenus et libérés du département de la Seine, et la Société générale de patronage constituée par M Bonjean, servent de type et d'encouragement à toutes les associations de ce genre qui voudraient se fonder.

Cette grande et intéressante réforme pénitentiaire si elle est, on le voit, fixée dans ses principes, réclame beaucoup de dévouements et des ressources financières étendues pour être menée à bonne fin.

Une société créée par l'initiative de MM. BÉRANGER DE LA DRÔME, sénateur, LEFÉBURE, Fernand DESPORTES et plusieurs membres connus par leurs travaux spéciaux, fonctionne, depuis trois ans, à Paris, sous le titre de *Société générale des Prisons*, elle se propose de vulgariser les procédés de la réforme et d'en seconder le succès par tous les moyens en son pouvoir.

Le congrès de Stockholm, comme celui de Londres, en 1872, a parcouru le cercle des questions traitées dans toutes les contrées du monde civilisé et se référant à la réforme pénitentiaire.

De ces grandes assises où sont échangées les observations recueillies par les hommes les plus compétents, sortiront, il faut l'espérer, des améliorations impérieusement réclamées par tous les esprits ayant à cœur de voir régner le bon ordre dans les sociétés.

La formule à tenter est simple, nous l'avons déjà indiquée en termes généraux et se résume dans ces trois expressions : *réprimer, amender, prévenir.*

La prévention comprend, Messieurs, un ordre d'idées qui vous touche particulièrement, je veux parler de l'éducation des enfants vicieux ou abandonnés.

Là se rencontre un des problèmes les plus intéressants de la réforme pénitentiaire.

Le congrès de Stockholm étudia dans ses plus grands détails, les améliorations dont la prévention est susceptible en ce qui concerne les enfants, MM. DESPORTES et LEFÉBURE consacraient tout un chapitre, le dixième de leur livre, à cet examen.

Le congrès a rappelé, plus énergiquement que par le passé, le péril de l'emprisonnement en commun appliqué aux enfants, et il s'est demandé comment il convient d'organiser les établissements dans lesquels ils doivent être détenus.

Une distinction a été proposée :

Les enfants absolument pervers et cependant acquittés comme ayant agi sans discernement, doivent être traités autrement que les enfants simplement abandonnés ou malheureux. Aux premiers, l'éducation correctionnelle, aux seconds l'assistance charitable.

D'où la nécessité d'un classement préalable, rationnel et judicieux.

Il peut être difficile, dans la pratique, d'arriver à la création d'établissements distincts, mais tout au moins, étant donné le même établissement pour recevoir ces deux catégories d'enfants, le système d'éducation devrait-il être proportionné au degré de perversité?

Le congrès a manifesté ses préférences pour le placement des enfants simplement abandonnés chez des familles rangées offrant toutes garanties.

Ce système a été merveilleusement pratiqué par la Société pour la réforme de la jeunesse instituée à New-York et qui, disposant d'un revenu annuel d'un million de francs, envoie, chaque année, près de trois mille garçons et filles dans des familles habitant la campagne.

Dans tous les cas, les établissements créés ou à créer, doivent, d'après l'opinion du congrès, être fondés sur cette triple base : la religion, le travail, l'instruction.

L'origine de l'enfant doit être prise en sérieuse considération, et on ne doit pas perdre de vue de préparer l'avenir du jeune ouvrier agricole ou industriel d'après des procédés différents. Dès que l'enfant fait concevoir l'espérance d'une réformation morale suffisamment acquise, il importe de le replacer dans le milieu social où il doit vivre.

Les écoles de réforme doivent-elles être des institutions privées ou publiques?

Le système des institutions privées secourues, contrôlées par l'Etat a paru préférable. L'initiative individuelle ayant donné des preuves d'énergie et de vitalité que l'action officielle a rarement pu égaler.

Vous presentez, Messieurs, que le congrès a été conduit, tout naturellement, à traiter une question qui vous préoccupe depuis longtemps, nous voulons parler du droit de tutelle sur les enfants élevés par l'Etat ou les associations privées.

Après avoir entendu, de la bouche même des représentants délégués des divers pays, notamment de l'Angleterre et de la Prusse, l'exposé des mesures prises pour protéger l'enfance abandonnée, le congrès s'est arrêté aux résolutions suivantes .

1. En veillant au sort des mineurs acquittés comme ayant agi sans discernement et des enfants vagabonds, mendiants et vicieux en général, on doit s'inspirer, avant tout, de ce principe : qu'il ne s'agit pas de faire exécuter une peine ou un châtiment, mais de donner une éducation ayant pour but de mettre les élèves en état de gagner leur vie honnêtement et d'être utiles à la société au lieu de lui nuire.

2. La meilleure éducation est l'éducation donnée dans une honnête famille. En second lieu, et à défaut de familles qui donnent la garantie d'une bonne éducation et qui soient disposées à se charger de cette tâche, on peut avoir recours à des établissements publics ou privés.

3. Ces établissements doivent être fondés sur la base de la religion et du travail associés à l'enseignement scolaire.

4. La question de savoir si, pour les établissements, il faut préférer le système des petits groupes d'enfants formés à l'imitation de la famille ou la réunion en plus grand nombre, ne peut être décidée que selon les circonstances. Dans tous les cas, le nombre des élèves réunis dans un même établissement, doit être limité de telle façon que le chef de l'établissement soit toujours en état de s'occuper personnellement de chaque élève.

5. Les élèves appartenant à des confessions différentes, seront, autant que possible, séparés. La séparation des sexes et des divers âges est désirable pour les enfants au-dessus de dix ans. Si les circonstances ne permettent pas de placer les élèves des divers sexes et âges dans des établissements différents, il faut du moins les séparer dans l'établissement où ils sont reçus.

6. L'éducation donnée dans des établissements, doit correspondre aux conditions dans lesquelles vivent les classes ouvrières. Donc, un enseignement scolaire, au niveau des écoles élémentaires, la plus grande simplicité dans la nourriture, les vêtements, le logement, et, avant tout, le travail.

7. Le travail doit être organisé de façon que les élèves d'origine rurale aussi bien que les élèves d'origine urbaine, trouvent les moyens de se préparer à l'avenir auquel ils sont destinés pour répondre à ce double besoin ; si cela n'est pas possible, il y sera pourvu dans le même établissement.

8. Les filles devront recevoir, dans les établissements, une éducation qui leur apprenne, avant tout, à bien conduire un ménage.

9. Le placement des enfants vicieux dans des familles ou dans des établissements, aura lieu, autant que possible, en évitant l'intervention judiciaire et au moyen de dispositions légales empêchant que

l'enfant placé soit retiré avant l'achèvement de son éducation ou contre la volonté de la direction.

Le congrès applaudit aux efforts faits, en ce sens, par certaines législations pour substituer à l'action judiciaire l'intervention d'une autorité pupillaire créée à cet effet.

10. La durée du séjour dans les établissements dont il s'agit, pourra être prolongée jusqu'à dix-huit ans accomplis.

La libération avant ce terme doit être révocable en cas d'inconduite.

11. L'administration des établissements sera tenue de veiller à ce que les élèves, à leur sortie, soient pourvus d'une place dans une maison honnête, comme valets de ferme, domestiques, servantes, apprentis, compagnons chez un chef de métier ou établis de toute autre manière.

12. Le contrôle de tous les établissements de ce genre, est réservé à l'autorité publique.

Un dernier chapitre de l'utile et savant ouvrage que nous venons d'analyser bien imparfaitement, est consacré au rôle de la police dans les institutions préventives et à la communauté d'action des polices des divers États.

On conçoit, sans qu'il soit besoin d'entrer dans les détails, combien cette communauté d'action serait efficace ; elle exigerait plus d'uniformité et de facilité d'application dans les traités d'extradition soulevant trop fréquemment d'interminables contestations entre les gouvernements.

Un membre du Congrès l'honorable M. Rubenson, sous-chef de la police à Stockholm, a proposé comme moyen immédiat et pratique la création d'un journal de police internationale recevant et publiant tous renseignements relatifs aux crimes commis et à leurs auteurs.

Par ce moyen, les forces répressives de tous les pays seraient immédiatement mises en communication et appelées simultanément à une coopération qui, aujourd'hui, n'existe que par exception.

A l'appui de sa proposition, M. Rubenson a cité le journal de police de Stockholm qui a permis, en six mois, de découvrir cent coupables sur deux cent quarante signalés par cet organe de publicité.

Un autre membre du Congrès, le sénateur d'Italie Jacob Pasqui, président de la Société de patronage de Florence, a proposé la création d'écoles normales, où les agents de police seraient préparés à l'instruction spéciale que comporte leur service.

Enfin, un projet de code international destiné à enlever au criminel l'espérance de l'impunité et à rapprocher la police des différents États a été mis en avant.

Toutes ces propositions insuffisamment élaborées, quant à présent, ne pouvaient amener de la part du Congrès qu'une manifestation d'opinions attestant l'importance du but poursuivi.

Si vous ajoutez aux renseignements que nous venons de vous donner, des détails sur la statistique pénitentiaire internationale, vous aurez, Messieurs, l'ensemble des travaux de premier ordre entrepris par le Congrès de Stockholm.

MM. Fernand DESPORTES et LEFÉBURE ont bien mérité de la science pénitentiaire, en vulgarisant d'une façon aussi complète les résultats de ces importantes assises.

Gabriel DESCLOSIÈRES.

CHRONIQUE

M. Laporte, inspecteur divisionnaire du travail des enfants dans les manufactures, à Nevers, vient d'être appelé, par décision ministérielle, à remplir les mêmes fonctions à Paris, en remplacement de M. Maurice, décédé.

L'ÉCOLE PROFESSIONNELLE DE NANCY.

Le compte rendu annuel pour l'exercice 1880 de l'Ecole professionnelle Sainte-Anne de Nancy, nous prouve que cet établissement est en pleine prospérité. 55 élèves ont suivi les cours ; 9 ont profité des bourses fondées, 70 ont été reçues gratuitement ; les autres paient la pension de 5 francs par mois. Les ateliers sont pourvus d'ouvrage ; un cours de comptabilité et d'écriture modèle a été ouvert aux jeunes filles qui se destinent au commerce ; les patronages Sainte-Anne et Saint-Léon, se sont soutenus, les bibliothèques ont fourni un mouvement de plus de 200 volumes par mois ; enfin l'œuvre s'est toujours montrée digne du dévouement de ses respectables directrices, de la bienveillance de M. l'Inspecteur divisionnaire Plassiard, de la haute protection des dames de Nancy, et de l'intérêt que lui a témoigné à diverses reprises, la Société de protection des apprentis. — Ernest NUSSE.

— On lit l'article suivant dans *le Soleil* du 15 avril 1881 :

L'ENSEIGNEMENT MANUEL

Il y a un an, le 6 mars 1880, M. le préfet de Seine instituait une commission, chargée d'étudier l'introduction des exercices manuels dans les écoles primaires, et de rechercher comment ce complément d'éducation pourrait s'adapter aux établissements scolaires de la ville de Paris. Cette commission, composée de membres des deux chambres, de représentants de l'Université, de conseillers municipaux et de fonctionnaires, vient de livrer le résultat de ses études. *L'Officiel*, dans son numéro du 5 avril dernier, publie le rapport fait par l'honorable M. Corbon au nom de la Commission.

Nous sommes de ceux, nous l'avons déjà dit, qui trouvent juste l'idée de l'enseignement manuel. Sans méconnaître les objections que l'on peut faire à cette innovation, nous estimons qu'il y a de grands, très grands avantages à

mettre à la fois dans la main des enfants la plume et l'outil, à les appliquer en même temps à l'alphabet et à l'établi, et à mener de front chez ces petits êtres le développement intellectuel et le développement physique. Loin de se refuser à ce double exercice, la nature des enfants nous paraît, au contraire, s'y prêter d'elle-même. Le besoin de mouvement et la pétulance de leur âge y trouveront leur compte.

Mais en dehors de cette hygiène intellectuelle et physique, sur les bienfaits de laquelle nous partageons le sentiment de M. Corbon, il y a une raison bien plus grave encore qui nous détermine à appuyer l'introduction des exercices manuels dans les écoles primaires ; c'est l'espoir que cette réforme réussirait à détourner les enfants du peuple du goût funeste et de plus en plus prononcé qui les porte tous, ou presque tous, à se faire employés de commerce, au lieu de demeurer ouvriers, comme l'étaient leurs pères et leurs grands-pères. Voilà le motif qui nous rend partisan de l'enseignement manuel à l'école primaire. Nous voudrions que l'enfant contractât si bien l'habitude et le goût de manier l'outil, que, devenu homme, il en fit l'honneur de sa vie, bien loin d'en rougir.

Sur le principe même de l'enseignement manuel, nous adoptons donc très volontiers le rapport de M. Corbon. Reste l'application. Ici, nous demandons la permission de faire quelques critiques.

L'honorable rapporteur formule deux requêtes ; la première que, à toute école primaire, soit adjoint un atelier où les élèves puissent s'exercer manuellement ; la seconde, que des écoles d'apprentissage soient créées sur le plan de celle qui existe déjà à Paris, boulevard de la Villette. D'ailleurs, ajoute un peu plus loin M. Corbon, la première question n'est plus à l'état de solution théorique. L'application a été faite depuis quelques mois dans un certain nombre d'écoles de la Ville.

Où, dans les écoles dont M. Corbon donne la liste, des ateliers ont été annexés ou seront annexés aux classes. Mais, nous le demandons à l'honorable sénateur, cette juxtaposition suffit-elle à créer un enseignement manuel ? Toute la question est là. D'abord, dans ces écoles, les exercices manuels sont purement volontaires de la part des élèves. Ils n'ont lieu qu'en dehors des heures de classe. Ils ne font donc pas partie du programme scolaire. C'est une manière d'apprentissage facultatif qui n'est plus l'école primaire, qui n'est pas encore l'atelier professionnel, et où l'absence de méthode pourrait bien, à notre sens, nuire autant à l'écolier qu'à l'apprenti.

Sans prétendre ici à une compétence spéciale qui nous fait défaut, nous dirons que la seule école primaire où nous ayons vu donner un enseignement manuel, est l'école de la rue Tournefort. M. Corbon en fait bien mention dans son rapport ; mais il la cite comme une exception, et la considère comme un type à part. Il nous semble, au contraire, que l'honorable rapporteur aurait dû la citer comme la règle à suivre, et la proposer comme la solution rationnelle et pratique du problème de l'enseignement manuel.

Rue Tournefort, tous les enfants, sans exception, passent de la classe à l'atelier et de l'atelier à la classe. L'école est partout ; la méthode partout ; l'enseignement partout. Le modelage, la forge, le tour, font partie du programme scolaire au même titre et au même degré que l'arithmétique, l'histoire ou la géographie. Les maîtres-patrons qui viennent montrer aux enfants comment il faut s'y prendre pour modeler la terre glaise, forger le fer et tourner le bois, sont instituteurs en même temps qu'ouvriers. Ils professent l'outil à la main.

Et même, pour le dire en passant, ils ont le mot aussi juste pour expliquer le travail, qu'ils ont le geste sûr pour l'exécuter. C'est, à la lettre, un cours d'enseignement manuel.

Qu'en résultera-t-il ? C'est que les enfants qui, de sept à treize ou quatorze ans, auront suivi un cours d'enseignement manuel professé et pratiqué de la sorte, pourront très aisément, au sortir de l'école, et nous ajoutons très avantageusement, trouver à se placer en apprentissage. Qui sait si l'enseignement manuel n'est pas destiné à reconstituer, sur de meilleures bases, le patronage, dont la disparition est un des malheurs de notre temps, et une de nos difficultés sociales les plus sérieuses ? De l'atelier scolaire à l'atelier professionnel, la transition se ferait toute seule. Ainsi seraient épargnées à l'apprenti ces années si périlleuses qui sont l'éueil de toute la jeunesse ouvrière.

A la vérité, M. Corbon pourvoit bien à ce besoin par les écoles d'apprentissage dont il demande la création sur le plan de celle que la Ville de Paris, sous l'inspiration de M. Gréard, a fondée boulevard de la Villette. Seulement, sait-on ce qu'il en coûte de créer un établissement de ce genre ? D'après les chiffres que nous avons recueillis, il faut calculer une dépense de huit cent mille francs au moins. Ajoutez-y pour la rétribution du personnel, et l'entretien du matériel un budget annuel de soixante mille francs environ, et nous arrivons, avec l'intérêt du capital déboursé, à un total de cent mille francs par an. Notez qu'un établissement de ce genre, si complet qu'il soit, ne peut pas cependant servir à l'apprentissage de plus de quatre ou cinq métiers.

Une organisation aussi dispendieuse est-elle pratique ? Quel est le chef-lieu de département qui puisse, à ce prix, pourvoir au service de l'enseignement professionnel ? Croit-on que la Ville de Paris elle-même soit en mesure de créer beaucoup d'écoles d'apprentissage, dont la dépense première monte à huit cent mille francs, et l'entretien exige cent mille francs par an ?

Quand les choses en arrivent là, le rôle des municipalités, si riches qu'elles soient, est terminé. La limite de ce que peuvent les administrations publiques est atteinte. Il faut se pourvoir ailleurs. Il faut faire appel à l'initiative privée. Seule, l'action individuelle, par la diversité et la multiplicité de ses moyens peut atteindre le but. Seule elle dispose de ressources comparables aux besoins.

C'est pourquoi, si, d'accord avec M. Corbon, nous concluons à l'introduction des exercices manuels dans les écoles primaires, contrairement à l'honorable sénateur, nous demandons que cet enseignement soit donné d'après la méthode employée rue Tournefort.

Contrairement encore à l'honorable sénateur, nous émettons le vœu que l'apprentissage échappe à la fureur de centralisation qui sévit en ce moment. Quand il s'agit du sort de tous, nous estimons qu'il faut l'effort de chacun.

B. SAINT-MARC GIRARDIN.

SOCIÉTÉ AMICALE EN FAVEUR DES PROFESSEURS ET ÉLÈVES DES COURS
GRATUITS D'ADULTES

Cette Société poursuit avec persévérance et succès son double but, à savoir d'une part, de secourir secrètement, à l'aide de sa caisse de prêt d'honneur, les professeurs des cours gratuits d'adultes qu'un malheur immérité frappe à l'improviste, et, d'autre part, de parfaire l'instruction des élèves supérieurement doués qui de temps à autre se révèlent aux cours gratuits du soir. Depuis

sa fondation (15 février 1878), la caisse du prêt d'honneur est venue en aide à quatre familles de professeurs et a fourni en secours une somme qui dépasse aujourd'hui deux mille francs. Dès le début elle a eu la main heureuse dans le choix de ses pupilles. Trois jeunes gens, fils d'ouvriers, sont entrés, sous ses auspices et à ses frais, dans des établissements d'instruction secondaire. Le plus âgé (18 ans) a conquis par son mérite et ses succès une bourse entière à la fin de 1879. Il est actuellement bachelier ès sciences et élève de mathématiques spéciales, 1^{re} année, où il tient la tête de sa classe. Le second (16 ans) est en mathématiques élémentaires, y tient également le premier rang et vient d'obtenir trois quarts de bourse. Le troisième (16 ans et demi), après avoir suivi, en juillet dernier, l'examen de l'Hôtel de Ville avec succès, a obtenu une demi-bourse. De sorte que ces trois pupilles ont exonéré leurs bienfaiteurs en conquérant ces bourses.

La Société Amicale fournit les moyens d'achever leur instruction et de se préparer aux examens à huit autres pupilles qui ont passé l'âge d'entrer au lycée: elle ambitionne de les mettre à même d'aller dans leurs carrières respectives aussi loin et aussi haut que pourra les mener une belle intelligence développée par la culture.

LE TRAVAIL MANUEL DANS LES ÉCOLES PRIMAIRES

Sur la demande de M. Sextius Michel, maire du 15^e arrondissement, membre de la Commission du travail manuel dans les écoles primaires, M. le préfet de la Seine a décidé d'annexer les classes d'instruction professionnelle et ménagère à l'école communale de jeunes filles de la rue Violet, 36, à dater du 1^{er} mai.

Cette création est appelée à rendre les plus grands services dans un arrondissement que sa situation topographique isole un peu trop du centre de Paris.

Les mères de familles, qui craignent pour leurs enfants les dangers de l'apprentissage dans l'atelier, trouveront là, à leur portée et presque sous leurs yeux, les moyens de leur faire apprendre un état.

Les cours de l'école professionnelle seront répartis en cours généraux, obligatoires pour toutes les élèves, et en cours spéciaux répondant à la profession que l'élève aura choisie.

Les cours généraux comprendront: l'enseignement de la grammaire; les notions de la comptabilité; le dessin; l'économie domestique; la gymnastique; la coupe, et l'assemblage; la cuisine; le blanchissage et le repassage du linge; le nettoyage des meubles et des étoffes, etc.

Les cours spéciaux s'appliqueront aux professions suivantes: couturières, lingères, blanchisseuses de fin, passementières, coloristes. Par la suite, d'autres professions seront classées.

Les élèves pourront recevoir une prime proportionnelle à l'importance du travail pouvant être utilisé.

Pour être admises, les jeunes filles devront être âgées de douze ans au moins, et n'avoir pas dépassé quinze ans. Elles devront être pourvues du certificat d'études primaires; toutefois, cette année, des dispenses de ce certificat pourront être accordées aux jeunes filles ayant au moins treize ans, et sachant lire, écrire et compter.

LISTE DES MEMBRES NOUVEAUX

ADMIS A FAIRE PARTIE DE LA SOCIÉTÉ

MEMBRES ORDINAIRES :

Noms des adhérents :	Présentateurs
MM.	MM.
Bisson , sculpteur sur bois, 13, rue du Jardinot	Is. Roche.
M^{me} V^e Ch. Bourdon , 6, rue du Foin (Marais)	E. Nusse.
Mounier , manufacturier, à Foécy (Cher)	Linarès
	Insp^r div.
Merice , président de la XXI ^e commission locale de la Seine, 3, passage du Trône, Paris.	»
Louiche-Desfontaines , avocat à la Cour d'appel, 19, rue du Sommerard, Paris	Fliche.
Giraud (Alexandre) et C ^e , manufacturiers, à Lyon	»

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

PROCÈS-VERBAUX

DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ

SÉANCE ORDINAIRE TRIMESTRIELLE

du Jeudi 7 juillet 1881.

PRÉSIDENCE DE M. le Dr MARJOLIN, l'un des *Vice-Présidents* de la Société.

La séance est ouverte à 8 heures.

Plusieurs membres nouveaux sont présentés par M. le secrétaire et admis par le vote de l'Assemblée à faire partie de la Société.

CORRESPONDANCE. — M. le Secrétaire procède au dépouillement de la correspondance :

M. *Baras*, officier d'académie, nous a adressé le 13 avril dernier copie d'un rapport qui lui avait été demandé par M. l'Inspecteur du travail des enfants, sur les écoles et institutions diverses de M. *Parzudaki*, neveu et successeur de M. Latour, fabricant de chaussures à Liancourt (Oise).

La Société décide que la très intéressante communication de M. *Baras*, au sujet de laquelle M. le secrétaire lui a déjà fait parvenir ses remerciements sera insérée dans le prochain bulletin.

— En réponse à une lettre par laquelle nous lui demandions de nous donner connaissance des notes relatives aux victimes des accidents de fabrique admises en traitement dans les hôpitaux, M. le Directeur de l'assistance publique, nous a fait l'honneur de nous répondre, le 16 avril dernier, qu'il allait examiner dans quelle mesure il lui serait possible de donner satisfaction au vœu de notre Société.

— M. P. *Bérard*, trésorier, a bien voulu nous faire savoir, à la date du 23 mai, qu'il avait reçu de la Ville de Paris un mandat de mille francs représentant la subvention qui nous est accordée pour l'exercice 1881. — Nous touchons ainsi cette année les subventions afférentes aux exercices 1880 et 1881.

La Société charge M. le secrétaire de témoigner sa gratitude au Conseil municipal de Paris.

M. *Rodanet*, président de la Chambre syndicale de l'horlogerie,

ayant été informé que notre comité de finances avait accordé sur sa demande un livret de trente francs à l'école d'horlogerie, a exprimé à M. le président de notre Société la reconnaissance de la Chambre syndicale à raison de l'intérêt que nous portons à son œuvre.

— M. *Bernot*, président-fondateur de la Société de l'enfance ouvrière de Troyes, nous a avisés que cette œuvre avait été autorisée le 9 avril dernier, grâce à l'appui bienveillant et empressé de notre secrétaire-général, M. *Léon Renault*. — En même temps M. *Bernot* nous demandait des récompenses ou distinctions pour des industriels ou des enfants méritants; nous avons dû le prier de bien vouloir ajourner ses présentations à 1882, date de notre prochaine fête de l'enfance ouvrière, tout en affirmant à M. *Bernot* la profonde sympathie et l'accueil justifié que ses propositions trouveraient à cette époque auprès de nous.

— Nous avons reçu la visite de M^{me} *Dordet*, membre de la 6^e commission locale du III^e arrondissement. Cette dame poursuit avec un louable zèle la création d'internats de jeunes filles apprenties. Avec une subvention de 6,000 francs par an, elle espérerait pourvoir à l'entretien de 20 élèves. Sachant que cette question préoccupe la Chambre syndicale et l'Assistance paternelle des fleurs et plumes, nous avons adressé M^{me} *Dordet* à MM. *Hiéland* et *Turney*, afin qu'ils pussent, s'ils le jugeaient convenable, se mettre en rapport avec elle.

PUBLICATIONS, LIVRES NOUVEAUX OFFERTS A LA SOCIÉTÉ. — Parmi les publications offertes à la Société, nous signalerons les deux premiers *Bulletins de L'Artésienne. association d'appui mutuel des enfants du Pas-de-Calais, résidant à Paris*, en rappelant que cette Association a été fondée par notre collègue M. *Jules Périn*, secrétaire honoraire de la *Société de protection des apprentis et enfants employés dans les manufactures* (Voy. *Bulletin*, 1880, p. 400); nous apprenons avec intérêt que *L'Artésienne* est en excellente voie de réussite, par le nombre de ses sociétaires déjà groupés.

— Nous indiquerons en outre : une brochure sur l'inauguration de l'École d'horlogerie de Paris, contenant in-extenso les discours de MM. *Paul Girard*, directeur du commerce intérieur, de *Hérédia*, conseiller municipal, et *Rodanet*, président de la Chambre syndicale d'horlogerie.

— Nous avons reçu de l'Association de Mulhouse, pour prévenir les accidents de machines: 1° la table générale des matières contenues dans les dix premiers comptes rendus annuels publiés par l'Association (1867-1877): 2° une brochure très utile intitulée; *Plus d'accidents aux transmissions*, avec figures et descriptions.

— M. A. P. Morin a mis à la disposition de la Société un petit livre publié par lui chez Jean Maire, libraire, et ayant pour sujet: les principes de 1789; M. le pasteur de *Sabathier Plantier*, sa circulaire sur les fêtes d'enfants.

— Enfin, notre collègue, M. le docteur *Perrin*, a eu l'obligeance de nous faire parvenir les observations par lui présentées devant la Commission départementale supérieure le 13 décembre 1880, sur l'inexécution de l'article 14 de la loi du 19 mai 1874, au nom de la VII^e commission locale.

Vous estimerez sans doute que cet important document devra figurer au bulletin d'octobre, parmi ceux que nous recevons des Commissions locales.

— N'oublions pas l'histoire d'une maison de patronage, celle de Saint-Charles, par M. *Legentil*, son dévoué directeur, qui nous initie d'une manière fort intéressante aux péripéties de l'existence de cet établissement, ni la suppression des octrois de la Ville de Paris par M. *Charles Carré*, président de la XIX^e commission locale, intéressante publication qui en est à sa 2^e édition et dans laquelle l'auteur a su conjurer l'aridité des chiffres, soit par la vigueur de sa logique, soit par ses utiles recherches dans le passé.

COMITÉ DE FINANCES. — Par suite des allocations précédemment allouées, suivant vote de la Société à la séance du 7 avril 1881, après rapport du Comité de finances, il ne restait plus en fonds libres sur les 1.300 francs, formant au budget le chapitre des subventions, qu'une somme de 80 francs.

En cet état le comité a été saisi de demandes nouvelles, l'une de M. *Rodanet*, fondateur de l'école d'horlogerie, l'autre de M. le comte de *Montlaur*, président de l'Œuvre des petits ramoneurs.

Le Comité vous propose d'accorder à chacune de ces œuvres une somme de trente francs à titre de livret de caisse d'épargne.

La société vote cette proposition. Moyennant ces allocations,

le crédit des subventions est épuisé, sauf une somme de vingt francs.

COMITÉS DE LA SOCIÉTÉ (Compte rendu des travaux des). — *Comité judiciaire.* — M. Jules Périn avait été prié par un honorable membre de la Société de prêter son ministère d'avocat en faveur du jeune ouvrier Geertz, âgé de 14 ans (qui a été blessé dans une scierie d'Ermont et amputé du bras droit), et dont le père désire se porter partie civile, le 13 juillet, devant le tribunal correctionnel de Pontoise.

Se trouvant retenu, ce jour-là, à Paris, par son service de suppléant de justice de paix, il demande à M. Nusse de se charger de le remplacer dans la défense des intérêts du jeune mutilé. M. Nusse accepte cette défense.

M. J. Périn communique à la Société le rapport déposé au Sénat, sur la proposition de loi ayant pour objet d'organiser la protection des enfants abandonnés et délaissés ou maltraités (extrait du n° du 23 juin 1881 de la *Gazette des Tribunaux*). (V. ci-dessous à la chronique).

Comité des institutrices de charité. — M. Nusse, secrétaire de la Société, dépose un rapport de M^{lle} Langlois, constatant la vulgarisation du certificat d'études abrégé. (V. ci-après Comités de la Société).

— M. le Président Marjolin, au nom de la Société, remercie ces dames du zèle dévoué dont elles font preuve chaque jour, et espère qu'elles ne se lasseront pas de continuer leur mission utile et charitable, dont la Société apprécie tout le prix.

Comité de placement des apprentis. — Nous signalerons, ici, que parmi les services de L'ARTÉSIENNE, *Association d'appui mutuel des enfants du Pas-de-Calais résidant à Paris*, figure un *Comité de patronage des apprentis d'origine artésienne*, et que notre collègue, M. J. Périn, l'a mis en rapport avec le *Comité de placement de la Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures*.

COMMUNICATIONS DIVERSES. — M. Paul Bérard entretient la Société d'une grave question soulevée au sujet des enfants travaillant dans les usines. Un arrêt de la Cour de Douai vient de juger qu'ils échappent aux prescriptions de la loi du 19 mai 1874, notamment à celles qui régissent le travail de nuit. — M. le

Ministre des travaux publics, saisi de cette difficulté, l'a renvoyée au Conseil supérieur des mines qui, par son avis du 21 janvier 1881, a adopté le système de la cour de Douai. De son côté, le Comité consultatif des arts et manufactures a renvoyé au rapport de *M. de Freycinet*.

M. de Freycinet a émis une opinion absolument contraire à l'arrêt de la cour de Douai. Il conclut que le travail de nuit est interdit dans les mines. Selon *M. de Freycinet*, la loi trace une série de principes généraux sur l'âge, le travail de nuit, etc., qui sont communs à tous les enfants travaillant dans l'industrie; quelques exceptions sont sans doute indiquées, mais les travaux des mines n'y sont pas mentionnés. Les règlements spéciaux édictés pour la catégorie des enfants employés dans les mines, ne les empêchent pas d'être soumis aux statuts communs à tous les enfants, notamment quant à l'âge d'admission, à l'école, au travail de nuit. D'ailleurs, la majorité des sociétés minières a accepté cette interprétation sans se plaindre; il n'y a de réclamations que dans quelques mines du Nord et des Bouches-du-Rhône. On n'a pas à craindre le vagabondage, puisque les enfants peuvent sortir avec l'équipe qui quitte le travail à 9 heures du soir.

M. Paul Bérard demande que la Société renvoie l'examen de cette question au Comité judiciaire.

M. Faustin Hélie, président de ce Comité, déclare que cette étude y sera l'objet d'un examen approfondi, mais que l'encombrement de l'ordre du jour du 18 juillet, dernière séance de l'été, forcera le Comité à renvoyer la discussion après les vacances. — *M. Faustin Hélie* invite *M. Bérard* à transmettre le dossier, avec le rapport de *M. de Freycinet*.

M. Tournier annonce qu'il a écrit à Douai pour se procurer le texte de l'arrêt de la Cour.

DISCUSSION DES QUESTIONS A L'ORDRE DU JOUR. — *M.* le président *Marjolin* rappelle l'usage universellement en vigueur dans le sein des sociétés qui admettent un étranger à leur faire une communication. Le droit ainsi conféré n'implique que la simple exposition des idées, non la participation à la discussion qui peut suivre dans la Société.

Si donc *M. Vavas seur* est présent à la séance, il ne pourra être admis à répliquer.

M. le président *Faustin Hélie* ajoute que le mémoire de l'étranger doit être préalablement communiqué au président.

M. le président *Marjolin* donne ensuite la parole à M. *Nusse* pour répondre à M. *Vavas seur*.

M. *Nusse*, ayant fait remarquer qu'il conviendrait peut-être de renvoyer à nouveau la discussion de la question de la responsabilité des patrons en matière d'accidents de fabrique, afin de permettre à M. *Vavas seur*, s'il le juge convenable, d'y assister, la question est ajournée à la séance de novembre.

M. *Nusse* donne lecture d'une Étude sur l'enseignement professionnel par les Chambres syndicales, (Voyez annexe à la séance, ci-après). — M. le président *Marjolin* remercie M. *Nusse* de cet intéressant travail.

La Société vote un secours de trente francs en faveur du jeune Geertz, avec l'avis conforme de M. *Bérard*, trésorier, et sur l'initiative du bureau statuant en Comité de finances.

La séance est levée à 10 h. 1/2.

La prochaine séance aura lieu le jeudi 3 novembre. L'ordre du jour sera ainsi fixé :

1^o Continuation de la discussion sur la responsabilité des patrons en matière d'accidents de fabrique. — Réponse de M. *Nusse* à M. *Vavas seur*.

2^o Continuation de l'examen de la question de l'enseignement professionnel par les Chambres syndicales.

Le Secrétaire de la Société,

ERNEST NUSSE.

ANNEXE

L'Enseignement professionnel ouvrier par les chambres syndicales, par M. Ernest Nusse, avocat à la Cour d'appel, docteur en droit, Secrétaire de la Société de protection des apprentis.

C'est une vérité aujourd'hui banale que la liberté de l'industrie n'exclut nullement l'existence des syndicats professionnels. Si nos pères ont édicté la loi du 2 mars 1791, ce fut par une confusion que les institutions du temps excusaient entre la corporation et le monopole. — Avec un régime justement détesté, on condamna la forme sous laquelle il se traduisait. Sans doute, en détruisant une organisation économique qui avait été le rempart du privilège, on craignit

qu'une simple transformation des cadres dans lesquels elle s'était mue, ne facilitât le retour des anciens abus. On préféra donc renverser l'édifice plutôt que de l'approprier à une destination nouvelle. — On sait les vices funestes de ce système : l'intérêt privé des ouvriers et des patrons qui, suivant Dallarde, le rapporteur de la loi du 2 mars 1791, devait maintenir le niveau de la capacité contre les tentatives de l'ignorance, n'a opposé qu'un frein impuissant. Les uns et les autres ont voulu gagner vite et beaucoup, les rivalités ont amené les haines et l'anarchie économique imparfaitement conjurée par les lois du premier Empire, combattue sans grand succès sous le gouvernement de Juillet par la création du ministère de l'Agriculture et du Commerce, dénoncée avec un programme malheureusement utopique par la Constitution de 1848, continuait ses ravages dans les rangs de l'Industrie française. L'un de ses fruits les plus déplorables fut l'affaïssement graduel de l'apprentissage. Cette préparation à l'antique maîtrise est devenue un vulgaire contrat, où le maître a souvent cherché moins à instruire qu'à bénéficier, l'élève moins à apprendre qu'à conquérir un salaire rapide, fût-ce au mépris de la foi due à la convention. Le patron a cantonné l'apprenti dans une spécialité ; l'élève s'est mis en rupture de contrat et l'industrie nationale a souffert.

Telles sont les conséquences de l'individualisme : l'homme isolé ne voit que ses intérêts immédiats et transitoires. L'association modifie et corrige l'égoïsme en étendant les aspirations et les vues d'avenir. Et comme la nation est elle-même une vaste agrégation collective, sa force et sa vitalité se concentrent en reposant sur un faisceau d'associations libres qui réunit les personnalités humaines. A défaut de cette cohésion, l'action de l'État s'émiette et se noie dans l'océan humain, faute d'intermédiaire entre le mouvement d'impulsion qu'elle imprime et la résistance d'individualités toujours plus ou moins lésées par la raison d'utilité publique.

La réaction est venue en grande partie des chambres syndicales parisiennes. Leur humanité et leur intelligence ont entrepris la défense de l'enfant, la discipline du patronat et par là même la régénération de l'apprentissage. Il y a une pléiade de noms qui caractérisent ce mouvement et qu'on se plaît à rassembler dans la générosité de leur pensée commune ; ce sont ceux de MM. Hiéland, Charles Petit, Havard, Follot, Ramé, Rodanet, Lemoine, Turney, Giraud, Marienval, Dubosq, Noël, Limal Boutron, et tant d'autres qu'il serait long de citer, car les rangs du petit bataillon s'élargissent tous les jours et demain il sera légion.

Sans diminuer le mérite des syndicats, disons que cette question s'imposait à eux. Le recrutement professionnel est primordial pour les corporations, et celles qui par voie d'exception avaient obtenu la vie sociale depuis la loi de 1791, les ordres d'avocats, les chambres

d'officiers ministériels, ont minutieusement réglé le stage et la cléricature.

Toutefois, la logique a ses nécessités; avant de songer à l'instruction technique des enfants, il fallait s'occuper de leur éducation physique et intellectuelle, en les tirant du milieu de décadence auquel la loi de 1841 n'avait point su les arracher.

Dès 1868, plusieurs chambres syndicales mettaient à l'étude le travail industriel des enfants: l'une d'elles formula même un programme que tous ses adhérents s'engageaient librement à appliquer et qui contenait en substance les dispositions principales de la loi du 19 mai 1874, qui nous régit aujourd'hui (1).

Par l'organe de leurs membres les plus influents, les Chambres syndicales prirent une part notable à la discussion du projet de loi dans le sein de la Société de protection des apprentis ou dans leurs assemblées particulières, et, après le vote de l'Assemblée nationale, elles furent l'un des plus puissants instruments de la mise en activité de la loi. Le personnel de l'Inspection ne comprenait que deux fonctionnaires; les Commissions locales nouvellement créées et encore inexpérimentées connaissaient à peine leurs attributions. Ce fut à celles des Chambres syndicales auxquelles ressortissent les professions employant des enfants que l'Inspecteur divisionnaire, M. Maurice, s'adressa comme à un centre de propagande. Il leur exposa le système de la législation nouvelle dans des allocutions familières toujours assidûment suivies. Des circulaires instructives furent envoyées aux confrères par le soin des bureaux, et de proche en proche, grâce à la bonne volonté et à l'intelligence de tous, alternativement disciples et apôtres, le mécanisme de la loi se vulgarisa et son exécution put devenir sérieuse.

Alors commençait une nouvelle phase. La question du travail de l'enfant résolue dans un intérêt social, il restait à l'envisager au point de vue industriel. Cette œuvre nouvelle encore inachevée, mais généreusement entreprise, fut désormais le but des Chambres syndicales. Elle avait été inaugurée par la création des patronages d'assistance paternelle dont nous parlerons plus tard; son importance fut accentuée par les constatations de l'Exposition universelle de 1878. La France victorieuse encore était suivie de près par ses rivaux. Les nations concurrentes n'avaient épargné ni l'argent ni les veilles. Toutes avaient, comme nous, proclamé le principe moderne de la liberté de l'industrie; mais toutes avaient sauvé l'enseignement professionnel du naufrage de la féodalité industrielle. Quelques-unes l'avaient même approprié aux exigences modernes et le mot d'école

(1) Syndicat général, Chambre des tissus, Chambre des teinturiers-imprimeurs. *Bulletin de la Société de protection des apprentis*, t. II, p. 288.

professionnelle, vanté en Allemagne, en Autriche, en Russie, aux États-Unis, circulait complaisamment dans toutes les bouches.

Les chambres syndicales voulurent avec raison interroger leurs rivaux étrangers et l'une des trois sections du Congrès du commerce et de l'industrie qu'elles organisèrent au palais du Trocadéro, se chargea d'étudier l'enseignement professionnel (1). Il n'y avait ni parti pris ni idée préconçue, mais désir ardent et unanime de chercher la vérité dans un laborieux effort.

Deux courants très opposés se firent jour; il y eut des partisans très déclarés de l'école professionnelle, voulant la généraliser dans toutes les industries et la proclamant la solution unique de l'apprentissage. Il y eut non pas des détracteurs de cette école, mais des esprits moins absolus dans leur engouement, désirant assigner un champ limité à une institution dont l'utilité, encore bien que démontrée, ne leur semblait pas universelle. Si les mécaniciens représentés par leur président M. Liébault (2) se montrèrent favorables à l'idée, elle fut accueillie plus froidement par les industries des fleurs et plumes et des ornements d'église. Depuis, la même discussion s'est renouvelée dans le sein des chambres syndicales, et si l'école professionnelle a conquis les chambres des marchands tailleurs (3), des photographes (4) et de l'horlogerie (5), elle vient encore une fois d'être repoussée par celle des fleurs, plumes et modes (6), à la suite d'un remarquable débat. Y a-t-il schisme entre les chambres, ou la souveraine appréciation de chacune d'elles a-t-elle tenu un juste compte de la diversité des industries, en refusant de leur appliquer tel ou tel système d'éducation incompatible avec leur cadre particulier? Avant d'examiner ce côté de la question, il convient de noter la différence entre les deux modes d'instruction.

Dans l'économie des patronages industriels des fleurs et plumes, de l'ébénisterie, du papier peint, des tapissiers, du papier et des industries qui le transforment, l'instruction est donnée directement à l'atelier par le patron. Une association corporative s'établit entre industriels. Tous s'engagent à choisir soigneusement l'élève, à le surveiller dans son travail, à lui donner l'instruction complète. L'atelier devient ainsi une école professionnelle. Il n'y a de cours ou de conférences d'ensemble que pour l'enseignement primaire ou

(1) Congrès international du commerce et de l'industrie. Paris, Imprimerie nationale 1880, numéro 19 de la série.

(2) Congrès, p. 115.

(3) *Bulletin* 1878, p. 252. — 1879, p. 202.

(4) *id.* 1881, p. 81.

(5) *id.* 1881, p. 91.

(6) *id.* 1881, p. 79.

technique. Des concours mettent en lumière le mérite des concurrents qui sont récompensés d'après le classement des jurys.

Ces divers patronages ont prospéré avec une égale fortune; un seul, celui des enfants de l'emballage, semble avoir échoué. Le système est donc loin d'être en défaveur, et récemment la chambre de la passementerie, mercerie, boutons et rubans en retenait l'étude (1).

A côté de ces institutions qui représentent le type complet du patronage, dont quelques-unes, comme celles des fleurs et plumes, sont éducatrices et justifient le beau nom d'assistance paternelle en encourageant chez l'élève les vertus domestiques et privées comme la piété filiale, il est une série de chambres syndicales qui s'occupent exclusivement de développer la partie de l'enseignement professionnel la plus utile au métier exercé, tout en retenant l'instruction manuelle à l'atelier. Je citerai les écoles de dessin de la bijouterie, joaillerie et orfèvrerie de Paris, celle de la bijouterie-imitation, celle des doreurs ornementalistes, les cours et expositions organisés par les chambres des mécaniciens et du bronze. C'est à ce programme que paraît se rallier la maroquinerie gainerie (2). Qu'on ne s'étonne pas de la nécessité de ces cours à côté de ceux de la Ville de Paris. Comme tous les arts, le dessin a ses applications et ses spécialités dérivées. Au maniement du crayon, un bijoutier distingué doit joindre le dessin d'après la bosse, le modelage, la copie du bijou. Lors donc que les sculpteurs ornementalistes, les pâtisseries, le bronze installent des concours et des récompenses en faveur des apprentis qu'ils envoient aux cours municipaux du soir, ils font bien, mais pas assez. Le principe d'une école de dessin industriel, spéciale à l'Union, est aujourd'hui préconisé par les Chambres de la passementerie, de la dentelle et du papier.

Il ne faut point, en effet, confondre l'école primaire avec l'école professionnelle. La première ne saurait être que le vestibule de la seconde, alors même que certains cours spéciaux, mais exclusivement préparatoires, y auraient été introduits. L'idée d'y disposer les enfants au travail manuel semble prévaloir aujourd'hui près d'un grand nombre d'esprits; elle est pratiquée dans beaucoup d'écoles et sera bientôt généralisée. Mais il s'agit seulement d'habituer au maniement des outils les plus usuels, de provoquer l'adresse de la main, sans initier, ce qui serait impossible, aux détails d'un métier déterminé. Ainsi pensait Rossi (3) quand il écrivait que cultivateurs ou cordonniers, tailleurs ou cochers, les études préparatoires doivent être les mêmes pour tous les travailleurs.

(1) *Bulletin* 1878, p. 258.

(2) *Bulletin* 1881. p. 78.

(3) *Cours d'économie politique*, t. I, p. 445-446.

De même, en prescrivant, le 16 mars 1880, la création des cours normaux de coupe et d'assemblage des vêtements (1), le Ministre de l'Instruction publique n'a pu vouloir transformer les institutrices en contremaîtresses ni les écoles de filles en ouvroirs, mais donner les notions élémentaires qui servent à toutes les femmes dans un ménage. La Chambre de la confection pour dames et enfants n'y verra donc qu'une simple réalisation de ses vœux (1). Elle ne se dispensera nullement de compléter les connaissances acquises par les élèves qui, ayant suivi ces cours, ne seront que des apprenties un peu mieux préparées.

Au regard des Chambres qui transforment l'atelier en école professionnelle, il en est un certain nombre qui pensent au contraire que l'enseignement technique doit être donné dans des écoles installées spécialement à cet effet. C'est ainsi que Chaptal (3), l'inspirateur de la loi du 22 Germinal an XI et le père de l'enseignement professionnel, entend faire des *chefs d'atelier* dans des écoles de teinturerie, de forges, fonte, coulage, laminage des métaux, de constructions de machines. Rapprochons ces exemples de ceux qui nous sont fournis par les industries auxquelles ressortissent les Chambres favorables aux écoles professionnelles : mécanique, horlogerie, photographie, vêtement pour hommes, et nous pourrions peut-être déterminer le domaine de l'école professionnelle par la synthèse suivante.

Cette école régira : 1^o les fabrications qui, reposant exclusivement sur l'application d'un principe chimique, physique, géométrique, mécanique, demandent au travailleur plus de méthode et de précision que de goût ; 2^o les arts industriels dans lesquels les progrès de l'outillage permettent de faire exécuter par des manœuvres, les simples opérations d'ajustage, après que la fabrication des moules et matrices, œuvres de véritables artisans, a ramené à la reproduction plastique les divers organes de l'ensemble créé par le dessin d'invention.

D'après cette classification, nous n'osons dire cette définition, nous pourrions plus facilement comprendre que les diverses industries énumérées ci-dessus désirent la création d'écoles ; à une exception près, elles rentrent dans l'ordre d'idées que nous avons énoncé. Elles ont moins besoin d'une universalité d'ouvriers hors ligne que de sujets d'élite, pouvant devenir dans les ateliers « des chefs de file, en quelque sorte des caporaux et sergents de l'industrie, capables de diriger et d'inspirer de leur bon esprit, en les éclairant de leurs lumières, la masse moins instruite de leurs camarades (4) ». Elles

(1) *Bulletin* 1881, p. 64.

(2) *Bulletin* 1880, p. 208.

(3) T. II, p. 308-309.

(4) Congrès précité, p. 105, paroles de M. René Dubail.

peuvent s'adresser à l'école professionnelle qui ne donnera jamais que des cadres et non pas une armée.

Cela est si vrai que nous avons vu la Chambre de l'horlogerie, désireuse d'avoir en même temps des sous-officiers et des soldats, mener de front les deux œuvres, l'école professionnelle pour les premiers, les cours pour les seconds.

Faisons ici la restriction que nous avons énoncée quant aux marchands-tailleurs. Si la géométrie sert de base à la coupe, si d'autre part le vêtement n'a plus l'ornementation qui le décorait aux *xvii^e* et *xviii^e* siècles, il est certain qu'en dehors même des uniformes d'apparat, le costume le plus simple comporte dans son agencement et dans son adaptation au destinataire, un art dont la difficulté est de se plier aux variétés individuelles. Le but de la Chambre syndicale est, dit-elle, de réagir contre la tendance du consommateur, « qui porte actuellement aujourd'hui ce qu'il n'eût osé porter autrefois » (1). Le moyen invoqué est-il efficace, et l'école ne fera-t-elle pas plutôt des élèves pour la confection que pour la profession de tailleur ? Les résultats poursuivis ne seraient-ils pas meilleurs, si l'on créait, à l'instar de la bijouterie, des cours de coupe et d'assemblage, de dessin d'ornement avec composition, récompenses et expositions dans les salons de l'Union nationale. Quand le gouvernement ouvre des concours pour l'esquisse d'un costume officiel, comme l'a fait récemment l'administration des forêts, les concurrents seraient plus nombreux si le tailleur pouvait lui-même traduire ses idées, sans l'assistance forcée d'un dessinateur.

Au contraire, nous ne saurions trop louer la décision prise par la Chambre des fleurs, plumes et modes, le 10 décembre 1880 (2), quand elle a maintenu l'apprentissage à l'atelier et rejeté l'école professionnelle en ce qui concerne son industrie. A coup sûr, cet enseignement ne serait pas impossible, mais ici, l'ajustage est chose principale ; le mérite consiste dans le fini du détail et dans l'harmonie de l'ensemble ; nous nous approchons de l'art proprement dit, qui veut la comparaison des idées et des procédés, l'originalité et surtout le talent d'exécution, non pas chez quelques-uns, mais chez tous ceux qui le pratiquent. C'est par des considérations semblables que le patronage de l'ébénisterie résistait dès 1878, et se montre aujourd'hui encore peu favorable à la création d'une école professionnelle (3).

Notre conclusion est donc qu'il convient, non de discuter en théorie la prédominance de l'école professionnelle sur l'enseignement dans l'atelier, mais les nécessités et convenances de l'enseignement tech-

(1) *Bulletin* 1881, p. 82, paroles de M. Noël, président.

(2) *Bulletin* 1881, p. 78.

(3) Congrès, p. 60.

nique dans chaque industrie. Prétendre faire ici cette recherche serait une témérité et notre tâche se borne à indiquer quelques jalons.

Ce point fondamental réglé, il reste à examiner sur des questions plus secondaires, mais encore fort importantes la pratique et la pensée des Chambres syndicales. La forme de l'internat ou de l'externat se plie-t-elle mieux aux exigences de l'enseignement professionnel. A raison des difficultés de trouver une sanction disciplinaire et de l'influence souvent déplorable des familles qui tendent malheureusement à exciter l'enfant à la désertion du contrat, aussitôt qu'elles le jugent apte à gagner, les Chambres ne dissimulent pas leur prédilection pour l'internat. C'est dès 1873 l'aspiration des Chambres de la tabletterie (1) et des mécaniciens (2). Celle des instruments d'optique et de précision reprend ce vœu en 1877 et provoque auprès de la Société de protection une enquête sur les pensionnats d'apprentis (3). A côté des externes, le projet d'école des marchands-tailleurs admet des internes, et l'école d'horlogerie s'est assuré le concours d'une pension procurant aux élèves le logement et la nourriture, en attendant qu'elle soit installée à cet effet (4). Il n'est pas jusqu'aux simples patronages qui ne songent à l'internat. Récemment l'assistance paternelle des fleurs et plumes (5) a mis à l'étude un projet de création de groupes de famille, entre lesquelles les apprenties seraient réparties moyennant le paiement par le patron d'une somme mensuelle de 50 francs par tête d'enfant. Le conseil municipal de la Ville de Paris étudierait même un projet de création de dortoirs où les élèves viendraient coucher chaque soir. Nous avons expliqué ailleurs la place légitime qui appartient à l'internat dans l'apprentissage. Il prévient le vagabondage, c'est-à-dire le garni et le cabaret pour les garçons, la prostitution pour les filles (6).

Mais qu'on opte pour l'externat ou l'internat, où trouvera-t-on les fonds indispensables pour établir l'enseignement professionnel? Les souscriptions, les subventions publiques ou privées, les quêtes, concerts, bals de bienfaisance, les frais d'écologie ont jusqu'à ce jour alimenté les budgets des patronages et des cours spéciaux. Ajoutons la générosité des professeurs qui rendent des services gratuits ou se contentent d'une rémunération modeste, enfin la facilité donnée par certaines administrations publiques ou par l'Union nationale qui prêtent des locaux et délivrent ainsi de la grosse charge du loyer.

(1) *Bulletin* 1876, p. 323.

(2) *Bulletin* 1873, p. 407.

(3) *Bulletin* t. XI, p. 140.

(4) *Bulletin* 1881, p. 93.

(5) *Bulletin* 1881, p. 78.

(6) *Bulletin*, t. XII, p. 105.

La dépense est sensiblement plus lourde pour l'organisation de véritables écoles professionnelles. C'est à cet obstacle que se heurtent les efforts des marchands-tailleurs et, si récemment M. Rodanet a réussi à fonder l'école d'horlogerie, c'est grâce à une loterie que ses relations personnelles et ses démarches actives ont menée au succès. Loin de nous la pensée de réprouver un semblable moyen. Il est bon que les séductions du sort réchauffent le zèle des tièdes, mais nous doutons que cet expédient puisse se généraliser, et il y a là une exception heureuse qui ne saurait faire règle.

A la vérité l'école professionnelle a le produit du travail des enfants qui est justement proclamé sa propriété (1); mais, outre que cette recette est lente dans le principe, il y a dans l'avenir des ménagements à garder vis-à-vis de l'industrie. Il convient que le travail des élèves ne lui fasse pas concurrence. Aussi le projet de statuts des mécaniciens portait-il que l'école ne travaillerait que sur commandes (2). De même les marchands-tailleurs stipulent qu'on n'exécutera que des travaux à façon fournis par les actionnaires (3). Si ce danger est chimérique, la valeur du produit l'est malheureusement plus encore et bien que la Chambre des tailleurs ait espéré fonder son école par la constitution d'une Société anonyme au capital de 250,000 francs divisé en parts d'intérêt de 1.000 francs, il est douteux qu'elle trouve les fonds (4). Rappelons ici quelques ordres d'avocats, les chambres d'officiers ministériels, c'est-à-dire les seuls syndicats qui aient aujourd'hui l'existence légale, ne sont parvenues à des institutions durables, notamment en matière de bienfaisance, qu'au moyen de cotisations forcées qui sont pour les confrères de véritables impôts professionnels.

Il nous reste à étudier les conditions d'admission à l'enseignement, les matières des programmes et les modes d'émulation employés. Si la loi du 19 mai 1874 fixe l'âge d'entrée aussi bien à l'école professionnelle qu'à l'atelier ordinaire, il est d'autres règles d'admission plus délicates à tracer. Les étrangers seront-ils accueillis dans l'enseignement professionnel français? Le règlement de l'école d'horlogerie (5) et de celle que veulent fonder les marchands-tailleurs les accepte (6). Ils sont au contraire exclus du concours par les statuts de la Chambre du papier (7). En présence des résultats de l'Exposition de 1878, ce dernier parti semble le plus sage.

(1) Art. 41, Statuts de l'école d'horlogerie.

(2) *Bulletin* 1873, p. 407.

(3) *Bulletin* 1879, p. 202.

(4) Ce doute est heureusement levé et l'école est ouverte à Paris, 86, rue Montorgueil.

(5) Art. 26 des statuts.

(6) *Bulletin* 1879, p. 202.

(7) *Bulletin* 1880, p. 212.

Si on relève l'enseignement professionnel pour lutter contre la concurrence étrangère, c'est aller contre notre but que de l'initier à nos procédés. Que les produits de l'industrie soient livrés périodiquement à l'examen des peuples rivaux, il y a profit d'émulation qui compense certains inconvénients ; mais, si nous voyons des officiers étrangers assister aux revues des troupes nationales, nous n'avons jamais vu aucun peuple ouvrir ses écoles militaires à des étrangers. On peut montrer les produits d'un enseignement, mais non ses procédés.

Il va sans dire que l'enseignement professionnel est non seulement technique mais primaire. Nous avons critiqué l'étroitesse du programme des Chambres qui se contentent d'installer quelques cours spéciaux. Il faut même avouer, hélas, que l'état de l'instruction primaire oblige les Chambres plutôt à la renforcer qu'à la parfaire. Une des parties les plus nécessaires et les plus originales de l'enseignement professionnel est la technologie, qui donne les notions sur les matériaux, leur provenance, leur usage et leur degré de résistance. Dans l'école fondée par M. Rodanet (1), on apprend les éléments de la mécanique appliquée à l'horlogerie, la théorie et la construction de l'horlogerie. A la Chambre du papier, récemment, M. Ramé a eu l'initiative d'un projet de cours théorique embrassant l'étude spéciale des formats de papier et de leur usage, de l'histoire professionnelle, de l'étymologie des mots, de l'origine des dimensions, des problèmes sur l'emploi des papiers, relativement aux poids et formats, des notions de dessin concernant la papeterie, le cartonnage (2). La généralisation de pareils cours appropriés à chaque genre d'industrie entraînerait de rapides progrès en transformant le routinier en penseur.

Tout enseignement suppose une constatation de mérite. Il y a d'abord pendant sa durée des encouragements, exposition de travaux, concours, prix et livrets. L'Union nationale n'a pas failli à ce devoir : ses salons groupent les travaux des élèves appartenant à un grand nombre des industries qui ont organisé l'enseignement professionnel. Des concours scrupuleusement installés et loyalement exécutés permettent l'appréciation impartiale des œuvres produites. Ce n'est plus le tyrannique jury des anciennes maîtrises, resserrant la porte à l'entrée d'une profession : c'est le libéralisme éclairé de juges élus élevant le niveau de l'art industriel pour vulgariser le mérite, non pour monopoliser le travail. Ici se révèle une supériorité évidente des patronages sur l'école professionnelle ; une utile émulation croît entre les apprentis des divers ateliers du syndicat, comme celle des lycées

(1) Statuts, art. 6.

(2) *Bulletin* 1881, page 84.

se rencontrant à la Sorbonne. Les contremaîtres sont jaloux de faire valoir en la personne de leurs élèves leur habileté pédagogique. La variété des procédés d'enseignement permet des comparaisons ; le nom des patrons est le drapeau sous lequel combattent élèves et maîtres. Généreuse ardeur qui ne peut dégénérer en concurrence mercantile, quand, à l'exemple des Fleurs et Plumes, on a pris soin de ne pas publier le nom du patron en regard de celui de l'apprenti. — Au contraire dans l'école professionnelle le terrain de la lutte est plus rétréci : il y a rivalité entre les élèves d'un même maître. Leur nombre limité, leurs aptitudes définies et classées ne laissent qu'une part restreinte à l'imprévu. Il y a composition plutôt que concours.

La plus grande et en même temps la plus utile distinction scolaire est le diplôme qui est sinon la preuve, tout au moins la présomption de la capacité. Le brevet d'apprentissage, encore dénommé dans nos lois, n'existe plus dans la pratique. C'est la conséquence de l'individualisme dans lequel a si longtemps dépéri l'apprentissage. Le brevet dégénérerait forcément, en l'absence de syndicat, en un certificat personnel, et l'on sait le discrédit que l'abus et la complaisance ont jeté sur de pareils documents. Le brevet ne reprendra sa valeur que s'il émane des Chambres, ou tout au moins s'il est contrôlé par elles. A en juger par le peu de faveur qu'a trouvée cette idée en 1878 auprès de mes amis des Chambres syndicales, je crains qu'elle ne heurte encore les convictions de quelques-uns d'eux. Aujourd'hui, cependant, plusieurs Chambres ont cessé d'être hostiles à la délivrance du diplôme. Les Chambres des tapissiers (1), photographes (2) et celle des mécaniciens (3) s'y rallient. L'article 55 du règlement de l'école d'horlogerie traite de la collation des diplômes et, si la Chambre de la passementerie repousse encore ce système (4), en y voyant un excès de pouvoir, c'est qu'effectivement, l'intervention des syndicats en cette matière ne sera correcte que le jour très prochain où ils auront une existence légale. En faisant un retour au passé, nous lui empruntons cette institution sans l'esprit qui l'avait inspirée. Le diplôme sera non une condition impérative réprouvée par le principe de la liberté du travail, mais une facilité licite et une recommandation facultative pour l'apprenti méritant.

Nous avons négligé un point fort important : la combinaison des efforts des Chambres syndicales patronales et ouvrières au point de vue de l'enseignement professionnel.

(1) *Bulletin* 1874, p. 532.

(2) *Bulletin* 1881, p. 81.

(3) *Bulletin* 1873, p. 467.

(4) *Bulletin* 1878, p. 258.

La participation de l'ouvrier se trouve dans le professorat technique et c'est une part essentiellement large, puisque là est la base de l'enseignement professionnel. Quelques-unes des Chambres ouvrières ont été plus loin : elles ont créé elles-mêmes des écoles ; ainsi en est-il des menuisiers, des ébénistes de la rue de la Roquette, des carrossiers qui à l'instar des patrons ont établi une école dans l'avenue de Wagram. Rivalité de bon aloi dont les effets sont glorieux et profitables pour tous. Et cependant, ce n'est pas dans la dissémination des forces vives, mais dans leur concentration, que repose suivant nous l'avenir de l'apprentissage. Nos sympathies sont plutôt acquises aux alliances fédératives, à ce sou de l'atelier révélé par M. Turney à la dernière distribution de prix des fleurs et plumes, que des ouvrières prélèvent sur leur salaire pour s'associer à l'œuvre de l'assistance en récompensant leurs compagnes débutantes. Notre idéal est réalisé par le programme de la Chambre mixte du papier et des industries qui le transforment, adopté récemment par la Chambre des pâtisseries. C'est avec bonheur que nous rappelons les paroles de M. Havard en 1878 : « La Chambre syndicale ouvrière est si bien entrée dans nos idées qu'elle a demandé d'apporter son tribut aux récompenses décernées aux enfants. C'était une trop belle occasion de cimenter l'entente cordiale qui existe entre la Chambre syndicale des patrons et la Chambre syndicale des ouvriers pour que nous ne nous soyons pas empressés d'accueillir avec gratitude cette offre généreuse et intelligente (1) ». Et le concours des apprentis est jugé par un jury mixte de patrons et d'ouvriers. Exemple fécond suivi par l'assistance paternelle des fleurs et plumes (2).

Toutes les chambres n'ont pas encore atteint ces grands résultats, mais toutes sont dans la bonne voie. Ce qu'elles ont fait avant de naître à la vie civile est la garantie de ce qu'elles feront quand ce bienfait leur sera acquis. Elles sont sérieuses et pratiques, évitant les chimères et les théories risquées. Elles se soucient peu de l'enseignement collectiviste qui produirait assure-t-on, l'ouvrier universel, façonné pour toute une série de métiers (3). Elles ouvrent sagement l'atelier ou l'école professionnelle spécialiste à une profession déterminée. Au moment où la loi du 29 novembre 1880 vient de mettre à la disposition de l'enseignement technique des subventions importantes s'alimentant aux budgets de deux ministères, elles se désignent à ces libéralités par leur passé, leur expérience et leur dévouement.

(1) Congrès, p. 101.

(2) Discours de M. Turney à la distribution des prix des fleurs et plumes, du 10 avril 1881.

(3) Rapport de M. Nadaud, *Bulletin*, t. XI, p. 621.

L'argent de la France leur sera confié fructueusement. Il y a sécurité, car le succès n'a pas attendu cette épreuve ; il y a justice, car ceux qui assurent dans le présent la grandeur industrielle de la France méritent d'être encouragés quand, s'élevant au-dessus des préoccupations de leurs affaires privées, ils songent à l'avenir où leur patriotisme seul est en cause.

CORRESPONDANCE

Lettre de M. Plassiard, Inspecteur divisionnaire à Nancy, sur le nettoyage des métiers à filer le coton. — Appareil de sécurité.

Nancy, le 7 juillet 1881.

Monsieur le Secrétaire,

Je n'ai pas encore eu l'occasion de vous signaler de disposition importante dans les machines pour assurer la sécurité des enfants pendant le nettoyage. — Je crois pouvoir vous indiquer aujourd'hui un petit appareil remarquable par sa simplicité et sa facile application. Le principe est applicable à tous les métiers à filer Self-Acting et en particulier, pour le modèle que je vous envoie, au métier Parc-Curtès, ancien système qui existe encore dans un grand nombre d'usines filatures de coton. La légende qui accompagne le dessin en indique le fonctionnement. (1)

Depuis la création de l'Inspection, il y a eu, dans la quatrième circonscription seulement, cinq enfants tués sur le coup sous des métiers à filer mis en mouvement trop vite, et avant que les enfants soient sortis de dessous. Je ne parle pas des têtes contusionnées et des corps comprimés qui ont amené un arrêt ou une suppression complète de travail : il y en a beaucoup et on ne les connaît pas tous.

Pour éviter ces accidents, il ne faut compter ni sur les règlements affichés, ni sur les ordres verbaux, ni même sur l'affection naturelle des parents pour leurs enfants.

L'inattention de l'ouvrier est plus forte que tout cela et absolument indépendante de sa volonté. La routine et l'habitude l'emportent ; il fait tout machinalement. Que dire à un père qui tue son enfant, à un frère qui tue son frère, comme cela a eu lieu ?

Il faut employer des moyens qui enlèvent absolument à l'ouvrier fleur la possibilité de mettre le métier en marche sans le concours de l'ouvrier qui nettoie dessous, et lui enlever en même temps toute faiblesse involontaire d'attention.

(1) Le dessin déposé par M. l'Inspecteur est aux archives de la Société, à la disposition de MM. les Industriels.

L'appareil que j'indique répond parfaitement à la question par sa facilité d'application.

Cet appareil, primé à Lille en 1880, à Paris, Exposition universelle de 1878, n'est malgré cela pas connu ou pas appliqué.

J'en ait fait faire le modèle, le dessin et la légende ; il a été exposé à Épinal au concours régional de 1881 et a reçu une médaille de bronze.

Il reste à le faire connaître des industriels qui n'étant pas toujours mécaniciens ont des difficultés à le faire installer sur un simple souvenir.

Chacun est libre de l'appliquer et de se mettre au moins moralement à l'abri d'une énorme responsabilité.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

L'Inspecteur divisionnaire,
L. PLASSIARD.

COMITÉS
DE LA
SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES ENFANTS
EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES
(*Comptes rendus de leurs Travaux.*)

COMITÉ JUDICIAIRE

Extrait du procès-verbal communiqué par M. TOURNIER, secrétaire-adjoint.

Séance du 16 juillet 1881.

Présidence de M. *Faustin-Hélie*, juge au tribunal civil de la Seine.

Sont présents : MM. *Froger de Mauny*, vice-président, *Nusse* secrétaire de la Société, *Gabriel Desclozières*, secrétaire du comité, *Jules Périn*, *Millot* ; MM. *Tournier*, *Salle*, et *T. Martin* s'excusent par lettre de ne pouvoir assister à la séance.

Le procès-verbal de la séance précédente rédigé par M. *Tournier* et inséré au dernier bulletin est adopté.

M. *Jules Périn*, secrétaire honoraire de la Société de protection, demande que le comité judiciaire rende l'hommage qui lui revient, à la mémoire de M. *Urbain Chauveau-Lagarde*, juge honoraire au tribunal civil de la Seine, chevalier de la Légion d'honneur qui voulut bien, pendant quelques années, prêter son concours à notre Société, en acceptant d'être le président de ce Comité (*Voy. Bulletin 111*, p. 213; *Voy*, p. 37, etc.) fonctions qu'il ne résigna que par suite de son grand âge.

M. *Chauveau-Lagarde* est décédé le 15 juillet 1881, dans sa 84^e année, et ses funérailles ont eu lieu, hier 10 juillet, en l'église Saint-François-Xavier. Plusieurs de nos collègues qui ont conservé le souvenir du vénéré président du comité judiciaire, s'associeront certainement aux sentiments de reconnaissance exprimés par notre collègue M. J. Périn et dont l'expression sera insérée au procès-verbal.

M. le Président *Faustin Hélie* rappelle qu'un arrêt de la Cour de cassation, en date du 18 février 1881, chambre criminelle, décide que la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants dans

les manufactures est inapplicable aux ateliers de famille et aux ateliers organisés dans les établissements de bienfaisance, tels que les orphelinats, lorsque ces ateliers fonctionnent, non en vue d'un bénéfice à réaliser sur le produit du travail qui s'y exécute, mais en vue de l'instruction et de l'éducation professionnelles des enfants. Ainsi, le chef d'un tel établissement ne pourrait être poursuivi pour contravention à la loi de 1874. — Rejet d'un pourvoi formé par M. le Procureur général de la Cour d'Aix, du 11 novembre 1880. — Sirey, 1881, 130.

M. le Garde des Sceaux estimant, que cette jurisprudence ne devait pas se continuer, soumit un projet de loi à la Chambre des députés contenant un article unique ainsi conçu : — « La loi du 19 mai 1874 est applicable aux maisons de bienfaisance ou d'éducation, aux orphelinats, ouvroirs, ateliers de charité ou autres établissements quelconques, qui emploient des enfants et des filles mineures à un travail industriel, à quelque titre que ce soit, et alors même que ce travail serait organisé en vue de l'affectation gratuite ou charitable des produits ou de l'éducation professionnelle de l'enfant. »

Ce projet soumis d'urgence à la Chambre des députés fut voté dans la séance du Samedi 28 mai.

Il est maintenant soumis au Sénat.

M. le *Président* dit qu'au fond l'application du droit commun aux maisons religieuses et aux écoles professionnelle est juste, mais il exprime l'espoir que les dispositions du projet seront amendées: il paraîtrait par exemple excessif que l'inspecteur eût le droit de pénétrer dans les couvents et les orphelinats à toute heure du jour et de la nuit. En outre le législateur dans son projet a omis de parler des établissements de l'État par exemple des manufactures des tabacs.

L'ordre du jour appelle la lecture du rapport de M. *Nusse* à l'occasion du projet de loi sur la durée du travail des enfants dans les manufactures. M. *Nusse* explique que les journaux ayant annoncé l'éventualité du rejet de la proposition de loi par la commission dont M. *Paris* a été rapporteur, il y aurait lieu d'ajourner la communication que le comité devait entendre jusqu'au dépôt de ce rapport de M. *Paris*.

Cet avis est adopté par le Comité.

M. *Tallon* notre honorable collègue, avocat général à la Cour d'appel de Lyon, vice-président honoraire de la Société de

protection, consulte le Comité judiciaire sur la question suivante :

Lorsqu'un inspecteur a dressé un procès-verbal pour contravention aux dispositions de la loi du 19 mai 1874, article 14, sans accompagner ce procès-verbal d'un avis de la commission locale, le défendeur peut-il repousser l'action par une fin de non-recevoir tirée de la non existence de cet avis?

L'article 14 sus-visé est ainsi conçu : « *Les ateliers doivent être tenus dans un état constant de propreté et convenablement ventilés, ils doivent présenter toutes les conditions de sécurité et de salubrité nécessaires à la santé des enfants.* »

» *Dans les usines à moteurs mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre appareil, dans le cas où il aura été constaté qu'ils présentent une cause de danger, seront séparés des ouvriers de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service.*

» *Les puits, trappes, et ouvertures de descente doivent être clôturés.* »

L'article 18 de la même loi dans son § 5 indique que « *tou-
tefois lorsque les Inspecteurs auront reconnu qu'il existe, dans un
établissement ou atelier une cause de danger ou d'insalubrité,
ils prendront l'avis de la commission locale ci-dessous instituée
sur l'état de danger ou d'insalubrité, et ils consigneront cet avis
dans un procès-verbal.* »

M. le rapporteur estime qu'au point de vue de l'application de ces deux articles, il faut distinguer les causes d'infraction prévues par la loi, celles qui résultent des décrets rendus avec avis du conseil d'État et du Conseil des arts et manufactures et les causes de danger non prévues ; mais qui peuvent être appréciées comme telles par les inspecteurs. Or, si dans ce dernier cas, l'inspecteur a omis de se conformer au paragraphe 5 de l'article 18 et de prendre l'avis de la commission locale, le prévenu pourra-t-il faire triompher une fin de non-recevoir tirée de cette omission ?

M. Nusse estime que cette fin de non-recevoir sera simplement suspensive mais non décisive ; le tribunal pourra renvoyer l'affaire pour prendre l'avis de la commission locale, avis qui sera formulé à l'audience, sans quoi il pourrait y avoir recours en cassation pour défaut de procédure.

M. le Président invite le comité à délibérer conformément à

la demande de consultation de M. Tallon sur les trois questions suivantes : 1° *L'avis préalable de la Commission locale exigé par l'article 18 est-il nécessaire lorsque l'Inspecteur constate une contravention à la loi ou à un décret réglementaire?*

A l'unanimité le Comité estime que l'avis préalable n'est pas nécessaire dans ce cas.

2° *Cet avis préalable est-il nécessaire pour les autres contraventions en matière de danger ou d'insalubrité?*

Le comité estime que l'avis est nécessaire dans ce second cas.

3° *Si l'inspecteur a omis de prendre cet avis de la Commission locale dans les conditions prévues par le 2° cas, le prévenu peut-il opposer une fin de non-recevoir tirée de cette omission contre la poursuite?*

Le Comité décide l'affirmative.

Mais cette fin de non-recevoir peut-elle être couverte par un avis ultérieur de la Commission et la poursuite peut-elle être reprise sur le premier procès-verbal.

Le Comité sur ce point décide l'affirmative.

Le Comité prie M. Nusse, secrétaire de la Société, de répondre en ce sens à M. l'avocat général Tallon.

M. le Président propose de fixer la date de la prochaine séance au lundi 14 novembre à 2 heures. — Adopté.

Le Comité met en tête de son ordre du jour la question dont l'étude lui a été renvoyée par la dernière assemblée générale et qui est relative à l'application de la loi du 19 mai 1874 au travail des enfants dans les mines. Le Comité nomme M. Tournier rapporteur.

L'ordre du jour sera ainsi conçu :

1 Élection du bureau pour 1881-82.

2 De l'application de la loi du 19 mai 1874, en matière du travail des enfants dans les mines, rapporteur M. TOURNIER.

3 Du travail des jeunes détenus dans les maisons de correction et du régime cellulaire appliqué aux enfants, rapporteur M. SALLE.

4 De l'interprétation de la loi du 7 décembre relativement à la dislocation des enfants, rapporteur M. TOURNIER.

5 Du projet de loi sur la durée du travail des enfants dans les manufactures, rapporteur M. NUSSE.

6 Projet de loi modificatif de la loi du 19 mars 1874, en ce

qui concerne le travail des enfants dans les établissements de charité, rapporteur M. FAUSTIN-HÉLIE.

La séance est levée à 4 heures et demie.

ANNEXES

N° I. — Rapport présenté par M. Nusse sur une question d'interprétation de l'article 18 de la loi du 19 mai 1874.

M. Eugène Tallon, rapporteur de la loi du 19 mai 1874 et avocat général près la Cour d'appel de Lyon, soumet au Comité judiciaire de votre Société la question suivante :

Lorsqu'un Inspecteur a constaté dans un procès-verbal une cause de danger ou d'insalubrité dans un atelier ou usine, s'il a omis de prendre l'avis de la Commission locale sur l'état du danger ou de l'insalubrité, ou tout au moins de le relater, les tribunaux doivent-ils opposer à l'action publique une fin de non-recevoir fondée sur l'omission de cet avis?

Il paraît avant tout indispensable de rappeler les textes :

L'article 14 § 2 porte :

« Les ateliers... doivent présenter toutes les conditions de sécurité et de salubrité nécessaires à la santé des enfants... »

Et l'article 18 § 5 :

« ... Toutefois, lorsque les Inspecteurs auront reconnu qu'il existe dans un établissement ou atelier une cause de danger ou d'insalubrité, ils prendront l'avis de la Commission locale ci-dessous instituée sur l'état du danger ou d'insalubrité, et ils consigneront cet avis dans un procès-verbal... »

Ces dispositions combinées permettent d'énoncer le principe suivant : il y a contravention toutes les fois que les conditions de sécurité et de salubrité dues à l'enfant n'ont pas été respectées, soit que des applications de ces conditions aient été déduites par le législateur lui-même ou par les décrets constitutionnellement pris en exécution de la loi, soit que les agents aient relevé une infraction au principe général de l'article 14 § 2 non prévue par des dispositions réglementaires.

L'infraction sera constatée par l'Inspecteur avec ce tempérament que le procès-verbal relatera l'avis de la Commission locale. Quel est le sens, le motif et la portée de cette formalité additionnelle?

Dans tout procès-verbal il y a deux éléments bien distincts : 1° une constatation de faits matériels ; 2° une appréciation ou qualification provisoire destinée à éclairer et à précéder celles du ministère public d'abord, du juge ensuite.

Quel est l'agent de la loi de 1874? L'Inspecteur ou la Commission?

L'Inspecteur seul, la Commission n'ayant que des pouvoirs de police administrative, mais non de police judiciaire (art. 18). — Donc la loi, à peine d'être en contradiction avec elle-même, a dû laisser à l'Inspecteur la souveraineté de la constatation et de l'appréciation.

Toute cette théorie est implicitement contenue dans l'expression légale *avis* qui caractérise la délibération de la Commission locale, que l'Inspecteur doit faire figurer dans le procès-verbal. Un avis avertit mais ne lie pas celui qui le reçoit.

Mais dans quel but cet avis? Parce que dans la localité où l'infraction s'est accomplie, l'Inspecteur est un fonctionnaire passager, tandis que la Commission est une institution permanente; un coup d'œil rapide a pu s'égarer sur des conséquences que dément l'examen d'une pratique habituelle; il faut que le tribunal connaisse l'appréciation du surveillant quotidien, de la Commission locale. Mais, dit-on, l'avis de la Commission est au moins inutile quand il s'agit d'une cause de danger ou d'insalubrité définie par la loi ou par un décret. La Commission locale peut-elle donc réviser les décisions souveraines du législateur ou des hauts pouvoirs qu'il s'est délégués? — Évidemment non, mais ici encore l'avis de la Commission aura une certaine utilité. Oui sans doute, il est indiscutable que cet enfant a été employé illégalement au graissage, au nettoyage de la machine en marche; mais l'ouvrier chargé de ce soin venait de tomber subitement malade; il a fallu agir d'urgence. Excuse banale pour l'Inspecteur aux yeux duquel cette explication souvent répétée perd toute son importance, — atténuation sérieuse si la Commission l'a relevée et vérifiée; — par conséquent élément notable à faire connaître au tribunal quant à l'application de la pénalité en même temps que les allures de l'industriel et la manière dont la loi est en général observée dans sa manufacture. Ne limitons donc pas la nécessité de l'avis de la Commission à l'hypothèse où le fait signalé n'est point spécialement érigé en délit par une loi ou un décret, alors surtout que les termes de l'article 18 sont absolus et que toute distinction serait par conséquent arbitraire.

Mais en même temps n'exagérons point son rôle ni quant à la constatation du délit, ni quant à la poursuite; le paragraphe 6 de notre article 18 l'affirme énergiquement :

« Les dispositions ci-dessous ne dérogent pas aux règles du droit commun quant à la *constatation* et à la *poursuite* des infractions commises à la présente loi. »

Le délit est constaté, bien que l'avis de la Commission diffère de celui de l'Inspecteur, bien que la Commission refuse de l'émettre, bien que l'Inspecteur, après l'avoir pris, ait oublié de le mentionner au procès-verbal, je dirai même, bien qu'il ait négligé de le provoquer.

La poursuite est régulière, puisque la loi ne la subordonne pas à la plainte de la Commission locale. Que manque-t-il donc? Un élément d'appréciation que la loi spéciale veut faire joindre au dossier, qu'il est utile et régulier d'insérer au procès-verbal, mais qui peut en tout état de cause être recueilli tant qu'il n'y a point une décision judiciaire ayant l'autorité de la chose jugée.

Il est de jurisprudence constante que les procès-verbaux peuvent être complétés et même en cas de nullité suppléés par la preuve testimoniale. Le paragraphe 6 de notre article 18 permet de suivre ces principes dans l'application de la loi spéciale. Donc le tribunal pourra, devra faire citer le Président de la Commission locale qui réparera la lacune dans sa déposition orale. Si ce témoin a besoin de prendre la délibération de ses collègues, une remise sera prononcée jusqu'à ce qu'elle ait eu lieu. Le vœu de la loi sera satisfait sans aboutir à une fin de non-recevoir qui n'est point dans son esprit, ni dans son texte. L'acquiescement doit être le résultat d'une appréciation mûre sur le fond, non de l'inobservation dans un procès-verbal d'une formalité réparable et non édictée à peine de nullité de la poursuite.

Mais supposez que le juge statue sans tenir compte de l'omission du procès-verbal de l'Inspecteur et du préjudice qu'elle peut causer à la défense du prévenu, si d'ailleurs celui-ci n'y a pas formellement renoncé, il y aurait suivant nous la base d'un pourvoi en cassation.

Sans avoir à examiner si les tribunaux, lorsque la religion des magistrats se croit suffisamment éclairée, ont le droit de rejeter des demandes de supplément de preuves formées par un prévenu, ce qui peut être parfois une question délicate, lorsque la loi elle-même formule une règle protectrice dans l'intérêt de la défense, il est certain que cette garantie doit être respectée : telle est celle de la mention au procès-verbal de l'avis de la Commission.

Vous voyez donc comment se résume notre opinion.

1^o Rejet d'une fin de non-recevoir qui n'est pas écrite dans la loi et qui est d'autant moins légale qu'elle s'appuie sur une omission facilement réparable.

2^o Obéissance aux prescriptions de la loi par une preuve supplétive du procès-verbal incomplet.

3^o Cassation du jugement passé en force de chose jugée qui a statué sans tenir compte de l'irrégularité et du préjudice qui peut en résulter pour le prévenu.

Nous assurons ainsi l'exécution de la loi sans une faiblesse qui sacrifierait son esprit à un formalisme inutile, sans une rigueur qui dépouillerait la défense, des armes que la sage prévoyance du législateur lui a libéralement données.

N° II. — JURISPRUDENCE.

A. — *Les enfants travaillant dans les mines sont-ils soumis à la loi du 19 mai 1874?*

La question a été diversement résolue par un jugement du tribunal de Saint-Omer et par un arrêt de la Cour de Douai (1).

Voici le jugement du tribunal de Saint-Omer du 13 avril 1881 :

Attendu qu'il résulte de l'instruction orale et des débats, la preuve que le 11 février 1881, à Enquin, dans la mine de houille de Fléchinelle, dont Bureau est le directeur, le sieur Dupuis enfant, âgé de douze ans et demi, a travaillé dans cette mine de trois heures de l'après-midi à onze heures de la nuit à une profondeur d'environ 318 mètres, puis ayant remonté par les boisages de la mine en suivant l'ouvrier avec lequel il travaillait, étant arrivé à peu près à la moitié des vingt mètres qu'il avait à remonter, fatigué d'une telle veille et d'un tel travail trop prolongé dans la nuit, et enjambant péniblement les cinquante centimètres qui séparent les échelons, cet enfant est tombé d'une hauteur d'environ six mètres et est mort le lendemain par suite des lésions internes que cette chute lui avait causées ;

Attendu que le fait par Bureau d'avoir fait travailler le jeune Dupuis dans la mine de trois heures à onze heures de la nuit constitue le délit prévu par les articles 4 et 25 de la loi du 19 mai 1874 ;

Attendu qu'en édictant les dispositions précitées de la loi de 1874 et en prohibant les travaux de nuit pour les enfants de moins de seize ans, le législateur a reconnu, et avec raison, que de tels travaux et des veilles prolongées dans la nuit au delà de l'heure à laquelle les enfants de cet âge doivent se livrer au sommeil, ainsi que cela a lieu dans les établissements d'éducation, outrepassent certainement les forces de ces enfants ;

Attendu que Bureau a commis une imprudence en contrevenant à la disposition pénale précitée et faisant travailler Dupuis de trois heures à onze heures de la nuit et le faisant remonter par les boisages difficilement praticables pour cet enfant, surtout après un tel travail ;

Attendu que tout à la fois, par imprudence et par contravention à la disposition pénale précitée, Bureau a été involontairement la cause de l'homicide du jeune Dupuis ;

Que ce fait constitue le délit prévu par l'article 319 du code pénal ;

Attendu qu'en cas de conviction de plusieurs délits la peine la plus forte doit seule être prononcée, qu'il existe des circonstances

(1) Communiqué par notre collègue M. Tournier.

atténuantes, — vu les articles 4 et 25 de la loi du 19 mai 1874, 319, 463 du code pénal, 365, 194 du code d'instruction criminelle;

Le Tribunal, déclare Bureau Joseph, coupable des faits susénoncés;

Le condamne par corps à six cents francs d'amende et aux frais, fixe la contrainte à quatre mois.

Mais sur l'appel du prévenu, la Cour de Douai a rendu l'arrêt suivant :

Attendu que si l'article premier de la loi du 19 mai 1874 portant : « les enfants ne peuvent être employés à un travail industriel dans les manufactures, fabriques, mines..... que sous les conditions déterminées par la présente loi » semble indiquer que l'article 4 de ladite loi, défendant pour les enfants mineurs de seize ans tout travail ayant lieu après 9 heures du soir, ne fait aucune exception pour les mines, il n'en est pas moins vrai que la section III de ladite loi (art. 7) déclare positivement que les conditions spéciales du travail des enfants de 12 à 16 ans dans les galeries souterraines seront déterminées par des règlements d'administration publique ;

Qu'en outre il résulte tant de l'esprit de cette section III que des travaux préparatoires de la loi, que le législateur a entendu renvoyer à l'administration toutes les questions relatives au travail des enfants dans les mines, y compris le travail de nuit ;

Qu'en effet, le rapporteur de la Commission chargée d'étudier le projet de loi, déclare formellement que certaines dispositions de ce projet, comme celles relatives au travail de nuit, ne peuvent utilement s'appliquer aux exploitations des houillères et des mines, et que la commission a dû laisser à des règlements d'administration publique le soin de déterminer toutes les conditions spéciales au travail des mineurs de 16 ans dans les exploitations souterraines ;

Attendu que le décret en forme de règlement d'administration publique en date du 12 mars 1875, rendu en exécution de la loi du 19 mai 1874 n'interdit pas pour les enfants de 12 à 16 ans, le travail de nuit dans les galeries souterraines et se borne à réglementer la nature et les modalités de ce travail.

Qu'il résulte de ce qui précède, que Bureau n'a commis aucune infraction aux dispositions réglant le travail des enfants dans les mines ;

Qu'en outre aucun fait d'imprudence n'est établi à sa charge relativement à la mort du jeune Dupuis ;

Par ces motifs,

La Cour, réformant le jugement dont est appel, acquitte Bureau, le décharge des condamnations prononcées contre lui et le renvoie des poursuites du ministère public.

Du 14 juin 1881, Cour de Douai, — Président M. Bottin, MM. de Vaulx d'Achy avocat général, — Dupont avocat.

B. — *Orphelinat (atelier annexe établi dans un) pour l'apprentissage de métiers.*

A la suite de l'arrêt de la Cour de cassation du 18 février 1881 (*Bulletin*, 1881, p. 28), la Cour de Nîmes, saisie par renvoi de l'affaire Pavanque, a rendu, le 7 avril 1881, l'arrêt suivant dans cette importante affaire (1).

« Attendu qu'il résulte d'un procès-verbal régulier dressé par M. Tavernier, inspecteur divisionnaire du travail des enfants dans l'industrie, en date du 11 mars 1881 non combattu par la preuve contraire, que le jour du procès-verbal cet inspecteur a constaté dans un atelier de corderie appartenant au prévenu, la présence de quatre enfants âgés de moins de douze ans, qui étaient astreints à un travail de dix heures par jour; qu'il en résulte aussi qu'aucun exemplaire de la loi du 19 mai 1874 n'était affiché dans l'intérieur de cet atelier.

» Attendu que si le local dans lequel est établi cet atelier appartient à l'orphelinat de Saint-Pierre-ès-Liens, ce local est situé en dehors de l'orphelinat, qu'il a été loué par le directeur de cet établissement à Pavanque, qui l'exploitait pour son compte personnel et qu'il en était le seul et véritable directeur.

» Qu'il a donc à s'imputer d'avoir admis dans cet atelier des enfants âgés de moins de douze ans et de leur avoir imposé un travail manuel dont la durée excédait le temps fixé par la loi; qu'il se trouve donc en contravention aux articles 2, 3 et 11 de la loi du 19 mai 1874 et 5 du 13 mai 1875 et sous le coup de l'application de l'article 25 de cette loi ;

» Mais attendu qu'il existe des circonstances atténuantes, qui permettent d'appliquer l'article 463 du code pénal ;

» Par ces motifs la Cour, ouï M. le conseiller rapporteur et M. l'avocat général, disant droit à l'appel de M. le procureur général près la Cour d'Aix et l'accueillant et vidant le renvoi ordonné par la Cour de cassation ;

» Réforme le jugement dont est appel et ce faisant, déclare Pavanque atteint et convaincu de s'être rendu coupable 1^o d'avoir le 11 mai et antérieurement employé à tourner les roues d'une corderie pendant 12 heures par jour, sauf deux heures de repos, dans l'atelier de corderie qu'il dirige à Marseille, les quatre enfants susnommés âgés de moins de 12 ans, et 2^o de n'avoir pas affiché ou fait afficher dans ledit atelier ladite loi du 19 mai 1874 et les règlements d'administration publique rendus en vertu de cette loi, et lui faisant application des dispositions pénales dont lecture a été publiquement donnée à l'audience, le condamne à un franc d'amende pour chaque enfant illégalement employé et à une amende de un franc pour défaut

(1) Communiqué par notre collègue M. Flèche.

d'affichage de la loi ; le condamne au tiers de tous les frais exposés jusques et y compris l'arrêt de la Cour de cassation et à tous ceux exposés depuis lors dans la présente instance, les dépens liquidés à 30 fr. 38 cent. y compris les droits de poste ;

» Fixe au minimum la durée de la contrainte par corps, le tout par application des articles de loi ci-dessus énoncés ».

COMITÉ DES INSTITUTRICES DE CHARITÉ

Séance du samedi 2 juillet 1881.

En terminant l'année scolaire, le Comité des institutrices de charité est heureux de pouvoir présenter à la Société un court rapport sur l'état des ateliers.

Les institutrices ont délivré d'octobre 1880 à juillet 1881, 17 certificats : 7 chez M^{me} Rollin, 4 chez M^{me} Wemyller, 1 chez M^{me} Triboulot, 4 chez M^{lle} Guyot, et 1 à une enfant de l'atelier de M^{me} Guyot. (Les enfants de cet atelier viennent se joindre pour les leçons, à celui de M^{lle} Guyot).

Dans ces différents ateliers, les enfants qui n'ont pas l'âge, vont à l'école, mais elles suivent néanmoins le cours d'atelier et on essaie de les faire avancer le plus possible afin qu'elles obtiennent au plus tôt le certificat.

Les institutrices sont satisfaites des résultats obtenus ; elles signalent surtout l'atelier de M^{lle} Guyot comme un des mieux et celui où les enfants reçoivent avec le plus d'attention les leçons qui leur sont données.

La distribution des récompenses sera précédée d'un concours général entre les enfants des divers ateliers. Il aura lieu le dimanche 10 juillet à l'Institut normal. Les matières du concours seront celles qui sont exigées pour le certificat : lecture, écriture, orthographe et calcul.

La distribution aura lieu le dimanche 31 juillet et les institutrices espèrent que MM. les membres de la Société de protection voudront bien mettre leur salle à leur disposition pour ce jour-là.

Les institutrices sollicitent de nouveaux ateliers afin de pouvoir développer davantage leurs cours et répondre ainsi aux besoins intellectuels et moraux des enfants des ateliers auxquelles elles témoignent le plus grand intérêt.

DOCUMENTS OFFICIELS

CIRCULAIRE DE M. LE PRÉFET DE POLICE

SUR L'INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE 10 DE LA LOI DU 19 MAI 1874

Paris, 28 juillet 1881.

Messieurs,

Plusieurs commissions locales m'ont demandé si l'article 10 de la loi du 19 mai 1874, prescrivant la délivrance du livret aux enfants et l'inscription de ceux-ci sur le registre de l'atelier est applicable aux jeunes filles de seize à vingt et un ans.

J'ai consulté à ce sujet M. le Ministre de l'Agriculture et du commerce, qui, par dépêche du 22 de ce mois, m'a fait connaître son avis comme suit :

« Les prescriptions spéciales de l'article 10 de la loi du 19 mai 1874 n'étant pas *expressément* obligatoires, relativement aux filles mineures de seize à vingt et un ans, ne pourraient, sans inconvénient, servir de base à des procès-verbaux de contravention, en ce qui concerne les ouvrières de cette catégorie.

» Mais, il résulte de l'esprit de la loi et de ses dispositions générales, que les Inspecteurs ont le droit et le devoir de s'assurer de l'application stricte des dispositions relatives aux filles mineures. Pour cette constatation, ils peuvent réclamer les justifications nécessaires, soit, à défaut du livret que la loi n'a pas rendu obligatoire pour les jeunes filles, l'acte de naissance des ouvrières qu'ils présument être des mineures de seize à vingt et un ans, ou toute autre pièce pouvant fournir d'une manière précise et authentique l'indication de leur âge. »

Je vous prie de vouloir bien porter la décision de M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce à la connaissance des membres de la commission locale que vous présidez.

Agréez, Messieurs, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Conseiller d'État, Préfet de Police,
CAMESCASSE.

CIRCULAIRE DE M. LE PRÉFET DE POLICE

SUR LE VISA DES CERTIFICATS D'INSTRUCTION

Paris, le 28 juillet 1881.

Messieurs,

Conformément au désir exprimé par la Commission départementale supérieure du travail des enfants dans le département de la Seine, j'ai demandé à M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce en quoi devait consister le visa, par les Maires, des certificats d'instruction primaire élémentaire délivrés en exécution de l'article 9 de la loi du 19 mai 1874, c'est-à-dire si les maires appelés à apposer ce visa avaient seulement pour mission de légaliser la signature de l'instituteur, ou s'ils pouvaient s'assurer eux-mêmes de la valeur des certificats.

M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce vient de me faire connaître, par dépêche du 22 de ce mois, qu'il a consulté sur cette question M. le Ministre de l'Instruction publique, lequel se référant au paragraphe de sa circulaire du 20 juillet 1875 (page 2), ainsi conçu :

« *Le certificat sera délivré sous la propre responsabilité de l'instituteur ou de l'institutrice, et visé par le Maire* », estime que la délivrance du certificat d'instruction élémentaire, engageant la responsabilité de l'instituteur, sans engager celle du Maire, celui-ci n'a pas qualité pour vérifier la valeur de ce diplôme.

M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce partage entièrement l'avis de son collègue de l'Instruction publique.

Je vous prie de vouloir bien porter cette décision à la connaissance des membres de la Commission locale que vous présidez

Agréé, Messieurs, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Conseiller d'État, Préfet de Police,

CAMESCASSE.

BULLETIN DES COMMISSIONS LOCALES

OBSERVATIONS

Présentées devant la Commission départementale supérieure, dans la séance du 13 décembre 1880, sur l'inexécution de l'article 14 de la loi du 18 mai 1874, par M. le docteur E.-R. Perrin, Président de la Commission locale (quartier des Enfants-Rouges).

En dehors des règlements d'administration publique déjà élaborés ou à élaborer encore, dans le but de préserver la santé des enfants contre les dangers inhérents à l'exercice d'un certain nombre d'industries, la loi du 19 mai, par son article 14, s'est également préoccupée des principales conditions hygiéniques que doit réunir tout atelier dans lequel travaillent des enfants. Nous ne voulons toutefois retenir devant vous, Messieurs, de l'article que nous venons de rappeler, et dont voici le texte, que ce qui a surtout trait à la salubrité proprement dite.

« ART. 14. — Les ateliers doivent être tenus dans un état constant de propreté et convenablement ventilés.

» Ils doivent présenter toutes les conditions de sécurité et de salubrité nécessaires à la santé de l'enfant.

» Dans les usines à moteurs mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre appareil, dans le cas où il aura été constaté qu'ils présentent une cause de danger, seront séparés des ouvriers de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service.

» Les puits, trappes et ouvertures de descentes doivent être clôturés. »

Nous ne voudrions d'autre preuve de l'importance que le législateur a attachée à l'observation, de la part des industriels et des patrons, des prescriptions relatives à l'hygiène de l'atelier, que le texte même d'un autre article de la loi, l'article 20, qui autorise les Commissions locales dans leurs visites des établissements industriels, ateliers et chantiers, à se faire accompagner d'un médecin toutes les fois qu'elles le jugent convenable.

Mais, il faut le dire, rien jusqu'à présent, ou à peu près, n'a été fait dans l'ordre d'idées que nous abordons aujourd'hui. C'est à peine si deux ou trois Commissions locales ont cru devoir signaler l'insalubrité de quelques ateliers, et notamment de ces ateliers désignés par la loi anglaise sous le nom d'*ateliers domestiques*, c'est-à-dire de ceux où le local sert en même temps d'habitation particulière, et où

le travail est exécuté manuellement par un patron, ou par les membres d'une même famille, concurremment avec un ou deux apprentis. Quant à l'inspection dont nous ne connaissons, il est vrai, que quelques-uns des rapports officiels, on peut néanmoins affirmer qu'elle ne s'est pas suffisamment préoccupée jusqu'à ce jour de la question de salubrité dans ses visites des établissements industriels, et que le chapitre des accidents et des blessures a fait seul l'objet presque exclusif de ses investigations. La Commission départementale supérieure, dans son dernier rapport de 1879, adressé à M. le Préfet de police, ne signale, elle-même, aucune particularité relative au point spécial qui nous occupe.

Quoi qu'il en soit, parmi les quelques faits d'insalubrité signalés, nous vous demandons la permission d'en rapporter quelques-uns ici en y comprenant deux cas qui nous sont personnels.

Au mois de mars dernier, la VII^e Commission locale (III^e arrondissement) adressait à M. le Préfet de police un rapport dans lequel on l'informait qu'une dame Franzel, fleuriste, demeurant 8, rue des Petites-Écuries, faisait travailler un certain nombre de jeunes apprenties dans un local malsain. Le rapport transmis à la Commission des logements insalubres, dont nous avons l'honneur de faire partie, donna lieu de sa part, à une enquête dont les résultats, quant à l'insalubrité signalée, furent négatifs. Toutefois, le rapporteur put constater que le dortoir dans lequel couchaient sept jeunes filles n'avait pas les dimensions suffisantes et bien que dans l'espèce, il n'eût pas qualité, d'après la loi, pour faire une prescription formelle, il n'en obtint pas moins de la dame Franzel la promesse amiable que, désormais, cinq jeunes filles seulement, au lieu de sept, coucheraient dans le dortoir en question.

Plus récemment, le 10 octobre dernier, la Préfecture de police signalait l'insalubrité d'un atelier de brunisseuse, situé rue du Pont-aux-Choux, n° 22 (III^e arrondissement), dans lequel étaient employées huit jeunes apprenties. Ce signalement, transmis à la Préfecture de la Seine et renvoyé par celle-ci à l'examen de la Commission des logements insalubres, donna lieu, de notre part, comme rapporteur, aux constatations suivantes : L'atelier signalé se compose de trois petites pièces carrelées, éclairées et aérées directement sur la rue, et d'une quatrième pièce noire, séparée par une cloison des pièces qui précèdent. Les murs et les plafonds, simplement blanchis ou badigeonnés, sont sales et encrassés, ainsi que les boiseries, portes et fenêtres.

Les prescriptions proposées et adoptées furent celles-ci :

1^o Peindre à la colle les plafonds des quatre pièces servant d'atelier;

2^o Peindre les murs à l'huile sur une hauteur de 1^m,30, à partir

du sol; et, pour le surplus, les badigeonner simplement à la chaux, ou à la colle.

Une dernière pièce, séparée de l'atelier, servait de dortoir aux enfants. Dans cette pièce, six petits lits en fer, munis d'une literie proprement entretenue, se trouvaient rangés à côté les uns des autres et sans aucun intervalle entre eux. Sauf cette circonstance fâcheuse, le dortoir en question ne laissait rien à désirer comme jour, air et propreté. Dans l'espèce, l'encombrement, avec tous ses dangers, était évidemment la seule cause réelle d'insalubrité; mais, comme nous l'avons dit, la loi du 13 avril 1850 ne visant uniquement que l'insalubrité inhérente à la construction, et non celle qui résulte d'une jouissance abusive par le locataire des lieux pris par lui en location, la Commission des logements insalubres dut, de ce dernier chef, se déclarer incompétente. C'est pour un motif semblable qu'une soupente exigüe, sans jour ni air, dans laquelle on ne peut se tenir debout, construite par un patron dans son atelier, et destinée par lui au couchage de son apprenti, ne peut être interdite en invoquant la disposition de la loi *sur les logements insalubres*, attendu que cette soupente, quelque regrettable qu'ait pu en être l'établissement, n'est pas le *fait* du propriétaire, de l'usufruitier, ou de l'usager. Si, au contraire, cette même soupente vient à être élevée par l'un de ces derniers dans la loge pour y coucher son concierge, la Commission peut intervenir et en proposer l'interdiction, et même la démolition.

Cette insouciance de certains patrons, en ce qui concerne le couchage de leurs apprentis, dépasse parfois toute mesure. Nous nous rappelons, il y a plusieurs années déjà, avoir été consulté pour un jeune garçon auquel le patron avait assigné pour chambre à coucher un cabinet noir, mesurant à peine 7 ou 8 mètres cubes, encombré de mille objets de débarras, et dont l'unique ouverture, une porte étroite d'entrée, ouvrait sur l'atelier même. Ce réduit était en même temps le refuge d'une quantité de puces, telle que le corps de l'enfant, à peine couché, en était presque aussitôt littéralement couvert. L'assaut que le malheureux avait à subir, chaque nuit, de la part de ces milliers d'ennemis, le privait absolument, depuis plusieurs mois, du sommeil réparateur si nécessaire à cet âge. Aussi, sa santé se trouva-t-elle bientôt assez sérieusement altérée, par suite même de cette privation de sommeil, pour que la mère se crût en droit de réclamer de nous un certificat constatant l'état de pâleur anémique de son enfant, et les traces sans nombre de morsures de puces qu'il portait sur toute la surface du corps, à l'effet de poursuivre devant le Conseil des prud'hommes la résiliation du contrat d'apprentissage qu'elle avait consenti.

Nous pourrions encore citer le cas d'une jeune fille, âgée de 13 ans, apprentie polisseuse, qui couchait dernièrement dans un réduit

ménagé au-dessus du couloir d'entrée de l'atelier dans lequel elle travaillait, et où l'on ne pouvait accéder qu'au moyen d'une échelle. Ce réduit, ce trou, hermétiquement fermé sur trois de ses côtés, offrait les dimensions exigües suivantes : hauteur 0^m,80; largeur 1 mètre; profondeur 1^m,70. Cette véritable niche était fermée sur l'atelier par une porte pleine de 0^m,90 sur 0^m,80. L'enfant n'y pouvait pénétrer que pliée en deux, pour s'étendre, durant la nuit, sur quelques objets de literie sans nom, aussi sales de crasse qu'infects par l'odeur, et directement posés, à défaut de lit, sur le plancher. Emprisons-nous d'ajouter que cette jeune fille est heureusement aujourd'hui placée dans un autre atelier.

A ces causes d'insalubrité dues à l'encombrement par l'insuffisance du cube d'air, ou à son défaut de renouvellement, il faut ajouter celles beaucoup plus habituelles, qui tiennent à la malpropreté intérieure des ateliers, à l'humidité, aux émanations méphitiques provenant du voisinage de fosses ou de cabinets d'aisance mal tenus, du défaut d'écoulement des eaux ménagères, de dépôts d'immondices, etc., etc. Mais, de toutes ces causes de viciation de l'atmosphère où vivent et travaillent les enfants, c'est, sans contredit, l'absence de la propreté la plus élémentaire dans la plupart de nos petits ateliers parisiens qui se rencontre le plus ordinairement. C'est par milliers qu'on pourrait compter ceux de ces ateliers, petits ou grands, et sans en excepter même bon nombre d'établissements industriels de beaucoup plus importants, dans lesquels, depuis qu'ils existent, il n'a jamais été fait, de mémoire d'ouvrier, le moindre blanchiment à la chaux ! Or, il convient de rappeler ici que si la loi du 13 avril 1850 sur les logements insalubres, s'applique indistinctement et également aux dépendances des logements, c'est-à-dire aux parties extérieures de l'habitation destinées à l'usage commun des locataires, tels que les corridors, couloirs, escaliers, cabinets d'aisance communs, cours, allées, etc., attenants aux habitations, il résulte de la jurisprudence admise par les Conseils de Préfecture, qu'en dehors des ateliers *domestiques*, lesquels font partie du logement proprement dit, ceux de ces ateliers qui en sont complètement éloignés et isolés ne peuvent, dans le cas même d'une cause d'insalubrité dûment constatée, tomber sous le coup de la loi du 13 avril 1850. Si maintenant nous ajoutons que les délais légaux que cette loi autorise, permettent de rendre presque illusoirs les prescriptions de la Commission, surtout dans les cas d'*urgence*, il serait évidemment désirable que la Préfecture de Police retînt autant que possible, par devers elle, tous les faits d'insalubrité relatifs aux ateliers, petits et grands, à l'effet d'en poursuivre de préférence le redressement par elle-même, au nom de la loi du 19 mai 1874, qu'elle a charge, en définitive, de faire exécuter. Et si, pour atteindre le but que nous indiquons, il fallait au

besoin modifier le décret du 10 octobre 1859, relatif aux attributions du Préfet de la Seine et de la Préfecture de Police, il y aurait lieu d'en poursuivre, selon nous, la révision.

La loi anglaise du 27 mai 1878 (1) contient des règles pratiques relatives à la protection sanitaire des enfants, qu'on pourrait, selon nous, utilement mettre à profit. « Cette loi veille, en effet, à la salubrité des établissements industriels par les prescriptions les plus minutieuses. Elle prescrit des moyens de ventilation, elle prohibe l'encombrement, elle exige surtout des nettoyages et des blanchiments à époques fixes... » Elle combine, pour assurer la salubrité de tout local où s'exécute un travail industriel, l'action des inspecteurs spéciaux avec celle des autorités sanitaires instituées par la loi sur la santé publique, de 1875 (2). Ces inspecteurs peuvent réclamer le concours de ces autorités et de leurs agents : ils doivent, de leur côté, signaler les infractions aux lois sur l'hygiène, qui ne tomberaient pas sous le coup de la nouvelle loi... Enfin, la loi de 1875 sur la santé publique, que nous venons de rappeler, est déclarée applicable à tous les ateliers sans exception, « même à ceux où moins de 20 ouvriers seraient occupés » (3). La loi anglaise, on le voit, est une loi générale sur la protection des ouvriers de l'industrie, sans distinction de sexe ni d'âge, et, sous ce rapport, elle est de beaucoup supérieure à notre loi française qui ne protège que les enfants, et qui demanderait par là même à être complétée.

D'après les considérations que nous venons d'avoir l'honneur d'exposer devant la Commission, nous pensons qu'un *Règlement d'administration publique*, rendu en vertu de l'article 14 de la loi du 19 mai 1874, et dont plusieurs dispositions pratiques, marquées au coin de la prudence et de la mesure, pourraient être avec le plus grand avantage empruntées à l'acte législatif anglais du 27 mai 1878, que nous venons de rappeler, assurerait, en les complétant, les bienfaits déjà si considérables de notre loi française. Ce règlement, M. Pouyer-Quertier le réclamait déjà, lors de la discussion de la loi par l'Assemblée nationale, quand, dans la séance du 6 février 1873, il disait :

« Je proposerais volontiers à l'Assemblée, quand il s'agit de la propriété, de la tenue et de la ventilation des ateliers, de renvoyer ces questions d'organisation intérieure au règlement d'administration publique relatif à l'application de la loi, en ce qui concerne chaque industrie ». Ce règlement, dis-je, aurait pour avantage de guider l'Inspection et les Commissions locales sur le rôle qu'elles ont à rem-

(1) Angleterre. — Acte législatif concernant les manufactures et les ateliers du 27 mai 1878.

(2) Public health act, 38 et 39, Vict. c. 55.

(3) Bulletin de la Société de protection, t. XII, p. 84.

plir, en présence d'un article de loi dont l'exécution, dans l'état actuel de nos mœurs industrielles, est sans doute remplie de difficultés que nous sommes loin de nier, mais dont l'oubli aussi, faute d'application, rend comme non avenu ce même article de loi, qui intéresse si directement la santé de notre enfance ouvrière. Si notre vœu était pris en considération par la Commission départementale et par la Commission supérieure, il y aurait nécessairement à apporter une grande modération dans l'application des mesures qui pourraient être réglementées, mais du moins l'autorité ne resterait plus si souvent désarmée vis-à-vis de mauvais vouloirs insignes, ou de négligences impardonnables. L'article 14 de la loi du 19 mai, appliqué même dans une mesure restreinte, viendrait combler une lacune que Tardieu signalait, il y a près de trente ans, dans les termes suivants : « Aucune loi spéciale, disait-il, n'a jusqu'ici réglé la police intérieure des ateliers et manufactures. Elle demeure donc à peu près abandonnée à la vigilance des chefs d'établissements, à leur humanité, aux scrupules et à l'intérêt des ouvriers dont ils se servent. Et cependant, ajoutait-il, ces grandes exploitations qui réunissent quelquefois jusqu'à cinq cents, mille et même plusieurs milliers d'ouvriers de tout âge et de tout sexe, méritent à bien des égards et à un haut degré la sollicitude de l'Administration » (1).

Combien, ajouterons-nous à notre tour, ces justes observations sont-elles plus vraies encore, si nous nous rappelons ces innombrables petits ateliers que Paris renferme, dans lesquels, faute de conditions hygiéniques convenables, l'enfant contracte à la longue des affections diathésiques, souvent fatales, alors même que le métier qu'il exerce est par lui-même sans danger pour sa santé !

(1) *Diction. de Tardieu*, t. I, p. 119.

INSTITUTIONS CRÉÉES DANS L'INTÉRÊT MORAL ET MATÉRIEL DES APPRENTIS

ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES.

CHAMBRES SYNDICALES

**Chambre syndicale de la Passementerie, Mercerie, Boutons
et Rubans**

Séance du 26 avril 1881

ÉCOLE DE DESSIN INDUSTRIEL

M. le Président dit que cette question a fait un pas en avant depuis la dernière séance de la Chambre.

Les Chambres syndicales de la Dentelle et du Papier s'associent à l'idée émanant de la Chambre de la Passementerie et leur concours ne peut manquer de donner un nouvel essor à cette idée, ce qui en rendra la réalisation plus prompte et plus féconde. (*Approbation unanime*).

Chambre syndicale de la Pâtisserie

Séance du 8 juin 1881

Lecture est faite du rapport de la Commission représentant la Chambre auprès de M. Barberet :

Messieurs,

M. Lefèvre, notre vice-président, et M. Gagé, membre de la Chambre et moi, nous avons été chargés par notre Président de représenter notre Chambre syndicale auprès de M. Barberet, chef du bureau de l'intérieur, lequel avait également convoqué trois membres de la Chambre ouvrière, à l'effet de s'entendre s'il y avait possibilité et utilité à former une Chambre mixte composée en égale partie de patrons et d'ouvriers.

Chambre qui aurait pour but :

1^o De régler les différends qui souvent existent entre patrons et ouvriers, différends qui, présentés aux prud'hommes, sont jugés par des hommes incompétents dans notre partie;

2^o D'instituer une école professionnelle dont elle serait la tutrice et l'organisatrice.

Les rapports que nous avons eus à cette réunion ont été très cordiaux, aussi bien de la part de M. Barberet, qui nous a promis

ses conseils et son appui pour la réussite de notre entreprise, que de la part de la Commission ouvrière qui désire comme nous le prompt établissement de la Chambre mixte qui nous mettra en rapports plus fréquents avec eux et, par cette raison, diminuera le nombre d'ouvriers de bureau que nous avons demandés dans nos dernières réunions.

Je laisse à M. Gagé, qui est l'auteur de la démarche que nous avons faite, le soin de vous présenter sa proposition à laquelle, je n'en doute pas, vous ferez l'accueil qu'elle mérite.

Le Rapporteur,

L. MONGROLLE

Le rapport est adopté par la Chambre.

M. Gagé développe et soutient sa proposition que la Chambre accueille favorablement, proposition qui sera de nouveau soumise en assemblée générale, qui acceptera, nous n'en doutons pas, la formation de la Commission mixte.

Il est décidé en séance que la formation de l'école professionnelle est ajournée quant à présent.

Chambre syndicale des Fleurs, Plumes et Modes.

Assemblée plénière du 13 mai 1881

RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'APPRENTISSAGE

M. Chandelet fait observer que le rapport contient quatre parties distinctes : Il traite d'abord de l'apprentissage en général, puis de l'apprentissage dans nos industries, ensuite des rapports de l'Assistance paternelle avec les apprenties, enfin du projet de M. Bonni relatif à la création d'une Société générale d'encouragement pour les apprentis. M. Chandelet demande que ces quatre parties soient étudiées séparément.

Sur l'invitation de M. le Président, M. Bonni donne à nouveau lecture du remarquable rapport de M. Chandelet.

M. Turney croit devoir observer tout d'abord que, dans son travail, la Commission ne s'est volontairement occupée que de la loi de 1851, sur les contrats d'apprentissage. Elle demande :

- 1^o L'enregistrement gratuit du contrat d'apprentissage ;
- 2^o Le rétablissement de l'article 9 de la loi de 1851 autorisant le rangement de l'atelier, le dimanche, par les apprentis internes ;
- 3^o L'obligation pour toute personne occupant des apprentis d'en faire annuellement la déclaration à la mairie de son arrondissement et de délivrer à ces mêmes apprentis, à la fin de leur stage, un congé d'acquit ;
- 4^o L'application du délit d'embauchage au patron qui prendrait un apprenti sans se faire présenter le congé d'acquit ;

5° L'addition au § 2 de l'article 16 du mot « actif », la présence du patron sous les drapeaux étant une cause de résiliation du contrat d'apprentissage, ce qui ne peut s'admettre quand il s'agit du service de la réserve ou de l'armée territoriale;

6° L'addition au § 6 de l'article 16 des mots : « sauf indemnité stipulée au contrat », le mariage de l'apprentie résiliant de plein droit le contrat d'apprentissage, il n'est que juste qu'une indemnité puisse être stipulée dans ce cas.

Chambre syndicale de la Maroquinerie.

Séance du 11 mai 1881

La discussion sur le projet d'école amène le projet de création de caisse spéciale proposée par M. Gouverneur.

M. Marx estime qu'il faudrait avant tout créer des prix soit de 500 soit de 300 francs et soumettre les prix à un programme très sérieux.

M. Giraudon appelle l'attention de la Chambre sur l'école d'horlogerie fondée par la ville de Paris, et croit que nous pourrions avoir un local dans cette institution.

M. le Président demande à la Chambre si elle consent à s'imposer pour la somme de 3 francs par mois, pour chaque membre, pour créer la caisse de l'école.

Deuxième proposition de M. le Président tendant à créer le règlement de cette caisse.

La Chambre, consultée, vote la première proposition et, pour la seconde, remet à une prochaine séance, pour discuter le règlement.

M. Amson insiste pour que la circulaire soit surtout distribuée aux façonniers.

MM. Gouverneur et Giraudon feront une visite à M. Rodanet.

La séance est levée à dix heures.

Séance du 15 juin 1881.

Sont présents : MM. Gouverneur, Dujat, Giraudon, Brochard, Bertin, Gelée, Rollet, Triefus, Amson, Huberson, Flandin.

Président, M. Gouverneur.

M. Gouverneur, sur la question de l'école, exprime l'avis qu'il serait nécessaire d'adresser une circulaire à la corporation, lui faisant connaître :

1° Que l'école de dessin est fondée ;

2° Que la Chambre de la Maroquinerie a fondé une caisse destinée à faire face aux divers frais, et à accorder des prix s'il y a lieu.

M. Giraudon croit qu'il serait bon d'être au moins organisé afin

de publier la circulaire, car il peut se faire même des écoles de jour.

M. Gouverneur propose, pour ceux d'un quartier éloigné, l'école de dessin de la rue aux Ours.

M. Giraudon donne connaissance à la Chambre de la visite faite à M. Rodanet. Il fait ressortir l'énergie et la volonté déployées par cet honorable commerçant pour arriver à son but, les difficultés sans nombre, le peu d'aide qu'il a eue au début, et enfin l'offre faite par M. Rodanet de prendre et donner asile à notre école à notre gré.

La Chambre reconnaissante, vote à l'unanimité l'adresse d'une lettre à M. Rodanet, le remerciant de son secours et lui exprimant la sincère reconnaissance de la Chambre à ce sujet.

M. Gouverneur croit qu'il faudrait faire visite à tous les patrons afin de les encourager à envoyer leurs apprentis à l'école.

M. Giraudon et M. Amson appuient cette proposition.

M. Amson demande à la Chambre de nommer une Commission qui élaborera le travail, et qui visitera M. Rodanet.

M. Giraudon se met à la disposition de la Chambre.

La Chambre prie M. le Président et M. Amson de se joindre à M. Giraudon pour former la Commission.

La circulaire sera soumise à la Chambre.

Une discussion très intéressante s'ouvre sur les apprentis, à laquelle MM. Bertin, Huberson, Giraudon, Gouverneur prennent part.

La discussion est ouverte sur le premier paragraphe des conclusions de la Commission.

1^o M. le Président explique que, par le fait, l'enregistrement du contrat ne coûte que 1 franc; ce sont les honoraires de l'officier ministériel qui sont taxés à 2 francs; on peut éviter cette dépense par un acte sous-seing privé.

Le premier paragraphe est adopté.

2^o M. le Président fait observer que l'article 2 est en contradiction formelle avec les prescriptions de la loi de 1874 sur le travail des enfants dans les manufactures et les ateliers.

M. Turney répond qu'en effet le but de la Commission est de remettre en vigueur un article de la loi de 1831 qui a été abrogé. La loi de 1874 s'applique bien plus aux usines et aux manufactures qu'à nos industries. La Commission a inséré le vœu en question pour parer aux inconvénients du rangement de l'atelier le samedi soir; mais elle a eu soin de préciser que ce travail ne pourrait être fait que par les apprentis internes, et pour éviter ces abus, a limité à dix heures du matin le temps exigible pour ce travail.

M. Brion trouve que, sous bien des rapports, les internes sont moins favorisés que les externes, ainsi tiennent-ils bien plus que ceux-ci à aller le dimanche dans leur famille.

M. Bourdin-Marly est d'avis qu'il y aurait un grand danger à adopter cet article qui deviendrait applicable aux garçons dans les manufactures. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, il y a au faubourg Saint-Antoine des fabriques de papiers peints où l'on abusait de la loi de 1851 en faisant travailler les apprentis le dimanche une partie de la journée.

M. Heurtaux-Trubert dit que le temps nécessaire au rangement de l'atelier doit être pris dans les heures du travail, pendant la journée du samedi. Il convient, dès lors, de respecter sur ce point la loi de 1874.

M. Bruneau pense qu'il convient de réviser la loi en donnant la faculté au patron de stipuler dans le contrat d'apprentissage le rangement de l'atelier le dimanche par l'apprenti interne.

M. Bonni croit que l'article de la Commission serait difficilement accepté par le législateur. Ce serait, en effet, une exception apportée à une autre exception. Il se présente, d'ailleurs, deux difficultés. La première est la différence d'obligation imposée à l'interne déjà moins favorisé que l'externe en ce sens qu'il est continuellement à la disposition de son patron ; il n'aurait même plus la libre disposition de son dimanche. L'impression générale de la Chambre, maintes fois exprimée, est que l'on doit, autant que faire se peut, revenir à l'internat ; n'y aurait-il pas là une prescription qui en écarterait beaucoup d'enfants ? La seconde difficulté consiste en ce que ce rangement de l'atelier dégénérerait bientôt en un prétexte à faire travailler le dimanche les apprentis ; il est bien difficile d'établir une démarcation exacte entre le rangement et le travail. La loi de 1874 a eu le grand tort d'englober dans des prescriptions absolues des industries qui, pourtant, sont de natures différentes et possèdent des besoins autres, des nécessités opposées.

Faite dans un but fort louable elle est une grande cause de la perdition de l'apprentissage dans certaines industries. Il serait plus simple de demander l'abrogation de l'article 5 de la loi de 1874. Par cette abrogation les parties en présence retrouveraient leur pleine liberté d'action. Dans les industries où à certaines époques le travail du dimanche est une nécessité, l'apprenti suivrait la loi commune ; dans les autres, au contraire, il ne pourrait en être ainsi par suite des contrats d'apprentissage qui le prescriraient. Cette solution, sous une forme différente, est la même que celle indiquée par M. Bruneau. M. Bonni termine en observant que la Chambre des députés et le Sénat viennent d'abroger la loi qui interdisait le travail du dimanche ; c'est le retour au régime de la liberté, le seul efficace, surtout en présence de l'organisation des Syndicats professionnels.

M. le Président fait observer que M. Bonni a omis d'indiquer

quelle devrait être la décision des prud'hommes dans le cas très fréquent où aucun contrat n'ayant été passé, une demande de résiliation leur serait adressée, demande fondée sur l'obligation imposée par le patron de travailler le dimanche. Il faut absolument une stipulation législative pour le cas de non-contrat.

M. Diringer pense que les internes comme les externes ont besoin de repos le dimanche.

M. Chandelet remarque que la discussion ne se rattache pas assez au point de vue de nos industries. Il est certain que le rangement de l'atelier, le dimanche, est un fait acquis par l'usage, et c'est ce qui encourage certaines maisons à subir les inconvénients de l'internat.

M. Charles reconnaît qu'il en est ainsi malgré les prescriptions de la loi; or, beaucoup d'apprentis travaillent le dimanche, et ces prescriptions n'ont jamais gêné personne; il conviendrait de laisser les choses en l'état actuel.

M. Chandelet répond qu'il faut que la loi stipule cette liberté pour qu'il n'y ait pas contravention.

M. Heurtaux-Trubert demande ce que feraient les prud'hommes en cas de procès si on laisse la loi telle qu'elle est et chacun l'interprétant à sa manière.

M. le Président ne doute pas que si les parents d'un apprenti demandaient la résiliation du contrat pour rangement de l'atelier le dimanche, le tribunal ne fût obligé d'appliquer la loi, par conséquent d'accorder aux parents la résiliation demandée.

M. Bourdin trouve que la loi a raison de protéger l'enfant contre les exigences du patron.

M. Turney fait observer à M. Charles qu'il a perdu de vue les termes mêmes des conclusions du rapport. C'est la loi de 1851 qui a été visée et non pas celle de 1874. M. Bourdin-Marly a parlé des conditions dans lesquelles se trouvaient les apprentis du papier peint; ces apprentis, ainsi que ceux employés dans les manufactures, sont tous externes, ils ne seraient pas atteints. La Commission a cru bien faire en demandant que le rangement à l'atelier le dimanche, rangement autorisé par la loi de 1851, soit rétabli, mais pour les internes seulement. Quant à M. Bruneau, qui désire que la loi laisse cette faculté au patron, ce sera la conséquence naturelle de la proposition, les parents pouvant toujours dans le contrat s'opposer à cette obligation.

M. Delmart demande à M. Bourdin-Marly comment il se fait que les apprentis pâtisseries travaillent le dimanche? Cela prouve qu'il y a des tolérances. La Commission ne veut qu'une chose, c'est que cette tolérance soit légalisée.

M. Bonni désire répondre à une objection qui lui a été faite par M. le Président: Aujourd'hui le prud'homme condamnerait, en

effet, le patron qui aurait fait ranger le dimanche, la loi étant formelle, mais si l'article qui est prohibitif était supprimé, il resterait le libre contrat. Toutes les industries ne peuvent à cet égard être régies par la même loi, la réflexion de M. Delmart en est la preuve ; peut-on empêcher les pâtisseries de faire travailler leurs apprentis le dimanche, c'est-à-dire le seul jour de la semaine où, dans les villes de second ordre surtout, ils rendent de réels services à leurs patrons ? Évidemment non. M. Bonni demande donc de nouveau l'abrogation de l'article 5 de la loi de 1874, c'est-à-dire la liberté.

M. Turney combat de toutes ses forces la suppression de cet article, ce serait supprimer la protection. — Si les parents consentaient à des choses nuisibles, la loi doit protéger l'apprenti. Nous ne voulons pas abandonner l'enfance, nous ne voulons qu'un correctif.

M. le Président, résumant la discussion, constate que l'apprentissage est régi par la combinaison de deux lois : la loi sur les contrats d'apprentissage qui date de 1851, et la loi sur le travail des enfants dans les manufactures qui remonte à 1874. La première a été modifiée par la seconde en certaines de ses prescriptions, et notamment en l'article 9 visé plus spécialement par la Commission. Il est utile de remarquer que, dans cette loi de 1851, moins absolue et qui a été faite dans un but spécial, l'apprentissage avait prévu les nécessités qui découlaient de la diversité des industries qu'elle était appelée à régir en donnant au maire le pouvoir spécial de régler certaines difficultés. M. Bruneau, se ralliant sans doute au projet de la Commission, reste l'amendement de M. Bonni pour l'abrogation de l'article de la loi de 1874, abrogation qui placerait alors les industries dans le droit commun.

M. Bourdin-Marly insiste pour le maintien de la loi de 1874.

M. Heurtaux-Trubert propose d'émettre le vœu qu'un règlement sur ce point soit déterminé par chacune des Chambres syndicales. Cette proposition n'est pas adoptée.

M. Bonni fait remarquer que si sa proposition était admise, la loi de 1851 redeviendrait en vigueur.

M. le Président met aux voix le projet de la Commission demandant le rétablissement, pour les apprentis internes, de l'autorisation du rangement de l'atelier le dimanche jusqu'à dix heures.

Ce projet est adopté à la majorité.

La proposition de M. Bonni demandant l'abrogation de l'article 5 de la loi de 1874, mise aux voix, est repoussée à l'unanimité.

3^e Le paragraphe concernant l'obligation pour le patron de délivrer un congé d'acquit est ensuite adopté, après cette observation de M. le Président que cette proposition n'a pour but que de rendre obligatoire la prescription un peu vague contenue dans l'article 12 de la loi de 1851.

Sur la première partie du troisième paragraphe, concernant l'obligation pour toute personne occupant des apprentis d'en faire annuellement la déclaration à la mairie, M. Turney fait observer que, malgré tout le zèle des Commissions locales et des inspecteurs, on a constaté sur le livre de police d'apprentis d'énormes lacunes dans les inscriptions. Il en résulte que l'inspection s'exerce parfois où elle est le moins utile, tandis que ceux qui ne sont pas inscrits échappent à tout contrôle. Pour remédier à cet état de chose, la Commission demande que le patron soit tenu de faire à la mairie la déclaration de ses apprentis; de cette manière, aucune maison n'échappera à un contrôle sérieux, et la protection des enfants sera égale pour tous.

M. le Président croit qu'il y a là une très bonne mesure à prendre, car, en outre du motif indiqué par M. Turney, il convient de donner à la municipalité la surveillance de l'exécution de cette loi, qui se trouve bien à tort dans les attributions de la préfecture de police.

M. Turney remercie M. le Président de son observation. C'est par oubli qu'il n'a pas invoqué cet argument.

M. Délivré demande quelle sera la pénalité pour le patron en cas d'infraction.

M. le Président répond que la Chambre ne peut qu'émettre des vœux et n'a pas à s'occuper de la sanction qui leur sera donnée.

L'obligation de la déclaration, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

4^e La Commission demande qu'on ajoute à l'article 13 de la loi de 1831 les mots : « ou d'avoir accepté un apprenti non muni du congé d'acquit ».

M. Laloue pense qu'il serait bon d'ajouter : « et qui garderait l'apprenti après un premier avertissement ».

M. le Président dit que l'avertissement est de rigueur, car, même pour la loi de 1874, il n'y a pas de procès-verbal sans avertissement préalable.

M. Bonni fait remarquer que cet article n'est que la sanction du précédent et a pour but de remédier à l'embauchage.

Cet article, mis aux voix, est adopté.

5^e L'article 15 de la loi de 1831 porte que le contrat peut être résilié de plein droit... : 2^e si l'apprenti ou le maître sont appelés au service militaire. La Commission propose d'ajouter le mot « actif ».

Cette modification est adoptée.

6^e L'article 16 détermine que le contrat peut être résilié en cas de mariage de l'apprenti. Cette résiliation est impérative dans la loi de 1831. La Commission voudrait qu'il y eût droit à indemnité si le contrat avait prévu le cas. Elle demande, en conséquence, l'autori-

sation d'insérer cette clause dans le contrat, qui devrait en outre indiquer le montant de cette indemnité.

M. Fleury trouve que la loi doit protéger le mariage. Il est bien évident que si on lui en donne l'autorisation, le patron stipulera toujours une indemnité dès qu'il y aura contrat d'apprentissage.

M. Delmart pense que bien rarement le patron exigera de suite le paiement total de l'indemnité. Il sera dans son intérêt d'engager la jeune femme à travailler pour sa maison comme ouvrière et il lui fera des retenues sur son salaire. Il est juste que le patron rentre dans une partie de ses déboursés.

M. le Président demande à donner son avis sur ce point en toute sincérité. Selon lui, admettre le projet de la Commission serait bien inutilement ouvrir la porte à des difficultés. Il faut tout d'abord remarquer qu'il s'agit ici, au cas de mariage, de demander une indemnité à des jeunes filles, car l'âge légal étant de dix-huit ans pour les garçons, ces derniers ont généralement fini leur apprentissage. Or, dans nos industries, les jeunes filles sont peu fortunées, elles ne pourront guère indemniser leur patron à cette époque où elles ont le plus grand besoin de toutes leurs ressources, de là procès. Si la loi de 1831 a mis ce cas parmi ceux entraînant de plein droit la résiliation du contrat, c'est qu'elle s'est placée au point de vue supérieur de l'intérêt social. Quoi qu'il en soit, on ne peut empêcher la jeune fille de se marier, d'ailleurs nul ne le voudrait; si elle a envie de bien faire, elle continuera à travailler pour sa maison et la perte sera minime. M. le Président serait heureux de voir la Chambre se rallier au *statu quo* sur ce point.

M. Bourdin-Marly croit que la restriction demandée par la Commission est bien peu importante; pour lui, qui a eu de nombreuses apprenties, aucune d'elles ne s'est mariée pendant le temps d'apprentissage.

M. Turney est très touché de ces observations. Le mariage est en effet d'intérêt social, mais il y a des intérêts particuliers qu'il ne faut pas négliger. Il est nécessaire de donner une compensation au patron pour le dommage qui lui est causé. La jeune mariée, libérée légalement de tout engagement, peut fort bien en profiter pour entrer dans une autre maison que celle qui lui aura appris à travailler. Il n'y a pas d'inconvénient à ce que la loi permette qu'une clause puisse être insérée dans le contrat; cela, d'ailleurs, peut être prudent en obligeant la jeune fille à plus de réflexion?

M. le Président demande à la Chambre si elle est d'avis que la loi autorise une stipulation dans le contrat, portant que le patron aura droit à une indemnité en cas de mariage de l'apprenti.

Cette proposition est adoptée à une voix de majorité.

Vu l'heure avancée, la suite de la discussion est renvoyée à la

prochaine séance. M. Delivré demande que cette séance soit une assemblée générale. M. le Président lui répond qu'il en sera ainsi.

Séance du 10 juin 1881

SUITE DE LA DISCUSSION SUR LE RAPPORT DE LA COMMISSION DE
L'APPRENTISSAGE

M. le Président rappelle qu'à la dernière séance, la chambre a statué sur la première partie de ce rapport; le deuxième paragraphe vient donc en discussion.

M. Turney fait remarquer que la partie adoptée a trait à l'apprentissage en général. Quelques membres de la Commission ont manifesté le désir que les conclusions adoptées fussent portées au syndicat général.

M. le Président appuie la demande de renvoi présentée par la Commission de l'apprentissage. Il s'agit, en effet, de questions intéressant toutes les industries. Cette communication sera, sans doute, bien reçue, car l'apprentissage est à l'ordre du jour et la Chambre de commerce en fait l'objet d'une étude spéciale. La concurrence étrangère devient de jour en jour plus redoutable. Il y a lieu de chercher à en atténuer les effets. M. le Président a été à même de constater que certaines industries, entre autres la maroquinerie, l'éventail, etc., commencent à souffrir.

On remarquera que pour ces industries il ne s'agit plus malheureusement d'articles bon marché, de copies obtenues à meilleur compte, mais bien d'articles de goût, de luxe, de modèles qui nous arrivent d'Allemagne et principalement de Vienne. Or, en semblable situation, le perfectionnement de l'apprentissage est la première nécessité qui s'impose. La France a, jusqu'à ce jour, dû son prestige industriel à ce que l'esprit de ses fabricants se maintenait jeune et permettait ainsi des créations nouvelles; il faut appeler la jeunesse dans l'industrie, il faut surtout l'entourer de tous les éléments qui puissent aider à développer ses facultés de création et de bon goût.

M. Turney, comme vice-président de la chambre, est chargé de présenter au syndicat général les conclusions adoptées à la dernière séance.

M. Chandelet croit devoir être l'interprète de ses collègues en remerciant M. le Président des précieux avis qu'il vient de donner.

La discussion est ouverte sur le deuxième paragraphe de la Commission de l'apprentissage.

M. le Président fait observer que les conclusions de ce paragraphe ont pour but de remédier à la difficulté où l'on se trouve d'avoir des apprentis, difficulté ayant pour cause principale le refus du patron de nourrir et de coucher ces derniers, ce que les parents demandent

neuf fois sur dix. Selon M. le Président, la discussion doit porter principalement sur les deux points suivants :

1° La difficulté exprimée est-elle bien réelle?

2° Le moyen proposé est-il efficace?

M. Brion pense que les parents ne verraient pas sans quelques inconvénients leurs enfants groupés avec d'autres du même âge.

M. Turney fait observer que le maximum des enfants placés dans une même famille serait de cinq.

M. le Président rappelle que la Commission s'est trouvée en présence de deux systèmes : la création de pensions réunissant un maximum de cinquante apprentis, le groupement de quatre ou cinq apprentis seulement. Le second de ces systèmes a prévalu.

M. Charles, au nom de M. Delivré et au sien, combat et la pension et le groupement. Il serait bien préférable de donner aux parents la somme que l'on serait forcé d'allouer journellement à l'une ou l'autre de ces deux institutions. Jusqu'à ce jour, il n'était pas possible de procéder ainsi, parce qu'il arrivait trop fréquemment qu'au commencement de la troisième année d'apprentissage l'enfant, en dépit du contrat, abandonnait son patron, mais avec la garantie de l'obligation du congé d'acquit, cet inconvénient n'existe plus.

M. Millon dit que le système des garderies a été adopté par la Commission pour pourvoir aux besoins des enfants orphelins ou de ceux que leurs parents ne peuvent garder chez eux. Il n'entre dans l'esprit de personne de se substituer à la famille, quand celle-ci se trouve dans des conditions normales.

Sous le bénéfice de ces observations, M. Charles se rallie au projet de la Commission.

M. Turney ajoute que cette question des garderies a été étudiée par l'Assistance paternelle et résolue dans le sens indiqué par M. Millon.

1 M. le Président met aux voix les conclusions de la Commission.

Ces conclusions sont adoptées.

M. le Président demande que le vœu exprimé soit renvoyé à l'Assistance paternelle.

M. Turney répond que cette Société ayant admis le principe des garderies, elle pourra, le cas échéant, donner son concours pour l'application du projet voté par la Chambre.

M. Turney donne ensuite lecture de la troisième partie du rapport de la Commission de l'apprentissage.

La parole est à M. Bonni, qui communique à la Chambre le travail suivant :

Messieurs,

J'ai longtemps hésité, avant de me déterminer à venir devant vous énergiquement soutenir les conclusions déposées dans la Commission

de l'apprentissage, conclusions ayant pour but une transformation sensible du fonctionnement de l'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes, et que votre Commission a repoussées avec une touchante unanimité. Vous excuserez cette hésitation en pensant avec moi qu'il est toujours pénible de combattre des collègues dont tout particulièrement on honore et le caractère et le dévouement. Si toutefois, en cette circonstance, j'ai cru devoir faire violence à mes sentiments personnels et passer outre, c'est qu'il s'agit ici d'un intérêt industriel qui doit être placé au-dessus des questions de personnes. Au reste, après la magnifique cérémonie à laquelle il nous a été donné tout dernièrement d'assister, après avoir vu ce défilé charmant des jeunes encouragées de cette véritablement paternelle assistance, après avoir, comme tant d'autres, ressenti dans cette immense salle du Trocadéro les vibrations chaleureuses d'une assemblée de plus de cinq mille personnes venant, par leur présence et leurs applaudissements, sanctionner le but poursuivi et affirmer, une fois de plus, quelle idée féconde a présidé à la création de l'Assistance paternelle, il est plus facile, et moins téméraire, de demander un nouvel effort, une nouvelle preuve d'abnégation à cette Société qui semble dans le rayonnement de sa force et de son triomphe.

Pardonnez-moi d'insister sur un point qui, à beaucoup d'entre vous, paraît indiscutable; mais, pour répondre à de justes susceptibilités, pour mettre au courant de la question ceux d'entre vous qui n'assistaient pas aux précédentes séances, il est urgent d'établir d'une façon absolue: que l'étude que nous allons faire du fonctionnement de l'Assistance paternelle est une nécessité imposée par la triste situation de l'apprentissage dans nos industries.

Vous vous souvenez, sans aucun doute, par suite de quelles circonstances cette question a été portée à notre ordre du jour. Sur la louable initiative de notre cher Président, justement ému des plaintes nombreuses qu'il entendait formuler autour de lui, notre Chambre syndicale, durant trois séances consécutives, a examiné la situation de l'apprentissage. Le sentiment unanime qui s'est dégagé de cet examen approfondi fut que, plus particulièrement dans nos industries, l'apprentissage — cet indispensable renouveau, — allait s'affaiblissant d'année en année, et que, si nous n'y prenions garde, cet affaiblissement, entraînant après lui une production inférieure, conséquence forcée du manque d'ouvrières capables, porterait un grand préjudice à notre fabrication et cela ne fût-ce qu'en abaissant nos produits au niveau de ceux de nos concurrents étrangers. De la constatation de ces faits, malheureusement aussi indiscutables qu'indiscutés, découlait tout logiquement l'étude des voies et moyens susceptibles d'apporter un prompt remède à cet état de choses. L'école professionnelle qui, jusqu'à ce jour, n'a donné de bons résul-

tats que dans les industries exactes, fut tout d'abord écartée. Il a semblé, à la plupart d'entre nous, que dans nos professions toutes de fantaisie, d'initiative, d'inspiration, ces écoles, ainsi que l'expérience l'a démontré, détermineraient une production uniforme, et que, véritablement, on ne pouvait y enseigner ces mille riens qui composent pourtant le plus indispensable de notre fabrication. Restait, ainsi que je le disais alors, le groupement de nos intérêts professionnels au moyen de Sociétés spécialement constituées à cet effet. Dans deux de nos corporations, depuis près de vingt ans, ce groupement existe, il a nom : l'Assistance paternelle. Créée sur l'initiative de notre syndicat, l'Assistance paternelle a pour but (remarquez bien que je ne fais ici que copier la notice qu'elle envoie) « l'encouragement et la moralisation de l'apprentissage, le perfectionnement du travail professionnel et le développement de l'instruction primaire ». Dès lors, notre conduite était toute tracée, elle consistait à examiner, par une libre discussion réunissant toutes les bonnes volontés de nos corporations — et c'est pourquoi notre honorable Président a cru devoir tout d'abord, ce dont nous le louons particulièrement, nous convoquer en assemblées générales, — elle consistait à examiner, dis-je, si le fonctionnement de l'Assistance paternelle était bien tel que nous le désirons, s'il répondait d'une façon absolue aux nécessités actuelles; si oui, nous n'avions qu'à le fortifier par une nouvelle et publique adhésion; si non, indiquer ce que nous pensions être indispensable à la sauvegarde de nos intérêts, et, au cas improbable de désaccord, prendre telles mesures que nous jugerions convenables.

Il n'est pas superflu d'ajouter que nous n'agissons pas ainsi pour nous donner le malin plaisir de critiquer une institution un tant soit peu fille de la nôtre, mais bien pour remplir un devoir étroit. Les Chambres syndicales, — ces victorieuses de demain, — n'ont et n'auront de force, de puissance, d'action même, que par l'examen sérieux, approfondi, impartial, *en dehors de toute coterie*, des questions qui intéressent le commerce et l'industrie. On a dit bien souvent — que ne dit-on pas? — que ce qui longtemps a le plus nui à l'extension des Chambres syndicales était que certaines d'entre elles constituaient — passez-moi l'expression qui, sans être française, a le mérite d'être parisienne — de petites « parlotes » où quelques gros bonnets de même industrie *ejusdem farinae*, entourés de satellites dévoués, venaient se congratuler mutuellement, ne s'occupant dans leurs doctes réunions, que de la satisfaction de leurs intérêts personnels et du contentement de leur impuissante vanité.

J'ignore, quant à moi, ce qu'il y a de vrai dans cette assertion. Ce que je sais, par exemple, c'est qu'aujourd'hui il n'en est plus ainsi : les chambres syndicales ont vaillamment conquis leur place et les administrations les plus puissantes, les plus jalouses de leurs préro-

gatives, écoutent et discutent les avis qui leur parviennent par cet intermédiaire pratique. Et, en cela, elles font preuve de tact, de sagesse; toute administration, toute société est susceptible de progrès, rarement ce progrès a pu être fait sans une pression venant du dehors, le *far niente* est si agréable — aux administrations comme aux hommes. Nous espérons que l'Assistance paternelle, dont le Conseil d'administration est composé d'hommes que nous aimons, que nous estimons, bien loin de trouver étranges, déplacées, nos délibérations actuelles, nous saura un gré infini des critiques plus ou moins fondées que certains d'entre nous penseraient devoir lui adresser. L'Assistance paternelle se trouvera, du reste, en fort bonne compagnie, car, pour ne citer qu'un exemple, notre chambre syndicale a cette année même, avec un certain succès, examiné et critiqué le fonctionnement des services de cette haute, puissante et révérée dame qui a nom : la Banque de France, et si aujourd'hui, par bonheur, le résultat de notre examen était négatif et ne servait qu'à démontrer que la Société dont nous nous occupons doit persévérer dans les errements du passé, nous aurions encore fait œuvre utile en prouvant qu'il n'y a rien de fondé dans les reproches qui lui sont adressés et que tout est pour le mieux dans la meilleure des Sociétés possible.

Messieurs,

Ainsi que je le constatais, il n'y a qu'un instant, l'Assistance paternelle a été fondée dans un double but, c'est à la fois une œuvre philanthropique et une œuvre professionnelle. J'examinerai, l'un après l'autre, ces deux côtés de la question, quoiqu'il soit parfois bien difficile de déterminer le point où exactement finit la philanthropie et où commence l'industrie, la philanthropie n'étant malheureusement trop souvent qu'une industrie déguisée; j'essayerai néanmoins.

C'est avec le plus vif plaisir que je le constate tout d'abord, le but philanthropique a été, autant que faire se pouvait, parfaitement atteint. Quand l'Assistance s'est constituée, à une époque hypocritement favorable à l'ouvrier, l'apprenti était à la merci du patron, et si, parmi ces derniers, un grand nombre, justement soucieux de leur dignité personnelle, de leurs devoirs sociaux, se conduisaient en bons pères de famille, considérant leurs apprentis comme leurs enfants industriels, et, à ce titre, cherchaient à en faire des ouvriers honnêtes et capables, d'autres, bien trop nombreux, hélas! ne voyaient dans l'apprentissage qu'une mercantile exploitation et, sous le prétexte de faire l'éducation des enfants confiés à leur loyauté, ne s'en servaient que comme de véritables domestiques non salariés. Ce n'était, alors, que dans des veillées excessives qu'il était permis à ces

enfants de saisir, comme par hasard, quelques notions de l'industrie qu'on avait pour devoir de leur enseigner.

L'Assistance paternelle, par le bon exemple, par l'enseignement du droit et du devoir de chacun, puissamment aidée, du reste, par les progrès sociaux accomplis ces derniers vingt ans, a remédié en partie à cet état de choses. Aujourd'hui, dans nos industries tout au moins, on peut dire que l'exploitation de l'enfant devient de plus en plus rare. D'aucuns affirment même, il y a toujours des mécontents, que la situation est renversée, que ce sont les patrons qui ont à souffrir, et ils prétendent expliquer ainsi cette tendance néfaste de la plupart des fabricants à prendre le moins possible d'apprentis. En tous les cas, une Société de protection et d'encouragement doit tenir grand compte des changements survenus. Une loi protectrice de l'enfance existe à présent, et cette loi est telle que nombre de bons esprits désirent sincèrement en voir adoucir la rigueur. Il n'est pas niable qu'en faisant passer sous le même niveau tant d'industries différentes ayant cependant tant de différentes nécessités, la loi de 1874 ait le tort grave de ne pas faire une distinction assez nette entre l'usine qui fait de l'homme une sous-machine, et l'atelier qui lui laisse toute son initiative; entre l'apprenti qui n'est qu'un travailleur d'ordre inférieur et l'apprenti qui veut apprendre une profession; entre celui qui rapporte de suite et celui qui commence par coûter, d'où cette crainte que la loi de 1874, protectrice de ceux qui n'ont que faire de sa protection, protectrice quand même, pourrait bien devenir une des grandes causes d'affaiblissement de l'apprentissage dans l'atelier, d'où encore cette conviction, qu'à la place de renchérir sur des prescriptions parfois nuisibles, il serait bon de chercher à en atténuer les effets. Quoi qu'il en soit, l'enfance est protégée, laissons donc aux pouvoirs publics, nous qui avons besoin d'être des sympathiques, les tracas de cette protection, et puisque tout un état-major de fonctionnaires, assisté d'une nombreuse troupe de volontaires, est chargé d'inspecter les ateliers, voyons s'il ne serait pas possible de supprimer toute délégation, toute surveillance au moyen de délégués. Car, et c'est une opinion que je ne suis pas le seul à émettre, ce qui a le plus nui à l'extension de l'Assistance paternelle, c'est l'*ingérence* que par ces délégués cette Société exerce. J'ai entendu toutes les objections présentées à cet égard. On a dit qu'en cela résidait une des grandes causes d'encouragement pour l'enfant, une des grandes forces morales pour la Société, que sans les délégués aucune surveillance n'était possible, que la Société, prenant l'engagement de veiller à l'exécution loyale des contrats, ne pouvait remplir ce devoir que par une délégation; on a ajouté que cette *ingérence* qui ne s'adresse absolument qu'à l'enfant protégé, aux choses qui le concernent, se confinant en des renseignements

demandés au patron, ne pouvait en rien éveiller la susceptibilité la plus rigoureuse, la Société ayant bien soin de choisir le délégué parmi les non-concurrents. Je n'ai pas été convaincu. Je crois sincèrement, que beaucoup de patrons, surtout parmi ceux qui ne possèdent que des maisons secondaires, bien à tort je le concède, mais il est ainsi, ne veulent pas que l'on s'occupe de leurs affaires dans une proportion si anodine qu'elle soit. J'en trouve la preuve dans ces deux faits : 1^o peu de petites maisons ont adhéré à la Société; 2^o ce qui démontre que ce sentiment est bien puissant, des maisons de premier ordre, tout en concourant de leur sympathie et de leur bourse à la prospérité de la Société, se refusent d'une façon absolue à mettre leurs apprentis sous son patronage. Et, quant à moi, je ne puis leur donner tort. Cette surveillance de mes apprentis par un de mes collègues, fût-ce mon ami le plus intime, ne me plaît nullement. On me répondra : mais vous vous faites un monde de la chose la plus simple, la plus logique, la plus naturelle, l'expérience en est faite aujourd'hui, tous les membres de la Société qui ont rempli cette mission l'ont fait avec un dévouement, un tact que l'on se plaît à reconnaître. Nul n'en doute, mais comme il pourrait en être autrement, comme le délégué de la Société, très honnête et très digne homme, pourrait être parfaitement désagréable, comme de plus il n'est pas possible que nous ayons chacun les mêmes idées, ce que ce délégué trouve bien je puis moi le trouver mal. Je m'abstiens et me tiens à l'écart. Je ne pense pas qu'à l'instruction obligatoire il faille répondre par la surveillance obligatoire. Veut-on ne laisser aux patrons aucun prétexte? Que l'Assistance paternelle garde le délégué si elle le juge convenable, mais à titre facultatif et sur la demande de son sociétaire. Je le répète, la loi de 1874 protège suffisamment l'enfant en ce qui a trait aux heures de travail, à la sanction du contrat d'apprentissage, à la tenue de l'atelier voire même à l'instruction qui n'aura bientôt plus besoin que d'être perfectionnée, toute Société professionnelle doit donc faire tendre tous ses efforts vers le côté purement professionnel, c'est-à-dire pour rester dans les généralités :

1^o Vers le recrutement d'un personnel de choix;

2^o Le perfectionnement du travail.

Le recrutement d'un personnel de choix, ai-je placé en première ligne; à cet égard, les résultats obtenus par l'Assistance paternelle sont absolument nuls. Je n'ai aucune statistique officielle sous les yeux. Sur les 250 enfants patronnés par la Société depuis sa fondation, combien ont été directement amenés par elle? je l'ignore. Ce que je sais, ce qui n'a pas été contredit, c'est ce que, dans une de nos dernières séances, notre Président disait :

« Que, malheureusement, ce n'est pas le patronage qui procure

des apprentis aux fabricants, mais le plus souvent les fabricants qui mettent leurs élèves sous le patronage de la Société. »

Or, Messieurs, ce recrutement d'un personnel de choix doit être, à mon avis, le premier souci de chacun de nous. J'ajouterai même que de là dépend, en majeure partie, la possibilité du perfectionnement du travail ou, mieux encore, ce qui importe à un égal degré, de l'élévation de la capacité manuelle, de l'aptitude professionnelle de la moyenne des ouvrières. Une ouvrière ne devient pas réellement digne de ce nom en quelques années; en dehors de l'habileté de mains qui constitue le plus souvent un don naturel, existe pour la masse cet ensemble de connaissances qui permet une compréhension plus rapide, un goût plus épuré, d'où une exécution plus facile. C'est, n'est-il pas vrai, la réunion de cet acquit qui forme la totalité des bonnes ouvrières, car les cerveaux créateurs sont des exceptions; il est évident, dès lors, que plus la jeune fille entrera dans nos ateliers munie de ces connaissances générales que lui donnent une instruction aussi étendue que possible, une éducation qui ne soit pas par trop primitive, plus il vous sera possible d'en faire rapidement un sujet capable. Je sais que l'Assistance paternelle a fait de grands efforts pour attirer à elle un nombre respectable de jeunes filles, mais sans aucun succès, malheureusement. Et pourtant nos corporations se trouvent à cet égard dans une situation exceptionnellement favorable.

En effet, en comparant nos industries à celles qui, de même que les nôtres, emploient un nombre considérable de femmes, on est heureux de constater combien, à tous les points de vue, les conditions du travail sont chez nous bien supérieures et offrent aux travailleurs de réels avantages. Dans les Fleurs, les Plumes, les Modes surtout, la femme gagne facilement sa vie; la moyenne de son salaire est de beaucoup supérieure à la moyenne du salaire des autres industries; puis, ce qui est non moins important, étant donné le rôle que doit remplir la femme dans la Société, le travail effectué ne nécessite aucune dépense physique excessive, n'offre aucun de ces inconvénients bien connus quant à la santé.

Comment se fait-il donc que tous ceux qui, dans la crainte d'un avenir incertain ou d'une nécessité présente, sont obligés de donner un métier à leurs enfants, ne viennent pas à nous? Comment se fait-il donc que ces ouvriers aisés, ces petits commerçants, ces employés d'administration qui cherchent une profession lucrative pour leurs filles, ne s'adressent pas à l'Assistance paternelle? C'est que cette Société n'est pas assez connue, c'est que nous vivons sur notre antique réputation de frivolité, c'est qu'on ignore que, parmi les ateliers de femmes, les nôtres sont les plus moraux. C'est peut-être un idéal, mais je voudrais voir l'Assistance paternelle assimilée

aux administrations de l'État et de la ville, qui, lorsqu'elles ont besoin d'une centaine de surnuméraires, en trouvent des milliers ne demandant qu'à mourir de faim en échange du titre pompeux : d'attaché à la Ville. Pour rester dans la réalité, je me borne à constater que l'Assistance n'a qu'une action très modeste au point de vue du recrutement du personnel; en est-il de même en ce qui touche son action sur les apprentis ? un grand nombre est-il patronné par elle ? a-t-elle, par conséquent, une réelle puissance ?

Je ne puis parler que de 1879 et 1880, dont je possède seulement le compte rendu entre les mains. En 1879, soixante-quinze apprentis étaient patronnés. En 1880, je n'en trouve plus que soixante-six. Décomposons ce chiffre de soixante-six, quarante-sept appartiennent aux maisons suivantes : Hiéland, Marienval, Chandelet, Delmart, Diringer, Delivré, Caillaux.

Il est évident que ces maisons, toutes ou presque toutes fondatrices de la Société, possèdent en elles-mêmes les ressources suffisantes pour faire de bonnes élèves et mener à bonne fin l'œuvre difficile de l'apprentissage. L'Assistance ne leur apporte que son concours utile mais non indispensable; qu'elle existe ou n'existe pas, leurs apprenties arriveraient moins facilement peut-être, mais arriveraient à un bon résultat. Si ces maisons ont participé à la fondation de la Société, si elles coopèrent avec persistance à son fonctionnement c'est que, s'élevant au-dessus de l'intérêt personnel immédiat, elles ont reconnu qu'en présence de la dégénérescence de l'apprentissage, l'industrie tout entière était en péril de mort, qu'en face de ce péril prochain les efforts individuels n'étaient plus suffisants, qu'il fallait à tout prix sortir de l'isolement et obtenir, par une réunion de toutes les forces de la corporation, « l'enrayement » du mal signalé. Il s'agissait donc, ici, d'une œuvre purement industrielle; il ne viendra à l'esprit de personne que les honorables maisons citées plus haut n'aient vu et recherché dans l'Assistance paternelle qu'une association ayant pour but de constituer une sorte d'assurance mutuelle de l'apprentissage. Insister à cet égard serait leur faire injure et je ne veux pour preuve du but désintéressé poursuivi en cette circonstance que citer le patronage de notre Chambre syndicale, patronage qui ne peut être donné qu'à une institution ayant un but d'intérêt général. Si nous désirons, en conséquence, savoir sur combien d'enfants s'étend réellement l'action de la Société, il faut retirer du chiffre des enfants patronnés le nombre d'apprenties employées dans ces maisons; nous arrivons alors à un total de dix-neuf.

Je ne veux pas décomposer, quant à présent, ce chiffre de dix-neuf qui représente au maximum le résultat de la propagande faite par la Société et des adeptes qu'elle a su attirer à elle, mais je crois pouvoir dire qu'il est bien modeste pour deux corporations aussi

importantes que les Fleurs et les Plumes. L'Assistance paternelle, m'objectera-t-on, ne demande pas mieux que de s'étendre : n'est-elle pas ouverte à tous, n'a-t-elle pas déjà consacré des sommes relativement importantes pour atteindre ce résultat ? Cela est vrai, mais ce qui est non moins véridique, c'est que la Société voit le nombre de ses apprentis diminuer et non augmenter. Or, à mon sens, ce qui détermine ce mouvement c'est : 1^o que les petites maisons sont écartées par la cotisation et par le délégué ; 2^o que l'Assistance paternelle a négligé un élément précieux : le concours effectif de l'ouvrière. Pour obtenir ce concours indispensable, aujourd'hui où l'ouvrière entend, avec juste raison, faire ses affaires elle-même, il faut que dans la Société, l'ouvrière trouve sa place et que cette place soit bien déterminée. Je n'ai pas à dire, quant à présent, dans quelles conditions cette admission pourrait avoir lieu, cela m'entraînerait trop loin ; il me suffit d'en poser le principe.

Permettez-moi de regretter, toutefois, que toutes les anciennes élèves de la Société, toutes celles au moins qui y ont obtenu des prix, n'en fassent pas partie de droit. Accorder cette sanction au travail des apprenties, constituerait un titre dont elles seraient justement fières. Ce serait, de plus, acquérir à bon compte autant de dévouement qui, plus tard, à l'heure où la jeune fille devient femme, constituerait et dans les ateliers et dans les familles la meilleure des publicités.

Il ne me reste plus qu'à examiner la situation de l'Assistance en ce qui regarde le relèvement du niveau industriel. Certes, le moyen employé est le seul efficace. Par les concours annuels institués à cet effet, par les prix attachés aux résultats de ce concours, la Société détermine un courant utile, mais quelle influence peut avoir une action qui s'étend sur soixante-six enfants répartis dans une douzaine de maisons ? On me répondra encore qu'il faut s'en prendre à l'indifférence des intéressés et non à la Société. Nous ne connaissons que trop malheureusement cette indifférence des intéressés. C'est l'obstacle inerte sur lequel viennent se briser toutes les bonnes idées, tous les généreux dévouements, mais, enfin, c'est un sentiment humain, et si le raisonnement ne peut le neutraliser, il faut tâcher d'y parvenir par l'intérêt ou par la vanité. Ainsi, par exemple, étant donné que les concours annuels ou plutôt les primes et l'honneur attachés aux résultats de ces concours peuvent seuls encourager les patrons et les ouvriers à faire de bons apprentis, pourquoi limiter ces concours aux enfants patronnés par la Société, et, concurremment avec ces derniers, ne pas y inviter tous les apprentis de la corporation ? Ceci, au premier abord, paraît exorbitant : demander que les premiers venus viennent concourir et enlever les prix de ceux ayant la bonne fortune d'être dans des

maisons qui soutiennent la Société de leur pécule. Il n'y a pourtant là qu'une différence de conception. Je pense, moi, que l'Assistance paternelle étant une Société industrielle, doit étendre les bienfaits de son organisation sur l'industrie entière. Ce serait, à mon avis, répondre aux intentions des donateurs qui, certainement, donnent à la Société dans un but d'intérêt général, ce serait les encourager à persévérer dans leurs bonnes intentions, ce serait en attirer d'autres.

Il en est de même pour la distribution des récompenses. Cette solennité, précédée et suivie d'une matinée artistique, est grandiose. Elle a été instituée, sans aucun doute, pour rehausser la valeur des prix accordés, pour faire connaître la Société et attirer des adhérents. Pour organiser une semblable fête, il faut aux commissaires chargés de ce soin un zèle, une abnégation, un dévouement sans bornes. N'est-il pas déplorable de voir, pour une partie du moins, tant d'efforts dépensés en pure perte ? Il semble qu'en raison directe du nombre de personnes qui assistent à cette distribution de récompenses, le nombre des enfants placés sous le patronage de la Société diminue. En 1879, la salle de la Gaîté est trop petite ; en 1880, le Châtelet subit le même sort ; en 1881, le Trocadéro n'est que juste, et, cependant, je trouve, en 1879, soixante-quinze apprentis, en 1880, il n'en reste que soixante-six.

Messieurs,

Je tiens, en terminant, à déclarer devant la Chambre, ainsi que je l'ai fait devant la Commission, qu'en critiquant le fonctionnement de l'Assistance paternelle, je ne poursuis d'autre but que la consolidation et l'extension de cette Société. Amené, par notre ordre du jour, à étudier ce fonctionnement, je viens vous soumettre le résultat de cette étude avec une entière indépendance, comme je l'aurais fait, du reste s'il s'agissait de toute autre Société. J'ai dit ce que je croyais être la vérité, j'ai proposé ce qui me semblait utile ; c'est à vous qu'il appartient de juger en dernier ressort. Si vous pensez que je sois dans le vrai, appuyez-moi de toutes vos forces ; si, au contraire, vous condamnez mes idées, je m'inclinerai devant votre décision, laissant au temps le soin d'établir qui, de mes adversaires d'aujourd'hui, mes chers collègues quoi qu'il en soit, ou de moi, étaient dans le bon chemin et dans la réalité.

CONCLUSIONS

1^o Adjonction de l'industrie des Modes à celles des Fleurs et Plumes ;

2^o Suppression de la cotisation obligatoire, et son remplacement par des appels aux souscriptions volontaires, des représentations non gratuites, des bals, etc., le droit d'admission étant fixé à un minimum de 1 franc par sociétaire ;

3° Conseil d'administration mixte composé de patrons et d'ouvriers de l'un ou de l'autre sexe ;

4° Création d'une Commission spéciale pour le recrutement des apprentis ;

5° Fondation de cours professionnels dans les écoles de la ville par les soins et sous le patronage de la Société ;

6° Substitution du titre « Société d'encouragement aux apprentis » à celui « d'Assistance paternelle ».

M. Deilles interrompt M. Bonni en disant que son travail est le procès de l'Assistance paternelle.

M. le Président lui répond que M. Bonni est tout à fait dans la question et qu'il a le droit d'examiner comme il vient de le faire le fonctionnement de l'Assistance paternelle.

M. Bonni ne s'explique pas l'assertion de M. Deilles. En examinant le fonctionnement de l'Assistance paternelle il n'a fait qu'obéir au mandat que la Chambre avait confié à sa Commission. Il n'a nullement l'intention de nuire à l'Assistance paternelle, mais, tout au contraire, de la fortifier en mettant cette institution en harmonie avec les nécessités qui, selon lui, s'imposent aujourd'hui à tout patronage industriel. La situation est bien nette. La Chambre en étudiant l'apprentissage dans nos industries, a été tout naturellement amenée à voir si le fonctionnement de l'Assistance paternelle répondait à ses désirs. Si oui, on passera à l'ordre du jour, si non, la Chambre enverra à cette Société communication de ce qu'elle pense devoir être fait dans l'intérêt général. L'Assistance paternelle examinera cette communication, y fera telle réponse qu'elle jugera convenable, et ce n'est que dans le cas où cette réponse ne serait pas satisfaisante, que la Chambre, reprenant sa liberté d'action, aviserait. M. Bonni affirme encore une fois qu'il n'a d'autre but que la prospérité de nos industries.

M. le Président déclare l'incident clos.

M. Millon demande si la Chambre a le droit d'imposer les conclusions de ses délibérations à l'Assistance paternelle et de s'initier dans son fonctionnement. Si oui, le travail de M. Bonni a sa raison d'être et, dans ce cas, M. Millon demande le renvoi à une autre séance ; si non, on doit passer à l'ordre du jour.

M. Deilles dit que ces paroles sont le développement de son interruption.

M. le Président trouve qu'entre les deux assertions il y a une différence capitale. M. Millon ne fait qu'exprimer un doute, il demande si nous avons le droit de discuter le fonctionnement de l'Assistance paternelle et si, par contre, les développements de M. Bonni sont à leur place. C'est une question préjudicielle. La discussion est ouverte sur ce point.

M. Chandelet pense que la question posée par M. Millon a été résolue dans la séance du mois de décembre. La Commission nommée par la Chambre, M. Bonni membre de cette Commission, avaient pour mandat d'examiner le fonctionnement de l'Assistance paternelle ; de ce mandat découle tout logiquement le droit d'exprimer sa pensée à cet égard.

M. le Président, pour répondre aux scrupules exprimés, rappelle que la Chambre a été saisie de diverses propositions relatives à l'apprentissage, une Commission a été nommée, cette Commission a présenté son rapport ; tout ce qui touche aux questions visées par ce rapport peut et doit être examiné. Est-ce à dire qu'il s'agisse de saper une institution qui a rendu d'immenses services, à laquelle M. Bonni lui-même doit de pouvoir traiter aussi à fond la question ? Nullement, et cela n'est dans l'esprit de personne. L'Assistance paternelle est autonome, elle peut faire de nos observations l'usage qu'elle voudra, mais nous, Chambre syndicale, nous avons le droit d'étudier les conditions actuelles de l'apprentissage en vue de l'améliorer et de prendre telles résolutions que nous jugerons convenables. M. Bonni est donc au cœur même de la question. Il pouvait se servir de l'Assistance paternelle comme terme de comparaison, comme exemple à citer à l'appui de sa thèse, nous devons donc en toute sécurité examiner les idées et les vœux de M. Bonni.

La première proposition de M. Bonni est relative à l'adjonction des Modes, il conviendrait de réserver cette question ; car, des modifications apportées, peut découler la possibilité de l'entente à cet égard. Pour l'instant, la Chambre doit s'occuper des vœux qui ont trait au fonctionnement de l'Assistance. M. le Président, encore que cette étude ait été prescrite par un vote de la Chambre, demande à M. Turney s'il voit un inconvénient à ce que la Chambre se livre à cette étude.

M. Turney n'en voit aucun, car les théories émises devront être votées par l'Assistance. Nul ne peut se plaindre des études de M. Bonni, mais elles ne sont guère discutables pour l'Assistance qui joint à la théorie, une expérience qu'elle a souvent acquise à ses dépens.

La discussion est ouverte sur le premier point. Le délégué qui, dans le système pratiqué par l'Assistance paternelle, surveille l'exécution du contrat d'apprentissage, devrait-il être adopté dans un patronage affecté par la Chambre syndicale aux industries qu'elle représente ?

Le principe du délégué, soutenu par M. Chandelet comme salulaire, par l'influence acquise sur les enfants et les notes recueillies près des parents, est combattu par M. Bonni.

Suivant M. Bonni, beaucoup de patrons ne veulent pas qu'un confrère vienne chez eux s'occuper de leurs enfants à quelque titre

que ce soit. L'institution d'un délégué nuit donc à la propagation de l'Œuvre. M. Bonni conclut à ce que l'action du délégué soit facultative.

M. Turney insiste sur la nécessité absolue du délégué. Il protège l'apprenti et justifie le titre d'Assistance paternelle donné à la Société; la suppression du délégué serait non pas une modification, mais une perturbation complète des services de l'Assistance.

M. le Président rappelle qu'il s'agit d'un simple vœu de la Chambre, non d'une pression à exercer sur l'Assistance. Il conviendrait cependant de dire si l'effet de ce vœu devrait être funeste.

M. Turney répond que cela dépendra de la forme qui sera donnée au vote.

M. Charles désire qu'il s'agisse de voter non sur l'Assistance paternelle, mais sur une Société de patronage idéale.

M. le Président met aux voix la question suivante :

La Chambre pense-t-elle qu'il est utile qu'un patronage industriel soit affecté spécialement aux industries qu'elle représente? — Cette proposition est votée à l'unanimité.

La question qui vient ensuite est celle-ci : La délégation doit-elle être facultative ou obligatoire?

M. Turney soutient l'obligation et M. Laloue la faculté.

M. le Président résume la discussion. La Chambre ne peut attaquer la vitalité de l'Assistance paternelle, mais lui donner d'utiles renseignements. Si la forme employée par M. Bonni n'entraîne pas toujours son approbation, le fond est sérieux et digne d'étude.

La Chambre consultée vote l'abrogation du délégué à titre obligatoire, mais son maintien à titre facultatif.

Elle examine ensuite les deux autres propositions de M. Bonni : 1^o Si la cotisation ne doit pas dépasser un franc; 2^o si l'ouvrier doit être admis dans les conseils de la Société.

M. le Président explique que l'abaissement de la cotisation aurait pour but de recruter plus d'adhérents et que le déficit serait comblé par des bals, concerts, etc.

M. Turney estime que celui qui ne veut pas donner un franc par mois à une œuvre, n'a pas grande confiance en son mérite, et que son adhésion est d'une importance secondaire. Vu l'heure avancée, il conclut à l'ajournement qui est fixé au 24 juin.

Séance du 24 juin 1881.

SUITE DE LA DISCUSSION SUR L'APPRENTISSAGE

M. Hiéland, président, rappelle qu'une des conclusions de M. Bonni portait abaissement de la cotisation à 1 franc. — La discussion est ouverte sur ce point.

M. Millon demande à M. Bonni comment il remplacerait le déficit de 1,800 francs occasionné par cette suppression. On a parlé de bals et de concerts, mais dans les Fleurs et Plumes, existe déjà un bal d'une production fort minime et qui cependant fonctionne depuis 28 ans. Un autre bal ne donnerait certainement aucun résultat. Il en serait de même du concert.

L'Assistance organise chaque année un concert gratuit; on comptait sur la quête pour en couvrir les frais et cette année, au Trocadéro; cette quête a produit 1,200 francs; ce qui est plus que modeste; un concert payant n'aurait donc aucune chance de succès.

M. Brion croit que M. Bonni ne demande cette réduction que pour attirer un plus grand nombre d'ouvriers.

M. le Président dit, qu'en effet M. Bonni a pensé qu'en abaissant le chiffre de la cotisation on pourrait sans aucun péril attirer un plus grand nombre d'adhérents. Il a également pensé qu'on pourrait remplacer les ressources sur lesquelles on ne pourrait plus compter; il y aurait donc à examiner tout d'abord l'utilité de la réduction, puis ensuite les moyens de combler le déficit.

M. Brion croit la réduction utile.

M. Delmart propose de fixer le chiffre à 5 francs, mais le patron s'engagerait à donner même somme pour son contremaître.

M. Turney craindrait que beaucoup d'adhérents n'acceptent pas cette combinaison, et dès lors l'équilibre serait rompu.

M. Millon propose d'établir deux genres de cotisations.

M. Lafitte demande que la cotisation du patron soit fixée à 12 francs et celle de l'ouvrier à 1 franc. Dans la Société de secours mutuels dont il fait partie, la cotisation des femmes est de 1 fr. 25 c., celle des hommes de 2 francs.

M. le Président fait remarquer que ce projet établirait une démarcation entre le patron et l'ouvrier. Dans un patronage industriel cela pourrait avoir de sérieux inconvénients; il ne voit de possible que la différence à faire pour les membres honoraires.

M. Brion appuie l'abaissement de la cotisation à 1 franc, chacun restant libre de donner davantage.

M. Bonni tient à déclarer qu'il n'a qu'un but: attirer un grand nombre de membres actifs à un patronage industriel et surtout un grand nombre d'ouvriers; l'élément ouvrier est d'autant plus précieux dans toute société d'encouragement aux apprentis que de lui dépend le perfectionnement du travail; n'est-il pas le professeur naturel du débutant et pour celui-ci son secours n'est-il pas aussi indispensable que celui du patron? Il n'y aurait pour le patronage aucun inconvénient à cette admission, car il est bien entendu qu'il ne peut être question que d'ouvriers honorables, et, à cet égard, toute société se prononçant sur l'admission des membres postulants

a un moyen de contrôle suffisant. Selon M. Bonni, il faut tenir grand compte de la situation économique actuelle. Il est un fait constant qui ne peut être démenti, c'est que l'ouvrier ne s'intéresse que très rarement à l'apprentissage, que bien souvent même il ne veut pas former d'apprentis, pensant qu'il se crée une concurrence dont le résultat est, dans un temps donné, une dépréciation générale du salaire. Dans les industries de luxe, tout au moins, l'ouvrier est dans l'erreur. En effet, en ne formant pas d'apprentis, le niveau industriel baisse, mais non le nombre d'ouvriers, car alors, pour suppléer au manque de bras, on spécialise à l'excès et l'industrie périclité; de sorte que le salaire s'abaisse, non plus par le trop grand nombre d'ouvriers, mais par la décadence de l'industrie. On ne doit pas oublier non plus que, dans les industries dites de nouveautés, il faut des esprits créateurs; or, ce n'est que par un apprentissage sérieux que l'on arrive à développer les qualités nécessaires à ces esprits. Enfin, l'ouvrier, à tort ou à raison, instinctivement, se méfie du patron; il croit que les patronages ne sont institués que dans l'intérêt du chef d'industrie. Cette méfiance est aussi une grave erreur, mais elle existe; il faut, par la participation directe de l'ouvrier au fonctionnement de ce patronage, le lui démontrer; il faut lui prouver qu'il a intérêt à former de bons apprentis et d'un ennemi faire un collaborateur; mais pour cela il est nécessaire, on ne saurait trop le répéter, que l'ouvrier assiste aux délibérations et prenne part à tous les travaux de patronage. Telle est, selon M. Bonni, la principale raison qui milite en faveur de l'abaissement de la cotisation, mais d'autres non moins importantes peuvent être mises en avant. Par exemple, peu de petites maisons viennent au patronage; pour celles-ci la somme de 12 francs est assez considérable et pourtant elles ne demanderaient pas mieux que d'apporter leur concours; or, il serait peut-être bon de considérer que le nombre de ces maisons, dans les Fleurs surtout, est considérable, que ces maisons proportionnellement forment un plus grand nombre d'apprentis que les maisons de premier ordre, que ces apprentis ne sont pas à dédaigner, car, travaillant directement avec le patron, ils acquièrent une plus grande habileté que les autres.

Pour terminer, M. Bonni fait observer que les cotisations volontaires seront d'autant plus fortes que la cotisation obligatoire sera plus faible. En effet, bien des maisons qui ne veulent pas faire partie du patronage apporteraient leur obole à une société d'intérêt général. Enfin la subvention de la ville de Paris, subvention avec laquelle il faut compter tant au point de vue moral qu'au point de vue matériel, ne pourrait qu'être augmentée. La ville de Paris a le désir sincère d'encourager les écoles professionnelles, d'en créer au besoin. Elle dépense pour le fer et le bois plus de 100,000 francs

chaque année à la Villette. Ne pourrait-on pas venir lui dire que pour toutes les industries représentées par la Chambre, l'école professionnelle est nuisible, et qu'il n'est que juste de donner à la Société chargée de suppléer ces écoles, une subvention proportionnelle.

Pour répondre à l'objection de M. Millon, M. Bonni ajoute que si la création d'un bal n'est pas possible, on pourrait organiser un concert qui, si peu qu'il rapporterait, ne coûterait toujours pas. Quant à ce qui lui a été dit que sa proposition n'était pas pratique, on ne pourra le lui démontrer que par l'expérience; or, cet expérience peut être tentée sans péril aucun.

M. Delmart pense que M. Bonni fait erreur en disant que les apprentis apprennent mieux dans les petites maisons. Ces dernières poussant la spécialité à l'excès, cela est nuisible à nos industries.

M. Turney fournit un renseignement sur ce qui existe: Moyennant la somme de 12 francs par an, les patrons ont le droit de mettre tous leurs élèves sous le patronage. Quand on constitue une Société, on recherche l'avantage des patrons, des enfants et de l'industrie: pour ces trois avantages importants, la somme exigée n'est pas trop élevée.

M. Brion demande qu'on mette aux voix 3 ou 5 francs, mais non 12 francs.

M. le Président répond que le chiffre de 12 francs a cours dans plusieurs Sociétés, c'est un point de départ.

M. Chandelet croit établir une démarcation entre les membres d'une Société. On ne peut demander moins de 12 francs à ceux qui ont des enfants récompensés et participent aux bienfaits du patronage, mais les membres qui n'ont à attendre aucun profit pourraient avoir une cotisation autre.

M. le Président répond que ceux qui mettent des enfants sous le patronage sont plus méritants que les autres; ainsi, on ne les encouragerait pas à venir, c'est le contraire qu'il faut rechercher. Une Société ne peut avoir que deux catégories de membres, ceux qui participent ou peuvent participer à ses avantages et les membres honoraires.

M. Millon propose de fixer 12 francs pour les patrons et 5 francs pour les ouvriers.

M. le Président demande à la Chambre si elle veut établir une distinction entre les patrons et les ouvriers.

M. Bonni combat la différence de cotisation. L'ouvrier n'acceptera pas cette condition qui le placerait dans la Société en une condition inférieure à celle du patron.

M. le Président procède au vote sur les points qui viennent d'être discutés.

A la majorité, la Chambre n'est pas d'avis d'établir une distinction entre les cotisations.

Pour la cotisation des membres participants, les chiffres de 1 franc et de 3 francs sont repoussés à l'unanimité. Le chiffre de 5 francs est adopté par 13 voix contre 4.

M. le Président rappelle que M. Bonni a proposé l'introduction de l'élément ouvrier dans les conseils. Il demande à l'auteur dans quelle mesure. Il ne s'agit évidemment que du Conseil d'administration, car les ouvriers comme les patrons sont déjà admis à titre d'adhérents.

M. Bonni explique que la participation des ouvriers ne peut être effective qu'à la condition qu'ils soient représentés devant le Conseil d'administration ; il demande comme mesure transitoire que cette représentation soit proportionnelle au nombre d'adhérents.

M. Turney a le même désir que M. Bonni, mais il ne pense pas que cette représentation puisse être obligatoire.

M. le Président détermine que la divergence d'opinions entre ses deux collègues consiste en ce que M. Bonni demande l'obligation et M. Turney la faculté.

M. Millon veut pour les électeurs le libre choix.

M. Bourdin appuie l'obligation.

M. Turney demande comment on procéderait dans le cas où il n'y aurait pas de membres ouvriers.

M. Lafitte, dans l'intérêt de l'industrie, verrait avec plaisir le Conseil composé d'un nombre égal d'ouvriers et de patrons.

M. Bonni pense que l'ouvrier, par suite d'une méfiance peut-être exagérée mais qui existe, n'apportera son concours effectif à une Société de patronage que s'il est obligatoirement représenté dans le Conseil d'administration. Si malgré cela les ouvriers restent en dehors, tant pis pour eux, la Société aura fait son devoir. De leur côté, les patrons, par suite de la représentation proportionnelle, ne pourront se plaindre.

M. Turney trouve que la question est déplacée. La représentation en nombre égal se comprend dans les Conseils de prud'hommes où deux intérêts opposés sont en présence, mais il n'en est pas ainsi dans un patronage où l'ouvrier et le patron ont le même intérêt. Il serait regrettable qu'on fût obligé de prendre un ouvrier sans grande valeur et d'éliminer un patron ayant rendu de grands services, parce que le premier est un ouvrier et le second patron.

Il est procédé au vote. Par 11 voix contre 9, la Chambre repousse l'obligation et émet ensuite le vœu que, dans une Société de patronage, l'élément ouvrier soit représenté dans le Conseil d'administration.

M. le Président demande de réserver pour plus tard l'adjonction

des Modes à l'Assistance paternelle. Il ajoute que trois propositions restent à discuter :

- 1^o Création d'une Commission pour le recrutement des apprentis;
- 2^o Fondation de cours professionnels dans les écoles de la ville.

M. Bonni développe les arguments qui militent en faveur de la création d'une Commission spéciale de recrutement des apprentis. Il croit que l'on pourrait ainsi intéresser un plus grand nombre d'adhérents au fonctionnement de la Société.

Après diverses observations présentées par MM. Turney et Delmart M. Bonni, en présence d'un vote qui partage l'assemblée en deux parties égales, retire sa proposition.

La discussion est ouverte sur la proposition relative à la fondation de cours par les soins de la Société.

M. Bonni a fait cette proposition pour attirer un plus grand nombre d'apprentis à la Société. Il est évident que ces cours seraient la meilleure des propagandes. La ville, qui est compétente quand il s'agit d'enseignement pédagogique, mais qui ne peut avoir la même autorité à l'égard des cours professionnels, ne pourrait que donner son appui à la Société. M. Bonni demande à la Chambre d'examiner dans quelle mesure ces cours pourraient être fondés.

M. Caillaux croit que ce serait contraire au vœu de la Chambre à l'égard des écoles professionnelles.

M. Millon dit que la Commission a reconnu que le projet de M. Bonni était impraticable; il entraînerait des frais multiples.

M. Bourdin pense qu'il s'agit d'un enseignement préparatoire; il y aurait certainement des difficultés pour l'établir, mais on pourrait les surmonter.

M. Turney constate la différence qu'il y a entre la proposition de M. Bourdin et celle de M. Bonni; il se rallierait volontiers à la nouvelle proposition.

M. le Président fait remarquer que M. Bonni n'a pas déterminé d'une façon précise l'objet des cours dont il demande la fondation; il désire, sans aucun doute, que des cours soient fondés sous la surveillance de la Société, comme par exemple un enseignement de chimie appropriée à la teinture des plumes.

M. Bonni explique qu'il n'a voulu que poser un principe, celui de la création de cours sous la responsabilité de la Société; il n'a pu vouloir demander l'établissement d'écoles professionnelles, puisque dans le travail lu à la Chambre, il a reconnu que ces écoles seraient contraires aux industries dont il est question.

M. Millon ne voudrait pas que ces cours aient lieu sous la responsabilité de la Société.

M. le Président dit que du débat se dégagent deux propositions :

1^o Création de cours par les soins et sous la responsabilité de la Société ;

2^o Création de cours théoriques professés dans les écoles de la ville.

M. Turney rappelle qu'il y a onze ans, un cours de dessin aurait pu être institué, mais qu'il a dû abandonner son projet, les patrons n'ayant pas voulu envoyer leurs enfants ni le jour ni le soir.

M. le Président croit que la question pratique pourra être étudiée ultérieurement; il mettra aux voix le principe, c'est-à-dire l'utilité de l'établissement de cours spéciaux dans les écoles de la ville, en vue d'une préparation des élèves et du développement des aptitudes professionnelles.

M. Caillaux demande qu'il soit bien spécifié qu'il s'agit de cours théoriques.

La proposition mise aux voix est adoptée.

M. le Président, comme conclusion, propose à l'assemblée de décider qu'une copie des résolutions prises sera adressée à l'Assistance paternelle, avec prière d'étudier les vœux émis et de donner son avis.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

M. Turney rappelle que l'Assistance paternelle a établi un cours le dimanche matin, rue de Lancry, pour toutes les jeunes filles appartenant à nos industries. Il prie ses collègues d'y envoyer leurs ouvrières.

La séance est levée à onze heures et demie.

L'un des Secrétaires,
A. BONNI.

PATRONAGES INDUSTRIELS

École professionnelle de couture.

Une école professionnelle de couture pour les jeunes filles protestantes, a été fondée et est tenue par M^{me} Du Trembley, rue Verdier, n^o 43, à Montrouge (Seine). — Cette maison qui peut contenir 45 élèves internes, donne l'instruction primaire aux enfants, les leçons de ménage, de cuisine, de raccommodage et de couture pour la lingerie fine.

Les élèves payent 30 francs de pension par mois et 100 francs de droit d'entrée pour le lit et pour le trousseau. La maison, moyennant cette somme, habille l'élève tout le temps de sa présence dans l'institution. Il y a une grande cour carrée plantée et très aérée pour les récréations; la classe est faite par M. Du Trembley qui emploie les meilleures méthodes d'enseignement modernes.

Une bibliothèque scolaire est jointe à l'établissement.

M^{me} Du Trembley s'occupe beaucoup de l'éducation morale des enfants.

Cette école est tout-à-fait recommandable à tous les égards et elle est patronnée par les personnes les plus sérieuses et les plus dévouées.

**Les institutions de la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest,
en faveur de l'Enfance ouvrière.**

La mode est aux récriminations contre les Compagnies de chemin de fer; monopole, exagération des tarifs, imprudence coupable sont autant de griefs dont le public fait arme vis-à-vis d'elles. Et de fait, il en est une, inutile à nommer, dont l'imprévoyance homicide se reproduisant avec une périodicité sinistre, s'est acquis par le sang versé et la multiplicité des hécatombes la plus justifiée de toutes les impopularités.

Grâce à Dieu, il n'en est point ainsi de la compagnie de l'Ouest. Elle accepte la responsabilité de la vie humaine, comme celle d'un dépôt précieux. Plus rapide (1) mais aussi sûre que les antiques diligences de nos pères, elle cueille chaque année plusieurs centaines de mille voyageurs pour les remettre sans foulure, sans fracture et sans contusion aux plages normandes ou bretonnes. Les journaux ont dit comment les efforts multipliés des employés avaient conjuré pendant l'été l'encombrement résultant dans ses gares, du rendez-vous universel des touristes; l'exposition d'électricité atteste la science et la vigilance de ses ingénieurs persuadés que le bien n'est qu'une étape pour arriver au mieux, enfin la presse a répété à plusieurs reprises, les intelligentes réductions effectuées en faveur des excursionnistes, les facilités données aux voyageurs pour l'enlèvement des bagages à domicile, la délivrance des billets et l'enregistrement des colis à l'avance.

Tout cela n'est pas l'œuvre exclusive de la direction des chefs. D'aussi bons résultats ne s'obtiennent qu'avec le dévouement et le concours empressé des subordonnés, et ces qualités naissent non seulement de la discipline hiérarchique mais de la reconnaissance des bienfaits reçus.

Ce sont ces bienfaits dont il convient d'entretenir les lecteurs du *Bulletin*. Si vous remontez l'avenue de Clichy, dix maisons environ après la station de l'omnibus qui part de l'Odéon, vous trouvez

(1) La vitesse n'exclut pas la sécurité : c'est ainsi que les trains de marée de Dieppe fournissent 200 kilomètres avec un seul arrêt en route, à Rouen. Or, 35 lieues à vapeur continue de Rouen à Paris sur une ligne sillonnée de trains, constituent pour tous les gens du métier, un véritable tour de force.

d'immenses bâtiments appartenant à la Compagnie. Là s'élève l'économat qui permet aux ouvriers de trouver à prix avantageux toutes les denrées alimentaires, ressource précieuse pour les petites bourses, si justement préoccupées de la vie à bon marché. Tournez à droite, vous voilà près d'une série de bâtiments bordés d'un vaste jardin potager et voués exclusivement à l'enfance. La porte s'ouvre et vous êtes reçu cordialement par une religieuse au visage empreint d'une bonté communicative, au langage affable et doucement enjoué; c'est la sœur Sainte-Cécile la supérieure, l'âme, la vie, la fondatrice de la maison. Nature active et pratique, elle ne demande à la prière que l'inspiration de ses bonnes actions et sa devise semble être le célèbre « *transire benefaciendo* » C'est elle qui a dirigé l'économat jusqu'au jour où les accroissements de la crèche de l'asile et de l'école l'ont obligée de concentrer ses efforts sur ces trois institutions.

La crèche peut contenir 90 enfants et renferme 52 lits. Chaque lit est pourvu de 2 paillots, un drap de caoutchouc et deux couvertures; incessamment un petit édredon va s'ajouter à cet attirail. Pour les enfants du deuxième âge, la barcelonnette est remplacée par un petit lit. Le linge est changé tous les jours et un vaste système de tuyaux d'eau chaude, maintient dans les salles une température toujours égale. Tous les bébés sont dans les berceaux couverts d'un tablier de toile identique. Les employés font admettre leurs enfants sur l'exhibition d'un simple bulletin signé du chef de service et indiquant les nom, prénoms, demeure, lieu de naissance, mention de vaccine.

L'enfant reçoit aussitôt un numéro matricule, inscrit sur son lit, sur son lavabo, sur l'armoire où la mère range ses effets.

L'uniforme est de rigueur : il y en a un de tous les jours consistant en un sarrau de coton, un en mérinos pour les jours de fête, le tout au moyen d'une attache habilement ménagée, retient un petit mouchoir. Immédiatement après son arrivée, le bébé est reçu dans la salle des mères, ses vêtements de ville sont déposés dans l'armoire pourvue de son numéro, il est lavé, poudré, revêtu du costume et du linge de la maison et porté à la grande salle. Là s'étendent les rangées des lits et berceaux, les lits de dépôt où l'enfant est momentanément placé avant les changements de linge, les sept armoires où s'alignent les tabliers bavettes en toile fine (car on a reconnu les inconvénients de la toile cirée), les mouchoirs, couches, couvertures, taies d'oreillers, en un mot toute la lingerie marquée C. O. (compagnie de l'Ouest), le tout préparé pour parer à ce que les mamans appellent *les accidents*.

A une extrémité de la salle règne le poponat, sorte de promenade circulaire formée par des barrières à la hauteur de l'enfant et pour diriger ses premiers pas.

Un banc rond, disposé au milieu de la circonférence au delà des barrières sert de salle à manger aux bébés, et les groupe autour d'un pôle tenant le milieu du cercle et séparé des petites mains par une toile métallique. Sur les armoires figure la poupée-modèle vêtue d'une robe en étoffe semblable à celle des enfants; c'est l'encouragement à la sagesse; les yeux des bébés à peine ouverts à la lumière découvrent l'illusion d'un être qui semble faible même à leur faiblesse et sous forme de sensation confuse pénètre avec cette image dans ces jeunes cerveaux la première notion de solidarité humaine.

Nous franchissons la buanderie où le linge se lave et se repasse, la cuisine avec sa faïencerie anglaise, sa poterie, sa batterie luisante où s'élaborent les petits potages, où l'eau panée reconnue préférable à l'eau de gruau est employée pour couper le lait, les larges vases de lait que la Compagnie tire à grands frais de Maisons-Laffitte. En effet, bien que les mères soient tenues de venir allaiter deux fois par jour, il faut tenir compte des défaillances, de la maladie et de la nécessité du sevrage. C'est à la cuisine que se fait le lavage des biberons, opération délicate et minutieuse d'où dépend la vie de l'enfant, car l'engrassement du lait fait naître dans le tuyau conducteur des vers qui seraient funestes à son existence.

La salle du médecin qui procède à un examen d'admission et vient en outre faire une visite tous les deux jours, le lavabo muni de ses robinets d'eau chaude et froide et de son fourneau à chauffer le linge, les water-closets remarquables par un ingénieux système d'irrigation, la buanderie garnie de ses deux lessiveuses, le séchoir, la pharmacie qui fournit les médicaments du premier moment aux indispositions subites, le préau, vaste et magnifique emplacement meublé de stalles et de bancs rapprochés formant lit de camp pour les plus petits, complètent cette vaste et somptueuse organisation, dont les auteurs ont consulté le cœur qui inspire, pour répandre à profusion l'argent qui crée. M. Thiers eût souri en voyant ce préau: chaque bébé est jaloux de son petit fauteuil comme de sa chose propre, et ce spectacle eût rappelé à l'illustre défenseur de la propriété, le célèbre argument du petit jardin.

De la crèche à l'asile, il n'y a qu'un pas. Nous voici dans la salle où 250 enfants, garçons et filles sont reçus débarbouillés et prennent successivement la leçon d'écriture et la soupe, car la Compagnie veut que ses jeunes protégés, outre les provisions qu'ils apportent de chez eux, aient des aliments chauds; les enfants entrent dans un vestibule où ils déposent leurs paniers et en hiver leurs vêtements de dessus. A l'heure du départ, une sœur les rhabillera. Non loin de là est le lavabo où ils sont débarbouillés deux fois par jour avec leur éponge et leur serviette personnelles, car les échanges pourraient amener des maladies contagieuses. La salle de travail vaste et bien

aérée, est riche en mobilier scolaire : harmonium accompagnant les chants, dont le couvercle relevé forme un tableau de lecture, dessins pour les leçons de choses, cartes, tableaux, albums, lettres en bois à assembler, gravures, boules-compteurs, et même jouets élégants que ne désavoueraient pas les enfants des riches. Deux statuettes, l'une de saint Vincent de Paul, l'autre de saint Nicolas planent sur le petit peuple; au dessous de la seconde se trouve cette prière : « Saint Nicolas, patron des enfants sages, priez pour nous ». Ce qui doit rendre sensible pour ce petit monde la protection de ce saint, c'est la brioche qui se distribue le jour de sa fête et qui rend son culte très populaire.

Après avoir visité des annexes semblables à celles de la crèche, nous sommes enfin à l'École. Elle est exclusivement destinée aux filles et en réunit 40 réparties en trois classes suivant le progrès et la capacité scolaires. Le programme est celui de l'enseignement primaire; on y ajoute, une heure par jour de travail manuel, marque, taille, couture, et pour une quinzaine des plus avancées, la comptabilité et le dessin. Sœur Sainte-Cécile voudrait avec raison installer des cours de cuisine, de blanchissage, de repassage, mais elle désirerait au préalable que les parents le demandassent, pour ne point être accusée par eux d'exploiter dans l'intérêt de l'établissement le travail des enfants. A la sortie de l'école qu'elles quittent à 13 ou 14 ans, les jeunes filles sont placées par les soins des religieuses dans la couture ou la lingerie, quelques-unes dans le commerce. Pendant leur séjour à l'école, elles sont encouragées tous les trois mois, par des cadeaux utiles faits aux plus méritantes, robes, jupons, souliers.

Tous les ans la gare des Batignolles se pavoise pour une solennelle distribution de prix. Les plus hauts fonctionnaires de la Compagnie tiennent à honneur de s'y rendre, comme pour recevoir en gare le chef d'État. L'enfance ne personnifie-t-elle pas la France et son avenir? Là se distribuent, outre les livres, 450 francs de livrets de la Caisse d'Épargne 1 de 50, 1 de 40, 1 de 30, le reste de 20, 15 et 10 francs. L'inconduite est un fait inconnu et la pureté de ces enfants dans ce quartier si peuplé n'a jamais reçu d'atteinte.

Je ne parlerais point du préau de l'École si l'on n'y rattachait pas une pratique touchante honorable pour la Compagnie. Elle fait fabriquer par 300 femmes d'employés les divers objets d'étoffe qu'elle emploie dans son exploitation; c'est là que se distribuent les confections de stores des wagons, de drapeaux des gardes-barrières, de blouses des ouvriers, de guidons des enfants de l'asile.

Pour cette œuvre immense, seize femmes suffisent. Dix religieuses six veuves d'employés, celles qui ont renoncé à la famille, et celles qui n'en ont plus, reliées à la vie par l'esprit d'abnégation et se confondant dans une collaboration de sacrifices.

Tel est le tableau succinct des efforts de la Compagnie de l'Ouest, telle est sa manière de comprendre ses devoirs vis-à-vis de son personnel. Son désintéressement est incontestable, puisque sa sollicitude s'étend plus spécialement sur des jeunes filles qu'elle n'utilisera pas dans ses services.

Nous la supplions d'être plus égoïste. Une école de garçons et des cours professionnels sur l'enseignement élémentaire des principes de la traction, du matériel et de la voie, lui prépareront une pépinière d'ouvriers d'élite utiles à ses travaux, appréciés du public et achèveront l'ensemble de cette famille industrielle de travailleurs dont elle a si généreusement posé les bases.

Cette prière, nous n'osons dire ce conseil, sera-t-elle entendue ? Nous en aurions l'espérance, si nous n'avions commi l'imprudence de faire l'éloge des institutions charitables de la Compagnie : tort grave à ses yeux, car c'est surtout lorsqu'il s'agit de ses bienfaits qu'elle entend rester « une société anonyme ».

ERNEST NUSSE.

Maison Ph. Latour, à Liancourt (Oise).

RAPPORT SUR LES ÉCOLES ET SUR LES INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE

La maison Ph. Latour, dont MM. Parzudaki et Rogelin sont les héritiers et successeurs, a été fondée en 1842 par leur oncle, qui l'exploita jusqu'au mois d'août 1874, date de son décès et de leur prise de possession.

Le siège de la fabrication a été établi à Liancourt et se continue sous la direction de M. Parzudaki, qui occupe en ce moment 1,700 personnes, 70 employés et comptables, tant à Liancourt qu'à la maison centrale de Clermont et aux environs.

Aujourd'hui que la concurrence a pris un grand développement dans la ville de Liancourt, M. Parzudaki s'est appliqué à donner à la fabrication de la chaussure un plus grand degré d'élégance et de perfection pour soutenir la réputation de la Maison Ph. Latour. Il est arrivé au moyen de nouvelles machines, fabriquées dans l'usine même, avec le concours d'un habile contremaître ingénieur, M. Evrard, à payer beaucoup plus cher tous les bons ouvriers, à leur rendre le travail plus facile, moins fatigant, et à résoudre le problème difficile de vendre aux consommateurs des marchandises bien faites, d'excellente qualité, à très bon marché.

Instruction primaire. — La constante préoccupation de M. Parzudaki a été de continuer l'œuvre de son oncle, de l'augmenter, de la perfectionner. Il a donné une plus grande extension aux écoles d'enseignement primaire de garçons et de filles fondées par M. Latour et dirigées depuis de longues années par M. Baras, officier d'académie, instituteur à Liancourt, que seconde M. Bonnay, géomètre

et dessinateur habile, attaché à l'établissement, et par M^{lle} Pinède, institutrice brevetée.

Le temps passé à l'école par les enfants leur est compté et payé comme s'ils travaillaient.

La classe des garçons se fait de 6 heures à 7 heures du matin, pour les enfants qui n'ont pas encore les connaissances nécessaires à l'obtention du certificat d'instruction primaire élémentaire; en mars 1881, ils étaient au nombre de 32 dont un seul ne savait pas encore lire; et de 1 heure à 2 heures, après-midi, pour tous les enfants de 12 à 15 ans, même pour ceux qui ont obtenu le certificat mentionné à l'article 9 de la loi du 19 mai 1874; en mars 1881, il y en avait 62.

La classe des filles a lieu de 7 heures à 9 heures du matin. Elle est également obligatoire pour toutes les filles de 12 à 15 ans, même pour celles qui ont obtenu leur certificat d'instruction. Elles sont au nombre total de 25.

Le traitement de l'instituteur et celui de l'institutrice, chacun de 600 francs, sont payés par la fabrique qui prend également à sa charge, sans retenue d'aucune sorte sur le salaire des enfants, les dépenses de livres, cahiers et autres fournitures classiques.

Ces bienfaits et ces sacrifices ne sont pas restés complètement ignorés.

En 1864, le 27 septembre, M. le Sous-Préfet de Clermont, a transmis par lettre à M. Latour les félicitations de M. le Ministre du Commerce pour les écoles créées et entretenues dans sa fabrique.

En 1876, M. Parzudaki a reçu de la Société de Protection des apprentis et des employés dans les manufactures, une *medaille d'argent* pour la bonne tenue de l'école et pour les soins de toute nature dont les enfants sont l'objet dans son établissement.

En juin 1877, sur 70 enfants qui fréquentaient la classe des garçons, 53 ont envoyé à l'exposition scolaire de Beauvais des travaux qui, avec d'autres, ont mérité à leur maître un Diplôme d'honneur, la plus haute des récompenses décernées par le jury.

En juillet 1880, sur la proposition de M. l'Inspecteur départemental du travail, M. le Ministre de l'Instruction publique a daigné concéder aux écoles de la fabrique quatre cartes, un globe terrestre et un compendium métrique.

C'est un témoignage d'intérêt auquel personne n'a été insensible.

Instruction religieuse. — Les enfants des deux sexes qui n'ont pas fait leur première communion, y sont préparés par M. le curé doyen de Liancourt, qui vient tous les jeudis dans la fabrique leur donner l'instruction religieuse. Ils sont tous habillés aux frais de M. Parzudaki pour le jour de cette cérémonie, et le lendemain il est versé à M. le Curé une somme de cent francs comme remerciement de ses soins.

Instruction professionnelle. — M. Parzudaki n'admet dans sa fabrique que des enfants ayant douze ans accomplis; il les paie dès le jour de leur entrée; il leur fait donner gratuitement, selon leur intelligence et leur aptitude, outre l'instruction primaire dont nous avons parlé et qui a permis à plusieurs de devenir comptables dans la maison, *une instruction pratique professionnelle.*

Le salaire n'est pas moindre de 1 fr. 25 c. par jour pour les garçons et de 1 franc pour les filles.

L'apprentissage se fait ainsi aux frais de la maison, dans divers ateliers spéciaux de cordonnerie, d'apprêtage, de mécanique, de couture à la machine, etc., sous la direction de M. Daudé, sous-directeur de la fabrique, grand-maître de cordonnerie, sans qu'aucun contrat d'apprentissage soit passé, sans qu'aucun engagement soit pris par les représentants des enfants, à qui M. Parzudaki entend laisser toute liberté d'action, les considérant comme des ouvriers malgré les sacrifices qu'il s'impose.

Ainsi les apprentis mécaniciens eux-mêmes, qui dans les autres maisons ne gagnent rien pendant un temps assez long et sont tenus de signer un engagement, sont payés à leur entrée dans les ateliers de la fabrique et jouissent des mêmes avantages que les apprentis en chaussure.

Aussitôt que ces enfants sont capables de gagner une journée suffisante, on leur donne du travail aux pièces, et ils sont taxés sur les tarifs mêmes de la maison.

Si pour ce nouveau genre de travail, ils n'ont pas encore acquis toute l'habileté nécessaire et ne peuvent pas gagner suffisamment leur vie, on les remet à la journée afin que leurs intérêts ne soient pas lésés, en attendant qu'ils soient en état de faire convenablement le travail à façon et d'être de bons ouvriers.

Après environ trois années d'apprentissage, des jeunes gens ont pu, tout en s'habituant à travailler artistement, se faire des semaines de 30 francs et les jeunes filles de 15 à 18 francs.

M. Parzudaki et M. Daudé sont secondés dans leur tâche par un personnel de contre-mâîtres et d'employés, capables, intelligents et dévoués à la maison qui doivent porter intérêt aux enfants, les traiter avec la plus grande douceur et leur permettre une récréation dans la cour de 4 à 5 heures du soir.

Par tous ces moyens, M. Parzudaki fait que les jeunes gens et les jeunes filles employés dans ses ateliers deviennent de véritables artistes dans l'apprêtage, dans la cordonnerie fine, etc.

Il ne manque non plus aucune occasion de développer le bon goût chez ses ouvriers.

Lors de l'exposition de 1878, un train spécial d'environ six cents personnes a été commandé et payé par M. Parzudaki, pour que ses

employés, contre-mâîtres et ouvriers pussent aller en grand nombre et sans frais, admirer les merveilles du Champ-de-Mars, et surtout se rendre compte par eux-mêmes de ce que l'on fait, de ce que l'on peut faire dans les diverses industries qui se rattachent à celles de la Maison.

En 1880, la ville de Liancourt ayant envoyé une délégation ouvrière étudier les établissements industriels du Nord, ainsi que les associations et corporations ouvrières, M. Parzudaki a payé à l'un d'eux, ouvrier de la Maison, une somme beaucoup plus élevée que son gain ordinaire de la journée.

Musique et orphéon. — A côté de l'utile, M. Parzudaki a placé l'agréable. Il a pourvu aux délassements nécessaires après une journée laborieuse, en créant dans son établissement une école de solfège pour les jeunes gens qui veulent faire partie de l'Orphéon et par suite devenir de bons musiciens pour la fanfare de la fabrique.

Cinq leçons par semaine, trois le matin et deux le soir ont lieu pour le solfège indépendamment des leçons de musique instrumentale.

Le cours de solfège est suivi actuellement par 47 élèves dont 18 apprentis ; et à la musique instrumentale, on compte 53 élèves dont 9 apprentis.

La durée de ces leçons est payée comme temps de travail.

Les répétitions du soir sont affectées à l'exécution des morceaux d'ensemble étudiés aux leçons du matin.

Les instruments sont fournis par l'économat, dont il sera parlé plus loin, au prix même de fabrique et moyennant une faible retenue, les musiciens en deviennent possesseurs au bout d'un certain temps.

Les deux professeurs de musique et de chant, MM. Gandelet et Solin, dont on ne saurait méconnaître les talents, sont attachés à la Maison et sont rétribués séparément par elle.

Moralité. — Il existe à la fabrique un règlement très sévère qui défend de fumer, de chanter dans les ateliers ; la lecture des journaux et des mauvais livres est interdite ainsi que les boissons alcooliques.

Les hommes, les femmes et les enfants, garçons et filles travaillent dans les ateliers complètement séparés, et tous les enfants rentrent dans leur famille chaque soir.

Le règlement de la fabrique, celui de la caisse de secours mutuels et la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants et filles mineures dans l'industrie sont affichés dans tous les ateliers de l'établissement.

Plus de la moitié des ouvriers occupés par la Maison travaillent chez eux, leur présence contribue à l'ordre intérieur et à la con-

servation de l'esprit de famille, et de plus ils peuvent se faire aider par leurs femmes et leurs enfants, ce qui est pour eux un énorme avantage.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE. — Caisse de secours. — Le salaire de l'ouvrier qui a la santé, qui travaille, suffit généralement aux besoins de sa famille; mais il survient trop souvent des circonstances malheureuses qui entraînent la misère après elles; des maladies, des blessures accidentelles, une cherté des vivres, la vieillesse elle-même avec ses infirmités, etc., diverses institutions de prévoyance ont été établies dans la maison Latour pour parer autant qu'il est possible à ces tristes éventualités.

Il a été créé en 1849 une Caisse de secours mutuels. Les ouvriers malades sont soignés gratuitement par deux médecins à leur choix qui vont les visiter à domicile; ils reçoivent en plus, les médicaments et la moitié de leur salaire. En cas de décès, il est pourvu aux frais de leurs funérailles, et ils ont droit à un service de seconde classe.

La retenue pour la caisse de secours est obligatoire pour tous les ouvriers elle est de 2 0/0 sur le gain.

Chaque trimestre, M. Parzudaki réunit en assemblée tous les contre-maîtres et employés, et tous les ouvriers ayant dix années consécutives de présence à la fabrique, pour leur faire connaître par les recettes et les dépenses la situation de la caisse.

Cette situation, autographiée dans la Maison, est affichée dans tous les ateliers ou chaque ouvrier peut en prendre connaissance.

Il est dressé un compte rendu de chaque réunion relatant les décisions prises.

Le temps passé aux réunions est remboursé aux ouvriers.

Ajoutons aussi que les réservistes appelés dans les dépôts d'instruction pour 13 ou 28 jours, sont payés comme s'ils étaient occupés à la fabrique, et que les soldats après leur service actif, y rentrent avec tous les droits dont ils jouissaient antérieurement.

Assurance contre les accidents. — En cas de blessures occasionnées par et pendant le travail et nécessitant un chômage forcé, les ouvriers moyennant une retenue supplémentaire qui ne dépasse jamais trente centimes par semaine, même pour les gains les plus élevés, ont droit à leur journée entière jusqu'à complète guérison de leur blessure. La moitié de la somme est versée par la caisse de secours de la fabrique et l'autre moitié par une compagnie d'assurance contre les accidents. Outre cette indemnité de demi-paie pour interruption temporaire dans le travail, la compagnie donne encore, si les blessures sont graves, ou à la famille si elles occasionnent la mort, une indemnité qui ne peut être inférieure à 400 fois le salaire et qui va souvent au delà.

Caisse de retraite pour la vieillesse. — M. Parzudaki a fait étudier par une commission composée de délégués élus dans chacun des ateliers, les meilleures dispositions à prendre pour la création dans la fabrique d'une caisse de retraite pour la vieillesse. Les statuts en sont rédigés et M. Parzudaki ne désespère pas de la voir fonctionner bientôt.

Le retard tient uniquement à ce que beaucoup d'ouvriers hésitant à s'imposer une faible retenue de salaire, n'ont pas encore donné leur adhésion à cette caisse, malgré l'offre faite par M. Parzudaki de verser un premier fonds de vingt-cinq mille francs.

Économat. — En dehors des bienfaits que procurent les caisses de secours et d'assurance contre les accidents et que procurerait la caisse de retraite, les ouvriers peuvent aussi avoir à l'économat de la fabrique, fondé depuis bientôt 3 ans, et à meilleur marché que partout ailleurs, les marchandises de toute nature, telles que denrées alimentaires, vêtements, chaussures, boissons, charbon, etc.

Le paiement en est facultatif, c'est-à-dire qu'aux ouvriers qui seraient gênés en payant comptant, il est fait chaque semaine une faible retenue sur la paie jusqu'à complète liquidation de la somme due.

Les marchandises sont demandées au nom de M. Parzudaki et les paiements sont faits et avancés par lui.

Disposition et salubrité des cours et bâtiments de la Fabrique. — Tous les ateliers et magasins sont entretenus dans un grand état de propreté, un peintre attaché à l'établissement est chargé spécialement de ce soin.

Des ventilateurs, vasistas et tuyaux d'aspiration sont installés dans tous les ateliers suivant les besoins.

Le chauffage se fait en grande partie par des calorifères isolés; le bâtiment le plus important est chauffé à tous ses étages par des conduites de chaleur alimentées par l'échappement de la vapeur, ainsi que tous les ateliers où l'on travaille le bois, menuiserie, charonnage, formes, etc. Par prudence et par mesure hygiénique, le chauffage au moyen des poêles en fonte est complètement supprimé.

Trois vastes cours où l'air circule librement, des fontaines dans toutes les cours pour les besoins de la Maison et des ouvriers, deux réfectoires chauffés, l'un pour les hommes et l'autre pour les femmes qui n'habitent pas Liancourt; telles sont les principales dispositions matérielles qui assurent et complètent la salubrité de l'établissement.

Plusieurs brigades composées des meilleurs ouvriers mécaniciens charpentiers et autres corps d'état, sont organisées pour combattre l'incendie et toutes les précautions sont prises pour l'éteindre au début.

Sept prises d'eau et une pompe portative garnie de tous ses accessoires sont toujours en état de fonctionner.

Afin d'éviter les accidents qui pourraient être occasionnés par les transmissions de la machine à vapeur, les arbres et les engrenages des diverses machines sont placés en sous-sols, recouverts de tambours en planches ou garantis par une maçonnerie.

Les courroies principales se trouvent dans un passage en planche reliant au-dessus d'une cour les bâtiments de la machine à celui des mécaniciens.

Comme on vient de le voir, la disposition des bâtiments de la fabrique a permis un agencement tel que les magasins et ateliers sont le plus possible rapprochés les uns des autres selon leur genre de travail, et que par là il n'y a point de perte de temps pour les ouvriers.

Conclusion. — Il est évident, par ce qui précède, que M. Parzudaki est un grand industriel qui ne néglige rien pour assurer l'avenir des enfants qu'il occupe; rien de ce qui peut en faire tout au moins des ouvriers habiles dans leur profession, instruits, moraux, prévoyants, ayant le goût du bien et du beau; rien de ce qui peut assurer le bien-être de l'ouvrier, de ce qui peut l'aider dans les circonstances difficiles de la vie, de ce qui peut lui permettre de voir arriver la vieillesse sans appréhension, lui donner la certitude d'avoir de dignes obsèques, et dans certains cas la douce consolation que ceux qu'il laisse recevront un précieux secours.

C'est-à-dire que toute l'ambition, tous les efforts de M. Parzudaki tendent à faire une grande famille de son nombreux personnel et des ouvriers qu'il emploie, et que, s'intéressant à leurs joies et à leurs peines, il n'envie d'autre bonheur que leur bonheur à tous d'autre récompense que leur attachement.

BARAS.

REVUE DE L'ÉTRANGER

ALLEMAGNE

La loi sur l'assurance obligatoire des ouvriers, telle qu'elle vient d'être votée par le Parlement allemand, ne répond pas entièrement au but que visait le prince de Bismarck lorsqu'il l'a conçue.

Le chancelier ne perd jamais de vue l'unité de l'Allemagne, dont il est le principal auteur et qu'il voudrait rendre indestructible.

Tel est son but; son moyen, c'est la centralisation poussée à outrance et souvent la violence. Quant à l'intelligence que chacun doit

avoir de ses propres intérêts, elle ne lui inspire aucune confiance et à ses yeux, elle ne compte pas.

La loi que le Reichstag vient de voter sur les assurances obligatoires porte, à chaque article, la marque de cette manière de voir.

D'abord le principe de la loi, qui, en France, paraîtrait révoltant. L'assurance a beau être une institution excellente, il semblerait inouï chez nous, que le gouvernement prétendit l'imposer bon gré mal gré à des gens que leur profession rend absolument indépendants. L'Etat ne peut pas décréter la prévoyance, pas plus qu'il ne peut décréter l'amitié, comme le voulait Saint-Just.

Ce n'est pas ainsi que pense le chancelier allemand. Nous avons rapporté naguère une conversation qu'il a tenue cet hiver dans une soirée parlementaire, ses paroles peuvent s'interpréter ainsi : La plupart des hommes sont trop bêtes pour voir leurs propres intérêts ; c'est donc à l'Etat de les voir à leur place. »

L'article premier de la loi sur les assurances obligatoires procède directement de cette philanthropie tyrannique.

Passons à l'article 2. Le prince de Bismarck, toujours soucieux de centraliser à Berlin tous les moyens d'action, voulait qu'il n'y eût pour tout l'empire qu'une seule caisse d'assurance ; par conséquent, une seule administration pour toute l'Allemagne.

Mais l'esprit particulariste est loin d'être éteint chez nos voisins ; ils reculent avec raison devant cette centralisation excessive qu'on veut leur imposer. Aussi la commission n'a pu se déterminer à admettre cet article. Elle a proposé que chaque État eût une caisse spéciale d'assurances.

M. Grad, député de Colmar, voulait même que le montant des primes et les contributions du fonds de réserve, fussent réglés par des lois spéciales à chacun des États confédérés, au lieu de l'être par une loi impériale, comme le voulait la commission.

Le Parlement n'a pas été si loin que M. Grad ; mais il n'a pas voulu créer l'administration centralisée qu'on lui demandait. Le projet plus particulariste de la commission a été adopté. Chaque Etat allemand aura donc une caisse spéciale pour recevoir les primes d'assurances.

Reste à savoir qui les payera. Sur ce point s'est engagé un débat intéressant et inattendu.

Le gouvernement proposait la distinction suivante :

1^o Pour les assurés dont le revenu est inférieur à 750 marcs, aux deux tiers par le patron, et pour un tiers par l'empire ; 2^o pour les assurés dont le revenu se monte de 750 à 1000 marcs, aux deux tiers par le patron, et pour un tiers par l'assuré ; 3^o pour les assurés dont le revenu dépasse 1000 marcs, pour une moitié par le patron, pour l'autre moitié par l'assuré.

Cette réduction a été repoussée.

M. Hasenclever, socialiste, s'est indigné qu'on fit payer à l'assuré une part quelconque de la prime annuelle. D'après lui, c'est le patron qui doit la payer tout entière; sans cela, dit M. Hasenclever, vous ne faites aucun cadeau à l'ouvrier, puisque l'argent qu'il recevra en cas de malheur ne sera qu'un remboursement des sommes qu'il aura versées quand il pouvait travailler. — On conviendra que c'est un singulier raisonnement: L'assurance n'est destinée à faire de cadeaux à personne. C'est justement ce qui fait sa grandeur et sa supériorité sur la charité.

M. Richter, député progressiste que nos lecteurs connaissent déjà n'admet pas que la caisse de l'État doive payer une partie de la prime d'assurance.

Le Parlement paraît avoir partagé cet avis, car la commission lui a proposé la rédaction suivante qui a été adoptée.

« La prime d'assurance est fournie aux deux tiers par le patron et pour un tiers par l'assuré. Les caisses qui sont chargées, d'après la loi, du sort des infirmes, peuvent se substituer à l'assuré pour fournir sa part. »

M. Richter avait surtout développé contre le projet ministériel des arguments politiques. Le chancelier en proposant d'attribuer à l'État la plus grande partie de la prime, a voulu, d'après lui, mettre la main sur l'ouvrier et le tenir à sa merci:

« Si cela continue ainsi, nous reculerons non seulement au delà de 1848, au delà de 1880, mais nous nous rapprocherons de l'époque de Frédéric-Guillaume I^{er}, de l'époque où l'on capturait des recrues la nuit, et où la canne du caporal gouvernait le pays tout entier. »

La canne du caporal! Déjà aujourd'hui il ne semble pas qu'elle reste souvent accrochée au mur! (XIX^e siècle du 5 juin 1881.)

CHRONIQUE

PROJET DE LOI PRÉSENTÉ AU SÉNAT SUR LES ENFANTS ABANDONNÉS, DÉLAISSÉS OU MALTRAITÉS

ARTICLE PREMIER. — Tout mineur non émancipé, de l'un ou de l'autre sexe, matériellement ou moralement abandonné, ou maltraité, est placé sous la protection de l'autorité publique.

ART. 2. — Le mineur matériellement abandonné est celui qui n'a ni parents, ni tuteurs, ni amis qui puissent prendre soin de sa personne.

ART. 3. — Le mineur moralement abandonné ou maltraité est celui dont les parents ont habituellement négligé de le surveiller, ou sont eux-mêmes d'une

inconduite notoire, ou ont été condamnés comme auteurs ou complices d'un délit commis sur sa personne.

ART. 4. — Tout mineur non émancipé, rencontré en état d'abandon matériel, est, à la diligence du préfet de police, dans le département de la Seine, et du maire de la commune, dans les autres départements, et sur l'avis conforme du procureur de la République, confié à la garde soit de l'Assistance publique, soit d'une personne, d'une société de patronage, d'un orphelinat ou autre établissement d'éducation préventive dûment autorisé, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur son sort.

ART. 5. — Dans les départements autres que celui de la Seine, le procureur de la République avise dans les quarante-huit heures le préfet du département dans lequel le mineur a été rencontré.

Le préfet désigne soit la commission de l'hospice, soit la personne, la société de patronage, l'orphelinat ou autre établissement dûment autorisé à qui la garde du mineur doit être confiée.

ART. 6. — Le mineur matériellement abandonné à la suite de circonstances indépendantes de la volonté de ses parents peut, lorsque les circonstances qui ont motivé son abandon ont cessé, leur être remis sur un ordre du procureur de la République.

ART. 7. — Les parents du mineur moralement abandonné ou maltraité peuvent être privés de la garde de sa personne jusqu'à sa majorité ou son émancipation.

ART. 8. — Toute demande tendant à priver les parents ou l'un d'eux de la garde de leur enfant mineur de vingt et un ans, moralement abandonné ou maltraité, est introduite par le procureur de la République près le tribunal du lieu de leur domicile.

Pendant l'instance, le mineur est maintenu chez les personnes qui l'ont provisoirement recueilli, ou placé, conformément à l'article 4 de la présente loi, par ordonnance du président du Tribunal.

La demande est portée à l'audience du Tribunal, à la diligence du ministère public, les parents dûment appelés.

Le jugement détermine, s'il y a lieu, le montant des aliments que les parents devront fournir à leur enfant pendant le temps qu'ils seront privés de sa garde.

ART. 9. — Les jugements rendus conformément à l'article précédent sont exécutoires, nonobstant opposition ou appel.

Ils peuvent en tout temps être rapportés sur la demande du ministère public ou des intéressés.

ART. 10. — Sur le vu du jugement et à la requête du procureur de la République, le préfet procède conformément à l'article 5 de la présente loi.

ART. 11. — Le ministre de l'intérieur est chargé d'organiser l'inspection du service de protection des enfants placés conformément à la présente loi.

Il peut, sur la proposition des inspecteurs et sur l'avis conforme du procureur de la République, retirer, pour la déléguer à d'autres, la garde de ces enfants aux personnes ou sociétés à qui elle a été d'abord confiée conformément aux articles 5 et 10 de la présente loi.

ART. 12. — Les dépenses auxquelles donne lieu l'exécution de la présente loi sont imputées au compte des dépenses réglées par l'article 5 de la loi du 5 mai 1869.

— La *Gazette des tribunaux* du 19 mai 1881, donne le remarquable article qui suit :

DE L'EXÉCUTION DES LOIS PROTECTRICES DE LA JEUNESSE OUVRIÈRE

Dans notre législation, encombrée de documents de toute sorte sur d'innombrables objets, peu de lois sont destinées à protéger la jeunesse ouvrière, et deux de ces lois sont bien récentes, puisque toutes deux sont l'œuvre de la dernière Assemblée nationale qui a siégé de 1871 à 1875. Je veux parler de la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie, et de la loi du 7 décembre 1874, relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes.

Les hommes de bien qui se préoccupent avec passion de maintenir les bonnes mœurs et les habitudes de famille dans cette jeunesse, ont été étonnés et affligés de rencontrer dans l'exécution de ces mesures législatives de nombreuses difficultés. D'un côté l'intérêt des patrons ou des chefs d'entreprises qui profitent du travail des enfants; et d'autre part, un peu d'indifférence dans l'administration ou dans la police judiciaire; voilà les deux causes de ces difficultés.

Nous voudrions aujourd'hui appeler l'attention sur un seul point de la loi du 7 décembre 1874, relative aux enfants employés dans les professions ambulantes. Cette loi interdit deux faits et sanctionne cette double défense par des peines correctionnelles. En premier lieu, elle interdit à tout individu de faire exécuter par des enfants de moins de seize ans, des tours de force périlleux ou des exercices de dislocation. En second lieu, elle interdit aux acrobates, saltimbanques, charlatans, montreurs d'animaux ou directeurs de cirque, autres que les père et mère, d'employer des enfants de moins de seize ans dans leurs représentations.

Ainsi l'emploi des enfants de moins de seize ans, est interdit d'une manière absolue, sauf aux père et mère, dans toutes les professions d'acrobates, saltimbanques, charlatans, montreurs d'animaux ou directeurs de cirque, quand même ces industriels emploieraient les enfants sans leur faire faire ni tours de force périlleux, ni exercice de dislocations. D'autre part, les tours de force périlleux et les exercices de dislocation sont interdits aux enfants de moins de 16 ans, même en dehors des professions qui viennent d'être énumérées. Le texte est très clair et nous ne voyons pas qu'il puisse donner lieu à deux interprétations. Ainsi, par exemple, même sur les grands théâtres de Paris, même sur les théâtres subventionnés, même sur la scène de l'Opéra, il est absolument interdit de faire exécuter, à aucun mineur de 16 ans, fille ou garçon, aucun tour de force périlleux, aucun exercice de dislocation, sous quelque prétexte que ce soit, même sous le faux prétexte de prétendues nécessités de l'art chorégraphique ou autre. Et puis, d'un autre côté, même dans ces grands cirques de Paris qui attirent un si nombreux public, surtout l'été, il est absolument interdit d'employer à n'importe quel exercice, et sous quelque prétexte que ce soit, des mineurs de 16 ans, à moins que le chef de l'établissement ne soit le père ou la mère de ces mineurs de 16 ans.

Ces prescriptions d'une loi si morale et si prévoyante sont-elles parfaitement observées ?

Nous ouvrons le *Bulletin de la Société de protection des apprentis*. Dans le numéro du 4^e trimestre de 1879, nous lisons que, dans un cirque de Paris,

un enfant qui n'a pas plus de douze ans est jeté en l'air et reçu comme une balle par un individu placé à quelque distance. Dans le numéro du 1^{er} trimestre de 1880, nous lisons encore que, dans deux établissements de même nature, aussi à Paris, un enfant est placé à l'extrémité d'un mât élevé, s'étend sur le ventre et exécute dans cette position des tours d'agilité : un autre enfant se précipite d'une grande hauteur, plus de dix mètres, dans un filet qui n'est pas de nature à faire disparaître tout danger. Encore dans le numéro du 2^e trimestre de 1880, on signale, toujours dans un de ces établissements parisiens, le tour suivant : une femme fait mouvoir avec ses pieds une boule qui la supporte, ladite boule placée sur une planche mobile, et cette femme porte pendant cet exercice un tout jeune enfant tantôt juché sur ses épaules, tantôt enlacé en manière de ceinture autour de la taille. Enfin le dernier numéro, celui du 1^{er} trimestre de 1881, nous apprend qu'un grand théâtre de Paris, au milieu d'une pièce, fait exécuter des tours de force sur un fil de fer à une fille de moins de seize ans : en outre, des faits non moins graves que les précédents sont signalés comme ayant eu lieu de nouveau dans ces cirques dont nous venons de parler.

Si tous ces faits sont exacts, la loi n'est-elle pas méconnue dans celle de ses dispositions qui interdit, sans exception, tout exercice périlleux aux mineurs de seize ans, sur quelques scènes que ce soit, même les théâtres subventionnés, même l'Opéra ?

Nous soumettons la question avec confiance à qui de droit. Les commissaires de police qui assistent aux représentations théâtrales, doivent avoir présente dans leur esprit cette loi du 7 décembre 1874, et surtout se bien mettre dans la conscience qu'ils n'ont aucun droit d'accorder des dispenses ni des tolérances quelconques, pour quelque motif que ce soit. Quant à l'autre partie de la loi qui interdit l'emploi des enfants, quel que soit cet emploi, à moins que les père et mère ne soient eux-mêmes chefs de l'établissement acrobatique, la loi a pourvu très sagement à l'exécution en ordonnant que tout saltimbanque, acrobate ou directeur de cirque, devra être porteur de l'acte de naissance des mineurs de seize ans employés par lui, et justifier de l'identité de ces enfants et de leur origine. Nous ne doutons pas que les commissaires de police de Paris ne tiennent la main à cette mesure préventive. Ils ne doivent pas oublier que tout emploi des enfants mineurs de seize ans est interdit chez tous ces acrobates. Cette défense a pour but le maintien des bonnes mœurs et nous comptons sur la fermeté de l'autorité administrative pour la faire observer dans toute sa rigueur.

Faustin-Adolphe HÉLIE,
Juge au Tribunal de la Seine,
l'un des Vice-Présidents de la Société des Apprentis.

LA TAILLE DES DIAMANTS

L'extension du commerce des diamants a amené en France la taillerie de ces pierres précieuses qui en avait disparu depuis la révocation de l'édit de Nantes.

C'est à M. Charles Roulina que revient l'honneur de cette restitution.

Il y a neuf ans que, malgré les obstacles et les difficultés à vaincre, M. Roulina a établi à ses risques et périls la première taillerie de diamants française.

Jusqu'alors et malgré l'appui de capitaux considérables, toutes les tentatives

de ce genre étaient restées infructueuses. Le monopole de la taillerie appartenait à la Hollande dont notre pays était tributaire, parce que dans les tentatives précédentes, on ne s'était borné qu'à embaucher des ouvriers hollandais qui n'avaient jamais consenti à former d'élèves.

M. Roulina, doué d'une volonté énergique et ayant le savoir nécessaire à la réalisation de son projet, conçut l'idée de former rapidement un noyau d'apprentis français, qui, à leur tour, ne tarderaient pas à faire école. L'un d'eux M. Ythier a fondé une taillerie à Maligny près Auxerre.

À la difficulté de trouver des contremaitres se joignit une autre bien plus ardue : le recrutement des apprentis. Les parents, soucieux de l'avenir de leurs enfants, hésitaient à les diriger vers une carrière problématique.

On eut beau assurer aux apprentis par contrat une paie quotidienne de 2 francs, pendant les deux premières années de leur apprentissage, de 2 fr. 50 c. pendant la troisième année et de 3 francs pendant la quatrième année ;

On eut beau accepter des jeunes gens et des jeunes filles, installer des dortoirs et des réfectoires pour les orphelins, leur allouer des gratifications proportionnelles à leur travail ; il fallut beaucoup de temps et d'efforts pour arriver au but.

Le but est atteint aujourd'hui ; il y a des tailleries de diamants en France, dirigées par M. Roulina : une à Sainte-Claude (Jura) une autre à Paris, rue des Trois-Bornes ; une 3^e à Saint-Genis et une 4^e à Montbrilland près Saint-Claude dirigées depuis 1872 par MM. Gondard et Grosfillex qui ont aussi un atelier à Paris.

M. Roulina, constamment préoccupé d'améliorer la taillerie en la simplifiant, a très heureusement trouvé des machines propres à réaliser ses espérances.

Le fonctionnement de ses ateliers de la rue des Trois-Bornes, est fort curieux à étudier et d'autant plus intéressant qu'il constitue la vraie école française de taillerie de diamants.

Dans une vaste halle vitrée, des ouvriers et des ouvrières sont occupés à cette importante transformation qui, du diamant brut, fait un diamant étincelant de mille facettes.

On entre d'abord dans la salle du *brutage* : le *brutage* consiste à dégrossir le diamant et à lui donner la forme voulue. L'ouvrier tient de chaque main un bâton dans lequel est enchâssée, au moyen de ciment, une pierre précieuse ; il frotte les diamants l'un contre l'autre jusqu'à ce qu'ils soient assez dégrossis pour faciliter la taille. Le *brutage* mécanique remplace le *brutage* à la main si pénible lorsqu'il faut dégrossir, en les usant l'un ou l'autre des diamants un peu gros.

Le pilon mécanique a, de son côté, détrôné le pilon à la main pour la fabrication de l'égrisée, réduite en poudre impalpable qui sert à polir le diamant sur la meule.

Nous voici dans la grande salle ; cent meules, mues par la vapeur et faisant 2,400 tours à la minute, taillent le diamant avec une précision mathématique, grâce à une tenaille qui présente la pierre précieuse sous toutes ses faces.

Le diamant est maintenu dans une couche de plomb. Là encore, il y a progrès ; au lieu de réaliser la mise en plomb du diamant dégrossi au moyen du feu de charbon, qui était nuisible, M. Roulina l'accomplit à la flamme du gaz qui est inoffensive. On peut ainsi exercer une surveillance plus active.

Un autre progrès très important est celui qui permet, grâce à la machine à polir, de réparer les meules en trois minutes, alors que, en Hollande, elles sont polies à la main au moyen de pierre de grès, ce qui exige un jour de main-d'œuvre par meule.

Mais toutes ces améliorations, toutes ces facilités, toutes ces simplifications ne servent de rien si les ouvriers n'ont pas le sens du diamant...

Par le sens du diamant, il faut entendre cette sorte de divination particulière qui fait distinguer de quel côté se trouve le fil de la pierre précieuse.

Si on ne l'attaque pas en suivant ce fil, on peut frotter, briser, meuler éternellement, on n'obtiendra rien ; on usera outils, limes et meules sans faire une facette.

Il y a des intelligences absolument réfractaires au sens du diamant.

Le recrutement des ouvriers et des ouvrières est donc difficile ; par conséquent la « partie » est très bonne. Les ouvriers et ouvrières qui travaillent tous à leurs pièces gagnent beaucoup d'argent.

(*Petit Journal*, 10 mai 1881).

LE CONGRÈS DES SECOURS MUTUELS

Le Congrès a terminé ses séances par un vote de satisfaction en faveur des intelligents organisateurs, et particulièrement de M. de Heredia, président, et de M. Ernest Houdin, secrétaire général, dont le dévouement en cette circonstance n'a pas connu de bornes.

Le congrès a tenu quatre séances plénières sans compter les réunions de commissions ; des questions qui intéressent, on peut le dire, la France entière, et dont le résultat est attendu avec impatience par les 6,500 sociétés que compte le pays, ont été débattues avec le plus grand soin ; les votes n'ont pas d'influence directe, c'est vrai, mais ils sont de nature à peser dans les délibérations des pouvoirs publics ; que ce soit la présente législature ou la prochaine, qui mette à exécution les vœux émis par les délégués au congrès, peu importe ! Le principal, c'est qu'un grand pas soit fait dans la voie du progrès ; les représentants du pays, de qui cela dépend, auront à cœur d'y prêter leur concours et de ne pas démentir les espérances de la démocratie française.

Nous allons résumer par ordre les décisions du congrès, en regrettant de ne pouvoir, faute de place, résumer les intéressantes discussions dont ils ont été le résultat.

La première partie (admission de la femme et de l'enfant dans les sociétés, situation des orphelins dans les sociétés, admission de membres honoraires) a été adoptée conformément aux conclusions des rapporteurs, et après une discussion approfondie ; les femmes et les enfants seront admis sans difficulté, les orphelins aussi, suivant certaines conditions réglées par les sociétés elles-mêmes ; le nombre des membres honoraires reste à la disposition des sociétés.

Pour la seconde partie le congrès a décidé que les honoraires des médecins et les frais pharmaceutiques seraient laissés à l'appréciation des sociétés, et a adopté un projet de convention entre les sociétés des différentes localités pour continuer les indemnités à leurs membres, hors de leur résidence.

La troisième partie, de beaucoup la plus importante, comprenait les questions suivantes :

1^{re} Fédération des sociétés par ville, par département, par région ou fédération.

Le congrès a repoussé en principe cette fédération, qui, en vérité, est difficile à réaliser.

2° Formation d'un syndicat dit : *l'Union des secours mutuels des retraites de France*.

Le congrès ne s'est pas montré favorable à ce projet, beaucoup trop général, et s'est borné à nommer un *comité d'étude*, chargé de représenter les intérêts des trois départements. Ce comité sera formé par les membres du bureau.

3° Rôle de l'État et des pouvoirs publics dans les sociétés de secours mutuels.

Le congrès, sur l'avis de M. Houdin, secrétaire général, a émis le vœu que l'Assistance publique accepte dans ses établissements les aliénés et les infirmes des Sociétés de secours mutuels, aux tarifs faits aux communes.

4° Discussion sur l'utilité de *l'approbation*, de *l'autorisation* ou de la *reconnaissance d'utilité publique* par le gouvernement.

Sur ce point, le congrès a émis un vœu tendant à l'abrogation du décret de 1852, qui fait entre les diverses sociétés des différences regrettables et qui nuit au développement d'un grand nombre d'entre elles. Comme l'a dit excellemment M. de Heredia dans son discours d'ouverture, toutes les Sociétés ont les mêmes droits; les différences de désignation et d'attributions sont contraires au grand principe de fraternité qui, dans un pays comme le nôtre doit animer tous les citoyens.

5° Subvention, dons et legs; cet article dépend du précédent, et, naturellement, le congrès a émis le vœu que les subventions soient réparties entre les sociétés, à titre égal, mais proportionnellement à leur importance numérique.

6° Création d'un journal spécial.

Le congrès a repoussé ce projet dont la réalisation donnerait lieu à des frais inutiles; la presse ordinaire suffit amplement aux besoins des sociétés.

Il nous reste à parler de la quatrième et dernière séance du congrès des secours mutuels, qui a été consacrée à une discussion approfondie sur un projet de création d'une caisse nationale de retraites civiles.

M. Martin Nadaud, député de la Creuse, qui a pris, à la Chambre, l'initiative de cette création éminemment utile, a longuement exposé ses idées aux délégués des sociétés, qui l'ont chaleureusement applaudi.

M. Jacquet, conseiller général de la Seine, et M. Copoix, vice-président du congrès, ont pris aussi la parole.

La discussion s'est terminée par le vote suivant :

« Le Congrès,

» Reconnaissant l'impossibilité d'arriver à un résultat satisfaisant par la retenue obligatoire sur les salaires et par les cotisations des adhérents,

» Demande à l'État de pourvoir, à l'aide d'un impôt particulier, à la création et à l'alimentation d'une caisse nationale de retraite. »

Sur la demande qui lui a été faite par le congrès, M. Ernest Houdin, secrétaire général, a communiqué la statistique suivante :

344 sociétés ont envoyé des délégués au congrès; elles comprennent 116 sociétés approuvées et 228 sociétés autorisées, représentant un total de 87,330 sociétaires.

Terminons ce résumé en faisant connaître une communication émanant de M. Georges Bonjean; le directeur de l'asile d'Orgeville, fondateur et président de la Société de protection de l'enfance abandonnée ou coupable, offre de se charger des orphelins des sociétés de secours mutuels. Cette proposition a été

accueillie comme elle méritait de l'être, c'est-à-dire avec enthousiasme, par le congrès, qui a voté des félicitations unanimes à M. Georges Bonjean.

LES VOYAGES DE BÉBÉ EN NORMANDIE

Bébé n'aimait pas les chemins de fer ; ses souvenirs de l'an passé lui rappelaient qu'il avait été traité en vrai colis, bousculé et renversé par des géants porteurs de malles, pendant que son papa allait au guichet des billets et que sa mère surveillait les bagages à enregistrer. Mais voilà que la compagnie de l'Ouest a entendu les doléances de Bébé ! Elle fait enlever les malles à domicile pour tous les trains du matin. Pour tous les autres, elle autorise la délivrance des billets et l'enregistrement deux heures avant le départ. Bébé n'a plus peur, Bébé entre fièrement à la gare Saint-Lazare en donnant la main à ses parents, et comme le journal de son père parle de progrès, il déclare comprendre ce que ce mot veut dire.

NÉCROLOGIE

M. Chauveau-Lagarde. — Notre Société vient de perdre un de ses plus anciens membres, M. Chauveau-Lagarde, âgé de 83 ans, et le Comité judiciaire dont il a été dès l'origine le président, éprouve le besoin d'exprimer ses regrets et de rendre hommage à la mémoire de l'homme si bon et si modeste qui, sur l'insistance de son ami M. Barreswill, voulut bien sortir de sa réserve habituelle pour présider à la création et à l'organisation du Comité judiciaire.

Héritier d'un nom célèbre dont le souvenir se rattache par le dévouement, le courage et le talent aux jours les plus douloureux de la Révolution française, M. Urbain Chauveau-Lagarde eut l'honneur de porter dignement ce nom. Il se livra à l'étude du droit, de la jurisprudence, remplit auprès de son père l'office de secrétaire, et fut admis dans le corps de la magistrature. Le savoir, l'amour du travail, l'intégrité, sont choses trop répandues parmi les magistrats français pour que nous ayons à les signaler comme des qualités chez M. Chauveau-Lagarde. — Depuis longues années il rendit des services au tribunal de la Seine, lorsque en 1865 sa vue vint à s'affaiblir à tel point qu'il crut devoir donner sa démission et prendre rang parmi les juges honoraires. Le caractère de cette infirmité n'était pourtant que passager ; aussi avait-il été promis qu'aus sitôt la guérison établie, on aurait à offrir à M. Chauveau-Lagarde, un poste, une fonction, analogues à la position qu'un excès de scrupule lui faisait sacrifier. Mais les événements firent oublier ces promesses.

M. Chauveau-Lagarde supporta sans amertume ce coup du sort : il conserva la même égalité de caractère, le même désir d'obliger quiconque s'adressait à son cœur, et se borna avec une abnégation volontaire et presque monastique, à vivre dans la retraite la plus absolue. Dans le recueillement de son cabinet, il ne quittait pas des yeux ses souvenirs favoris, le portrait de son père et de sa mère, — le portrait de la reine Marie-Antoinette, et un petit buste antique de Cicéron, retrouvé à Tivoli dans la maison d'Horace. Dans le testament qu'il a laissé et où son cœur est tout entier, M. Chauveau-Lagarde confie encore ces objets chéris au culte des souvenirs !

M. Chauveau-Lagarde ne s'était pas marié, mais il laisse un frère; son nom ne s'éteindra donc pas avec lui. Son âme, un peu contemplative, s'était consacrée entièrement à sa mère, et ensuite à sa tante. Quand la mort l'eut privé de ces affections, il se rapprocha davantage des autres membres de sa noble et excellente famille, dont il faisait la seule et unique société.

Jusqu'à la fin il fut humble de cœur et bon. L'âge avait amené la lutte avec les infirmités. Pour ne pas surmener de fatigue sa vieille servante *Claire* qui depuis 48 années lui prodiguait les soins les plus dévoués et les plus désintéressés, il voulut être conduit dans la maison des frères de Saint-Jean-de-Dieu qu'il édifia par sa patience à souffrir, par ses sentiments chrétiens, par sa sainte mort. C'est là en effet qu'il s'éteignit le 15 juillet 1881.

Comme les journaux l'ont très justement dit: « Si tous ceux qu'il a obligés dans le cours de sa longue existence avaient pu assister à ses funérailles, l'église Saint-François-Xavier, où a été célébré son service n'aurait pas été assez grande. »

FROGER DE MAUNY.

LISTE DES MEMBRES NOUVEAUX

ADMIS A FAIRE PARTIE DE LA SOCIÉTÉ

MEMBRES ORDINAIRES :

Noms des adhérents :	Présentateurs
MM.	MM.
Grandvincent , directeur de la papeterie Firmin-Didot, à Sorel-Moussel (Eure-et-Loir)	Linarès insp. div.
Laprade , ingénieur-directeur de la Société Samain, à Blois	id.
M ^{me} Lipman , 17, Faubourg-du-Temple, à Paris.	Is. Roche.
M ^{me} Veny , 17, Faubourg-du-Temple, à Paris	id.
Gilet , propriétaire administrateur des docks à Montargis (Loiret)	Linarès
M. le directeur de la filature du Gros moulin à Amilly près Montargis (Loiret)	id.

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

PROCÈS-VERBAUX

DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ

SÉANCE ORDINAIRE TRIMESTRIELLE

du Jeudi 3 Novembre 1881.

PRÉSIDENCE DE M. le D^r MARJOLIN, l'un des Vice-Présidents de la Société.

La séance est ouverte à 8 h. 1/2.

Sont absents, excusés par lettres, MM. *Ramé, Turney, Victor Paillard, Reblaud, Froger de Mauny, Martial Bernard.*

Plusieurs membres nouveaux sont présentés par M. le Secrétaire et admis à faire partie de la Société.

LIVRES ET BROCHURES OFFERTS A LA SOCIÉTÉ. — Nous signalons, au nombre des publications s'occupant de l'enfance, une revue mensuelle des Fêtes d'Enfants, distributions de prix, peines et récompenses scolaires, publiée sous ce titre : « *Nos Enfants* ». D'intéressants articles y sont insérés sur les Fêtes des Écoles de Langres, de Vesoul, etc., etc. — Indiquons dans le même ordre d'idées les comptes rendus de la Distribution des récompenses de la Chambre syndicale de l'Horlogerie, de l'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes, de celle des Enfants du Papier peint et de la Chambre du Papier et des Industries qui le transforment.

La matière des accidents de fabrique est particulièrement riche. M. *Poan de Sapincourt* nous adresse, avec planches à l'appui, la première partie du mémoire sur les causes des accidents de fabrique et les moyens pour les prévenir qu'il a publié dans le Bulletin de la Société industrielle de Rouen. M. *de Sapincourt* expose en premier lieu les accidents communs à toutes les industries mues mécaniquement, quel que soit leur moteur, vapeur, force hydraulique et gaz. Il ne se défend pas d'avoir fait une compilation et indique les emprunts qu'il a contractés vis-à-vis de la Société Industrielle de Reims, de celle de Mulhouse. — C'est donc un utile travail de vulgarisation. — Nous avons reçu

aussi de M. Louis Oviève, l'exposé du système législatif qu'il propose pour régler la matière des accidents de fabrique. Cette brochure est composée d'articles parus en 1847 dans le *Journal de Rouen*. M. Jules Périn, secrétaire général de l'Artésienne (Association d'appui mutuel des originaires du Pas-de-Calais, résidant à Paris), nous a fait tenir le Bulletin n° 3 de cette Association.

Sur l'économie sociale, on nous a fait parvenir le Bulletin de la Participation aux bénéfices, publié par une Société spéciale, une brochure extraite du *Journal des Économistes* et dans laquelle M. Ernest Brelay a publié sa conférence sur les sociétés de consommation et les banques populaires, enfin, le *Moniteur de la Papeterie française*, organe officiel des fabricants de papier.

Nous mentionnerons comme se rattachant d'une manière plus étroite à nos travaux, le rapport présenté par M. Linarès, inspecteur divisionnaire, au Conseil général de Seine-et-Oise sur le travail des enfants et filles mineures occupés dans l'industrie, le procès-verbal de la réunion des présidents et secrétaires des Commissions locales du département de la Seine tenue aux Tuileries le 30 mai 1881, enfin le premier numéro du *Journal de l'Horlogerie française*, bulletin de la Chambre syndicale de Paris et de son école professionnelle publié par la Société de l'École d'horlogerie de Paris.

COMMUNICATIONS. — *Affaire Geerts*. Dans sa séance du 7 juillet 1881, la Société a confié à son secrétaire, M. Ernest Nusse, la mission de défendre les intérêts du jeune Geerts, amputé d'un bras à la suite d'un accident de fabrique survenu à Ermont dans les ateliers de scierie mécanique du sieur T... — T... et son contremaître L... étaient cités devant le tribunal correctionnel de Pontoise pour infractions à la loi du 19 mai 1874 et blessures par imprudence. L'affaire venait le mercredi 13 août. A cette audience, Geerts père, agissant comme administrateur des droits et actions de son fils mineur, s'est porté partie civile, mais à raison de sa qualité d'étranger, et sur la demande de M^e Salomé, avoué du fabricant, Geerts père, Belge de naissance, a été condamné à payer à titre de caution *judicatum solvi* une somme de 200 francs et l'affaire renvoyée au 3 août pour donner le temps à Geerts père de faire ce versement. L'affaire étant revenue à l'audience du 3 août, le tribunal, après avoir entendu

les plaidoiries de Mes Nusse et Salomé, a rendu un jugement dans lequel il apprécie qu'aucune imprudence n'est reprochable à l'enfant, que le contremaître a, au contraire, eu le tort de le laisser seul après lui avoir commandé d'affiner un rabot contre une meule et que cet abandon d'un enfant de quatorze ans et demi sans surveillance constitue une faute. En conséquence, le tribunal condamne le patron et le contremaître à l'amende et accorde à Geerts fils une rente viagère de 365 francs en 3 000 sur l'État français, immatriculée en usufruit à son nom et en nue propriété au nom du patron.

Inauguration de la Société de protection de Troyes. — M. Bernot, après de grands et constants efforts, est enfin arrivé à son but ; il inaugure, le dimanche 6 novembre, à Troyes, la Société protectrice de l'Enfance qu'il a fondée en cette ville.

Dès la fin du mois d'août, M. Bernot, qui veut bien considérer son association comme une émanation de la Société, est venu demander à M. Nusse qu'un délégué assistât à cette fête.

En l'absence de M. Léon Renault, secrétaire général, alors en voyage, M. Nusse a dû en référer à M. Charles Robert, ancien des vice-présidents, qui l'a prié de représenter la Société à cette solennité. Cette délégation a été ratifiée par le bureau le 31 octobre 1881.

Il sera rendu compte in extenso de cette cérémonie au prochain bulletin. La séance se tiendra à Troyes le 6 novembre, à 2 heures, sous la présidence de M. le Préfet de l'Aube.

Délibération du Bureau sur l'OEuvre des institutrices de charité. — Dans sa séance du 31 octobre dernier, le bureau, en présence des observations présentées par le service de l'inspection, dans les ateliers où les institutrices de charité font des cours non quotidiens aux élèves apprenties de ces ateliers, d'ailleurs en petit nombre, exprime l'avis qu'il y a lieu de proposer à la Société de renoncer à ces leçons données par les institutrices de charité dans les ateliers. — Le bureau a également estimé qu'il n'était que juste de proposer à la Société de témoigner à M^{lle} Laval, la digne continuatrice de M^{lle} Désir, toute sa reconnaissance ainsi qu'aux dames ses collaboratrices, en offrant à M^{lle} Laval une médaille de vermeil, et à M^{mes} les institutrices une médaille d'argent.

Les deux propositions mises aux voix sont votées par la Société.

DONS ET LEGS. — M^{me} *Henri Thénard* fait don à la Société au nom de sa mère M^{me} *Regnault*, décédée, d'une somme de cent francs.

La Société décide que M^{me} *Thénard* sera inscrite au nombre des sociétaires perpétuels et charge M. le Secrétaire et M. le Trésorier d'écrire une lettre collective de remerciements au sujet de cette libéralité.

DEMANDE DE SUBVENTION. — M. *Reblaud*, directeur du patronage Israélite, sollicite vingt francs restés disponibles, sur le budget des subventions, pour être affectés à un livret à distribuer à l'un de ses apprentis.

M. *Nusse*, secrétaire, fait observer que ce reliquat a été épuisé et même dépassé de dix francs, par suite de l'allocation faite à un apprenti mutilé le 7 juillet 1881 (*Bulletin* XIV, p. 222).

En conséquence la Société se réserve de manifester ses sympathies à l'œuvre dirigée par M. *Reblaud*, au moyen d'une subvention sur le budget spécial de l'exercice 1882.

CORRESPONDANCE. — Nous avons reçu les remerciements de l'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes, de l'École d'horlogerie, du patronage Saint-Charles et de M. l'abbé Lantiez pour les allocations que leur avait faites la Société.

En réponse à la circulaire lancée à MM. les Présidents des Caisses des Écoles, M. *Sabathier*, délégué par celle du XII^e arrondissement, nous a demandé sur le fonctionnement de notre Comité de placement des renseignements que nous nous sommes empressés de lui donner dans un rendez-vous auquel a bien voulu assister notre collègue M. *Marochetti*.

M. *Léon Vèze*, avocat général à la Cour de Dijon, se proposant de faire à la rentrée de cette Cour un discours sur la législation relative à la protection de l'Enfance, nous a prié de lui faire des quatre dernières années du *Bulletin* une communication intéressante pour son travail. Nous l'avons engagé à nous faire parvenir son discours sitôt qu'il sera imprimé. Il est remarquable de voir l'attention des magistrats se fixer d'une manière très arrêtée sur les lois qui font l'objet de nos études, et ce discours

de rentrée pourra être, à ce point de vue, curieux pour notre Bulletin. La Société en vote la publication.

M. Oviève, l'infatigable défenseur des lois préventives, nous a également fait parvenir des documents très précieux sur cette importante matière et félicite la Société de l'initiative qu'elle a prise dans les débats par elle ouverts.

— M. Poan de Sapincourt, membre correspondant du Comité des accidents de fabrique, nous écrit le 12 Octobre 1881 que le conseil général de la Seine-Inférieure, sur la proposition de son secrétaire, M. Laporte, inspecteur divisionnaire du travail de enfants à Paris, vient d'émettre un vœu tendant à ce que la loi étende à tous les adultes la surveillance édictée par l'article 14 de la loi du 19 mai 1874.

— M^{me} Lekime, dans une lettre adressée à notre collègue M. Bérard, et qu'il a bien voulu nous transmettre, expose qu'un diplôme constatant la collation d'une médaille d'argent qui lui a été faite antérieurement par la Société aurait été détruit chez elle lors de l'invasion prussienne et en demande la délivrance par duplicata.

Cette requête a été présentée au bureau de la Société. — Enfin notre collègue M. Voiriot de Grenoble, nous écrit une lettre tendant à faire appuyer par la Société le projet de loi en ce moment pendant au Sénat et dont l'objet est de faire réduire de douze heures, à dix heures le maximum du travail des ouvriers dans les manufactures. Le projet de loi faisant l'objet d'une étude inscrite à l'ordre du jour de votre Comité judiciaire, nous vous proposons de renvoyer à ce comité la lettre de M. Voiriot, sauf à décider que la question ainsi préparée par le Comité judiciaire sera discutée en séance générale.

DISCUSSION DE LA QUESTION A L'ORDRE DU JOUR. — M. le président Marjolin donne ensuite la parole à M. Nusse pour répondre à M. Vavasseur dans la discussion ouverte sur la responsabilité des patrons en matière d'accidents de fabrique.

M. Nusse fait cette réponse (Voy. ci-après annexe) et conclut : 1^o à ce que la faute ne soit pas présumée contre le patron, mais appréciée en matière d'accidents de fabrique conformément aux principes de l'article 1382 C. C. — 2^o à ce que la loi autorise l'administration à faire des règlements indiquant dans chaque ordre de fabrication, les mesures de précaution à prendre sous une sanction

pénale, dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité du travail des ouvriers, même adultes et contraigne les industriels au cas d'accident à en faire la déclaration dans un bref délai à l'autorité publique.

M^{me} *Loubens*, inspectrice cite plusieurs faits tirés de son expérience personnelle et appuie vigoureusement la nécessité de la réglementation proposée.

M. *J. Périn* rappelle à ce propos l'exacte et utile minutie de la loi anglaise.

M. *Mérice* félicite la Société de son initiative et croit qu'une réglementation serait efficace et indispensable.

M. le président *Marjolin* démontre par des faits que la réglementation rendrait les accidents de plus en plus rares. Déjà leur nombre a diminué depuis que la loi de 1874 prescrivant un ensemble de mesures protectrices en faveur des enfants, en fait bénéficier l'adulte participant aux mêmes travaux d'usine. Mais une présomption de faute contre le patron serait une iniquité : la pratique des hôpitaux révèle que la plupart des accidents proviennent de la négligence ou de l'imprudence des ouvriers : le bris volontaire des engins protecteurs, garde-mains ou muselières quand ils leur paraissent gêner le travail, le graissage des mécanismes en plein mouvement, l'approche des courroies avant le débrayage, l'impulsion donnée aux wagons à la main par les ouvriers de chemin de fer qui ne devraient les pousser qu'à l'épaule, pour éviter les écrasements, la traversée de la voie au moment de l'arrivée des trains, l'usage de la pipe dans les mines, au risque de développer le feu grisou, tout prouve que la loi ne saurait dédaigner la réglementation des précautions à prendre et que l'imprudence venant fréquemment du travailleur, ce serait aller contre l'évidence de faits multiples que de supposer la faute du patron comme cause originaire de l'accident.

La séance est levée à 10 h. 1/2.

Le Secrétaire de la Société,

ERNEST NUSSE.

ANNEXE

Réponse au Discours de M. Vavasseur sur la responsabilité des accidents de fabrique, par M. Ernest Nusse, avocat à la Cour d'appel, docteur en droit, Secrétaire de la Société.

Messieurs,

Votre séance du 7 mars dernier, vous a prouvé la vérité de cet adage qu'un bienfait n'est jamais perdu. En échange de votre hospitalité, M. Vavasseur vous a apporté une dissertation complète, savante, où la philanthropie lui suggère des hardiesses d'argumentation qui peuvent étonner la logique, mais qui font honneur à son humanité. Aujourd'hui votre tâche sera plus ingrate; vous n'avez plus à entendre cette parole émue, mais à scruter la pensée qu'elle revêt. Il m'incombe le devoir d'accomplir devant vous cette œuvre, et si le talent de mon honorable contradicteur m'a rendu cette mission malaisée, votre bienveillance et le sentiment de nos traditions communes me soutiendront devant vous.

Il y a, dit-on, quelqu'un qui a plus d'esprit que Voltaire, c'est tout le monde; de même, il y a en législation un sage plus expérimenté que Manou, Minos ou Lycurgue, que tel peuple ou que telle ville, c'est l'ensemble des législations des nations civilisées, dégageant une moyenne que l'on pourrait appeler la philosophie commune du Droit international. — Malheur à qui la heurte s'il n'apporte pas une de ces parcelles de vérité qui s'imposent par l'évidence et triomphent paisiblement par la justice.

Cette lumière s'est-elle faite pour vous? Choque-t-on le droit commun et les traditions reçues quand on vous propose de déclarer que le patron doit garantir les accidents résultant du travail à moins qu'il ne prouve qu'ils sont imputables à la faute de la victime? — Point de doute à cet égard.

Ni M. Martin Nadaud, ni M. Vavasseur ne se font illusion: ils reconnaissent qu'ils heurtent un principe universellement reçu; ils ne s'en émeuvent pas, car ils ont l'enthousiasme généreux, mais parfois bien dangereux des novateurs.

J'aurais donc été surpris de la longue énumération, si contraire à l'intérêt de sa cause, que M. Vavasseur nous a faite des textes des lois étrangères, si je ne savais que c'est une habitude loyale chez lui de sacrifier volontairement l'habileté de la discussion à sa bonne foi.

L'Angleterre, la Belgique, l'Allemagne, l'Autriche répondent unanimement qu'elles repoussent le système proposé. Je dis l'Autriche, quelles que soient les restrictions de mon adversaire; la preuve y

est laissée à la charge de l'ouvrier demandeur, et si le tribunal n'y est pas astreint aux règles légales en matière de preuves, cela veut dire que, s'agissant de prouver un fait et non un contrat, on laisse à la conscience du juge la liberté de s'éclairer par tous les moyens possibles, ce qui est en pareille matière la règle absolue en France.

Un seul pays, un seul canton de la Suisse, celui de Genève, a pris l'initiative de l'idée préconisée à l'une de vos dernières séances. Est-ce parce que les Gênois ont « du citoyen d'un pays libre » une plus haute idée que les Anglais, ces amis classiques de la liberté ? C'est le motif qu'on nous en donne, mais il est permis d'en chercher d'autres et de vous les signaler. Aux siècles passés l'intolérance religieuse de beaucoup d'États avait permis à Genève de devenir un vaste centre d'industrie; les soieries, les tissus, les tanneries y florissaient; mais les émigrés se sont rapatriés après les apaisements de conscience, vous ne voyez plus à Genève que des horlogers, des joailliers, des fabricants de cartes géographiques, d'instruments de précision mécanique, surtout pour la construction des calorifères, des bijoutiers, des confectionneurs de limes et de boîtes à musique. (1) Tous ces corps d'état ont peu à redouter les accidents de fabrique, et l'on comprend que l'oligarchie genevoise, regrettant des splendeurs passées, ait accepté des lois qui attirent l'ouvrier étranger, à peu près comme le faisaient les communes du moyen-âge.

L'industrie d'un pays comme la France, si variée, si multiple, si complexe, assujettie aux nécessités géographiques de régions si diverses, doit-elle chercher là ses exemples, et à supposer que son initiative personnelle ne suffise pas à notre patrie si franchement démocratique, à qui doit-elle demander les leçons de l'expérience ? A ses émules ou à ses inférieurs ? à ceux qui savent plus ou à ceux qui sont moins éclairés ? Gulliver, que je sache, n'a jamais songé à importer les lois économiques de Lilliput dans le pays des Géants.

Ne vous y trompez point d'ailleurs ; il y a là dans notre pensée une simple considération et non une fin de non recevoir ; les majorités humaines, peuples et hommes, sont faillibles et même dans la recherche de la vérité :

On a souvent besoin d'un plus petit que soi.

Quels sont donc les motifs invoqués qui doivent servir de base à la future doctrine ?

Il y en a deux ; l'abolition des corporations a supprimé les relations du patron et de l'ouvrier, en même temps que l'application de la vapeur créait les grands ateliers mécaniques ; la protection a donc été diminuée au moment où le danger du travail augmentait ; ce sont

(1) *Dictionnaire du Commerce*, V^e Genève.

là des éléments nouveaux que le Droit et l'Économie politique doivent faire entrer en ligne de compte.

Et d'abord le Droit : le contrat de louage de service est l'*aliénation temporaire de la liberté* pendant laquelle l'ouvrier accepte la subordination vis-à-vis du maître. Subordination entraîne protection et protection implique garantie. Si l'ouvrier est blessé dans son travail, il trouve donc dans le contrat de louage, plutôt que dans l'accident, le germe de l'action en indemnité.

Pourquoi le législateur n'aurait-il pas dans les contrats qui portent sur la personne, pour la vie humaine, une vigilance égale à celle qu'il exige de ceux qui ont contracté à raison d'une chose? Le patron doit la garantie de l'existence à l'ouvrier, comme le vendeur doit à l'acheteur la garantie de la chose vendue.

L'Économie ajoute : que le salaire soit un loyer, ou un intérêt d'association, c'est une somme fixe qui doit revenir à forfait au travailleur. Au contraire, le capital a une rémunération aléatoire qui implique tout à la fois les profits et les risques d'une entreprise. Le capital seul représente l'Industrie, puisque le salaire du Travail fait lui-même partie des frais généraux. Donc c'est sur le capital que doit peser exclusivement le risque de l'accident.

Reprenons successivement les différentes parties de cette thèse.

Il est vrai que l'ouvrier a acquis la liberté du travail par la loi du 2 mars 1791, et je ne vois pas que ce fait social serve la cause de M. Vavasseur : la liberté a engendré le développement de la responsabilité personnelle, l'affaiblissement du patronat et par conséquent de la protection. Cet état de choses a été fortifié par la loi de 1864 autorisant les grèves, par celle du 2 août 1868 abrogeant avec l'article 1781 l'infériorité légale du serviteur.

On devait protéger la faiblesse, mais l'égalité, heureusement établie, trouve sa force, sa défense et sa résistance en elle-même.

M. Vavasseur accentue cette révolution en se montrant fort susceptible sur l'emploi des mots : il ne veut plus de l'expression maître, bien qu'il confesse avec plus de bonne foi que de logique, que l'ouvrier est un *serviteur industriel* ; il répudie le titre de patron oubliant que cette dénomination implique les devoirs les plus touchants et que suivant le mot d'un vicil auteur français « avecque les noms, s'en vont les chouses ». — Il préfère la qualification d'employeur, bien qu'elle vienne de l'Angleterre, ce pays « d'aristocratie mercantile », pour lequel il n'est pas tendre ; bien que cette expression cherche à élire surnoisement domicile chez nous, sans prendre ses lettres de naturalisation à l'Académie française, qui ferait bien de les lui refuser.

Mais laissons là cette terminologie et ces néologismes, pour arriver au fond ; il est incontestable que celui qui se sert du travail d'au-

trui est responsable de l'insécurité survenue par son fait pendant qu'il l'emploie (1382 C. C.) : rien de plus, rien de moins. Comment donc M. Vavasseur arrive-t-il à présumer le patron responsable même des imprudences personnelles de l'ouvrier?

Un premier point qu'énonce rapidement mon honorable contradicteur et sur lequel il a raison de ne pas insister, c'est une assimilation des obligations du patron et de celles du mandant qui doit indemniser le mandataire des pertes que celui-ci a essuyées à l'occasion de sa gestion (art. 2000 C. C.). Un ouvrier n'est pas en général un mandataire et ne représente pas son patron. De plus, le mandat étant de sa nature gratuit, (art. 1986 C. C.), cette circonstance fait bénéficier le mandataire de la faveur extrême qui s'attache à la qualité de bienfaiteur. Nul doute que cette disposition exceptionnelle ne subisse de justes restrictions quand le mandat dégénéré et devenu salarié se rapproche, tout en demeurant fort différent, du contrat de louage de service.

Encore une fois, ce n'est point là, aux yeux de M. Vavasseur lui-même, la base sérieuse de son système. Il la fait reposer sur l'idée, suivant moi erronée, qu'il se fait du contrat de louage de service. — D'après M. Vavasseur, la personne elle-même de l'ouvrier serait l'objet du contrat; l'ouvrier louerait ses bras ou la danseuse ses jambes comme un maquignon vend un cheval. Ce serait à désespérer de la dignité humaine s'il en était ainsi. Mais le code nous dit que le louage d'industrie est un contrat par lequel une des parties s'engage à faire quelque chose pour l'autre moyennant un prix convenu (1710 C. C.). Je vends un travail à faire, mais je ne loue pas mon corps. D'où cette conséquence que l'entrepreneur n'a pas à me restituer mon corps que je ne lui ai jamais confié et que si je refuse l'exécution, je devrai des dommages-intérêts mais sans pouvoir être contraint à accomplir matériellement le service convenu (1142 C. C.). Si je dois obéir pendant que je travaille, c'est que j'ai pris l'engagement de livrer un produit conforme au goût de celui qui le paye et dans les conditions de fabrication qui lui conviennent. Ma liberté reste entière, puisqu'il m'a plu d'accepter ce programme. S'il survient un accident, c'est un fait absolument étranger au contrat, né pendant l'exécution de cette convention, mais n'ayant aucune relation avec sa formation, son but ou son objet. Quand je prends un fiacre et que le cocher imprudent me fait verser, ce n'est pas le contrat de louage qui est la cause de l'accident, c'est la maladresse du cocher; le même événement me fût arrivé si le même conducteur avait dirigé gratuitement ce cheval acheté par moi au lieu d'être loué. Et si j'engageais des ouvriers pour une tâche qui dût fatalement exposer leur vie ou leur santé, le contrat serait nul comme contraire à l'ordre public (1133 C. C.). Le dilemme s'impose; ou l'accident est

prévu lors de l'embauchage, mais alors ce nom d'accident ne lui convient plus, c'est un risque immoral entraînant la nullité du contrat, ou il n'était pas prévu à cette époque, et dès lors, il n'a aucun lien avec le contrat. Ne dites donc plus que le contrat de louage recèle en lui le germe de l'action en indemnité; ce germe se trouve dans le fait générateur, par exemple dans l'imprudence, s'il y en a un quia amené l'accident.

D'ailleurs, pourquoi deux lois et deux catégories de victimes, les unes privilégiées, les autres dédaignées par la loi. Ne l'oubliez pas, c'est au profit de l'ouvrier seul que M. Vavasseur demande la présomption de faute de l'industriel. Et ici, je cite textuellement un de ses exemples : « Un passant dans la rue reçoit sur le corps un échafaudage qui le blesse... un ouvrier se trouve sur l'échafaudage et tombe avec lui. »

Voilà deux hommes subissant le même sort et vis-à-vis desquels cependant la loi, modifiée par MM. Nadaud et Vavasseur, va procéder avec la plus injuste inégalité. Au premier, le juge devra dire : Prouvez que l'échafaudage était mal attaché; au second : quant à vous il y a dispense de cette preuve. Ainsi le même homme, en tant que patron, est supposé en faute au regard de l'ouvrier, mais innocent à l'encontre du passant ! L'importance de la preuve à administrer est donc en raison inverse de la connaissance que la victime peut avoir des causes de l'événement. Mais, dit-on, la chute a eu lieu au cours d'exécution du contrat de l'ouvrier. D'accord, mais est-ce la convention qui a amené cette chute ? N'est-ce pas plutôt l'omission de celui qui était chargé d'assurer la sécurité, d'attacher l'échafaudage. Comment ! si dans la même collision de trains, je suis frappé en même temps qu'un employé de chemin de fer, je devrai démontrer la faute de la compagnie qui s'est engagée à transporter ma personne et le machiniste bénéficiera de la présomption ! Pour justifier cette inexplicable et inique différence, estime-t-on que le contrat de louage de services est plus sacré que celui de transport ?

Résumons-nous : l'accident, fait exceptionnelle et absolument imprévu lors de la convention dont il n'est point la conséquence directe ni immédiate, a pour cause le cas fortuit, l'acte ou la faute qui l'a produit. Le contrat de louage est pour lui un cadre, non une origine, comme celui de transport pour le voyageur blessé dans un choc de trains, comme la location d'une place au théâtre pour le spectateur surpris et atteint au cours de la représentation par un incendie.

Nous ne sommes guère plus émus par la doctrine économique que par l'argumentation juridique.

Puisque l'accident n'est pas la suite fatale du contrat de louage sur le terrain duquel le travail et le capital se rencontrent, le préjudice qui en résulte, à défaut d'une responsabilité constatée, n'at-

teint pas plus le capital que tout autre événement malheureux frappant l'ouvrier à l'occasion d'un fait étranger au capital. Je parle bien entendu ici le langage de la science et non celui de la philanthropie ; je discute les obligations de droit strict, non celles de la charité.

On nous parle de statistiques faites, de tables de mortalité dressées, ce qui, sauf les observations recueillies par le service des mines, est un peu téméraire, puisque la première enquête officielle sur les accidents de fabrique vient d'être ordonnée par le ministre de l'agriculture et du commerce. On nous dit que les entrepreneurs considèrent si bien les indemnités comme étant à leurs risques, qu'ils en évaluent d'avance la quotité au prorata de la valeur de leurs marchés. Ils font bien, et c'est prudence, car un certain nombre d'accidents imputables à leur faute demeurent vraisemblablement à leur charge. Mais soyez sûrs que leurs calculs approximatifs ne portent que sur cette catégorie-là, non sur la totalité, non sur la classe des accidents imputables à la faute de l'ouvrier, à moins toutefois qu'ils n'aient une prise en charge spéciale résultant de leur soumission. Mais, cette hypothèse prouverait que la garantie que vous sollicitez peut s'obtenir par la convention, sans recourir à l'oppression de la volonté humaine.

Allons plus loin et protestons de toute notre énergie contre cette idée que l'industrie est exclusivement représentée par le capital. A une autre époque, quand l'article 1781 du code civil créait au travailleur une véritable inégalité devant la justice, quand la liberté du travail était en partie paralysée par l'interdiction des grèves, le principe aurait pu se soutenir avec quelque succès. Mais quand deux forces égales sont désormais en présence, quand l'ouvrier vote à côté du patron, fait devant les tribunaux des affirmations qui ont la même valeur légale, siège comme magistrat aux mêmes conseils de prud'hommes, oppose pour la défense de ses intérêts légitimes, syndicats à syndicats et congrès à congrès, à qui fera-t-on croire que le travail est absorbé par le capital et représenté par lui ?

L'argument tiré de ce que le salaire de l'ouvrier figure dans les frais généraux du fabricant est en vérité bien faible. Suis-je socialement le représentant de mes fournisseurs parce que les sommes que je leur paie figurent à mon budget ? Et parce que le commerçant doit tenir compte des frais que lui occasionne le voyage des marchandises qu'il achète au loin, doit-on conclure que le commerce représente l'industrie des transports ?

Tout intérêt spécial a sa vitalité propre. Celui de l'ouvrier fécondé par la liberté se manifeste tous les jours de la manière la plus heureuse pour notre France. Mais l'ouvrier émancipé doit avoir les préoccupations que n'avait pas l'ouvrier en tutelle. Quelques esprits se refusent à voir les conséquences qu'entraîne cet avènement du

travailleur à la majorité; qu'ils méditent la leçon que vient de leur donner récemment la Chambre des députés quand elle a refusé de fixer arbitrairement la durée de la journée de travail. — Encore une fois on protège les faibles; les forts se défendent eux-mêmes.

Désormais instruit et indépendant, l'ouvrier doit discuter de gré à gré son salaire, les conditions de son travail, développer les institutions qui l'assurent contre la maladie ou tous autres accidents. La reconnaissance légale très prochaine des chambres syndicales lui permettra de généraliser ses moyens d'action et d'arriver à des solutions plus efficaces. — Par l'intermédiaire de ces représentants autorisés se feront d'utiles transactions qui prouveront une fois de plus que l'industrie ne consiste pas dans le groupe unique du capital, mais aussi dans le groupe du travail.

Mon savant confrère vous a dit, et sur ce point je suis heureux de partager son opinion, qu'il repoussait l'intervention de l'État, et le système de l'assurance forcée; laissez donc se former les Trades-Unions françaises, cette magnifique expression de l'initiative ouvrière, sans substituer au régime du socialisme d'État celui du socialisme de classe à classe qui est encore plus funeste, parce qu'il supprime la fraternité en excitant la convoitise de citoyen à citoyen. Laissez se constituer les millions de l'épargne ouvrière qui dans un temps donné conjureront les effets des accidents, de la vieillesse et de la mort.

Mais dans la discussion juridique et économique que nous venons d'engager, nous avons négligé un fait important relevé avec raison par M. Vavasseur : l'aggravation pour l'ouvrier des périls qui peuvent naître à propos de l'outillage. Ici encore nous retrouvons notre raisonnement : cet outillage n'est pas en lui-même dangereux; il ne le devient que par une imprudence, une maladresse, une inattention, mais son emploi régulier et normal n'expose l'homme qui le dirige ni à des lésions ni à la mort. Toutefois il faut tenir compte de la lassitude, de la fatigue nerveuse du travail d'usine, des défaillances humaines que la suite d'un labeur pénible peut amener et j'estimerai volontiers qu'il y a imprudence de la part du fabricant à ne pas se préoccuper de ces causes d'accident. De là à dire que l'industriel est en faute en ne procurant pas à l'ouvrier tous les engins qui le défendront contre un moment de distraction ou d'oubli, il n'y a, Messieurs, qu'un pas à faire et je le franchirai volontiers avec vous, avec la jurisprudence de nos cours.

Mais vous remarquez la différence de mon raisonnement d'avec celui de mon honorable contradicteur. Je ne dis pas au maître : rendez intact ce corps que vous avez loué et qui est exposé aux dangers que lui fait courir le louage de service, — je dis, ce qui est bien différent : — Le louage est en lui-même inoffensif, la machine égale-

ment, à condition d'être maniée avec une dextérité et une vigilance qui ne se démentent pas. Comme la fragilité humaine est sujette à des intermittences d'attention, il y aurait de la part de vous, patrons imprudence de ne pas en tenir compte, en munissant cet outillage de toutes les garanties protectrices que le génie humain a inventées. Et comme il faut éviter les malentendus, dans un sujet si grave, je demande que des règlements d'administration publique rendent obligatoires pour chaque industrie les précautions reconnues indispensables, que leur inobservation constatée dans les visites et les procès-verbaux des inspecteurs soit réprimée pénalement et qu'ainsi le terrain de la preuve à faire soit net, précis et facile pour l'ouvrier en cas d'accident. Aujourd'hui, dans bien des circonstances, en l'absence de règlement légal, la question de l'imprudence peut être très délicate. Il eût été bien de prendre telle précaution, mais son omission constitue-t-elle une faute? L'usage de cette précaution est-il généralisé, assez connu pour que l'oubli entraîne une responsabilité? Ce sont là des questions fort difficiles et que la réglementation préventive rendra aisées à poser pour l'ouvrier, à résoudre pour la justice.

Ce n'est pas tout; l'accident intéresse la société tout entière, il importe qu'immédiatement ses causes soient étudiées pour fixer les responsabilités, pour étudier les moyens d'en empêcher le retour, que le patron soit tenu sous la sanction légale d'en faire la déclaration dans un délai très bref à l'autorité et celle-ci de pratiquer son enquête. Ainsi aura-t-on la vérité du premier moment qui précède les transactions, les compositions léonines, les connivences préparées des témoins, et qui rendra inutile l'enquête civile si longue, si onéreuse et si tardive.

C'est ce que demande M. Oviève, ce qu'a voté l'Allemagne, ce qui est juste et raisonnable. Le règlement en main, l'ouvrier connaît la faute commise; au bout de quelques heures les témoins sont entendus, après quelques jours, les tribunaux statuent. — S'il s'agit d'un cas fortuit, l'assistance publique y pourvoit jusqu'à ce que les sociétés ouvrières aient les ressources de parer à ces éventualités. Nous laisserons ainsi sa dignité au malheur sans le déshonorer par l'injustice.

J'ai dit l'injustice, Messieurs et je maintiens le mot, car malgré les exemples proposés, j'affirme qu'il ne saurait y avoir de plus grande iniquité que cette présomption de faute du patron. Permettez-moi de vous le démontrer par ce petit dialogue à la manière socratique. — Qu'est-ce qu'une présomption légale? — La conséquence que le législateur tire d'un fait connu pour arriver à la découverte d'un fait inconnu? — Quel est le fait connu? — L'accident — Le fait inconnu? — La cause de cet accident. — Mais encore à quoi

pensez-vous l'attribuer? — Je n'en sais rien. — Est-ce au service rendu? — Non, car ce service était innocent en lui même et journellement d'autres le rendent sans se blesser. — Qu'est-ce donc qui l'a provoqué? — Ou un événement de force majeure, ou la faute de l'industriel, ou celle de l'ouvrier. — Mais alors s'il y trois causes également possibles, pourquoi supposer l'une plutôt que l'autre? — C'est sur ce mot que je veux laisser votre esprit, car prenez toutes les présomptions légales en matière de responsabilités j'en atteste les jurisconsultes présents, il n'y en a pas une vis-à-vis de laquelle vous n'arriviez à conclure, que s'il n'est pas absolument impossible que l'événement soit imputable à une autre personne qu'à celle que la loi indique comme responsable, toutes les probabilités humaines indiquent et accusent cette personne seule.

Je ne veux pas excéder les limites d'une réponse et cependant il faut bien que je vous entretienne des modifications que demande M. Vavasseur en matière de compétence. — Pourquoi les Prud'hommes connaîtraient-ils de l'action en indemnité? S'agit-il donc d'une question professionnelle où les usages divers des patrons et des ouvriers soient en causes! Non, puisque l'accident est en dehors du louage de service. En fût-il autrement qu'il n'y a pas un motif de défiance sérieux contre les tribunaux qui jugent tous les cas d'accidents et qui n'ont pas besoin de lumières spéciales pour statuer sur ceux-là. Sommes-nous en féodalité et l'œuvre d'unité de la France n'est-elle point achevée pour qu'on change l'ordre des juridictions suivant les variétés des intérêts professionnels? Un soldat pour ses intérêts civils demandera-t-il des tribunaux militaires; un prêtre des tribunaux ecclésiastiques? La dérogation n'est même pas utile au point de vue de mon contradicteur, puisqu'il laisse la décision d'appel, c'est-à-dire l'arrêt souverain, à la cour dont l'origine et le recrutement sont si différents de ceux du Conseil des prud'hommes.

J'ai fini cette réfutation; je me retrouve en face des conclusions de mon rapport primitif que je maintiens intégralement. Je dois cependant dire au savant commentateur du droit des Sociétés, que ses grandes et profondes études qui lui ont fait connaître si exactement les lois et les conditions de l'Anonymat, n'ont pas porté sur ses bienfaits, sur les institutions charitables, sur la sollicitude éprouvée pour les milliers d'ouvriers qu'il fait vivre. Ce n'est pas devant vous, Messieurs, qui connaissez si bien la longue liste des crèches, des asiles, des écoles privées, des participations créés par nos plus grands établissements industriels que l'on peut affirmer que la Société Anonyme est sans entrailles. Au moment où la grande industrie absorbe toutes les autres où l'anonymat divisant ses actions à l'infini, met l'association à la portée de toutes les bourses, il est bon de se rappeler que le capital est démocratisé par la petite épargne; qu'à une époque récente, ce

capital, qui n'est plus aujourd'hui la fortune de quelques-uns, mais de tous, grands et petits, a libéré le sol de la patrie envahie. Ce jour là, Messieurs, le devoir de justice à son égard est devenu plus strict, plus impérieux encore; nul ne doit l'oublier.

CORRESPONDANCE

En réponse à la lettre annonçant le vote de la Société du 3 novembre 1881 sur le Comité des Institutrices de Charité, M. le Secrétaire a reçu de sa présidente, M^{lle} Laval, la lettre suivante :

Paris, 7 novembre 1881.

Monsieur le Secrétaire,

J'ai reçu hier votre lettre, et nous comprenons parfaitement toutes les raisons qui ont motivé la décision du Bureau ; nous prévoyions cette conclusion, mais nous n'aurions pas voulu de nous-mêmes cesser les leçons aux enfants dont nous avons commencé à nous occuper.

Permettez-nous, Monsieur, de vous remercier de ce que vous avez bien voulu faire pour ces enfants et leurs Institutrices et d'agréer notre respectueux dévouement.

M. LAVAL.

Nous sommes reconnaissantes des médailles que la Société veut bien nous accorder.

COMITÉS

DE LA

SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS ET DES ENFANTS

EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

(*Comptes rendus de leurs Travaux.*)

COMITÉ JUDICIAIRE

Extrait du procès-verbal communiqué par M. TOURNIER, *secrétaire-adjoint*.

Séance du 14 novembre 1881.

Présidence de M. *Faustin-Hélie*, juge au tribunal civil de la Seine.

Sont présents : MM. *Nusse*, *Lambert*, *Gabriel Desclosières*, *Millot*, *Salle*, *Tournier*, *Fliche*, *Jules Périn*, *Tommy Martin*, *Humann*.

M. *Froger de Mauny*, vice-président, retenu par une indisposition, écrit pour s'excuser.

M. *Nusse*, secrétaire de la Société, explique qu'il a été chargé de soutenir, devant le tribunal de Pontoise, les intérêts d'un enfant victime d'un accident de fabrique. Cet enfant avait eu le bras droit pris dans un engrenage, et à la suite de cette mutilation l'amputation était devenue nécessaire.

Le tribunal a accordé 363 francs de pension viagère à ce jeune ouvrier.

M. *Nusse* dépose sur le bureau une brochure contenant le discours de rentrée prononcée par M. l'avocat général *Léon Vèzes* traitant une des questions qui nous intéresse particulièrement et relative à l'application de la loi de 1874 protégeant les enfants employés dans les professions ambulantes. M. *Nusse* est chargé de présenter l'analyse du discours de M. *Vèzes* en l'accompagnant des observations qu'il peut comporter.

M. *Nusse* communique ensuite une lettre de M. *Voiriot*, demeurant à Grenoble. Cette correspondance, datée du 30 octobre 1881, a été communiquée à l'assemblée générale de la Société de protection le 3 novembre, elle traite du projet de loi qui doit réduire de 12 à 10 heures le maximum du travail des ouvriers

dans les manufactures, et M. Voiriot demande que la Société de protection entre dans une voie de propagande favorable au projet de loi.

L'assemblée générale a renvoyé cette question au Comité judiciaire pour en faire une étude spéciale.

L'ordre du jour appelle la lecture du rapport de M. Tournier sur l'application de l'article 1^{er} de la loi du 19 mars 1874 ainsi conçu :

« ART. 1^{er}. — *Les enfants et les filles mineures ne peuvent être employés à un travail industriel dans les manufactures, fabriques, usines, mines, chantiers et ateliers que sous les conditions déterminées dans la présente loi.* » — Et aussi sur l'application de cet autre article (art. 7) : « *Aucun enfant ne peut être admis dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières avant l'âge de douze ans révolus.* »

Ces dispositions législatives ont-elles abrogé la loi spéciale sur les mines ?

M. Tournier n'ayant pas complètement terminé son travail demande l'ajournement à la prochaine séance. La question sera donc reportée à l'ordre du jour de la séance de janvier 1882.

M. Tournier lit un rapport sur les précautions législatives complémentaires qui devraient être prises pour prévenir la dislocation des jeunes enfants destinés aux exercices acrobatiques. M. Tommy Martin insiste pour qu'une enquête soit faite dans cet ordre d'idées.

Le Comité décide que le rapport de M. Tournier sera inséré au Bulletin et que la question sera portée à la prochaine assemblée générale de la Société pour déterminer la nomination d'une commission composée de médecins et qui étudierait quelle peut être sur la santé des enfants l'influence des préparations qu'ils subissent pour se livrer aux exercices acrobatiques.

Cette étude pourrait être suivie d'un vœu de l'assemblée générale recommandant tout particulièrement à l'autorité publique l'application de la loi sur les professions ambulantes. Peut-être dans ces conditions, la société obtiendrait-elle une intervention plus efficace de l'administration en faveur de l'enfance.

Le Comité consulté et sur l'insertion au Bulletin du rapport de M. Tournier et sur le renvoi de la question à l'assemblée générale, adopte cette double proposition à l'unanimité.

L'ordre du jour appelle la lecture du rapport de M. Salle sur

les conditions du travail des enfants dans les maisons d'éducation correctionnelle.

Après un échange d'observations entre MM. Salle et Descloières, il est convenu que M. Salle désirant l'ajournement de son rapport pour obtenir des renseignements complémentaires, des démarches seront faites par lui pour lui faciliter l'entrée de la maison d'éducation correctionnelle de la Roquette.

M. Jules Périn communique les notes suivantes :

L'APPRENTISSAGE (*Histoire de*). — M. Jules Périn communique les renseignements suivants destinés à compléter l'*Histoire de l'Apprentissage* (publiée dans le *Bulletin*, t. II, p. 62) :

Un économiste provincial, qui écrivait en 1761, un livre intitulé « *Le Patriote Artésien* » (p. 220), demandait que les statuts et règlements des arts et métiers fussent examinés attentivement, ou révisés, comme nous disons aujourd'hui. Et, parmi les modifications libérales qu'il proposait d'y introduire, figuraient les suivantes :

« Qu'il soit permis à chaque maître d'avoir tel nombre d'apprentis qu'il jugerait à propos, et que l'apprentissage soit fixé à un temps raisonnable, parce qu'il ne faut pas de loi où l'intérêt commande.

» Enfin qu'il soit permis à cet apprentif de travailler en son nom à l'expiration de son apprentissage, sans faire de compagnonnage, qui est une espèce de servitude, en justifiant s'il est en état. »

Cette justification de capacité, d'après cet économiste, ne devrait plus obliger l'ouvrier à faire un chef-d'œuvre, mais il suffirait de l'avoir vu travailler avec intelligence.

La proposition suivante qu'il formulait également, mérite d'être signalée.

« Ne faire accorder aucun encouragement aux fabriquans et aux artisans, qu'au préalable ils n'aient pris des apprentifs dans les hospitaux par préférence à tous autres » (p. 222).

Au XVIII^e siècle, les enfants abandonnés et les orphelins étaient recueillis dans les maisons hospitalières, et c'était une pensée charitable que de se préoccuper d'assurer leur sort, en mettant comme condition des encouragements à distribuer aux industriels et artisans que ceux-ci emploieraient quelqu'un de ces pauvres enfants de préférence à tous autres.

De l'interprétation de la loi du 7 décembre 1874, relativement à la dislocation des enfants. — M. J. Périn signale que, au point de vue de l'historique de la question, l'on trouvera d'intéressants détails sur les tours d'adresse et de souplesse des équilibristes, au moyen âge, dans le tome II du *Dictionnaire raisonné du Mobilier français* de

M. Viollet-le-Duc, au mot DIVERTISSEMENTS (*Danse, Momeries, Mascarades, etc.*).

L'ordre du jour appelle le renouvellement du bureau par voie d'élection pour l'année 1881-1882.

Le scrutin donne les résultats suivants :

Nombre des votants : 12.

Président : M. FAUSTIN-HÉLIE 11 voix.

Vice-Président : M. FROGER DE MAUNY, 11 voix.

Secrétaire : { M. GABRIEL JORET-DESCLOSIÈRES, 9 voix.
 { M. TOURNIER, 3 voix.

Secrétaire-adjoint : { M. TOURNIER, 7 voix.
 { M. FLICHE, 4 voix.

En conséquence, M. le *Président* constate que le bureau du comité judiciaire sera pour l'année 1881-1882 constitué de la manière suivante : *Président*, M. FAUSTIN-HÉLIE, *vice-Président*, M. FROGER DE MAUNY; *secrétaire*, M. GABRIEL JORET-DESCLOSIÈRES; *secrétaire-adjoint*, M. TOURNIER.

Le Comité fixe au lundi 16 janvier 1882, la date de la prochaine séance.

L'ordre du jour sera ainsi composé :

1^o Rapport sur le travail des enfants dans les mines, M. Tournier, rapporteur.

2^o Rapport de M. Nusse sur la durée du travail dans les manufactures.

3^o Rapport de M. Faustin-Hélie sur l'assimilation des établissements de charité au point de vue de l'inspection du travail des enfants.

Le Secrétaire,

GABRIEL DESCLOSIÈRES.

ANNEXE

Rapport de M. Tournier sur les exercices de dislocation.

Messieurs,

Dans notre séance du 8 mars, à la suite de diverses observations relatives aux difficultés que soulève dans la pratique l'application de l'article premier de la loi du 7 décembre 1874, vous avez bien voulu me charger de préparer les bases d'un règlement où l'on trouverait, comme correctif du terme impropre et vague « *exercices de dislocation* » qui est écrit dans la disposition dont il s'agit, la spé-

cification précise des exercices que le législateur a entendu prohiber, comme étant le résultat d'efforts qui font violence à la nature et dans lesquels la santé et la vie des sujets sont constamment mis en péril.

Nous ne parlerons pas de ce que l'article appelle « *tours de force périlleux* », cette expression n'offrant pas d'équivoque.

Le but que vous espérez atteindre par la rédaction de ces formules claires et raisonnées, c'est, d'une part de faire cesser pour les agents de constatation et pour les tribunaux chargés de réprimer les délits, toute incertitude sur ce qui caractérise essentiellement le fait punissable et de fermer ainsi la porte à l'arbitraire et la fantaisie ; d'autre part, de prévenir efficacement les actes que la loi de 1874 réprime, par le moyen que les saltimbanques, sachant qu'ils ne peuvent pas sans s'exposer à des condamnations, faire exécuter tel ou tel exercice désordonné, n'imposeront plus aux enfants les tortures par lesquelles on les façonne pour ces exhibitions déplorables.

Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que le mal réside particulièrement dans le dressage, — je ne puis vraiment dire éducation — dans cette altération progressive et calculée de l'organisme des jeunes acrobates qui fait nombre de victimes avant de pouvoir produire un ou deux spécimens dignes de l'attention d'un public blasé.

Le caractère préventif est profondément dans l'esprit de la loi, car ainsi que l'ont très bien fait ressortir nos collègues MM. Nusse et Périn dans leur excellente monographie, les articles 319 et 320 du code pénal qui punissent l'homicide et les blessures causés par imprudence, auraient suffi à atteindre les conséquences effectives des pratiques brutales de l'apprentissage acrobatique, si l'on n'avait voulu faire davantage pour la protection de l'enfance, c'est-à-dire la soustraire au danger même et aux souffrances de la déformation.

Ces considérations sont bien, si je ne me trompe, Messieurs, celles qui vous ont paru dominer toute la question et devoir nous guider dans notre étude pratique.

Nous avons reconnu tout d'abord que nous ne pourrions réaliser le progrès désiré qu'avec le secours de la science anatomique et physiologique.

C'est pour avoir négligé l'analyse technique et s'en être trop facilement rapportés à la signification commune du mot employé que les rédacteurs de la loi ont laissé en présence d'une réelle difficulté d'interprétation ceux qui dans une matière pénale comme celle-ci, exigent avec raison des limites fixes et des définitions rigoureuses.

Dans le langage scientifique dislocation est le synonyme de luxation. et voici comment s'exprime à ce sujet le *Dictionnaire des Sciences médicales* de Nysten, Littre et Ch. Robin.

Dislocation, voir Luxation.

Et au mot luxation on lit :

« *Luxation* : Déplacement de deux ou plusieurs pièces osseuses dont les surfaces articulaires ont perdu en tout ou en partie leurs rapports naturels, soit par l'effet d'une violence extérieure (luxation accidentelle), soit par suite d'une altération de quelqu'une des parties qui concourent à l'articulation. »

Et cela n'est pas une nouveauté, car déjà les auteurs de l'Encyclopédie du XVIII^e siècle écrivaient :

« *Dislocation* : Il se dit d'un os ôté de sa jointure par quelque effort. Les chirurgiens l'appellent communément luxation. Voyez luxation.

Or, il paraît impossible d'adapter à ces termes, les seuls qui puissent raisonnablement faire autorité, l'ensemble des faits que l'on a entendu comprendre sous la dénomination d'exercices de dislocation.

Nous avons pensé qu'il faut grouper sous un certain nombre de types, le plus restreint possible, tous les exercices connus, impliquant un renversement des rapports et de l'état organique normaux.

Demander à des médecins éclairés quel est pour chacun de ces exercices l'anomalie particulière qui le constitue ; les moyens par lesquels elle a été produite, quels dangers de lésions ou d'affections organiques ils présentent, et quelles en sont les conséquences ordinaires et finales pour l'individu. Cette étude faite, on signalerait comme devant être interdits les exercices condamnés par la science ; on dresserait un tableau analogue à ceux existant déjà pour la réglementation de certaines matières intéressant l'hygiène et la sécurité publiques, où figureraient en deux colonnes la désignation claire de l'exercice prohibé et les motifs qui le font interdire.

On s'efforcerait enfin, d'obtenir un règlement d'interprétation obligatoire dans lequel ce tableau serait incorporé.

J'ai voulu, Messieurs, comme vous m'en aviez donné particulièrement la mission, remplir la première partie du programme que je viens de rappeler ; et, après m'être entouré de tous les renseignements sérieux à ma portée, je crois pouvoir vous soumettre les observations suivantes :

Tous les exercices dangereux des acrobates peuvent se ramener à trois ordres de faits anatomiques :

1^o La flexion anormale et à la distension de la colonne vertébrale ;

2^o La perturbation des articulations du bassin ;

3^o La compression de la cage thoracique et des organes qui y sont renfermés.

Le premier groupe renferme ces renversements en arrière qui

font toucher l'occiput au sol ou aux talons et permettent parfois de faire passer la tête entre les jambes, cette courbure de tout le corps qui permet d'enlacer un enfant, comme une ceinture, à un adulte enfin la suspension du corps sur le seul point d'appui des vertèbres cervicales reposant sur un trapèze ou sur une barre fixe.

Le deuxième groupe comprend les écarts extraordinaires des cuisses particulièrement ce que l'on appelle le grand écart, qui ont lieu par le déplacement de l'axe du bassin et peuvent amener la claudication par la mobilité anormale qu'ils donnent aux symphises du pubis et sacro-iliaques. Ajoutez à ce danger celui de la hernie inguinale, presque inévitable pour les sujets amaigris par les exercices violents et un régime anti-hygiénique.

Au troisième groupe se rapportent les exercices que dans le langage des exhibitions on attribue aux *hommes-caoutchouc*, et qui présentent, suivant les cas : l'affaissement provoqué de la poitrine, la compression de tout le torse, l'emprisonnement d'un individu dans une boîte d'une contenance inférieure au volume normal de son corps, et je ne sais quelle action qui semblerait le laminage d'un corps humain qu'on allonge à volonté, diminuant ou augmentant alternativement la surface et le volume de chaque partie, avec des contorsions hideuses qui laissent le sujet dans une véritable prostration.

Tels sont, Messieurs, condensés de manière à les pouvoir soumettre à peu près tous à l'attention des médecins, les tristes faits qu'il nous a été donné, à vous comme à moi, de constater dans les cirques ou dans les spectacles forains, et qui provoquent à la fois la pitié et le dégoût.

Entre le développement méthodique de la force et de la souplesse auquel parviennent les gymnasiarques, et ces monstruosité que je viens de rappeler à votre souvenir, il y a toute la distance qui sépare une éducation physique licite et non dépourvue d'art, d'une dégradation honteuse pour l'individu qui s'y soumet, plus honteuse encore pour ceux qui se font un plaisir d'en contempler les produits ; doublement immorale par conséquent, et que nous avons à cœur de réformer.

Je n'ai fait, Messieurs, que poser les préliminaires de cette œuvre, c'est à nos savants collègues, parmi lesquels je me plais à désigner en première ligne M. le Dr Marjolin, qu'il convient maintenant de s'adresser pour être vraiment éclairés sur le point capital de notre étude.

COMITÉ DES ACCIDENTS DE FABRIQUE

Notice sur l'Association de Mulhouse pour prévenir les accidents de machines, rédigée par un membre de l'Association d'après les rapports de M. Théodore Schlumberger et les Bulletins de l'Association.

En 1867, M. Engel-Dollfus, vivement ému par les accidents nombreux dont étaient victimes les enfants des manufactures, fondait l'Association de Mulhouse pour prévenir les accidents de machines, faisait pour cet objet appel à toutes les bonnes volontés et, après avoir obtenu le concours d'un grand nombre d'industriels, plaçait son entreprise sous le patronage de la Société Industrielle, qui, pénétrée de l'utilité de l'œuvre, chargeait son Comité d'utilité publique d'en préparer les statuts, et son Comité de mécanique de lui accorder, à titre de Conseil, un concours précieux et permanent qu'elle n'a cessé d'utiliser.

Pour connaître cette Association, apprécier ses visées, juger de sa marche et de ses développements, nous avons les rapports si lumineux de son Président, M. Engel-Dollfus qui, depuis, n'a cessé de la diriger avec ardeur et conviction.

Chaque année, depuis sa création, cette œuvre a été présentée sous l'un de ses aspects multiples.

A plusieurs reprises, c'est le côté philanthropique et charitable qui est décrit en termes émouvants et persuasifs, montrant d'une part de nombreuses victimes, et promettant d'autre part des mesures tutélaires propres à diminuer sinon à supprimer les causes du mal.

Une autre fois, c'est le caractère spontané, tout de sollicitude et de bienveillance pour l'ouvrier, qui est mis en relief, en opposition avec les mesures ordonnées ailleurs par la loi.

Plus tard, c'est une attaque vigoureuse contre l'indifférence et la routine, une réponse victorieuse aux objections tirées des abus possibles auxquels l'institution peut donner lieu.

Ou bien ce sont des considérations élevées, définissant en matière d'accidents la responsabilité selon la loi et la responsabilité selon la conscience.

Ou bien encore, c'est la statistique avec ses données, qui est offerte aux réflexions des sociétaires et qui leur enseigne le devoir en montrant ce que l'on peut obtenir par un ensemble d'efforts persévérants.

Mais il serait difficile d'énumérer tous les aperçus que contiennent ces paroles éloquentes inspirées par l'amour du bien.

Les meilleures pensées, quand du projet il faut passer à l'exécution, sont sujettes à bien des écueils, et c'est ici que l'on doit admirer le bon sens qui a su éviter ces dangers.

Dans ce qui a été fait, on chercherait en vain les exagérations d'une bienfaisance s'exerçant à l'aventure ou les illusions de l'enthousiasme qui compte sur la reconnaissance.

Avant de donner un conseil ou de recommander un appareil, l'association s'est assurée du mérite de ce qu'elle avance.

Aussi l'expérience a sanctionné ses espérances et fait voir que dans une tentative sans analogue jusqu'ici, elle a su trouver du premier coup la méthode la plus appropriée à son objet.

Voici en quelques mots le plan suivi :

1^o Études successives de toutes les machines employées dans les industries du rayon de Mulhouse, au point de vue des dangers qu'elles présentent.

Recherches de moyens simples, pratiques et peu coûteux propres à rendre inoffensifs les organes dangereux.

2^o Statistique des accidents, examen des circonstances dans lesquelles ils se produisent, mise à profit des observations recueillies, en vue d'éviter le retour des mêmes malheurs,

3^o Publicité : propager les préservatifs, multiplier l'emploi des appareils reconnus efficaces.

Émulation parmi les chercheurs : récompenses offertes aux plus méritants.

Inspections assurant aux sociétaires tout le bénéfice des recherches communes.

Tels sont les principaux points du programme que formulait le fondateur ; voyons comment il a été suivi.

Dès le début, l'inspecteur de l'Association a soumis à ses investigations les machines multiples utilisées dans les industries du rayon de Mulhouse.

Parmi les principales communications faites aux sociétaires on trouve :

Des règlements concernant les ouvriers employés aux batteurs, aux cardes, aux bancs à broches, aux métiers à filer et aux machines à imprimer.

Ces règlements, élaborés par le comité de mécanique de la Société industrielle et par l'inspecteur de l'Association, sont distribués aux sociétaires sous forme d'affiches à poser dans les ateliers et sous forme de brochure pour les ouvriers.

Des règlements pour l'usage des sonnettes indiquant l'arrêt et la mise en marche des moteurs et pour le nettoyage des transmissions.

Dispositions pour prévenir les accidents qui peuvent arriver aux calandres et aux machines à imprimer (MM. F. G. Heller, inspecteur, et A. Nardin, de Loerrach).

Dispositions préventives pour batteurs (MM. Auguste Dollfus, à Mulhouse, et A. Heller, à Munster).

Dispositions préventives pour transmissions (MM. *P. Baudouin*, à Mulhouse, et *Ph.-J. Biedermann* à Logelbach).

Accidents aux cardes et moyens de les prévenir (MM. *P. Baudouin*, à Mulhouse, *N. Schlumberger et Cie*, à Guebwiller, et *F.-G. Heller*, inspecteur).

Perche à crochet pour le montage des courroies.

Note sur les meules à aiguiser.

Nettoyeur automatique pour porte-cylindres et chariots de métiers à filer (MM. *Jean Michel*, rattacheur à Mulhouse, *Rebstock* à Mulhouse, *A. Storck*, à Guebwiller, *F.-G. Heller*, inspecteur).

Manchons sans clavettes (MM. *F. Reuleaux*, à Berlin, *A. Chevalance*, à Saint-Charles (Oise)).

Études sur les monte-charges (MM. *A. Kæchlin et Cie*, à Mulhouse, *Dollfus, Mieg et Cie*, à Mulhouse).

Monte-courroie de *M. P. Baudouin*, à Mulhouse.

Garde-navette pour métiers à tisser (MM. *A. Kæchlin et Cie*, à Mulhouse, *Michel Klinger*, à Mulhouse, et *Sins*, à Mulhouse).

Appareil pour caler les volants pendant l'arrêt des grandes machines à vapeur (MM. *Dollfus, Mieg et Cie*, à Mulhouse).

Grille défendant l'accès du mouvement aux bancs à broches (MM. *Dollfus, Mieg et Cie*, à Mulhouse).

Appareils préventifs pour scies circulaires (MM. *Dollfus, Mieg et Cie*, à Mulhouse; *Fromm*, à Mulhouse, et *F.-G. Heller*, inspecteur).

Étude sur le maniement des courroies.

Porte-courroies de *M. Ph.-J. Biedermann*, à Logelbach.

Monte-câble de *M. A. Trincano*, à Logelbach, etc., etc.

La liste des travaux de l'Association présente une grande étendue et il faut y ajouter bon nombre de renseignements fournis par divers collaborateurs et que l'Association s'est empressée de publier dans ses comptes rendus.

D'autre part, l'inspecteur consacre beaucoup de temps à des visites d'inspection et aux enquêtes concernant les accidents: il fait verbalement ses observations, qui sont confirmées ensuite par un rapport écrit dont copie reste déposée au bureau de l'inspection.

Sans autre moyen de persuasion qu'un appel au bon vouloir, l'inspecteur est obligé de répéter souvent les mêmes avis, d'insister sur les mêmes points et cela sans devenir importun. Néanmoins, les résultats obtenus sont très importants (1).

(1) Presque tous les batteurs des sociétaires sont munis des appareils préventifs patronnés par l'association :

82 bancs à broches (environ) sont munis de grilles défendant l'accès aux mouvements.

En vue d'étendre son influence, de stimuler le zèle des inventeurs, de reconnaître les efforts de ses adhérents, l'Association a institué divers prix destinés à encourager les chercheurs, les industriels et leurs directeurs qui ont répandu dans leurs ateliers l'emploi des mesures préventives (1).

L'Association a particulièrement fait valoir la nécessité de ne pas prendre de brevets pour les procédés de défense et de protection, et elle a obtenu de la plupart des inventeurs qui sont venus à elle, qu'ils fissent l'abandon complet de leurs droits; il en est résulté en effet une adoption très rapide des moyens préventifs.

Par suite de sa nature, l'Association a besoin d'une publicité étendue, de travaux collectifs, de propagande énergique : ce sont des conditions vitales pour elle, et son président M. Engel-Dollfus, l'a si bien compris, qu'avec sa libéralité accoutumée, il vient de faire construire, à ses frais, six bâtis modèles, qui contiennent, ingénieusement groupés, les principaux appareils recommandés par l'Association (2).

Les cinq premiers bâtis ont été donnés à la *Société industrielle de Verviers*, à la *Société industrielle de Rouen*, au *Musée industriel de Zurich-Winterthur*, au *Conservatoire des arts et métiers de Paris* et à l'*Ecole polytechnique de Paris*.

Le sixième, après avoir figuré aux expositions de *Carlsruhe*, *Stuttgart*, *Kaiserslautern*, *Dusseldorf*, *Cassel*, *Breslau*, *Halle* (Allemagne), *Vienne* (Autriche), etc., est destiné à l'*Ecole centrale des arts et manufactures de Paris*.

Tout récemment, l'Association a commencé la publication d'une série de manuels (3).

1^o Plus d'accidents aux transmissions.

2^o » batteurs.

3^o » cardes.

4^o » machines préparatoires.

5^o » métiers à filer.

785 métiers à filer comprenant 510,260 broches sont nettoyés par des nettoyeurs automatiques.

980 poulies sont munies de monte-courroies et de porte-courroies.

2,430 métiers à tisser sont garnis de garde-navettes.

42 machines à imprimer sont munies d'appareils de sûreté.

Sans compter une foule d'autres installations préventives qu'il serait impossible d'énumérer et concernant des scies circulaires, meules, monte-charges, cardes, essoreuses, calandres, etc., etc.

(1) Trente-quatre médailles en or, argent ou bronze ont été décernées jusqu'à ce jour.

(2) Un de ces bâtis a été exposé par M. Engel-Dollfus à l'Exposition universelle de Paris de 1878, classe 54, n° 191.

(3) En vente chez le concierge de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale, 44, rue de Rennes, à Paris.

(Guide des directeurs et contremaîtres, indiquant les mesures et précautions les plus propres à faire éviter les accidents pendant le travail. — Résumé des observations faites de 1867 à 1880).

Nous avons sous les yeux le premier de ces manuels qui est, à notre connaissance, le premier de ce genre qui voie le jour, et nous le recommandons vivement à MM. les industriels qui ont à cœur de protéger leurs ouvriers pendant le travail.

Les dépenses directes de l'Association, depuis son origine, se sont élevées à environ 110,000 francs; mais il y a lieu d'y ajouter une somme approximative de 300,000 francs pour celles qu'ont faites, généreusement de leurs deniers, les sociétaires, en installations, moyens de sûreté, visant tous le même but de sécurité de l'ouvrier dans l'atelier (1).

L'influence de l'Association de Mulhouse sur la question des accidents de machines a été fort grande et elle a été due surtout à la manière active et persévérante avec laquelle elle s'est appliquée à rechercher les moyens de *prévenir* les accidents.

Il existait peu de chose en cette matière avant 1867; peu d'années après, le branle est donné; l'opinion, mieux éclairée, s'émeut, et les législations de l'Allemagne, de la Suisse, de la France sont imprégnées du sujet; des inspections sont créées partout et elles mentionnent avec éloges les efforts de l'Association mulhousienne, quand elles ne lui empruntent pas directement le fruit de travaux tout désintéressés.

(1) L'Association de Mulhouse pour prévenir les accidents de machines comprend aujourd'hui :

42 sociétaires, occupant 18,673 ouvriers et possédant :
891,840 broches de filature.

6,536 métiers à tisser mécaniques.

87 machines à imprimer.

3 ateliers de construction.

1 papeterie.

1 fabrique de papiers peints,

Les cotisations sont de fr. 6.00 par 1,000 broches et par an.

0.20 par métier à tisser et par an

20.00 par machine à imprimer.

} avec 10 0/0 de rabais.

DOCUMENTS OFFICIELS

RAPPORT

SUR LE SERVICE DES ENFANTS MORALEMENT ABANDONNÉS

M. le directeur général de l'Assistance publique vient d'adresser, à M. le préfet de la Seine, un intéressant rapport sur le service des Enfants moralement abandonnés, qui vient d'être récemment organisé à Paris. M. le directeur général de l'Assistance publique a rattaché ce service à celui de M. Bruyère, chef de la division des Enfants assistés de la Seine.

L'importance de ce document nous engage à le reproduire en entier. Il est ainsi conçu :

Monsieur le préfet,

J'ai l'honneur, à l'occasion de la prochaine session du conseil général, et pour motiver les propositions de crédit que je vous ai soumises en faveur du service des enfants moralement abandonnés en 1882, de vous adresser le présent rapport.

A l'époque où je le prépare, neuf mois de 1881 seulement sont écoulés, et ce n'est que l'an prochain, au moment de la session annuelle du conseil général, que les résultats complets de l'exercice 1881, tant sous le point de vue moral que sous le point de vue financier, pourront être mis sous vos yeux.

J'ai toutefois la confiance que les renseignements contenus dans ce mémoire démontreront que l'œuvre entreprise par mon administration a répondu à vos espérances et à celles du conseil général, et que, dans l'avenir, elle est appelée à produire les plus heureux fruits.

Je rappellerai brièvement de quel courant d'idées est sortie la création de l'œuvre des moralement abandonnés.

Depuis quelques années, à la suite d'actes criminels retentissants accomplis par des mineurs, presque des enfants, l'Assistance publique avait été amenée à se demander si vraiment ces malheureux étaient les seuls coupables, et si la société n'avait pas à se reprocher de remplir d'une façon insuffisante son rôle naturel et élevé de protectrice de l'enfance délaissée.

En présence de cette armée de jeunes vagabonds sans soutien, sans moyens d'existence, qui s'accroît d'année en année avec la population de Paris, et dans laquelle se forment et se recrutent les rôdeurs

de barrière, les prostituées, les futurs criminels, l'Etat n'a-t-il pas d'autre rôle que de leur faire sentir la rigueur de ses lois pénales. quand ils ont commis des délits ou des crimes? Nedoit-il pas rechercher par suite de quelles circonstances un enfant, qui a apporté en naissant mêmes défauts et mêmes qualités que tout autre, est devenu peu à peu un mauvais sujet et pis encore?

La société ne devrait-elle pas plutôt recueillir ces enfants avant leur perversion, afin de les diriger vers le bien?

Malgré les améliorations de toutes natures apportées par le conseil général de la Seine au service des enfants assistés, malgré le libéralisme avec lequel l'hospice dépositaire ouvre ses portes aux enfants qu'on y amène, légitimes ou naturels, de la province ou de l'étranger, la législation des enfants assistés, vieille de soixante-dix ans, avec ses règles hiératiques sévères, répond-elle bien aux nécessités d'une population de plus de deux millions d'âmes? Et, comme conséquence, de nombreuses catégories d'enfants qui, sous la tutelle de l'Assistance publique, seraient devenus d'honnêtes gens, n'échappent-elles pas à son action?

Ne faut-il pas, dès lors, mettre en œuvre les moyens dont les administrations d'assistance publique disposent pour soustraire l'enfant au milieu où il se corrompra facilement; enfin, si ces administrations sont impuissantes, ne convient-il pas de demander, s'il le faut, à de nouvelles lois, le pouvoir qui leur est nécessaire pour sauver l'enfant, ou de ses parents indignes, ou de lui-même?

Tels étaient les termes du problème qui se posait. Aussi, à la suite de propositions généreuses émanées de l'initiative de ses membres, le conseil général, sur la proposition de M. Thulié, invitait-il l'administration de l'Assistance publique à lui présenter un objet réalisant les vœux du conseil. C'est dans ces conditions que je vous ai soumis l'an dernier un rapport demandant la création du service des moralement abandonnés. Le conseil général, adoptant nos propositions, et votant, dans sa session de novembre 1880, les crédits demandés par vous, m'a prescrit de me mettre à l'œuvre dès le 1^{er} janvier 1881.

Organisation du service. — Catégories des moralement abandonnés.

Aussitôt ce vote, je n'ai pas perdu un instant et j'ai pu être prêt à fonctionner à la date prescrite. A dire vrai, la chose était facile, parce que confiant dans le libéralisme et la générosité du conseil, j'avais pris d'avance toutes les mesures nécessaires pour recueillir les jeunes délaissés qui me seraient signalés et assurer leur placement.

J'ai d'abord étendu aux enfants de douze à seize ans les bénéfices

de l'admission provisoire au dépôt de l'hospice, pendant que leurs mères sont traitées dans nos établissements hospitaliers ou leurs parents détenus dans les dépôts de mendicité ou en prévention.

J'ai fixé de la façon suivante les catégories nouvelles sur lesquelles devait s'étendre désormais la protection de l'Assistance dans le service des moralement abandonnés :

1^o Les enfants de douze à seize ans qui, s'ils avaient eu moins de douze ans, auraient tout naturellement été admis au nombre des enfants assistés. C'est, en effet, en vertu d'une véritable fiction, qu'un enfant de douze ans délaissé est censé pouvoir se passer de la protection de l'Administration. La période de douze à seize ans, est, au contraire, un moment critique de la vie de l'enfant. C'est celle dans laquelle il doit apprendre l'état qui assurera plus tard son existence. S'il est laissé sans appui, incapable de suffire à ses besoins, il est condamné à une perte presque irrémédiable.

2^o Les enfants de douze à seize ans nés de parents condamnés à des peines de plus de six mois. Sans doute le service des enfants assistés recueillait déjà, par une interprétation large du décret de 1844, les enfants de cette catégorie âgés de moins de douze ans, légitimes ou non. Ils le sont maintenant jusqu'à seize ans.

J'ai donné connaissance de cette mesure à M. le procureur général près la Cour de Paris.

3^o Les mineurs de seize ans qui, arrêtés par les agents de la Préfecture de police pour menus délits ou simplement parce qu'ils sont errants par la ville, sont déférés au parquet.

Avant l'organisation de notre nouveau service, les magistrats se trouvaient placés dans l'alternative suivante : ou bien relâcher ces enfants et les rendre à leur vie de vagabondage, ou les acquitter en vertu de l'article 66 du Code pénal comme ayant agi sans discernement et les envoyer par le même jugement dans une maison de correction.

Maintenant, depuis les démarches qui ont été faites par mon administration auprès de M. le procureur de la République, les magistrats du petit parquet dirigent directement sur l'hospice dépositaire tous les inculpés âgés de dix à seize ans qui ont été l'objet d'un non-lieu, ou d'un sans suite et que leurs parents refusent de reprendre.

Par ce système, qui est jusqu'ici apprécié par le Tribunal de la Seine, l'enfant ne se trouve avoir été l'objet d'aucun jugement, ce qui est d'une extrême importance pour son avenir. Sans doute, une circulaire de M. le garde des sceaux recommande dans la délivrance des casiers judiciaires de ne pas mentionner cet acquittement-condamnation en vertu de l'article 66, mais dans la pratique elle est mal observée, et d'ailleurs l'application est difficile. N'était ce souci

de l'intérêt de l'enfant, nous eussions pu obtenir du Tribunal, après que le jugement l'envoyant dans une maison de correction aurait été prononcé, qu'il fût libéré provisoirement et confié à nos soins. *Ce système pratiqué par d'importantes sociétés de patronage présente de grands avantages.* En premier lieu, l'Etat paie du chef de ces enfants une pension, en général de 75 centimes par tête et par jour. En outre, la Société qui a recueilli l'enfant, par le fait même qu'elle exécute un jugement, se trouve avoir sur lui non point les droits de garde, d'éducation, de correction qui font partie de la puissance paternelle, mais en possède en réalité tous les pouvoirs, sous la surveillance de l'administration pénitentiaire. L'enfant est donc toujours sous le coup d'une détention; il est censé être enfermé dans une maison de correction, seulement il est en liberté provisoire. C'est cette situation que nous voulons lui éviter dans l'intérêt de son avenir. Aussi, malgré les avantages que peut présenter ce système, nous n'hésitons pas à préférer celui adopté par l'administration. D'ailleurs la nouvelle loi en préparation, dont nous parlerons plus loin, relative aux enfants délaissés, nous fournira tous les droits qui nous sont indispensables pour l'éducation de nos nouveaux pupilles.

4° Les enfants que leurs parents, en raison, soit d'infirmités chroniques, d'indigence ou de la nature de leurs occupations, soit par suite de leurs vices même, se déclareraient dans l'impossibilité de surveiller et de pourvoir d'un état.

Parmi les enfants de cette catégorie, les uns sont des enfants honnêtes de parents honnêtes. Ils n'ont encore commis aucun méfait, mais par suite des nombreuses raisons de santé et autres qui n'empêchent que trop souvent les ouvriers de s'occuper de leurs enfants, ceux-ci livrés à eux-mêmes, ne fréquentant pas les écoles, ne tarderont pas à s'affilier aux bandes de jeunes désœuvrés, et seront irrémédiablement perdus, si l'administration ne leur tend pas une main secourable.

Les autres sont encore plus intéressants; en recueillant les premiers, le service des moralement abandonnés a fait œuvre de bienfaisance; pour les seconds il fait en même temps œuvre de préservation sociale. Ce sont les enfants honnêtes de parents indignes. Témoins du triste spectacle de l'ivresse et des vices de ceux qu'ils voudraient respecter et aimer, maltraités par eux, ils perdent peu à peu la notion du bien. Il faut les sauver de leurs parents afin de les sauver d'eux-mêmes. C'est parmi eux que nous avons rencontré les situations les plus poignantes, pères abusant de leurs enfants, les forçant à s'enivrer; mères corrompues se livrant à la débauche en présence de leurs filles; parents féroces voulant tuer leurs enfants; toutes les formes enfin du crime et de la honte. Que peuvent devenir ces pauvres êtres dans un tel milieu? Il faut alors profiter, dans

l'intérêt de ces malheureux, du mauvais sentiment qui pousse leurs ascendants à les abandonner à la charité publique. Jusqu'ici, en effet, il ne nous est possible d'arracher à leur triste sort les enfants de parents indignes, que lorsque ceux-ci viennent d'eux-mêmes réclamer notre patronage.

La société est encore à peu près impuissante, et sans armes, devant l'autorité paternelle, même lorsque le père déserte le plus gravement ses devoirs et qu'il commet les plus grands excès. Nous dirons plus loin, en parlant de la nouvelle loi de protection de l'enfance qui va être présentée aux Chambres, à leur rentrée, ce qu'il a paru possible de proposer pour remédier à ce triste état de choses.

Quoi qu'il en soit, en attendant cette loi, nous avons fait pour le mieux. Dès le 5 janvier, j'adressais à MM. les maires de Paris et des communes suburbaines une circulaire portant à leur connaissance la création du service des moralement abandonnés et les conditions auxquelles nous admettions ces enfants. Comme présidents des bureaux de bienfaisance, ils sont à même de connaître des situations intéressantes; nous nous sommes mis entièrement à leur disposition pour les examiner. J'ai également écrit à M. le préfet de police pour le prier de faire connaître à ses commissaires ce nouveau service. Ces magistrats, par la nature de leurs fonctions en contact constant avec la population, sont souvent les témoins attristés de faits odieux auxquels jusqu'ici il ne leur était pas possible de porter remède. A l'avenir ils pourront conseiller aux parents pervers qui maltraitent ou négligent leurs enfants de les confier à notre patronage pour leur faire apprendre un état. Il n'y a d'ailleurs à craindre aucun abus, puisque le directeur de l'Assistance publique reste toujours l'appréciateur de l'impossibilité morale ou matérielle des parents d'élever leurs enfants, et que, en les recueillant, il n'obéit à d'autre loi qu'à celle que lui a créée le vote généreux du conseil général.

D'autres enfants tombent d'ailleurs directement sous l'action de la préfecture et des commissaires de police, ce sont les nombreux enfants des deux sexes arrêtés sur la voie publique par les gardiens de la paix et qui, conduits au poste, même parfois au dépôt de la préfecture, sont relâchés sans même être envoyés au petit parquet, parce qu'il n'y a eu en réalité aucun méfait à leur reprocher. Ce ne sont encore que des vagabonds à l'état de « devenir ». Si les parents consentent à nous les confier, nous ne demandons qu'à les recueillir.

Telles sont, monsieur le préfet, les différentes catégories d'enfants qu'en l'état actuel des choses mon administration peut enlever à cette masse flottante de *petits désœuvrés des rues*, que les Anglais nomment des « *petits arabes* » et que nous appelons jusqu'ici des « *moralement abandonnés* ».

Mais pour que notre œuvre moralisatrice s'accomplisse, il faut que les parents y soient consentants; lorsqu'ils refusent notre patronage, nous nous inclinons devant l'autorité paternelle, quand même les intérêts les plus graves de l'enfant sont en jeu. Lorsque la loi en préparation sera votée, nous aurons alors les moyens de vaincre la résistance des parents indignes, en faisant prononcer contre eux la *déchéance de l'autorité paternelle*.

Différences qui distinguent le service des enfants assistés de celui des moralement abandonnés.

Vous pouvez voir, monsieur le préfet, par ce qui précède, les différences qui séparent le service des enfants assistés de celui des enfants moralement abandonnés.

Pour les premiers, le devoir de l'administration est de faire tous ses efforts afin de prévenir leur abandon.

Quand le seul mobile de l'abandon est l'indigence de la mère, nous lui offrons des secours qui, dans la première année de l'existence de l'enfant, s'élèvent jusqu'à 300 francs.

Les sacrifices annuels du département, de compte à demi avec l'Assistance publique, montent pour cet objet à 772,000 francs (1).

Nous nous trouvons, en effet, en présence d'une mère qui, en général, malgré sa faute, n'en est pas moins une bonne mère. D'ailleurs à l'époque où a lieu ordinairement l'abandon, l'enfant a quelques jours seulement; le lait de sa mère lui est nécessaire; suivant une expression énergique, il a « droit à sa mère »; nous devons tout faire pour la lui conserver. La question de mortalité domine toute autre considération. Pour les enfants moralement abandonnés, au contraire, dans un grand nombre de cas, il faut les sauver de leurs parents. Là est leur salut moral et physique; loin de prévenir leur abandon, il faut le faciliter.

Une fois entre nos mains, la situation de l'enfant assisté est différente encore du moralement abandonné.

Le premier est sous ma tutelle, le second simplement sous mon patronage. Les droits de la famille, détruits pour le premier, subsistent dans leur intégralité pour le second. Aussi entre l'enfant assisté et ses parents, toutes les relations ont complètement cessé; le lieu où il est placé doit leur rester inconnu, dans l'intérêt même de l'enfant à qui il faut créer une famille nouvelle à la place de celle qui l'abandonne; nous leur donnons seulement des nouvelles

(1) Nous rappelons ici qu'en dehors des moralement abandonnés, le service des Enfants assistés a surveillé en 1880, 42,906 enfants. La dépense totale pour ce service en 1880 a été de 4,681,958 fr. 70 c., payée tant par le département, par l'État, par les communes que par l'Assistance publique.

sommaires sur son existence ou sa santé à des époques fixes; s'ils veulent le reprendre, ils ne le peuvent que si j'estime que l'intérêt de mon pupille est conforme à leurs désirs. Les parents du moralement abandonné ont au contraire le droit de le voir dans son placement, de correspondre avec lui, et même de le reprendre sans que légalement je puisse, même dans l'intérêt de l'enfant, m'y opposer aucunement.

Enfin le mode de placement diffère aussi. L'enfant assisté nous étant abandonné presque toujours dans son jeune âge, nos efforts doivent tendre à lui procurer une famille d'adoption, remplaçant la famille actuelle qui l'a délaissé. Nous y réussissons de la façon la plus complète par son placement à la campagne. Les nourriciers qui le prennent savent que l'enfant doit rester chez eux, la plupart du temps jusqu'à sa majorité. Grâce à cette longue co-habitation, les liens les plus étroits se forment entre l'enfant et tous les membres de sa famille adoptive.

Pour le moralement abandonné, l'âge auquel nous le recueillons ne nous permet pas, en général, de le destiner aux travaux des champs. La nostalgie du pavé de Paris amènerait son évasion. Nous lui procurons donc un placement dans l'industrie, et n'avons pour but que de lui donner un état qui le fasse vivre un jour. Nous développons ci-après ce que nous avons fait dans ce sens et les bons résultats que nous avons obtenus.

Contrat de placement.

Nous venons de dire qu'aucune disposition légale ne nous protège jusqu'ici contre les revendications intéressées des parents. Ceux-ci peuvent nous redemander l'enfant au moment le plus inopportun, briser les contrats passés avec des patrons, rendre nuls tous nos efforts pour son redressement moral, comme aussi bien, nous faire perdre le fruit de nos dépenses et de nos peines.

En attendant la loi à intervenir, nous avons donc dû chercher à nous garantir dans la mesure du possible, contre toute immixtion irréfléchie ou coupable des parents. C'est à un contrat souscrit librement par eux que nous avons eu recours. C'est ainsi que procèdent un grand nombre d'orphelinats et d'associations de bienfaisance. Nous avons étudié diverses formules de contrat; aucune ne nous ayant donné satisfaction, nous nous sommes adressé à M. Charles Loring-Brace, président du Juvenile-Asylum, à New-York, l'établissement le plus considérable qui s'occupe aux États-Unis des enfants qui chez nous sont répartis dans les maisons pénitentiaires, dans les services d'enfants assistés, et maintenant à Paris dans le service des moralement abandonnés.

En modifiant quelque peu le modèle usité à New-York, nous nous sommes arrêté à la formule suivante :

Déclaration à signer par les parents ou les personnes qui demandent l'admission d'un enfant ;

« Je soussigné (nom et prénoms).

» Parenté.

déclare confier sans condition et de ma propre volonté, au patronage de l'administration de l'Assistance publique à Paris, l'enfant (nom et prénoms).

et autorise ladite administration à le pourvoir d'un placement convenable, de manière à le mettre en état de se suffire à lui-même par le travail.

» Je m'engage, en outre, à ne pas m'immiscer dans les placements qui seront procurés à cet enfant, et dans le cas où je demanderais à le reprendre, à rembourser intégralement à l'administration les frais occasionnés par son entretien, placement en apprentissage, résiliation de contrat, etc.

» Fait à Paris, le 188

(Signature)»

Est-ce à dire que nous ayons de grandes illusions sur la valeur légale de ce contrat ? Assurément non. Mais, néanmoins il a, vis-à-vis des parents signataires, une valeur morale qui a son importance. La disposition du remboursement des frais faits pour l'enfant pourrait d'ailleurs, le cas échéant, être invoquée efficacement et cela suffit, pour le moment du moins.

SÉJOUR DE L'ENFANT A L'HOSPICE

Son admission provisoire.

Quand un enfant nous a été envoyé directement par le parquet ou le préfet de police, ou qu'il nous a été remis par ses parents, nous le faisons séjourner d'abord quinze jours à l'hospice, avant de prononcer son admission définitive. Nous y trouvons les plus grands avantages. Nous tenons d'abord essentiellement à écarter deux sortes d'enfants. Nous ne saurions accepter les enfants infirmes que les parents, sous prétexte de patronage, cherchent à mettre à la charge de l'administration. Notre service est purement départemental et pour conserver sa ligne de démarcation tranchée avec l'assistance publique, il doit se renfermer dans sa mission de patronage moral et matériel des enfants et ne pas devenir un moyen détourné d'hospitalisation des enfants infirmes, charge purement hospitalière.

Sans doute, si l'enfant recueilli par le service des moralement abandonnés devient plus tard malade ou infirme, nous acceptons sans hésiter les devoirs qui résulteraient de cette situation, mais au moment de l'admission nous devons ne pas admettre d'enfant ayant une infirmité de nature à l'empêcher de se livrer au travail et d'être mis en apprentissage. L'examen médical qui a lieu à l'hospice nous garantit contre ce danger, lorsqu'il ne s'est pas révélé au moment où l'enfant a été recueilli.

Il arrive aussi que des parents considèrent notre service comme un établissement correctionnel, et, dès lors, il nous a été amené un certain nombre de sujets absolument vicieux, dont les parents ne savaient plus que faire; notre stage de quinze jours nous a servi à les écarter. Notre but n'est pas, en effet, de protéger les parents contre leurs enfants, mais au contraire les enfants contre leurs parents. D'ailleurs, admettre ces enfants, que nous eussions dû interner de suite dans des établissements spéciaux, c'eût été fournir aux parents un moyen de tourner la loi qui règle les mises en correction paternelles. (Articles 375, 376 et suivants du Code civil.)

Et ici, nous tenons à le redire, nous estimons que les maisons de correction sont des établissements utiles, indispensables, mais à la condition de n'y recevoir que les éléments pervers, et non point pêle-mêle les enfants profondément vicieux et tous ceux acquittés en vertu de l'article 66.

Il est enfin une dernière raison pour ne pas prononcer d'admission définitive avant un certain temps. Des enfants, en effet, viennent nous demander asile à l'hospice, soit parce que, chassés de partout et ne sachant que devenir, ils se placent d'eux-mêmes sous notre patronage, demandant du pain et du travail, soit parce qu'ils ont fui la demeure de leurs parents qui les maltraitaient ou leur donnaient l'exemple de tous les vices. Dans ce cas, avis est aussitôt donné au préfet de police, pour toutes recherches utiles à son administration.

D'ailleurs, malgré le désir que nous aurions de garder ces enfants nous devons rechercher leurs parents qui, seuls, peuvent nous donner l'autorisation de les conserver.

Or, de ces enfants auxquels nous avons avec tant de joie ouvert les portes de notre hospice, plusieurs, au bout de quelques jours, ont été redemandés par leurs parents, et c'est avec douleur que plus d'une fois nous avons dû remettre à des pères ou mères sur lesquels nous avions les plus tristes renseignements, des sujets intéressants, et qu'il eût fallu séparer de leur famille. Quand la loi de protection sera votée, nous demanderons aussitôt à la justice de prononcer l'indignité des parents et de sauver ainsi les enfants. Mais jusque-là, nous devons nous incliner devant la puissance paternelle.

Période d'observation à l'hospice.

Nous venons de justifier la nécessité de n'admettre que provisoirement l'enfant et de le soumettre à un stage avant son envoi en province. Nous allons parler maintenant de son séjour dans cet établissement.

Dès le lendemain de son entrée à l'hospice, l'élève subit un premier interrogatoire. On lui demande ce qu'il a fait jusqu'alors, s'il a été déjà placé en apprentissage ; s'il a fréquenté assidûment l'école, si ses parents travaillent à la maison ou en atelier.

Ces questions permettent de porter un premier jugement sur l'éducation que l'enfant a reçue, sur le milieu dans lequel il a vécu. On apprend ainsi à quel sentiment il faut s'adresser de préférence, quelle corde il faut essayer de faire vibrer.

L'élève est suivi, dans le service, d'une fiche sur laquelle le surveillant et l'instituteur consignent leurs observations. Tous les matins le surveillant fait un rapport verbal sommaire sur chacun.

Chaque dimanche, tous les pupilles sont réunis, et loués ou blâmés publiquement, selon les notes qu'ils ont méritées pendant la semaine.

Des gratifications sont accordées à ceux qui se sont bien conduits ou ont donné tout au moins des preuves de bonne volonté.

L'hospice doit être un lieu d'observation et de transition entre la vie de vagabondage et la vie d'atelier. Aussi, le temps est-il partagé entre le travail et l'école ; mais, pour que le passage ne paraisse pas trop difficile et ne rebute pas les volontés toujours faibles, les classes sont courtes, les travaux peu fatigants, surtout les premiers jours, et les récréations longues et amusantes.

Nous avons toute une collection de jeux, due en partie à la générosité de M^{me} la baronne Jacques de Reinach : des tirs d'arbâletes, des jeux de tonneau, de dame, de boule, des chevaux de bois, des escarpolettes, un gymnase.

Cette nouvelle existence faite d'amusement et de travail, de repas assurés et substantiels, de bien-être matériel, suggère aux enfants des réflexions et des comparaisons. C'est souvent pour ne pas la changer contre une autre, dont ils ont expérimenté les hasards, qu'ils prennent de bonnes résolutions souvent durables. Cela semble nouveau et bon à ces enfants de manger tous les jours, de trouver des égards au lieu de brutalités et d'injures.

Le dimanche, les enfants les plus robustes font l'exercice sous la direction d'employés et surveillants, officiers de l'armée territoriale ou anciens sous-officiers.

Ils y mettent beaucoup de bonne volonté et arriveraient à manœuvrer avec ensemble et précision si leur séjour à l'hospice était de plus longue durée.

Ces exercices ont été établis surtout pour les apprentis de Paris. C'est pour eux également que sont organisées des promenades dans les environs. L'administration a voulu leur faire comprendre qu'elle est leur famille, que l'hospice est leur maison, qu'il leur est ouvert constamment, qu'ils peuvent s'y rendre en toute assurance, toujours sûrs d'y rencontrer un accueil bienveillant, de bons conseils, des amusements de toute nature, et même des gratifications.

Après quelques jours, chaque élève est appelé de nouveau ; on est alors à peu près fixé sur leur compte. On a surpris quelques mots, quelque geste, quelque confiance ; en outre, les notes journalières complètent les renseignements.

Les observations sont alors inscrites sur une petite fiche, et c'est sur cette pièce qu'est prononcée l'admission définitive ou la remise de l'enfant à ses parents.

Les incorrigibles sont toujours conduits à leurs parents par un employé et en voiture. Leurs guenilles sont remplacées par des vêtements propres, et un secours en argent est constamment accordé. Leur court passage à l'hospice a donc même pour ceux-là, été un bienfait.

Quand, au contraire, l'admission définitive est prononcée, les élèves sont dirigés en province, par convois de cinq à six.

Indépendamment du livret individuel, le directeur de l'agence reçoit une fiche confidentielle qui lui fait connaître les antécédents du titulaire, les fautes qu'il a commises, les moyens que l'on a employés pour le ramener, le défaut ou le vice saillant qui doit faire l'objet de sa surveillance spéciale.

Ces notes ne sont jamais communiquées aux patrons.

Aux termes des conventions qui régissent les transports des enfants assistés, presque tous nos pupilles devraient payer place entière. Les frais auraient été dans ces conditions fort élevés. Sur une simple démarche, toutes les compagnies de chemins de fer ont consenti à une réduction de 50 0/0. Par cette faveur, elles se sont largement associées à notre œuvre de régénération.

Admissions du 1^{er} janvier au 30 septembre 1884.

Durant cette première période de neuf mois, 527 enfants ont été admis en observation à l'hospice dépositaire, 57 étaient présents au 30 septembre. Ces 527 enfants ont donné 9,577 journées de présence, soit une moyenne de 18 journées par enfant.

Au point de vue de la provenance, ces 527 admissions se répartissent de la manière suivante :

Enfants envoyés par MM. les magistrats du petit parquet. .	168
Enfants envoyés par le préfet de police	76

Enfants signalés à l'administration par MM. les maires de
de Paris ou de la banlieue ou par les familles 283

Total égal 527

Le tableau suivant donne l'indication du sexe, de l'état civil et de l'âge de ces élèves.

Admissions à titre provisoire prononcées du 1^{er} janvier au 1^{er} octobre.

MOIS	CHIFFRES des admissions	SEXE		ÉTAT CIVIL			AGE AU MOMENT DE L'ADMISSION							
		Garçons	Filles	légitimes	naturels	état civil inconnu	10 ans et au-dessous	10 ans à 12 ans	12 ans à 13 ans	13 ans à 14 ans	14 ans à 15 ans	15 ans à 16 ans		
Janvier	29	18	11	26	3	»	7	5	6	9	2	»		
Février	41	39	2	35	6	»	3	4	12	10	5	7		
Mars	60	46	14	52	8	»	12	4	8	12	13	11		
Avril	80	72	8	70	10	»	19	10	18	17	10	6		
Mai	75	49	26	66	8	1	19	5	15	12	14	10		
Juin	46	34	12	35	10	1	9	7	2	13	8	7		
Juillet	55	35	20	45	9	1	15	7	7	10	9	7		
Août	69	48	21	58	11	»	13	13	9	10	16	8		
Septembre	72	57	15	63	9	»	16	12	13	15	10	6		
TOTAUX	527	398	129	450	74	3	113	67	90	108	87	62		

Sur ces 527 enfants, 28 ont été reconnus ne pas remplir les conditions pour être placés sous notre patronage pour l'une des raisons que nous avons développées plus haut.

Ils ont été rendus à leur famille à laquelle un secours a été accordé en cas de besoin.

Placements en province.

Une fois l'admission définitive prononcée, l'enfant est dirigé sur le placement qui lui est destiné, soit à Paris, soit en province.

Quand des enfants demandent à être placés dans l'agriculture, nous nous empressons d'accéder à leur désir, mais ces cas sont rares jusqu'ici. Aussi nos recherches de bons placements portent presque exclusivement sur des établissements industriels ou maisons de commerce, à l'opposé des enfants assistés qui sont à peu près tous employés aux établissements agricoles.

Le tableau ci-dessous indique les industries ou commerces dans lesquels les enfants sont actuellement répartis :

Chez des ajusteurs — bouchers — boulangers — cafetiers — carrossiers — chaineurs — charcutiers — charpentiers — chau-

dronniers — couteliers; — dans des cristalleries: — chez des cultivateurs — ébénistes — épiciers; — dans des faïenceries; — chez des ferblantiers; — dans des filatures; — chez des horlogers — hôteliers — imprimeurs — lamineurs — marchands de nouveautés — marchands de volailles — marchands de comestibles — marchaux-ferrants — marbriers — menuisiers — meuniers; — dans le moulinage de la soie; — dans les verreries; — chez des pâtissiers — pharmaciens — remouleurs — serruriers — tailleurs — tapis-siers — teinturiers — tisserands — tisseurs — tonneliers.

Nous avons écarté tout d'abord, conformément aux prescriptions de la loi de 1874, les professions dangereuses pour des enfants: nous avons été plus loin, nous avons refusé de leur faire apprendre des métiers lucratifs, mais qui plus tard auraient pu avoir des conséquences funestes pour leur santé, industries où l'on emploie la céruse, le phosphore, etc. Mais ces exceptions admises, nous plaçons les enfants dans les professions les plus variées, faisant ainsi pour eux ce qu'auraient dû faire leurs familles.

Placements individuels et placements par groupes.

Les enfants sont placés soit isolément, soit par groupes.

Chacun de ces deux systèmes offre des avantages spéciaux, mais jusqu'à présent, celui des groupes nous a donné, en général, plus de satisfaction que l'autre.

Placés isolément, les enfants travaillent et vivent en famille. On ne saurait désirer mieux s'il s'agissait d'enfants ordinaires, ayant été placés dès leur jeune âge; mais cela ne convient pas à tous nos enfants moralement abandonnés, dont la plupart arrivent à l'hospice dépositaire plus ou moins démoralisés, résultat du délaissement dans lequel leurs parents les ont laissés. Livrés à eux-mêmes, beaucoup d'entre eux ont contracté des habitudes d'oisiveté, de dissimulation, de vagabondage, que nous ne pouvons espérer leur faire perdre qu'en leur prodiguant des conseils, en les soumettant à une surveillance de tous les instants et à une discipline réelle.

Or, les placements individuels ne nous présentent pas, sous ce rapport, la somme de garanties désirables. En dehors des heures de travail et de repas, les enfants ont trop de liberté, et ils ne sont pas punis ou récompensés, suivant le cas, avec l'esprit de suite qu'il convient d'y apporter.

Au point de vue de l'instruction et de l'hygiène, les placements isolés sont inférieurs aux placements par groupes, où règnent des habitudes de discipline et une réglementation de l'emploi de chaque journée, en ce qui concerne aussi bien le travail que les jeux et récréations, promenades et exercices de corps.

Enfin, jusqu'à présent du moins, tout porte à croire que les placements individuels n'assureront aux enfants, à la fin de leur apprentissage, qu'un pécule bien faible par rapport à celui qu'auront les enfants placés par groupes.

En résumé, les placements individuels ne peuvent convenir qu'à ceux des enfants dont le caractère et la conduite seront suffisamment bons. S'ils peuvent, alors, se maintenir dans leurs placements, où, je le répète, ils jouiront d'une vie de famille, beaucoup d'entre eux s'y créeront des liens d'affection qui, pour l'avenir, compenseront les avantages pécuniaires qu'ils auraient tirés des placements par groupes.

Les placements par groupes doivent être recherchés par l'administration, surtout pour ceux des enfants qui, en raison de leurs antécédents, ont besoin d'être placés sous une direction ferme, tempérée par un esprit éclairé et un cœur compatissant.

Les industriels et fabricants chez qui nous avons placé des enfants concourent à notre œuvre dans la limite la plus étendue. Plusieurs d'entre eux témoignent d'un intérêt particulier, je dirai même d'une sollicitude empreinte du caractère le plus élevé. Pour exemple, je vous signalerai, monsieur le préfet, le passage suivant d'un rapport qui m'a été adressé par le directeur d'une des plus grandes manufactures de France, au sujet de la conduite et du travail des enfants que nous avons placés en apprentissage dans son établissement :

« En résumé, il faut, avec ces enfants, de la fermeté, mais une fermeté toute paternelle, bienveillante, indulgente à propos, toujours patiente. Notre devoir est de moraliser ces enfants. Ils ont été pervertis, dévoyés ; ils ont eu de mauvais exemples dont nous ne pourrions probablement pas toujours détruire ou même contrebalancer les effets ; à nous de réveiller chez ces enfants les bons sentiments, de leur montrer le bien, d'arriver à le leur faire apprécier, aimer, et d'en faire de braves ouvriers. Pour cela, il faut d'abord les réhabiliter à leurs propres yeux, les rappeler au sentiment de leur dignité, profiter de leurs bons instincts, combattre leurs mauvaises habitudes, et surtout s'en faire aimer et s'attirer leur confiance. Pour cela, il faut les aimer soi-même, leur montrer qu'on s'intéresse à eux, en un mot, qu'on cherche leur bien.

« C'est là une tâche qui prépare certainement des déceptions, car tous ne répondront pas à nos bonnes intentions, mais qui réserve aussi bien des satisfactions et est très attachante si l'on considère le bien à faire et la mission philanthropique et sociale à remplir. »

Ce langage élevé, qui correspond si bien à notre pensée, donne la mesure du soin que nous apportons dans le choix des placements, et du concours précieux qui nous est donné par certains industriels ou
abriques.

Pour ne pas allonger ce mémoire, nous nous bornons à cette citation, mais nous tenons à la disposition du conseil les très nombreux et très intéressants rapports qui nous ont été adressés par les industriels qui emploient nos enfants. Ils y verront avec satisfaction que l'intérêt seul ne guide pas la plupart des chefs d'industrie auxquels nous nous sommes adressés, mais qu'ils y associent aussi un sentiment de philanthropie et de solidarité des plus dignes de remarque.

Je tiens aussi à la disposition de MM. les membres de la commission du conseil général les rapports extrêmement intéressants qui m'ont été adressés par le contrôleur du service des enfants assistés, qui fait fonctions d'inspecteur du service des moralement abandonnés et par les directeurs d'agence.

Dans les fabriques ou usines, les conditions du travail sont conformes à la loi du 19 mai 1874 et aux décrets additionnels à celle-ci; l'instruction primaire y est donnée aux enfants régulièrement.

Indépendamment des récompenses pécuniaires que les directeurs des fabriques accordent aux enfants méritants, nous décernons à ces derniers, chaque semaine, sous forme de bons points représentant chacun une valeur de 25 centimes, des récompenses qu'ils emploient à leurs menus plaisirs. C'est un excellent moyen d'encouragement et de discipline.

Une surveillance active s'étend sur nos enfants, même pendant les heures du repos. L'employé de la fabrique préposé à leur surveillance veille, chaque jour, à leurs soins de propreté et d'hygiène; il surveille attentivement leur conduite; il les accompagne souvent, le dimanche, dans leurs promenades à la campagne ou dans les villages voisins.

Nous mettons à la disposition des chefs de fabriques, lorsqu'ils ont pu affecter à l'usage des enfants un terrain spécial, des instruments de jardinage et de culture.

Nous avons déjà obtenu de plusieurs chefs de fabriques que les enfants suivent des cours de dessin, de chant et même de musique instrumentale.

Actuellement, nous nous occupons d'organiser, pour les groupes importants, des petites bibliothèques.

Nous nous occuperons ensuite de soumettre une partie des enfants à des exercices militaires, comme moyen de récompense et de distraction; dans ce but, nous avons adressé à M. le Ministre de la guerre une demande de mousquetons sans baïonnettes. Nous avons reçu une réponse favorable.

Chaque fabrique a installé, pour nos enfants, un bâtiment séparé, composé d'une cuisine, salle à manger, lingerie, dortoir avec pièce réservée pour la toilette, salle d'infirmierie, etc. Ces locaux, plus ou

moins bien agencés et spacieux, sont tous très convenables au point de vue de l'hygiène.

La nourriture est bonne et suffisamment copieuse. La journée comporte deux repas et deux collations. Les repas consistent généralement, en soupe, bœuf bouilli, salade; ou bœuf ou mouton avec légumes. Les collations consistent en pain et fromage.

La quantité de pain, par enfant et par jour, est de 1,000 grammes en général: celle de la viande varie de 125 à 200 grammes.

Il est distribué, par enfant, de 15 à 30 centilitres de vin qui est bu avec de l'eau (abondance).

Les dimanches, et aussi, dans quelques fabriques, les jeudis, il est ajouté un dessert à chaque repas.

Le régime que nous avons prescrit pour nos enfants est généralement bien suivi. Les enfants, dont l'état de santé, à leur admission à l'hospice dépositaire, laissait à désirer, conséquence de leur genre de vie mauvais et des privations qu'ils avaient supportées, sont maintenant bien portants; ils se sont développés beaucoup très rapidement; la bonne humeur préside à leurs travaux aussi bien qu'à leurs jeux et récréations.

Nous n'avons eu à déplorer aucun décès, et nous n'avons eu à faire admettre dans les hôpitaux qu'un très petit nombre d'enfants. Les infirmeries de fabriques sont vides.

La durée de l'apprentissage varie de trois à cinq ans suivant la profession. Indépendamment du trousseau que l'administration délivre à l'enfant aussitôt son immatriculation sur les contrôles de patronage, la mise en apprentissage entraîne, parfois, l'allocation d'une dot variant de 50 à 100 francs.

Après l'expiration de la première année d'apprentissage, et quelquefois plus tôt dans certaines industries, les enfants gagnent au delà de leur entretien. L'excédent de leurs salaires sur leur entretien est alors perçu par l'administration, par les soins des directeurs d'agence qui en effectue le placement à la caisse d'épargne en leur nom. De telle sorte qu'un enfant, après son apprentissage, sera possesseur de plusieurs centaines de francs; et même dans certaines industries les enfants pourront acquérir un pécule variant de 1,500 à 2,000 francs c'est-à-dire une petite fortune.

Somme toute, malgré les mécomptes inévitables et prévus, nous sommes arrivés à vaincre les difficultés multiples inhérentes à l'organisation d'une œuvre sans précédent, à tel point que nous pouvons sans hésitation, affirmer au conseil général qu'en persévérant dans cette voie, nous atteindrons certainement le but proposé.

Instruction donnée aux enfants. — Difficultés résultant de la loi du 19 mai 1874.

Nous devons cependant faire connaître la difficulté la plus sérieuse que nous offre le placement dans l'industrie. Un grand nombre des enfants que nous recueillons sont, par la faute de leurs parents, complètement illettrés. Bien peu parmi eux possèdent le certificat d'instruction primaire. Aussi devant les exigences très légitimes de la loi du 19 mai 1874 sur le travail dans les manufactures, beaucoup d'industriels refusent de prendre nos enfants illettrés. Et pourtant ces enfants par leur malheur même, n'en sont que plus intéressants à nos yeux. Il faut donc concilier, avec le respect dû à la loi, les nécessités de l'œuvre sociale que nous avons entreprise.

Nous avons donc demandé aux inspecteurs divisionnaires de vouloir bien, quand ils rencontreraient des difficultés, nous écrire avant de dresser procès-verbal. Nous prendrions alors, sans nuire à nos enfants, toutes dispositions utiles.

Aucun sacrifice ne nous coûtera, d'ailleurs, pour que les enfants reçoivent l'instruction primaire qui peut seule en faire des hommes et des citoyens utiles. Nous avons pris toutes dispositions à cet égard.

Toutefois, notre idéal serait de ne placer les enfants en apprentissage que pourvus du certificat d'études.

Dans ce but, nous aurions désiré avoir un établissement où l'enfant aurait pu compléter son instruction primaire. Nous avons, un instant, espéré que l'Etat nous céderait tout ou partie de l'ancien séminaire d'Iseure (Allier); cet établissement considérable par son étendue, l'importance de ses bâtiments, nous aurait été d'une grande utilité à plusieurs points de vue, tant pour les assistés que pour les moralement abandonnés. Nous y aurions annexé une exploitation agricole, une école de jardinage : ce qui nous aurait permis d'acclimater peu à peu aux travaux de la campagne des enfants habitués jusque-là à l'existence des villes et de les placer ensuite dans l'agriculture. Il est certain, d'ailleurs, que le nombre des placements dans l'industrie, tout considérable qu'il soit en ce moment et pour longtemps encore, trouvera un jour des limites, tandis que le travail des champs offre des ressources indéfinies, comme en témoigne notre service d'enfants assistés. Si donc, nous voulons donner à notre œuvre toute l'extension qu'elle comporte, il sera utile, un jour, de préparer à l'agriculture, dans des établissements spéciaux, une partie des enfants que nous recevons.

D'ici là, nous utiliserons les moyens, que je viens d'indiquer, avec la persévérance qu'il convient d'apporter dans une entreprise dont la réussite doit assurer le relèvement moral de milliers d'enfants.

Commission chargée d'étudier un projet de loi relatif à la protection des enfants de parents indignes ou de parents malheureux.

Nous avons maintenant terminé le compte rendu de ce qu'en l'espace de neuf mois seulement nous avons pu faire en faveur d'enfants restés jusqu'ici sans appui.

Par cet exposé, monsieur le préfet, vous avez pu voir quels étaient les points faibles de notre œuvre, et quels sont les moyens que, pour lui faire produire tous ses fruits, nous avons à demander à la loi.

Je parlerai d'abord des enfants de parents indignes, de ceux qui sont maltraités, livrés à la dépravation, associés aux vices et aux crimes de leurs parents. Quand ils nous seront confiés par leurs pères ou leurs mères, nous nous empresserons de les recueillir. Mais si par indifférence ou par intérêt ils ne viennent pas nous trouver, les enfants restent sans défense, et la loi ne fournit aucun moyen de les protéger.

Deux dispositions législatives seules peuvent atteindre ces parents indignes :

1^o L'article 335 § 2 du Code pénal, combiné avec l'article 334 ;

2^o Les articles 2 et 3 de la loi des 7-20 décembre 1874, sur les professions ambulantes.

Mais ces dispositions elles-mêmes manquent de sanction, car si elles permettent dans des cas limités de frapper de déchéance les parents indignes, aucun texte législatif ne règle le sort de l'enfant au cas où la déchéance serait prononcée.

Sans doute si l'enfant de père ou de mère déchus, appartenait à une famille aisée, on pourrait lui constituer une tutelle de droit commun, mais s'il s'agit d'un enfant indigent dont personne ne veuille assumer le soin et la dépense, le directeur de l'Assistance n'a aucun droit de se charger de l'éducation de cet enfant et de le classer parmi les enfants assistés.

Il nous serait aisé de fournir de nombreux exemples de cette situation.

Nous avons encore au dépôt de l'hospice un enfant de onze ans qui, depuis 1873, passe presque toute l'année dans cet établissement, il y a déjà séjourné cinquante-cinq mois, nous coûtant plus de 3,000 francs.

Sa mère n'a d'autre profession que la mendicité et y emploie son fils; elle a jusqu'ici été l'objet de douze condamnations pour ce délit. Chaque fois qu'elle est envoyée en prison, ou dans un dépôt de mendicité, la Préfecture de police nous conduit le fils que nous recueillons.

Il nous est impossible de l'immatriculer et de l'envoyer en province pour le pourvoir d'un état, puisqu'il n'est pas abandonné. Aussi,

quand sa mère sort du dépôt de Saint-Denis où d'ailleurs, elle réclame son enfant, que nous lui rendons, et elle reprend avec lui son ancienne existence. En vain lui avons-nous fait proposer de nous charger gratuitement de son fils, comme moralement abandonné, elle a refusé, car c'est son instrument de travail, et à sa sortie de prison nous serons obligés de le lui rendre encore. L'enfant deviendra fatalement un sujet dangereux, par suite de l'impuissance de la loi.

Il en est de même de parents frappés de déchéance pour faits de débauche ; après l'expiration de leur peine, ils peuvent librement reprendre l'enfant qu'ils ont corrompu, malgré la déchéance qui pèse toujours sur eux.

Quant aux enfants de parents malheureux, recueillis soit par des associations privées, soit par l'Assistance publique, comme enfants moralement abandonnés, la question, pour se présenter sous une autre face, n'en offre pas moins un très grand intérêt. Dans l'état actuel des choses, l'administration qui a recueilli l'enfant, qui l'a placé, en vertu d'un contrat, chez un patron, qui a fait pour lui de grandes dépenses, qui l'a moralisé par le travail, n'a cependant sur lui qu'un droit précaire. Les parents, soit par caprice, soit hélas ! le plus souvent par un sentiment d'intérêt personnel, peuvent en réclamant leur enfant, détruire en un instant tous nos efforts, rendre vaines toutes nos dépenses, et replonger l'enfant dans le milieu malsain d'où nous l'avions tiré. Ce n'est pas tout. Quand l'enfant a une mauvaise conduite, qu'il est vicieux, nous n'avons aucun droit pour demander au Tribunal sa mise en correction, aucun droit d'autoriser son engagement militaire, aucun droit enfin d'empêcher des parents peu scrupuleux de s'emparer du pécule et des économies amassées par l'enfant. La nécessité d'une loi sur ce point est donc évidente.

L'absence de toute législation sur la situation que nous venons d'indiquer au sujet de parents indignes et de parents malheureux, a, depuis quelques années, attiré l'attention des jurisconsultes et de ceux que préoccupe le sort de l'enfance. Des travaux intéressants ont été publiés sur ce sujet, et des sociétés composées d'hommes considérables par leur savoir ou leur compétence, comme la Société générale des Prisons et la Société de Législation comparée, ont recherché quels étaient les pouvoirs à demander au Parlement pour remédier à un état de choses aussi douloureux.

La Société des Prisons a, en particulier, étudié et discuté un projet de loi pour la protection des enfants délaissés et maltraités, projet préparé par MM. Roussel et Schœlcher, sénateurs, et qui depuis a été soumis par eux au Sénat et pris en considération par cette assemblée. Enfin, un projet de loi proposant la création d'un orphelinat national était soumis à la Chambre des députés par M. Caze.

Pendant ce temps, d'ailleurs, la question entrait dans le domaine de la pratique. Le conseil général de la Seine me mettait à même, par ses votes généreux, d'organiser, dès le 1^{er} janvier dernier, comme il a été dit plus haut, le service des enfants moralement abandonnés, et, peu de mois après, une grande société privée, la Société générale de protection de l'Enfance, se mettait également à l'œuvre.

C'est à la suite de ce mouvement si vif de l'opinion que le garde des sceaux a jugé opportun de constituer une commission chargée d'étudier les dispositions à soumettre aux Chambres, relativement au cas de déchéance de la puissance paternelle, ainsi que les conditions dans lesquelles on donnerait aux administrations publiques, aux sociétés privées et aux particuliers ayant recueilli des enfants moralement abandonnés, le droit de les garder sous leur patronage, malgré les réclamations des parents.

Cette commission a tenu de très nombreuses séances au ministère de la justice, sous la présidence de M. Martin-Feuillée, sous-secrétaire d'État, et après des discussions longues et approfondies, a formulé un projet de loi qu'on trouvera aux annexes de ce rapport, et qui assurera, si le Parlement l'adopte, la protection des enfants de parents déchus de la puissance paternelle, et celle des enfants délaissés recueillis par l'Assistance publique ou les associations privées.

La première partie de cette loi énumère les cas dans lesquels sera ou pourra être prononcée, contre les parents indignes, la déchéance de l'autorité paternelle. Les représentants de l'Assistance publique dans la commission ont pu faire prévaloir l'opinion qu lorsque le tribunal qui avait prononcé la déchéance du père n'avait pas investi la mère de la puissance paternelle, ni organisé une tutelle de droit commun, l'enfant devait, par cela même, être placé sous la tutelle du directeur de l'Assistance, pour le département de la Seine, et dans les autres départements, sous la tutelle des commissions hospitalières, conformément aux lois des 25 pluviôse an XIII et 10 janvier 1849.

Le second titre de la loi règle le sort des enfants délaissés (ceux que jusqu'ici nous appelons moralement abandonnés).

Les représentants de l'Assistance publique dans la commission, d'accord en cela avec les représentants de la charité privée, ont demandé que la loi permît aux parents qui, dans l'impossibilité de remplir à l'égard de leurs enfants leurs devoirs de surveillance et d'éducation, réclament notre patronage, de se dessaisir temporairement entre nos mains des droits suivants :

1^o Droit de garder l'enfant (article 374 du Code civil). Ce droit emporte celui de faire ramener l'enfant, en cas d'évasion, au domi-

cile du tuteur, en vertu d'un ordre délivré par le président du Tribunal;

2^o Droit de mise en correction (articles 375, 376, 382 du Code civil);

3^o Droit de gestion exclusive du pécule de l'enfant.

Le projet de loi nous donne toute satisfaction à cet égard. Mais nous n'avons obtenu que partiellement gain de cause sur un point que nous considérons comme très important. Nous eussions désiré que la tutelle des enfants délaissés, même réduite aux droits ci-dessus, ne pût être l'apanage d'une association privée, et fût attribuée exclusivement à l'État représenté par les chefs responsables des administrations d'assistance publique (préfets et commissions hospitalières en province, préfet de la Seine et directeur de l'Assistance publique à Paris).

Comme d'ailleurs il était loin de notre pensée de vouloir en rien gêner l'essor de la charité privée et de l'empêcher de profiter des avantages de la présente loi, nous avons exposé que dans notre système, il eût suffi aux établissements privés ayant recueilli librement des enfants délaissés, de nous adresser une simple déclaration, pour que, *de plano*, l'enfant se trouvât régulièrement confié à leur garde, mais sous la réserve de notre tutelle que nous considérons comme un droit d'État quand il s'applique non plus à un seul enfant, ainsi que dans la tutelle de droit commun, mais à une collectivité d'enfants. C'est ce qui a lieu journellement dans le service des enfants assistés, où nous confions des enfants sous réserve de tutelle, à des particuliers qui les élèvent dans un but de charité. Tant que l'action de ces bienfaiteurs s'exerce dans l'intérêt des enfants, nous leur laissons une liberté absolue de les élever et de les diriger à leur gré; c'est ce qui aurait eu lieu pour les sociétés privées. Mais le jour où nous aurions pu craindre que les procédés d'éducation ou d'enseignement, ou toute autre cause, fussent en opposition avec les droits inaliénables de l'État, nous serions intervenus, en qualité de tuteurs.

Les considérations développées à l'appui de cette opinion ont été reconnues justes, aussi bien pour les enfants délaissés que pour les enfants de parents déclarés indignes; mais, pour les enfants délaissés, la commission a craint que le rigorisme de notre système ne décourageât la charité privée et elle a pensé qu'il suffisait de placer sous la surveillance du préfet de chaque département, chargé déjà du service des enfants assistés, les enfants délaissés recueillis par des particuliers ou des établissements privés. C'est un droit en lui-même considérable et d'un ordre nouveau, qui, s'ajoutant à d'autres garanties édictées par la loi, permettra, le cas échéant, de remédier à tous les abus.

Nous souhaitons vivement, dans l'intérêt de l'œuvre que la générosité du conseil général nous a permis de fonder, que cette loi soit adoptée par le Parlement dans sa prochaine session.

PROPOSITIONS BUDGÉTAIRES POUR 1882

Neuf mois seulement étant écoulés sur l'exercice 1881, je ne puis naturellement fournir aucun compte des dépenses payées sur le crédit de 150,000 francs mis à ma disposition par le conseil général pour les enfants assistés, puisqu'une partie des dépenses engagées ne sont pas encore liquidées. Toutefois, je puis dès maintenant affirmer que le crédit voté sera plus que suffisant et qu'il laissera certainement un excédent. Je rappellerai que les prévisions avaient été établies sur les bases suivantes en calculant la dépense par enfant :

Séjour à l'hospice, huit jours à 2 francs.	16 »
Trousseau au moment de leur admission.	60 »
Voyage	30 »
Séjour au dépôt en province, avant le placement chez un patron.	40 »
Dot d'apprentissage (maximun).	100 »
Service de santé.	4
Frais généraux et frais divers.	40 »
TOTAL.	260 »

Or, j'estime, d'après l'expérience déjà faite, que la dépense par enfant doit être ramenée aux environs de 200 francs. Le nombre des demandes d'enfants par des patrons et des industriels de toutes professions a été jusqu'ici assez nombreux pour que j'aie eu rarement besoin, sauf pour certains métiers d'apprentissage difficiles ou pour le placement de quelques filles dans des établissements spéciaux, de donner une dot ou une bourse d'apprentissage.

En prenant donc pour base ce chiffre de 200 francs pour les enfants dans la première année où nous nous en occupons, et en le multipliant par 700, nombre probable de nos admissions en 1882, nous avons derechef à demander un crédit de 140,000 francs. Quant aux 700 enfants environ provenant de l'année 1881, ils nécessiteront seulement une dépense de 50 francs chacun pour les frais généraux, les bons points, les primes à nos directeurs d'agence, soit en tout de 35 à 40,000 francs.

Le total du crédit à demander au conseil général, pour le service des moralement abandonnés en 1882, serait donc de 180,000 francs pour 1,400 enfants.

Mais, à raison de la nécessité de placer les enfants indisciplinés

dans des internats ou de faire traiter dans divers établissements hospitaliers ceux qui seront atteints de maladies ou d'infirmités, il est prudent de prévoir une marge de dépenses. Nous demandons donc un crédit total de 200,000 francs.

Je dois à la vérité de dire que si l'Assistance publique est en situation de pourvoir, avec des dépenses relativement si faibles, au placement, à l'éducation d'un si grand nombre d'enfants, c'est assurément parce que nous avons pu mettre à profit la vaste organisation et les ressources du service des enfants assistés, tant à Paris qu'en province. Les frais de personnel spéciaux aux enfants moralement abandonnés, se sont réduits, en 1881, à la création d'un emploi d'expéditionnaire au premier bureau de la division des enfants assistés, à l'allocation de deux indemnités de 600 francs à deux employés, l'un de l'administration centrale, l'autre de l'hospice dépositaire, soit en tout 3,600 francs. Je propose de les continuer.

Il est équitable, en outre, d'allouer aux directeurs d'agence de province, chargés de la surveillance des enfants moralement abandonnés, une prime pour le travail supplémentaire qui leur incombe. Je crois juste de vous demander de fixer cette prime à 4 francs par enfant.

La prime allouée par enfant assisté est moindre, il est vrai, mais pour les enfants moralement abandonnés, la surveillance doit être forcément plus vigilante, tant par la nature des placements qu'à raison de l'origine des enfants. Le travail exigé pour la correspondance, pour les enquêtes à faire sur les demandes d'industriels et de patrons, les conditions des placements à débattre, les contrats à passer, les voyages à faire, justifient au delà cette différence dans la prime, qui n'en reste pas moins des plus modestes. Quant aux frais de déplacement, ils seront remboursés sur états.

Je serai en outre forcé, pour le développement du service, de vous demander, en 1882, la création d'un emploi d'inspecteur des enfants moralement abandonnés, qui devra en province, visiter les enfants dans leurs placements, contrôler les écritures et la comptabilité, stimuler le zèle des directeurs d'agence, faire les enquêtes que je jugerai nécessaires, me rendre enfin tous les services que j'obtiens des contrôleurs du service des enfants assistés.

Je vous adresserai, en temps et lieu, toutes propositions utiles.

Le total de ces frais de personnel, indispensable dans un service où la surveillance est le point capital, sera, en somme, fort peu élevé, et se trouve compris dans l'évaluation que j'ai indiquée plus haut de la dépense par enfant.

L'an prochain, j'établirai mes prévisions de dépenses de toutes natures sur les bases plus précises que me fournira le compte de 1881, après la clôture de l'exercice.

En résumé, le crédit que je sollicite du conseil général, pour 1882 serait de 200,000 francs.

J'espère que la ville de Paris, si intéressée à la réussite de notre œuvre, voudra concourir pour sa part aux dépenses qu'elle entraînera. Je vous propose, monsieur le préfet, de demander au conseil municipal d'y coopérer pour 50,000 francs, laissant ainsi 150,000 francs seulement à la charge du budget départemental.

Il me reste à rappeler ici, monsieur le préfet, les dons importants dont les enfants moralement abandonnés ont été l'objet cette année. Ils montrent combien sont sympathiques aux âmes élevées les œuvres qui s'occupent du relèvement moral et de la protection de l'enfant ; le conseil général voudra, je n'en doute pas, se joignant à nous, saluer d'un remerciement ces généreux bienfaiteurs de nos nouveaux pupilles (1).

En terminant ce rapport, je tiens à faire remarquer combien sont minimes les sacrifices qu'aura à s'imposer le département, en présence des bienfaits considérables que recueillera la population du département par la création du service des enfants moralement abandonnés.

Certes, nos efforts ne seront pas toujours couronnés de succès, et il faut assurément se résigner à quelques mécomptes ; mais si, comme nous l'espérons, nous avons transformé 90 pour 0/0 des enfants élevés par nous en honnêtes citoyens et laborieux ouvriers, il y aura lieu, nous le pensons, de considérer comme heureusement accomplie la tâche qui nous a été confiée. Et ici, nous tenons à remercier M. le préfet de police, M. le procureur de la République et MM. les magistrats du petit parquet, du concours empressé que nous avons trouvé près d'eux et qu'ils voudront bien, j'en suis certain, nous continuer dans l'avenir.

Dans quelques années, quand notre œuvre comptera plusieurs milliers d'enfants, les chiffres de la criminalité s'abaisseront certainement, et c'est alors que l'opinion publique comprendra la grandeur et l'importance de l'œuvre que le conseil général de la Seine aura fondée.

Le succès, dont ce rapport est la constatation, déterminera, je l'espère, les départements renfermant des grands centres de population, à suivre le mouvement dont le département de la Seine a été l'initiateur, et c'est ainsi que, grâce au magistrat éclairé dont je m'honore d'être le collaborateur, que, grâce aux conseils élus qui représentent Paris et les communes suburbaines, aura été réalisée une œuvre de progrès social, utile à des milliers de pauvres enfants déshérités, utile, par conséquent, à la République.

(1) Suit un tableau établissant que divers donateurs ont donné 21,680 francs à l'Assistance pour sa nouvelle œuvre.

BULLETIN DES COMMISSIONS LOCALES

RÉUNION GÉNÉRALE

DES PRÉSIDENTS ET SECRÉTAIRES DES COMMISSIONS LOCALE

Séance du 30 mai 1881.

M. LESTIBOUDOIS. — Mesdames et Messieurs, depuis notre dernière réunion, nous avons perdu M. l'Inspecteur divisionnaire Maurice. M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce l'a remplacé par un fonctionnaire déjà attaché au service, M. Laporte, qui était inspecteur divisionnaire de la 3^e circonscription. Je crois remplir mon premier devoir en vous présentant M. Laporte.

M. de Herédia prend place au fauteuil de la présidence et donne la parole à M. Lestiboudois, pour les communications de l'Administration.

M. LESTIBOUDOIS. — Je vais faire connaître à l'Assemblée la suite donnée aux vœux et propositions discutés dans la dernière séance.

1^o « L'Assemblée émet le vœu que tous les enfants employés dans un commerce, ou dans une industrie quelconque, soient soumis à la loi. »

D'après une décision ministérielle du 16 janvier 1877, la loi de 1874 ne saurait être appliquée au père qui occupe ses propres enfants. Mais tous les industriels (épiciers, bouchers, quincailliers, etc.), quoique ne fabriquant ou ne transformant aucun produit, tombent sous le coup de la loi.

Cette doctrine a été consacrée par des décisions judiciaires intervenues depuis lors.

Quant aux maraîchers, M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce a apprécié (dépêche du 12 octobre 1880) qu'ils devaient être assujettis aux prescriptions de la loi du 19 mai 1874, lorsqu'ils employaient des enfants à des travaux accessoires, présentant un caractère industriel et non agricole.

M. le Ministre, en réponse aux lettres de l'Administration des 8 mai et 27 décembre 1880, concernant le travail des enfants chez les graveurs, ciseleurs, ornemanistes, copistes, etc., a fait connaître, par l'entremise de M. l'Inspecteur divisionnaire, lors de la séance de la Commission supérieure départementale (2 mai 1881), que les copistes, commis aux écritures, etc., ne doivent pas tomber sous le coup de la loi.

Quant aux graveurs, ciseleurs, ornemanistes, etc., le service

d'Inspection appréciera, suivant les cas, s'il s'agit d'art ou d'industrie.

M. DUCHOLLET. — Cela a une certaine importance pour les graveurs, qui sont nombreux dans les III^e, IV^e XI^e arrondissements.

2^o Éviter dorénavant dans les documents officiels le mot « *apprenti* », et ne se servir que de la désignation usitée dans la loi : « *Enfant employé dans l'industrie* ».

La Préfecture de Police a toujours fait usage de cette désignation. Il n'en a pas été de même pour divers documents extérieurs. Des affiches, notamment, apposées par le soin de quelques Maires de Paris et relatives à l'enseignement primaire, portaient le mot « *apprenti* ». L'Administration a pris les mesures nécessaires pour éviter dans la mesure du possible l'emploi de ce mot.

3^o La proposition d'abrogation de l'article 5 de la loi (travail du dimanche), présentée par un membre de la Vingt et unième Commission locale, a été repoussée dans la séance même, par l'Assemblée.

4^o Dans la séance du 22 novembre 1880, la Vingtième Commission a exprimé le vœu que les Commissions locales pussent convoquer directement les membres du service d'Inspection, et leur demander communication de leurs notes et des observations recueillies par eux.

Cette proposition a été adoptée.

A la même séance, la Vingt et unième Commission a demandé aussi que les états mensuels et nominatifs des ateliers visités par l'Inspection fussent communiqués aux Commissions locales.

Cette proposition a été repoussée.

Elle a été reproduite récemment par quelques commissions, qui se sont adressées directement à l'Administration, pour obtenir la communication des feuilles de visite. M. l'Inspecteur divisionnaire s'y est refusé et il a soumis à ce sujet à la Commission supérieure départementale (séance du 2 mai 1881), les observations suivantes, savoir :

« Que ces feuilles font en quelque sorte partie des archives du Ministère de l'Agriculture et du Commerce ;

» Qu'elles contiennent des indications (nombre moyen des jours de travail, prix des salaires par exemple), qui sont quasi confidentielles et ne sauraient être divulguées ;

» Qu'enfin, les Commissions locales trouvent sur les fiches établies à la Préfecture de Police tous les renseignements statistiques qui leur sont nécessaires, pour exercer le contrôle dont elles sont chargées.

» Les fiches seules doivent donc être mises à la disposition des Commissions locales. »

La Commission départementale supérieure a émis un avis conforme.

Les fiches sont relevées par l'Administration sur les feuilles de visites mensuelles de l'Inspection.

Elles ne remontent point au delà de janvier 1881, parce que les feuilles de visites de l'Inspection ne contenaient pas antérieurement les mentions nécessaires.

Ces fiches sont destinées à tenir constamment au courant la statistique nominative des industriels occupant des enfants. Elles comprennent les indications suivantes : le numéro du quartier où le nom de la commune, — le nom, la profession et l'adresse de l'industriel — date des visites de l'Inspection. — la date des procès-verbaux de contravention et des décisions judiciaires qui en sont la suite.

Ces fiches sont classées alphabétiquement, par quartier, pour Paris : par commune, pour la banlieue.

Le classement par arrondissement aurait été defectueux, plusieurs arrondissements se subdivisant en sections, dont chacune ressortit à une Commission locale spéciale. Le classement par rue ne pouvait non plus être établi, parce que certaines voies traversent plusieurs quartiers.

Le mode de classement adopté a été approuvé par la Commission supérieure départementale, dans sa séance du 13 décembre 1880.

3^e Les propositions faites par M. le docteur Perrin, président de la Septième Commission, et par M. Carré, président de la Dix-neuvième Commission, au sujet de la création, à bref délai, de cours de demi-temps, le matin et le soir, ont été adoptées.

La Préfecture de Police, par une lettre du 30 novembre 1880, a soumis ce vœu à M. le Préfet de la Seine, au nom duquel M. Carriot, Directeur de l'enseignement primaire, a répondu dans la séance du 2 mai 1881, de la Commission supérieure départementale.

A la suite de la communication de M. Carriot, la Préfecture de Police a adressé, le 16 mai 1881, aux Présidents et Présidentes des Commissions locales, une circulaire faisant connaître :

Que soixante-deux écoles de demi-temps (la liste de ces écoles est jointe à la circulaire), sont ouvertes, en ce moment, à Paris, soit le matin de sept à huit heures, soit le soir de quatre heures et demie à sept heures ;

Qu'à l'avenir, le nombre des inscriptions dans les mairies, pour obtenir l'ouverture des écoles de demi-temps, est abaissé de vingt à douze. (Modification de la circulaire du 10 avril 1880.)

Quant aux certificats d'instruction primaire élémentaire délivrés par complaisance par les instituteurs, à des enfants insuffisamment instruits, la Commission supérieure départementale, dans sa séance du 2 mai 1881, a exprimé le désir qu'une circulaire fût adressée par

M. le Préfet de la Seine aux Instituteurs, afin de les informer que le Conseil départemental peut infliger des peines disciplinaires à ceux d'entre eux qui délivreraient des certificats de ce genre.

L'Administration a écrit le 27 mai 1881 à M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, pour savoir si les certificats d'instruction primaire visés par l'article 9 de la loi doivent être contrôlés, ou simplement légalisés par le Maire. Les Commissions locales seront informées de la réponse que fera M. le Ministre.

6° « La Dix-neuvième Commission est d'avis que toutes les mairies doivent être pourvues des imprimés destinés à vulgariser la loi. »

Cette mesure s'applique depuis longtemps déjà.

« La Vingtième Commission exprime le désir que le procès-verbal de l'Assemblée générale des Présidents, Présidentes et Secrétaires soit adressé aussi promptement que possible aux membres des Commissions locales, et que toutes les communications d'Administration soient publiées dans un format identique. »

• Nous mettons toute la rapidité possible à cette communication; mais il faut tenir compte des retards nécessités par la vérification des Secrétaires et par l'impression.

• Quant au format uniforme pour toutes les communications, c'est une décision qui a été prise il y a quelque temps déjà, et qui est mise à exécution.

CIRCULAIRES ET RENSEIGNEMENTS DIVERS

7° Une circulaire a été adressée aux Présidents et Présidentes des Commissions locales, le 14 janvier 1881, relativement au mode de paiement de la somme de 200 francs, allouée annuellement pour frais du secrétariat et frais généraux à chaque Commission.

Les Présidents et Présidentes ont reçu, pour l'exercice 1880, un mandat de paiement délivré à leur nom et payable à la caisse centrale du Trésor, au Louvre.

8° Par circulaire en date du 16 novembre 1880, l'Administration a fait connaître que la Commission supérieure départementale entendrait à l'avenir, à titre consultatif, les membres des Commissions locales qui auraient à lui faire des communications.

L'Assemblée du 21 mai 1880 des Présidents et Secrétaires a exprimé le désir que les membres des Commissions ne se présentassent pas seulement en leur nom personnel, mais bien comme délégués de leur Commission respective.

Cette proposition a été approuvée par la Commission supérieure départementale, à la séance du 11 octobre 1880, ainsi que l'indique la circulaire administrative du 26 janvier 1881.

9° M. le docteur Perrin, président de la Septième Commission locale, a présenté, dans la séance du 13 décembre 1880, de la Com-

mission supérieure départementale, des observations sur l'exécution des dispositions de l'article 14 de la loi.

M. le docteur Perrin, après avoir exposé l'état de choses actuel et démontré la nécessité de prescrire dans les ateliers des mesures de salubrité analogues à celles que prescrit la loi anglaise, a demandé qu'un règlement d'administration publique fût rendu par application de l'article 14.

Conformément à l'avis de la Commission supérieure départementale, il a été adressé, le 23 février 1881, aux Commissions locales et au service de l'Inspection, une circulaire signalant l'opportunité de veiller à la stricte exécution de l'article 14. La Commission supérieure départementale a, en outre, émis un vœu tendant à l'obtention d'une nouvelle loi, dans le sens indiqué par M. Perrin.

10° Les dernières élections municipales ont apporté des modifications parmi MM. les Conseillers généraux faisant partie de la Commission supérieure départementale.

11° La préfecture de police a adressé, les 26 mai et 12 juillet 1880, à M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, deux lettres relatives à la tolérance de huit heures de travail par jour au lieu de six, accordée jusqu'alors pour les enfants dont l'assiduité à l'école était surveillée par les patrons. La Commission supérieure départementale, dans sa séance du 2 mai 1881, après avoir entendu M. l'Inspecteur divisionnaire, a exprimé l'avis que cette tolérance fût supprimée.

12° Selon le désir de la Commission supérieure départementale (séance du 11 avril 1881), la Préfecture de Police a écrit le 20 du même mois à M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, pour appeler son attention sur les dissemblances existant entre la loi du 19 mai 1874 et la loi sur les adultes récemment votée par la Chambre.

D'après la nouvelle loi, « les femmes et les enfants mineurs ne devront travailler que onze heures par jour ». Cette disposition est en contradiction flagrante avec les prescriptions de l'article 3, § 2, de la loi du 19 mai 1874, ainsi conçu : « A partir de douze ans, les enfants ne pourront être employés plus de douze heures par jour, divisées par des repos ».

13° Un arrêt de la Cour de Cassation, du 18 février 1881, a renvoyé des fins de poursuite M. l'abbé Arnaud, Directeur d'un orphelinat à Marseille, contre lequel procès-verbal avait été dressé pour infraction à la loi du 19 mai 1874. La Commission supérieure départementale s'est occupée de la question, dans sa séance du 11 avril 1881.

D'accord avec M. l'Inspecteur divisionnaire, elle a décidé que les uvroirs occupant des enfants à un travail industriel, dans le départ-

tement de la Seine, continueraient à être rigoureusement visités.

14^e Je termine en vous donnant, Mesdames et Messieurs, le nombre de visites faites par le service d'Inspection, pendant l'année 1880.

Il est de 10,921 pour les Inspecteurs, de 10,063 pour les Inspectrices, total, 22,986.

15.667 visites avaient été faites pendant l'année 1879; le total des visites depuis la création du service de l'Inspection départementale s'élève donc à 38,663.

L'Assemblée passe à l'examen des vœux qui ont été proposés par diverses Commissions locales.

N^o 1 de l'ordre du jour :

Vœux de la Trente-huitième Commission (Dames) :

« L'enfant devra déclarer, à la Mairie, quel est le patron qui l'occupe. »

Les Trente-huitième et Vingt et unième Commissions (Hommes) ont émis des vœux dans le même sens.

Après diverses observations de M^{me} Salambien, MM. Côtard, Mérice et Perrin, M. le Président résume en quelques mots la question. Il y a une demande qui tend à obliger les patrons à faire eux-mêmes la déclaration. L'Assemblée est libre d'émettre un vœu sur cette question, mais il faut qu'elle sache que ce vœu ne peut être réalisé que par le législateur. Voilà le premier point. D'autres Commissions ont demandé que les maires fussent invités par l'autorité compétente, par le Préfet, à demander aux enfants se présentant à la mairie le nom des patrons qui les emploient. M^{me} Salambien vient de nous indiquer un moyen pour réaliser cette seconde façon d'obtenir les noms des patrons; ce moyen est pratique, il n'est pas besoin d'une nouvelle loi pour l'appliquer, et il est évident qu'il y aurait déjà, pour les mairies, la Préfecture et les Commissions, des chances sérieuses d'être bien renseignés. Cela ne donnerait pas sans doute des garanties aussi complètes que l'obligation légale imposée à tous les patrons; mais, en attendant cette obligation qui sera difficile à obtenir, il ne faut pas se le dissimuler, je crois que le procédé indiqué peut suffire et qu'il est réalisable. C'est dans cette mesure que l'Assemblée, si elle est dans ce sentiment, pourrait émettre un vœu de façon à inviter l'Administration à étudier cette façon de procéder. Si elle désire ajouter à ce vœu, immédiatement réalisable, un autre vœu plus large, qui tendrait à imposer par la loi une obligation aux patrons, elle est libre de procéder à un second vote.

M. BRÉMANT. — C'est dans le même sens que la Vingt-deuxième Commission locale opère avec un système de fiches.

L'établissement d'un jeu de fiches contenant l'état civil, le domicile de l'apprenti et celui du patron, est un moyen efficace d'avoir

au bout d'une année une statistique à peu près complète des petits ateliers.

Ces fiches seront dressées à la mairie, par les soins de l'employé chargé de l'inscription des apprentis et de la délivrance des livrets et imprimés.

La liste des apprentis nouvellements indiqués sera présentée à chacune des séances de la Commission.

Les fiches des apprentis occupés dans un arrondissement autre que celui de leur inscription seront, à la fin de chaque semaine, adressées au Maire de l'arrondissement, pour être transmises aux diverses Commissions locales.

L'enfant sera averti qu'en changeant de patron, il sera tenu d'en donner avis à la mairie.

Le livre d'inscription des apprentis sera modifié en ce sens, que des deux colonnes réservées à la date et au lieu de naissance de l'enfant, la première seule contiendra ces deux désignations, la seconde sera réservée au domicile.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous allons passer au vote sur la prise en considération; nous séparerons les propositions pour le vote; je dois mettre d'abord aux voix le vœu, — qui ne peut être réalisé que par une disposition législative, — émis par la Trente-huitième Commission (Hommes).

« Les Maires des communes suburbaines seront invités à établir dans les mairies un registre, pour que les patrons fassent inscrire..... » — ce sont les patrons, là, qui seront obligés de faire inscrire — « de vive voix, ou par lettre les noms des enfants soumis à la loi du 19 mai 1874 ». — Je propose d'abord, Messieurs, de supprimer le mot « suburbaines », car si nous émettons un vœu qui doit aller au législateur, il faut émettre un vœu d'ordre général. (Assentiment.)

M. MUZET combat l'émission de ce vœu. Plus on imposera de dérangements aux patrons, plus ils seront rebelles à prendre des apprentis et l'industrie en souffrira.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous passons au second vœu, qui tend à inviter les Maires, par une circulaire, à ouvrir un registre dans leurs mairies respectives, pour recevoir les déclarations.

(Le vœu de la Vingt et unième Commission (Hommes), et de la Trente-huitième Commission (Dames), mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Nous passons au vœu n° 2 de la Trente-huitième Commission locale (Dames).

« De l'application de la loi dans le département de la Seine et dans les départements voisins. »

M^{me} SALAMBIEN. — 2^o De la loi appliquée aux communes du département de la Seine, alors que les communes voisines en sont exemptes.

Demande :

Que faut-il répondre aux industriels visités par les Commissions, dans une commune du département de la Seine, alors que la commune voisine, qui ne dépend pas de ce département, n'est pas sous le coup de la loi, et enlève à celle visitée son personnel travailleur ?

Nous avons signalé, dans le rapport de la Trente-huitième Commission, la commune du Raincy (Seine-et-Oise), qui n'est pas visitée et qui enlève à Villemomble (Seine) tous les enfants qui veulent entrer en apprentissage; il est certain que ce fait doit se présenter dans d'autres localités.

A Paris même, beaucoup d'industriels qui occupaient des enfants ont transporté leurs fabriques à la campagne, hors du département de la Seine; là, pas d'inspection, aussi les enfants travaillent-ils n'importe à quel âge, et autant d'heures que l'exigent les patrons. Il s'ensuit que cet état de chose crée à Paris une concurrence que l'industrie parisienne ne peut soutenir, beaucoup de ces industries comprenant plus de main-d'œuvre que de matière première, dans le prix de revient. Je citerai à l'appui les industries suivantes: la broserie, la gainerie, la fleur, les apprêts pour les fleurs, les fabriques de porte-montres, et autres objets qui jusqu'alors étaient essentiellement fabriqués à Paris. Si la cherté croissante des loyers de Paris, et la construction toujours envahissante de maisons faites pour les rentiers et non pour le petit fabricant, tendent à rejeter ce dernier hors de la capitale, la loi appliquée au seul département de la Seine contribuera puissamment à ce résultat, si cette loi ne s'étend pas aux autres départements.

En attendant que cette question soit résolue, que doit répondre à ces plaintes l'inspecteur ou le membre de la Commission locale, lorsqu'elles lui sont formulées ?

Après un échange d'explications entre M^{mes} Linarès et Salambien, M. le président, avec l'approbation de l'Assemblée, renvoie ces observations à la Commission départementale supérieure qui les examinera et qui les transmettra, s'il y a lieu, au Ministre.

Nous passons aux propositions de la Dix-septième Commission locale (Dames) :

1^o « Motions d'ordre pour les réunions générales ». La parole est à M^{me} Devé.

M^{me} DEVÉ. — La Dix-septième Commission locale propose les trois motions d'ordre suivantes :

» 1^o Les Commissions qui désirent que leurs propositions soient insérées textuellement au procès-verbal sont priées d'en déposer une copie au bureau. (Très bien !)

» 2^o Les manuscrits déposés au bureau pour être reproduits *in ex-*

tenso au procès-verbal ne pourront dépasser deux pages du format des procès verbaux.

» 3^e Le développement, en séance, d'une proposition ne pourra durer plus de dix minutes, comme cela a lieu dans beaucoup de Sociétés scientifiques.»

M. LE PRÉSIDENT. — Je consulte l'Assemblée sur la première proposition : « Les Commissions qui désirent que leurs propositions soient insérées textuellement au procès-verbal sont priées d'en déposer une copie au bureau. »

Pour le reste, je crois, qu'il ne faudrait pas entrer dans une réglementation trop minutieuse.

Vœu N^o 2. « De la nécessité d'un règlement d'Administration publique pour les grands ateliers des filles mineures. »

M^{me} DEVÉ. — L'article 3 de la loi a dit : Tout enfant de douze à seize ans ne peut travailler plus de douze heures par jour, divisées par des repos. L'Instruction ajoute que ces repos sont ordinairement ceux du repas et du goûter. La Commission émet le vœu qu'un règlement spécial oblige les industriels à accorder, en dehors du repas de midi, dix ou quinze minutes pour goûter, non seulement aux enfants, mais aux filles mineures. Il est, en effet, absolument contraire à la santé d'obliger une jeune fille à rester sans prendre aucune nourriture depuis midi jusqu'à neuf heures ou dix heures du soir, ce qui arrive dans tous les grands ateliers de couture, modes, fleurs, etc. Voici le fait qui a été signalé à la Dix-septième Commission à ce sujet :

Dans un grand atelier de couture des environs de l'Opéra, non seulement on fait veiller les enfants et les filles mineures, mais on leur interdit de prendre aucune nourriture depuis le déjeuner jusqu'au moment de leur départ, lorsqu'elles s'en vont à neuf heures et demie ou dix heures. Si elles veillent jusqu'à onze heures, elles ont un quart d'heure pour dîner.

Trois jeunes filles ayant un jour acheté du pain, la maîtresse d'atelier s'empara de ce pain et le jeta par la fenêtre.

Il y a quarante ouvrières dans cet atelier. La jeune fille qui nous l'a signalé a été forcée d'en sortir, sa santé n'ayant pu résister à un pareil régime. Cet atelier est, paraît-il, parfaitement en règle.

M. LAPORTE. — Si M. le Président veut bien me le permettre, je rappellerai que le deuxième paragraphe de l'article 3 de la loi de 1874 dit que les enfants, à partir de douze ans, ne pourront être employés plus de douze heures par jour, divisées par des repos. Mas le nombre et la durée des repos ne sont pas mentionnés ; c'est une question d'appréciation ; s'il y a des ateliers où l'on donne à peine aux jeunes filles le temps nécessaire pour manger, il faut les signaler à l'Inspection. Les membres des Commissions ont également

autorité de parler à l'industriel et tâcher d'obtenir une amélioration; mais c'est par la persuasion seule que vous pourrez arriver à ce résultat.

M^{me} DEVÉ. — On pourrait faire un règlement.

M. LAPORTE. — L'Administration n'a pas qualité pour cela; ce serait entrer dans la vie privée des industriels. (La proposition, mise aux voix, n'est pas adoptée.)

M. LE PRÉSIDENT. — « N° 3. De l'intérêt qu'il y aurait à faire connaître au public les principaux résultats de l'Inspection. »

M^{me} DEVÉ. — Il serait à désirer qu'une fois par an, au moins, l'Administration fit connaître au public par des communications aux journaux (principalement ceux à cinq centimes), les résultats et les améliorations du service.

Il n'y aurait qu'à faire un tout petit résumé des faits principaux renfermés dans le rapport d'ensemble de fin d'année. La Commission voudrait y voir figurer le nombre de contraventions pour surcharges, le nombre des enfants qui ont suivi les classes spéciales et les résultats obtenus. Il serait bon aussi de faire savoir que chaque Commission se réunit tous les mois à la mairie de l'arrondissement, afin que les patrons, parents ou enfants qui auraient des réclamations à faire sachent où s'adresser.

De cette façon, nous aurions dans le public un puissant auxiliaire, et nous ne serions plus exposés à entendre parler d'une maison mal tenue impossible à découvrir, d'un enfant maltraité travaillant on ne sait où.

Les journaux à cinq centimes nous paraissent un excellent moyen de propagande, car il n'y a pas un atelier où il n'y en entre au moins un tous les jours.

Les affiches sont peulues et sont recouvertes au bout de trois ou quatre jours.

(La proposition, mise aux voix, est adoptée.)

M. LE PRÉSIDENT. — « N° 4. Les Commissions locales pourraient échanger entre elles les adresses des industriels déménagés. »

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a sur les fiches qui existent à la Préfecture de Police les noms des patrons; au fur et à mesure que les inspecteurs trouvent des changements de domicile, ils rectifient les fiches. Par conséquent le travail se fait dans les conditions indiquées, mais il y aurait lieu, d'après la proposition, d'étendre aux Commissions locales cette faculté de se renseigner sur les déménagements des industriels.

La Commission supérieure départementale examinera ces fiches. Voici une autre Commission, d'ailleurs, la Commission n° 5, qui a émis un vœu analogue. « En cas de changement d'adresse d'un industriel, le membre de la Commission locale en informerait son

président qui, à son tour, en aviserait la Préfecture de Police. Cette Administration se chargerait de faire connaître l'adresse nouvelle de l'industriel à la Commission locale que cela intéresserait.

Il y a une certaine différence entre les deux vœux ; dans l'un, on prie le président de la Commission locale d'avertir directement son collègue de l'arrondissement du lieu où est allé demeurer l'industriel dans l'autre, le président est invité à avvertir l'Administration qui se chargerait de faire connaître l'adresse nouvelle à la Commission de l'arrondissement où l'industriel serait allé s'installer.

(Le vœu de la Dix-septième Commission (Dames), est rejeté. — Celui de la Cinquième Commission (Hommes), est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Commission locale n° 21. « Demande relative au dépôt mensuel, à la Préfecture de Police, des feuilles de l'Inspection et au refus de communiquer ces feuilles au contrôle de l'Inspection. »

M. MÉRICE. — Plusieurs Commissions locales avaient demandé communication des feuilles de l'Inspection, déposées mensuellement à la Préfecture de Police. Mais la Commission départementale supérieure vient de décider, le 2 mai dernier, sur les observations de M. l'Inspecteur divisionnaire, que cette communication ne leur serait pas accordée. Une telle décision, prise sans entendre les Commissions locales, ne peut être définitive, les considérations qui l'ont déterminée étant, à nos yeux, complètement erronées.

Pour l'application de la loi du 25 avril 1844 (patentes), l'Administration des contributions directes a fait établir par les contrôleurs un registre sur lequel on inscrit pour établir le droit proportionnel, et par conséquent la valeur locative des usines : 1° la description de la cage et sa valeur vénale et locative ; 2° la *force motrice*, hydraulique ou à vapeur, le nombre de chevaux, leur valeur vénale et locative ; 3° la description et la valeur locative et vénale du mobilier industriel.

Pour obtenir cette décision, M. l'Inspecteur divisionnaire a soutenu : 1° que ces feuilles font en quelque sorte partie des archives du Ministère de l'Agriculture et du Commerce.

Je réponds que des archives sont faites pour être consultées, sans quoi elles n'auraient pas de raison d'être. Elles doivent être surtout à la disposition de ceux que la loi a spécialement chargés de les contrôler.

Enfin, puisque ces feuilles, comme faisant partie du travail de l'Inspection, sont déposées dans les mains de l'autorité chargée des relations entre les Commissions locales et l'Inspection, il n'y a aucune raison valable pour les soustraire à l'examen des Commissions.

2° Qu'elles contiennent des indications telles que : nombre moyen des

journées de travail, prix des salaires, nombre des chevaux-vapeur, etc., qui ont un caractère confidentiel et ne sauraient être divulgués.

Il n'existe qu'une seule et même loi, que l'Inspection et les Commissions sont concurremment chargées de faire exécuter. Cette loi ne réserve pas à l'Inspection des confidences dont il doit être fait mystère aux Commissions. Toute question posée aux industriels ou aux enfants, en dehors des prescriptions déjà si nombreuses de la loi, constitue un abus de pouvoir. Les investigations de l'Inspection sur les ouvriers adultes, le prix des salaires, les chevaux vapeur, etc., sont autant d'illégalités. Si ces questions d'ailleurs étaient autorisées par la loi, croit-on que les Commissions n'auraient pas le même droit que l'Inspection à les poser ?

En s'attribuant un tel pouvoir, l'Inspection se donne deux torts : elle commet une illégalité, et elle veut se constituer un privilège ; une prérogative à part, qui lui donne le pas sur les Commissions ; mais ce n'est pas tout. M. l'Inspecteur divisionnaire prend texte de cette illégalité pour en commettre une autre, et pour se dérober au contrôle qui lui est imposé par la loi. Son argumentation se résume à dire que, puisqu'il fait des investigations illégales, ces investigations doivent rester secrètes ; que dès lors, le contrôle attribué par la loi aux Commissions ne peut être exercé sur cette partie des travaux de l'Inspection ; qu'enfin, cette partie, destinée à rester secrète, faisant corps avec le surplus du travail de l'Inspection, le travail entier doit rester caché aux Commissions ; que, dès lors, les dispositions de la loi, relatives au contrôle à exercer par les Commissions, restent sans application possible et à l'état de lettre morte.

Voilà le sens, sinon les termes, du raisonnement qui a prévalu devant la Commission départementale supérieure. Vous jugerez Messieurs, s'il y a lieu de lui soumettre quelques observations à cet égard.

3^e Qu'enfin les Commissions locales trouvent, sur les fiches établies par la Préfecture de Police, tous les renseignements statistiques qui leur sont nécessaires pour exercer le contrôle dont elles sont chargées.

Ce n'est pas à l'Inspection qu'il appartient de décider si les renseignements contenus sur les fiches dressées par la Préfecture sont suffisants, pour le contrôle que doivent exercer les Commissions locales. Entend-elle restreindre ce contrôle aux données purement statistiques ? C'est aux Commissions locales seules à juger ce qu'elles ont à faire. Dans tous les cas ces fiches sont dressées par la Préfecture de Police que nous n'avons pas à contrôler, elles ne peuvent et ne doivent pas nous servir pour le contrôle à exercer sur l'Inspection.

N'hésitons pas à répudier tout contrôle sur un travail fait par la

Préfecture de Police. La loi ne nous y autorise pas. Cette substitution, proposée par l'Inspection, d'une Administration indépendante de notre action à une Administration qui y est soumise, n'a aucune chance d'être acceptée ; elle est inadmissible.

Le manuel des Commissions locales enseigne que les Commissions sont *souveraines* dans le cercle de leurs attributions, c'est là une affirmation théorique incontestable, mais qui rencontre des difficultés dans la pratique. Car, la première fois que nous voulons exercer la plus importante de ces attributions, en appliquant la loi et en exerçant notre contrôle, nous nous heurtons à une fin de non-recevoir !

L'Assemblée voudra bien remarquer qu'en renonçant à son droit de contrôle sur les feuilles de l'Inspection, elle enlèverait toute autorité aux Commissions locales, et les mettrait à la discrétion de l'Inspection. Nous nous exposerions par là au reproche d'avoir volontairement amoindri notre rôle légal, et de nous être subordonnés à l'Inspection, qui doit au contraire relever de nous.

M. LAPORTE. — Ma réponse sera très courte.

Les feuilles dont il m'est demandé communication renferment des documents confidentiels. M. Mérieux a pu les voir, et du reste en voici un modèle. Ces feuilles contiennent des indications que M. Mérieux trouve contraires au vœu de la loi. Je ne vois rien d'anormal, quant à moi, à employer le service de l'Inspection, dames et hommes, pour avoir ces renseignements de statistique que nul autre service ne peut se procurer. Quels sont ces renseignements ? les voici : par exemple, nous demandons à l'industriel — et il nous répond s'il le veut bien — quels sont les salaires moyens par jour, des hommes, des femmes, des filles et des garçons qu'il emploie ; la durée moyenne de la journée et le nombre des jours de travail par an, la nature et la force du moteur, etc. Si nous vous communiquions ces renseignements, qu'arriverait-il ? Il y a parmi vous beaucoup d'industriels. Or, que nous dirait le manufacturier dont nous avons obtenu ces renseignements ? Il nous dirait, avec raison, qu'il ne lui convient pas que nous les montrions à M. tel ou tel, membre de la Commission locale de son quartier, à des concurrents quelquefois ; qu'il ne lui convient pas non plus de faire savoir à ses confrères que parfois il ne travaille que 180 ou 200 jours par an ; car ce sont là des renseignements absolument confidentiels, et qui ne sont donnés à l'Inspection que parce qu'on en a fait sentir le besoin pour une statistique générale ; mais l'industriel ne veut pas que cela aille plus loin. Voilà pourquoi j'ai refusé la communication des feuilles mensuelles de l'Inspection. L'honorable Président de la Vingt et unième Commission demande, avec plus de raison cette fois, la communication des relevés des visites de l'inspecteur qu'il est

chargé de contrôler. Rien de mieux, mais ce relevé vous l'avez par les fiches qui ont été relevées depuis le 1^{er} janvier 1881 ; ces fiches portent le numéro de l'arrondissement et du quartier, le nom de l'industriel, sa profession, son adresse, et ce qui vous importe surtout la date des visites de l'Inspection. Vous avez donc par les fiches tous les renseignements concernant chaque quartier. Quel intérêt peut donc avoir M. Mérice à prendre communication des feuilles mensuelles, où figurent les visites faites dans d'autres quartiers que le sien ?

M. MÉRICE. — Nous ne prendrons que notre quartier.

M. LAPORTE. — Très bien ! mais vous ne me demandez pas moins de remettre entre vos mains un document qui mentionne toutes les visites faites dans le mois, non seulement dans votre quartier, mais dans tous ceux de la section. — Cela n'est pas admissible. — L'affaire a été soumise à la Commission supérieure départementale, qui a approuvé ma réserve. Dans ces conditions, je persiste dans mon refus ; j'espère, Mesdames et Messieurs, que vous m'approuverez et que vous ne vous méprendrez pas sur les sentiments qui me l'ont dicté.

M. LE PRÉSIDENT. — « 2^e Demande de modification du cadre de ces feuilles, afin de les mettre en harmonie avec la loi du 19 mai 1874. »

Le vœu est écarté comme constituant une question identique à celle qui vient d'être tranchée.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous passons au n^o 3 : « Quelles sont les obligations des filles de seize à vingt et un ans, employées dans l'industrie ; de quelles pièces doivent-elles être nanties ? »

M. MÉRICE. — Nous pensons, comme l'Inspection, que les filles de seize à vingt et un ans, doivent être inscrites sur le registre imposé aux industriels, par l'article 10 de la loi du 19 mai 1874. Et comme cet article ordonne aux chefs d'industrie d'inscrire sur les livrets la date de l'entrée dans l'atelier ou établissement et celle de la sortie, il en ressort évidemment que les filles de seize à vingt et un ans doivent être nanties d'un livret.

Ce livret mettrait les industriels à même de vérifier l'exactitude des assertions des jeunes filles qui se présentent chez eux comme majeures. Il leur permettrait, en outre, de vérifier l'identité de leurs ouvrières, et si elles sont protégées par la loi du 19 mai 1874.

Le vœu est adopté.

M. LE PRÉSIDENT. — « N^o 4. Quelles sont les obligations des industriels qui n'occupent que des filles au-dessus de seize ans ? »

M. MÉRICE. — Par cela seul qu'un industriel occupe une fille mineure, eût-elle plus de seize ans, il a le devoir d'afficher

dans son atelier la loi relative aux filles mineures, ainsi que les règlements particuliers à son industrie, et de tenir au courant le registre prescrit par l'article 10 de la loi du 19 mai 1874.

La loi interdit de faire travailler une fille mineure la nuit, les dimanches et jours fériés, etc.

L'Inspection, lors de ses visites, doit, si elle trouve une fille mineure dans un atelier, relever la tenue du registre et constater si la loi est affichée. L'Inspection doit également tenir la main pour que l'industriel se conforme aux articles 4, 5 et 7.

Je demande que les prescriptions à faire observer aux industriels relativement aux filles de seize à vingt et un ans soient définies par la Commission départementale supérieure, et que les Commissions locales soient informées de sa décision par une circulaire qui puisse être montrée aux industriels.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce second vœu rentre dans le premier, qui vient d'être adopté. Il sera examiné, non pas par la Commission départementale, qui n'a pas qualité pour cela, mais par la Commission supérieure qui siège près du Ministre. (Approbation.)

Nous passons au vœu tendant à « rétablir, comme sous l'empire de la loi du 22 mars 1841, la mention *par duplicata* sur le second livret délivré par les Maires à un même enfant ».

M. MÉRICE (lisant). — Il arrive fréquemment qu'un enfant, après avoir commis une faute grave dans un atelier, n'y retourne plus et y abandonne son livret. Il en est quitte pour s'en faire délivrer un second, à l'aide duquel il se présente, comme débutant, chez un autre industriel, qui n'a aucun moyen d'obtenir des renseignements sur ses antécédents et son passé.

La mention *par duplicata*, si elle était apposée à la Mairie sur le second livret, mettrait le nouveau patron sur la voie d'informations qui lui sont indispensables. De plus, elle obligerait l'enfant à faire remplir, conformément à l'article 10 de la loi du 19 mai 1874, la date de son entrée chez son premier patron et celle de sa sortie. La proposition de M. Mérice est renvoyée à la Commission. On passe au n° 6.

M. MÉRICE. — Vœu tendant à obliger les mairies, conformément à l'article 10 de la loi du 19 mai 1874, à remplir le numéro d'ordre sur chacun des livrets qu'elles délivrent; à y mentionner le domicile de l'enfant, et à conserver un état des livrets distribués, que pourront consulter les Commissions locales.

En tenant note des livrets qu'elles distribuent, les mairies doivent leur donner un numéro d'ordre, qu'il est essentiel de remplir sur chaque livret.

On omet trop souvent de porter sur le livret le domicile de l'enfant. L'article 10 de la loi du 19 mai 1874 rend pourtant cette énonciation obligatoire.

Un état des livrets, pouvant être consulté par les Commissions locales, permettrait à celles-ci de vérifier plus facilement et plus sûrement la situation des enfants qui travaillent dans l'industrie.

Une simple circulaire adressée aux mairies à ce sujet amènerait un notable progrès relativement à l'application de la loi.

Nous passons maintenant à la Commission n° 22 (Hommes) :

« Fondation d'écoles professionnelles en rapport avec les besoins de l'arrondissement. » Je félicite les membres de la Commission n° 22 de l'intérêt qu'ils portent à l'enseignement, mais je me permets de leur faire remarquer en même temps que cela n'a aucun rapport avec la loi de 1874. (Approbation.)

Nous passons au n° 2. « Révision de la statistique. »

M. HÉBRARD. — Je vous ai proposé le moyen des fiches tout à l'heure; je vous proposerai encore, pour compléter ce système, lors du prochain recensement quinquennal, de prier M. le Préfet de la Seine de réserver une colonne du recensement pour pouvoir demander dans chaque atelier quels sont les apprentis, quel âge ils ont, etc. C'est une mesure administrative qui peut, je crois, être prise sans que cela surcharge le travail de statistique.

3° « Création de cours du soir pour les apprentis illettrés, qui ne peuvent assister aux classes de demi-temps ». — Ce vœu, dont la réalisation entraînerait toute une organisation, paraît devoir obtenir satisfaction par l'installation prochaine de l'enseignement obligatoire.

Nous passons alors à la proposition de la Commission locale n° 15 (Dames) : « Indiquer un moyen de s'assurer du passage de l'Inspection dans les ateliers, lorsque ces visites sont contestées, à tort ou à raison, par les industriels. »

Il y a un autre vœu dans le même sens de la Dix-neuvième Commission (Dames) : « Demande de l'exigibilité de la signature de l'inspectrice départementale, afin de pouvoir contrôler le service de l'Inspection. »

Et un troisième de la Commission locale n° 7 (Dames) : « Constatation du passage de l'Inspection des ateliers. »

M. LE PRÉSIDENT. — La question est renvoyée à la Commission départementale.

Nous passons à un autre ordre d'idées : « Entourer de garanties plus sérieuses le mode de délivrance du certificat d'instruction primaire élémentaire, qui est, à l'heure présente, complètement insuffisant. »

M. PERRIN. — Ce vœu n'est pas nouveau. Il a déjà été émis l'année dernière dans une réunion semblable; il a été démontré, et nous en avons tous acquis la preuve, que le mode de délivrance du certificat d'instruction primaire est absolument insuffisant. Il est arrivé et il arrive tous les jours, qu'un patron nous présente un certificat

parfaitement en règle, et si le hasard nous fait interroger l'enfant, nous acquérons la preuve qu'il ne sait absolument rien, ou qu'il a complètement oublié ce qu'il avait appris. C'est qu'en effet il suffit de seriner l'enfant pendant quelques jours dans une école de demi-temps pour que cet enfant se présente devant un instituteur communal, ou devant celui qui lui fait la classe et le mette dans l'obligation de lui délivrer son certificat. Délivré dans de pareilles conditions, c'est-à-dire au bout de quelques jours d'un mode d'instruction qui ne laisse rien de durable dans l'esprit de l'enfant, il est évident qu'il ne prouve rien en faveur de l'instruction de cet enfant. Il y aurait donc quelque chose à faire dans cet ordre d'idées. Je ne crois pas qu'il faille ici entrer dans le *modus faciendi*, parce que c'est à la Commission départementale qu'il appartient d'étudier la question, puisqu'elle en a été déjà saisie à diverses reprises, mais je serais d'avis — puisque ce sont deux ordres d'idées qui se confondent et à l'occasion du vœu suivant — que les enfants, avant d'obtenir le certificat, fussent obligés, pendant un certain temps, deux ou trois mois, de fréquenter les écoles de demi-temps, afin que pendant ce délai ils eussent chance d'acquérir d'une manière sérieuse et profitable pour l'avenir, des notions très élémentaires. Je demande que la question soit étudiée. Il existe par exemple un mode de délivrance de certificat que je signale : un instituteur sait qu'un enfant va quitter son école pour entrer en apprentissage. Il lui dit : tu viendras à l'école du soir ? — Oui, monsieur. — Et tu viendras à mon école d'adultes ? — Oui, monsieur. On lui donne un certificat avec une certaine complaisance, et l'enfant ne revient plus du tout à l'école.

M. LE PRÉSIDENT. — M. le Directeur de l'enseignement primaire a promis de publier à bref délai, dans le *Bulletin de l'instruction primaire*, une circulaire à tous les instituteurs pour leur faire savoir que l'Administration sera extrêmement sévère pour les certificats de complaisance. La loi, vous le savez, met sous la juridiction du Conseil départemental de l'instruction non seulement les instituteurs communaux, mais aussi les instituteurs libres. Le Conseil peut les suspendre, leur ôter même le droit d'enseigner. Ce sont là des pénalités extrêmement sévères, dont la circulaire de M. le Directeur de l'enseignement primaire rappellera les termes. Quant à aller plus loin, cela me paraît difficile. Vous demandez qu'on ne délivre le certificat d'étude aux enfants qui fréquentent l'école de demi-temps qu'après un délai de trois mois, mais dans la loi, il n'est nullement question de délai : l'enfant peut obtenir son certificat à quelque époque que ce soit ; je ne vois pas qu'il y ait possibilité d'établir un règlement spécial pour les écoles de demi-temps. Je crois que nous devons nous borner à la circulaire dont je viens de parler et à prier le Conseil départemental,

dont nous avons un représentant, M. Frère, de se montrer impitoyable pour les certificats de complaisance. Dans cette mesure, il y aurait à émettre un vœu qui serait certainement bien accueilli par l'Administration et le Conseil départemental.

M. PERRIN. — Parfaitement. Je demande le maintien du premier vœu et je retire le second.

(Le premier vœu, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — L'Assemblée s'étant prononcée implicitement sur le n° 3, nous passons au n° 4, tendant à « la création, dans chaque arrondissement, de maisons municipales d'apprentis et d'externats ».

M. PERRIN. — Le double vœu énoncé dans ce paragraphe a une importance considérable. Évidemment, ce n'est pas dans une aussi courte séance et en quelques instants qu'on pourrait développer les graves motifs qui ont engagé les Commissions locales réunies du III^e arrondissement à émettre ce double vœu. Le premier concerne l'établissement dans les arrondissements, de maisons d'apprentis; le second d'externats, ou de patronages d'apprentis. Les maisons d'apprentis, vous ne l'ignorez pas, existent déjà, soit laïques, soit confessionnelles; elles rendent des services très considérables à cette catégorie d'enfants auxquels nous nous intéressons de préférence, c'est-à-dire aux malheureux, aux abandonnés, et aux orphelins. Or, c'est précisément ces enfants-là dont le placement en apprentissage, — je me sers du mot, mais on doit le comprendre avec les restrictions qui ont été indiquées au commencement de la séance, — dont le placement, dis-je, est le plus difficile. Il y a donc intérêt à leur faciliter ce placement, à créer, ce que l'initiative privée a fait avec succès, des internats d'apprentis où seraient reçus plus spécialement les enfants auxquels je faisais allusion tout à l'heure, ces enfants qui n'ont pas de famille, ou qui n'offrent aux patrons, à cause de la situation misérable de leurs parents, que peu d'attraits pour s'en charger. Si ces enfants pouvaient être recueillis dans une maison qui existerait au sein de chaque arrondissement; si le matin, de cette sorte de ruche, s'échappait cette petite colonie d'enfants allant, avec leurs paniers garnis pour le repas du midi dans leurs ateliers respectifs, et revenant le soir à la maison commune, il est certain que ces pauvres malheureux auraient là une sorte de tutelle à laquelle ils ont droit. Je crois donc qu'il serait bon que la Commission supérieure voulût bien examiner cette question; elle est mûre, elle a fait l'objet des méditations de la Société de protection des apprentis, qui existe depuis vingt-cinq ans, et on trouvera dans son Bulletin tous les documents pour arriver à une solution. Quant à l'externat d'apprentis, à ces patronages que je voudrais voir ouvrir le dimanche pour y retenir également ces apprentis qui n'ont

pas de famille, ou dont la famille est si éloignée que l'enfant ne sait que faire le dimanche, ces enfants dont souvent les patrons n'ont pas voulu, précisément pour ne pas avoir la responsabilité de les garder les dimanches, il est certain que s'il y avait une école libre ce jour-là, un établissement qui leur fût ouvert, s'il y avait également moyen de les y réunir, de les distraire, de les instruire, de leur procurer tout ce qui peut être agréable dans une pareille situation, ce serait leur apporter une sorte de bien-être, d'horizon nouveau. Je me borne, sans entrer dans les voies et moyens, à recommander ce double vœu à l'Assemblée qui fera, je crois, acte d'humanité en le recommandant comme les Commissions du III^e arrondissement à la sollicitude de l'Administration et de la Commission départementale supérieure.

M. FRÈRE. — Mesdames, Messieurs, justement préoccupée de cette question, M^{me} Dordet, de la Sixième Commission, a rédigé des considérations sur un vœu analogue. Je vous demande de renvoyer l'étude de la question à la Commission départementale supérieure (1).

M. LE PRÉSIDENT. — Oui, mais la Commission supérieure sera quelque peu embarrassée du renvoi que vous lui faites. Je ne vois pas trop ce que la Commission supérieure peut avoir à faire dans l'exécution d'un pareil projet, auquel certainement nous sommes tous ici très sympathiques. J'ajoute que déjà, — et M. Perrin le sait mieux que personne, — le Conseil municipal s'est préoccupé de cette question; l'année dernière nous avons voté un premier crédit de 100,000 francs, destiné à constituer une Caisse des pupilles de la ville de Paris. Grâce à cette Caisse, nous pourrions envoyer dans des établissements spéciaux, dans des internats, et dans des familles d'instituteurs ou des familles ouvrières qui voudront bien les accueillir, les enfants abandonnés dont M. Perrin vient de parler. Cette organisation se poursuit en ce moment; il y a déjà de nombreuses demandes de familles mais surtout d'instituteurs. Je ne crois pas m'éloigner de la vérité en disant que le conseil municipal se propose d'augmenter ce crédit. Il y a donc là déjà une œuvre bien vivante.

Il existe une autre œuvre, due à l'initiative privée, qui est en ce moment en pleine voie d'organisation dans tous les arrondissements; c'est l'œuvre de M. Bonjean, la Société de protection de l'enfance coupable ou abandonnée.

La Société nouvelle a sept établissements qui fonctionnent, et il serait très utile, — je saisis l'occasion de le dire en passant, — que les Commissions locales se missent en rapport avec ces Comités

(1) Voir ce vœu ci-après.

nouvellement fondés. Je suis sûr à l'avance que le Conseil d'administration qui dirige l'œuvre de M. Bonjean en sera enchanté; beaucoup d'enfants, que vous pourrez signaler comme des vagabonds courant les ateliers un jour, les abandonnant le lendemain, pourront être recueillis.

Donc, les efforts se multiplient. — Nous voyons, d'une part, toute une organisation officielle à ses débuts, d'autre part une œuvre due à l'initiative privée, qui se développe et grandit. C'est à nous, membres des Commissions locales, à nous mettre en rapports constants avec la Caisse des pupilles et avec l'œuvre de M. Bonjean. Nous nous aiderons mutuellement, et je crois qu'ainsi le vœu soutenu par M. Perrin trouvera une satisfaction à peu près complète. (Très bien ! très bien !)

M. ROBIQUET. — Je désire seulement ajouter aux observations pleines d'intérêt présentées par M. le Président, un simple renseignement : il vient d'être institué au Ministère de la Justice, une Commission chargée d'étudier les mesures qu'il y aurait lieu de soumettre au Parlement, dans l'intérêt des enfants abandonnés. Vous voyez qu'en ce moment il y a un courant qui se forme en faveur de ces pauvres enfants, et que d'ici à quelque temps il est presumable qu'on arrivera à de bons résultats.

Vœu formulé par M^{me} Dordet, au nom de la Sixième Commission locale (Dames), et présenté par M. le docteur Frère, président de la Huitième Commission :

« Considérant que la loi du 19 mai 1874 a pour objet l'amélioration des conditions des enfants, filles et garçons mineurs employés dans l'industrie ;

» Considérant que cette loi qui s'est efforcée de prévoir, en ce qui concerne les forces physiques, intellectuelles et morales, n'a pu descendre dans des détails que la pratique a relevés par l'application ;

» Considérant que les Commissions locales ont déjà fourni et qu'elles fourniront encore des indications qui ont toujours été favorablement accueillies par la Commission supérieure et par l'Administration ;

» Considérant que les membres de ces Commissions sont vivement engagés à exprimer, soit sous forme de vœux, soit par des propositions fermes telle idée qui serait de nature à compléter l'ensemble des moyens que la pensée du législateur recherche, pour parvenir au but qu'il s'est proposé ;

» Considérant que s'il est nécessaire de protéger l'enfance industrielle dans sa vie et sa santé, et s'il convient que l'instruction élémentaire de l'enfant reçoive son développement indispensable, il n'importe pas moins à son développement moral qu'il soit protégé contre les dangers qui peuvent résulter du demi-abandon auquel il

est livré, soit par les longs parcours qui séparent le domicile de l'atelier, soit encore par l'impossibilité dans laquelle les patrons se trouvent de pouvoir s'en charger les jours fériés ;

» Considérant que par ces causes principales et celles qui en découlent, il y a lieu de s'efforcer d'en conjurer les effets ;

» Considérant que pour réaliser cette pensée d'intérêt général il peut, ou il pourrait être fait appel à toutes les bonnes volontés et qu'il serait possible de recueillir des souscriptions, pour une œuvre répondant par son action à la création d'internats et d'externats d'enfants mineurs employés dans l'industrie.

» Le soussigné, tant au nom de la Huitième Commission qu'en son nom personnel, appuie le vœu formulé par M^{me} Dordet, membre de la Sixième Commission, en demande la prise en considération et le renvoi à la Commission supérieure départementale. »

Dr FRÈRE,

Président de la Huitième Commission locale.

(III^e Arrondissement).

Toute cette série de vœux présentés par les Commissions locales ainsi que par M. Frère, est renvoyée avec un avis sympathique à la Commission départementale supérieure.

Nous passons à la Commission n^o 19 (Dames) : « L'arrêt de la Cour de Cassation (audience du 18 février 1881) s'étend-il au département de la Seine et modifie-t-il le service d'Inspection ? »

C'est une question qui est très importante.

M^{me} LERCH. — Nous demandons si nous avons maintenant le droit de visiter les ouvroirs ?

M. LESTIBOUDOIS. — La réponse a été faite au commencement de la séance ; c'est une question résolue.

M. LE PRÉSIDENT. — Dans les communications faites par l'Administration, il vous a été donné connaissance de la décision de la Commission départementale supérieure, qui dit que les visites des ouvroirs continueront.

M. LAPORTE. — Il y a quelque chose de plus : samedi dernier, à la Chambre des députés, on vient de voter une modification à la loi de 1874, pour faire rentrer dans la loi tous les ouvroirs, ateliers de charité, etc.

M^{me} LERCH. — Les ouvroirs sont-ils tenus d'avoir aussi un registre ?

M. LAPORTE. — Parfaitement, comme les industriels.

M^{me} LERCH. — J'ai visité des ouvroirs où il ne m'en a pas été présenté.

M. LAPORTE. — Je vous prie de m'en donner la liste, afin que les inspectrices s'y présentent. Du moment que l'on y fabrique des objets

industriels et que l'on en tire profit, ces ouvriers tombent sous la surveillance de la loi.

M. LE PRÉSIDENT. — La réponse est nette : les visites peuvent et doivent se faire dans les ouvriers.

Commission locale n° 19 : « Les cours projetés du matin seront de deux heures comme ceux du soir, et non d'une heure. »

M. CARRÉ. — La Dix-neuvième Commission locale a vu avec plaisir que la Commission départementale supérieure, sur la proposition de notre président, M. de Heredia, avait accepté l'organisation à bref délai des écoles de demi-temps du matin et du soir. C'est une légitime satisfaction donnée aux aspirations des Commissions, mais la Dix-neuvième Commission serait très aise d'apprendre que les cours du matin fussent de deux heures et non d'une heure, car dans ce dernier cas, ils sont insuffisants pour l'instruction et laissent trop de temps libre aux enfants, qui pourraient dès lors se livrer au vagabondage.

Observations de la Dix-neuvième Commission locale (Hommes), relatives à la loi du 19 mai 1874, et à celle votée par la Chambre des Députés, le 20 mars 1881 :

Par l'article 20 de la loi du 19 mars 1874, sur le travail des enfants dans les manufactures, les Commissions locales sont chargées de veiller à l'exécution de cette loi.

Par l'article 5 de la loi concernant la durée du travail des mineurs dans les usines et manufactures, votée par la Chambre des députés dans sa séance du 20 mars dernier, ces dernières Commissions locales recevront la mission d'assurer également les prescriptions qu'elle édicte.

Les Commissions locales ont donc, dès maintenant, le devoir de rechercher si dans tous leurs points ces deux lois sont connexes.

1° L'article 3 de la loi de 1874 stipule que les enfants de douze à seize ans (garçons et filles) peuvent être employés douze heures par jour, sous réserves d'un ou plusieurs repos, et de justifier d'une instruction suffisante.

L'article 1^{er} de la nouvelle loi ne tolère que onze heures pour les mineurs (garçons et filles) de dix-huit ans;

2° L'article 4 de la loi de 1874 regarde comme adultes les enfants de seize ans révolus.

L'article 1^{er} de la nouvelle loi semble fixer au contraire l'âge des adultes à dix-huit ans.

De là, trois conséquences qui paraissent contradictoires :

1° Par la remarque première, l'enfant de douze à seize ans, c'est-à-dire l'enfant non formé encore, est astreint à un travail journalier plus long et conséquemment plus pénible que celui des adultes;

2° Par la deuxième, les enfants de seize à dix-huit ans, cessant

d'être protégés par la loi de 1874 et n'étant pas visés spécialement par la nouvelle loi, seront plus avantagés que les autres;

3^e Par la loi de 1874, les filles mineures peuvent travailler jusqu'à vingt et un ans, douze heures par jour.

Par la nouvelle loi, il est défendu de les employer plus de onze heures.

Ces contradictions ou non-concordances, comme on le voudra, parmi un certain nombre d'autres que nous aurions pu faire ressortir, nous ont paru trop importantes pour ne point être immédiatement signalées.

Nous venons vous les soumettre, Mesdames et Messieurs, et vous prier, si vous les reconnaissez véritables, de vouloir bien décider que ces observations soient transmises, au nom de la Dix-neuvième Commission locale, à la Commission départementale supérieure qui jugera s'il est opportun de les communiquer à la Commission du Sénat.

M. DE HEREDIA. — Il a été répondu à ces observations au commencement de la séance par M. le Chef de la deuxième division, dans « les communications de l'Administration. »

Il a été dit que la Préfecture de Police avait, selon le désir exprimé par la Commission départementale supérieure, signalé à M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce les dissemblances existant entre la loi du 19 mai 1874 et la loi actuellement en discussion sur les adultes.

Nous passons maintenant au vœu n° 2 de la Trente-huitième Commission locale (Hommes), ainsi conçu :

« Tout enfant venu de province et n'ayant pas son certificat d'école pourra se présenter devant l'instituteur communal qui, après un petit examen, lui délivrera le certificat dont il a besoin. »

M. LAPORTE. — Je dois dire, à propos de ce vœu, que des instructions ont été données dans ce sens à tout le corps d'instituteurs et d'institutrices du département de la Seine. Dès mon arrivée ici j'ai été surpris de ce que les ordres donnés par mon prédécesseur n'avaient pas fait mention de la possibilité pour l'enfant d'obtenir un certificat d'instruction d'un instituteur autre que celui qui l'avait élevé. J'ai donné satisfaction au vœu exprimé, c'est-à-dire que tout enfant a le droit de demander à l'instituteur public de la commune où il travaille le certificat qui lui est nécessaire — je dis instituteur ou institutrice publics, parce que les instituteurs privés, nous ne les connaissons pas. Quant aux enfants étrangers, une décision du Conseil supérieur près le Ministre de l'Agriculture et du Commerce a décidé que tout enfant étranger doit être soumis à la loi, sans quoi on placerait nos nationaux vis-à-vis des étrangers dans une situation d'infériorité inadmissible. Les enfants doivent parler et écrire en fran-

çais, avoir un certificat dans la langue nationale. Il n'y a pas d'erreur possible, car dans la circonscription que j'ai quittée, j'ai eu un procès à faire à propos de jeunes italiens qui ne savaient pas parler français et le patron a été condamné.

Nous arrivons à la Commission locale n° 38 (Hommes), vœu n° 3. « Les Commissions auront la faculté de consacrer le reliquat de l'allocation mise à leur disposition à l'achat de livrets de caisse d'épargne en faveur des enfants les plus méritants. »

M. COUARD. — Nous avons fait cette proposition parce que la Commission ne dépense pas l'argent que la Préfecture met à sa disposition. Nous avons cru qu'il serait bon de récompenser les enfants méritants que nous trouvons dans les ateliers, en leur achetant quelques livrets de caisse d'épargne, et de donner ainsi des encouragements sérieux à l'application, à l'exactitude et à la bonne conduite dans l'atelier. Nous aurions là assurément des éléments de récompenses, et la Commission a cru devoir vous soumettre ce vœu.

M. GAGNA. — La Trente et unième Commission locale, que j'ai l'honneur de présider, a reçu comme toutes les autres l'indemnité de 200 francs. Notre surveillance, excessivement étendue, nous oblige à des frais de déplacement considérables et l'indemnité est insuffisante; nous avons, en effet, 12 ou 14 kilomètres à parcourir dans le canton de Courbevoie, qui se compose de sept communes, depuis l'extrémité d'Asnières jusqu'à celle de Suresne. Nous avons cependant déclaré que nous nous contenterions de l'indemnité, et nous avons pris à notre charge tous les frais résultant de la surveillance que nous exerçons. Mais la Commission a décidé qu'elle emploierait cette indemnité à la création de livrets de caisse d'épargne et de prix, qui seraient décernés aux élèves les plus méritants des écoles de demi-temps. Nous avons relaté cette décision dans notre rapport annuel, et l'Administration supérieure m'a fait l'honneur de m'adresser une lettre m'invitant à verser immédiatement le reliquat disponible de l'indemnité qui nous avait été accordée. Il n'y avait pas de reliquat disponible, puisque nous avions des dépenses dépassant l'indemnité. Nous avons cru devoir disposer des 200 francs comme bon nous semblait, puisque nous avions pris à notre charge les frais résultant de notre service.

M. LE PRÉSIDENT. — Je crois qu'on peut rester dans le *statu quo* jusqu'à nouvel ordre, c'est-à-dire jusqu'à décision du Conseil général. Comme j'ai entendu tout à l'heure plusieurs membres déclarer qu'ils étaient opposés à cette mesure, je consulte l'Assemblée sur la proposition qui consiste à maintenir le *statu quo* et à émettre le vœu que le Conseil général, d'accord avec l'Administration, rectifie ce qu'il y a d'un peu confus dans les attributions des Commissions. Pour qu'il n'y

ait pas de méprise, je mets aux voix la première partie, qui consiste à prier le Conseil général d'autoriser les Commissions locales à employer à leur gré, selon leur volonté, les 200 francs qui leur sont distribués. (Adopté.)

Je passe au second point : Prière au Conseil général de voir s'il n'y aurait pas lieu d'élever, dans une mesure à examiner, l'allocation donnée aux Commissions suburbaines, en raison des frais de déplacement plus considérables. (Adopté.)

Nous arrivons à la Commission locale n° 7 : « Extension des prescriptions de la loi du 19 mai 1874, aux enfants et aux jeunes filles employés chez les commerçants ».

C'est une question qui a déjà été examinée ici. Vous vous rappelez que nous avons discuté sur ce point et qu'il a été reconnu que la loi et les règlements d'administration publique ne permettaient pas à l'Inspection d'appliquer les dispositions qu'on invoque. Il est donc inutile de revenir sur cette discussion, qui est épuisée.

Reste une autre disposition : « Obligation du livret pour les jeunes filles de seize à vingt et un ans. »

M. l'Inspecteur divisionnaire nous a dit que le Ministère étudiait en ce moment tout un règlement général pour les filles de seize à vingt et un ans. Vous pouvez prendre en considération le vœu le renvoyer à la Commission supérieure, qui le transmettra au Ministre. (Adopté.)

Le dernier paragraphe se rattache à des propositions qui ont été discutées.

M. FRÈRE. — Je dépose le vœu suivant :

Que la Commission supérieure veuille bien faire un dépouillement des rapports des Commissions locales, et faire le groupement des vœux émis, duquel pourraient résulter telles dispositions qu'il appartiendrait, et qui pourraient servir de base, soit à un nouveau règlement d'Administration, soit au complément de la loi du 19 mai 1874. (Approbation.)

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas d'opposition ?... Le vœu est adopté.

M. WIGGISOHF. — Il y a diverses questions qui ont été discutées dans les Commissions et qui n'ont pas été soumises à l'Assemblée. Il y a par exemple une délibération de la Vingt-huitième Commission, qui consistait à demander qu'il nous soit donné connaissance des jugements rendus contre les industriels ayant commis des infractions à la loi. Il est évident que les Commissions locales auraient intérêt à connaître les jugements rendus contre les industriels de leurs quartiers, car si elles se présentent chez les gens sous le coup de poursuites, elles paraîtront se livrer à des visites vexatoires, ou ne pas être au courant du service de l'Inspection.

M. LAPORTE. — Votre observation est très juste. J'ajouterai que la Préfecture de Police fait recueillir tous les jugements rendus à propos de l'application de la loi du 19 mai 1874, et donnera prochainement un résumé, une sorte de jurisprudence établie pour toutes les infractions commises à cette loi. Ce recueil vous sera distribué. On vous donnera avis quand des procès-verbaux seront dressés, et on vous informera de la sanction qui leur sera donnée par les tribunaux. (Très bien!)

M. SONGEON revient sur l'idée de profiter du prochain recensement pour travailler à la statistique des ateliers.

M. HÉRRARD demande que le Préfet de Police retire leur mandat aux membres de Commission qui, depuis un an, n'ont pas fait acte de présence et dont on ne peut obtenir la démission.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est au président de la Commission à agir, à faire des propositions. Il faut nous habituer à faire nos affaires nous-mêmes !

M. LAPORTE. — Avant de nous séparer, je vous prierai, Mesdames et Messieurs, lorsque comme présidents des Commissions locales vous aurez des critiques à faire sur le service de l'Inspection, de ne les insérer dans vos rapports que lorsque vous m'en aurez saisi préalablement. Il y a à cette insertion de graves inconvénients que vous comprenez de suite; il est inutile que les industries sachent que, par hasard et exceptionnellement, un service d'Inspection n'a pas été bien fait. Je voudrais que vous me rendissiez seul responsable. Pendant six mois nous allons collaborer avant de nous réunir de nouveau; saisissez-moi des questions concernant l'Inspection; et si par hasard vous n'avez pas eu satisfaction d'ici notre prochaine séance semestrielle, faites alors un rapport critiquant ma manière de diriger le service. Vous serez absolument dans votre droit.

M. LE PRÉSIDENT. — A tous les points de vue, cette entente aura des avantages.

INSTITUTIONS CRÉÉES DANS L'INTÉRÊT MORAL ET MATÉRIEL DES APPRENTIS

ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

Inauguration de la Société de Protection de l'Enfance ouvrière de Troyes.

Le dimanche 6 novembre 1881, la Société de protection de l'enfance ouvrière décernait pour la première fois, les récompenses aux enfants travaillant dans l'industrie.

L'assistance était fort nombreuse, et sur l'estrade on remarquait M. le procureur de la République avec son substitut ; M. Biche, conseiller général, M. Pigeon, adjoint au maire de Troyes, M. Berthier, inspecteur des écoles.

M. Fleury, conseiller de préfecture, en grand costume officiel. présidait la cérémonie en l'absence de M. le Préfet.

A deux heures précises, M. le Président, ayant à sa droite M. Nusse, secrétaire de la Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures, spécialement délégué à cet effet par le Bureau de cette Société, — à sa gauche M. Bernot, fondateur et président de l'Œuvre a ouvert la séance. Après les discours que nous rapportons plus bas et qui ont été très applaudis, M. François, instituteur, a proclamé la liste des lauréats. Son rapport est plein de renseignements utiles et intéressants ; il est, en outre, empreint d'un vif sentiment d'affection pour l'enfance.

L'orphéon et la fanfare de la ville ont prêté leur généreux concours à cette cérémonie, dont ils ont relevé l'éclat par des morceaux aussi bien choisis que parfaitement exécutés.

Avant de lever la séance, dans quelques paroles bien senties, M. le Président s'est plu à faire l'éloge des enfants et de leur bonne tenue, en en faisant remonter le principal mérite aux mères de famille toujours si soigneuses dans ces sortes de choses ; puis, s'adressant à MM. Ollivier et Cornesse, il les a remerciés de leur excellent concours et de l'habile exécution des morceaux qui ont été joués, pendant la cérémonie, par les deux sociétés musicales.

Cette solennité, nous n'en doutons pas, laissera un bon et durable souvenir dans l'esprit des jeunes travailleurs et des nombreuses personnes qui y assistaient.

DISCOURS DE M. FLEURY

Messieurs,

Retenu loin de nous aujourd'hui, M. le Préfet a bien voulu me désigner pour le remplacer, et présider en son absence cette intéres-

sante cérémonie. Je sens tout le prix de cette flatteuse distinction, et suis heureux de lui en présenter ici l'expression de ma bien vive gratitude. Sa voix plus autorisée que la mienne, vous eût dit combien il appréciait l'œuvre philanthropique, à laquelle se sont voués les hommes qui les premiers, dans cette industrielle cité, ont eu l'idée de venir au secours de l'enfance ouvrière. Il eût adressé aux enfants réunis en cette enceinte de salutaires conseils, dictés par sa grande expérience des hommes, et eût fait passer dans ces jeunes cœurs la flamme patriotique qui l'anime. Aussi, en ajoutant que l'absence du premier magistrat du département excite les regrets unanimes de cette nombreuse assistance, suis-je certain d'être le fidèle interprète de vos pensées et de vos sentiments.

Messieurs,

La loi de 1874 qui protège les enfants contre les fatigues du travail est loin d'être complète : si en effet elle impose aux patrons certaines mesures de précaution, destinées à prévenir les accidents matériels, il est un point qu'elle laisse complètement dans l'ombre ; et cependant cette lacune méritait d'être comblée, car dans une loi qui a trait à l'enfance, le but n'est pas suffisamment atteint, si l'on se borne à la répression, et si le côté protecteur et moralisateur est laissé à l'écart.

C'est cette ombre, Messieurs, que vous avez voulu effacer, en fondant la Société de protection de l'enfance ouvrière. Vous avez compris que l'homme ne se nourrit pas seulement du pain que, dès son jeune âge, il est obligé de gagner chaque jour, mais qu'il a de plus hautes aspirations, et vous avez, avec juste raison, pensé, contrairement à ce que disait au *xviii^e* siècle le procureur du roi La Chalotais, vous avez pensé, dis-je, qu'entre la lime et le rabot il pourrait y avoir place pour le livre et la plume.

Instruire, c'est moraliser, bien plus c'est perfectionner ; en développant donc chez le fils de l'artisan le goût de l'instruction, vous remplissez, Messieurs, une grande mission, en même temps que vous appliquez une idée éminemment républicaine. Que les membres de la commission de cette œuvre humanitaire reçoivent ici l'assurance de la vive sympathie de l'administration, trop heureuse d'encourager d'aussi généreux élans.

Et maintenant, mes chers enfants, avant de vous décerner les récompenses méritées par votre assiduité, laissez-moi vous donner quelques courts conseils. N'oubliez jamais la route de l'atelier, le chemin de l'école. Par votre exactitude, votre travail et votre probité, remerciez vos patrons de leurs bons procédés à votre égard ; respectez-les comme vous respectez vos parents. Apprenez à écrire, apprenez à compter ; mais lisez, lisez beaucoup, lisez surtout l'histoire de notre beau pays de France.

Vous y verrez inscrits les noms immortels de deux enfants comme vous, Viala et Barra, qui à la fleur de l'âge, ont de leur vie payé leur dévouement à la République. A côté des hauts faits de nos glorieux devanciers, hélas ! de lugubres épisodes, et des larmes de courroux et de deuil, comme dit votre illustre compatriote Juvénal des Ursins, vous monteront aux paupières en songeant à ces belles provinces qui, là-bas, depuis dix années, gémissent de leur cruelle séparation de la mère-patrie. Et par dessus tout, mes enfants, vous puiserez dans cette saine lecture cet amour sacré de la patrie, qui enfanta tant de prodiges, et enflammera vos courages, s'il vous faut un jour défendre votre pays.

DISCOURS DE M. BERNOT

Mes enfants,

En prenant la parole, ma première pensée doit être une pensée de remerciement et de reconnaissance : de reconnaissance envers M. le Préfet de l'Aube, qui a bien voulu accepter le titre de président d'honneur de notre Société, alors même qu'elle n'était encore qu'en projet, qui nous a encouragés et dont l'appui a été pour nous si précieux.

Il eût présidé cette cérémonie, si des nécessités administratives ne l'eussent appelé ailleurs.

M. Fleury, conseiller de préfecture, le remplace à ce fauteuil d'honneur ; M. Fleury doit avoir aussi une large part dans l'expression de nos sentiments.

Reconnaissance envers le Conseil général de l'Aube, qui s'est montré sympathique à notre œuvre, en nous allouant une subvention sur les fonds départementaux.

Je remercie du fond du cœur, et nous devons tous, mes enfants, remercier M. Nusse, qui vient de Paris exprès pour vous, malgré un grand deuil de famille, afin de vous adresser une parole amie ; car il est depuis longtemps l'ami de l'enfance ouvrière. Il s'intéresse à son avenir, à son bien-être, à tout ce qui peut lui rendre la vie plus facile et plus douce.

Il a expliqué, dans l'intérêt des enfants et avec une grande sagacité la loi du 19 mai 1874, et en a ainsi facilité l'application. Saluons-le, mes enfants, comme délégué de la grande Société de protection des apprentis de Paris, société à laquelle se rattache la nôtre comme une fille à sa mère, saluons-le comme un protecteur, comme un bienfaiteur de l'enfance ouvrière.

Enfin, j'adresse notre plus vive gratitude à tous les industriels de notre grande cité, à toutes les personnes qui ont compris notre pensée et ont concouru par leur généreux empressement à la réalisation de nos espérances et de nos vœux.

Messieurs,

La loi du 19 mai 1874 a une portée sociale considérable; c'est assurément une des lois les plus importantes que nos législateurs de la République aient votées.

Elle a pour but de protéger l'enfance ouvrière d'une manière plus efficace que par le passé, de veiller à un meilleur emploi de ses forces, de favoriser son développement physique, intellectuel et moral, en vue de préparer des générations saines et vigoureuses. Son article 8 impose aux patrons et chefs d'industrie l'obligation de faire donner aux enfants de 12 à 15 ans qu'ils emploient et qui ne sont pas encore munis du certificat scolaire, au moins deux heures de classe par jour.

A Troyes, nous aimons à le proclamer, la loi est généralement observée.

Plusieurs industriels, pénétrés de ses sages dispositions, et dans l'intérêt même des enfants, ont institué dans leur établissement des écoles spéciales où l'enfant reçoit l'instruction primaire selon le vœu de la loi.

Des récompenses stimulent son zèle, des primes sont accordées à ceux qui se montrent assidus aux leçons du maître, et qui font des efforts pour s'instruire.

La Commission locale, instituée par l'article 20 de la même loi, dirigée aussi par un sentiment philanthropique et dans un but démocratique et social, a eu l'idée de faire plus et de généraliser ce mode d'encouragement, en appelant à coopérer à l'œuvre les industriels, les chefs d'atelier, les personnes généreuses, tous ceux enfin qui s'intéressent, à un degré quelconque, à la classe ouvrière.

Notre appel a été entendu, des cotisations furent recueillies, des statuts furent rédigés, et c'est ainsi que s'est formée la société à laquelle nous avons donné le titre de Société de protection de l'enfance ouvrière.

Cette Société, mes enfants, ne regarde que vous, ne s'occupe que de vous; mais elle a une portée sociale immense; elle travaille pour l'avenir, et vous êtes l'avenir. Aujourd'hui vous êtes des enfants, mais demain vous serez des hommes, de bons pères de familles, de bonnes épouses, et vous entrerez dans la grande société française pour coopérer plus encore que vous ne le faites maintenant à sa prospérité, au maintien de sa gloire et de son honneur.

Éveiller et développer en vous par l'émulation ce qu'il y a de bon et de généreux, vous prémunir contre les dangers du jeune âge, et même de l'âge mûr, vous attirer au bien et au devoir par le stimulant des récompenses et par la persuasion, tels sont les moyens qui ont servi dans tous les temps aux éducateurs de la jeunesse, tels sont aussi les moyens que nous voulons employer.

La Société n'est pas exclusive. Elle étendra sa sollicitude sur tous les enfants qui travaillent dans les ateliers même les plus modestes.

Elle veut que tous puissent participer sans distinction au bénéfice de son patronage.

Elle admet donc à ses récompenses tous les enfants, filles et garçons, de 12 à 16 ans, tant ceux qui n'ont pas le certificat scolaire que ceux qui en sont munis, pourvu qu'ils se soumettent aux prescriptions de ses statuts et en remplissent les conditions.

Or, la première condition, c'est la fréquentation de l'école pendant le jour pour les enfants qui n'ont point de certificat, et le soir pour ceux qui l'ont obtenu.

Mes enfants, il y a deux choses qu'il faut aimer : l'école et le travail.

C'est à l'école que se prennent les habitudes d'ordre, d'exactitude à ses devoirs et de soumission ; c'est à l'école que se développent et se disciplinent les intelligences, que se façonnent les esprits et les caractères, que s'assouplissent les volontés rétives, que se donne enfin cet enseignement qui fait le bon citoyen, par l'inspiration du sentiment des devoirs envers lui-même, envers la famille envers ses semblables ; envers la Patrie.

C'est là, ou jamais, qu'on redresse les mauvais instincts, c'est là qu'on développe les bons ; en un mot, l'école est l'apprentissage de la vie.

Aimez donc l'école ; écoutez les leçons qu'on vous y donne, et si vous y êtes fidèles, soyez sûrs que votre avenir en sera plus riant, plus prospère, plus heureux. Sachez ceci : c'est que chacun de nous, dans son enfance, est un abrégé de ce qu'il sera étant homme ; c'est le germe qui va grandir, et qui deviendra vice ou vertu, selon que l'éducation aura été plus heureuse dans la direction de nos facultés, qu'elle aura rendu notre conscience plus délicate, plus honnête, plus morale, que notre âme, en s'élevant aux grands sentiments du beau et du vrai, aura mieux compris la grandeur de ses destinées, et ce que le devoir lui impose.

Je sais bien qu'il y a des esprits rebelles à toute culture, à toute éducation ; des esprits ou rien ne germe de ce qu'on y sème : cervelles mouvantes et vaseuses, tout ce qu'on y jette devient *pourriture et fumier*, dit Montaigne ; rien n'y pousse ; « on ne sème rien sur le granit, rien sur la mer, rien sur le sable, rien dans la cervelle des niais ». Voilà un tableau bien sombre ; mais ce tableau-la, mes enfants, n'est pas le vôtre ; vos cœurs ne sont pas la pierre où le bon laboureur jette par mégarde son grain ; vos intelligences ne sont pas ce sable mouvant qui se refuse à toute culture, cette mer où le sillon du pilote s'efface à peine tracé. Vous irez à l'école,

vous profiterez des leçons qui vous seront données par les maîtres dévoués, chargés de vous instruire, de vous initier à la vie.

Plus vous cultiverez votre esprit, plus vous avancerez vers la possession de vous-mêmes, vers la science, vers la vérité, vers le travail.

Oh ! le Travail ! C'est lui qui féconde le sol de la Patrie et met en œuvre les richesses nationales ; c'est l'instrument de toute prospérité, de tout bien-être ; c'est la voie par où l'on arrive au capital ce puissant véhicule de la production et de l'industrie sous toutes ses formes et dans tous ses éléments divers.

C'est l'Ouvrier qui produit, qui perfectionne, qui enrichit, et quand je dis ouvrier je prends le mot dans sa plus large acception ; je l'étends à tous ceux, à un degré quelconque, qui jettent par le labeur de la pensée ou par les muscles du corps, la prospérité dans le pays. C'est l'ouvrier qui, secondant la nature dont il étudie les lois, et pénétrant les secrets, accroît et sauve nos récoltes ; c'est l'ouvrier qui assainit et embellit nos demeures, améliore notre bien-être, fabrique nos vêtements, facilite nos moyens de transport, perfectionne les armes qui servent à la défense de la patrie, creuse au sein de la terre ces routes profondes et sinueuses pour en extraire la houille qui alimente nos usines et fait mouvoir des machines, ces merveilleuses inventions de l'esprit humain. C'est le travail,

Qui donne à tout la vie et par qui tout abonde.
Quand partout il se livre à son activité,
C'est richesse à l'usine, aux champs fertilité.
Tout prospère à la ville ainsi qu'à la campagne.
Chaque jour l'ouvrier peut compter ce qu'il gagne.
Et sûr du lendemain, satisfait de son sort,
A son intelligence il donne un libre essor.
Et l'idée à l'idée incessamment s'ajoute,

Et forme le Progrès,
Qui peut bien quelquefois s'arrêter dans sa route,
Mais reculer... jamais !

Mes amis, travaillons ! C'est là la bonne école
Qui fait le corps plus sain, qui rend l'âme moins molle.
Un ministre autrefois disait : « Chacun pour soi. »
D'un bon gouvernement c'est là la suprême loi.
Enfants, répudiez un pareil axiome ;
Dites : Chacun pour tous ! C'est plus digne de l'homme.

Je termine par un souvenir qui ne surprendra personne dans la bouche d'un vieil universitaire, c'est une pensée d'un républicain de vieille souche, caractère indépendant et caustique, qui ne ménageait pas les mots, quand il croyait l'intérêt de l'État engagé, et qu'il s'agissait de frapper fort. Je vous la livre. Puissiez-vous y trouver matière à d'utiles et fructueuses réflexions !

Un jour alarmé des vices de son époque et des excès où l'oisiveté, l'ignorance, le luxe, entraînaient la jeunesse de son temps, un sénateur romain, je le nomme, le vieux Caton, s'écriait en plein Sénat : « Romains, nos ancêtres valaient mieux que nous ; ils étaient laborieux et sobres ; leur nourriture était moins délicate, mais les corps étaient plus robustes. Ils se nourrissaient des fruits de la terre et leur haleine sentait l'ail ; mais leur conscience était parfumée.

» Ceux de notre temps sentent les parfums au dehors, mais au dedans ils sont vicieux. »

Mes enfants, sans faire ni l'éloge ni la satire de nos ancêtres, sans établir une comparaison entre ce qu'ils ont été et ce que nous sommes, prenons ce qu'ils ont fait de bien et tâchons de faire mieux ; sentons l'ail s'il le faut ; mais que notre conscience soit nette et pure, et qu'elle exhale ce parfum d'innocence, l'auréole de la probité, de l'honneur et de la vertu.

DISCOURS DE M. NUSSE

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Il y a quinze ans, deux hommes de science, deux chimistes, conçurent une pensée généreuse et féconde. En traversant le monde industriel, ils avaient vu l'enfant illusoirement défendu par la loi de 1841 et livré en réalité à toutes les exploitations, comme à toutes les démoralisations.

L'âme tout émue de la sainte indignation qui avait enflammé les Dupin et les Villermé, ils jetèrent les bases d'une Société qui devait être le boulevard du droit de l'enfant et le guide lumineux de son avenir.

De ces deux hommes, l'un était supérieur par le génie ; universel dans ses aptitudes, politique, littérateur et savant, le ministère, l'Académie des sciences, l'Académie française devaient successivement mettre en relief les éminentes qualités de M. Dumas et assurer à son nom une large place dans l'histoire nationale. — Moins brillant et voué à une carrière plus modeste, Barreswill avait le souffle puissant qui fait les apôtres. — A raison même de ces contrastes, ces deux hommes se comprirent en se rencontrant, car ils étaient égaux par le cœur. En ce jour solennel, c'est un devoir pour nos deux Sociétés d'unir leurs mains sur la tombe de Barreswill et de saluer chez M. Dumas une virilité d'intelligence que le travail entretient dans une éternelle jeunesse. — Se souvenir du passé, c'est mériter l'avenir. Enfants qui m'entendez, n'oubliez jamais le nom de vos deux premiers protecteurs.

Leur œuvre était viable parce qu'elle était bonne : la Société de Protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures compte aujourd'hui ses années par ses services. A vous qui débutez, laissez-moi retracer à grands traits son histoire, non comme un conseil menaçant votre indépendance, mais comme un programme vérifié par l'expérience et consacré par le dévouement.

Inspiratrice de la loi du 19 mai 1874, dont toutes les dispositions ont été discutées dans son sein avant d'être votées par le parlement, notre Société n'a eu garde de considérer son œuvre comme finie, le jour où elle a tenu cette arme législative puissante. Elle s'est mise aussitôt en rapport avec les inspecteurs, les Commissions locales, créés par cette loi, et, groupant ce faisceau de forces vives, elle a enlacé l'enfance du vaste réseau de sa protection.

Sans doute la loi était faite, mais la loi, ce produit de la raison humaine n'est-elle pas comme sa créatrice indéfiniment perfectible ? Telle fut la pensée de notre Comité judiciaire, qui, successivement présidé par MM. Chauveau-Lagarde, Eugène Tallon, Faustin-Hélie, a su maintenir ses travaux à la hauteur de ces noms. Mais, jaloux de mener de front la pratique et la théorie, il n'a jamais dégénéré en assemblée académique et spéculative. Si nous étudions, nous agissons ; — nous avons rédigé des contrats, donné des tuteurs aux orphelins, préparé ainsi le terrain nouvellement ensemencé par l'un des nôtres, M. Georges Bonjean, qui a fait franchir un pas à la science de la protection, en accordant dans son cœur une place justifiée aux abandonnés et aux coupables. Enfin le jour où l'industrie, dans une de ces catastrophes que la prudence humaine, stimulée par les travaux de notre Comité des accidents de fabrique, rendra de plus en plus rares, nous remet sanglant et mutilé le petit ouvrier qui lui avait été confié, nos avocats examinent les responsabilités, les font proclamer, et assurent ainsi au blessé le pain qu'il ne peut plus gagner.

A côté de nos jurisconsultes, les institutrices plaident et gagnent la cause de l'avenir. Dévouées et infatigables, après les longs labours de la journée, elles vont malgré les intempéries, le soir, sans souci d'une santé qu'elles prodiguent, livrer le combat contre l'ignorance. Aujourd'hui que cette guerre est universelle, elles peuvent être fières d'avoir soutenu les luttes de la première heure, et choisi comme la dernière forteresse à enlever les ateliers des enfants les plus déshérités, de ces brunisseuses dont on se plaisait à dépeindre la nature indomptée, et dont elles font tous les jours par le travail et la discipline, des enfants dignes de leur sollicitude et de notre affection.

Le premier devoir de la protection, c'est en effet la vigilance et l'assiduité. Elles président à nos relations avec les familles et les patrons. Elles sont les gardiennes de nos contrats d'apprentissage, les

guides de nos démarches, les révélatrices qui nous apprennent si l'enfant est propre, rangé, studieux, muni de cette morale qui est la base de l'honneur, défendu contre les dangers de machines que son étourderie est impuissante à conjurer.

Ces obligations, j'allais dire ces responsabilités, sont immenses pour nous ; aussi grande est notre joie quand nous voyons naître des institutions qui nous aident à en porter le fardeau. A côté de nous, s'épanouissent comme des émanations de nous-mêmes les Sociétés d'assistance paternelle des fleurs et plumes, des ébénistes, du papier peint. Nous avons ainsi jeté les bases de cet édifice auquel les chambres syndicales parisiennes apportent toutes leur pierre. Sous forme d'enseignement technique, c'est le rétablissement par séries de professions de l'apprentissage, fécondant les métiers au lieu de les fermer avec l'égoïsme jaloux d'un autre âge, prenant pour base la liberté, pour moyen le travail, pour but la grandeur industrielle de la France.

Mais, jusqu'ici, c'était à Paris seulement que nous avions assisté à de semblables créations. Il appartenait à la noble ville qui nous convie à cette fête, avec le puissant concours du bienveillant magistrat placé à la tête du département de l'Aube, d'inaugurer cette décentralisation du patriotisme. Je dis la ville parce que c'est tâche plus aisée de parler d'une ville que d'un homme. — Et cependant, si un vieil universitaire habitué de longue date à tous les dévouements n'avait point eu le cœur qui inspire, la persévérance qui triomphe des obstacles, le zèle de propagande qui sert de trait-d'union à toutes les bonnes volontés, s'il n'y avait point eu à Troyes l'excellent et vénérable M. Bernot si bien secondé par l'honorable M. Blanchet, ce jour de fête se lèverait-il pour nous ? — La ville capable de comprendre la parole d'un tel apôtre est digne de l'inspirer. Vous me laisserez donc, messieurs, ajouter mes remerciements aux vôtres. M. Bernot nous a écrit qu'il désirait que la Société par lui fondée fût la fille de la nôtre. Il ne pouvait avoir à notre égard une plus délicate attention. Qu'il me permette seulement une bien légère rectification. Notre Société n'a que quinze ans encore..... c'est un âge bien tendre pour être mère. Et puis la maternité entraîne une déférence qui pourrait gêner l'enfant dans l'effusion de ses sentiments. Permettez-moi, monsieur Bernot, de substituer une expression à la vôtre, et de dire que votre jeune association, toujours libre et autonome, trouver après de la nôtre l'appui, le conseil, l'amitié qu'une sœur plus jeune trouve chez son aînée.

Chers enfants,

Si peu avancés que vous soyez dans la vie, vous avez peut-être déjà entendu ces voix funestes et discordantes qui vont répétant que

L'égoïsme est la loi de l'existence, et que bien fol est celui qui n'en fait pas sa règle de conduite. N'en croyez rien et repoussez cette mauvaise pensée par le souvenir de cette fête. — Il n'est point de joie plus pure au monde que celle de votre bienfaiteur et l'homme qui, à l'exemple de M. Bernot, arrive à réaliser au profit de ses concitoyens le bien qu'il a conçu, porte en sa conscience une récompense à laquelle l'argent ou les honneurs ne sauraient rien ajouter. Prenez donc, chacun en vous-mêmes, l'engagement de bien faire, vous réjouirez ainsi le cœur de votre excellent maître, car vous aurez compris la première de ses leçons, celle de la solidarité humaine. — Être reconnaissants, c'est en effet rendre aux autres le bien qu'on a reçu, c'est marquer sa place dans les trois étapes de la vie : l'école, la famille, la patrie.

L'Enseignement professionnel.

On sait que le préfet de la Seine a institué au mois de mars 1880 une Commission composée de sénateurs, de députés, de conseillers municipaux, d'ingénieurs et d'industriels, pour étudier la question tant controversée de l'organisation d'un enseignement professionnel. Cette Commission s'est divisée en deux sous-commissions : l'une présidée par M. Corbon, l'autre par M. Tolain. La première s'est donnée pour tâche de déterminer par quels moyens on pourrait introduire dans l'école primaire certains principes généraux et certaine pratique des métiers. M. le sénateur Corbon a fait paraître sur ce sujet, en 1880, un rapport très intéressant qui a été justement remarqué. Aujourd'hui, M. le sénateur Tolain, président rapporteur de la 2^e sous-commission, publie à son tour son travail.

Il énumère les principales causes connues de la décadence de l'enseignement professionnel et les inconvénients qui en résultent. « Cette décadence menace surtout, dit-il, la prospérité de l'industrie française et plus particulièrement celle de l'industrie parisienne. Dans les professions et les métiers d'arts industriels et de luxe par les applications de la science et l'emploi de la machine-outil, les produits prennent un caractère d'uniformité qui diminue singulièrement leur valeur artistique et facilite la contrefaçon étrangère. Les Allemands, les Belges, les Américains trouvent dans les nouveaux procédés de travail et dans l'outillage perfectionné les moyens de s'approprier à peu de frais les modèles dont la création a souvent coûté fort cher à nos fabricants. »

Il est un autre inconvénient, d'une nature toute morale, que M. Tolain a bien raison de relever aussi. « L'ouvrier dépossédé de la plus noble partie de son rôle, la création réservée désormais aux ingénieurs et aux artistes ; l'ouvrier dispensé d'initiative, réduit à

l'imitation, condamné à un labeur machinal, tombe peu à peu dans une sorte de paresse intellectuelle qui le rend impropre à toute espèce de méditation soutenue, à tout effort cérébral. Le travail bientôt, n'est plus pour lui qu'une sujétion à laquelle il cherche trop souvent à se soustraire. »

La Commission ayant examiné à fond cette situation générale faite aux ouvriers de notre temps par les progrès mêmes de la science et de l'industrie, a compris qu'il importait au plus haut degré, et pour eux-mêmes et pour la nation entière, d'y chercher des remèdes, dont le principal sera l'enseignement professionnel, non seulement l'enseignement professionnel en faveur de quelques ouvriers privilégiés destinés à devenir des contremaîtres et des directeurs de travaux, mais pour toute la masse.

On comprend la grandeur d'un pareil sujet. Il ne pourra se réaliser que peu à peu, par le concours intelligent, de l'État, des communes et des patrons. Les industries et métiers se divisent en deux catégories. Il y a les industries mères, qui donnent naissance à un grand nombre de branches, et les industries spéciales. Pour les industries, il faut nécessairement que les patrons s'occupent de recruter leurs ouvriers, de les instruire, de les perfectionner : c'est leur intérêt même. Il leur appartient donc d'organiser ces écoles professionnelles devenues si nécessaires et qui seront pour eux comme pour leurs ouvriers la source d'une augmentation de richesse et de bien-être. Pour les industries mères, comme l'industrie du bois et du fer, les communes et l'État sont appelés naturellement à y pourvoir. Ils peuvent organiser des écoles professionnelles, suivant des principes généraux, capables de répondre aux besoins d'un très grand nombre d'ouvriers et aux aspirations d'un très grand nombre d'esprits et de caractères.

La Commission propose donc, pour commencer, à la ville de Paris et au Conseil municipal la création de trois écoles professionnelles. L'une serait située dans le faubourg Saint-Antoine ; elle serait destinée à former, pour le travail du bois, des ouvriers capables, selon leur aptitude, d'exercer les professions de menuisier en bâtiments, ébéniste, menuisier en fauteuils, sculpteur sur bois, marqueteur, et, pour le travail du fer, elle formerait des ouvriers qui s'appliqueraient à la serrurerie de bâtiment, à la petite serrurie de meuble et à la serrurerie artistique.

La seconde école serait située sur la rive gauche de la Seine ; on y apprendrait également le travail du fer et du bois, comme à l'école projetée pour le faubourg Saint-Antoine et comme à l'école de la Villette, qui est déjà en pleine prospérité. Mais on y ajouterait des développements nouveaux qui ne se rencontreraient ni chez l'une ni chez l'autre des précédentes ; tels que la coupe des pierres,

la charpente et la fonderie mécanique, la tôlerie, la couverture et la plomberie. Ce serait une véritable école d'apprentissage pour le bâtiment.

La troisième, au centre de Paris, pourrait réunir un certain nombre d'industries de précision, telles que : instruments d'optique, appareils télégraphiques, petite mécanique, horlogerie, instruments de chirurgie.

A ces trois grandes écoles, la Commission aurait encore l'ambition d'ajouter une école d'apprentissage pour les jeunes filles. Ce sort là de très beaux projets qui doivent être réalisés quelque jour, et le plus tôt possible, par la République. Il faut les recommander à toute l'attention du Conseil municipal de Paris, en félicitant et remerciant les bons et intelligents citoyens qui ont pris l'initiative de ces projets, et surtout MM. Tolain, Corbon et Herold ; ils auront la plus grande part à l'honneur du succès, qui pourra bien être retardé encore par des questions d'organisation et de dépense, mais qui est assuré dans un temps assez prochain. L'organisation de notre enseignement professionnel ne doit-elle pas marcher de front avec l'exécution de nos grands travaux publics ?

(République française.)

CHAMBRES SYNDICALES

Chambre des entrepreneurs de serrurerie.

M. Pelletier fils a exposé un projet de pétition à adresser au Conseil municipal de Paris pour demander l'établissement sur plusieurs points de Paris, d'écoles d'apprentis semblables à celle qui existe au boulevard de la Villette.

Une Commission a été chargée de visiter cette dernière, et elle a rédigé un rapport. Un projet de pétition a été adopté par le Conseil dans le but d'obtenir la création de plusieurs écoles d'apprentis (1).

Chambre syndicale des Marchands-tailleurs.

Séance générale du 22 juillet.

M. le Président annonce que le Syndicat général a décidé la répartition d'une somme de mille francs, reliquat du banquet de l'Union nationale, entre les écoles d'apprentissage, que notre école a été appelée à prendre part à cette distribution ; il a reçu, en conséquence, la somme de 166 fr. 65 c. qui a été versée par lui, mardi dernier, au Comité d'apprentissage.

(1) Communication de notre collègue M. Jules Périn.

M. Bourdeaux propose à la Chambre de voter des remerciements au Syndicat général pour le généreux appui qu'il prête à notre jeune école. L'assemblée appuie unanimement cette proposition et invite son Président à être l'interprète des sentiments de la Chambre auprès du Syndicat général.

M. le Président profite de cette circonstance pour parler de l'école d'apprentissage ; il est heureux d'en constater le succès, au moins relatif, et il engage vivement ceux qui n'auraient pas souscrit à le faire sans retard.

Chambre syndicale de la Passementerie, Mercerie, Boutons et Rubans.

Séance du mardi 25 octobre 1881.

COMMUNICATIONS DU PRÉSIDENT

M. Ancelot, secrétaire de la Chambre syndicale des Dentelles, Tulles, et Broderies, écrit à M. le Président pour lui manifester le désir de s'entretenir avec lui du projet de création d'une école de dessin industriel pratique.

Cette intéressante question, qui a été ajournée par la Chambre jusqu'au moment où d'autres groupes syndicaux voudraient apporter leur concours à son organisation, paraît entrer dans une voie féconde qui ne peut que hâter sa réalisation.

La Chambre, très heureuse de la coopération de la Chambre des Dentelles, engage M. le Président à communiquer tous les renseignements qui lui seront demandés à ce sujet.

Chambre syndicale de la Photographie.

Séance du 12 juillet 1881.

PROJET DE CRÉATION D'EXAMENS ET DE DIPLOMES DE CAPACITÉ POUR LES OPÉRATEURS PHOTOGRAPHES

La Chambre syndicale des Photographes a, sur la proposition d'un de ses membres, nommé une Commission composée de MM. Berthaud, Michel Chéron, Durandelle, de Villecholles, Gauthier-Villars, Stebbing, Vidal, à l'effet d'examiner la question relative à la création d'une école professionnelle d'opérateurs.

Après avoir étudié attentivement cette question, la susdite Commission n'a pas cru qu'il fût possible de réaliser, pour le moment du moins, une création de ce genre, et elle s'est ralliée à une autre proposition tendant aux mêmes fins, mais dans des conditions de réalisation bien autrement pratiques.

Le but qu'elle poursuit est de doter notre industrie photographi-

que d'un personnel d'opérateurs connus, ayant fait leurs preuves et auxquels elle désire délivrer des diplômes à l'aide desquels ils pourront justifier de leurs connaissances dans la pratique de l'art photographique.

En agissant de la sorte, elle croit rendre service non seulement aux patrons qui seront ainsi guidés dans le choix des opérateurs, mais à ces derniers eux-mêmes, en leur fournissant une sanction de leur mérite.

Réduite à ces proportions, la proposition qui fait l'objet du présent projet ne soulève plus que des questions de détail d'une solution facile et sa mise en pratique paraît être bien à la portée de la Chambre syndicale, sans exiger, de la part de ses membres dévoués, des sacrifices d'argent, sans leur imposer des dérangements trop considérables.

Il ne s'agit plus en effet de constituer un enseignement professionnel, mais seulement de faire passer des examens aux candidats qui en feront la demande écrite au Président de la Chambre. A la suite de ces examens, confiés à des Commissions d'hommes compétents, il sera délivré des diplômes de plusieurs degrés, suivant l'étendue plus ou moins grande des connaissances pratiques et théoriques constatées chez les opérateurs examinés.

Cette idée étant admise en principe, il n'y a plus qu'à en déterminer l'application, œuvre délicate et difficile et qui exigera de la part de la Commission chargée de ce soin, une attention des plus soutenues.

Les points principaux qu'elle aura à examiner seront :

- 1^o La nature de la demande que devront rédiger les candidats aux diplômes ;
- 2^o Le programme des examens ;
- 3^o La constitution des jurys d'examen ;
- 4^o Les époques de réunion des membres de ces jurys ;
- 5^o La nature et le libellé des diplômes.

Sans arrêter aucune base précise, il est utile d'esquisser rapidement un ensemble de projet pour que la Commission compétente ait une idée de la proposition qu'elle est chargée d'examiner et de transformer en fait.

Sur le premier point d'abord, *la demande des candidats*, il est nécessaire de fixer avec précision les divers renseignements dont ces candidats devront accompagner leur demande à être examinés : leur nationalité et leur âge par exemple, où ils ont été initiés, dans quel établissement ils ont déjà travaillé, ils devront dire enfin s'ils désirent passer un examen d'ensemble ou de spécialité ou de troisième degré (si l'on admet trois degrés différents).

Quant aux programmes des examens, ils devront former des ca-

tégories distinctes : l'une, portant sur tout l'ensemble des connaissances théoriques et pratiques concernant la photographie : l'autre, sur les applications photographiques négatives et positives aux travaux d'opérations courantes ; enfin, la troisième, sur une des connaissances photographiques d'un ordre général et plus particulièrement sur la connaissance approfondie d'une application photographique spéciale : phototypie, héliogravure, etc. Cette troisième catégorie donnerait donc lieu à l'octroi d'une sorte de brevet de spécialité.

La constitution des jurys d'examen pour la première et la deuxième catégorie aura lieu par des votes de la chambre, à des époques déterminées : mais pour les examens de la troisième catégorie, il y aura lieu de nommer un jury spécial suivant la nature de la spécialité indiquée dans la demande.

Les examens seront théoriques et pratiques. L'épreuve théorique ou orale aura lieu au siège du syndicat ; les épreuves pratiques auront lieu soit chez les chefs d'établissements photographiques qui voudront bien, pour cet objet, se mettre à la disposition de la Chambre syndicale, soit sur tel point situé à l'extérieur que choisira le jury d'examen (pour les reproductions sur nature).

La Chambre syndicale pourra s'adjoindre, pour les examens, des hommes compétents choisis hors de la Chambre, surtout au cas où elle n'aurait pas dans son sein la représentation de toutes les spécialités sur lesquelles les candidats aux diplômes devront être interrogés.

A quelles époques les examens auront-ils lieu ? C'est un point à déterminer. Faut-il constituer le jury à la suite de chaque demande ou bien y a-t-il lieu de fixer une époque où seraient renvoyées toutes les demandes ?

Enfin, comment seront libellés les diplômes ? Seront-ils de divers degrés, mentionneront-ils les spécialités distinctes connues des diplômés ? les maisons où ils auront été initiés aux travaux photographiques ? etc.

Il n'y a pas à se dissimuler que l'organisation complète de ces examens demandera, ainsi qu'il vient d'être dit, beaucoup d'attention de notre part ; mais cette œuvre n'est pas au-dessus de nos forces, et nous pouvons en faire, si le principe est admis par nos excellents collègues de la Chambre, l'objet principal de nos travaux lors de la reprise de nos séances lors de l'exercice prochain.

Le concours de la publicité dont nous disposons nous aidera beaucoup à faire connaître le programme des examens et à publier les noms des diplômés.

Il reste à savoir si nos efforts seront appréciés, et surtout s'ils seront efficaces, car rien ne prouve encore que les candidats viendront pour nous révéler leurs connaissances et mériter nos diplômes.

Rien ne prouve non plus qu'il n'en viendra pas ; mettons-nous donc à l'œuvre résolument, et, quoi qu'il arrive, nous aurons au moins cette satisfaction intime, qui a bien quelque valeur, d'avoir fait pour le mieux.

Le Secrétaire-rapporteur,

LÉON VIDAL.

Chambre syndicale de l'Horlogerie.

Distribution des récompenses.

Le dimanche 3 juillet 1881 a eu lieu au Trocadéro la distribution des prix aux apprentis et ouvriers horlogers. La solennité était présidée par M. Spuller. L'immense salle des fêtes était remplie par une foule sympathique évaluée à plus de 7,000 personnes.

M. Rodanet, président de la Chambre syndicale, a rappelé les rapides développements du groupe de l'Horlogerie, dont les concours impatiemment attendus par un public nombreux ont fourni le type suivi par la Chambre syndicale de Lyon ; — en 7 ans la Chambre a consacré 25,000 francs aux récompenses. Elle a dû réunir au Trocadéro les adhérents trop nombreux pour s'assembler comme précédemment au Châtelet. Son programme, conforme à celui du Gouvernement républicain, est de répandre la lumière et de régénérer l'apprentissage dont la défectuosité tient dans l'horlogerie à la longueur des débuts et à la division du travail spécialisé. L'influence de l'atelier est d'ailleurs funeste à la moralité de l'enfant. Voilà pourquoi la Chambre a voulu avoir des concours et une école spéciale.

M. Spuller, député de Paris, président de l'Assemblée, félicite la Chambre de ces utiles et généreuses institutions qui forment des ouvriers hors ligne, tout en diminuant la longueur de l'apprentissage. L'école plus particulièrement, procure à l'élève des maîtres habiles, un système d'outillage complet prévenant les dangers d'une éducation technique parcellaire, un milieu de jeunesse beaucoup moins corrupteur que la fréquentation d'ouvriers plus âgés. C'est un exemple à méditer pour les autres Chambres syndicales dont la mission est vraiment sociale. Les préjugés d'infériorité qui s'attachaient jadis aux métiers manuels n'ont commencé à se dissiper qu'au XVIII^e siècle. La société, a dit d'Alembert, en respectant avec justice les grands génies qui l'éclairent, ne doit pas avilir les mains qui la servent. La France actuelle veut affiner ces mains, les rendre plus souples et plus délicates, car ces mains sont celles de la démocratie. Le travail fait le talent, comme le talent fait le mérite. Et le mérite s'acquiert par l'instruction qui élève la conscience jusqu'à la religion du vrai, du beau et du bien.

En présentant le compte rendu des travaux de la Commission du Concours, M. Lioret a constaté que le jury avait eu à examiner un ensemble de produits supérieur à ceux des années précédentes.

La séance a été terminée par une matinée musicale et littéraire à laquelle ont pris part M^{mes} Noblet, Terrestri, Garait, MM. Coquelin, A. Sal, la musique du 39^e de ligne dirigée par M. Grossin, et la Société chorale de M. Armand Chevé.

École professionnelle Chaix.

Distribution des prix du 28 août 1881.

Cette solennité a eu lieu sous la présidence de M. Chaix, assisté de M. Charles Robert et des chefs de service et professeurs de la Maison.

M. Chaix a fait une intéressante statistique des notes des apprentis typographes, réparties dans chacun des groupes des compositeurs, des margeurs et des receveurs de feuilles et s'appliquant au travail technique et scolaire. Il a fini son allocution en engageant le jeune ouvrier à ne pas affecter cette orgueilleuse indépendance qui entend s'affranchir de toute direction, et à se rappeler cet adage du moraliste, qu'il est plus sûr d'obéir que de commander.

M. Charles Robert, cherchant à s'expliquer les progrès commerciaux de la maison Chaix, en trouve le secret, non seulement dans l'habile direction du chef, mais dans l'instruction et l'association des ouvriers. Le travail se présente sous trois modes : esclave, — libre, loué et vendu, — libre et associé. La dernière de ces formes est de beaucoup la supérieure. L'association n'additionne pas seulement les forces employées, elle les multiplie. Mais à la différence de l'instruction qui ne dépasse pas l'action et la compétence de l'État et qui doit être gratuite et obligatoire, l'association demeure libre et facultative. Les erreurs socialistes de 1848 sont aujourd'hui sur ce point dissipées, le mouvement électoral de 1881, attesté par les professions de foi des députés, le démontre; et la mission de l'État se réduit ici à assurer aux patrons et aux ouvriers, le maintien de leur liberté réciproque. L'État favorisera donc la lumière en faisant une enquête sur la participation. Car en dehors de ce qu'on voit, c'est-à-dire les faits bruyants de la politique journalière, il y a ce qu'on ne voit pas, le travail latent et mystérieux résultant de la pratique journalière d'industriels expérimentés. — C'est à la publicité de vulgariser ces faits inconnus. — M. Berger a alors proclamé les noms des lauréats et M. Chaix a clos la séance en remerciant M. Charles Robert et les donateurs de l'École.

CHRONIQUE

LA PROTECTION DES ENFANTS

Au ministère de la Justice, comme à l'administration de l'Assistance publique, on s'occupe avec une activité que nous sommes heureux de constater, de l'organisation entièrement nouvelle des services de protection des enfants abandonnés, au-dessus de douze ans.

Les travaux de la Commission spéciale, présidée par M. Martin-Feuillée, sous-secrétaire d'État et le rapport que vient d'adresser M. le directeur de l'Assistance publique au préfet de la Seine vont faire l'objet d'importants débats devant les Chambres et devant le Conseil général de la Seine.

Le rapport de M. Quentin, sur lequel nous reviendrons, prouve avec des chiffres significatifs que les essais tentés avec des ressources relativement insignifiantes, ont produit d'excellents résultats.

Il ne s'agit que des enfants de douze à seize ans, sur lesquels jusqu'à la création du nouveau service, l'administration ne pouvait légalement user de son droit de protection ; la plupart auraient été fatalement envoyés en prison et seraient devenus, non moins fatalement, de mauvais sujets.

Le service des enfants moralement abandonnés fonctionne depuis le commencement de l'année ; 527 enfants, pour Paris seulement, ont pu être recueillis.

Ils avaient commis quelques délits dont les parents avaient évidemment la plus grande responsabilité morale, ou avaient été trouvés en état de vagabondage, sans qu'en véritable équité on pût les condamner de ce chef.

Aujourd'hui ils sont en apprentissage dans des maisons honorables, où la surveillance constante et paternelle de l'administration empêche toute exploitation.

L'essai que nous demandions depuis de si longues années a donc parfaitement réussi ; les magistrats n'ont pas eu à condamner ces malheureux, inconscients pour la plupart.

Il faut donc généraliser ce système. C'est pourquoi la direction de l'Assistance publique demande un nouveau crédit de 200,000 francs.

D'autre part, il faut armer l'administration des pouvoirs nécessaires pour enlever l'autorité de la puissance paternelle aux parents dont l'inconduite ou les excitations à la débauche ou à la mendicité pourraient perdre les enfants.

Voici le résumé du projet de loi élaboré par la Commission spéciale.

« Toutes les condamnations relatives aux mauvaises mœurs, les secondes condamnations pour vol, abus de confiance, escroquerie, les condamnations répétées pour vagabondage et mendicité, entraîneront pour les pères et mères la déchéance de plein droit de la puissance paternelle et de tous les droits qui en découlent.

» Il en sera de même, en dehors de toute condamnation, pour les parents dont l'inconduite notoire serait de nature à compromettre soit la santé, soit la sécurité, soit la moralité de leurs enfants, ainsi que pour les pères et mères qui s'adonnent habituellement à l'ivrognerie.

» L'action en déchéance sera introduite sur simple requête, la convocation du conseil de famille restera facultative pour le tribunal.

» Pendant l'instance en déchéance, la chambre du conseil peut, relativement à la garde et à l'éducation des enfants, prescrire telles mesures provisoires qu'elle juge utiles. »

Les autres dispositions du projet concernent l'abandon légal, pour cause de maladies, de misère, et les contrats qui pourront en résulter entre les parents et les associations de bienfaisance, ou les administrations d'assistance publique.

LES ÉCOLES PROFESSIONNELLES

M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts avait chargé, le 31 mars dernier, une commission d'élaborer un projet d'école nationale mixte d'enseignement primaire supérieur et d'enseignement professionnel à établir conformément aux dispositions de la loi du 11 décembre 1880. — Cette Commission a terminé ses travaux, et le *Journal Officiel* publie le rapport, dans lequel son rapporteur, M. Jacquemart, les a résumés.

L'article premier de la loi du 11 décembre 1880, relative aux écoles manuelles d'apprentissage, est ainsi conçu :

« Art. 1^{er}. — Les écoles d'apprentissage fondées par les communes ou les départements pour développer, chez les jeunes gens qui se destinent aux professions manuelles, la dextérité nécessaire et les connaissances techniques sont mises au nombre des établissements d'enseignement primaire publics.

» Les écoles publiques d'enseignement primaire complémentaire, dont le programme comprend des cours ou des classes d'enseignement professionnel, sont assimilées aux écoles manuelles d'apprentissage. »

« La loi du 11 décembre 1880, dit le rapporteur, a été inspirée à ses auteurs par la remarque justifiée qu'en France la valeur professionnelle des ouvriers de presque tous les corps d'état paraît tendre à s'abaisser depuis un certain temps. Cet état de choses regrettable, qui pourrait entraîner pour l'avenir de notre industrie nationale les plus graves conséquences, est dû, en grande partie, à ce que, pour des causes diverses signalées et analysées par MM. Nadaud et Tolain dans leurs rapports à la Chambre des députés et au Sénat, l'apprentissage n'existe pour ainsi dire plus dans notre pays.

» Il ne pourra être remédié à cette situation qu'en provoquant la création dans les centres industriels, d'écoles professionnelles spéciales pour chaque branche d'industrie, pouvant remplacer et même remplacer avec avantage ce qu'était l'apprentissage d'autrefois. L'utilité de la création de pareils établissements n'est plus d'ailleurs à démontrer; nombre de villes industrielles l'ont reconnue, et ont pris à cet égard une louable initiative; c'est ainsi qu'ont été fondées, à Paris, l'école municipale du boulevard de la Villette, l'école d'horlogerie; à Reims, l'école municipale professionnelle, où la teinture, la filature et le tissage occupent une place prépondérante; à Nîmes, l'école de fabrique pour les tissus divers qui ont fait la fortune de cette ville; à Limoges, l'école de céramique; à Douai, au Havre, les écoles d'apprentissage, etc.

» Etant donnée cette situation, la loi du 11 décembre 1880 a pour double but : 1° de former dans des écoles spéciales d'apprentissage et de verser dans l'industrie des ouvriers complètement initiés au travail de leur profession;

2° de donner la dextérité de la main et les connaissances techniques nécessaires à des jeunes gens qui se proposent d'entrer dans les écoles spéciales d'apprentissage du degré secondaire. »

CONFÉRENCE PROFESSIONNELLE

Récemment a eu lieu, à la salle Byron, avenue du Maine, une conférence, qui s'annonce comme une heureuse innovation et qui s'intitule *Conférence professionnelle*, ayant pour objet le TRAVAIL MANUEL.

Dans cette réunion composée d'environ 200 ouvriers, il a été fait un cours technique sur le métier de la cordonnerie par M. Bonnin, maître cordonnier, qui a eu un franc succès, en démontrant combien la confection des chaussures exige d'art et d'habileté.

M. Lamothe, cordonnier-orthopédiste, a donné d'intéressants détails sur la confection des chaussures appliquées à la difformité des pieds; et il a été souvent applaudi par l'assistance.

Enfin, le docteur Mie, spécialiste, a terminé la séance, qui a duré deux heures, en donnant des explications claires et précises sur l'anatomie de la jambe et du pied.

Ce genre de conférence a reçu l'approbation de tous les ouvriers qui y assistaient, et l'on a fixé un jour par semaine pour la continuer.

Il serait à désirer que tous les autres corps d'état suivissent cet exemple. Les cours publics, les écoles professionnelles rendent, sans contredit, d'immenses services à la classe ouvrière; mais des conférences faites entre ouvriers peuvent avoir aussi leur mérite.

LE CONGRÈS SOCIALISTE

On écrit de Berne, à l'Agence *Havas* :

Le congrès socialiste a été ouvert à Coire, dans la Felsenkeller. Vingt-cinq délégués sont présentés, envoyés par 12 pays.

Le bureau est ainsi composé : M. J.-P. Becker (de Genève), président; M. Conzett (de Coire), vice-président; M. Limanowski, premier secrétaire; M. Bertrand (de Belgique), deuxième secrétaire.

Les États-Unis d'Amérique sont représentés par M. Marc Guire.

M. Conzett salue les hôtes étrangers. Les conditions extraordinaires dans lesquelles les représentants du prolétariat se réunissent, dit-il, sont une preuve que le capital a marqué de son empreinte la libre Suisse elle-même. Ce fait montre clairement que les États républicains, tout autant que les monarchies, ont besoin d'une réforme sociale. La misère du prolétariat est générale; ses représentants, qui veulent discuter les remèdes à apporter à cette misère, avaient donc, pour le moins, autant le droit de se rassembler que toute autre association internationale. Les frères de la Suisse considèrent comme un devoir sacré de protéger leurs hôtes étrangers, dans la mesure de leurs forces. Mais, d'un autre côté, que ceux-ci se souviennent, dans les débats, qu'ils « doivent avoir des égards pour la position spéciale qu'occupe, au milieu des grandes puissances européennes, la Suisse, sur le sol de laquelle ils sont réunis ».

Voici l'ordre du jour adopté ensuite par l'assemblée :

1^o Situation du parti socialiste dans les différents pays; statistique des groupes d'ouvriers en ce qui concerne les idées philosophiques, politiques et sociales régnantes; conclusions qui peuvent être tirées de cette statistique sur l'avenir du mouvement socialiste, en particulier dans la prévision d'une révolution générale;

2^o La situation politique et économique du prolétariat dans les divers pays. Dispositions et mesures prises par les défenseurs de cette situation. Devoirs et tactique des socialistes en face des mesures de leurs adversaires;

3^o Une fédération des forces socialistes est-elle possible? Sur quel fondement peut-elle s'appuyer? Règlements relatifs à cette fédération;

4^o Élaboration d'un programme général concernant les principes, l'agitation et la propagande, les questions de détails demeurant réservées;

5^o Serait-il bon de fonder dans chaque pays un bureau pour aider à la recherche du travail et soutenir les ouvriers sans ouvrage?

6^o Quelles sont les lois qui devraient être mises de côté, dans le domaine économique comme en politique, pour que le socialisme puisse se développer, dans le cas où ses adeptes seraient parvenus, d'une manière ou d'une autre, à enlever le gouvernail?

7^o Serait-il bon de reconnaître ou de créer un organe officiel central, dans lequel toutes les théories socialistes seraient discutées?

8^o Élaboration d'un manifeste en plusieurs langues pour être répandu parmi les ouvriers de tous les pays. Ce manifeste devrait représenter clairement au peuple la position dans laquelle il se trouve; lui dire ce que veulent ses maîtres et ce que demandent les socialistes; puis de quelle manière ils peuvent se délivrer de ce moderne esclavage.

LA DURÉE DES HEURES DE TRAVAIL DANS LES USINES ET MANUFACTURES

La première des lois importantes que discutera le Sénat sera celle qui concerne la durée des heures de travail dans les usines et manufactures. Elle était inscrite hier à l'ordre du jour, mais elle a été ajournée à jeudi, à la demande de M. Tolain qui a l'intention de prendre part aux débats comme membre de la minorité de la commission. Cette commission est composée de MM. Viellard-Migeon, président; Tolain, secrétaire; Pâris, rapporteur; Gouin, Claude, amiral de Dompière-d'Hornoy, Schœlcher, Dumesnil et Arbel. La majorité conclut au rejet de la proposition de loi, due à l'initiative parlementaire, et adoptée par l'ancienne Chambre des députés dans sa séance du 28 mars 1881, malgré l'opposition du gouvernement représenté à la tribune par M. le sous-secrétaire d'État de l'agriculture et du commerce.

Ceux qui combattent l'adoption définitive de cette loi n'ont point d'ailleurs la moindre intention d'abandonner sans défense à la rapacité des industriels les ouvriers d'usines, les femmes et les enfants surtout. Le principe de la protection accordée à cette classe de travailleurs est admis depuis longtemps. Lorsque, sous le règne de Louis-Philippe, l'application de la vapeur comme force motrice amena une transformation dans l'industrie, lorsque les usines et manufactures se multiplièrent, et que les grands ateliers se substituèrent au travail fait au logis, le gouvernement présenta et fit adopter la loi du 22 mars 1841, réglementant le travail des mineurs.

Plus tard, la question revint devant l'Assemblée nationale de 1871. Cette

Chambre, si calomniée malgré l'œuvre considérable qu'elle accomplit, apporta de notables modifications à la loi de 1841. Voici comment, le 19 mai 1874, elle fixa sur la matière les règles actuellement encore en vigueur.

L'âge requis pour l'admission des enfants dans les manufactures, usines et ateliers, fut porté à douze ans révolus et, à titre d'exception, à dix ans. La durée du travail fut ainsi réglée: de dix à douze ans, six heures; à partir de douze ans, douze heures divisées par des repos. Le travail de nuit, dans les usines et manufactures, fut interdit aux mineurs de seize ans, aux femmes et aux filles mineures de seize à vingt et un ans. La même prohibition fut appliquée, pour les travaux souterrains, aux mineurs de douze ans, aux filles et aux femmes. La loi prit soin, en outre, de veiller à ce que l'instruction primaire fût donnée aux enfants; elle organisa la surveillance des ateliers et l'inspection du travail; elle régla les pénalités applicables aux infractions.

La proposition de loi que l'on offre de substituer à cet état de choses a été déjà donnée par nous (t. XIV, p. 108, Bulletin 1881); nous y renvoyons le lecteur. Les objections faites à cette proposition, sur lesquelles s'appuie, pour les repousser, la majorité de la commission, ne portent que sur l'article 1^{er}.

Le premier reproche qu'ils lui adressent c'est d'être incomplète. Si l'on en applique rigoureusement le texte, elle ne profiterait qu'aux mineurs de dix-huit ans et aux femmes travaillant dans les usines et manufactures. Et pourtant le sort de beaucoup d'autres travailleurs n'est-il pas souvent plus pénible? Citons, par exemple, les ateliers de couturières, de modistes et de lingères en appartement, qui ne sont classés ni parmi les usines ni parmi les manufactures. Est-ce que les ouvrières n'y travaillent pas d'une façon normale treize ou quatorze heures, de huit heures du matin à neuf ou dix heures du soir, courbées sur leur ouvrage, dans des salles trop petites? Est-ce que, pendant la saison des affaires, elles ne veillent pas souvent jusqu'à minuit, lorsqu'elles ne passent pas des nuits entières, à la lueur et sous la chaleur des becs de gaz qui leur usent les yeux, leur brûlent le cerveau, et, en viciant l'air, font naître ou développent dans leurs poumons les germes de la phtisie? Pourquoi ne pas s'occuper de celles-là autant que des ouvrières d'usines?

Voyez quelle anomalie! L'usage des machines à coudre se répand de plus en plus: il a déjà presque entièrement détruit le travail à la main. Une petite lingère pourra faire travailler autant qu'elle voudra, et aux heures qui lui conviendront, trois ou quatre ouvrières forcées de mouvoir leurs machines par un mouvement continu et très fatigant du pied; l'industriel, au contraire, qui aura monté une vaste manufacture où deux ou trois cents machines à coudre mises en action par la vapeur, n'aura pas la même faculté avec des ouvrières qui pourtant se fatiguent beaucoup moins.

Les exemples semblables sont nombreux. Il est évident qu'une ouvrière d'une filature de Normandie ou des Vosges, qui n'a qu'à surveiller des métiers marchant seuls et à renouer les fils cassés, peut travailler sans inconvénients pendant un plus grand nombre d'heures que l'ouvrière qui, dans un grenier de la capitale, fait des fleurs artificielles ou des articles pour Paris. Cependant, c'est la première que l'on protège; l'autre est abandonnée à elle-même.

L'article 3, il est vrai, déclare que des règlements d'administration publique détermineront les exceptions qu'il sera nécessaire d'apporter aux dispositions contenues dans les articles 1^{er} et 2, à raison de la nature des industries et des

causes de force majeure. Cette disposition permettra de faire travailler davantage certaines femmes et certains adolescents, elle ne protège pas ceux qui ne sont pas compris dans l'article 1^{er}. Est-il admissible, d'ailleurs, de laisser à des règlements, c'est-à-dire au pouvoir exécutif, le droit de déterminer des exceptions sans tracer aucune règle ni aucune limite fixe à son bon vouloir? Dans ces conditions, ce n'est plus le législateur qui fera la loi, ce sera l'administration, et il arrivera que telle usine pourra faire travailler jusqu'à onze heures, tandis que telle autre devra fermer à neuf. Il faut donc repousser une proposition de loi qui, émanant de l'initiative de quelques députés, n'a point été étudiée avec le soin que le gouvernement peut, s'il veut, apporter à ses projets. L'idée, mal conçue, mal digérée a été encore faussée, embrouillée davantage lors de la discussion confuse qui a eu lieu l'an passé à la Chambre. Le texte, plusieurs fois remanié en séance publique, revu, amendé, corrigé, allongé, raccourci aux hasards d'une discussion superficielle, est devenu tellement défectueux, que même les premiers auteurs de la proposition ne sauraient plus la reconnaître.

Ce n'est pas ainsi que l'on doit faire des lois.

R. DE LAVALLÉE.

(Soleil, du 1^{er} novembre 1881.)

LA BIBLIOTHÈQUE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

La Chambre de Commerce vient de prendre une résolution très intéressante pour le public studieux qui chaque jour fréquente son importante bibliothèque, en son hôtel de la place de la Bourse, n° 2.

Indépendamment des heures pendant lesquelles ces salles de lecture restent accessibles au public, dans la journée, elles lui seront ouvertes le soir, à partir du 1^{er} novembre, de 7 1/2 h. à 10 h.

Pour ces séances du soir, un éclairage largement compris vient d'être installé, et l'on accueillera certainement avec gratitude les nouvelles facilités libéralement offertes par la Chambre de Commerce à tous ceux qui viennent puiser d'amples éléments d'étude dans sa riche collection d'ouvrages littéraires, scientifiques ou économiques, comprenant plus de vingt mille volumes.

LE LEGS BOUCHER DE PERTHES

M. Boucher de Perthes a légué à la Ville de Paris, aux termes de ses testament et codicille olographes, un capital qui représente à ce jour un revenu de 363 francs.

Cette somme de 363 francs doit être attribuée, chaque année, en un livret de caisse d'épargne donné, après approbation du conseil municipal, à une ouvrière âgée de plus de quinze ans et de moins de quarante ans quelle que soit sa nationalité, dont la conduite et les charges de famille la recommandent au choix de l'administration.

Pour se conformer aux intentions du testateur, une circulaire vient d'être adressée à MM. les maires de Paris et au président de la Chambre de Commerce, afin de les inviter à présenter chacun une ouvrière réunissant les conditions stipulées ci-dessus.

NÉCROLOGIE

On annonce la mort subite du baron James Édouard de Rothschild, petit-fils du baron James par sa mère, mariée à feu Nathaniel de Rothschild, de Londres. Tout en s'occupant activement des affaires de la maison de banque de la rue Laffitte, le baron James Édouard était un bibliophile distingué ; il était président de la Société des études juives et de la Société des anciens textes français.

M. James de Rothschild avocat, était aussi administrateur du chemin de fer du Nord.

Rien ne pouvait faire prévoir une mort aussi rapide. M. de Rothschild avait diné la veille chez sa mère, Faubourg-Saint-Honoré, 33, et avait paru très gai.

Il laisse deux enfants, un garçon et une fille.

Il était âgé de trente-six ans. La société perd en lui un membre très charitable.

MEMBRES NOUVEAUX

MEMBRES ORDINAIRES :

Présentateur

M. Voiriot (Alfred), manufacturier, à Grenoble, rue des Dauphins, 7. **J. Périn**.

LAURÉATS

DE LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS

ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

I. — INSTITUTIONS CHARITABLES

FONDÉES DANS LE BUT D'INSTRUIRE, DE MORALISER, D'AIDER
LES APPRENTIS (GARÇONS OU FILLES)

*Œuvres de Patronage, Orphelinats, Écoles professionnelles,
Pensions d'apprentis, etc. (sans distinction de culte).*

Aisne.

Asile évangélique de Lemé; — *mention honorable* (Bullet. I, p. 295).

Ardèche.

Cercle catholique des jeunes apprentis et jeunes ouvriers (Directeur fondateur, M. l'abbé Dusert), à Annonay; — *medaille de bronze* (VIII, 386).

Communauté des Dames de la Providence, à Annonay; — *medaille de bronze* (VII, 386).

Patronage d'apprentis, fondé par la Conférence de Saint-Vincent-de-Paul d'Annonay; — *mention honorable* (VII, 386).

Aube.

Patronage d'apprentis fondé, à Troyes par M. l'abbé Tridon; — *medaille d'argent* (I, 292).

Bas-Rhin.

École israélite des arts et métiers de Strasbourg (I, 285).

Établissement du Bon Pasteur, à Strasbourg (II, 332).

Orphelinat de Neuhoef (II, 333).

Union chrétienne de jeunes gens, à Strasbourg; — *medaille de bronze* (II, 334).

Basses-Pyrénées.

Atelier de ganterie de Bidache, dirigé par les Filles de la Croix (II, 334).

Bouches-du-Rhône.

Œuvre d'apprentis et de jeunes ouvriers, dirigée par M. l'abbé Timon-David, à Marseille; — *medaille d'argent* (I, 291).

Orphelinat du Sacré-Cœur à Marseille (M^{lle} Guichard de Choisy, fondatrice-directrice de l'); — *medaille d'argent* (IX, 248).

Patronage d'apprentis et de jeunes ouvriers, fondé et dirigé par M. Lyon, à Marseille; — *medaille d'argent* (I, 293).

Calvados.

Orphelinat-ouvroir de Notre-Dame à Caen, fondé par M^{lle} de Valroger (II, 331).

Orphelinat avec apprentissage, à Caen, fondé et dirigé par M. l'abbé Leveneur; — *medaille d'argent* (I, 290).

Cher.

Colonie professionnelle de Foëcy;
— *médaille d'argent* (I, 293).

Dordogne.

Œuvres de la Force (II, 333).

Doubs.

Association évangélique de Montbéliard pour le patronage des enfants indigents; — *médaille d'argent* (I, 291).

Drôme.

Maison de Recoubeau (II, 332).

Orphelinat Napoléon, à Valence (I, 289).

Œuvre des orphelins de Crest; — *médaille de bronze* (II, 334).

Eure.

Patronage d'apprentis, à Pont-Audemer, dirigé par M. Malherbe; — *médaille d'argent* (I, 293).

Eure-et-Loir.

Ouvroir Saint-Pierre, à Chartres; — *médaille de bronze* (II, 334).

Finistère.

Ouvroir interne de Poul-ar-Bachet (II, 333).

Gard.

Société de patronage des jeunes gens de l'Eglise réformée, à Nîmes; — *médaille d'argent* (I, 292).

Gers.

Œuvre des jeunes apprenties, fondée, à Auch, par M^{lle} Debus; — *médaille d'argent* (I, 292).

Orphelinat gratuit de jeunes filles, à Auch; — *mention honorable* (I, 294).

Gironde.

Atelier chrétien de M^{lle} Sivan, à Bordeaux (II, 332).

Orphelinat agricole de Gradignan près Bordeaux (M. l'abbé Moreau, directeur); — *médaille d'argent* (VII, 386).

Ouvroir Saint-Bruno, à Bordeaux, dirigé par les sœurs de l'Immaculée Conception; — *médaille de bronze* (II, 35).

Haute-Garonne.

Orphelinat de l'Immaculée Conception, à Toulouse (M. l'abbé Julien, directeur fondateur de l') (IX, 248).

Patronage de Notre-Dame, à Toulouse (M. l'abbé Ribains, directeur-fondateur); — *médaille d'argent* (IX, 249).

Patronage de Saint-Sernin, rue de la Chaîne, 14, à Toulouse (M. l'abbé Marceille, directeur du); — *mention honorable* (IX, 249).

Patronage Saint-Cyprien, allée de Garonne, 35, à Toulouse (M. l'abbé Tournamille, directeur-fondateur du); — *médaille de bronze* (II, 249).

Haute-Loire.

Atelier de lingerie des sourdes et muettes, au Puy, dirigé par les sœurs de la Présentation de Saint-Andréol; — *médaille de bronze* (II, 335).

Orphelinat du Puy; — *médaille d'argent* (I, 293).

Haute-Marne.

Orphelinat de filles de Villegusien (M. l'abbé Molard, directeur-fondateur de l'); — *médaille de bronze* (IX, 249).

Patronage de Chaumont; — *mention honorable* (I, 249).

Haut-Rhin.

École israélite de Mulhouse, dirigée par M. Gimpel (I, 287).

Orphelinat de Cernay; — *médaille de bronze* (II, 334).

Orphelinat de Colmar, fondé par les dames Glaubetz; — *mention honorable* (I, 295).

Orphelinat de Kembs; — *médaille d'argent* (I, 293).

Orphelinat de Ribeauvillé; — *médaille de bronze* (II, 334).

Ille-et-Vilaine.

Œuvre de patronage, fondée et dirigée par l'abbé Bourdon, à Rennes; — *médaille d'argent* (I, 291).

Indre.

Orphelinat de Déols pour les jeunes filles; — *médaille d'argent* (I, 294); — *Rappel de médaille d'argent* (VI, 387).

Indre-et-Loire.

Maison d'apprentis Tonnelé (directeur, M. l'abbé Archambault), à Tours; — *médaille d'argent* (IX, 248).

Patronage de Notre-Dame-le-Riche, à Tours; — *mention honorable* (I, 294).

Isère.

Asile Sainte-Agnès, à Grenoble (M^{me} Saint-Remi Cuzin, religieuse, directrice de l'); — *médaille d'argent* (IV, 23).

Orphelinat de Notre-Dame-de-Vouize, à Voiron, fondé par les frères de la Sainte-Famille; — *médaille de bronze* (XI, 429).

Société de Patronage des jeunes apprentis de Grenoble; — *médaille d'argent* (XIII, 267).

Loire.

Patronage fondé à Saint-Étienne, par M. l'abbé Monnier (II, 331).

Patronage du Treul, fondé par M. Rondel; — *médaille d'argent* (XIII, 267).

Loire-Inférieure.

Colonie agricole de Notre-Dame de Bethléem, près Nantes (M. l'abbé Bauduz, directeur de la); — *médaille d'argent* (IX, 250).

— (Sœur Marie, supérieure des religieuses de la); — *médaille de bronze* (IX, 250).

Œuvre de Notre-Dame-de-Toute-Joie, dirigée par M. l'abbé Peigné, à Nantes; — *médaille d'argent* (I, 290).

Orphelinat agricole de la Ducheraie, commune de Cambon (M. l'abbé Dabin, fondateur et directeur de l'); — *médaille de bronze* (XI, 429).

Société de protection des apprentis à Nantes, sous la direction de la Société industrielle; — *médaille d'argent* (I, 290).

Loiret.

Œuvre des apprentis d'Orléans; — *médaille d'argent* (I, 290).

Orphelinat protestant d'Orléans; — *mention honorable* (I, 295).

Ouvroir interne du cloître Saint-Aignan, à Orléans, dirigé par les Filles de la Croix; — *médaille de bronze* (II, 335).

Patronage des apprentis à Orléans (frère Nicolin, directeur du); — *médaille de bronze* (IX, 250).

Maine-et-Loire.

Orphelinat municipal professionnel pour les garçons de la ville d'Angers; — *médaille d'argent* (XI, 430).

Patronage de Notre-Dame-des-Champs à Angers (I, 288).

Marne.

Patronage fondé par la Société industrielle de la ville de Reims; — *mention honorable* (I, 295).

Meurthe-et-Moselle.

Ecole professionnelle de Nancy (M^{lles} de Metz et Gardeil, directrices de l'); — *mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 268).

Maison d'apprentis de la ville de Nancy; — *mention spéciale de reconnaissance* (IX, 250).

Maison des apprentis de Nancy (M. Alexandre Wehrle, vice-président de la); — *médaille d'argent* (IX, 251).

Œuvre des apprentis de la ville de Nancy (I, 286).

Patronage de la Société de prévoyance et de secours mutuels de Lunéville, dirigé par M. Cobus (I, 293).

Patronage des apprentis et apprenties de Nancy (M. Boulard, président); — *médaille d'argent* (IX, 250).

Patronage des jeunes ouvriers et apprentis de la ville de Metz (directeur : M. l'abbé Risse); — *médaille d'argent* (VII, 399).

Patronage des jeunes ouvriers et apprentis de la ville de Metz; — *mention honorable* (I, 295).

Meuse.

Œuvre d'apprentis à Bar-le-Duc (M. Aug. Mathieu, directeur d'une); — *médaille de bronze* (IX, 251).

Œuvre d'apprentissage, fondée par M. l'abbé Aubry, à Futeau (I, 288).

Morbihan.

Œuvre de patronage des écoliers et jeunes apprentis de Lorient (M. Grouhel, négociant, à Lorient, collaborateur de l'); — *médaille de bronze* (IX, 251).

Patronage d'écoliers et de jeunes apprentis (M. l'abbé Charil de Ruillé, curé de Saint-Louis, à Lorient); — *médaille d'argent* (IX, 251).

Nièvre.

Patronage d'enfants et jeunes ouvriers, à Fourchambault (directeur M. l'abbé Comoy); — *médaille d'argent* (VII, 388).

Nord.

Congrégation des Filles de l'Enfant Jésus à Lille; — *médaille d'argent* (I, 294).

Œuvre de la Jeunesse, rue de la Monnaie, à Lille; — *médaille d'argent* (I, 291).

Patronage de jeunes filles, dirigé par les dames de la Providence, à Douai (IX, 251).

Patronage de jeunes filles, dirigé par les dames de Saint-Vincent-de-Paul, à Douai; — *médaille d'argent* (IX, 252).

Patronage des apprentis et jeunes ouvriers de la ville de Douai; — *médaille d'argent* (IX, 252).

Oise.

Orphelinat du Méné-Saint-Firmin, dirigé par les sœurs de Saint-

Joseph de Cluny; — *médaille de bronze* (II, 335).

Orne.

Œuvre pour le placement en apprentissage des jeunes garçons indigents de la ville d'Alençon; — *médaille d'argent* (I, 291).

Patronage pour les jeunes filles, fondé à Flers (Orne), par l'abbé Foucault; — *médaille d'argent* (I, 294).

Pas-de-Calais.

Patronage d'apprentis (Maison de l'Immaculée-Conception), fondée à Arras, par le P. Halluin (I, 288); — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 388).

Patronage d'apprentis, fondé et dirigé par M. Flour, à Boulogne-sur-Mer; — *médaille d'argent* (I, 292).

Rhône.

École gratuite du dimanche (M. Trévoux, fondateur de l'), à Lyon; — *médaille d'argent* (XI, 430).

Maison de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, à Lyon (M. Camille Recordon, président de la); — *médaille d'argent* (XI, 430).

Œuvre des apprentis de la ville de Lyon (I, 288).

Œuvre de la providence Saint-Bruno, à Lyon, dirigée par les sœurs de Saint-Joseph, aux Chartreux; — *médaille de bronze* (II, 335).

Œuvre des dames lyonnaises dites tutrices, à Lyon (M^{lle} Masson, directrice de l'); — *médaille d'argent* (IV, 21).

Œuvre des Zélatrices (M^{me} la supérieure de l'), à Lyon; — *médaille d'argent* (IV, 21).

Orphelinat, rue d'Auvergne, à Lyon, fondé par M^{lle} Paula Gagny; — *médaille d'argent* (XI, 430).

Société de patronage des jeunes gens de l'Eglise réformée, à Lyon; — *médaille d'argent* (I, 292).

Sarthe.

Communauté de Ruillé-sur-Loir (M^{me}

la sœur supérieure de); — *médaille d'argent* (VII, 387).

Savoie.

Orphelinat de Douvaine, près Genève, fondé par le R. P. Joseph; — *médaille d'argent* (XIII, 268).

Seine.

Asile et apprentissage de jeunes gens infirmes, dirigé par les frères Saint-Jean-de-Dieu; — *médaille d'argent* (I, 289).

Association des fabricants et artisans pour le patronage des enfants des deux sexes; — *médaille d'argent* (I, 294).

Cercle des jeunes ouvriers, à Paris (I, 289).

Cercle des maçons et tailleurs de pierre (directeur : le R. P. Montazeau, à Paris); — *médaille d'argent* (VII, 387).

Cercle et asile pour les jeunes ouvrières employées dans le commerce (fondatrice: M^{me} Eug. Roche, en religion sœur Saint-Augustin, de l'ordre des Sœurs de charité de la Présentation de la Vierge); — *médaille d'argent* (XI, 434).

Comité de patronage de l'Eglise réformée de Paris (M. Roland, agent, rue de l'Oratoire-Saint-Honoré, 4); — *médaille d'argent* (VII, 387).

Comité de patronage des apprentis et des jeunes ouvriers de l'Eglise évangélique de la Confession d'Augsbourg; — *médaille d'argent* (VII, 387).

Ecole professionnelle pratique de jeunes filles (directrice : M^{me} Carot née Chuard), à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 252).

Etablissement à Saint-Denis, fondé par M^{lle} Génin; — *médaille de vermeil* (XI, 430).

Maison d'apprentissage des jeunes garçons de la Confession d'Augsbourg (M. Lucien Contellier, directeur de la); — *médaille de bronze* (IX, 252).

Œuvre de jeunes apprenties, dirigée

par la sœur Magniol, à la Chapelle; — *médaille d'argent* (I, 290).

Œuvre de jeunes ouvrières, fondée par M^{lle} Léocadie, à Paris; — *médaille d'argent* (I, 292).

Œuvre de jeunes ouvrières, fondée par M^{lle} Payen, à Grenelle; — *médaille d'argent* (I, 290).

Œuvre de Saint-Nicolas, à Paris (rue de Vaugirard, n° 92) (I, 292); — *médaille de vermeil* (IX, 253).

Œuvre des petits ramoneurs et fumistes (directeur : P. Plainemaison, rue Lhomond, 18); — *médaille de bronze* (II, 334).

Œuvre des sourdes-muettes de Bourgl-Reine, dirigée par les sœurs de Notre-Dame-du-Calvaire; — *médaille de bronze* (II, 335).

Œuvre du patronage de la Confession d'Augsbourg (I, 286).

Œuvre du patronage de la Société de Saint-Vincent-de-Paul de Paris (I, 286).

Œuvre du patronage des jeunes ouvrières et apprenties sous la direction de M^{me} la baronne de La Doucette (I, 285).

Œuvre générale des Ecoles professionnelles catholiques, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 252).

Orphelinat de jeunes filles à Paris, rue des Billettes, 16; — *mention honorable* (I, 295). — (M^{me} la supérieure de l'); — *mention honorable*.

Orphelinat de jeunes filles à Plaisance, dirigé par le pasteur Paumier; — *médaille d'argent* (I, 290); — *Rappel de médaille d'argent* (VII, 388).

Orphelinat de Notre-Dame-Préservatrice, directeur le P. Besserat, rue Lhomond, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 253).

Orphelinat des Saint-Anges, à Paris (I, 289).

Ouvroir de l'École d'apprentissage de couture (M^{me} la sœur Paul, née Letrosne, directrice de l'), rue des Boulangers, 19; — *médaille de bronze* (VII, 388).

Ouvroir interne de la paroisse Saint-

- Ambroise, fondé par M. l'abbé Langénieux; — *médaille d'argent* (IV, 25).
- Ouvroir interne des orphelines de Saint-Denis (directrice: M^{me} Prampain, en religion sœur Gabriel de la charité de Saint-Vincent-de-Paul); — *médaille d'argent* (XI, 431).
- Ouvroir Sainte-Geneviève (M^{me} la sœur Vincent, directrice del'), rue Boutebrie, à Paris; — *mention honorable* (IX, 254).
- Patronage d'apprentis et de jeunes ouvriers, fondé sous le nom de Saint-Jean, à Paris, par M. le comte de Lambel; — *médaille d'argent* (I, 293).
- Patronage de la paroisse des Blancs-Manteaux (M. l'abbé Chanteaux, directeur); — *médaille d'argent* (IV, 23).
- Patronage de la Providence Sainte-Marie (I, 286).
- Patronage de l'Eglise réformée (I, 287).
- Patronage de Notre-Dame-de-Nazareth (directeur M. l'abbé Lantiez); — *médaille d'argent* (VII, 388). — M. Vasseur, directeur; — *médaille d'argent* (IX, 254).
- Patronage des apprentis et ouvriers israélites, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 254).
- Patronage des frères de la Doctrine chrétienne (I, 284).
- Patronage dit d'Intérieur de Nazareth, à Paris; — *mention honorable* (I, 295).
- Patronage et école, dirigés par les sœurs Saint-Charles, à Paris; — *mention honorable* (I, 294).
- Patronage Saint-Charles (M. Victor Mesny, professeur); — *médaille de bronze* (IX, 252).
- Pension d'apprentis, rue Folie-Méricourt, n° 4, fondée par M. l'abbé Chevojon; — *médaille d'argent* (IV, 26).
- Pension d'apprentis, à Auteuil, dirigée par l'abbé Rousselle; — *médaille d'argent* (IV, 26).

Pension israélite d'apprentis, à Paris (II, 334).

Pensionnat de jeunes filles de l'Eglise réformée à Paris, rue de Reuilly, 97; — *médaille d'argent* (I, 294).

Société de patronage des jeunes filles israélites, à Paris; — *médaille d'argent* (I, 293).

Société d'apprentissage de jeunes orphelins, rue d'Anjou, au Marais, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 253).

Société des amis de l'Enfance (I, 287).

Société de secours mutuels du IX^e arrondissement de Paris, pour la protection des apprentis; — *médaille d'argent* (I, 294).

Société pour l'enseignement professionnel des femmes, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 253).

Société protestante des écoles du dimanche (I, 287).

Seine-et-Oise.

Asile maternel de Versailles, dirigé par M^{lle} Portz; — *médaille d'argent* (I, 293).

Orphelinat de jeunes garçons de Saint-Germain-en-Laye, dirigé par les Frères de la Doctrine chrétienne; — *médaille d'argent* (I, 291).

Orphelinat de l'Assomption, à Elancourt, fondé et dirigé par l'abbé Méquignon; — *médaille d'argent* (I, 294).

Orphelinat de Luzarches, fondé par M. l'abbé Soret; — *médaille d'argent* (I, 292).

Orphelinat de Pont-à-Mousson, dirigé par les sœurs de la Nativité de la Vierge, de Saint-Germain-en-Laye; — *médaille de bronze* (II, 335).

Orphelinat impérial de garçons, dirigé par le frère Photius, à Versailles (I, 287).

Patronage de la Roche-Guyon, dirigé par M. l'abbé Portier; — *mention honorable* (I, 295).

Seine-Inférieure.

Euvre des apprenties pour la confection de la dentelle et de la couture,

à Dieppe; — *médaille d'argent* (I, 291).

Orphelinat de Crosnes, fondé par M. Esnault-Peltre, ancien négociant en dentelles; — *médaille d'argent* (VII, 289).

Somme.

Patronage des jeunes ouvriers, dirigé par M. Caille à Amiens (I, 288).

Patronage du Bourg-d'Ault, dirigé par M. Romain fils; — *mention honorable* (I, 294).

Tarn.

Orphelinat protestant de Castres; — *médaille d'argent* (I, 291).

Tarn-et-Garonne.

Établissement fondé par M. le marquis de Bellisens, à Monbeton (II, 333).

ÉTRANGER

Suisse.

Œuvre de la Cure d'été et des vacances en Suisse, fondée par M^{me} Engel-Dollfus; — *médaille d'argent* (IV, 22).

II. — INSTITUTIONS MANUFACTURIÈRES

INDUSTRIELS QUI SE SIGNALENT PAR LEUR SOLLICITUDE
POUR LE BIEN-ÊTRE MATÉRIEL ET MORAL
DE LEURS APPRENTIS ET JEUNES OUVRIERS

1^{re} Catégorie : — *comprenant les Manufacturiers et Industriels ayant créé dans leurs établissements des institutions en vue de faciliter l'apprentissage, d'assurer la santé et l'instruction tant générale que spéciale ou professionnelle, aussi bien que la moralité et l'avenir des apprentis et jeunes ouvriers.*

Ain.

Bonnet et C^{ie} (MM.), filateurs et tisseurs de soie, à Jujurieux; — *médaille d'argent* (IX, 254).

Aisne.

Maillard (M.), fabricant de châles à Grougis; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 343).

Savart (M.), à Saint-Michel et à Paris; — *médaille* (I, 304).

Godin-Lemaire (M.), à Guise, fabrique d'appareils à vapeur; — *médaille* (I, 304).

Allier.

Boigues, Rambourg et C^{ie} (MM.), à Commentry; — *médaille d'argent* (II, 338).

Société des Forges de Châtillon et de Commentry; — *médaille d'argent* (II, 338).

Ardèche.

Blanchon (M.), à Saint-Julien-Saint-Alban; — *médaille* (I, 305).

Canson et Montgolfier (MM.), papeterie de Vidalon-lès-Annonay; — *médaille d'argent* (II, 336).

Chabert et C^{ie} (MM.), filateurs de soie à Chomérac; — *médaille d'argent* (IX, 255).

Plantevin aîné (M.), moulinage de soies, à Veyrières, commune de Chirol, canton de Thuets; — *médaille d'argent* (IX, 255).

Rostaing (M. Léon), l'un des directeurs de la Papeterie de Vidalon, près Annonay; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XI, 431).

Ardennes.

Mines de Blanzy (Compagnie des) (I, 300).

Aube.

Poron (M.), manufacturier à Troyes;
— *médaille d'argent* (XIII, 268).

Bas-Rhin.

Stehelin (M^{me}), à Bischwiller; — *médaille de bronze et mention honorable* (II, 339).

Bouches-du-Rhône.

Messageries nationales (Transports maritimes). Établissement de la Ciotat (I, 301).

Calvados.

Duchesne-Fournet (M. Paul), filature de lin et tissage, à Lisieux; — *médaille de bronze* (II, 340); — *médaille d'argent* (IX, 255).

Charente.

Laroche-Joubert (M.), directeur de la Papeterie coopérative d'Angoulême; — *médaille d'argent* (IX, 255); — *rappel de médaille d'argent* (XI, 432); — *mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 268).

Cher.

Chauveau (M.), directeur de forges, à Torteron; — *médaille d'argent* (XIII, 269).

Drôme.

Lacroix (M.), filateur et moulineur de soie, à Montboucher; — *médaille de bronze* (II, 340).

Eure.

Hamelin (M. A.) fils, fabricant de soie à coudre, aux Andelys; — *rappel de médaille d'argent* (VII, 389).

Gard.

Compagnie des mines de la Grand' Combe (I, 300).

Escale (M.), directeur des hauts fourneaux de Tamaris; — *médaille d'argent* (XIII, 269).

Jouguet (M.), directeur des usines de Bessèges et Tamaris; — *médaille d'argent* (XI, 432).

Maison protestante des sourds-muets de Saint-Hippolyte-du-Fort; — *médaille d'argent* (IV, 25).

Gironde.

Vieillard (MM. A. et Ch.), fabricants de porcelaines et poteries, à Bordeaux; — *médaille d'argent* (VII, 390).

Haute-Garonne.

Bonnet frères (MM.), fondeurs, ingénieurs-mécaniciens au Grand-Rond, à Toulouse; — *médaille d'argent* (XI, 432).

Haute-Loire.

Colcombet et C^{ie} (MM.), à la Seauve (I, 301).

Sarda (M.), à Saint-Didier-la-Seauve; — *médaille* (I, 303).

Haute-Vienne.

Haviland et C^{ie} (MM.), fabricants de porcelaines, à Limoges; — *mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 269).

Vignerie (M.), directeur de papeterie, à Saint-Julien; — *médaille d'argent* (IX, 255).

Haut-Rhin.

Association pour prévenir les accidents de machines, de Mulhouse; — *médaille* (I, 307); — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 393).

Gros et C^{ie} (MM.), à Wesserling (I, 300).

Hartmann, Schmalzer et C^{ie} (MM.), filature de laine à Malmerspach; — *médaille d'argent* (II, 336).

Kœchlin-Dollfus et C^{ie} (MM.), à Mulhouse; — *médaille d'argent* (II, 337).

Siegfried (M. Jules), à Mulhouse; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 343).

Trapp (M.), manufacturier, à Mulhouse (I, 306).

Hérault.

Maistre (M.), filateur à Villeneuve près Clermont; — *médaille de bronze* (IX, 256).

Ille-et-Vilaine.

Guy (M. Joachim), fondeur à Rennes; — *médaille d'argent* (XI, 432).

Oberthur et fils (MM.), imprimeurs, à Rennes; — *médaille d'argent* (VII, 390); — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XI, 432).

Indre.

Balsan et fils (MM.), fabricants de draps, à Châteauroux; — *médaille d'argent* (XI, 433).

Indre-et-Loire.

Durand (M. Albert), à Tours; — *médaille* (I, 303).

Mame et fils (MM.), imprimeurs, à Tours; — *rappel de médaille d'argent* (IX, 256).

Isère.

Durand (M. Eugène), à Vizill (I, 304).

Loire.

Alamagny (M.), à Saint-Chamond; — *médaille d'argent* (IV, 29).

Colcombet (M. Victor), fabricant de rubans, à Saint-Etienne; — *médaille de vermeil* (IX, 256).

Vignat (M. Claudius), à Bourg-Argental; — *médaille de bronze* (II, 340).

Loire-Inférieure.

Lediberder (M.), manufacture impériale des Tabacs de Nantes; — *médaille d'argent* (II, 338).

Loiret.

Bapterosses (M. F.), fabricant de boutons et perles, à Briare; — *médaille d'argent* (VII, 390); — *mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 269).

Gondouin (M.), directeur de la faïencerie artistique, à Gien; — *mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 269).

Maine-et-Loire.

Joubert-Bonnaire frères (MM.), filateurs de chanvre, à Angers; — *médaille d'argent* (IX, 256); — *rappel de médaille d'argent* (XI, 433).

Max Richard, L. Caillaux et Segris (MM.), filateurs de chanvre, à Angers; — *médaille d'argent* (XI, 432).

Oriolle fils et Rochard (MM.), filateurs de laine, à Angers; — *médaille d'argent* (IX, 257).

Marne.

Harmel (M.), filature et tissage de laines (I, 302).

Mayenne.

Denis (M. Gustave), manufacturier, à Fontaine-Daniel, près Mayenne; — *médaille d'argent* (XI, 433).

Meurthe-et-Moselle.

Cristallerie (la) de Baccarat, à Baccarat (I, 299); — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 390).

Karscher et Westermann (MM.), mines et usines d'Ars-sur-Moselle; — *médaille d'argent* (II, 338).

Nord.

Chartier (M. Alain), maître de verrerie, à Douai; — *médaille de bronze* (II, 257).

Scrive (MM. Jules) et fils, tisseurs de lin, à Marquette (I, 306).

Seydoux (M. Auguste), filature et tissage de laines, au Cateau; — *médaille d'argent* (II, 335).

Thiriez (MM.) père et fils, filateurs de coton, à Lille; — *médaille de vermeil* (IX, 257).

Oise.

Dupont (M. Philippe-Alphonse), fabricant de brosses et conseiller général, à Beauvais; — *médaille d'argent* (XI, 433).

Latour et C^{ie} (MM.), fabrique de chaussures; directeur : M. Parzudaki, à Liancourt, près Clermont; — *médaille d'argent* (IX, 257).

Lebeuf, Millet et C^{ie} (MM.); — *médaille* (I, 307).

Mercier (M. Auguste), directeur de la filature et tissage mécanique d'Ourscamps; — *médaille d'argent* (XI, 433).

Société anonyme des forges et fonderies de Montataire, à Montataire (siège social à Paris, rue Béranger, 21); — *médaille d'argent* (IX, 257).

Orne.

Boissière (M.), au Gast-Tanville (I, 303).

Tailfer (M. Jules), fabricant de toiles, à Vimoutiers; — *médaille d'argent* (XI, 434).

Pas-de-Calais.

Fourment (M. le baron de), filature de laines de Boubiers-sur-Canche et de Cercamps-les-Frevent; — *médaille d'argent* (II, 337).

Rhône.

Gillet et fils (MM.), teinturiers en soie, à Lyon, quai de Serin; — *mention honorable* (I, 307); — *Mention honorable* (IV, 29); — *médaille d'argent* (VII, 391).

Martin (MM. J.-B. et Pétrus), à Lyon et Tarare (I, 304).

Saône-et-Loire.

Creusot (Le) (I, 300).

Savoie.

Champenois (M.), fabricant de tissus de soie, à Cognin, près Chambéry; — *médaille d'argent* (IX, 258).

Seine.

Baster et Viellemard (MM.), lithographes, à Paris; — *médaille d'argent* (XIII, 269).

Boullanger (M.), fabricant de porcelaine à Choisy-le-Roi; — *médaille de bronze* (II, 340).

Cartier-Bresson (M.), filature de coton, à Pantin, route de Flandre; — *médaille* (I, 308); — *médaille d'argent* à l'œuvre du (IV, 25); — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 391).

Chaix et C^{ie} (MM. A.), imprimeurs, à Paris; — *médaille d'argent* (I, 304); — *médaille d'honneur* (VII, 409).

Chardin (M. Ern.), fabricant de soie à coudre, à Paris, rue aux Ours, 40, et usine à Persan (Seine-et-Oise); — *médaille d'argent* (I, 303); — *rappel de médaille d'argent* (VII, 393).

Claye et C^{ie} (MM.), imprimeurs, à Paris, rue Saint-Benoît; — *médaille d'argent* (IV, 28); — *rappel de médaille d'argent* (VII, 391).

Deschiens (M.), fabricant de télégraphie et horlogerie électriques, à Paris; — *médaille d'argent* (XIII, 270).

Dupont (M. Paul), imprimeur, à Paris (I, 305).

Ettlinger (M. Alb.), vice-président de la chambre de la tabletterie, à Paris, rue du Temple, 103; — *médaille de bronze* (VII, 391).

Favier (M.), fabricant de fleurs, rue des Jeûneurs, 27, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 258).

Gévelot (M.), député à l'Assemblée nationale, fabricant de munitions de guerre et de chasse, à Issy, rue de Meudon, 40, et à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, 30; — *médaille d'argent* (VII, 391).

Godchaux et C^{ie} (MM. Aug.), imprimeurs, rue de la Douane, 10, à Paris; — *mention honorable* (IX, 258).

Goffinon et Barbas (MM.), entrepreneurs de couverture et plomberie, boulevard de Strasbourg, 85, à Paris; — *mention honorable* (IX, 258).

Groult (M. C.), fabricant de pâtes alimentaires, à Paris, rue Sainte-Apolline, 12, et à Vitry-sur-Seine; — *médaille d'argent* (I, 304); — *rappel de médaille d'argent* (VII, 392).

Hamelin (M.), filateur, à Paris (I, 301).

Hayem (M. Julien), de la maison Hayem aîné, fabricant de cols-cravates (manufacture du Phénix), à Paris, boulevard Voltaire, 145; — *médaille d'argent* (VII, 392).

Hémon (M. Alexandre), bijoutier en imitation, à Paris; — *médaille d'argent* (XIII, 270).

Jolifié (M. et M^{me}), fabricants de broderies, rue des Fontaines-du-Temple, 13; — *médaille d'argent* (XI, 434).

Leclaire (M.), entreprise de peinture, dirigée par M. A. Desfourneaux; — *médaille* (I, 304).

Lekime van den Orst (M^{me}), rue de Charenton, à Paris; — *médaille d'argent* (IV, 26).

Lemaire (M.), fabricant de lorgnettes, à Paris (I, 301).

Monnin frères (MM.), verriers, à Paris; — *médaille d'argent* (IV, 28).

Mourceau (M.), fabricant de tissus d'ameublement, à Paris; — *médaille* (I, 307); — *rappel de médaille d'argent* (VII, 392).

Muller (M. Emile), professeur à l'Ecole centrale des arts et manufactures, architecte de la cité ouvrière de Mulhouse, fabricant de tuiles et poteries, à Ivry; — *médaille d'argent* (II, 337).

Najean (M.), à Saint-Denis, Seine; — *médaille d'argent* (IV, 29).

Œuvre des enfants du Papier peint, à Paris (I, 305).

Paris (M. Emile), verrerie, au Bourget; — *médaille* (IV, 28); — *rappel de médaille d'argent* (VII, 392).

Petit (M. Charles), fabricant de fleurs, à Paris, rue Neuve-des-Capucines, 9; — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 392).

Piver (M. Alph.), parfumeur, à Paris, boulevard de Strasbourg, 10; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311); — *rappel de mention spéciale de reconnaissance* (VII, 393).

Sajou (M.), maison de tapisserie, à Paris (I, 305).

Société pour l'assistance paternelle des enfants employés dans la fabrique de Fleurs et plumes (I, 306).

Société pour l'assistance paternelle des enfants de l'Ebénisterie; — *médaille* (I, 306).

Turney (M. Robert), 36, boulevard Sébastopol, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 258).

Vacquerel (M.), fabricant de papiers de fantaisie, à Paris; — *médaille de bronze* (II, 340); — *mention honorable* (IV, 29).

Seine-et-Marne.

Barluet (M.), fabricant de faïences, à Montereau; — *médaille d'argent* (XIII, 270).

Seine-et-Oise.

Chardin (M.), à Persan; — *médaille* (I, 303).

Féray (M.), manufacturier, à Essonnes; — *mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 270).

Seine-Inférieure.

Badin (M. A.), filateur de lin et coton, à Barentin; — *médaille d'argent* (IX, 258).

Cheffray (M.), imprimeur sur étoffes, à Marommes; — *médaille de bronze* (XIII, 270).

Fauquet-Lemaître fils (M.), filateur de coton, à Bolbec; — *médaille d'argent* (IV, 29); *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XI, 434).

Lucas (M. Étienne-César), administrateur gérant de la Société cotonnière de Saint-Etienne de Rouvray; — *médaille d'argent* (XI, 434).

Tarn.

Sévin (M.), ingénieur-directeur de la Société anonyme des mines de Carmaux; — *médaille d'argent* (XI, 435).

Vissac (M.), directeur de la Société anonyme des aciéries du Saut-du-Tarn, près Albi; — *médaille d'argent* (IX, 259).

Vaucluse.

Favier, directeur et propriétaire de la papeterie de Grommel, à Vidennes; — *médaille d'argent* (IX, 259).

Vosges.

Canton de Schirmeck (M. le Maire du); — *médaille* (I, 306).

Légrand et Fallot (MM.), fabrique de rubans de coton, du Ban-de-la-Rochette; — *médaille d'argent* (II, 337).

ÉTRANGER.

Alsace.

Boucard (M.), manufacturier à Guebwiller; — *médaille* (I, 303).

Steinheill (M.), à Rothau; — *médaille* (I, 305).

Bade (Grand-Duché de).

Metz (M.), fabrique de soie à coudre, à Fribourg-en-Brisgau; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 342).

Écosse.

Smieton (MM. James) et fils, fabrique de toiles, à Carnoustie; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 342).

Ardèche.

Blachier (M. Francisque), tissage de la soie, à Annonay; — *médaille de bronze* (II, 339).

Bas-Rhin.

Kolb (M.), fabricant de machines agricoles, à Strasbourg; — *médaille* (I, 308).

Côte-d'Or.

M. l'abbé Rey, à la colonie de Cîteaux — *médaille d'argent* (IV, 27).

Montgolfier (M.), papeterie de Fontenay, près Semur; — *médaille de bronze* (II, 340).

Robin (M^{me} V^e A.), filature de laine, à Dijon; — *médaille d'argent* (VII, 394).

Drôme.

Latune frères (MM.), papeterie de Mirabel et Blacons, près Crest; — *médaille de bronze* (II, 340).

Eure.

Daliphard (M.), manufacturier, à Rade-
pont; — *médaille* (I, 308).

Jolliot (M.), contremaître à Rade-
pont; — *médaille* (I, 308).

États-Unis.

Williams Chapin (M.), filature et fabri-
que de tissus du Pacifique Mills, à
Lawrence; — *mention spéciale de
reconnaissance* (II, 342).

Prusse.

Schoeller, Mœvissen et Buckler (MM.),
manufacture de lin, à Durin; —
mention spéciale de reconnaissance
(II, 342).

Suisse.

Richter Linder (M.), dévidage à Scho-
ren près Bâle; — *mention spéciale
de reconnaissance* (II, 342).

2^e Catégorie : — *comprenant les Industriels qui, sans avoir créé d'institutions ou organisé dans leurs ateliers des moyens permanents d'instruction générale ou spéciale, se sont fait remarquer par une sollicitude personnelle et attentive à l'égard des apprentis ou jeunes ouvriers.*

Vuilliamy frères (M.), filature de laine
à Nonencourt; — *médaille de bronze*
(II, 340).

Gard.

Péchiney (M.), fabricant de produits
chimiques, à Salindres; — *médaille
d'argent* (XIII, 271).

Hautes-Alpes.

Chancel (M.), peignerie de déchets de
soie, à Sainte-Catherine; — *mé-
daille de bronze* (II, 339).

Haute-Vienne.

Sazerat (M. L.), fabricant de por-
celaine, à Limoges; — *médaille
d'argent* (IX, 259).

Sœurs de Marie-Joseph au Dorat; —
médaille de bronze (II, 341).

Haut-Rhin.

Dollfus Jean (M.), manufacturier, à
Mulhouse; — *médaille* (I, 308).

Hartmann et fils (MM.) à Munster, fila-
ture et tissage du coton; — *médaille
d'argent* (II, 337).

Japy frères et C^{ie} (MM.) à Beaucourt;
— *médaille d'argent* (II, 338).

Zuber et Rieder (MM.), fabrique de papier, à l'île Napoléon, près Rixheim; — *médaille d'argent* (II, 336).

Ille-et-Vilaine.

Sacher-Delannay (M^{me}), fabrique de papiers peints de M^{me} Hermant, à Rennes; — *médaille de bronze* (VII, 394); — *rappel de médaille de bronze* (XI, 435).

Indre.

Lebrasseur et Faynot (M^{mes}), maison de lingerie et couture, à Châteauroux; — *mention honorable* (VII, 394).

Valadon (M^{lle} A.), couturière, à Châteauroux; — *mention honorable* (VII, 394); — *médaille de bronze* (XI, 435).

Vanvuren (M. François), fabricant de confections de linge, au Blanc; — *mention honorable* (XIII, 271).

Indre-et-Loire.

Demetz (M.), directeur de la colonie pénitentiaire, à Mettray; — *médaille d'argent* (IV, 27).

Isère.

Auger (M.), fabricant de soieries, à Boussieu, près Bourgeois; — *médaille de bronze* (II, 339).

Malescourt (M^{lle}), à Saint-Jean de Bournay; — *mention honorable* (IV, 30).

Montessuy et Chomer (MM.), dévidage de la soie, à Renage et à Vienne; — *médaille de bronze* (II, 339).

Jura.

Clevénod (M.), maître de forges, à Bourg-de-Sirod; — *médaille* (I, 308).

Guillaume (M.), maître de forges à Pont-du-Navoy; — *médaille* (I, 308).

Loire-Inférieure.

Buisson (M.), directeur de la manufacture des tabacs à Nantes; — *médaille de bronze* (IX, 260).

Brissonneau frères (MM.), constructeurs-mécaniciens à Nantes; — *médaille d'argent* (IX, 260).

Loiret.

Pépin-Vieillard (M.), fabricant de couvertures, à Orléans; — *mention honorable* (XIII, 271).

Maine-et-Loire.

Religieuses du Bon Pasteur, à Angers (M^{mes} les); — *médaille de bronze* (II, 341).

Manche.

Brehier (M.), filateur de laine, à Saint-Brice-de-Landelle; — *médaille d'argent* (IX, 260).

Meurthe-et-Moselle.

Cristalleries de Saint-Louis (Compagnie des); — *médaille d'argent* (II, 337).

Religieuses du Saint Cœur-de-Marie (M^{mes} les), à Nancy; — *médaille de bronze* (II, 341).

Nièvre.

Sœurs de charité et instruction chrétienne, à Nevers; — *médaille de bronze* (II, 341).

Nord.

Dansette Joseph (M.), filateur à Marquette-Bareuil; — *médaille* (I, 308).

Messenger, contremaître à Caudry; — *médaille* (I, 308).

L'abbé Sockel (M.), directeur de l'œuvre des apprentis du collège libre de Nancy; — *médaille d'argent* (IV, 24).

Thirier frères (MM.), à Esquermes, Lille; — *médaille* (I, 308).

Toffin (M.), à Caudry; — *médaille* (I, 308).

Oise.

Dupont et Deschamps (MM.), manufacture de tabletterie, à Beauvais; — *médaille d'argent* (II, 338).

Rhône.

Teste (M.), fabricant d'aiguilles, à Lyon; — *médaille* (I, 308).

Saône-et-Loire.

Andelle (M.), verrier à Epinac; — *médaille* (I, 308).

Seine.

- Baras (M. F.), ingénieur-mécanicien, à Paris; — *médaille de bronze* (XIII, 271).
- Chertonne (M. et M^{me}), polisseurs de mouvements de montres, à Paris; — *mention honorable* (I, 308).
- Cohadon (M^{me}), atelier de brunissage, rue Charlot, 33; — *mention honorable* (I, 308); — *médaille de bronze* (VII, 394).
- Defourneaux et C^{ie} (MM. A.), ancienne maison Leclaire, peinture, à Paris; — *médaille d'argent* (VII, 395).
- Delaporte (M^{me}), fabrique de fleurs artificielles, à Paris; — *médaille de bronze* (VII, 395).
- Delhaie (M^{me}), fabricante de fleurs aux Prés-Saint-Gervais; — *médaille de bronze* (XI, 435).
- Delvincourt (M.), verrier, à Paris; — *mention honorable* (I, 308).
- Dubosq (M^{me}), fabrique de fleurs artificielles, à Paris; — *médaille de bronze* (VII, 395).
- Galmiche (M.), mécanicien, 9, rue de la Perle; — *mention honorable* (XI, 436).
- Gillon (M^{me}); — *mention honorable* (IV, 29).
- Gonelle (M.), dessinateur, à Paris; — *médaille* (I, 308).
- Haffner, à Paris; — *médaille d'argent* (IV, 29).
- Hayem (M. Armand), de la maison S. Hayem aîné, à Paris; — *mention honorable* (I, 308).
- Henry et C^{ie} (MM.), fabricants de cartonage de luxe, à Paris; — *médaille de bronze* (VII, 395).
- Heymann (M. Léon), de la maison Metz et C^{ie}, bijoutiers en imitation, à Paris; — *médaille de bronze* (XIII, 271).
- Keyder (M^{me}), institutrice de charité, à Paris; — *mention honorable* (IV, 30).
- Lemoine-Montigny (M.), directeur du Gymnase, enfants adoptés par la Société des artistes dramatiques; — *médaille d'argent* (IV, 29).
- Lequin (M.), surveillant général à l'École Turgot; — *mention honorable* (IV, 30).
- Marchand (M.), verrier, à Saint-Ouen; — *mention honorable* (I, 308).
- Midoq et Guillard (MM.), fabricants de trousse de voyage, à Paris; — *mention honorable* (I, 308).
- Monot (M.), cristallerie à Pantin; — *médaille* (I, 308).
- Montandon (M.), fabricant à Paris; — *médaille* (I, 308).
- Mourceau (M^{me}); — *mention honorable* (IV, 29).
- Paris (M.), verrier, à Paris; — *mention honorable* (I, 308).
- Piat (M.), fondeur à Paris; — *médaille d'argent* (VII, 396).
- Pleyel, Wolf et C^{ie} (MM.), manufacture de pianos, à Paris; — *médaille d'argent* (II, 338).
- Pointeaux (M.), horloger, à Paris; — *mention honorable* (XIII, 272).
- Rollin (M^{me}), brunisseuse, à Paris; — *médaille de bronze* (XIII, 272).
- Rocatti (M. Giovanni), tailleur, à Paris; — *médaille de bronze* (XIII, 272).
- Talbert (MM.), fondateur de l'Œuvre des apprentis du collège Rollin; — *médaille d'argent* (IV, 23).
- Thoury (M^{me}), blanchisseuse, à Paris; — *mention honorable* (XIII, 272).
- Vilpelle et Gamba (MM.), graveur sur métaux, à Paris; — *mention honorable* (I, 308).
- Wickam (M. Georges), président de la chambre syndicale des instruments et appareils de l'art médical; — *médaille de bronze* (XI, 436).
- Bardin (M.), filateur de Rouen; — *médaille d'argent* (IV, 29).

Seine-et-Oise.

- Corbin (M. Paul), fabricant de sucre, à Magny; — *médaille d'argent* (XIII, 272).
- Cerf (MM.), imprimeurs, à Versailles, *médaille d'argent* (XIII, 272).

Baillet (M. et M^{me}), fabricants d'épingles, à Viroflay; — *médaille de bronze* (XIII, 272).

Cécile (M.), fabricant de registres, à Meulan; — *médaille de bronze* (XIII, 272).

India Rubber Company (The), fabrique de caoutchouc; — *médaille de bronze* (IX, 260).

Seine-Inférieure.

Fromage (M.), fabricant de tissus en caoutchouc, à Rouen; — *médaille d'argent* (IV, 29).

Oviève (M.), directeur de la manufacture de MM. Fromage, à Rouen; *Rappel de médaille d'argent* (XI, 462).

Vaucluse.

Gros frères (MM.), imprimeurs, à Avignon; — *médaille de bronze* (VII, 260).

Vendée.

Filles de la Sagesse à Saint-Laurent-sur-Sèvre (M^{mes} les); — *mention honorable et médaille de bronze* (II, 41).

Vosges.

Lung frères (MM.), filateurs et tisseurs à Moussey, près Senones; — *médaille d'argent* (IV, 29).

3^e Catégorie : — *comprenant les Industriels et Patrons chez lesquels le Contrat d'apprentissage est exécuté loyalement et efficacement pour les jeunes apprentis et qui veillent avec sollicitude au bien-être de leurs jeunes ouvriers.*

Ardèche.

Palluat et C^{ie}, filateurs et mouliniers de soie, à Largentière; — *médaille de bronze* (XIII, 273).

Aude.

Mir (M. Ach.), directeur général de la manufacture de Trivalle, à Carcassonne; — *médaille d'argent* (XI, 436).

Eure.

Lucas (M.), directeur des établissements de M. le marquis de Croix, à Saint-Ernest-Serquigny; — *médaille de bronze* (II, 340).

ÉTRANGER

Alsace.

Bleeh (M.), manufacturier à Sainte-Marie-aux-Mines; — *médaille d'argent* (IV, 29).

Brusttein (M.), fabricant de papier à Meynard; — *médaille* (I, 308).

Dietrich (M.), manufacturier, à Liepvre; — *médaille* (I, 308).

Angleterre.

Akroyd (M.), filateur de laine, membre de la Chambre des Communes; — *médaille d'argent* (IV, 31).

Backer (M.), inspecteur; — *médaille* (II, 27).

Tinmins Chance (M. James), verrier à Smetwick, près Birmingham; — *médaille d'argent* (IV, 31).

Belgique.

Houget (M.), Société libre pour la protection des enfants; — *médaille d'argent* (IV, 32).

Hollande.

Suringar (M.); — *médaille d'argent* (IV, 32).

Martin Coster, à Amsterdam, taille de diamants; — *mention honorable* (IV, 32).

Gard.

Tardieu Jarrige et Sacconney (MM.), fabricants de tapis, à Marguerittes; — *médaille de bronze* (XIII, 273).

Haute-Garonne.

Goudard (M.), constructeur à Toulouse; — *médaille d'argent* (IX, 261).

Haut-Rhin.

Boigeol (M.), filateur à Giromagny; — *médaille* (I, 309).

Hérault.

Carrière (M. Emile), filateur de soie

à Ganges; — *médaille de bronze* (XI, 436).

Vitalis (MM.) frères, filateurs de laine, à Lodève; — *médaille d'argent* (IX, 261).

Ille-et-Vilaine.

Oberthur (M.), imprimeur, à Rennes; — *mention honorable* (I, 309).

Indre.

Langlois (M^{me} Victorine, en religion sœur Saint-Léon), directrice de l'Ouvroir des sœurs de la Providence, au Blanc; — *médaille de bronze* (XI, 436).

Indre-et-Loire.

Mame (MM.), imprimeurs, à Tours; — *médaille* (I, 309).

Loir-et-Cher.

Estriboud (M.), fabricant de chaussures, à Blois; — *mention honorable* (XIII, 273).

Nièvre.

Bréloux (M.), mécanicien, à Nevers; — *médaille de bronze* (IX, 261).

Nord.

Baillancourt (M. de), à Douai; — *médaille* (I, 309).

Seine.

Alexandre (M.), fabricant d'orgues à Ivry; — *mention honorable* (I, 309).

Balazuc (M.), cordonnier, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Blanche (M.), maire de Puteaux et imprimeur sur étoffes; — *médaille d'argent* (XI, 436).

Boucher (M.), brossier, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Bourgade (M^{me} V^e), brodeuse, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Calard (M.), fabricant de toiles perforées, à Paris; — *médaille* (I, 309).

Collinot (M.), à Boulogne-sur-Seine, fabrique de poteries artistiques; — *médaille de bronze* (II, 339).

Collomb (M. E.), bijoutier à Paris; — *médaille de bronze* (VII, 396).

Dehenne (M^{me}), fabricante de fleurs fines, à Paris; — *médaille de bronze* (VII, 396).

Delaplace (M^{me}), fabricante de fleurs fines, à Paris; — *médaille de bronze* (VII, 396).

Deroy (M.), brocheur, à Paris; — *mention honorable* (IX, 261).

Engel (M.), relieur, à Paris; — *médaille de bronze* (IX, 261).

Fourdinois (M.), fabricant d'ameubles à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Godefroy (M.), imprimeur sur étoffes, à Puteaux; — *médaille d'argent* (XI, 437).

Husny-Bey (M. le major); — *mention honorable* (IV, 32).

Kirmain (M.), tourneur, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Ladois (M.), fabricant d'instruments de géodésie, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Lasnier (M.), menuisier, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Lhermite (M.), fabricant de coffres-forts, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Michel (M.), fabricant d'instruments de précision, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Moreau-Degois (M^{me}), fabricante de fleurs, à Paris; — *médaille de bronze* (VIII, 396).

Pankoucke (M.), typographe, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Poupinel (M.), cartonnier, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Ramard (M.), imprimeur-lithographe, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Robert-Houdin fils (M.), horloger, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Taborin (M.), fabricant de limes, à Paris; — *médaille* (I, 309).

Vanoni (M.), Président de la Chambre syndicale de la fumisterie, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 262).

Vigneau (M.), relieur, à Paris ; —
mention honorable (IX, 262).

Seine-et-Marne.

Jacquin (M.), fabricant de bonbons,
à Dammarie-les-Lys ; — *médaille*
de bronze (XIII, 273).

Somme.

Aubert (M.), de la maison Aubert,
Bulot, Lhotelier, à Amiens ; —
mention honorable (XIII, 273).

Boquet et Cie (MM.), à Ailly-sur-
Somme ; — *médaille* (I, 309).

4^e Catégorie : — *comprenant les Personnes et Associations étrangères à l'industrie qui, par dévouement pour l'enfance et la jeunesse ouvrière, sont venues en aide aux industriels comme auxiliaires des œuvres entreprises en faveur des apprentis ou apprenties.*

Aisne.

Kretchemar (M. J.-B.), instituteur
public, à Pont-à-Bucy ; — *médaille*
de bronze (XI, 437).

Bas-Rhin.

Kunzer (M^{me} V^e), à Bischwiller ; —
médaille d'argent (IV, 28).

Bouches-du-Rhône.

Cœurs de la Sainte-Famille (M^{mes}
les), attachées aux établissements
de la Compagnie impériale des
messageries ; — *mention spéciale*
de reconnaissance (I, 310).

Charente.

Clouzet (M. Armand), secrétaire de
M. Laroche-Joubert, directeur de
la Papeterie coopérative d'Angou-
lême ; — *médaille de bronze* (XI,
437).

Creuse.

Drive (M. l'abbé Jean), vicaire d'Au-
bussou et aumônier du collège de
cette ville ; — *médaille d'argent*
(XI, 437).

Eure.

Buffet (M. Désiré-Lambert), institu-
teur public, à Louviers ; — *médaille*
de bronze (XI, 437).

Haute-Loire.

Dames de l'instruction (les), au Puy ;
— *mention spéciale de reconnais-
sance* (II, 341).

Maurin (M^{me} Marie), en religion sœur
Elisabeth, supérieure de la maison

de la Seauve ; — *médaille d'argent*
(XI, 438).

Sœurs de Saint-Joseph attachées
à l'établissement de M. Colcombet,
à la Seauve ; — *mention spéciale de*
reconnaissance (I, 310).

Ille-et-Vilaine.

Cabdasis (frère), sous-directeur des
écoles municipales de Rennes ; —
médaille de bronze (XI, 438).

Célestin (frère), directeur des écoles
municipales de Rennes ; — *mé-
daille d'argent* (XI, 438).

Cornélis (frère), inspecteur des écoles
municipales de Rennes ; — *mé-
daille de bronze* (XI, 438).

Indre-et-Loire.

Sœurs du Saint-Nom-de-Jésus (M^{mes}les),
dans la manufacture de M. Albert
Durand, à Tours ; — *mention spé-
ciale de reconnaissance* (I, 310).

Isère.

Héraud (M.), inspecteur des enfants
assistés ; — *mention spéciale de re-
connaissance* (I, 311).

Loire.

Brochet (M^{me} Marie), en religion sœur
Louis-Ernest), directrice de l'In-
ternat et des écoles de MM. Col-
combet, à Bourg-Argental ; — *mé-
daille d'argent* (XI, 438).

Elisa (sœur), née Marie Morin, di-
rectrice des apprenties de MM. Col
combet ; — *médaille de bronze* (IX,
262).

Loiret.

Maertens (M. Henri), soldat à la 5^e section d'administration, à Orléans; — *médaille de bronze* (XIII, 274).

Loir-et-Cher.

Brocheton (M.), inspecteur des enfants assistés du département de Loir-et-Cher; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Maine-et-Loire.

Mérou (M^{me} René) en religion sœur Sainte-Rose), institutrice de l'école de MM. Joubert, Bonnaire et C^{ie} d'Angers; — *médaille de bronze* (XI, 439).

Pion (M^{me} Marie, en religion sœur S^{te}-Léonie), institutrice à l'école de fabrique annexée à la filature de chanvre de MM. Max-Richard, L. Caillault et Segris, à Angers; — *médaille de bronze* (XI, 439).

Renaudier (M^{me} Louise, en religion sœur Saint-François-Xavier), institutrice à l'école de MM. Max-Richard, L. Caillault et Segris, à Angers; — *médaille de bronze* (XI, 439).

Supérieure (M^{me} la) et les religieuses de la Charité de la Présentation, directrice de l'Orphelinat municipal pour les garçons de la ville d'Angers; — *médaille de bronze* (XI, 439).

Vaux (M^{lle} Ch. de, en religion sœur Saint-Léopold), directrice de l'école de MM. Oriolle fils et Rochard, à Angers; — *médaille de bronze* (IX, 262).

Marne.

Buirette (M^{lle} Julia), à Suippes; — *mention honorable* (IX, 263).

Frères de la Doctrine chrétienne employés dans la manufacture de MM. Harmel, à Bazancourt; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Oury (M^{lle} Léonie), à Suippes; — *mention honorable* (IX, 263).

Mayenne.

Beaumér (M^{me} Marie, née Colombey), institutrice à l'école de M. Denis, manufacturier à Fontaine-Daniel, — *médaille de bronze* (XI, 439).

Meurthe-et-Moselle.

Comité des apprentis du bureau de Bienfaisance de la ville de Nancy; — *médaille d'argent* (VII, 397).

Didelot (M. l'abbé), chanoine honoraire, à Nancy; — *médaille d'argent* (XIII, 274).

Millot (M.), fondateur de la Société des Familles de Nancy; — *médaille d'argent* (XI, 440).

Sœurs Saint-Charles de Nancy (M^{mes} les), à la manufacture de M. Cartier-Bresson, à Nancy; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Meuse.

Duchemin (M.), inspecteur des enfants assistés; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Nord.

Cattoir (M^{lle} E.), institutrice aux écoles de MM. Ravinet-Grisez et Rid frères, à Dunkerque; — *médaille de bronze* (XI, 440).

Charlon (M. Emile), instituteur, à Douai; — *mention honorable* (IX, 263).

Dupont (M.), inspecteur du travail des enfants dans le département du Nord; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Tarranzano (M.), directeur de la filature de Baillencourt, à Douai, — *mention honorable* (IX, 263).

Villay (M.), instituteur à Hautmont; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Oise.

Bochant (M. Ch.-Hipp.), employé à la filature de laine de MM. Demachy et Dellièvre, à Cramoisy; — *médaille de bronze* (XI, 440).

Orne.

Feret (M. Alexandre, en religion frère Emile), instituteur à Flers, par Domfront; — *médaille de bronze* (IX, 263).

Pas-de-Calais.

Norieux (M.), instituteur, à Lapugnois; — *médaille de bronze* (XIII, 274).

Rhône.

De Liguori (sœur Alphonse), née Gilbert, de l'ordre de Saint-Joseph, supérieure de la manufacture de M. J.-B. Martin, à Tarare; — *médaille d'argent* (VII, 399).

Sœurs de Saint-Joseph attachées à l'établissement de M. Teste, à Lyon; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Seine.

Arnould (M. Honoré), homme de lettres, à Paris; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Bachotet (M. Etienne), directeur du groupe scolaire de Puteaux; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XI, 440).

Berger (M. Gustave), attaché à l'imprimerie A. Chaix et C^{ie}; — *médaille de bronze* (III, 431).

Canonge (M.), directeur de la *Tutelle*, Pension d'apprentis à Paris, rue d'Albouy, 27; — *mention honorable* (IV, 30); — *médaille d'argent* (VII, 397); — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 274).

Canonge (M^{me} Constance-Camille), 27, rue Albouy; — *médaille d'argent* (XI, 440).

Charpentier (M.), surveillant à l'École de dessin et de modelage de la Chambre de la Bijouterie; — *médaille de bronze* (VII, 397).

Demonsant (M. J.), instituteur, à Paris; — *mention honorable* (VII, 397).

Duploux (M. A.-J.), agent du Patronage des jeunes détenus, à Paris; — *mention honorable* (VII, 398).

Fichot (M.), bandagiste, à Paris; — *mention honorable* (IV, 30).

Gerdalle (Sœur Onésime), de la Congrégation de Saint-Charles, directrice de l'Ouvroir des apprenties de l'association des jeunes économes de Marie; — *médaille de bronze* (VII, 398).

Gresser (M. Edmond), directeur du patronage Saint-Charles, à Paris; — *médaille d'argent* (VII, 398).

Hennequin (M. Lucien), professeur de dessin à l'École de fabrique de MM. Mourceau et Leduc, à Paris; — *médaille d'argent* (XIII, 274).

Huré, professeur à l'École d'apprentis de M. Piat, fondeur, à Paris; — *médaille de bronze* (XIII, 275).

Laude (M. P.-L.), facteur à la direction générale des postes, à Paris; — *mention honorable* (VII, 398).

Legentil (M. Alexandre), membre du Comité consultatif des Arts et Manufactures, à Paris; — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 398).

Lespinasse (M.), à Aubervilliers; — *mention honorable* (IV, 30).

Marais (M. Léon), instituteur à l'imprimerie Chaix, à Paris; — *médaille de bronze* (VII, 399).

Moynier (M.), employé à la mairie du 1^{er} arrondissement; — *médaille d'argent* (IV, 23).

Porphyre (Le frère), chargé de l'école annexée aux ateliers de MM. Oberthur et fils, imprimeurs, à Rennes; — *médaille de bronze* (VIII, 399).

Ramé (M. A.), secrétaire de la Chambre syndicale du Papier peint, à Paris; — *médaille d'argent* (XIII, 275).

Sarcey (M. Francisque), homme de lettres, à Paris; — *médaille d'argent* (VII, 399).

Sœurs de Saint-Vincent de Paul, manufactures de MM. Harmel, Chardon, Monot, Savard, fabricants de papiers peints, etc.; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Thorel (M.), délégué cantonal, à Paris; — *médaille d'argent* (IV, 27).

Trombert (M. Albert), professeur à l'Ecole professionnelle de M. Chaix à Paris; — *médaille d'argent* (XIII, 275).

Weil (M.), directeur de la Pension israelite d'apprentis; — *mention honorable* (IV, 30).

Seine-et-Oise.

Le Roy de Saint-Arnaud (M. le sénateur), vice-président de l'Orphelinat du prince impérial, à Versailles; — *mention spéciale de reconnaissance* (IV, 310).

Seine-Inférieure.

Calbry (M.), instituteur libre, à Lillebonne; — *mention honorable* (XIII, 275).

Chopard (M.), instituteur libre, à Mouville; — *mention honorable* (XIII, 275).

Dillois (M^{me} Léopoldine, en religion sœur Sylvie), directrice des écoles, salle d'asile, crèche, annexées à l'usine de M. Badin, à Barentin; — *médaille de bronze* (XI, 441); — *rappel* (XIII, 275).

Grimin (M. Georges), instituteur-adjoint, attaché à l'Ecole de fabrication de la maison Girard et C^{ie}, à Rouen; — *mention honorable* (XIII, 275).

Lambert (M. G.), chef d'institution, au Havre; — *médaille de bronze* (XI, 441).

Leroux (M^{me} Adolphine), institutrice-adjointe à Maromme; — *mention honorable* (XI, 441).

Meunier (M^{me} Marie-Virginie-Aline, en religion sœur Stéphanie), institutrice des œuvres diverses de la Société cotonnière de Saint-Étienne-de-Rouvray; — *médaille d'argent* (XI, 441).

Née (M.), instituteur aux Écoles de la Société cotonnière de Saint-Étienne-de-Rouvray; — *mention honorable* (XIII, 276).

Pégard (M.), instituteur, à Darnetal; — *mention honorable* (XIII, 276).

Rainsart (M. E.-Th.), instituteur public, à Deville-lès-Rouen; — *médaille de bronze* (XI, 441); — *rappel* (XIII, 276).

Rousselet (M. A.), instituteur à Maromme; — *médaille de bronze* (IX, 263).

Serrurier (M.), directeur de l'École Sainte-Marie, au Havre; — *mention honorable* (XIII, 276).

Sèvres (Deux-).

Mady (M. Henry), ouvrier jardinier; — *médaille de bronze* (IX, 264).

Somme.

Lenoir (M. François-Hilaire), instituteur public à Abbeville; — *médaille de bronze* (XI, 441); — *rappel* (XIII, 276).

Tarn.

Estelle (M.), inspecteur du travail des enfants dans les manufactures; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Falc (M.), inspecteur des enfants assistés; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

ÉTRANGER

Alsace.

Maréchal (M^{lle}), institutrice, à Rothau; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Worms (M^{lle}), institutrice, à Rothau; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS

LE BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION

DES APPRENTIS

ET ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES.

(De 1867 à 1881.)

A

ABUS du travail des enfants commis dans les départements jusqu'en 1861. — (Extraits des Mémoires des Instituteurs sur les), I, 25. — (Pétition au Sénat, mai 1864, par M. l'abbé Aubaine sur les) I, 27. — (Rapport de M. Dumas, sénateur, sur les), *ibid.* — Contre les mineurs au-dessous de 16 ans (proposition de loi sur les), VI, 342. — (Voy. *Travail des enfants.*)

ACCIDENTS des machines ou de fabrique (*Association*, fondée par M. Fr. Engel-Dollfus, à Mulhouse, pour prévenir les), I, 262, 307. — (Comité formé à Paris pour prévenir les), II, 284. — (Règlement de M. Chaix sur les), 285. — (Statuts de l'*Association pour prévenir les*), II, 238. — (Loi relative à la création de Caisses d'assurance en cas d'), II, 455. — (Note sur la question des), III, 209. — (Enfants victimes d'), III, 214; X, 424; XI, 332, 334; voy. *v^{ie} Apprentis mutilés et Jurisprudence protectrice des apprentis.* — (Statuts de la Commission des), III, 284. — Différence entre l'*Association pour prévenir les accidents* et la *Commission des accidents*, III, 284, note. — (Rapport par M. Engel-Dollfus sur l'*Association pour prévenir les*), III, 294; — auxquels sont exposés les apprentis, par M. le d^r Marjolin, III, 358. — (Observations sur

les), par M. Tresca, 376. — (Lettre de M. Engel-Dollfus sur les), VI, 521; VII, 26. — (*Comité des*), VI, 517. — (Communication de M. le D^r Marjolin sur le *Comité des*), 16. — (Lois et ordonnances en Allemagne et en Alsace-Lorraine, relatives aux), 70. — (Extraits de jugements relatifs aux), 77. — (Lettre sur la statistique des), 193. — (Règlement du *Comité des*), 108, 172. — Prix et médailles offerts, 205. — (Procès-verbaux de séances du *Comité des*), 422. — Causés par les scies circulaires, 426. — (*Œuvre des*), 484-491. — Causés par les arbres et les courroies de transmission, 493; VIII, 6. — Précautions à prendre dans les filatures de coton et de laine, VIII, 423. — (Agencements préventifs de la maison Chaix et C^{ie} contre les), 494. — (*Comité des*), 13. — Rapport de M. Leroux, 16. — Rapport de M. Robin pour 1874, 25, 67. — (Prix offerts par le *Comité des*), 73. — (Lettre de M. Engel-Dollfus sur les), 333. — (Rapport détaillé, par M. Leroux, sur les précautions pour éviter les), 423. — (Enquête du ministre sur les), 509. — (Rapport sur les travaux en 1875 du *Comité des*), IX, 24. — (Concours pour prix d'un système préservatif des), 37. — Dans les scieries mécaniques, 46. — (Procès-verbal du *Comité des*), 155. — (Monte-courroie contre les), 160, 576. — (Rapport

- sur les travaux, en 1876, du *Comité des*, X, 34. — (Prix offerts par le *Comité des*), 45. — (Séance du *Comité des*), 101. — (Rapport sur les enfants blessés à la suite d'), 218. — Rapport sur les explosions de meules 221. — (*Comité des*), XI, 16, 474, 576. — Demande de récompenses en faveur des inventeurs, à M. le Ministre de l'agriculture et du commerce, 480. — Réponse de M. le Ministre, 481. — Compte rendu de la Justice criminelle, pour l'année 1877, 404. — Prévention des accidents de fabrique, XIII, 50. — Responsabilité des, en Angleterre (bill), XIII, 460. — Les projets de loi Oviève et Nadaud (Réglementation préventive des) et organisation des responsabilités qu'ils entraînent, XIV, 32. — (L'Association de Rouen pour prévenir les), 54. — Projet de loi et rapport de M. Nadaud sur la responsabilité (des), 61. — Enquête (sur les) ordonnée par le ministre de l'agriculture et du commerce, 63. — Tableau statistique (des) en Angleterre, 98. — Projet de lois allemandes sur la déclaration et la réglementation (des), 99 et 100. — Discours de M. Vavas seur sur la responsabilité (des), 121. — (Correspondance du *Comité des*), 141. — (Assurance en Allemagne contre les), 203. — Appareil protecteur dans les métiers à coton par M. Plassiard, 234. — (La loi allemande sur les assurances contre les), 294.
- ACROBATES** (Les petits), IX, 634; XII, 334.
- ADULTES** (Cours d'), VIII, 536. — Enseignement primaire complémentaire, IX, 483.
- AGE** des enfants (L'), à propos de la loi sur le travail, II, 189. — (Opinion de M. Dollfus et de M. l'abbé Lantiez sur l'), II, 231. — (Propagande pour relever le *minimum* d'), II, 286. — D'admission et d'instruction des enfants, par M. Descottes, V, 348.
- AGRICULTURE** en Angleterre (Enquête sur l'emploi des enfants dans l'). (Orphelinats fondés pour l'), III, 333. — (Voy. *Orphelinats, Campagnes*.)
- AIGNAN** (Loiret). Ouvroir externe du cloître, II, 335.
- Akroyd** (M. Edward), (Médaille à l'Établissement de), IV, 31.
- Aldrophe** (M.), secrétaire du *Comité de l'Enseignement artistique*, V, 38.
- ALÉNÇON** (Œuvre pour le placement en apprentissage des jeunes garçons de la ville d'), I, 291.
- Alicot** (M.). Rapport sur l'*Œuvre des Bibliothèques*, III, 389.
- Allard** (M. Paul). Rapport de la *Société d'émulation de commerce de la Seine-Inférieure* sur le travail des enfants et des femmes dans les manufactures, III, 444.
- ALLEMAGNE** (Orphelinats établis en), II, 397. — (Filatures de lin en), 408. — (Apprentis imprimeurs en), IV, 62. — (Note sur le travail des enfants en), V, 325. — (Asiles en), VII, 47. — (Lois relatives aux accidents de fabrique en), 70. — (Loi sur le travail des enfants en), 177. — (Rapport de M. Neumark sur les institutions ouvrières en), VIII, 137. — Les fabriques de Berlin. inspection des machines, etc., 380. — Congrès d'Eisnach, 481; IX, 95. — (Le service de l'inspection en), X, 165. — (Congrès des ouvriers d'), 307. — (Inspection du travail des enfants en), communication de M. le Dr Marjolin, XI, 261. — (Les Corporations en), VII, 82. — L'atelier annexé à l'école, 217. — Loi du 17 juillet 1878 modificative de la législation industrielle, XIII, 445. — Projet de loi sur la déclaration et la réglementation des accidents industriels, XIV, 99 et 100. — L'assurance contre les accidents, 203, 294.
- ALLIANCE UNIVERSELLE** (Comité de l'), VII, 462, 487. — (Congrès de l'), VIII, 50. — (Programme de l'), 403.
- ALSACE-LORRAINE** (État des établissements industriels en), VI, 379, 450; XI, 95, 510. — Dépopulation industrielle, IX, 95. — Toast à la ville de Mulhouse, XII, 460. — (Association d'), XIII, 477.
- ALSACIENS-LORRAINS** (*Soc. fraternelle d'*), fondée par M. Arronsohn, V, 30. — (Les Apprentis), 31. — Souscription en faveur des Alsaciens-Lorrains demeurés Français, 402. — (Société de patronage des orphelins), XI, 288. — (Visite du maréchal de Mac-Mahon et du général Chanzy à l'Exposition de la), XI, 387.

AMEUBLEMENT (Chambre syndicale de l') (Voy. *Chambres syndicales*).

AMIENS (Patronage des jeunes ouvriers d'), I, 288. — (Opinion de la Société industrielle d') sur le travail des enfants, II, 248.

Amigues (M. Jules). Article sur la *Société de protection* à propos de la séance de la Soc. *patern. des fleurs et plumes*, V, 245.

AMIS DE L'ENFANCE (Voy. *Société des Amis de l'Enfance*).

ANGERS (Patronage de N.-D.-des-Champs, dirigé par les dames du Bon-Pasteur à), I, 288; II, 341.

ANGLETERRE (Loi sur le travail des enfants en), I, 370. — (Education et travail des enfants en), impulsion donnée par M. Chadwick, II, 23. — (Institutions ouvrières en), 409. — (De l'Inspection des manufactures en), 430. — (De l'Inspection du travail des enfants en), III, 10 à 40. — (Rapport semestriel des Inspecteurs des manufactures en), par M. Striber, 232; de M. Baker, 237; — (Etat des diverses industries par rapport à l'apprentissage en), 240. — (Enquête sur l'emploi des enfants dans les travaux agricoles en), 333. — (Instruction des enfants en), V, 323. — (Situation des ouvriers en), VI, 455. — (Travail des enfants en), VII, 343, 457, 542. — *Industrial schools*, 352. — (Extrait d'un livre sur la législation manufacturière en), VIII, 140. — (Inspection des machines dangereuses en), 398, 483; IX, 96, 344, 630. — (Le Contrat d'apprentissage en), X, 379. — (Ecole nationale de cuisine en), 503. — (Législation sur le travail dans les manufactures en), XII, 83. — (Gains des classes laborieuses en), 92. — Acte législatif concernant les manufactures et les ateliers, du 27 mai 1878, traduit par M. J. Périn, 218. — (Troubles en), par suite de congé, édicté par la loi sur les fabriques, 301. — L'asile pour les enfants en convalescence à Norbiton, V. *Apprentissage*, 461. — Loi sur la responsabilité des accidents, XIII, 413. — Statistique des accidents de fabrique, XIV, 98. — La loi française du 7 décembre 1874 comparée à l'acte anglais du 24 juillet 1879 sur les exercices dangereux des enfants, 199.

ANNONAY. Communauté des dames de la Providence, VII, 386. — Patronage d'apprentis, fondé par la Conférence de Saint-Vincent-de-Paul, VII, 386. — Cercle catholique des apprentis et jeunes ouvriers, M. l'abbé Du Sert, directeur, VII, 386.

Anthoine (M.), inspecteur d'académie à Lille, *Mémoire sur l'instruction primaire dans le département du Nord*, XII, 303.

ANZIN (Conditions des enfants dans les mines d'), VII, 509.

APPRENTIS (Legs en faveur d'), I, 268 — de l'imprimerie Chaix, II, 82; — de M. Lemaire, 86. — (Notices sur des anciens), V, 416. — (Rapport sur la condition des), par M. Legentil, VII, 65. — Etat des apprentis à Paris, 149, 435. — (Conditions des), à Paris et dans la Seine, par M. Lefort, IX, 581. — Papeterie (Concours d'), X, 76. — (*Comité de placement des*) (Voy. *Comités*); voy. aussi *Enfants, Pensions, Maisons d'apprentis, Lits, Bibliothèques*, et, en général, les noms des villes ou des établissements. (Rapport sur la réglementation de la condition des) XII, 425 — (Proposition sur l'établissement d'un tableau d'honneur des) XIII, 363. — Responsabilité des patrons relativement à la surveillance des apprentis par M. J. Périn, XIV, 139.

APPRENTIS ÉTRANGERS (Patronage des), III, 398.

APPRENTIS MUTILÉS (Patronage des), III, 401. — (Liste des enfants secourus comme), 404. — Suicide d'un apprenti, V, 30; XI, 332, 334.

APPRENTIS VICTIMES d'accidents; de mauvais traitements; de prétendues plaisanteries d'atelier, IV, 37. — D'accidents, 128; VI, 433; VII, 492; VIII, 173; IX, 428, 576; X, 30, 33.

APPRENTISSAGE (Texte de la loi du 4 mars 1851 sur les contrats d'), I, 16. — Discordance de cette loi avec celle de 1841, 22. — (Rapport sur les Ateliers d'), par M. Délerot, 147. — (Bourses d'), à Paris, 215. — (Œuvre de la mairie du IV^e arrondissement pour l'), *ibid.* — Dans les C^{ies} de chemins de fer, 324. — Dans les usines du Creusot, 330. — (Etude historique sur l') par M. Julien Hayem, II, 30. — Chez les Grecs

33. — Chez les Romains, 36. — Sous le régime féodal du XII^e au XV^e siècle, 40. — Du XVI^e à la fin du XVIII^e siècle, 46. — Dans les Fleurs et Plumes, par M. Hiéland, 67. — (Loi du 22 février 1851, sur le Contrat d'), 165. — (Des moyens à mettre en œuvre dans l'industrie parisienne pour relever le niveau de l'), V, 111, 216, 280, 356; VIII, 511. — (Exécution du contrat d') V, 126. — (Extrait du *Traité du Contrat d'*), par MM. J. Hayem et J. Périn, 140. — Projet d'une Ecole d') par M. Robert, VI, 372. — (Contrat d'), IX, 221. — *Formule du* (Contrat d'). 223. — Au point de vue de la loi et des mœurs, par M. E. Nusse, X, 51. — (Du contrat d'), dans le Droit anglais, par M. E. Nusse, 379. — (De l') dans les métiers du bâtiment, par E. Flamant, XII, 445. — (Rapport sur ses résultats et sur le projet de loi des écoles d') par M. E. Nusse, XIII, 403.
- ARBRES** de Noël, fêtes des enfants à Mulhouse. Note de M. Dollfus, II, 460. — (Etablissement à Paris des), 463. — Arbres de Noël, par M. R. Jeannel, III, 72. — Comité des institutrices de charité (Fête de l'), XI, 14; XII, 10, 436; XIII, 410.
- ARCHEVÊQUE** DE PARIS (Mgr l'), son discours à l'impératrice Eugénie pour la distribution des récompenses le 27 octobre 1867, I, 276.
- ARLÈS-DUFOUR** (M.), censeur de la Société en 1867, I, 35.
- ARMÉE** DE TERRE (Institution de l'Etat pour les enfants de l'), III, 114.
- ARNAUT** (M. l'abbé), Observations sur le travail, II, 237.
- ARRAS** (Maison d'apprentis fondée par le Père Halluin sous le nom de *Maison de l'Immaculée-Conception*, à), I, 78. — Etude sur cette maison, V, 374.
- ARRONSOHN** (M.), fondateur d'une Soc. d'Alsaciens-Lorrains, V, 30.
- ASILES** d'enfants à New-York, VII, 47. — A Norbiton (Angleterre) pour les enfants convalescents, XII, 461.
- ASSISTANCE JUDICIAIRE**, V, 35. — (Règlements et bureau du *Comité de* l'), VII, 68, 172, 204, 489; VIII, 71, 173, 331; IX, 23, 120, 145, 321, 428; X, 30, 118, 195, 212. (Voy. *Comité judiciaire*.)
- ASSISTANCES PATERNELLES**. — Aux enfants de l'imprimerie, IV, 52. — (Note sur les Sociétés d'), VII, 14. — (Discours de M. Ch. Robert aux Chambres syndicales sur les), 89; — aux enfants des Fleurs et Plumes, V, 466; VII, 320, 536; VIII, 344, 518; IX, 428; — du Papier peint, VIII, 293; IX, X, 184, 270; — de l'Ebénisterie, 494; XI, 530; — des Fleurs et Plumes, distribution des prix, 605, 609; XI, 376. — Patronage des apprentis tapissiers XII, 13; des fleurs et plumes, XIII, 70. — *idem*, distribution des prix, 204. — Voy. *Papier* (groupe syndical du).
- ASSISTANCE PUBLIQUE**, à Paris, IX, 516.
- ASSOCIATION pour prévenir les accidents de fabrique** (Statuts de l'), II, 238; VII, 393. — (Voy. *Accidents*.)
- ASSOCIATION** pour la réforme du travail des enfants, III, 306.
- ASSOCIATION POLYTECHNIQUE**, liste des cours, VII, 555.
- ASSURANCES** (Loi sur les Caisses d'), II, 455. — L'assurance en Allemagne contre les accidents, XIV, 203, 294.
- ATELIER** (L') annexé à la classe, V, 218. — (L'école annexée à l'), extrait de M. d'Eichthal, 311. — (L'enfant et l'), conférence par M. Fliche, XIV, 182.
- ATELIERS D'APPRENTISSAGE** (Rapport sur les), par M. Délerot, I, 147.
- ATELIER** en voyage (un), récit, IV, 60.
- ATELIERS-ÉCOLES** (Visites du Ministre de l'Instr. publ. aux), II, 263. — (Projet d') pour marins, 295; — pour les jeunes filles, XI, 294.
- ATELIERS-MODÈLES** (Notices sur les), II, 266. — (Lettres sur la création d'), V, 252. — (Présentation au Conseil municipal de Paris d'), 254. — (Subsides accordés par M. le Préfet de la Seine aux), VI, 12. — Ateliers-modèles d'apprentissage chez MM. Oberthur, à Rennes, VII, 338. — Précautions contre les jeux des apprentis de M. Chaix, VIII, 136.
- ATELIERS INSALUBRES**, IX, 578.
- AUCH** (Œuvre des apprentis fondée par M^{lle} Debais), I, 294.

AUTRICHE (Travail des enfants en), III, 467. — (*Athenæum* en), VI, 451.

AVANT-PROPOS sur les lois et sur les efforts tentés pour protéger les enfants, avant la fondation de la *Société*, I, 3.

B

BACCARAT (La Cristallerie de), I, 299; — Sa pension d'apprentis, VII, 335. 390. — (*Voy. Cristalleries, Verreries.*)

Baines (M.). Extrait de son discours sur une Méthode d'enseignement populaire, V, 240.

Baker (M.), inspecteur du travail des enfants en Angleterre, II, 27. — De l'inspection des manufactures d'après les lois anglaises, II, 430. — (Article de M. Striber sur l'inspection de), III, 11.

BALE (Législation sur le travail des manufactures de la ville de), III, 471.

Bamberger (M.), député. Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 213.

Bapterosses (M.). Son matériel d'installation pour les Salles d'écoles d'apprentis (avec une planche), V, 78; VII, 390.

Baras (M.), Instituteur à Liancourt. Son rapport sur les institutions scolaires et de prévoyance de la maison Ph. Latour, XIV, 288.

Barbier (M.). Note sur les Œuvres de la Savoie, III, 275; — sur l'émigration des enfants de la Savoie vers les centres industriels, III, 320. — Lettre, IX, 126.

Barreswil (M.), inspecteur du travail des enfants dans le département de la Seine; secrétaire de la Société (1867), I, 35. — Compte rendu financier à la séance du 23 février 1868, II, 12. — Sa mort; son éloge, par M. Dumas, président (6 août 1871), IV, 106. — Sur les enfants émigrés, pendant le siège de Paris, sous sa conduite, IV, 122.

Barret (M. J.). *Quelques réflexions sur la réglementation du travail des enfants et l'instruction obligatoire considérés au point de vue religieux*, XII, 117.

BATIMENT (De l'apprentissage dans les métiers du), par E. Flamant, XII, 445.

Bauduz (M. l'abbé), directeur de la Colonie agricole de Notre-Dame-de-Bethléem, près Nantes, IX, 250.

Baumert (M. l'abbé), s.-direct. des jeunes ouvriers de Metz, V, 395.

Beaulieu (M. A.). Rapport sur le travail des enfants dans les manufactures de coton de Rouen et environs, III, 54.

Beauvais (*Œuvre du Sacré-Cœur* à), III, 90. — (Autres Œuvres à), 92

BELGIQUE (Statuts d'une Société pour la diminution du temps du travail en), III, 480. — (Note sur le travail des enfants en), 12. — *Association pour la réforme du travail en*, 306. — (Travail des enfants en), V, 517. — (Les enfants dans les mines à charbon en), 320. — (Projet de loi sur le travail des enfants en), 400. — (Rapport sur l'industrie de la houille en), VI, 521. (Caisses d'épargne en), VII, 539. — (Congrès d'hygiène en), VIII, 484. — Congrès de Bruxelles, X, 167. — (Travail des enfants dans les mines en), XI, 382. — (Ecole d'Art décoratif en), XII, 390. — (L'enseignement professionnel et industriel en), 465.

Bérard (M. E.-Paul), secrétaire provisoire, IV, 113; — trésorier adjoint, puis trésorier de la Société. — Exposés et comptes rendus financiers pour 1871, V, 12, 38. — Enquête sur l'emploi des enfants dans les travaux agricoles en Angleterre, III, 333. — Note sur une nouvelle méthode d'enseignement populaire, V, 240. — Rapport sur le règlement d'administration publique déterminant les circonscriptions attribuées aux inspecteurs divisionnaires, VIII, 78. — Rapport sur le règlement relatif à l'emploi des enfants au-dessous de 12 ans, VIII, 85. — Rapport sur le règlement relatif au travail de nuit, VIII, 192. — Rapport sur le règlement relatif aux travaux fatigants ou dangereux, VIII, 230. — Rapport sur des faits relatifs à la gestion financière de la Société, XI, 487.

Berger (M. Gustave). Projet d'une Maison d'apprentis de la typographie, V, 224 à 240. — Considérations sur l'apprentissage à propos de la maison fondée par M. Piver, sous le nom de la *Tutelle*, 294 et suiv. — Société pour l'assis-

tance paternelle aux enfants employés dans l'industrie de l'emballage, VI, 442. — Institution en faveur de l'apprentissage à Meaux, VII, 451. — Note sur l'organisation des Caisses d'épargnes scolaires, à Paris et en province : à Saint-Nicolas, à la Tutelle des apprentis, à l'imprimerie de MM. A. Chaix, VIII, 366. — Sur l'Ecole technique de l'Horlogerie, IX, 168. — Quelques observations à propos de l'arrêté du 10 août 1877 de M. le Préfet de la Seine relatif aux classes d'apprentis dans les écoles de Paris, XI, 172.

Berthier (M. Ch.), vice-président de la Société en 1867, I, 35. — Réélu vice-président, en 1872, V, 8. — Président de l'*Œuvre des Lits d'apprentis*, II, 174. — Sur le travail de nuit, II, 204.

Beslay (M.), sur l'inspection du travail, II, 221.

Beudant (M.), conseiller municipal de Paris; extrait de son rapport au Conseil municipal sur les ateliers-modèles, V, 254. — Rapport sur les écoles d'apprentis, 281. — (Voy. *Ateliers-modèles*.)

BIBLIOTHÈQUES des Patronages (envois de livres aux), II, 282. — Des apprentis Israélites, III, 226. — Des pensions d'apprentis, III, 229. — (Rapport sur l'*Œuvre des*), III, 389. — (*Œuvre des*) confiée à M. de l'Etang, V, 36; — populaires (communication de M. Hennequin sur les), V, 342; — spéciale de la *Société de protection* (création de la), V, 397. — Bibliothèques des apprentis (*Œuvre des*), VII, 476, 565; VIII, 318, 409. — Bibliothèques communales, 497. 506; d'apprentis, IX, 104; 358. — Livres: M. L. Rostaing, *Conférences ouvrières*, IX, 208. — M. L. Lefebure, *Questions vitales*, X, 639. — M. Tallon (Eug.), *La vie morale et intellectuelle des ouvriers*, X, 89; — Dubail, M. *Géographie de l'Alsace-Lorraine*, 191; — M. Robiquet, *Les origines et l'application de la loi du 19 mars 1874*, 311; — M. Georges Lassez, *L'Enseignement professionnel, ce qu'il est, ce qu'il doit être*, X, 504; — M. Ducarre, *Rapport sur les conditions du travail en France*, XI, 110. — Rapport de M. Lefebure sur les bibliothèques d'apprentis, 132. — M. Jules Lallois, inspecteur des prisons, *Des projets de réforme pénitentiaire*, 295; —

M. G. Fagniez, *Etude sur l'industrie et la classe industrielle à Paris au XIII^e et au XIV^e siècle*, 392. — M. Victor Bohert, *La Participation aux bénéfices*, 392; — M. le Dr Elie Goubert, *Des agents perturbateurs de la jeunesse*, 395; — MM. Joret-Desclosières et Ch. Beaufrand; *Biographie des grands inventeurs dans les arts, les sciences et l'industrie* 706. — MM. J. Hayem et J. Périn *Traité du contrat d'apprentissage*; MM. J. Périn et E. Nusse, *Commentaire de la loi sur le travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie*; — mêmes auteurs, *De l'emploi des enfants dans les professions ambulantes de saltimbanques*, XI, 564; — M. Ch. Bonne, *Petites études d'économie sociale (Les lois fondamentales de la Société, La Misère, les Machines, les Salaires, le Travail, Devoirs envers la Patrie et l'Etat)*, XII, 98; — M. J. Barret, *Quelques réflexions sur la réglementation du travail des enfants et l'instruction obligatoire, considérée au point de vue religieux*, 117. — M. Hubert Valeroux, *Etude sur les diverses législations qui régissent le travail des enfants et des femmes employés dans l'industrie*, XIII, 107. M. G. Bruno, *Francinet*, XIII, 466. — *La science pénitentiaire au congrès de Stockholm*, MM. Fernand Desportes et Léon Lefebure, XIV, 207.

BIDACHE (Basses-Pyrénées). Atelier de ganterie, dirigé par les Filles-de-la-Croix, II, 334.

BIJOUTERIE ET ORFÈVRERIE (Statuts de la *Société des enfants de la*), II, 156. — (Ecole de dessin et de modelage fondée par la Chambre syndicale de la), III, 412. — Récompensées à cette Ecole, VI, 434. — Bal de souscription, VII, 184. — (Chambre syndicale de la), VIII, 355; IX, 164, 322. — (Société d'encouragement de la), VIII, 491; X, 256. — (Distribution des récompenses à la Chambre syndicale de la), 362. — *idem*, XIII, 79.

BIJOUTERIE-IMITATION (Chambre syndicale de la), X, 366. — Compte rendu des travaux de l'année 1876. 366. — (Distribution des prix à la Chambre syndicale de la), 369. — (Chambre syndicale de la), VIII, 355. — (Création d'une Ecole gratuite de dessin par la Chambre

syndicale de la), IX, 164, 322; X, 366, 369. — (Distribution des prix de l'école de dessin de la), XIII, 93.

BILLETES (L'Orphelinat luthérien des), I, 295; IV, 30.

Blanc (Louis), *Le Droit de protection sociale*, VII, 429.

Blanchon (Filature, dans l'Ardèche, dir. par M. Louis), I, 305; II, 392.

BLANZY (C^{ie} des mines de), I, 300.

Blot et Drouard (Caisse de secours et de retraite du personnel de la Maison), VIII, 359.

Bohert (M.), auteur de *La Participation aux bénéfices*, XI, 392.

Bois (M. Victor), sa lecture sur la vie de *Stephenson*, par Samuel Smiles, III, 40.

Bonjean (Georges), fondateur de la Société de protection de l'enfance abandonnée ou coupable, XIII, 479.

Bonne (M.), Ch. avoué, à Bar-le-Duc; — (Petites études d'économie sociale, offertes à la Société par) sur les *Lois fondamentales de la Société, la Misère, les Machines, les Salaires, le Travail, Devoirs envers la patrie et l'Etat*, XII, 98.

Bonnechose (M^{gr} de), discours au Sénat pour la création d'inspecteurs d'ateliers, I, 159.

BON-PASTEUR (Dames du) de Strasbourg, II, 332. — (Maisons fondées par les religieuses du), II, 371. — (Maison fondée à Lyon par les dames du), III, 88.

BORDEAUX, Ouvroir Saint-Bruno, II, 335.

Boudrand, fondateur de l'Œuvre de Notre-Dame-de-Bon-Conseil, à Lyon, XI, 430.

BOULOGNE-SUR-MER, Patronage d'apprentis fondé et dirigé par M. Flour, I, 292.

BOURG D'AULT (Somme). Patronage dirigé par M. Romain fils, I, 294.

Bourreuil (M. de), ancien conseiller d'Etat et secrétaire général du Ministre de l'agriculture, etc. Vice-président d'honneur en 1867, I, 35. — Rapport de la Commission des récompenses à distribuer par la Société, 282.

Boyer (M.), inspecteur principal départemental du travail des enfants, XII, 156.

BREST (Offre d'une prime de 50,000 fr. pour l'établissement d'une cotonnerie d'Alsace dans l'arrondissement de), V, 247.

Breton (M.), I, 308. — (Orphelinat de la papeterie de M.), 407.

BRONZE ET MÉTAUX (Détermination sur les enfants des Chambres des), III, 421.

BRUXELLES (Rapport sur le Congrès d'hygiène et de sauvetage tenu à), IX, 533.

Buisson, *Rapport sur l'instruction primaire* à l'Exposition de Vienne, IX, 483.

Buisson (M.), ingénieur, directeur de la manufacture de tabac de Nantes, IX, 260.

Burat (M.), rapport sur le travail des enfants dans les mines, II, 240.

C

CABARETIER (Dangers pour l'apprenti), VI, 333.

CAEN. Orphelinat avec apprentissage, I, 290.

Caille (Patronage dirigé par M.), I, 288.

CAISSES D'ASSURANCE, en cas d'accidents (Loi relative à la création de), II, 455.

CAISSES des Écoles, I, 243. — (Situation des), II, 459. — (Lettre du Ministre de l'instruction publique sur les), IV, 66. — (Note relative à l'organisation des), 67. — des II^e et XIX^e arrondissements de Paris, 70. — Projet d'organisation dans une commune rurale et statuts des), 73. — (Circulaire du Ministre de l'instruction publique sur les), 76. — (Création d'une), à Versailles, III, 422. — (Assemblée à Versailles de la Société des), IV, 90. — (Création de nouvelles), V, 327; VII, 345; IX, 199. — (Extrait du Rapport de M. Sigismond Lacroix sur les) et l'Enseignement professionnel, XI, 90, 287. — (Situation de la) au 1^{er} juin 1878, XII, 95. — (Statuts de la) du II^e arrondissement, 402. — (Circulaire de la Société à MM. les Présidents des), XIV, 134.

CAISSES D'ÉPARGNE en Belgique, VII 539, 558. — Caisse de participation de l'imprimerie Godchaux, VIII, 128. — (Note sur l'organisation des

- VIII, 146, 366; — scolaires à Saint-Nicolas, 371; — à Pétablissement de la Tutelle, 373; — chez M. Chaix, 375, 534 — de Saint-Nicolas, IX, 94; X, 394.
- CAISSES D'ÉPARGNE SCOLAIRES (Communication de M. de Malarce sur les), VIII, 417, 498; X, 394.
- CAISSES DE PRÉVOYANCE pour les ouvriers du Touage de la Seine, IX, 193.
- CAISSES DE RETRAITE, de secours, d'assurances, à l'Ecole professionnelle des typographes de M. Chaix. VI, 489. — De la maison Blot et Drouard, VIII, 359.
- CALIFORNIE (Les Ecoles en), VII, 184.
- CALVADOS (Note sur les enfants employés dans les manufactures du), II, 301.
- CAMPAGNES de l'Est (Condition des enfants dans les), III, 102.
- CASTRES (Tarn) (Orphelinat établi près de), I, 290; V, 390.
- CAUTERETS (Maison hospitalière de). — Communication de M. J. Périn sur la), IX, 523; — (de M. E. Nusse sur la), XI, 216.
- CÉRAMIQUE (Lettre au Ministre du commerce par la Chambre syndicale de la), VI, 394.
- CERCLE DES JEUNES OUVRIERS, dirigé à Paris, par M. Maignen, I, 289.
- CERCLE DES MAÇONS ET TAILLEURS DE PIERRE (Directeur, le R^{ev}. P. Montazeau, à Paris), VII, 387.
- CERNAY. Orphelinat, II, 334.
- Cerfberg (M. Th.). Notice sur les apprentis dans les campagnes de l'Est, III, 102. — Note sur la colonie de Gentilly, près Nancy, 439.
- CERTIFICATS d'études (sujet de composition pour), V, 327.
- Chaix M. (A.). Distribution des prix aux élèves de l'imprimerie de) I, 173; — (Maison de M.), 304., — (Les apprentis de l'imprimerie), II, 82. — (Visite du Ministre de l'Instruction publique aux ateliers de M.), 263. — Son règlement contre les accidents de machines, 285. — (Caisse de retraite pour les apprentis chez M.), 469. — L'Ecole professionnelle de M.), III, 431; V, 474. — (Intérêt de participation de l'ouvrier dans les bénéfices établi par M.), V, 408. — Projet de local pour les apprentis pendant les heures de repas, VI, 382. — Notice et renseignements sur son Ecole professionnelle des typographes, VI, 480; VII, 409. — (Précautions contre les accidents de machines chez M.), VII, 494. — Prix décernés à l'Ecole professionnelle, 523; IX, 615; X, 390; XI, 545. — Précautions contre les jeux, VIII, 136. — Discours aux prix de l'Ecole, 455. — (Caisse d'épargne d'apprentis chez M.), VIII, 534. — Inauguration du buste de M. Napoléon Chaix, X, 396. — (Voy. *Typographes*.)
- CHALES (Rapport sur la situation de l'enfant dans les fabriques de), par M. Maillard, I, 318.
- CHAMBÉRY (Etablissement de sourds-muets à), III, 275.
- CHAMBRES SYNDICALES (Protection, accordée aux apprentis par les) II, 288. — (Notions sur les (Euvres des), III, 452. — (Réponse des) sur l'Enseignement technique, V, 256; — de l'Ameublement, XI, 239; XII, 71; — des Appareils de Chauffage, VII, 532; VIII, 452; IX, 92. — des Arts et Industries appliqués au culte et aux édifices religieux, XI, 239; — de la Bijouterie, X, 256, 265, 266, 362; — médaille de bronze à l'Exposition universelle de 1878, XII, 100; — de la Bijouterie-imitation, VIII, 355; IX, 164, 322; X, 366 — (Distribution des prix de l'Ecole de dessin de la), 369; XI, 242; XII, 72, 369; — de la Bimbeloterie, XI, 92, 246; — de la Boucherie, VIII, 452; — du Caoutchouc et des Toiles cirées, X, 79; — de la Chaussure, IX, 168; X, 280; — des Chocolatiers et Confiseurs, XI, 248; — de la Corderie, Boissellerie, Sparterie, X, 80. — des Doreurs, Miroitiers et Ornementalistes, XII, 377; — des Emballeurs VIII, 512; IX, 93; X, 82; — des Entrepreneurs de charpente, X, 279; — des Fleurs et plumes, VII, 166; IX, 605; X, 82; XII, 378; — de la Fumisterie, VIII, 339, 453, 515; IX, 83; — de la Ganterie, IX, 168; X, 84; — de l'Horlogerie, IX, 168; X, 281; — des Instruments et appareils de l'Art médical, XI, 248; XII, 74; — des Maîtres Tailleurs, IX, 181; XI, 252; XII, 75, 201; — de la Maroquinerie et Gainerie, XII, 75; — des Mécaniciens, Chaudronniers, Fon-

deurs, etc., VI, 407; — du Papier et des industries qui le transforment, VII, 437; VIII, 352; IV, 920, 187, 322, 501; X, 85, 148, 27; XI, 25, 386; XII, 76. — (Distribution des prix aux apprentis du), 198, 207, 370; — de la Passementerie, Mercerie. Boutons et Rubans, VIII, 517; XI, 254; — des Pâtisseries, XII, 210, 383. — de la Tablette-rie, proposition de statuts pour une école, VIII, 323; X, 161; XI, 259. — des Tapisseries, IV, 12; V, 280; VII, 165, 532; IX, 534. — de la Teinture et du Nettoyage, X, 161. — des Doreurs, miroitiers, ornemanistes, XII, 448. — Des Pâtisseries, 450; — de la Bijouterie-imitation, XIII, 74; — des Doreurs Ornemanistes, *ibid.*; des Fleurs, plumes et modes, 75; — des Instruments et appareils de l'art médical, 77; — des Sculpteurs Ornemanistes, *ibid.*; — de l'Ameublement, 206; — de la Bijouterie-imitation; — de la Bonneterie en gros; — de la Brosserie, 207; de la Confection pour dames et enfants; — des Doreurs Ornemanistes, Miroitiers et Encadreurs, 208; — des Fabricants d'appareils à gaz; — des filset toiles de lin; — des Fleurs, plumes et modes, 209; — de l'Horlogerie, 211; — du Papier, règlement sur le concours des apprentis, 211. — des entrepreneurs de couvertures, XIII, 411. — De la maroquinerie et gainerie, XIV, 78; — de la photographie 81. — des marchands tailleurs, 82. — de la Bijouterie imitation, 87. — de la passementerie 162; — de la maroquinerie 162; — des pâtisseries, 163 — des fabricants d'appareils d'éclairage, 171; — de la Bijouterie-imitation 171. — Des corsets 172. — L'enseignement professionnel ouvrier (par les) 222. — Chambre de la passementerie 255; — des Pâtisseries 255; — de la maroquinerie 257. (Voy. *Horlogerie, Papier, Fleurs et Plumes.*)

Chapin (M. Williams), sa Maison de jeunes filles, aux Etats-Unis, II, 342. — (Note sur les Fabriques de), 411.

Chardin (La fabrique de soie de M. Ernest), I, 303. — (Note sur la Maison de M.), II, 387; VII, 393.

CHARITÉ MATERNELLE (Société de), son histoire, VIII, 307.

Charton (M. Édouard), vice-président d'honneur de la Société, V, 7

CHARTRES (Sœurs de Saint-Paul à), II, 362.

Château (M.). Rapport sur le concours pour éviter les accidents de fabrique, IX, 37. — Note sur un monte-courroie, 160.

CHATILLON ET COMMENTRY (L'Orphelinat de), II, 338. — (Orphelinat de la C^{ie} de), 379.

CHAUFFAGE (Chambre syndicale du), IX, 92.

Chaurand (Baron), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 226.

Chauveau-Lagarde (M.), juge honoraire au tribunal civil de la Seine, Président du Comité judiciaire de la Société, III, 213; V, 37. — Article nécrologique, XIV, 303.

CHEMINS DE FER (Apprentissage dans les C^{ies} de), I, 324.

Chevalier (M. Michel), membre de l'Institut; Censeur de la Société en 1867, I, 35.

CHINE. — Jeunes gens envoyés en France et en Angleterre, XII, 390.

CIRCULAIRE du Ministre de l'intérieur du 25 sept. 1854 sur l'inspection des enfants dans les manufactures, I, 23; — du Ministre de l'agriculture sur l'inspection des enfants dans les manufactures, II, 448; — du Ministre de l'instruction publique relative au certificat d'études exigé par la loi du 19 mai 1874, X, 111; — du Ministre de la justice sur les procès-verbaux dressés par les Inspecteurs divisionnaires, 143; — du Ministre de l'intérieur aux préfets, XI, 28; — du Ministre de l'agriculture et du commerce relative à la loi du 19 mai 1874, 158; — du Ministre de la Justice prescrivant la communication aux inspecteurs divisionnaires des procès-verbaux relatifs aux accidents ayant atteint des enfants, XII, 352. — (Voy. *Ministres.*)

CLASSES LABORIEUSES (Enquête sur la condition des), V, 82. — Libertinage, VI, 455.

CLASSES SPÉCIALES pour apprentis. (Lettres du Préfet de la Seine aux maires de Paris), V, 344. — (Lettre d'un maire de Paris sur les), 427. — (Rapport de M. Gréard sur les), 460. — (Voy. *Eco.es.*)

Claude (M.), député des Vosges. — Son discours sur le travail des enfants, VI, 165.

Claye (M.), (Atelier d'instr. typographique de), III, 221. — (L'Œuvre de), IV, 28. — (Notes sur l'atelier de), V, 369; VII, 391.

Clémendot (M.), sur le travail de nuit, II, 202; — sur les classes spéciales, V, 431.

CLUNY (Sœurs de Saint-Joseph de), II, 364.

Cochin (Augustin), membre du Conseil d'honneur de la Société; sa mort, V, 131.

Cohadon (Atelier d'apprentissage de brunissage dirigé par M^{me}), I, 154, 305. — (Visite du Ministre de l'instruction publique à l'atelier de M^{me}), II, 265. — (Compte rendu d'une visite à l'atelier de M^{me}), par M. Robiquet, III, 434. — (Emigration, pendant le siège de Paris, de l'atelier de M^{me}), IV, 112. — (Situation de l'atelier de M^{me}), V, 123. — (Don fait par la Société à M^{me}), V, 261. — (Note de M. Havard sur l'atelier de brunissage de M^{me}), VI, 448; VII, 394.

Colcombet frères (MM.), à Saint-Etienne (fabrique de), I, 301. — (Rubannerie de), II, 388; IX, 256.

Collinot (M.) (Note sur l'atelier de), II, 271, 339.

COLOMBIER (M.), inspecteur, à Rouen. — Son discours à la distribution des récompenses des élèves des écoles de fabrique de Rouen, XI, 496. — Sa nécrologie XII, 310.

COLONIE agricole et pénitentiaire de Gentilly, près Nancy, VII, 14; — de Sainte-Foy (Rapport sur la), XII, 383.

COMITÉS de la Société : 1° de publication, 2° des recettes, 3° des dépenses (Liste des membres composant les), I, 36; — d'enseignement religieux, composition de ses membres, I, 57; — d'enseignement élémentaire, composition de ses membres, *ibid.*; — de l'enseignement artistique, 104. — (Ancienne composition des), V, 10; — de l'enseignement artistique, 37. — (Renouvellement des divers), 37. — (Observations faites sur les), 423. — (Comptes rendus des), X, 12, 101, 195. — (Voy. *Comité des Accidents de fabrique*, *Comité des Institutrices de*

charité, *Comité judiciaire*, *Comité des Sociétés d'assistance paternelle* et *Comité du placement des apprentis.*)

COMITÉ DES PUBLICATIONS (Règlement du), VII, 9.

COMITÉ DES ACCIDENTS DE FABRIQUE. — (Voy. *Accidents de fabrique.*)

COMITÉ JUDICIAIRE de la Société, sa formation, II, 10; III, 160; — sa composition, 213. — (Compte rendu du), *ibid.* — (Appendice au compte rendu du), 406. — (Comptes rendus du), IV, 37, 127. — (Question sur le Contrat d'apprentissage posée au), IV, 130. — (Maintien du), V, 37. — Comptes rendus, V, 128, 179; X, 420; XI, 155, 324, 490, 583, 587; XII, 16, 117, 130, 326, 422; XIII, 19, 120, 325, 401; XIV, 21, 25, 136, 236.

COMITÉ DES INSTITUTRICES DE CHARITÉ. (Voy. *Institutrices de charité.*)

COMITÉ DE PLACEMENT DES APPRENTIS. (Voy. *Placement des apprentis.*)

COMMISSIONS dont se composait la Société : 1° des mines, agriculture; 2° imprimerie, papier; 3° bijouterie, horlogerie; 4° filature, tissage, impressions; 5° tissus divers; 6° confections diverses; 7° bâtiment; 8° ameublement et accessoires; 9° industries diverses. Listes des membres composant ces commissions, I, 37; — du travail des enfants chargés d'examiner le projet de loi de M. Joubert, V, 22. — (Observations faites aux), V, 425; — de surveillance du travail des enfants à Mulhouse (réponses au questionnaire du Ministre de l'agriculture par la), I, 363.

COMMISSION DES RÉCOMPENSES accordées par la Société. — (Rapport de la), par M. de Boureuille, vice-président d'honneur de la Société, I, 282.

COMMISSIONS LOCALES de surveillance (Nomination de membres des), dans la Seine, VIII, 42; IX, 19, 136; — dans l'Oise, la Seine-Inférieure, la Somme, 141; — dans la Manche, Eure, Orne, 296; — Calvados, Ile-et-Vilaine, 300; — Côtes-du-Nord, Loire-Inférieure, 302. — Maine-et-Loire, Sarthe, Mayenne, 304. — Finistère, Morbihan, 306. — Haute-Garonne, 308. — (Circulaire du préfet de l'Aude sur les), 310. — *Idem*, du préfet de l'Ariège,

- 315.—Aveyron, Cantal, Tarn, 316.— Pyrénées-Orientales, 317. — Nord et Pas-de-Calais, 424. — (*Bulletin des*), X, 21, 205. — (Rapport de la 2^e) de Paris, 21. — (Rapport de l'ancienne 4^e) de Paris, 115. — (Composition des nouvelles) de la Seine, 205. — Rapport des commissions locales à M. le Préfet de police sur l'ensemble de leurs travaux en 1877, XI, 35. — (Circulaires du Ministre de l'agriculture et du commerce sur l'assiette et la formation des), XI, 158. — (Rapport de la 8^e), présenté au conseil général de la Seine par M. de Heredia, XI, 164. — (Rapport adressé à M. le Préfet de police par la 3^e) pour 1877, 344; — Article de M. Robiquet sur la protection de l'Enfance ouvrière, 499. — (Rapport au nom de la 8^e), présenté par M. de Heredia au conseil général de la Seine, 638. — (Compte rendu de la 5^e) (*Panthéon*), 658. — (Rapport de la) du VIII^e arrondissement de Paris sur ses travaux en 1878, XII, 45; — du III^e arrondissement, 157; — du VI^e arrondissement, 163; — du IX^e arrondissement, 170. — (Recrutement des membres des), 318. — (Instruction du Préfet de police sur les dépenses des), 363, 364. — (*Bulletin des*), rapport des Commissions locales avec les Inspecteurs du travail des enfants, 444. — Rapport de la 6^e Commission locale, XIII, 65. — Réunion générale des présidents et des secrétaires du département de la Seine, 158. — Décision du Conseil général de la Seine sur leur composition, *ibid.* — Rapport des I^{re}, XIV^e, XVII^e, XIX^e, XXI^e, XXXVI^e Commissions locales, 165 et suiv. — (Compte rendu des séances des) du département de Seine-et-Oise, 359. — Recueil de décisions et instructions à l'usage des), XIII, 413. — (Réunion générale des présidents et secrétaires des), 429. — Idem XIV 67. — Rapport de la XIX^e commission locale, 69; — de la commission locale de l'arrondissement de Troyes, 155.
- COMMISSION SUPÉRIEURE du travail des enfants. Renouvellement des membres de la Commission, XI, 619. — Rapport de M. Dumas, président, XII, 342; XIV, 143.
- COMMISSION SUPÉRIEURE DÉPARTEMENTALE DU TRAVAIL DES ENFANTS. — (Rapport présenté à M. le préfet de police par la), XII, 353. — Idem exercice 1879, XIII, 414. — Observations de M. le Dr Perrin (devant la), sur l'inexécution de l'art. 14 de la loi du 19 mai 1874, XIV, 249. (*Voy. Travail des enfants.*)
- COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'OUEST, ses institutions en faveur de l'Enfance ouvrière, XIV, 284.
- COMPIÈGNE (Collège d'apprentissage à), fondé par Napoléon I^{er}, I, 118.
- COMPTES RENDUS (Echange de) entre les diverses Œuvres, II, 280; III, 386; — dirigé par M. Fouchet, V, 36. — (Liste des), échangés entre les Œuvres et reçus par le secrétaire, V, 61. — (*Comité de l'Echange des*), V, 395; VI, 421.
- CONCOURS pour le prix d'un système préservatif des accidents dans les fabriques, II, 37.
- CONDAMNATIONS (Relevés des) par le Tribunal de simple police pour infractions à la loi sur le travail des enfants, V, 94; XI, 705. — (*Voy. Comité judiciaire.*)
- CONDAMNÉS LIBÉRÉS (Composition du Patronage des), VII, 190.
- CONDÉ-SUR-ITON (Orphelinat fondé à), V, 390.
- CONFÉRENCE de St-Vincent-de-Paul, protectrice des apprentis, III, 483.
- CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES (Orphelinats fondés par les), II, 347; — (*Voy. Orphelinats.*)
- CONGRÈS DE L'ENSEIGNEMENT. — Questions posées, XI, 292, 555.
- CONGRÈS NATIONAL DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE, IX, 103.
- CONGRÈS INTERNATIONAL (Projet du) de la protection de l'Enfance dans l'industrie, XI, 152.
- CONGRÈS OUVRIERS, IX, 632; XI, 291; XIII, 473.
- CONGRÈS PÉNITENTIAIRE, XI, 557.
- CONSEIL D'HYGIÈNE (Composition du), VIII, 535.
- CONSEILS de Prud'hommes (Articles sur les), XI, 106.
- CONSEIL d'honneur de la Société; membres dont il se compose, I, 58.
- CONSEIL d'honneur et d'administration (Elections du), I, 35; VI, 1; VII, 413; VIII, 1; IX, 370; XII, 6.

CONSEIL GÉNÉRAL de la Seine. — Séances du 24 juillet 1875, VIII, 400; des 23 et 30 octobre; 4, 6, 11, 16, 18, 23 novembre 1875, 489, 535, du 28 novembre 1876, IX, 573; des 26 et 29 janvier 1878; 7 et 14 février 1878; propositions de MM. Songeon, Leven, Dujarrier et de Heredia XI, 105, 278. — Rapports de M. de Heredia, 164, 638; 771. — Création d'un service médical des écoles municipales et salles d'asile, XII, 305. — Frais d'inspection du travail des enfants, 443.

CONSEIL GÉNÉRAL des manufactures. Ses délibérations pour faire exécuter la loi de 1841 sur le travail des enfants, I, 15.

CONSEILS GÉNÉRAUX, leurs vœux de 1852 à 1864 au sujet de l'exécution inégale de la loi sur le travail des enfants, I, 24. — (Réponses des) sur le travail des enfants, II, 126.

CONSEIL MUNICIPAL de Paris (rapport au), sur la création d'une Ecole d'apprentis, par M. Beudant, V, 214. — Sa reconnaissance légale de l'Œuvre des apprentis dirigée par les frères, VI, 423. — Sur la gymnastique, VIII, 306; préaux des écoles, VIII, 306; — Discussion sur divers projets d'écoles, IX, 347, 512. — Installation d'écoles de demi-temps, rue Bouret, XI, 278. — Séances du 18 mai 1878 et du 8 juin, 383. — Proposition de M. Mailhard, 701; — de M. Hovelacque, XII, 305.

CONTRAT d'apprentissage, I, 16. — (Exemples d'exécution du), III, 217; V, 146. — (Extrait du *Traité du*) par MM. Hayem et J. Périn, V, 140. — (Modèle de), IX, 221. — (Voy. *Comité judiciaire*.)

CONTRAVENTIONS aux lois régissant le travail des enfants, XI, 329.

CONTREMAÎTRES faisant des Cours d'apprentis, II, 160.

Corbin (M. Henri). Note sur le travail des enfants dans les sucreries, II, 245.

Cordier (M.), député. — Son discours sur l'âge de l'apprentissage, VI, 28.

Cornudet (M. Michel). Rapport sur les médailles à décerner pour 1870, IV, 17.

CORPORATIONS D'ARTS ET MÉTIERS (Anciennes), à Lyon, XI, 685.

COTON (Travail des enfants dans les manufactures de), à Rouen, III, 54.

Coulon (M.), membre du Comité judiciaire. Communication sur la salubrité des logements, III, 378.

Coulonge (M. Christian de) : Etudes sur les Œuvres de patronage; Patronage des garçons de la ville de Paris, I, 208. — Sur le repos du dimanche, II, 206. — Sur le placement des apprentis, XI, 296.

COUTURE (Ouvroir de la Caisse des écoles du V^e arrond^t pour les travaux de), VI, 475.

CREUSOT (Le), I, 300. — (De l'apprentissage dans les usines du), 330. — (Conditions des enfants au), VIII, 526; XI, 386.

CRISTALLERIES ET VERRERIES (L'enfant dans les), I, 350. — Baccarat, Gast, Epinac, Saint-Ouen, Pantin, Le Bourget, Saint-Denis, *ibid.* — (Voy. *Verreries*.)

Crouslé (M. L.). Rapport sur la création d'une Ecole d'apprentis dans le V^e arr^t, V, 220.

Crozatier (Concours pour le prix de M.), IX, 357.

CULTES DIVERS (Œuvre pour les enfants de), I, 226.

D

Dabin (M. l'abbé), fondateur de l'Orphelinat agricole de la Ducheraie, commune de Cambon, XI, 429.

Dalsème (J.-M.), sa conférence sur la takymétrie, XII, 413.

DANEMARK (Loi sur le travail des enfants en), VI, 375, 422.

Decaisne (Dr.). Sa brochure : Des effets du tabac chez les enfants, IV, 48.

DÉCRET reconnaissant la Société de protection des apprentis et enfants employés dans les manufactures comme établissement d'utilité publique, II, 175; — relatif à l'exécution de la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants employés dans l'industrie, X, 108. — Du 22 septembre 1879, interdisant le travail des enfants dans les établissements dénommés au tableau A et l'autorisant dans ceux dénommés au tableau B, XII, 349.

Délaissement, inspecteur. Son discours aux prix décernés à Toulouse, IX, 564.

Delaporte (Don de 500 fr. par M^{lle}), IV, 114. — (Don de 1,500 fr. aux Écoles professionnelles de jeunes filles par M^{lle}), V, 181.

DÉLÉGATION cantonale pour l'instruction du II^e arrond. (Communication de M. Thorel à la), IV, 100.

Délerot (M. Émile), Conservateur de la Bibliothèque de Versailles. Avant-propos sur la situation faite aux enfants dans les ateliers avant la fondation de la Société, I, 3. — Secrétaire du Comité de publication, I, 36; V, 37. — Rapport sur les pensions d'apprentis, I, 64; — sur les ateliers d'apprentissage, I, 147. — Compte rendu à l'assemblée de la Caisse des écoles de Versailles, IV, 90. — Secrétaire provisoire de la Société, 113. — Les enfants de l'industrie émigrés de Paris, pendant le siège, IV, 122. — Note sur les classes d'enfants, V, 428.

DEMI-TEMPS pour le travail des enfants adopté en Angleterre et à Mulhouse par M. J. Dollfus, I, 370. — (Discussion sur le), II, 194; en Angleterre, IV, 34. — Proposition de M. Descottes sur le), V, 333. — (Voy. *Écoles, Travail des Enfants*.)

Denière (M.), président de la Commission de l'enseignement artistique, I, 104; V, 38.

DÉOLS (Indre). Orphelinat pour les jeunes filles, I, 294; VII, 387.

Dépôt de la Préfecture de police (Visite au), VII, 186, 562.

Descottes (M.), ingénieur des mines. Observations sur l'âge d'admission et l'instruction des enfants dans les manufactures, V, 332, 348 et suiv.

Désir (M^{lle}), Présidente du Comité des institutrices de charité, II, 159. — Ses écoles professionnelles, VII, 347. — Notice nécrologique, VIII, 332.

DESSIN et modelage (Statuts de l'École de), fondée par la Chambre syndicale de la Bijouterie, III, 412. — (Distribution des prix à l'École professionnelle de), V, 284. — (Programme de l'enseignement du) dans les écoles primaires et supérieures, XI, 384. — (Distribution

des prix aux élèves de l'école de de la Ville de Paris, XII, 398.

Devienne (M^{lle}), fondatrice d'un Ouvroir, à Beauvais, III, 92.

DIACONESSES PROTESTANTES (Œuvres fondées par les), II, 374.

Didot (M. Ambroise-Firmin), préside la séance du Patronage des enfants de la Papeterie, III, 420.

DIEPPE. Œuvre des Apprentis pour la confection de la dentelle et la couture, I, 291. — (Les sœurs de la Providence de), II, 360. — (Les institutions charitables de), XIII, 434.

Dieterle (M.), vice-président de la Commission de l'Enseignement artistique, I, 104.

Dietsch, I, 308. — (Ecoles fondées à Liepvre (Haut-Rhin), par MM.), III, 425. — (Etat récapitulatif des fondations de MM.), 427. — Propose de décerner des médailles, V, 260. — (Notice nécrologique sur M.), VIII, 62.

Dietsch-Monin (M.), membre du Conseil municipal et de la Chambre du commerce. — Discours à la Chambre syndicale de l'Horlogerie, X, 281.

Dollfus (M. Jean), de Mulhouse, vice-président d'honneur en 1867, I, 35, 308. — Rapport sur une médaille à décerner, II, 27; — sur le travail du demi-temps, 195; — sur la loi du travail des enfants, 231. — Vice-président d'honneur de la Société, V, 7; — opte avec ses ouvriers pour la nationalité française, 247.

Dubois (M.) (Enquête sur la situation des enfants dans la verrerie, par), IV, 46; — sur les enfants de la verrerie, V, 336.

Dubosq (M^{me}), fabricante de fleurs, à Paris, VII, 335.

Ducarre (M.), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VII, 216. — Rapport sur les conditions du travail en France, XI, 110.

Ducellier (M.), sur l'inspection du travail, II, 222.

Duchollet (M. le Dr), président d'une Association de patronage, I, 227.

Duffourc d'Antist (M.), chargé des envois de livres aux bibliothèques, II, 282.

Dufrenoy, fabricant de soies (Nécrologie de M. Gabriel), II, 15.

Dumangin, président de la 2^e Commission locale de Paris. Rapport à M. le Préfet de la Seine, X, 21.

Dumas (M.), membre de l'Académie française, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, *Président de la Société de protection*, I, 39; — rapport sur les abus du travail des enfants en 1864, I, 27; — discours d'ouverture à la séance d'inauguration, I, 45; — discours à la distribution des récompenses le 27 octobre 1867, I, 278; — préside les séances des 9 et 19 juin 1868, pour la discussion de la loi sur le travail des enfants, II, 194, 209; — allocution comme président de la séance du 27 décembre 1868, II, 323; — préside la séance du 19 juin 1870, IV, 3; — du 6 août 1871, 105; — du 2 mai 1872, V, 183; — réélu président de la Société, V, 8; — sur l'enseignement pratique, 188; — son rapport sur le travail des enfants, IX, 13; — Rapport sur le fonctionnement de la loi du 19 mai 1874, X, 7. — Rapport présenté à M. le Président de la République par le président de la commission supérieure du travail des enfants, XI, 337. — (Allocution de) à la 4^e Fête de l'enfance ouvrière, 404. — Rapport à M. le Président de la République au nom de la commission supérieure du travail des enfants, XII, 342. — (Allocution de) à la 5^e fête de l'enfance ouvrière, XIII, 256. — Lettres à MM. J. Périn et Ernest Nusse au sujet de la mutation du secrétariat, XIV, 15 et 16. — Rapport à M. le Président de la République au nom de la commission supérieure du travail des enfants, 143.

Dumoustier de Frédyll (M.), directeur du commerce intérieur, au Ministère de l'agric. et du comm. Discours: à la distribution de l'École de dessin de la Chambre de la Bijouterie et Joaillerie, VI, 437; — à la séance de la Société des Fleurs et Plumes, VII, 321; — à la distribution des récompenses de la Société, 358; — de l'Ebénisterie, VIII, 288; — aux prix de l'École

supérieure de commerce, 492; — à la Chambre syndicale du Papier peint, IX, 187; — à la Chambre syndicale de la Bijouterie, X, 363; — à la Société des enfants du Papier peint, 273; — à la distribution des récompenses des enfants des Fleurs et Plumes, XI, 377; — à la distribution des prix des enfants de l'Ebénisterie, 536.

Dupin (M. le b^{an}), son projet de loi sur le travail des enfants, présenté à la Chambre des pairs le 15 février 1847, I, 10. — Censeur de la Société, en 1867, 35.

Dupont (M.), inspecteur du travail des enfants dans le département du Nord, I, 311.

Duproy (Notice nécrologique sur M. Isaac), II, 15.

Dupuy de Lôme (M.). Sur les périls de l'atelier, 217.

Duvergier (M.), anc. président de section au Conseil d'Etat; Censeur de la Société en 1867, I, 35.

E

ÉBÉNISTERIE (Société des enfants de l'), I, 231. — (Soc. paternelle de l'), 306. — (Récompenses à la Soc. paternelle des enfants de l'), II, 145. — (Concours de 1868 pour les enfants de l'), 274. — (Etat de la Société des enfants de l'), III, 411. — (Distribution des prix aux enfants de l'), V, 15. — (Notice sur la Société des enfants de l'), V, 118. — (Séance solennelle du Patronage des enfants de l'), V, 15, 473. — (Patronage des enfants de l'), V, 367. — Distribution des prix, VI, 152, 409. — Séance solennelle du 7 février 1875, VIII, 283. — Distribution des prix pour 1875, IX, 494. — Allocution de la Société de protection, XI, 14. — (Distribution des prix aux enfants de l'), 530. — Idem en 1881, XIV, 95.

ÉCOLE-ATELIER (L'). — Article de M. P. Robiquet sur la proposition de loi de M. Martin-Nadaud, XII, 188.

ÉCOLES COMMUNALES (Création d'un service médical dans les) et salles d'asile de la Ville de Paris, XII, 305. — Sortie des enfants pour prendre leurs repas, 305.

ÉCOLÉS intermédiaires pour les pro-

fessions, I, 120. — Professionnelles de Paris (Rapport sur les), 137; — d'apprentis de MM. Trapp et Steinhell, I, 378; — diverses de l'Etat inscrites comme membres perpétuels de la Société, II, 274; — d'apprentis (Mémoire au Préfet de la Seine sur les), par M. Gréard, V, 65. — (Choix des métiers pour les), 66. — (Organisation des), 69. — (Frais d'installation et budget des), 72. — (Matériel d'installation, tables, encriers, etc. des), 78. — (Projet de création des) d'après le Rapport de M. Gréard, V, 111. — (rapport au Conseil municipal de Paris sur la création d'une), V, 214, 287. — (Projet d'école à fonder dans le V^e arr^{nt}), 220. — (Vote du Conseil municipal pour la création d'une), 284. — Professionnelle de dessin fondée par la Chambre de la bijouterie, 284; VI, 434. — D'apprentissage (article de M. Robert sur les) à établir dans les Magasins-Réunis, VI, 372. — (Article de M. Em. Corra sur les), VIII, 39; IX, 201. — Ecoles techniques, article de M. Marjolin, 435. — Discussion sur les Ecoles municipales, 347. — Règlement de l'Ecole municipale d'apprentis de Paris, 468. — *Ibid.*, 512. — Ecole du boulevard de la Villette, IX, 468. — Conditions d'admission, 469. — Règlement, 473. — Projet de loi tendant à la création d'Ecoles professionnelles dans chaque département, X, 145.

ÉCOLE D'APPRENTISSAGE (Projet d'une) par M. Robert, VI, 372; — de couture, 475. — (Discussion devant la Chambre des députés du projet de loi sur les). Proposition de M. Lorois, 153; XI, 385; XII, 16. (Rapport sur la proposition de loi présentée au Sénat par la Commission du projet de loi sur les), XIII, 29. — (Rapport de la Commission du Sénat sur les), 35. — (Proposition de loi adoptée par la Chambre des députés sur les), 46. — (Projet de la Commission présenté au Sénat sur les), 47. — (Discussion au Sénat d'une proposition de loi sur les), 124. — Rapport supplémentaire au Sénat, 349. — (Rapport sur le projet de loi des écoles d'), XIII, 403.

ÉCOLE D'ARTS ET MÉTIERS (Conseil général, de la Seine au sujet d'une), VIII, 489. — Industrielles pour réprimer le vagabondage (Rapport

par M. Robin sur les), VII, 35. — De M. Mourceau, 167. — *One industrial School* chez les Anglais, 352. — Ecoles de mendiants à Londres, VIII, 60. — Prix à l'Ecole de commerce de Paris, 402. — Ecole professionnelle de typographie chez M. Chaix, distribution des prix, 455. — Ecole de commerce, 492. — (Article de M. Salicis sur les), VI, 335. — Distribution de récompenses à l'Ecole de dessin et de modelage de la bijouterie, 434; — de la ville de Paris, 473; — des typographes fondée par M. Chaix, 480 et suiv.; — de MM. Goffinon et Barbas, VIII, 124, 146. — Projet d'école d'apprentis pour la Tabletterie, IX, 323, 468; — Conditions d'admission, 469. — Règlement, 473; XIII, 469. — Création à Lille et Nevers, XIV, 112. (Voy. *Typographes*.)

ÉCOLES DE DEMI-TEMPS à Lille, II, 297. — Acte du Massachusetts, IV, 101. — (Annexion d') à celle de la rue Bouret, XI, 278. — (Réflexions sur les) par MM. E. Nusse et J. Périn, à propos d'une visite faite à l'école de demi-temps de Puteaux, 504. — (Ouverture par la Ville de Paris de trois), 554; XI, 278.

ÉCOLES DE FABRIQUE (Lettre de M. Colombier sur les), X, 107; de la Ville de Paris, 393.

ÉCOLES DE JEUNES DÉTENUS (Création d'), XI, 556.

ÉCOLES ET MUSÉES D'ART INDUSTRIEL (Projet de création d'), XII, 399.

ÉCOLE (L') MUNICIPALE D'APPRENTIS, boulevard de la Villette, VI, 473; IX, 103, 468, 473; X, 392, 498; XI, 659. — (Don fait à l'), XI, 278.

ÉCOLE MUNICIPALE THÉORIQUE ET PRATIQUE D'HORLOGERIE (Règlement de l'), de Besançon, communiqué à la Société par M. Is. Roche, XII, 79.

ÉCOLE PROFESSIONNELLE DE JEUNES TYPOGRAPHES de l'imprimerie A. Chaix et C^o (Voy. *Typographes*).

ÉCOLES PROFESSIONNELLES de Paris (Rapport sur cinq), par M. Émile Péreire fils, I, 137.

ÉCOLE PROFESSIONNELLE PRATIQUE DE JEUNES FILLES, directrice, M^{me} Carot, à Paris, IX, 252; — de couture à Paris, M^{lle} Trembley directrice, XIV, 283.

ÉCOLE PROFESSIONNELLE DES FILLES DE

- NANCY (L'), dirigée par M^{lle} de Metz. — (Extrait du rapport annuel de), XI, 542; XII, 211. — (Allocation à l'), 319.
- ÉCOLE SUPÉRIEURE DU COMMERCE (Voyage entrepris par l'), XI, 286.
- ECONOMIE CHARITABLE (Société d'), VIII, 52. — (Résolutions adoptées dans le Congrès d'), 155.
- ÉCONOMIE DOMESTIQUE (Exposition universelle d'), en 1872, V, 181.
- ÉDUCATION des enfants apprentis par la famille, I, 235; — par l'atelier, 242; — par le dimanche (Discours du père Hyacinthe), 245.
- Eichthal (M. Eug. d'). Observations sur le projet de loi sur le travail des enfants, V, 265. — Extrait d'une brochure sur le *Travail des Enfants*, 311.
- ELANCOURT. Orphelinat de l'Assomption, fondé et dirigé par M. l'abbé Méquignon, I, 294.
- Elhoungne (M. d'), député belge. Opinion sur le travail des enfants, III, 135.
- EMBALLAGE (Société d'assistance paternelle pour les enfants employés dans l'industrie de l'); statuts, VI, 442.
- EMBALLERS (Chambre syndicale des), VIII, 512; IX, 92. — L'Emballleur parisien, IX, 356.
- EMIGRATION de Paris, pendant le siège, des enfants de l'industrie, IV, 122.
- EMPLOI DES ENFANTS (De l') dans les professions ambulantes de saltimbanques, acrobates, etc., par MM. E. Nusse et J. Périn, XI, 187. — Jurisprudence, XII, 334. — Réclamations sur l'inexécution de la loi, XIV, 107. — Rapport par M. Emile Salle sur cette inexécution, 119. — Circulaire de M. le préfet de police sur cette inexécution, 151. — La loi française du 7 décembre 1874 et l'acte anglais du 24 juillet 1879 sur les exercices dangereux des enfants, par M. E. Nusse, 199. — Exécution des lois protectrices de l'Enfance, par M. Ad. Faustin Hélie, 298.
- ENCOURAGEMENT AU BIEN (Société d'), récompenses offertes, VI, 424; VII, 503.
- ENFANCE ABANDONNÉE OU COUPABLE, XIII, 478. — Projet de modification à la puissance paternelle, XIV, 103. — Circulaire de l'assistance publique (sur), 104; — projet de loi sur l'), 296.
- ENFANTS (Les). (Œuvre des vacances des), fondée par M^{me} Dollfus à Mulhouse, IV, 22. — de l'industrie, émigrés pendant le siège de Paris, 122.
- ENFANT des manufactures (L'), par M. Migneret, I, 200. — (Relèvement de l'âge des), II, 286. — (Article de M. Wolowski sur les), II, 91. — (Vacances des), III, 327; — dans les imprimeries, VIII, 20. Dispositions prises dans les différents pays de l'Europe pour protéger leur santé, XIII, 373. — L'enfant et l'atelier, conférence par M. Fliche, XIV, 182. (Voy. *Instruction, Récréations, Vacances*.)
- ENFANTS SURCHARGÉS, V, 128. — Victimes d'accidents, III, 214; IV, 37, 128; V, 128, 179; VII, 77, 95, 172, 493; IX, 23, 146, 321; X, 122, 214; XI, 294, 388, 555.
- ENFANTS dans les professions ambulantes, VI, 342; VII, 458. — (Texte de loi relative à la protection des), 143. — Adoption et correction des enfants abandonnés ou vicieux, 150, 307. — (Lettre du Ministre sur les), 400. — (Infraction à la loi sur les), VIII, 144; X, 310. — (De l'emploi des), commentaire de la loi, XI, 187.
- ENFANTS MALHEUREUX (Les), XI, 705.
- ENFANTS MINEURS (Responsabilité des père et mère à l'égard de leurs), VI, 465.
- ENFANTS MUTILÉS (Patronages des), V, 36, 53.
- ENFANTS PATRONNÉS (Les), XI, 712.
- ENFANTS PAUVRES (Création à Ashford (Angleterre) d'une école d'), VII, 45.
- ENFANT de la rue (L'), chronique, V, 27. — (Condamnations contre l'), V, 327. — Transformé en apprenti, 413. — (Deux types opposés d'), VI, 525. — (Cas de vol commis par des), VII, 97, 189, 564; IX, 205; — à New-York, VII, 47, 463; VIII, 54. (V. *Enfance abandonnée*.)
- ENGAGÉS volontaires d'un an (Examen

professionnel à subir par les), V, 411.

Engel-Dollfus (M. Fr.), de Mulhouse. — Article sur les arbres de Noël, II, 460. — Communication et rapports divers au nom de la Commission pour les accidents de machines à Mulhouse, III, 284. — Communications sur les législations de Zurich et de Bade, III, 469. — Médaille pour son Œuvre des vacances des apprentis, IV, 22. — Rapport à la Société d'instruction de Mulhouse, 83; — offre les *bulletins de l'Association pour prévenir les accidents*, V, 199. — Sa lettre sur les accidents de machines, VI, 519; VII, 26, 30; VIII, 333. — Lettre sur le Congrès d'Eisenach, 70.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, dans les campagnes, VI, 524. — Rapport sur l'enseignement primaire à Vienne (Autriche), par M. Buisson, IX, 483. — (Rapport de M. Sigismond Lacroix sur l') et les Caisses des Ecoles, XI, 90. — (Voy. *Dessin, Instruction primaire*.)

ENQUÊTE sur l'Enseignement professionnel en 1863, I, 125. — Sur la situation des classes ouvrières, V, 82, 246, 326; — sur l'Enseignement technique, 256 et 336; — sur l'état de l'instruction des apprentis, 344, 427; — sur les conditions du travail, 406; VIII, 486; — sur les institutions et œuvres d'assistance, d'épargne et de mutualité créées soit par les chefs d'industrie en faveur de leurs ouvriers, soit par leurs ouvriers eux-mêmes pour améliorer leur condition physique et morale, XI, 28; — Questionnaire sur ladite enquête, XI, 30.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE (Note sur l'), article de M. Migneret, I, 151. — (Rapport du g^{al} Morin sur l'), VII, 513.

ENSEIGNEMENT POPULAIRE (Nouvelle méthode adoptée en Suisse et en Angleterre pour l'), V, 240.

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL (Coup d'œil historique sur l'), par M. Migneret, I, 107 — Technique (projet de loi présenté le 2 juin 1865 sur l'), 127. — (Note sur les écoles d') à Mulhouse, 132. — (Ecole d') religieux fondée par l'abbé Chevrier, à Lyon, III, 89. — (Amendement de M. Darimon sur l'), 106. — Professionnel pra-

tique (sur l'), V, 183. — (Observations en séance publique sur l'), 183. — (Conclusions de la Société sur l'), 197. — (Observations sur l'), par M. Ch. Robert, 212. — Lettre de M. le président de la Société à M. Beudant, conseiller municipal, et à M. le Préfet de la Seine, 252. — (Enquête sur l'), réponses des Chambres syndicales, 256. — (Observations sur l', par M. d'Eichthal, 311. — (Enquête sur l'), 339. — Enseignement primaire et apprentissage, VI, 334. — (Observation à l'Académie des sciences morales sur l'), 378. — Primaire à l'Ecole de M. Mourceau, VII, 167. — (Questionnaire d'), 183. — (Notes sur l'utilité publique de l'), 317. — Prix décernés chez M. Chaix, 523. — (Rapport de M. Manès sur l'), VIII, 112. — (Rapport sur l'), par M. Favre, VIII, 511; — dans le Rhône, IX, 353. — (Séances du Sénat et de la Chambre des Députés du 16 janvier sur l'), XII, 93; — de l'apprentissage dans les métiers du bâtiment, par M. E. Flamant, 445. — (L') en Belgique, 465. — Distribution des prix aux élèves de l'école professionnelle de dessin et de modelage de la bijouterie, XIII, 79. — de l'école de dessin de la Bijouterie-Imitation, 93. — Cours de coupe et d'assemblage, XIV, 64. — L'enseignement manuel, 212. — Le travail manuel dans les écoles, 215. — L'enseignement professionnel ouvrier par les chambres syndicales, 222.

Esnault-Peltrie (M. P.), fondateur d'un Orphelinat, à Crosne, VII, 389.

ESPAGNE. Loi du 24 juillet 1873, réglant le travail des Enfants dans les fabriques et ateliers, X, 497.

Estelle (M.), inspecteur libre pour le travail des enfants, I, 311, 372. — Inspecteur à Mazamet; son tableau pour les apprentis, II, 235.

ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES (Crédit alloué par la Ville de Paris pour), V, 327. — (Circulaire du Préfet de la Seine sur l'instruction et les), 344. — insalubres (Règlement sur les), VIII, 248.

ÉTAT (Institutions de l') en faveur des enfants, I, 340.

ÉTATS-UNIS (Filature et fabrique de M. M. Chapin, aux), II, 411. — (Rè-

- glement de l'école et du travail aux) de l'Etat de Massachusetts, IV, 401; VII, 544. — (Sociétés protectrices de l'Enfance aux), X, 86. — Lois obtenues par une Société fondée à New-York en vue de prévenir les cruautés dont les enfants peuvent être victimes, XI, 93. — Dispositions de ces lois, 94. — Fondation en faveur des femmes, 382.
- ÉTRANGER** (Renseignements divers sur le travail à l'), VI, 375, 450, 521. — (Asiles et écoles d'enfants à l'), VII, 45, 177. — Ecoles en Californie, 184. — (Revue de l'), 343, 457. — *Industrial School* chez les Anglais, 352. — Ecole de mendiants à Londres, VIII, 60. — En Alsace et en Belgique, 112. — Inspection du travail de fabrique en Allemagne, 380. (Voy. *Allemagne, Angleterre, Belgique, Italie*, etc.)
- ÉTRANGERS** (Patronage des apprentis), III, 398; V, 36; X, 413.
- ÉTRANGERS** (Pays). Étude législative sur la pratique de l'enseignement primaire obligatoire, par M. E. Nusse, XI, 350, 513.
- Ettlinger** (M.), sa proposition sur les Pensions d'apprentis, VI, 370; VII, 391.
- EXPOSITION** de 1876 à Philadelphie (Devoirs d'écouliers américains recueillis à l'), X, 401; — de 1879 à Sydney (Australie), XII, 309; — scolaire à Lausanne, 309.
- EXPOSITION** de 1878 à Paris (Circulaire du Comité du contentieux à l'), X, 30. — (Participation de la Société de protection à l'), X, 322, 415; XI, 22, 148, 312, 319, 479; — (Bibliothèque d'ouvrages techniques à l'), XI, 107. — (Règlement des conférences et Congrès à l'), 279. — (Distinctions honorifiques accordées aux membres de la Société à l'occasion de l'), 558.
- EXPOSITION** DES SCIENCES APPLIQUÉES A L'INDUSTRIE, XII, 90, 320, 400.
- EXPOSITION** universelle d'Économie domestique (Groupes composant l'), V, 247.
- EXTERNAT** d'apprentis (Devis d'un), V, 238.
- F**
- FAÏENCE**. — (Voy. *Gien*.)
- Falize** aîné (M.), Président de la Chambre syndicale de la bijouterie, III, 413. — Son discours à la distrib. des prix de l'Ecole prof. de dessin, V, 285. — *Ibid.*, VI, 434.
- Fagniez** (M. Gust.) auteur d'*Études sur l'industrie et la classe industrielle à Paris au XIII^e et au XIV^e siècle*.
- Fanien** (MM.), fabricants de chaussures à Lillers. — Fondation d'une école, XI, 551.
- Feray** (M.), député. — Son discours sur la durée de la journée pour les enfants, VI, 46.
- Ferry** (M. E.), son discours à l'École professionnelle de M. Chaix, IX, 624.
- FÊTES** organisées pour les enfants; vacances des enfants des manufactures, III, 327. — des Rois dans un Patronage, III, 329. — Récréations offertes aux enfants à Paris et à Mulhouse, III, 396. — (Voy. *Arbres de Noël*.)
- FÊTES** DE L'ENFANCE OUVRIÈRE (Distribution des récompenses de la Société de protection). — (1^{re}), 27 octobre 1867, I, 271. — *Distributions de récompenses* du 27 décembre 1868, II, 319 et du 21 juin 1870, IV, 10-33. — (2^e), 5 juillet 1874, VII, 357-410; IX, 11, 123. — (3^e), 30 avril 1876, 229. — (Programme des prix de la 4^e), XI, 5. — (4^e), 28 juillet 1878, 401. — (Programme des prix de la 5^e), XIII, 5. — Compte rendu de cette fête, 229.
- FILATURES** (École de), fondée à Mulhouse, I, 134. — (Manufacture de M. Harmel pour la), 332. — (Salaires des enfants employés dans les), VIII, 176. — (Précautions à prendre pour éviter les accidents dans les), VII, 423. — de Betton-Bettonnet, Savoie, 475. — Métiers à tisser (Nettoyage des), VII, 7. — De MM. Thiriez, à Loos-lez-Lille, IX, 335.
- FILLES** (Écoles professionnelles à Paris pour les), I, 138. — (Ateliers de travaux à l'aiguille pour les), 149. — (Rapport sur l'organisation du travail des jeunes), II, 345. — (Limite d'âge pour l'apprentissage des), VI, 7. — (Note sur le travail des), par M. Joseph Lefort, 469.
- FILLES** DE LA SAGESSE à Saint-Laurent-sur-Sèvre (Vendée), II, 341.

Flamant (M. E.), de l'apprentissage dans les métiers du bâtiment, XII, 445.

FLERS. Patronage pour les jeunes filles, fondé par M. l'abbé Foucault, I, 294.

FLEURS ET PLUMES (Société fondée par les fabricants de). — (Séance d'inauguration de la Société des), (Note sur l'apprentissage des), I, 172. — (Société d'assistance paternelle pour les enfants employés dans les fabriques des), I, 232. — Distribution des récompenses à la Société d'assistance paternelle des fleurs et plumes, X, 428; — (à la Société des), 306. — (Apprentissage des), à Clamecy, I, 387. — (De l'apprentissage et de l'assistance donnée aux enfants dans l'industrie des), II, 67. — (Etat dans Paris de la fabrication des), II, 68. — (Distribution de récompenses à la Soc. des), II, 151. — (Société paternelle des enfants des), III, 410. — (Lettre de M. Ch. Petit sur les apprentis des), V, 122. — (Assemblée générale de la Société des), 466. — (Séance du 20 avril 1873 de l'Assistance paternelle aux enfants des), VI, 397; — du 11 novembre 1873, 507. — (Projet de Pensionnat-Ecole pour les apprentis des), VII, 92. — (Assemblée générale de la Société des), 535. — (Chambre syndicale des), 166. — Récompenses du 29 mars 1874, 320. — Séance du 10 novembre 1874, 535. — Séance du 4 avril 1875, VIII, 344. — Assemblée générale du 16 novembre 1875, 518. — Récompenses du 23 avril 1876, IX, 609. — (Chambre syndicale des), X, 82. — (Distribution des récompenses à la Société d'assistance paternelle des enfants employés dans les), XI, 376. — Assemblée générale du 19 novembre 1878, 665. — (Compte rendu de la séance du 23 décembre 1878 de la Société d'assistance paternelle des), XII, 70. — (Distribution des prix aux enfants des), 196. — Assemblée de la chambre syndicale, XIII, 433; XIV, 78, 173. — Distribution des prix de l'Assistance paternelle (des) 180. — Assemblées de la chambre syndicale, 256, 258, 264, 277.

Fliche (M. Louis), l'enfant et l'atelier, conférence, XIV, 182.

Flour (M. Édouard). Son projet d'atelier-école pour marins, II, 295.

FOECY. Colonie professionnèlle, I, 293.

FOLEMBRAY (Les enfants de la verrerie de), III, 112.

Follot (M.), secrétaire du Patronage du papier peint. — Son compte rendu, VIII, 301. — Président du Patronage industriel des enfants du papier peint; XI, 176. — Censeur de la Société, 7.

Forcade (Rapport sur l'inspection du travail des enfants, par M. de), II, 439.

FORCE (Dordogne). (Orphelinat de la), II, 333.

Fouchet (M. Paul), Rapport sur la manufacture de MM. Harmel frères, I, 332. — Note sur l'atelier de M. Collinot, II, 271. — Note sur les apprentis décorateurs sur porcelaine, III, 279. — Rapport sur l'échange des comptes rendus entre les Œuvres, III, 386. — Notice sur l'apprentissage en Suède, III, 473.

FOURCHAMBAULT. Patronage d'enfants et jeunes ouvriers, dirigé par M. l'abbé Comoy, VII, 388.

Fourment (Orphelinat de M. de), II, 337. — (Note sur l'Orphelinat de), 379.

Fourneyron (Nécrologie de M. Benoit), II, 16.

FRÈRES de la Sainte-Famille, à Viron (Isère), fondateurs de l'Orphelinat de Notre-Dame de Vouize, XI, 429.

FRÈRES des Écoles chrétiennes. Fondent plusieurs écoles professionnelles au XVIII^e siècle, I, 112. — (Patronages dirigés par les), I, 216, 284, 310. (Voy. *Patronages*.)

Frère-Orban, Ministre des finances en Belgique. Son opinion sur le travail des enfants, III, 141.

Freycinet (M. de). Rapport sur le règlement d'administration publique relatif au travail des enfants dans les mines, VIII, 180. — Rapport sur le règlement relatif à l'emploi des enfants dans les établissements classés comme dangereux ou insalubres, 248.

Froger de Mauny (M.), Rapport au Comité judiciaire sur la pro-

position d'exclusion des enfants de moins de 16 ans de tous travaux dangereux, XII, 118. — Notice nécrologique sur M. Chauveau-Lagarde, XIV, 303.

Froment-Meurice (M.), secrétaire de la Commission de l'enseignement artistique, I, 104.

FUMISTES et ramoneurs (Œuvre des jeunes), II, 426. — (Patronage des), VIII, 531. — (But de l'Œuvre des), X, 162.

FUMISTERIE (Chambre syndicale de la), VIII, 359, 453, 515; X, 83.

Funck (M.), Discours au Parlement belge sur le travail des enfants, III, 120.

FUTRAU (Mense). Œuvre d'apprentissage fondée par M. l'abbé Aubry, I, 288.

G

Gagny (M^{lle} Paula), fondatrice de l'Orphelinat de la rue d'Auvergne, à Lyon, XI, 430.

GANTERIE (Apprentissage dans les ateliers de), à Chaumont, II, 306. — (Chambre syndicale de la) à Grenoble, X, 84.

GARDIENS DE LA PAIX (Lettre du Président de la Société à M. le Préfet de Police sur les récompenses à décerner aux), X, 9, 413; XI, 148. — (Lettre de M. le Préfet de Police à M. le Président de la Société, envoyant la liste des méritant d'être récompensés, 310. — (Démarche faite par M. le Président de la Société auprès de M. le Préfet de Police relativement aux récompenses à décerner aux), 316. — (Récompenses décernées aux) à la quatrième Fête de l'Enfance ouvrière, 463. — (Listes de) ayant constaté une infraction à l'article 3 du décret du 13 mai 1875, 464.

Génin (M^{lle} Louise), fondatrice d'un établissement à Saint-Denis, XI, 430.

GENTILLY (Notice sur la Colonie agricole et pénitentiaire de), par M. Cerfbeer, III, 439.

Geoffroy-Saint-Hilaire (M.), président du Comité des recettes et dépenses, V, 38.

GÉOGRAPHIE (Méthode d'enseignement de la), V, 44.

Gerdalle (Sœur Onésime) de la congrégation de Saint-Charles, à Barle-Duc, VII, 398.

GIEN (Travail des enfants à), III, 268. — (Fabrique de faïence à), 271.

Gilet-Piéron (Fabrique de M.), I, 307. — (Rapport sur la teinturerie de M.), 337.

Gillon (M. Paulin), député. Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 240.

Giraud (M.), président de la Chambre syndicale des marchands tailleurs.

Goblet (M. René), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VII, 287.

Godchaux (Don de cahiers par M.), II, 283. — (Caisse de participation de l'imprimerie, séance solennelle, VIII, 128; IX, 258.

Godin (M.), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 90.

Goffin (M.), président de la Soc. des Amis de l'enfance, II, 261.

Goguel (M.), (Notice nécrologique sur), VII, 474.

Goldenberg (M.). Lettre à M. le Ministre du commerce sur le travail des enfants, II, 129. — Discussion sur l'âge des enfants, II, 189. — Son polissoir ventilateur, IV, 48. — (Notice nécrologique sur), V, 132.

Goldschmidt (M. Léopold), don à l'Œuvre des bibliothèques, V, 26.

Goubert (M. le docteur Élie), a publié un ouvrage intitulé : *des Agents perturbateurs de la Jeunesse*.

GRADIGNAN. Orphelinat agricole dirigé par M. l'abbé Moreau, VIII, 386.

GRAND-COMBE (Gard). (Compagnie des mines de la), I, 3.

Gras (M.), son Ecole typographique, à Montpellier, III, 223.

Graux (M. Georges), avocat, secrétaire du Comité de l'Assistance judiciaire, VII, 68.

Gréard (M.), membre de l'Institut inspecteur général de l'instruction publique, directeur de l'enseignement primaire du département de

la Seine; président du Comité de l'enseignement élémentaire, I, 57; V, 37. — Extraits de son mémoire sur les Écoles d'apprentis, V, 65. — Directeur de l'enseignement primaire, V, 328. — Rapport sur les classes spéciales, 460. — Sur l'instruction élémentaire, IX, 100. — (Extrait d'un mémoire publié à l'occasion de l'Exposition universelle de 1878 par) sur l'enseignement primaire à Paris et dans le département de la Seine, XI, 659.

GRENOBLE (L'Asile Sainte-Agnès de), IV, 23.

Grosselin (M.), fondateur d'un Orphelinat de sourds-muets (notice sur), IV, 14.

Groult (M.) (Maison de), I, 304. — (Internat manufacturier de), II, 303. — Compte rendu d'une visite à l'internat de, II, 420. — Sur l'enseignement technique, V, 139. — (Prix fondé par), V, 247; — nommé Offic. d'académie, 328; VII, 392.

Guerrier de Haupt (M^{lle} Marie), lauréat de l'Académie française et de la Société de protection des apprentis, XI, 462. — La clé d'or (Histoire de deux apprentis par), 466.

Guichard de Choisy (M^{lle}), fondatrice-directrice de l'Orphelinat du Sacré-Cœur de Jésus, à Marseille, IX, 248.

GYMNASTIQUE (Résultats de la), II, 298. — (Arrêté préfectoral sur la, V, 327. — (Exercices de) pour le dimanche, III, 107. — Création par la Ville de Paris de cinq gymnases, XII, 305.

M

Halluin (Le rév. P.), directeur de l'Immaculée-Conception, maison d'apprentis, à Arras, I, 78, 288. — Article sur l'organisation de cette Maison, V, 374 à 390; VII, 388.

Hamelin (M.), compte rendu de la distribution des récompenses à l'atelier de jeunes ouvrières pour dévider la soie, I, 166. — (L'établissement de), 301. — (Fabriques de soie de), II, 382; VII, 389.

Hansen (M. Pierre-Ch.), secrétaire de la chambre de commerce de Kiel. Article sur l'apprentissage dans le Schleswig-Holstein, XII, 394.

Harmel frères (Etablissement de MM.), I, 302. — (Rapport sur la manufacture de MM.), 332. — (Extrait d'une brochure faite par), XI, 546.

Havard (M.), président de la Chambre de la Papeterie, III, 420. — Discours à la Chambre syndicale du Papier, VII, 449; VIII, 352; X, 158.

HAVRE (Ecole d'apprentissage au), II, 292.

Hayem (M. Armand), mention honorable, I, 308; — secrétaire de l'*Oeuvre des lits d'apprentis*, II, 174. — Sur le repos du dimanche, II, 207.

Hayem (M. Julien). Étude sur l'Apprentissage depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, II, 30. — Extrait du *Traité du Contrat d'apprentissage*, en collaboration avec M. J. Périn, V, 140; VII, 392. — Note sur l'Enseignement primaire (l'Ecole annexée à l'atelier), IX, 588. — (Rapport présenté par), à la délégation cantonale du XI^e arrondissement, sur un projet de création et d'organisation d'un service alimentaire, destiné aux écoles communales, XII, 51.

Hébert (M.), vice-président de la Société des enfants de l'ébénisterie; V, 21.

Hébert-Duperron (M.). Note sur les écoles annexées aux manufactures, dans l'arr. de Lisieux, II, 471.

Hélie (M. Faustin), juge au Tribunal civil de la Seine, — président du Comité judiciaire, en remplacement de M. Eug. Tallon, nommé avocat général à Lyon, XI, 155, vice-président de la Société, XIV, 14. — Son article sur l'exécution des lois protectrices de l'Enfance ouvrière, 298.

Hément (Félix), secrétaire du Comité de l'enseignement élémentaire. I, 57; V, 37.

Hémon (M. A.), bijoutier à Paris; — (Notice sur les ateliers de), par M. E. Nusse, XI, 552.

Héraud (M.), inspecteur des enfants assistés du département de l'Isère, I, 311.

Heredia (M. de), député, président de la Commission départementale (Seine) du travail des enfants. — Rapports présentés au Conseil général de la Seine, XI, 164, 638.

Hermant (M^{me}), lettre sur une fête de Noël, à Rennes, VIII, 10.

Hervé-Mangon (M.), membre de la commission supérieure départementale du travail des enfants, XIII, 157.

Hiéland (M. Léon), président du syndicat général d'industries parisiennes. — De l'apprentissage dans les fleurs artificielles et plumes de parure, II, 67 ; — dans l'industrie parisienne ; les pensions d'apprentis, III, 165. — Compte rendu de l'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes (11 novembre 1873), VI, 507. — Discours à la Chambre syndicale du Papier, X, 152.

HOLLANDE (Loi sur le travail en), III, 479.

HORLOGERIE. (Distribution des récompenses à la Chambre syndicale de l'), IX, 168. — (Projet d'une Ecole technique d'), 170 ; X, 281. — (Distribution des récompenses à la Chambre syndicale de l'), XIII, 365. — Création d'une Ecole d'Horlogerie à Paris, XIV, 91. — Son inauguration, 94.

Houget (M.) de Verviers (Belgique), lettre sur l'initiative en Belgique, III, 158. — Communication sur les Associations pour la réforme du travail des enfants, III, 306. — Extraits de sa brochure sur la réforme du travail des enfants, 481 ; IV, 31. — Lettre sur la loi de l'apprentissage, 42.

Hudelot (M.), inspecteur départemental du travail des enfants, XIII, 158.

Hyacinthe (P.), Conférence sur les devoirs de l'industrie envers l'enfance, I, 180. — Discours sur l'éducation des apprentis, I, 235, 313.

HYGIÈNE de l'atelier (Discussions sur l'), II, 209 ; III, 196. — (Conseils d') donnés par le Dr Magnin aux apprentis de M. Chaix, VIII, 451. — Congrès d'hygiène et de sauvetage, à Bruxelles, VIII, 484 ; IX, 524.

Impératrice Eugénie (L') reçoit une députation de la Société, I, 99. — (Discours de Mgr l'Archevêque de Paris à), 276. — (Discours de M. le sénateur Dumas à), 278.

Imprimerie (Institutions de protection en faveur des enfants de l'), III, 218. — (Statuts de la Société paternelle des enfants de l'), *ibid.* — (Société paternelle de l'), IV, 52. — (Les apprentis allemands de l'), 62. — (Accidents dans l'), VIII, 16, 22.

INSALUBRITÉ de l'industrie. Mèches à fumer, IX, 578.

INSPECTEURS du travail des enfants, créés dans le département de la Seine en 1864, I, 28 ; — d'ateliers, dans les pensions d'apprentis, I, 71 ; — des études dans les mêmes pensions, *ibid.* — Spéciaux pour le travail des enfants, article de M. Ch. Robert, V, 41 ; — des apprentis (instruction des), 355. — (Discussion du projet de loi sur les), VI, 235. — (Communication des), VII, 94. — (Loi sur les), 267. — (État des circonscriptions, et nomination des), VIII, 82. — Séance de réunion avec le Bureau de la Société, 164. — (Tableau du service des), 280. — Circulaires du Ministre de l'Agriculture et du Commerce sur les accidents atteignant les enfants, 420, 509 ; — sur les fonctions, attributions et le serment des inspecteurs, XI, 161 et 163. — Examen pour la nomination de 6 inspecteurs et de 7 inspectrices, 494. — (Questions posées à l'examen des candidats à l'emploi d'), 653. — Nomination d'inspecteurs et inspectrices départementaux, 655. — Leurs rapports avec les commissions locales, XII, 444. — Circulaire de la Société à MM. les Inspecteurs divisionnaires sur l'état de l'inspection départementale, XIV, 17. — Voy. (*Inspection.*)

INSPECTION du travail des enfants (Circulaire du Ministre de l'Intérieur du 25 septembre 1854 sur l'), I, 23. — (Pétition au Sénat sur l'), 360. — (Discussion sur l'), II, 218. — (Rapport du Ministre sur l'), 439. — (Décret chargeant les ingénieurs des mines de l'), 445. — (Commis-

sion supérieure de l'), 446. — (Circulaires du Ministre aux Préfets sur l'), 448 et suiv. ; — en Angleterre ; article de M. Alphonse Striber, III, 11 à 40 ; — en Silésie, VIII, 383. — Frais d'inspection du travail des enfants, XII, 443. — Lettre de MM. les Inspecteurs départementaux de la Seine, XIII, 64. — Remise aux enfants de la II^e circonscription des récompenses décernées par la Société de protection, 358. — Division du département de la Seine en sections d'inspection, XIII, 412.

INSTITUT NORMAL catholique fondé par M^{lle} Désir (séance de l'), VIII, 54. — (Voy. Société.)

INSTITUT PRIMAIRE MODÈLE (Article sur un), par M. Salicis, répétiteur à l'Ecole polytechnique, VI, 334.

INSTITUTION Livet à Nantes, XIII, 103.

INSTITUTIONS PRIVÉES en faveur des enfants, I, 347. — (Comité des), X, 406, 427.

INSTITUTRICES DE CHARITÉ (Comité des), II, 158 ; V, 36 ; VII, 110, 197, X, 406, 427 ; XI, 157, 474, 492, 611 ; XII, 26, 336. — (Règlement du Comité des), VII, 176, 490. — (Fête d'Comité des), VIII, 13. — (Nécrologie de M^{lle} Désir, présidente du Comité des), VIII, 332. — Fête de l'Arbre de Noël, XI, 14. — (Distribution des récompenses aux élèves des cours d'ateliers, dirigés par les), 301. — Fête de l'Arbre de Noël, XII, 10, 436 ; XIII, 149. — (Les élèves apprenties des), 353, XIII, 410 ; XIV, 141.

INSTRUCTION des enfants des manufactures (Discours de M. Jules Simon sur l'), I, 252. — (Discussion sur l'), II, 208. — (Enquête sur l'état d'), V, 427. — Des apprentis (extrait d'un discours de M. Müller concernant l'), V, 109. — (Notice par M. Michel Alcan sur l') dans les fabriques de Bohain (Somme), 110. — Instruction primaire, VIII, 38, 46, 491 ; IX, 483. — Circulaire relative au certificat d'instruction primaire élémentaire, 441 ; — sur le même objet, XIII, 150 ; — sur le visa des certificats d'instruction, 152. — Classes spéciales pour les apprentis, 156. — Circulaire du préfet de police sur le visa des certificats d'instruction, XIV, 248.

INSTRUCTION PRIMAIRE OBLIGATOIRE des enfants de 10 à 12 ans, IX, 10. — (Cours complets d') dans une institution fondée par M^{me} Hippolyte Menier, XI, 387. — (Statistique de XII, 555. — (Projet de loi sur l'), XII, 94.

INTEMPÉRANCE (De l') chez les enfants, par M. Jos. Lefort, VIII, 33.

INTERNAT D'APPRENTIS (Projet de pétition à présenter au Conseil municipal en faveur d'un), X, 197. — (Rapport de M. Is. Roche sur les), XI, 133. — (Considérents votés sur les), par M. Lefébure, secrétaire général de la Société, 140. — (Rapport de M. Nusse sur les), 305. — (Commission des), XII, 101. — (Rapport de la Commission des) présenté à la Société par M. Nusse, secrétaire de ladite Commission, 105.

INTERNATS de charité, fondés par les congrégations religieuses et par les laïques, article de M. Monnier, II, 345 ; — d'apprenties des sœurs de Marie-Auxiliatrice (Rapport de M. Marjolin), IX, 329.

INTERNAT, MANUFACTURIER (Nouvel) de Vitry-s.-Seine, II, 303. — Internats divers, 378. — (Visites à l') de M. Muller, 413 ; — (à l') de M. Groult, 420.

INVALIDES du travail, à Lille (lettre de M. Longhaye sur l'Œuvre des), VIII, 337.

ISRAËLITE (Œuvre pour les enfants du culte), I, 225. — (Pension d'apprentis du culte), II, 262.

ITALIE (Condition des enfants dans les fabriques, en), X, 174. — Opinion sur l'intervention du législateur pour la réglementation du travail des enfants, XII, 392. — Les Pifferari, XIII, 216. — Projet de loi sur le travail des enfants dans l'industrie, 378.

J

JAPON (Instruction primaire au), IX, 517.

Japy (M.), président de la Chambre syndicale de l'Horlogerie. Son discours, X, 284.

Jay (M. Raoul), son livre sur le travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie, XIII, 384.

Jeannel (M. R.), Articles sur les arbres de Noël, III, 72.

Joret-Desclosières (M.), secrétaire du Comité judiciaire, IX, 23. — Son livre sur les grands inventeurs dans les sciences, les arts et l'industrie, XIII, 385. — Compte rendu de l'ouvrage de MM. Léon Lefébure et Desportes, sur la science pénitentiaire, XIV, 207.

Joubert (M. Ambroise), membre de l'Assemblée nationale. Sa proposition de loi sur le travail des enfants; amendement à cette proposition, IV, 117. — *Ibid.*, V, 22. — Délibération sur son projet de loi, son discours, V, 438; VI, 33; VII, 225, 270; VII, 385.

Joubert-Bonnaire frères (MM.), filateurs de chanvre, à Angers, IX, 256.

Jourdain (M.), vice-président de l'Œuvre des lits d'apprentis, II, 82. — Notice sur les apprentis de l'Imprimerie Chaix, II, 180. — Rapport (1869) de l'Œuvre des lits d'apprentis, III, 382.

Julien (M. l'abbé), directeur-fondateur de l'orphelinat professionnel de l'Immaculée-Conception à Toulouse, 249.

JURISPRUDENCE protectrice des apprentis; V, 94, 100, 272, 354; VI, 433; VII, 192; VIII, 173; IX, 428; 576; X, 30, 33; XII, 24, 137, 140, 142, 331, 334; XIII, 328; XIV, 28, 243. — Travail des mines. 243. — (Visite aux orphelinats), 245. — (Voy. Comité judiciaire.)

K

Keller (M.), député, son discours dans la discussion de la loi sur le travail des enfants, VI, 235.

KEMBS (Haut-Rhin). Orphelinat.

Kérisvoal (M. O.). Les Institutions de l'Etat en faveur des enfants, I, 340.

Krafft (M. Théodore), directeur de l'établissement protestant de Neuhof, V, 396.

L

Laboulaye (M.), vice-président de la Société en 1872, V, 8.

Lacroix (M. Sigismond) (Extrait du Rapport de) sur les Caisses des Ecoles de l'Enseignement professionnel, XI, 90.

Ladoucette (Patronage de M^{me} de), I, 285. — (Rapport de M. le B^{re} de), 360.

Lallon (M. J.), auteur des projets de réforme pénitentiaire, XI, 295.

Laneyrie (M.), avocat à la Cour de cassation. Analyse des lois anglaises du 16 août 1878 (ayant pour objet de prévenir les accidents causés par les machines à battre le grain), et du 27 mai 1878 (sur le travail dans les établissements industriels), XII, 83.

Langénieux (M^{re}), fondateur de la Soc. paternelle de l'Ebénisterie, II, 145. — (Œuvre fondée par), IV, 25.

Lantiez (M. l'abbé), sa communication sur la question d'apprentissage, II, 233. — Sur les classes spéciales, V, 434. — Président de l'enquête sur la suppression du vagabondage, VII, 31; 112.

Lassez (M. G.), auteur de l'Enseignement professionnel, ce qu'il est, ce qu'il doit être, X, 504.

LAUSANNE (Exposition scolaire à), XII, 309.

Lavollée (M. C.), sa discussion sur la loi du travail des enfants, II, 187.

LAVETIERS-EMBALLERS. — (Voy. Emballeurs.)

Leclaire (M.), entrepreneur de peinture. — Distribution des prix aux apprentis de la Maison, I, 165. — (L'Etablissement d'apprentis de M.), I, 304. — (Nouveaux statuts de la Maison), II, 468. — Sa mort, V, 328. — (Société de prévoyance et de secours mutuels de la Maison), Banquet du 11 mars 1877, X, 189.

Lefébure (M. Léon), ancien député, Secrétaire général de la Société, 1872, V, 9. — Sur l'enseignement pratique, 193. — Discours sur la loi du travail des enfants, VI, 245. — Rapport sur les travaux et les récompenses de la Société de protection en 1875-76, IX, 234. — Livre intitulé : *les Questions vitales*, 623. — Rapport à la séance solennelle de 1874, VII, 367. — Discours sur l'instruction popu-

laire et le devoir, 545. — Son livre sur les *Questions vitales* (Compte rendu de), 639. — (Rapport de), sur les Bibliothèques d'apprentis, XI, 132. — (Rapport de) sur l'exercice 1879-1880 de la Société et des récompenses qu'elle décerne, XIII, 232. — La science pénitentiaire au Congrès de Stockholm (par M.), XIV, 207.

Lefort (M. Joseph). Note sur le travail des jeunes filles, VI, 469. — Statistique des salaires des enfants, VII, 143. — Sur les enfants dans les mines d'Anzin, 509. — De l'intempérance chez les enfants, VIII, 33; — *Intempérance et misère*, VIII, 539. — Salaires des enfants dans les filatures, 176. — Condition des enfants au Creusot, 526. — Condition des apprentis à Paris, IX, 581. — (Article bibliographique de), XI, 564. — La collection *Législation protectrice de l'Enfance ouvrière*.

Legentil (M.). Rapport sur la condition des apprentis à Paris, VII, 65; VII, 398.

LÉGISLATIONS anglaise et autres (Quelques mots sur le travail dans les), I, 4.

LÉGISLATION. (Voy. *Loi*.)

Legouvé (M.), vice-prés. d'honneur de la Société, V, 7.

Legrand (M. Anatole). Notice sur les apprentis de M. Lemaire, II, 86. — Notice sur les ateliers-modèles, II, 266.

Legs en faveur d'apprentis à l'hospice de Versailles, par M^{me} Lespinasse de Florentin, I, 268.

Lekime (M^{me}), Directrice de l'atelier de cigarières, IV, 26. — Émigration pendant le siège de Paris, 124. — (Don fait par la Société à), V, 261.

Lemaire (M.) (Fabrique de), I, 302. — (Les apprentis de), II, 86. — (Visite du Min. de l'Instr. publ. aux ateliers de), II, 264.

Lemoine (M. Henri). Allocution à la séance de la Société paternelle de l'Ebénisterie, II, 145; — présid^t du Patronage des enfants de l'Ebénisterie, V, 15; — président de la Société de l'Ebénisterie, III, 411. — Notice sur la Société des enfants de l'Ebénisterie, V, 118. — Discours

aux prix des enfants de l'Ebénisterie, VII, 152; VIII, 284; IX, 494.

— Rapport à la distribution du Patronage de l'Ebénisterie, XI, 531.

Lequien (M. Justin), son offre de 25 places gratuites pour le dessin, I, 260. — (L'Ecole de), IV, 30.

Leroux (M. Emile), ingénieur. — Rapport sur les accidents de machines dans les imprimeries, VIII, 16; — dans les filatures, 423. — Visite à Mulhouse, 330. — Sur un concours pour éviter les accidents, IX, 37. — Secrétaire du Comité du placement des Apprentis; rapports sur le placement des apprentis, X, 13, 91; — sur une allocation de secours à certains apprentis, 102. — (Rapport de) sur les travaux du Comité de placement des apprentis, XI, 19. — (Rapport de), XI, 112.

LES DAMES DE LA PROVIDENCE DE DOUAI, patronage de jeunes filles, IX, 221.

Lespinasse de Florentin (M^{me}), sœur de Saint-Vincent-de-Paul, ancienne supérieure de l'Hôpital civil de Versailles. — Legs en faveur d'apprentis, I, 268.

L'Étang (M. de), chargé de l'Œuvre des bibliothèques, V, 36.

Leurent (M.), député, discours à l'Assemblée sur le travail des enfants, VI, 14.

LIBÉRÉS (Patronage des). — (Voy. *Société pour le patronage des libérés*.)

LIBRAIRIE (Soc. paternelle des enfants de l'imprimerie et de la), IV, 52.

LILLE. Œuvre de la jeunesse, I, 291. — Congrégation des filles de l'Enfant-Jésus, I, 294. — (Distribution des prix offerts aux Ecoles professionnelles de), II, 297.

LISIEUX (Écoles annexées aux manufactures dans l'arrond^t de), II, 471.

LITS D'APPRENTIS (Œuvre des), II, 174. — (Souscripteurs à l'Œuvre des), II, 283. — (Rapport, en 1866, de l'Œuvre des), III, 382; V, 39.

LOGEMENTS et établissements industriels (de la Salubrité des), III, 378. — (Loi relative à l'assainissement des), III, 379. — Des apprentis, communication de M. Simon Schloss, V, 342. — (Extrait du rapport de la Commission des), XI, 669.

loi du 22 mars 1841 sur les enfants employés dans les manufactures. Texte, I, 5. — Insuffisance de cette loi, 9. — (Projet de) sur le travail des enfants, présenté par M. Dupin à la Chambre des pairs, le 15 février 1847, texte, 10. — Avantages sérieux de ce projet de loi, 11. — (Texte de) voté par la Chambre des pairs le 21 février 1848, 14. — (Texte de) sur les contrats d'apprentissage, promulguée le 4 mars 1851, 15. — (Texte de la proposition de), par M. Wolowski, en août 1848, II, 118. — Sur le travail des enfants en 1841, 161. — Sur les contrats d'apprentissage en 1851, 165. — Discussion en forme d'enquête préparatoire à la loi sur le travail des enfants, 184. — (Observations de M. Houget sur le projet de), IV, 42. — (Proposition de) sur le travail des enfants, par M. Ambroise Joubert, et amendement à cette proposition, 116. — *Idem*, V, 22. — (Travaux de la Commission de l'Assemblée pour le projet de) sur le travail des enfants, V, 39. — (Etat du même projet de), V, 92. — Sur le travail des enfants. (texte de projet de), V, 205. — (Note sur le projet de) par M. d'Eichthal, 264. — Sur l'instruction, IX, 129. — (Article additionnel à la), 294. — Modification de la loi du 19 mai 1874, discussion au Sénat et à la Chambre des députés, 379. — (Voy. Travail.)

LOI DU 19 MAI 1874 sur le travail des Enfants employés dans l'industrie (texte de la), V, 389. — Circulaire de M. le Ministre du commerce relative à), VI, 347; — (Texte de la loi), VII, 305. — Enquête relative aux Règlements d'administration publique, VII, 506; VIII, 105. — Application de la loi en Savoie, 419. — Proposition de modification à la loi, par M. Testelin, IX, 294. — (Rapport de M. Dumas sur le fonctionnement de la), IX, 13. — (Proposition ayant pour but de modifier la), 380. — (*Explication théorie et pratique de la*), par M. Jules Périn, avocat, X, 226, 336, 436; XI, 53. — (L'origine et l'application actuelle de la), par M. Paul Robiquet, X, 311. — (Circulaire du Ministre de l'agriculture et du commerce relative à la), XI, 158. — (Observations relatives à l'exécution de la), 313.

— (Recueil des instructions et décisions relatives à l'application de), XIII, 413. — (Rapport au comité judiciaire sur l'interprétation de l'article 18 de), 240. — (Circulaire de M. le préfet de police sur l'interprétation de l'article 10 de), 247. — Observations de M. le Dr Perrin sur l'interprétation de l'article 14 de), 249. — **LOI ALLEMANDE** du 17 juillet 1868 modifiant la législation industrielle, XIII, 143. — **LOI ANGLAISE** sur la responsabilité des accidents, XIII, 460.

LOI FÉDÉRALE SUISSE (des 19 - 23 mars, 3 décembre 1877), concernant le travail dans les fabriques, XI, 98.

LOIRET (l'apprentissage dans le département), III, 259.

Longhaye (M. Aug.), rapport sur l'apprentissage dans les filatures de M. Thiriez, à Lille, IX, 335.

Lorois (M.). Rédaction d'un projet de loi sur les Ecoles d'apprentissage, soumis à la Chambre des Députés et adopté, XII, 153.

Lossler (M.), sa note sur l'observation de la loi d'apprentissage en Prusse, II, 310.

LUNDI (Société du travail du), II, 300.

LUNÉVILLE. Patronage de la Société de prévoyance et de secours mutuels, dirigé par M. Cobus, I, 293.

Luynes (M. de). Rapport sur un matériel d'installation d'école d'apprentis, imaginé par M. Bapterosse, V, 78.

LYCÉE FONTANES (Allocation à la Société), XII, 8.

LYCÉE LOUIS-LE-GRAND (Allocation à la Société), XI, 130; XII, 8.

LYON (Distribution des prix à l'Ecole d'enseignement professionnel de), I, 162. — (L'Œuvre des apprentis de), 288. — **PROVIDENCE SAINT-BRUNO**, dirigée par les sœurs de Saint-Joseph, II, 335. — (Orphelinats des sœurs de Saint-Joseph à), 354. — (Succursales des sœurs de Saint-Joseph, aux Chartreux, à), 395. — (Les Œuvres de la ville de), III, 78 et suiv. — (L'Œuvre des dames tutrices établie à), IV, 21. — (L'Œuvre des dames zélatrices établie à), *ibid.* — Fondation Pleney, X, 399.

M

MACHINES MUES A BRAS D'HOMME, XI, 333. — (Rapport au Comité judiciaire sur les), par M. E. Nusse, XII, 18.

Maffre (M.) (Notice nécrologique sur), VII, 475.

Maignen (M. Maurice) (Cercle de jeunes ouvriers fondé par), I, 289. — Offre au Cercle des jeunes ouvriers des lits d'apprentis, II, 276.

Maillard (M.). Rapport sur la situation de l'enfant dans les fabriques de châles, I, 318. — Son école établie à Grougis (Aisne), II, 343.

MAISON D'APPRENTIS TONNELÉ, directeur : M. l'abbé Archambault, à Tours, IX, 249.

MAISONS D'ÉCOLE ; leur insalubrité à Paris blâmée par M. le Dr Marjolin, V, 337. — Règles applicables à leur construction, *ibid.* (note).

MAISON DE FAMILLE, fondée par la Soc. des Amis de l'enfance (Visite du Ministre de l'instr. publ. à la), II, 261.

MAISON D'APPRENTIS, Œuvre de l'Immaculée-Conception, à Arras, V, 374.

MAISON D'APPRENTIS, de la ville de Nancy, IX, 250.

MAISON DE CONVALESCENCE (La) des enfants, XII, 215.

MAISON DE NOTRE - DAME DU BON CONSEIL, fondée par M. Bondrand, à Lyon, XI, 430.

MAÎTRES (Droits et devoirs des), extrait du *Traité du contrat d'apprentissage*, par MM. Hayem et Périn, V, 141.

MAÎTRE D'ÉCOLE prussien (Le), VII, 497.

Malarce (M. de), *Manuel des caisses d'épargne*, IX, 112. — (Communication de) sur les Caisses d'épargne scolaires, X, 498. — Création d'un Bureau d'épargne des manufactures et ateliers, 502.

Malartre (M.), député. — Son discours sur la loi sur le travail des enfants, VII, 227.

Malescourt (Louis). Internat manufacturier, IV, 30. — Lettre à la Société, V, 200. — Autre lettre, 261. — Orphelinat à Saint-Jean-de-Bournay (Isère), V, 341.

Mame (MM.), I, 309. — Fête à l'imprimerie de), à Tours, VII, 462 I; X, 256.

MANUFACTURES (Rapport sur le travail des enfants dans les) de Rouen, par M. A. Beaulieu, III, 54. — (Travail des enfants dans les), VIII, 78, 180, 192, 230, 248. — (Voy. *Travail des enfants*.)

Marceille (M. l'abbé), directeur du patronage de Saint-Cernin, à Toulouse: — (Lettre de) à M. le Président de la Société, XI, 27.

Marguerin (M.), directeur de l'École Turgot (Livre donné à), I, 313. — Président du Comité du *Bulletin*, V, 37.

Marie (M.), ancien bâtonnier; censeur de la Société en 1867, I, 35.

Marierval (M.). Son rapport au Patronage des Fleurs et Plumes, VI, 514; VII, 325; VIII, 525.

MARINE (Institutions de l'Etat, en faveur des enfants, dans la), I, 340. — (Voy. *Messageries*.)

MARINS (Projet d'atelier-école pour l'instruction des jeunes), II, 295.

Marjolin (M. le Dr) (Discours de), II, 143. — Sur l'âge des enfants pour le travail, II, 192. — Sur l'hygiène de l'atelier, 212. — Recherches sur les accidents et les affections chirurgicales auxquels sont exposés les jeunes apprentis, III, 358. — Sur l'Enseignement technique, V, 192. — Sur le Demi-temps et les Ecoles, 334. — Sur les Ecoles, 427. — Quelques réflexions sur la loi du travail des enfants, VI, 317. — Rapport sur l'Orphelinat de Saint-Joseph, 410. — Sur l'enquête du vagabondage, VII, 31, 112. — Rapport sur l'internat des sœurs de Marie-Auxiliatrice, IX, 329. — Article sur les Ecoles techniques et professionnelles, 435. — Délégué au Congrès d'hygiène et de sauvetage de Bruxelles; son rapport, 533; — son allocution à la séance du 4 janvier 1877. — (Communication faite par), sur l'inspection en Allemagne, XI, 261. — Discours à la séance de rentrée du 7 novembre 1878, XI, 569.

Marochetti (M.), ingénieur civil, secrétaire du Comité de placement des apprentis, XI, 708. —

- (Rapport de), 706. — Rapport à M. le Préfet de police de la VIII^e Commission locale, en 1878, XII, 45; — Rapport au Comité de placement, sur l'exercice du 1^{er} semestre 1879, 337.
- MARSEILLE.** Patronage d'apprentis et de jeunes ouvriers, fondé et dirigé par M. Lyon, I, 293. — Œuvre d'apprentis et de jeunes ouvriers, dirigé par M. l'abbé Timon-David, I, 291.
- Martin** (MM. J.-B. et Pétrus), 301. — (Notice nécrologique sur M. J.-B.), II, 17.
- Mathieu** (M. H.). De l'apprentissage dans les Compagnies de chemins de fer, I, 324.
- Mauge du Bois des Entes** (M.). (Notice nécrologique sur), IX, 206.
- Maurice** (M. Gustave), inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, V, 332. — Communications, VIII, 452. — Lettre à la Société de protection, IX, 8. — Observations sur l'application de la loi du 19 mai 1874, X, 80. — Lettre à la Chambre syndicale de la Fumisterie, 83. — Lettre demandant une rectification, XII, 44.
- Max Richard** (M.), député. Discours sur la loi du travail des enfants, VI, 146.
- Mayniel** (M. E.). Note sur l'Œuvre des fumistes et ramoneurs, II, 425.
- MAZAMET** (Règlement sur l'apprentissage dans la commune de), I, 372.
- Mazaroz** (Programme d'apprentissage de M.), V, 358.
- MEAUX** (Institutions pour favoriser l'apprentissage à); distribution de récompenses, VIII, 448.
- MÉCANICIENS** (Projet d'École d'internes pour les apprentis), VI, 407.
- MÉDAILLES** accordées aux membres des Commissions à propos de la séance solennelle du 27 oct. 1867, I, 313. — A propos de la séance du 27 déc. 1868, II, 343. — (Voy. Récompenses.)
- Melun** (M. le C^{te} de). Compte rendu d'une fête de Patronage, I, 265. — Fondateur des Patronages des frères des Écoles chrétiennes, I, 284, 312. — Discours à l'Assemblée sur la loi du travail des enfants, VI, 39, 279; VII, 385.
- MEMBRES** de la Société (Liste des) en janvier 1867, etc., I, 39, 94, 95, 181, 269, 390. — II, 171, 316, 475. — III, 334, 334. — IV, 104. — Listes générales, IV, 134. — V, 481. — VI, 533. — VII, 567. — VIII, 548. — IX, 651. — X, 509. — XI, 715.
- MEMBRES CORRESPONDANTS** de la Société de protection des apprentis (Instructions pour les), I, 270; VI, 530.
- MÉMOIRES** des Instituteurs (Extraits des) sur les abus du travail des enfants, en 1861, I, 25.
- MÉNIL-SAINT-FIRMIN.** Orphelinat dirigé par les sœurs de Saint-Joseph de Cluny, II, 335.
- MESSAGERIES** (De l'enfant dans les services maritimes des), I, 347.
- MÉTIERS.** (Voy. *Pilatures*.)
- METTRAY** (La Colonie de), IV, 27.
- METZ** (Rapport à la Soc. des jeunes ouvriers de), V, 393.
- METZ** (Œuvre du Patronage des jeunes ouvriers et apprentis de la ville de), I, 295; VII, 389.
- Metz** (M.). Maison de jeunes filles, II, 342. — (Orphelinat fondé à Fribourg-en-Brisgau par), II, 399.
- MEULES** (Rapport du Conseil d'hygiène sur les précautions à prendre dans l'emploi des), X, 221.
- MEYSENTHAL** (Les Enfants dans la verrerie de), III, 111.
- Midocq** (M.), (Ateliers de), II, 267.
- Migneret** (M.), ancien conseiller d'État; vice-président en 1867, I, 35. — Sa circulaire aux membres du conseil demandant à établir la situation des Enfants dans l'industrie, 104. — Coup d'œil historique sur l'origine, la marche, les progrès et l'état actuel de l'Enseignement professionnel, 107. — L'enfant des manufactures, à Mulhouse, 200. — Rapport sur les récompenses aux industriels pour les soins qu'ils donnent à leurs apprentis, 296. — Allocution sur le projet de fondation de pensions d'apprentis, à Paris, 314. — Préside la séance du 23 février 1868, II, 3. — Préside la séance du 15 mai 1868, son discours, II, 184. — Réélu vice-président en 1872, V, 8.

Million (M^{lle}). Directrice de l'Œuvre de Sainte-Catherine, à Lyon, III, 81.

MINES (Rapport sur le travail des enfants dans les), II, 240. — (Règlement d'administration pour les enfants employés dans les), VIII, 180.

MINISTRE DE LA JUSTICE (Circulaire du), prescrivant la communication aux inspecteurs divisionnaires des procès-verbaux relatifs aux accidents ayant atteint des enfants, X, 113; XII, 352.

MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE (M. le). Circulaire sur l'inspection par les ingénieurs des mines, V, 448. — Allocations à la Société, V, 89; VI, 457. — (Lettre de), sur l'inscription de diverses Ecoles du gouvernement, II, 274. — (Lettre de), XI, 130. — (Circulaires du), relatives à la loi du 19 mai 1874, 158. — (Discours de), à la 4^e fête de l'enfance ouvrière, 408. — (Lettre du) accordant 500 entrées gratuites à l'Exposition, 574. — Circulaire ordonnant une enquête sur les accidents de fabrique XIV, 63. — Idem sur le travail des enfants dans les manufactures, 153.

MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. Discours à la distribution des prix à l'école d'Enseignement professionnel de Lyon, I, 162. — Visite dans les ateliers, II, 258; — à la Société, V, 89. — (Instruction du), sur l'instruction primaire des enfants des manufactures, VIII, 341. — Instruction relative au certificat d'instruction primaire, IX, 129. — Ecoles, 345. — Circulaire relative à l'application de la loi du 19 mai 1874, X, 111. — Allocation à la Société, XI, 129. — Lettre au président de la Société s'excusant de ne pouvoir assister à la 4^e fête de l'Enfance ouvrière, 401. — (Arrêté du), instituant une Commission spéciale pour l'étude des questions relatives aux bâtiments et matériel scolaires, XII, 303. — (Décret du), du 13 mai, créant un musée pédagogique et une bibliothèque centrale de l'instruction primaire, 305. — Circulaire relative au certificat d'instruction primaire, 441. — Circulaire sur les cours normaux de coupe et d'assemblage, XIV, 64.

MINISTRE DE L'INTÉRIEUR (M. le), Allocation à la Société, VI, 457. — Lettre à tous les préfets du 17 janvier 1878, XI, 28. — (Exposition collective du), 701.

Monnier (M. Fréd.). Rapport sur la distribution des récompenses à la séance du 27 décembre 1868, II, 331. — Organisation du travail manuel des jeunes filles, 345. — Vice-président du Comité judiciaire de la Société, III, 213.

MONTARGIS (Société d'assistance de), III, 264.

MONTATAIRE (Organisation des usines de), VIII, 303.

MONTBÉLIARD, Association évangélique pour le patronage des enfants indigents, I, 291.

Monteaux (M.). Observations sur l'hygiène et l'inspection des ateliers, II, 214, 219. — Sur l'Enseignement professionnel, V, 192. — Sur l'âge d'admission, 334.

Mouchy (duc de), prince de Poix, secrétaire général de la Société, en 1867, I, 35. — Compte rendu sur l'organisation et les travaux de la Société, à la séance d'inauguration, 56. — Compte rendu, 102. — Compte rendu fait à la séance du 10 septembre 1867, 183. — Compte rendu des séances des 27 octobre et 12 décembre 1867, 271. — Compte rendu des actes de la Société à la séance du 23 février 1868, II, 8. — Compte rendu de la séance du 25 mai 1868, 179. — Vœux exprimés par la Société de protection, 253. — Compte rendu de la séance du 27 décembre 1868, 321. — Compte rendu de la séance du 12 juin 1869, III, 159. — Compte rendu de la séance du 19 juin 1870, IV, 4. — Sa démission de membre du Bureau, V, 33.

Mourceau (Fabrique de M.), I, 307. — Son École pour les apprentis, VII, 167, 392.

Mousses (Ecoles de), subventionnées par l'Etat, I, 341.

MULHOUSE (Les Ecoles techniques de). I, 132. — (Ecole de filature fondée à), I, 134. — (L'enfant des manufactures à), 200. — (Réponse au questionnaire du Ministre de l'agriculture, par la Commission de surveillance de), 363. — (Ecole d'ap-

prentis, de M. Trapp, à), 378. — (Association pour prévenir les accidents de machines, fondée à), II, 238; VII, 393. — (Société industrielle de), III, 297. — (Société des amis de l'Instruction populaire de), IV, 81. — (Exposition industrielle à), IX, 342.

Müller (M. Emile). — Discours sur la question de l'apprentissage, V, 109. — (Etablissement de), II, 337. — (Description de l'internat de), 337.

MUSÉE CANTONAL (Le). Observations de M. G. Wickam, XII, 308.

MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS (Le), XII, 307.

MUSÉE INDUSTRIEL (Le), au Champ-de-Mars, XII, 94.

N

Nadaud (M. Martin), (Examen du Rapport de), par M. E. Nusse, XI, 589. — (Rapport de), à la Chambre des députés, 621. — Projet de loi sur la responsabilité des accidents de fabrique, XIV, 61. — Examen de ce projet par M. Ernest Nusse, 32.

Najean (M.), son Internat pour les enfants de la Passementerie, III, 432. — (Œuvre de), IV, 29.

NANCY (Œuvre des apprentis de), I, 286. — Sœurs Saint-Charles, chez M. Cartier-Bresson, I, 310; II, 363. — (Orphelinat des sœurs du Saint-Cœur de Marie à), II, 341, 355. — (Comité des Apprentis du Bureau de bienfaisance de la ville de), VII, 397. — (Ecole professionnelle Sainte-Anne à), IX, 627.

NANTES (Ecole d'apprentis à), I, 261. — Œuvre de Notre-Dame de Toute-joie, I, 290.

Napias (M. le Dr H.) Dispositions prises dans les différents pays de l'Europe pour protéger la santé des enfants travaillant dans l'industrie, XIII, 373.

NÉCROLOGIE. MM. Gabriel Dufreneyt, II, 15; Isaac Duproy, 15; Benoît Fourneyron, 16; J.-B. Martin, 17; Martin Riess, 18; Roche, 19; J.-J. Roquebert, 20; Sallandrouze, 21; Sommier, 22. — Aug. Cochin, V, 131; Goldenberg, 132; Leclaire, 328; — Philib. Pompée, VII, 101; H. de Triqueti, 354; Goguel, 474;

Maffre, 475; Sahler, 475; Rouvenat, 564. — Dietsch, VIII, 62; De-fourneaux, 538. — Mange du Bois-des-Entes, IX, 206; Schlumberger, 639. — Ern. Labbé, X, 88; Isid. Carlhian, 89. — Six Titus-salt; Henri Haffely-Patek; Vincent Dubochet; J.-B. Pastré; E. Moïana; A. Wallaert; Jean Brunet; Debain; Ch. Reboux; Heynin; Ch. Semon; M^{me} Chisholm; Miss Carpenter; Lud. Duchesne; Juteau; Weill-Picard; Mathias; Ch. Gundelach, XI, 109; Schloss, 294; Germ. Thibaut, 390; Jules Riottot, 562. — Benjamin Colombier, XII, 310; El. Bachotet, 407; M^{me} Canonge, 408. M. Hippolyte Topart, 477. — M. Courvoisier, XIII, 227. — M. Hénon aîné, *ibid.*; M. Cartier-Cresson, 479. — M. l'Inspecteur Maurice, XIV, 112, M. Chauveau-Lagarde, 303.

NEUFOT (Orphelinat de), II, 333. — (Etablissement protestant à), V, 396.

NEVERS (Sœurs de), II, 341. — (Orphelinats fondés par les sœurs de charité de), 359.

NEW-YORK (Les asiles d'enfants à), VII, 47. — (La misère et le crime à), par M. Brace, VII, 463. — (Les enfants des rues à), VIII, 54. — Lois du Parlement de New-York, obtenues par la Société, créée en vue de prévenir les cruautés dont les enfants peuvent être victimes, XI, 93. — Teneur de ces lois, 94.

NIEDERBRONN (Bas-Rhin) (Sœurs du Divin Rédempteur à), II, 363.

NORD (Rapport fait en 1868, au Conseil général du), II, 249. — (Application de la loi sur le travail des apprentis, dans le département du), III, 156. — L'Instruction primaire dans le département du), par M. Anthoine, inspecteur d'académie à Lille, XII, 303. — Rapport sur les enfants blessés et mutilés, X, 218.

Nusse (M. Ern.), avocat. Contérence sur l'apprentissage, au point de vue de la loi et des mœurs, X, 51. — Rapport sur l'étude de M. André Morillot, *De la nécessité de modifier la loi du 19 mai 1874*, 125; — *Explication théorique et pratique de la loi du 19 mai 1874*, en collaboration avec M. J. Périn (voy. ce nom), 226, 336.

436; XI, 53. — Rapport à la Commission chargée de décerner quatre livrets de la Caisse d'épargne, 323. — *Etude sur le contrat d'apprentissage dans le droit anglais*, 379. — (Notice de, sur la loi fédérale suisse concernant le travail dans les fabriques des 19-23 mars, 3 décembre 1877), 96; — *De l'Emploi des Enfants dans les professions ambulantes de saltimbanques, acrobates, etc.*, en collaboration avec M. J. Périn, 187; — Rapport sur les internats d'apprentis, 305; — Étude législative sur la pratique de l'Enseignement primaire obligatoire, dans les pays étrangers, 350; — Secrétaire du Comité des Publications de la Société, 474; — *Réflexions sur les Ecoles de demi-temps*, à propos d'une visite faite à l'école de Puteaux, 504; — Étude législative sur la pratique de l'Enseignement primaire obligatoire, dans les pays étrangers, 513; — Notice sur les ateliers de M. Hémon, bijoutier à Paris, 552; — (Communication de), secrétaire des publications de la Société, sur divers ouvrages publiés sous les auspices de la Société, 577; — Examen du Rapport de M. Martin Nadaud, 589; — *Le Travail de l'enfant dans l'arrachage de la betterave, les Sucreries agricoles, et les accidents les plus fréquents dans ces industries*, en collaboration avec M. J. Périn, 671. — Relation de la fête de l'Arbre de Noël des apprentis des ateliers, XII, 10. — Rapport sur les machines mues à bras d'homme, 18. — (Rapport présenté à la Société au nom de la Commission des Internats d'apprentis, par), 105. — Rapport sur les modifications à introduire dans la loi du 19 mai 1874, 121. — La Maison hospitalière de Caunterets, 216. — Les ouvriers meuliers de La Ferté-sous-Jouarre (Etude de), 368. — Rapport sur la réglementation de la condition des apprentis, 425. — Rapport sur les contradictions existant entre la loi du 4 mars 1851 et celle du 19 mai 1874 et le mode d'interprétation proposé pour les lever, 432. — L'arbre de Noël, 438. — Rapport sur la proposition de loi présentée au Sénat par la Commission du projet de loi sur les écoles d'apprentissage, XIII, 29. — L'institution Livet à Nantes, 103. — Les élèves apprenties des institu-

trices de charité, 353. — Proposition sur l'établissement d'un tableau d'honneur des apprentis de France, 362. — Rapport sur les résultats de l'apprentissage et sur le projet de loi des écoles d'apprentissage, 403. — L'arbre de Noël, 410. — Le petit vagabond du pays de Caux et les institutions charitables de Dieppe, XIII, 434. — Secrétaire de la Société de protection des apprentis, XIV, 14. — Lettre de M. J. B. Dumas à ce sujet, 16. — Les projets de loi Oviève et Nadaud, réglementation préventive des accidents de fabrique et organisation des responsabilités qu'ils entraînent, 32. — La loi française du 7 décembre 1874 et l'acte anglais du 24 juillet 1879 sur les exercices dangereux des enfants, 199. — L'enseignement professionnel ouvrier par les chambres syndicales, 222. — Rapport au comité judiciaire sur l'interprétation de l'article 18 de la loi du 19 mai 1874, 240. — Les institutions de la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, en faveur de l'Enfance ouvrière, 284.

O

Oberthur et fils (MM.), imprimeurs à Rennes, I, 309. — Leur atelier d'apprentissage, VII, 338, 530.

OBJETS D'ART donnés aux réunions d'enfants, III 398.

OBSERVATIONS (Quelques), à propos de l'arrêté de M. le Préfet de la Seine, relatif aux classes d'apprentis, dans les écoles de Paris, par M. Berger, membre de la Commission locale du XI^e arrondissement, XI, 172.

ŒUVRES ANNEXES de la Société de protection des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures, VII, 14. — (Voyez *Comités annexes*.)

ŒUVRE DE JEUNES APPRENTIES, dirigée par la sœur Mogniol, à Paris, I, 290.

ŒUVRES OUVRIÈRES catholiques (Congrès des directeurs des), VIII, 404; IX, 515.

ŒUVRE DE JEUNES OUVRIÈRES, à Grenelle, fondée par M^{lle} Payen, I, 290.

ŒUVRE DU PATRONAGE DES JEUNES OUVRIÈRES ET APPRENTIES, sous la direction de M^{me} la baronne de Ladoucette, I, 285.

ŒUVRE DES JEUNES OUVRIÈRES, fondée à Paris par M^{lle} Léocadie, I, 292.

ŒUVRE DE SAINT-NICOLAS, à Paris, médaille d'argent, I, 292; IX, 253. — (Distribution des prix aux élèves des classes supérieures et aux apprentis de l'), XII, 404.

ŒUVRE DES PETITS RAMONEURS ET FUMISTES DE PARIS, II, 334. — (Note sur l'), par M. Mayniel, 425. — (Compte rendu de), VIII, 531. — (But de l'), X, 162. — (Lettre du directeur de l') à M. le secrétaire de la Société de protection, 164. — (Lettre du Directeur de l'), à M. le secrétaire, XI, 26. — (Allocation à l'), Société de protection, 26. — (Remise d'une médaille à l'), 580. — (Allocation d'un livret à l'), XII, 103.

ŒUVRE DES ZÉLATRICES (M^{me} la supérieure de l'), à Pourvières, IV, 21.

ŒUVRE générale des Écoles professionnelles catholiques, à Paris, IX, 252.

ŒUVRE des apprentis orphelins, à Auteuil (But de l'), X, 378.

ŒUVRE des apprentis de la ville de Nancy (Récompense à l'), I, 286.

ŒUVRE des vestiaires, VII, 184.

ŒUVRE D'HOSPITALITÉ DE NUIT POUR FEMMES ET ENFANTS, à Paris, rue Saint-Jacques, 253 et 255, XII, 305; — Boulevard de Vaugirard, n° 14, 307.

OFFRES d'apprentis à placer, V, 87, 133. — Par les patrons, de places d'apprentis, V, 249; — D'apprentis, 250, 329, 419, 479.

OISE (Œuvres du département de l'), III, 90.

Ollivier (M.) (Lettre d'adhésion de), IV, 5.

ORLÉANS. Œuvre des Apprentis, I, 290. — (Société de Patronage, à), III, 259.

ORPHELINAT DE NOTRE-DAME-PRÉSERVATRICE, à Paris, IX, 253.

ORPHELINAT et Écoles professionnelles des sœurs de la Providence-Sainte-Marie, à Paris, IX, 253.

ORPHELINAT — du Prince impérial (Œuvre de l'), I, 211. — De garçons, à Versailles, 287. — Des Saints-Anges, à Paris, 289. — De Luzarches, 263, 292. — Protestant, à Orléans-295. — De MM. Harmel, I, 336. — D'Allemagne, II, 397. — Du Prince impérial (situation en 1868 de l'), III, 117. — A Castres (Tarn), V, 390. — De Saint-Joseph, à la cristallerie du Bourget, VI, 374, 410. — Orphelinat agricole, dans le Gard, 421. — En Vendée, VII, 454. — Dans la Haute-Marne, 456. — Société générale de Patronage des Orphelinats agricoles, VIII, 51. — Des pauvres écoliers, à Paris, 364. — Des Sœurs de Marie-Auxiliatrice, IX, 329. — Des sœurs fidèles compagnes de Jésus, 509. — Du Sacré-Cœur de Jésus, à Marseille, IX, 263. — D'Auteuil, X, 378. — De Notre-Dame-de-Vouize, à Voison, XI, 429; — De la Ducheraie, commune de Cambon, 429; — Pour les garçons de la ville d'Angers, 430; — De la rue d'Auvergne, à Lyon, 430; — De M^{me} Génin, à Saint-Denis, 430; — De l'Adoption, XII, 459.

ORPHELINS (de la Garde des) au moyen âge, note de M. J. Périn, IX, 149.

Oscar de Vallée (M.), sur le travail de nuit, II, 205.

OUVROIR Saint-Pierre, à Chartres, II, 334. — De la Providence à Beauvais (Oise), III, 92. — Marie (Note sur l'), VIII, 135; — Sainte-Geneviève, VIII, 480.

OUVROIR du V^e arr^t (École d'apprentissage et de couture), VI, 475; VII, 388.

P

Paillard (M. Victor), sur l'Enseignement professionnel, V, 192.

PAIN (Bons supplémentaires de), donnés aux ouvriers, VII, 99.

PAPETERIES (Notes sur diverses), II, 405; V, 476.

PAPIER (Groupe syndical du), (Distribution des prix aux apprentis du), VII, 329. — Séance de distribution de récompenses, 437. — (Concours ouvert par la Chambre syndicale du), VIII, 119. — (Séance de la Chambre syndicale du), discours de M. Havard, 352. — (Cham-

bre syndicale du), X, 85. — (Distribution des prix à la Chambre syndicale du), IX, 92, 184, 322; X, 148, 270. — (Règlement sur le concours des apprentis du), XIII, 211. — Assemblée de la Chambre syndicale, XIV, 83. — Commission du concours des apprentis, 84. — Chambre syndicale, concours des apprentis, 164. — Distribution des prix, 170.

PAPIER PEINT (Distribution des prix à l'Œuvre des enfants du), I, 169. — (Société des enfants du), 229. — Distribution des récompenses, II, 275, 305. — (Note sur l'industrie du), VI, 425. — (Distribution des prix aux enfants du), VII, 159; VIII, 293. — (Société d'assistance paternelle aux enfants du), X, 270. — Distribution des prix, XIV, 94.

PARENTS (Responsabilité des) pour leurs enfants mineurs: Ordonnance de police à ce sujet, VI, 465.

PARIS (École municipale d'apprentis de la ville de), VI, 473. — Paris industriel depuis un demi-siècle, ouvrage de M. Devinek, VII, 147. — (Allocation à la Société, par la ville de), XII, 8.

PARTICIPATION de l'ouvrier aux bénéfices, dans l'imprimerie de M. Chaix, V, 408. — Dans l'imprimerie de M. Godchaux, VIII, 128. — Dans la librairie de M. Masson, 134; — chez M. Chaix, XIII, 471. — Voy. *Caisnes*.)

Parzudaki, successeur de Ph. Latour; ses institutions à Liancourt en faveur de l'enfance, XIV, 288.

PASSEMENTERIE (Internat des enfants de la), III, 432. — (Banquet de la Chambre de la), VIII, 517.

PATRONAGES (Études sur les Œuvres de) par M. de Coulange, I, 208. — Dirigés par les frères des Ecoles chrétiennes, 216. — Dirigés par les sœurs de St-Vincent-de-Paul, 218. — De la Société de St-Vincent-de-Paul, 220. — (Association de fabricants et d'artisans pour les) d'orphelins des deux sexes, 227. — De la confession d'Augsbourg, 286. — De la Providence Sainte-Marie, *ibid.* — De l'Eglise réformée, à Nîmes, 292. — Des jeunes gens de l'Eglise réformée, à Lyon, 292. — Patronage d'apprentis et de jeunes

ouvriers (sous le nom de Saint-Jean), à Paris, I, 293. — Visite faite à deux Patronages, par le Ministre de l'Instr. publ., II, 259. — De l'Eglise réformée, 287; VII, 387. — Des apprentis étrangers, II, 260; III, 398. — Des apprentis mutilés, 401. — Sociétés d'assistance paternelle, VI, 367. — Patronage, à Bordeaux, VII, 342. — Pour l'amélioration de l'apprentissage, dans le département de Seine-et-Marne, 451. — Notre-Dame-de-Nazareth, I, 275; VIII, 338, 481. — Des enfants étrangers, X, 413. — Allocations à l'Association, pour le patronage d'orphelins des deux sexes, XII, 102. — Patronage Saint-Charles, 319.

PATRONAGES INDUSTRIELS. — (Voy. *Assistance paternelle, Société des*.)

PAYS-BAS (Le travail des enfants dans les), VII, 343.

Paz (M. Eugène). Offre de son gymnase pour le dimanche, III, 107.

PENSIONS d'apprentis (Établissement des). Articles de M. Délerot, I, 64. — (Organisation et description des), 66. — A Strasbourg, dite Ecole des Arts et Métiers, *ibid.* — A Mulhouse en 1842, 74. — A Nancy, en 1845, 76. — A Arras, 78. — A Lyon et dans d'autres villes, 79. — Situation de ces pensions, à Paris, 84. — A Tours, fondation de M^{me} Tonnellé, 86. — (Allocution de M. Migneret sur la fondation de), 314. — (Visites du Ministre de l'Instr. publ. aux), II, 258. — La Tutelle; les apprentis protestants; Providence Sainte-Marie; Maison de famille; apprentis israélites, 258; récompenses, 334; — (Note sur les), 276. — De Saint-Ambroise-Popincourt (fondée par l'abbé Chevojon), II, 279. — (Études sur les), par M. Héliard, III, 165 à 182. — Lettre de M. Schloss, V, 342. — (Proposition aux Chambres syndicales pour les), par M. Ettinger, VI, 370; VII, 172. — (Projet de budget pour les), 329. — Pensions d'apprentis de Baccarat, 335. — Ecole d'apprentis de l'industrie parisienne, IX, 323.

PENSIONNAT de jeunes filles. — de l'Eglise réformée à Paris, I, 294; — d'apprentis de la typographie (projet d'un), V, 224. — (Enseignement dans le), 234. — (Devis pour un),

237. — La Tutelle, fondée par M. Piver, 294; VIII, 472. — (Voy. *Orphelinats, Internats, Maisons.*)

Pereire (M. Émile), fils. Rapport sur cinq Ecoles professionnelles de Paris, I, 137.

Pericoli (M.), député italien. Projet de loi sur la responsabilité des entrepreneurs de travail, en cas d'accident atteignant les ouvriers, XII, 23.

PÉRILS et police de l'atelier (discussion sur les), II, 209.

Périn (M. Jules), avocat à la Cour d'appel, docteur en droit, suppléant du Juge de paix du V^e arr. de Paris. — *Projet de Traité de la Responsabilité des Accidents qui atteignent les personnes dans les travaux industriels*, I, 263. — Membre, puis secrétaire du *Comité judiciaire*, II, 180, 322; III, 213; V, 37. — Secrétaire de la Société, V, 9. — A publié: *Le travail des apprentis et des enfants des manufactures, devant la Jurisprudence*, III, 183, 406. — Lettre à M. Engel-Dollfus sur les *Accidents dans les Scieries mécaniques* (devant la jurisprudence), IX, 46, 91. — *Comptes rendus du Comité judiciaire*, III, 213; IV, 37, 127; V, 128, 179. — Communications diverses, sur l'hygiène et les périls de l'atelier, II, 209; les Chambres syndicales, 289; la Soc. du travail du lundi, 300; l'apprentissage de Benvenuto Cellini, III, 52, note. — Situation de la Société, plan de son *Bulletin*, V, 3. — L'enfant de la rue, 27. — Compte rendu de la séance du 4 avril 1872, 135. — Extrait de son *Traité du Contrat d'apprentissage*, en collaboration avec M. Julien Hayem, V, 149. — Compte rendu de la séance du 2 mai 1872, 183. — Lettre aux secrétaires des Chambres syndicales, 202. — Note sur l'apprentissage dans les industries parisiennes, 216. — Compte rendu des séances ordinaires de la Société, du 6 juin, 251; du 1^{er} août, 331; du 7 novembre 1872, 421, etc. — Responsabilité des père et mère à l'égard de leurs enfants mineurs (Note sur la), VI, 465. — *Bibliothèque de l'Enfance ouvrière*: Histoires d'apprentis des divers métiers, VII, 477. —

Note sur la garde des Orphelins au moyen âge, IX, 46, 149; — *Explication théorique et pratique de la loi du 19 mai 1874*, en collaboration avec M. E. Nusse, avocat, 326, 336, 436; XI, 53. — *De l'Emploi des enfants dans les professions ambulantes des saltimbanques, acrobates, etc.*, 187. — *Réflexions sur les Ecoles de demi-temps*, à propos d'une visite faite à l'école de Puteaux, 504. — *Allocution sur la tombe de M. J. Riot-tot*, 563. — *Le Travail des enfants dans l'arrachage de la betterave, les Sucreries agricoles, et les accidents les plus fréquents dans ces industries*, en collaboration avec M. E. Nusse, 671. — Traduction de l'Acte anglais, concernant les manufactures et les ateliers, du 27 mai 1878, XII, 218. — Ordre du jour du bureau de la Société concernant sa retraite des fonctions de secrétaire, XIV, 15. — Lettre de M. J. Dumas sur le même sujet, 15. Responsabilité des patrons relativement à la surveillance des apprentis, 139.

Périsse (M. Antoine), Ecoles établies à Lyon, par III, 87.

Pernolet (M.), député, son discours sur le travail des enfants, VI, 63, 83; VII, 232.

Péronne (M.), rapport sur l'École d'apprentissage, V, 199.

Perrin (M. le Dr). Discussion sur l'âge des enfants, II, 191. — Sur l'hygiène, IX, 156. — Chevalier de la Légion d'honneur, 519; — Officier d'académie, X, 88. — Note sur les améliorations hygiéniques à apporter dans l'opération du Bronzage, 142. — (Observations de) présentées à la commission départementale supérieure sur l'exécution de l'article 14 de la loi du 19 mai 1874, XIV, 249.

Petit (M. Ch.), président-fondateur du Patronage des Fleurs et Plumes (Rapport de), à l'Assemblée générale des Fleurs et Plumes, 663. — Discours à la distribution des récompenses, II, 150. — Lettre sur les apprentis, V, 122. — Censeur de la Société, préside la séance du 1^{er} août 1872, V, 331. — Sur les classes spéciales, 428. — Rapport à la Soc. des Fleurs et Plumes, 470; VII, 392. — Son rapport aux

enfants des Fleurs et Plumes, VIII, 518. — Vice-président de la Société, IX, 1. — Nommé Président-fondateur du Patronage, avec médaille d'or, XII, 70.

Piel (M.), président de la Chambre syndicale de la Bijouterie, IX, 165. — Discours à l'Assemblée générale, 1877, X, 371.

Piètri (M.), ancien Préfet de police, Vice-Président d'honneur en 1867, I, 35.

Pirmez (M.), Ministre de l'Intérieur en Belgique. Opinion sur le travail des enfants, III, 132.

PITHIVIERS (Œuvres établies à), III, 266.

Piver (M. Alphonse), fondateur de la *Tutelle*, maison d'apprentis, à Paris, I, 86. — Pensionnat d'apprentis, fondé sous l'impulsion de la Société, 175, 311. — Maison d'apprentis la *Tutelle*, V, 294. — Président de l'Œuvre du placement des apprentis, IX, 217. — Rapport des censeurs sur la comptabilité de l'année 1879, XIII, 315.

PLACEMENT des apprentis (*Comité du*), V, 87, 133, 183, 249, 329, 419; VI, 527; VII, 28, 101, 191, 356, 479, 566; VIII, 62. — Séances du 5 avril 1875, VIII, 157; du 8 juin, 313, — (Observations sur le), 66. — Conditions d'admission, 158. — Situation du *Comité*, 321; IX, 115, 217, 359, 1^{er} fév. 1877, X, 91. — Séance du 20 nov., 643. — (Communication sur le), 411. — (Rapport de M. Leroux sur le), 102, XI, 19. — (Distribution de livrets de Caisse d'épargne aux apprentis du), 20. — Séance du 2 juillet 1877, 111. — (Rapport de M. Leroux, secrétaire du *Comité du*), 112. — Séance du 26 décembre 1877, 114. — (Règlement du *Comité du*), 116. — (Avis donnés à MM. les membres de la Société, par le *Comité du*), 127. — (Lettre de M. de Coulonge au), 296. — Lettre de M. Roche, adressée au Président de la Société, en réponse à une lettre de M. de Coulonge, 396. — (Compte rendu des travaux du), pendant les 10 premiers mois de l'année 1878, par M. Marochetti, 708. — (Elections du), 710. — Procès-verbal de la séance du 3 janvier 1879, 26. — (Rapport au nom du *Comité de*), sur l'exercice 1878,

par M. Is. Roche, vice-président, 28. — Procès-verbal de la séance du 28 mars 1879, 149. — Séance du 20 juin 1879. Rapports sur l'exercice du 1^{er} semestre 1879 337. — Rapport sur l'exercice 1879, présenté par M. Is. Roche, vice-président, XIII, 53. — Rapport sur l'exercice 1880, présenté par M. Is. Roche XIV, 43.

PLAISANCE. Orphelinat de jeunes filles, dirigé par le pasteur Paumier, I, 291; VII, 388.

PLASSIARD, inspecteur divisionnaire à Nancy. Sa lettre sur les appareils de sécurité pour nettoyer les métiers à coton, XIV, 234.

POAN DE SAPINCOURT. Membre correspondant du *Comité des accidents de fabrique*, XIV, 10. — Article sur l'association de Rouen pour prévenir les accidents de fabrique, 54.

Poiré (M.). Livre sur les principales industries, IX, 104.

POITIERS (Orphelinat des filles de la Croix à), II, 357.

POLISSOIRS à ventilateurs de M. Goldenberg, IV, 48.

PONT-AUDEMER. Patronage d'apprentis, dirigé par M. Malherbe, I, 293.

PONT-A-MOUSSON. Orphelinat, dirigé par les sœurs, II, 335.

PORCELAINE (Apprentis décorateurs sur), III, 279.

PORTUGAL. Écoles professionnelles d'apprentissage, XI, 383.

Portz (M^{lle}) (Asile établi à Versailles par), III, 95.

POUL-AR-BACHET (Finistère) (Ouvroir de), II, 333.

Pouyer-Quertier (M.), député. — Discours sur la loi du travail des enfants, VI, 203.

PRÉFECTURE DE POLICE (Le dépôt de la), VII, 186, 562. — (Rapport de la 2^e Commission locale de Paris, à la), X, 21; — (de l'ancienne 4^e Commission locale de Paris, à la), 115. — Statistique des apprentis et enfants, employés dans les manufactures, XI, 277. — Enquête faite par les ordres de M. le Préfet de Police, 384. — Examen pour la nomination de 6 inspecteurs et de 7 inspectrices, 494. — Questions posées à l'examen des

candidats à l'emploi d'inspecteur, 655. — (Inspecteurs et Inspectrices nommés par la), pour compléter le service de l'inspection, XII, 43. — (Décision préfectorale du 26 avril 1879, relative aux livrets d'apprentis, délivrés par la), 155. — (Rapport de la Commission départementale supérieure du travail des enfants à la), 353. — Lettres à M. le Président de la République, 363. — (Note de la), concernant les dépenses des Commissions locales, 364. — Rapports des inspecteurs sur le travail des enfants avec les Commissions locales, 444. — Visa des certificats d'instruction, XIII, 152. — Etat des livrets délivrés en 1879, 154. — Division du département de la Seine en sections d'inspection, XVI, 412. — Circulaire sur la salubrité des ateliers, XIV, 66. — Idem sur l'exécution de la loi des 7-20 décembre 1874 pour les enfants employés par les acrobates, 151. — Circulaire sur l'interprétation de l'article 10 de la loi du 19 mars 1874, 247. — Idem sur le visa des certificats d'instruction, 248.

PRÉFET DE LA SEINE (Lettres à M. le), sur les Écoles techniques, V, 252. — (Sur l'instruction des apprentis, circulaire du), 344. — Circulaire aux instituteurs, VIII, 38. — Circulaire aux instituteurs sur l'application de la loi du 19 mai 1874, IX, 132; — sur les Écoles de demi-temps, 134-135. — Circulaire aux maires, sur la réorganisation des cours d'adultes, X, 330 et 332. — Circulaire aux instituteurs sur le certificat à délivrer aux enfants employés dans l'industrie, XIII, 150. — Circulaire sur les classes spéciales d'apprentis, 156.

Prétavoine (M.), député. Discours sur la loi sur le travail des enfants, VI, 187.

Prévost et Lambert (MM.). Atelier de porcelaine, III, 279.

PRÉVOYANCE (Institutions de), IX, 103, 203, 357. — (Congrès de la), XI, 287.

Prieur de la Comble (M.), banquier, trésorier de la Société en 1867, I, 35. — (Voy. aussi IV, 114, et V, 38.).

PRIX décernés par la Société. — Offerts par le Comité des accidents pour 1876, VIII, 73. — Liste des prix

à décerner en 1876, VIII, 543. — Pour le concours contre les accidents, IX, 37. — A la Chambre syndicale du Papier peint, 184. — Liste des prix à décerner en 1878, XI, 5. — (Voy. *Récompenses*.)

PROCÈS-VERBAUX des séances de la Société. (Voy. *Société*.)

PROTECTION de l'enfance ouvrière (article de M. Robiquet, sur la), XI, 499.

PROTESTANT (Œuvre pour les enfants du culte), rue de Charonne, I, 224. — (Etablissement) de Neuhoof, V, 396.

PRUSSE (Situation des apprentis en), I, 375. — (Observ. de la loi d'apprentissage en), II, 310. — (Les écoles de fabrique spéciales en), X, 167. — (Inspection du travail des enfants, dans les manufactures en), XII, 392.

PUY (le), Orphelinat, I, 293. — Institut des Dames et Béates de l'Instruction, II, 341.

R

Ramard (M.), imprimeur lithographe, à Paris, I, 309.

Rambaud (École de M. l'abbé), à Lyon, III, 81.

RAMONEURS. — (Voy. *Œuvre des petits Ramoneurs*.) — Les petits Ramoneurs, XIII, 225.

RAPPORT présenté par le Président de la Commission supérieure du travail des enfants, à M. le Président de la République, XI, 337; XII, 342; XIV, 143.

RÉCEPTION de la députation de la Société par l'impératrice Eugénie, I, 99.

RÉCOMPENSES accordées par la Société aux Œuvres de bienfaisance; séance solennelle du 17 octobre 1867 (rapport de M. de Bourenille sur les), I, 282. — A donner aux industriels, pour leurs soins envers les apprentis (rapport de M. Migneret), I, 296. — (Rapport de M. Monnier sur les), séance du 27 décembre 1868, II, 331. — (Rapport de MM. de Rothschild et Cornudet sur les); séance du 19 juin 1870, IV, 10, 17. — Récompenses décernées aux étrangers.

IV, 31. — (Distribution de), par une Commission de Mulhonse, pour réduire les causes d'accidents, III, 291. — Récompenses diverses, accordées par la Société, VII, 199. — (Distribution des) en séance solennelle, 385. — Récompenses aux Institutions charitables, 386, aux Œuvres manufacturières, 289, aux contremaîtres, 399, aux apprentis, 403. — Prix décernés par les Œuvres annexes, 408. — Distribution solennelle du 30 avril 1876, IX, 229. — A l'Ecole professionnelle de M. Chaix, 615. — A la Chambre syndicale du Papier, 148.

RÉCOMPENSES AUX AGENTS DE L'AUTORITÉ POUR SURVEILLANCE, IX, 530; X, 9.

RECOUBEAU (Drôme), (Maison de), II, 332. — (Ateliers dir. par des sœurs à), 393.

RÉCRÉATIONS AUX enfants, III, 396.

RÉFORME pénitentiaire (Art. de M. Robiquet), VII, 559.

RÈGLEMENT DU COMITÉ. (Voy. Comités.)

REIMS. Patronage, fondé par la Société industrielle, I, 295.

RENNES. Œuvre de Patronage fondée par M. l'abbé Bourdon, I, 291.

Renault (M. Léon), avocat, député; — nommé membre de la Commission supérieure du travail des enfants, XII.

REPOS des dimanches et fêtes (Discussion sur le), II, 206.

RESPONSABILITÉ. Du patron qui impose à son apprenti des travaux et des fatigues excessifs pour son âge et ses forces, XII, 24. — Du patron employant un enfant dans une industrie non comprise dans le décret des 22-24 mai 1875, 137. — Pour défaut de surveillance, 142.

Reuil (fondations de M. l'abbé), à Lyon, III, 78.

Reverdy (prix fondé par M.), IX, 357. (Legs), XI, 390.

Rey (M. l'abbé). Colonie de Clteaux, IV, 27.

RHONE (Œuvres et institutions du département du), III, 77.

Ribains (M. l'abbé de), directeur

du Patronage Notre-Dame, à Toulouse, IX, 249.

RIBEAUVILLÉ. Orphelinat dirigé par les sœurs de la Divine-Providence, II, 334.

Richter-Linder à Bâle (Etablissement de M.), II, 342. — (Orphelinat allemand de M.), 397.

Riess (Notice nécrologique sur M. Martin), II, 18.

Riottot (M. Jules), Président de la Soc. des enfants du Papier peint. — Sur la loi du travail, II, 186. — Sur les enfants du Papier peint, V, 429. — Discours aux prix des enfants du Papier peint, VII, 160; VIII, 249; IX, 185; X, 271. — (Nécrologie de), XI, 562.

Risse (Rapport sur la Soc. des jeunes ouvriers de Metz par l'abbé), V, 393. — Sa lettre, 435.

Rivarol (M. le C^{te} de), Directeur de la *Maison de Famille*, II, 261.

Robert (M. Charles), anc. conseiller d'Etat; vice-président en 1867, I, 35. — (Circulaire de), secrétaire général du Ministre de l'Instruction publique, adressant un exemplaire du n° 2 du Bulletin de la Société, à tous les provideurs et principaux des lycées et collèges de l'Empire, I, 102. — Préside la réunion du 10 sept. 1867, I, 190. — Préside les récompenses de la Soc. paternelle de l'Ebénisterie et des Fleurs et Plumes, II, 145. — Discours sur M. Barreswil, IV, 109. — Réélu vice-président en 1872, V, 8. — Préside la séance des enfants de l'Ebénisterie, discours, V, 15. — Article sur la nécessité de créer des inspecteurs spéciaux nommés et rétribués par l'Etat, V, 41. — Discours sur l'Enseignement technique, à la séance du 2 mai 1872, V, 183. — Notes relatives à l'Enseignement technique, V, 212. — Préside la séance du 6 juin 1872, 251. — Préside les prix de l'Ecole professionnelle de dessin, son discours, 289. — Préside la séance du 7 novembre, 421. — Son discours à l'Assemblée de la Soc. des Fleurs et Plumes, 466. — Discours à la séance de l'Assistance des Fleurs et Plumes, VI, 398. — Au syndicat des Chambres syndicales sur les Assurances

paternelles, VII, 89. — Conférence intitulée : Ecole ou prison, 140. — Discours à l'Ecole de M. Chaix, 528. — Aux enfants du Papier peint, VIII, 296. — Aux enfants des Fleurs et Plumes, 345. — Aux apprentis de M. Chaix, 468. — à la 3^e distribution des prix de la Société de protection, IX, 231 ; — aux apprentis de M. Chaix, 620. — Discours prononcé à la distribution des récompenses aux enfants des Fleurs et Plumes, X, 429. — Lettre à M. le Ministre de l'agriculture et du commerce, pour récompenses en faveur d'inventeurs, non brevetés, de procédés ou d'appareils propres à rendre inoffensives les machines reconnues d'un emploi dangereux, XI, 480. — Discours à la distribution des prix de l'Ecole professionnelle de M. Chaix, XII, 451.

Robert (M. Victor). Sur les Sociétés de secours mutuels, II, 237. — Lettre sur le même sujet, III, 108. — La *Société de protection* et les Sociétés de secours mutuels, II, 434.

Robin (M. Albert), secrétaire de l'Œuvre des enfants mutilés. Rapport sur le patronage des apprentis mutilés et blessés, III, 401. — Etude médico-chirurgicale sur le travail des enfants dans les manufactures, V, 54. — Secrétaire du *Comité des accidents de fabrique*, son rapport pour 1874, VIII, 25. — Même rapport pour 1875, IX, 24. — Même rapport pour 1876, X, 34. — Nommé officier d'académie, 191.

Robin (M. le pasteur). Son rapport sur les Ecoles industrielles, leur but et leur nécessité, VII, 35. — Extrait de son livre sur la Question pénitentiaire, VII, 55.

Robiquet (M. Paul). Compte rendu d'une visite à l'Internat de M. Müller, II, 413 ; de M. Groult, 420 ; — d'une visite à l'atelier de M^{me} C., III, 434. — Secrétaire du *Comité des publications* de la Société. — Membre de l'ancienne 4^e Commission locale, Rapport à M. le Préfet de police, X, 115. — Son étude sur l'origine et l'application de la loi du 19 mai 1874, 311. — Démission de ses fonctions de secrétaire du *Comité des publications*, XI, 473. — (Article de), sur la protection de l'Enfance ouvrière, notamment à Pa-

ris, 499. — Observations sur la nouvelle loi suisse, 694. — Rapport de la 6^e Commission locale, XII, 159. — (Article de), sur l'Ecole-Atelier, 188. — Rapport de la 6^e Commission locale, XIII, 65.

Roche (M. Isid.), ingénieur civil, vice-président du Comité de placement. Rapport au nom du Comité de placement, sur les Pensions ou internats d'apprentis, XI, 134. — Lettre en réponse à celle de M. de Coulange, 396. — (Rapport présenté par), au nom du Comité de placement des apprentis sur l'exercice 1878, XII, 28 ; — sur l'exercice 1879, XIII, 53 ; — sur l'exercice 1880 XIV, 43.

Roche (M^{me} Eugénie), en religion sœur Saint-Augustin de la Présentation de la Vierge, fondatrice d'un cercle et d'un asile, pour les jeunes ouvrières et demoiselles employées dans le commerce, XI, 431.

Roche (Nécrologie sur M.), II, 19.

Roche-GUYON (LA). Patronage dirigé par M. l'abbé Portier, I, 295.

Rodanet, président de la Chambre syndicale de l'Horlogerie. — (Voy. *Horlogerie*.)

Rolland, directeur-général des manufactures ; vice-président en 1867, I, 35.

Rollin (Les apprentis du collège), I, 389. — (L'Œuvre du collège), IV, 24.

Roquebert (Nécrologie sur M. Jean-Jacques), II, 20.

Rostaing (M. Léon). Communication sur l'extension de la Société, VII, 415. — Conférences sur les Questions ouvrières, IX, 105, 208.

Rothschild (M. le baron James-Nathaniel de). Rapport sur les récompenses, le 19 juin 1870, IV, 10. — Vice-président en 1872, V, 8. — Membre du Conseil d'honneur, XII, 7.

Rothschild (M. le baron Edmond de). Sa lettre au Maire du IX^e arrondissement. (Don de 100,000 francs, en vue de favoriser l'apprentissage), X, 398.

ROUEN (Rapport sur le travail des enfants, à), III, 54. — (Association de) pour prévenir les accidents de fabrique, XIV, 54

Roussel (M. l'abbé). Directeur de l'*Œuvre des Apprentis orphelins*, à Paris-Auteuil, IX, 253.

Roussel (M. Théophile), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 116; VII, 253.

Rouvenat (M.). Sur les classes spéciales, V, 428. — (Nécrologie sur), VII, 564.

Rouville (M. de). Proposition pour l'Enseignement de la géographie, V, 244.

RUILLÉ-SUR-LOIR (la communauté des sœurs de), VII, 387.

Russie (Fondation d'écoles professionnelles en), VI, 376. — L'industrie et les ouvriers en Russie, XIII, 463.

WORKHOUSE. (Établissements de couture), VI, 451.

S

SACRÉ-CŒUR (L'Œuvre du), à Beauvais (Oise), III, 90.

Sahler (A.) (Notice nécrologique sur M. le pasteur), VII, 475.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (Sœurs de la Nativité, à). — Orphelinat de jeunes garçons, I, 291; II, 367.

SAINT-BRIEUC (Orphelinat des filles du Saint-Esprit, à), II, 359.

SAINTE-CATHERINE (L'Œuvre de), * à Lyon, I.

SAINT-FOY (Colonie agricole de) (Dordogne) (Rapport de la), XII, 383.

SAINT-LAURENT-SUR-SÈVRES (Vendée) (Orphelinat des filles de la Sagesse, fondé à), II, 341, 358.

Saint-Mauris (René de). Études sur les Sociétés paternelles, fondées par les patrons, à Paris, I, 229.

SAINT-NICOLAS (Œuvre de). — (Voy. Œuvre.)

Saint-René-Taillandier (M.). Discours à la séance du 18 juillet 1870, de la Société paternelle de l'Imprimerie, IV, 54.

SAINT-VINCENT-DE-PAUL, I, 340. — (Orphelinat des sœurs de), II, 349.

Sajou (M. et M^{me}), directeurs d'un atelier de travail à l'aiguille, I, 149, 305.

SALAIRES des enfants dans les diverses industries (Statistique des), par M. J. Lefort, VII, 143.

Salicis (M.), répétiteur à l'École polytechnique. Les Écoles professionnelles, VI, 335.

Sallandrouze de Lamornaix (Nécrologie de M. Charles-Jean), II, 20.

Salle (le vénérable Abbé de la); fondateur d'une École professionnelle, en 1668, I, 110.

Salle (M. Emile), son rapport sur les exécutions de la loi du 20 décembre 1874, XIV, 119.

SALUBRITÉ DES ATELIERS (La), extrait du Rapport de la Commission des logements insalubres, XI, 669. — (Circulaire de M. le Préfet de police sur la), XIV, 66.

Sarda (Fabrique de velours de M.), I, 303. — (Rubannerie de M.), II, 390.

Saunier (M. Claudius), vice-président de la Chambre syndicale de l'Horlogerie. Son discours à la séance du 3 mars 1877, X, 293.

Saveney (M. Edgar). Extrait de son article sur les vœux des ouvriers, II, 290.

SAVOIE (Les Œuvres en faveur de l'Enfance, en), III, 275, 320.

SAXE (Écoles du soir pour les apprentis, en), V, 181.

Say (Léon), vice-président d'honneur de la Société, V, 7.

SCHLESWIG-HOLSTEIN (L'apprentissage dans le), par M. Pierre Ch. Hap- sen, XII, 394.

Schneider (M.), ancien président du Corps législatif, vice-président d'honneur en 1867, I, 35.

SCIÉRIES mécaniques (Lettre de M. J. Périn sur les accidents des), IX, 46, 578.

SCULPTURE (État de l'Enseignement technique de la), à Paris, V, 340.

SÉANCES de la Société. — (Voy. Société.)

SECOURS MUTUELS (Extension aux enfants des Sociétés de), II, 434. — (Sociétés de), pour protéger les apprentis, III, 108. — (Le Congrès des), XIV, 301.

SEINE-ET-OISE (Œuvres et institutions de), III, 95.

SEINE-INFÉRIEURE (Rapport sur le travail des enfants, à la Société d'émulation de la), III, 444 à 467.

Serstevens (M. T.). Son rapport sur diverses pétitions, présentées à la Chambre belge, III, 126.

Sérurier (M. le C^{ie}). Sa communication sur les enfants de l'Imprimerie, III, 218. — Président de la Soc. paternelle des enfants de l'Imprimerie, IV, 52. — Préside la séance d'inauguration du 18 juillet 1870.

SERVICE ALIMENTAIRE des élèves des écoles communales: Rapport présenté à la délégation cantonale du XI^e arrondissement, par M. Julien Hayem, XII, 51.

SILÉSIE (Voy. Inspection).

Simon (M. Jules). Discours sur l'instruction des enfants employés dans les manufactures, I, 252. — Discours à la distribution des prix des Fleurs et Plumes, XII, 196.

Sivan (M^{lle}). à Bordeaux (Maison de), II, 331. — (Note sur l'Établissement de), 376.

Smiles (M. Samuel). Son ouvrage: la *Vie de Stephenson*, III, 40.

SOCIÉTÉ des Amis de l'Enfance, I, 222, 287. — Fonde la *Maison de famille*, II, 261.

SOCIÉTÉ des Amis de l'instr. populaire de Mulhouse (Statuts et actes de la), IV, 81.

SOCIÉTÉ des Artistes dramatiques, IV, 23.

SOCIÉTÉ d'émulation du comm. et de l'industrie, de la Seine-Inférieure (Rapport de M. Allard à la), III, 444 à 467.

SOCIÉTÉ d'encouragement au bien. (Séance de la) dirigée par M. Honoré Arnoul, V, 247; VI, 424.

SOCIÉTÉ d'encouragement de la Bijouterie, Joaillerie et Orfèvrerie' X, 256. — Reconnue comme établissement d'utilité publique, 265. — (Statuts de la), 266.

SOCIÉTÉ d'encouragement des ouvriers. — Lettre de M. Fougereuse, entrepreneur de travaux publics, XI, 107.

SOCIÉTÉ DE PARTICIPATION aux bénéfices, formée pour faciliter l'étude pratique des diverses méthodes de

participation du personnel, dans les bénéfices de l'entreprise, XII, 301.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS (Constitution de la), X, 186.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE de Mulhouse; Ses vœux, en forme de projet de loi sur le travail des enfants, III, 297.

SOCIÉTÉ DE L'ORPHELINAT DE LA SEINE (Assemblée générale de la), XI, 288.

SOCIÉTÉ de tempérance, XI, 291.

SOCIÉTÉ générale, pour le patronage des libérés; But, XI, 289, 556.

SOCIÉTÉ de patronage des Alsaciens-Lorrains; son but, XI, 288.

SOCIÉTÉ d'instruction primaire, à Lyon, IV, 72.

SOCIÉTÉS PATERNELLES fondées par les patrons (Études sur les), par M. de Saint-Mauris, I, 229. — (Distribution de récompenses aux), II, 145. — (Situation, en 1868, des), 274.

SOCIÉTÉ de prévoyance et de secours mutuels de la maison Leclaire. — Banquet du 11 mars 1877, X, 189.

SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES. — (Séance préparatoire de la), I, 32. — Statuts provisoires, 33. — (Conseil de la), 35. — (Comités de la), 36. — (Commissions de la), 37. — (Séance d'inauguration de la), I, 45. — Compte rendu financier, 60 et 61 (Réception par l'impératrice Eugénie d'une députation de la), 99. — Séance du 10 septembre 1867, 183. — Séance solennelle pour la distribution des récompenses (27 octobre 1867), 271. — Séance du 12 décembre 1867, 314. — (Mention de la) dans l'exposé de la situation d'Empire, 361. — Séance du 23 février 1868, II, 3. — Compte rendu financier, 12. — Séances du 25 mai, 179; du 9 juin, 194. — Reconnue comme établissement d'utilité publique, Décret, 175. — (Subvention accordée à la), 179. — Séance du 19 juin, 209. — (Vœux exprimés par la), 253. — Séance solennelle du 27 décembre 1868, 319. — Distribution des récompenses. 331. — (Les Sociétés de secours mutuels et la), 434. — Séance du 20 mars 1869, III, 3. — (Allocation, par la ville de Paris, à la),

106. — Séance du 12 juin 1869, 158. — Statuts, 487. — (Propagande pour relever l'âge des apprentis, organisée par la), 489. — (Ecritaux fixant l'âge des apprentis, mis à la disposition des industriels par la), *ibid.* — Séance générale du 19 juin 1870, IV, 3. — Réunion du 6 août 1871, 105; du 8 novembre 1870, 114. — Assemblée générale du 23 décembre 1871, V, 6. — Exposé financier, pour 1871, 12. — Séance générale du 8 février 1872, 33. — Sa situation et son *Bulletin* en 1872, 3. — (Propagande pour accroître les souscripteurs perpétuels de la), 31, 34. — (*Comités annexes* de la), 35. — (Lettre du Ministre de l'Inst. publ. accordant une subvention à la), 89. — (Lettre du Min. du Commerce accordant une subvention à la), 90. — Séance générale du 4 avril 1872, 135; du 2 mai, 183; du 6 juin, 251. — (Compte-rendu financier trimestriel de la), 91. — Allocation de la ville de Paris à la), 251. — (Compte rendu financier de la), 91, 263. — (Don du Min. de l'Intérieur à la), 331. — Compte rendu financier, 343, 459. — Séance du 7 novembre 1872, V, 421. — Procès-verbal de la séance du 9 janvier 1873, VI, 5; — du 6 mars 1873, discussion sur la loi du travail des enfants, 345; — du 1^{er} mai 1873, 381. — Demande un traité international, pour le travail des enfants, 350, 386. — Compte rendu financier, 388. — Obtient un diplôme de mérite à Vienne, 428. — Séance du 2 juillet 1873, 428; du 6 novembre 1873, 457; — (allocation par les Ministères de l'Intérieur et de l'Agriculture à la), 457. — Instructions pour les membres correspondants, VI, 530. — Séance du 8 janvier 1874, VII, 11. — Note sur son but, 5. — Souscripteurs perpétuels, 7. — Du 5 mars 1874, 105. — Procès-verbal de la séance du 7 mai 1874, 193. — Listes de ses récompenses, 199. — Séance solennelle pour la distribution des récompenses (3 juillet 1874), 357. — Procès-verbal de la séance du 2 juillet, 411. — Rapport financier pour 1872 et 1873, par M. Bérard, 418. — Procès-verbal de la séance du 5 nov. 1874, 481. — (Allocation par la ville de Paris et par le Ministère de l'Intér. à la), 481. — Compte rendu financier,

12, 488. — Séance du 6 janv. 1875 VIII, 5. — Compte rendu financier 12. — Séance du 4 mars 65; — du 13 mai 1875, 161. — Séance de réunion avec les Inspecteurs, 164. — Rapport financier pour 1874, 171. — Procès-verbal de la séance du 1^{er} juillet 1875, 325; — du 4 novembre 1875, 413. — Liste des récompenses, 543. — Séances du 6 janvier 1876, IX, 5; du 2 mars, 117. — Distribution des récompenses pour l'année 1876, 229. — Séance du 4 mai, 285. — Séance du 6 juillet, 385. — du 2 novembre, 521. — Rapport financier pour 1875, 375. — Séances du 4 janvier 1877, X, 5; — du 1^{er} mars, 97; — du 3 mai, 193; — du 5 juillet, 313; — du 8 novembre, 405. — (Etat financier de la), 316. — Rapport des censeurs, pour l'année 1876, 326. — (*Voy. Statuts.*) — Participation à l'Exposition universelle de 1878, (IX, 528. — Allocation de M. le Ministre de l'Instruction publique à la), X, 129. — Séances du 3 janvier 1878, XI, 11; — du 7 mars 1878, 129. — (Allocation de M. le proviseur du Lycée Louis-Grand, 130. — Séance du 2 mai 1878, 301. — Séance du 6 juin 1878, 315. — Séance du 4 juillet 1878, 473. — Liste des récompenses décernées en 1878, 478. — Rapport des censeurs pour l'année 1877, 482. — Etat financier, 487. — Séance du 7 novembre 1878, 569. — Diplôme d'honneur décerné à la Société par M. le Ministre de l'Intérieur, XII, 5. — Séance du 9 janvier 1879, XII, 6. — Décision qui réduit les séances de la Société à quatre par an, et rend la publication de son *Bulletin* trimestrielle. — Séance du 3 avril 1879, 97. — Séance du 3 juillet 1879, 313. — Compte rendu financier de l'année 1878, 321. — Séance du 6 nov 1879, 409. — Programme des prix à décerner en 1880 à la 5^e fête de l'enfance ouvrière, XIII, 5. — Séance du 15 janv. 1880, 11; — du 8 avril 1880, 112. — Compte rendu de la distribution des récompenses de la 5^e fête de l'enfance ouvrière, 229. — Rapport sur l'exercice 1879-1880 de la Société et les récompenses qu'elle décerne, 232. — Allocation de M. le Président de la Société, 256. — Séance du 1^{er} juillet 1880, 305. — Rapport des censeurs sur la comptabilité de

- l'année 1879, 315. — Séance du 4 novembre 1880, 389. — Réimpression des statuts, XIV, 5. — Séance du 13 janvier 1881, 7. — Elections, *ibid.* — Rapport des censeurs sur l'exercice 1880, 18. — Séance du 7 avril 1881, 113. — Ordre du jour sur l'inexécution de la loi du 20 décembre 1874, 117. — Circulaire de la Société à MM. les Présidents de la Caisse des Écoles, 134. — Séance du 7 juillet 1881, 217.
- SOCIÉTÉ DE SAINT-VINCENT-DE-PAUL** (Patronages de la), I, 220, 286.
- SŒURS BLEUES** (Maisons des), II, 367.
- SŒURS DE MARIE-AUXILIATRICE.** — Leur internat d'apprenties, IX, 329.
- SŒURS fidèles compagnes de Jésus.** Leur orphelinat, IX, 509.
- SŒURS de Saint-Vincent-de-Paul.** (Patronages dirigés par les), I, 218.
- SOIE** (Jeunes ouvrières employées, à Lyon, au dévidage de la), III, 3
- Sommier** (Nécrologie de M. Pierre Alexandre), II, 22.
- SOURDS-MUETS.** Œuvre des sourds-muets, de Bourg-la-Reine, II, 335. — (Atelier de lingerie, au Puy, pour les), 335. — (Établissement de), à Chambéry, III, 275. — (Maison protestante, établie dans le Gard, pour les), IV, 25. — (Société pour les publications, à l'usage des), X, 99.
- Spuller** (M.), député. Discours à la Distribution des prix de l'école de Dessin, de la Chambre syndicale de la Bijouterie-imitation, XII, 73.
- Sriber** (M. Alphonse). Article sur l'Inspection du travail des enfants et des femmes, dans les manufactures anglaises, III, 11.
- STATUTS** provisoires, lors de la fondation de la Société, I, 33. — (Approbation des), II, 176. — (Modification aux), IV, 34.
- Steinheil**, I, 305. — (École d'apprentis de M.), 381.
- Stephenson** (L'avis des), par Samuel Smiles, III, 40.
- STRASBOURG** (École israélite des *Arts et Métiers*, de), I, 285. — Union chrétienne, II, 334. — (Sœurs de la Croix, à), II, 365.
- SUBLIME** (le), ou le Travailleur en 1870, étude sur l'apprentissage, V, 359.
- SUCRERIES** (Travail des enfants dans les), II, 245. — (Accident à un enfant employé dans une), XII, 442.
- SUÈDE** (Note sur l'apprentissage, en), III, 473. — (Le travail des enfants en), X, 171. — (L'instruction industrielle en), XIII, 105.
- SUISSE** (Enquête sur le travail des enfants en), III, 313. — Législation du canton de Zurich, 469; de la ville de Bâle, 471. — (L'instruction primaire en), VI, 452. — (Sur le repos du dimanche en), VII, 93. — (Le travail des enfants en), 345, 457. — Une école d'horlogerie, à Genève, VIII, 141. — Loi fédérale des 19-23 mars 1877, 3 décembre 1877, concernant le travail dans les fabriques. Observations de M. Robiquet sur la nouvelle loi, 694.
- SURVEILLANCE MATERNELLE** (Maison de), à Lyon, III, 88.
- SURVEILLANT** (Rôle du), dans les Pensions d'apprentis, I, 73.
- Suzainnacourt** (C^{te} de), fondateur de la colonie de Gentilly, près Nancy, III, 439.
- SYDNEY** (Australie) (Exposition de), XII, 309.

T

- TABAC**, ses effets chez les enfants, IV, 48. — (Décret rendu par le Conseil d'Unterwalden (Suisse), contre l'usage du), IV, 50.
- TABLETTERIE** (Projet d'école d'apprentis par la Chambre syndicale de la), VII, 92; IX, 323. — (Chambre syndicale de la), X, 161.
- Taborin** (L'apprentissage dans les ateliers de M.), I, 386; I, 309.
- TAILLE des Diamants** (La), XIV, 299.
- Talbert** (M.). Œuvre des apprentis, au collège Rollin, à Paris, IV, 24.
- Tallon** (M. Eugène). Avocat général à la cour de Lyon, membre de la Commission supérieure du travail des enfants, ancien député. — Rapport sur la proposition de loi du travail des enfants, V, 203; — Observations sur ce rapport, 264; — Ses discours, 457; VI, 24, 70 et 153; VII, 228. — Mention spéciale de reconnaissance, VII, 385. — Livre sur la *Vie morale et intellectuelle des ouvriers*, X, 89. — Président du

Comité judiciaire, 118. — *Manuel pratique pour l'application de la loi du 19 mai 1874*, sur le travail des Enfants employés dans l'industrie, 212. — Rapport sur l'exercice 1877-78 de la Société, à la 4^e Fête de l'Enfance ouvrière, XI, 412. — Les anciennes Corporations d'arts et métiers, à Lyon. (Discours prononcé par), à l'audience de rentrée de la Cour d'appel, 685.

TAPISSIERS (Communication de la Chambre syndicale des), VII, 165. — (Statuts du Patronage des), 532. — (Chambre des), IX, 354.

TEINTURERIE de soie (rapport sur la) de M. Gilet-Piéron, à Lyon, I, 337.

Teisserenc de Bort (M.). — Discours sur la loi du travail des enfants, VI, 199. — (Discours de), à la Fête de l'Enfance ouvrière, XI, 408.

TEMPÉRANCE (Société française de), VIII, 53; IX, 215.

Thénard (M. Arnould). Rapport sur la teinturerie de M. Gilet-Piéron, I, 337. — Etude sur l'état matériel et moral des jeunes ouvrières, à Lyon, III, 3 à 10. — Note sur le Patronage des apprentis étrangers, III, 398.

Thiriez (MM.), à Esquermes, Lille, I, 308. — Organisation de l'apprentissage dans leurs filatures, IX, 335, 257.

Thorel (M.), conseiller municipal de Paris, délégué cantonal, IV, 27.

TISSAGE (Ecole théorique et pratique de), à Mulhouse, I, 432.

Tonnellé (M^{me}) et son fils, Alfred Tonnellé. Fondation de leur Maison d'apprentis, à Tours, I, 86. — (Règlement de la Maison d'apprentis, établie à Tours par M.), II, 277.

Topart (M.), vice-président de la Chambre syndicale de la Bijouterie-imitation. Son discours, X, 374.

TOUAGE de la Seine, caisse de prévoyance de la Compagnie, IX, 193.

TOULOUSE (Organisation des apprentis, à), IX, 140. — (Distribution des prix, à), 562.

TOURS (Fabrique de M. Albert Durand à), I, 303. — Œuvre du Patronage de N.-D.-le-Riche, I, 294. — (Sœurs de la Présentation, à), II, 365.

Trapp (M.), I, 306. — Son École d'apprentis à Mulhouse, 378.

TRAVAIL (Enquête sur les conditions du), VIII, 486.

TRAVAIL DES ENFANTS. En Angleterre, I, 259. — (Réponses de la Commission de Mulhouse sur le), I, 363. — Discours de M. Wolowski, les 14 et 17 avril 1868, au Conservatoire des arts et métiers, II, 91 à 125. — Inconvénients du travail prématuré et prolongé, lettre de M. Goldenberg, 129 à 143. — (Discussion préparatoire à la loi sur le), 184 à 258. — Considéré au point de vue de l'économie sociale, III, 118. — Devant le Parlement belge, 120. — Devant la jurisprudence, étude de M. J. Périn, 183. — (Vœux de la Soc. ind. de Mulhouse sur le), 297. — (Rapport à la Société de la Seine-Inférieure sur le), 444 à 467. — (La réforme du), par M. Houget, 481. — Projet de loi sur le), V, 22, 39, 92. — Etude médico-chirurgicale sur le), par M. A. Robin, V, 54. — (Projet de loi sur le), V, 205, 264. — (Règlement sur le), 277. — Observations de M. Descottes sur le), 347. — (Délibération de l'Assemblée nationale sur le), 438. — (Société du), 478. — (Discussion à l'Assemblée nationale (2^e lecture), de la loi sur le), VI, 14 à 316. — Quelques réflexions sur cette loi, par M. le Dr Marjolin, VI, 317. — Discussion sur la même loi, VI, 345. — (Article sur la loi du), VII, 208. — (3^e délibération à l'Assemblée nationale, de la loi sur le), 216 à 304. — (Texte de la loi sur le), 305. — Commission supérieure chargée de l'application de la loi, 428. — (Lettre de M. Louis Blanc sur la question du), 429. — (Questionnaire relatif à la loi sur le), 505. — (Actes de la Sous-Commission nommée en exécution de la loi sur le), VIII, 78. — (Revue des diverses industries, questionnaire relatif à la loi sur le), 85. — Emploi des enfants au-dessous de 12 ans, 96. — Emploi des enfants dans les travaux souterrains, 184. — (Règlements d'administration sur le), 192. — *Idem* sur le travail fatigant ou dangereux, 230. — *Idem* sur le travail insalubre, 248. — Etablissements dans lesquels le travail des enfants est interdit, 251 et suiv. — Instructions sur le travail et sur l'instruction primaire, 341. — (Inspection du), 399. — Documents

relatifs à la loi sur le), 420. — (Rapport de M. Dumas sur le), IX, 13. — (Conférence sur les conditions du), 105, 208. — (Voy. *Lois*.) Dans l'arrachage de la betterave, les sucreries et les accidents les plus fréquents dans ces industries, par MM. E. Nusse et J. Périn, XI, 671. — (Frais d'inspection du), XII, 443. — (Rapports des Commissions locales avec MM. les inspecteurs du), 444. — Circulaire de M. le Ministre du Commerce sur le), XIV, 153.

TRAVAIL DE NUIT pour les enfants (discussion sur le), II, 202. — Enquête et règlement d'administration sur le), VIII, 192. — Décret du Ministre du Commerce, relatif au travail de nuit et du dimanche, XI, 159. — Industrie non comprise dans celles spécifiées au décret des 22-24 mai 1825, XII, 137.

TRAVAILLEURS INDUSTRIELS (Fondation de la Société d'encouragement des), V, 86.

TRAVAUX FATIGANTS OU DANGEREUX (Règlement d'administration sur les), VIII, 230, 248.

Tresca (M.). Observations sur les accidents de fabrique, III, 376.

Trévoux (Ecole de M.), à Lyon, III, 86.

TROYES. Patronage d'apprentis, fondé par M. l'abbé Tridon, I, 292. — Société de protection de l'enfance ouvrière, statuts, XIV, 88. — (Voy. *Commission locale*).

Turney (M. R.), trésorier de l'Assistance des Fleurs et Plumes; rapports VI, 404, 513. — Secrétaire du Syndicat général; rapports, VII, 315; — VIII, 524; — IX, 258. — Président de l'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes, XII, 70. — Lettre sur un cas d'observation de la loi de 1874, 375.

Turquetil (M. Jules). Sur l'inspection du travail, II, 224. — Lettre sur la loi du travail des enfants, V, 200.

TUTELLE (Ouverture de la). Maison d'apprentis, fondée par M. Piver, I, 175. — Visitée par le Min. de l'Instr. publ., II, 258. — Pensions d'apprentis, conditions, VIII, 472; IX, 327. — La Question des Tutelles, XII, 152.

TYPOGRAPHES (Ecole professionnelle,

fondée par M. Chaix pour les), notices et conditions, I, 173; VI, 480. — Formules et tableaux de comptabilité, 496. — Distribution des prix, 506. — (L'apprentissage et projet d'une maison d'apprentis de), V, 224 à 240. — (Atelier d'instruction de M. Claye, pour les), II, 221; V, 369. — (Ecole professionn. de), 474. — Documents relatifs à cette école, VI, 479. — Distributions des prix, VII, 623; VIII, 455; X, 396; XI, 545; XII, 403, 451.

V

VACANCES. — (Voy. *Enfants*.)

VAGABONDAGE (Enquête sur les moyens de prévenir le), VII, 31, 112. — (Rapport sur les causes du), par M. Marjolin, 119. — (Cas de), 347. (Le) et le Dépôt de la Préfecture de police, XI, 109. — Arrestation de vagabonds, XII, 307. — Le petit vagabond du pays de Caux, XIII, 434.

VALENCE (Drôme), (Orphelinat de), I, 289.

Valroger (M^{lle} de), à Caen (Bannière à la Maison de), II, 331. — Note sur cette même maison, 376.

Vavasseur, avocat à la cour d'appel. — Discours sur la responsabilité des accidents de fabrique, XIV, 121.

VERRERIES ET CRISTALLERIES. Verrierie de M. Boissière, I, 303. — (L'enfant dans les), I, 350. — (Règlements intérieurs de plusieurs), II, 465. — (Règlements des enfants dans les), III, 441. — (Travail des enfants dans les), III, 442. — (Situation des enfants dans les), par M. Dubois, IV, 46. — (Emplois des enfants dans l'industrie de la), V, 335. — (Orphelinat de Saint-Joseph, au Bourget, pour les apprentis de la), VI, 374. — (Exposé fait aux membres de la Commission par la Chambre syndicale de la), VI, 390. — (Rapport de M. Marjolin sur l'Orphelinat du Bourget, pour les enfants de la), 410. — (Voy. *Céramique, Cristalleries*.)

VERSAILLES (L'Orphelinat de), I, 287. — (Asile maternel de M^{lle} Portz, à), I, 293; III, 95. — (Statuts de la Caisse des écoles de), III, 422. —

(Société de la Caisse des écoles, à),
IV, 90.

VERVIERS (Belgique). (Association pour
la réforme en faveur des enfants
à), III, 306.

VESTIAIRES (But de l'Œuvre des) VII,
184.

Vever, président de la Chambre
syndicale de la Bijouterie, Joail-
lerie et Orfèvrerie. Discours, X,
362.

VIDALON-LES-ANNONAY (Papeterie de),
II, 405; V, 476.

VIENNE (L'*Athenæum* de), VI, 451. —
(Rapport sur l'Enseignement pri-
maire, à l'Exposition de), par
M. Buisson, IX, 483.

VILLE DE PARIS. (Voy. *Paris*.)

Villeminot (Règlement de la manu-
facture de M. Jouanny), II, 309.

Vilpède et Gamba, I, 308. —
(Ateliers de MM.), II, 266.

Viollet-le-Duc (M.). Sa conférence
sur l'enseignement des arts du
Dessin, X, 172.

VISITES du Ministre de l'Instr. pub.
à divers établissements industriels:
Chaux, etc., II, 258.

VIZILLE (Manufacture de M. Durand

à), I, 302. — (Note sur la même),
II, 391.

Vœux exprimés par la Société de pro-
tection, et présentés au Ministre,
II, 253; — des Délégations ou-
vrières, sur les apprentis, 290.

W

Wolf (M.), École d'apprentissage,
I, 174.

Wolowski (M.). Rapport sur une
médaille à décerner, II, 23. — Le
travail des enfants dans les ma-
nufactures, cours d'économie poli-
tique au Conservatoire des arts et
métiers, leçons des 14 et 17 avril
1868, II, 91. — Vice-président
d'honneur de la Société, V, 7. —
Son discours sur la loi du travail
des enfants, VI, 171.

Wickam (M. Georges), président de
la ch. synd. des Instruments et
Appareils de l'art médical. —
Observations au sujet du Musée
de M. Twining de Twickenham,
XII, 308.

WORKHOUSE. (Établissements de cou-
ture), VI, 451.

Z

ZÜRICH (Législation relative aux en-
fants dans le canton de), III, 469.



LISTE GÉNÉRALE

DES

MEMBRES

DE LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION

DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES



MEMBRES PERPÉTUELS (FONDATEURS)

M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE;
M. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR;
M. LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE;
LA VILLE DE PARIS.

Abadie, fabricant, à Paris.
Adelson-Monteaux, propriétaire.
Agache fils, manufacturier, à Lille (Nord).
Agard (Michel), à Marseille.
Alamagny, fr., à Saint-Chamond (Loire).
Albert, négociant, à Paris.
Andreëff (E.), professeur à l'Institut agricole, à Saint-Pétersbourg (Russie).
Archino-Valenti, à Paris.
Arlès-Dufour, négociant.
Asile (l') de Vincennes.
Aubert, inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, à Lisieux.
Aubert (L.), à Nancy.
Auger, propriétaire, à Paris.
A. ***.
Backer, inspecteur général du travail des enfants dans les manufactures, à Londres.
Bardin, imprimeur sur étoffes, à Rouen.
Barreswil (feu), ancien secrétaire de la *Société de protection*.
Barreswil (M^{me}).
Baude, inspecteur général des ponts et chaussées, à Paris.
Bellay (M. de), à Paris.
Bérard (P.), trésorier de la *Société de protection*.
Berger (H.), à Montbéliard.
Berteaux, à Paris.
Berthier, ancien président de la Chambre de commerce, à Paris.
Bertrand, ingénieur civil, à Paris.
Bessan, dir. de la *Belle-Jardinière*, à Paris.
Besson (le docteur Eug.), à Paris.

Bigo-Danel, imprimeur, à Lille.
Bixio, libraire-éditeur, à Paris.
Blache (le docteur), à Paris.
Blanche, manufacturier, à Puteaux.
Blanzv, à Boulogne (Pas-de-Calais).
Boissière, maître-verrier au Gast (Orne).
Boucicaut (M^{me}), négociant, à Paris.
Boulenger, à Choisy-le-Roi.
Brault, maître de forges.
Bréant, fabricant de châles, à Paris.
Brenot (M^{me}), à Paris.
Butenval (comte de).
Cahen, d'Anvers, banquier, à Paris.
Gail, constructeur-mécanicien, à Paris.
Carcenac, maire du II^e arr^t, à Paris.
Cartier-Bresson père, à Paris.
Cartier-Bresson fils, à Paris.
Cartier-Bresson (F.), à Paris.
Cartier-Bresson (C.), à Paris.
Cartier-Bresson (J.), à Paris.
Cartier-Bresson (L.), à Paris.
Cartier-Bresson, anc. négociant à Paris.
Cartier-Bresson (M^{me}), à Paris.
Cartier-Bresson (Louis), à Paris.
Gary, négociant, à Paris.
Chabert (J.), à Chomerac.
Chaix, imprimeur-typographe, à Paris.
Chambre des notaires, à Paris.
Chambre syndicale du caoutchouc, à Paris.
Champonnois, ingénieur civil, à Paris.
Charlier, à Buckarest.
Chartreux (les) de la Gr.-Chartreuse.
Chiris (E.), à Grasse.
Chiris (S.), à Grasse.

(1) Les noms des *Membres perpétuels* figurent également sur la *Liste générale des Sociétaires* ci-après.

Clotilde (la princesse).
 Colcombet, fabricant, à Saint-Étienne.
 Collège Rollin (le), à Paris.
 Colleson, négociant, à Paris.
 Commission locale du VI^e arrondissement, à Paris.
 Commission locale du VIII^e arrondissement de Paris (n^o 14 hommes).
 Compagnie des forges du Creusot.
 Compagnie générale marit., à Paris.
 Courcy (de), dir. Comp. d'assur. gén.
 Couturier, à Vizille (Isère).
 Cuvillier, négociant, à Paris.
 Damon, négociant, à Paris.
 Davanne, chimiste, à Paris.
 Delafoy (Laurent), à Argenteuil.
 Delaporte (M^{lle}), artiste dramatique.
 Delaporte (Georges), ingénieur, à Lillers.
 Délerot (Emile), à Versailles.
 Delicourt, à Paris.
 Deschiens, constructeur-mécanicien, à Paris.
 Desfontaines, horloger, à Paris.
 Dheur, à Paris.
 Dietsch, à Lièpvre (Haut-Rhin).
 Dollfus (Jean), à Mulhouse.
 Dommartin, à Paris.
 Dorvault, directeur de la Pharmacie centrale, à Paris.
 Drouin, négociant en droguerie, à Paris.
 Du Boys, notaire, à Paris.
 Dubrunfaut, chimiste, à Bercy.
 Dumas, secrétaire perpétuel de l'Acad. des sciences, Président de la Société.
 Dumas (Alexandre).
 Duplay (le professeur), à Paris.
 Dupont et Hervé, manufacturiers, à Paris.
 Dupont et Deschamps, fab., à Beauvais.
 Dupuy de Lôme, memb. de l'Institut.
 Durenne, fab. de chaudières, à Courbevoie.
 Dussautoy, à Paris.
 Dutfoy (G.), négociant, à Moscou.
 Dutfoy (S.), négociant, à Moscou.
 Duvergier, ingénieur-construct., à Lyon.
 Ecole d'Aix.
 Ecole d'Angers.
 Ecole centrale des arts et manufact.
 Ecole de Châlons.
 Ecole d'horlogerie de Cluses.
 Ecole des mineurs de Saint-Étienne.
 Ecole des mines.
 Ecole des maîtres mineurs d'Alais.
 Ecole normale supérieure.
 Ecole des ponts et chaussées.
 Engel (Alfred), à Mulhouse.
 Engel (Eugène), élève de l'Ecole centrale des Arts et Manufactures.
 Engel (Gustave), à Mulhouse.
 Engel Dollfus (Fr.), à Mulhouse.
 Engel-Gros, à Mulhouse.
 Farcot, ing.-mécanicien, à Saint-Ouen.
 Fauguet-Lemaître, à Bolbec.
 Féray (Arthur), manufacturier, à Saint-Jean par Essonnes.
 Follot (Félix), fabricant de papier peint, à Paris.
 Frémont-Mustel, à Paris.
 Froger de Mauny ancien magistrat, à Paris.
 Fromage, fabricant, à Paris.
 Froment-Meurice, orfèvre, à Paris.
 Froment-Meurice (M^{me}).

Gautier-Bouchard, fabricant, à Paris.
 Giot, avoué à la Cour d'appel, à Paris.
 Gobley, de l'Académie de médecine.
 Godard-Desmarests, président de la Compagnie de Baccarat.
 Godchaux, imprimeur-éditeur, à Paris.
 Godillot (Alexis), à Paris.
 Goffin, président de la Société des Amis de l'Enfance.
 Goldenberg, manufacturier, à Zornhoff.
 Gosselin (le professeur), à Paris.
 Goulier (le colonel), à Paris.
 Gouvry (H.), maître de forges, à Dieulouard.
 Goy, à Paris.
 Gratien-Milhet, manufacturier.
 Griffon, négociant, à Paris.
 Grosselin (A.), à Paris.
 Guerlain (A.), à Paris.
 Guerlain (J.), à Paris.
 Guillou, négociant.
 Guillout, fabricant, à Paris.
 Guimet (Emile), à Lyon.
 Guizot (Guillaume), à Paris.
 Gundelach, duc de Bade.
 Hamelin, manufacturier, à Paris.
 Herbette (M^{me}), née Barreswil, à Paris.
 Houget, manufact., à Verviers (Belgique).
 Hubault, à Paris.
 Hughes, parfumeur, à Grasse.
 Hulot, directeur de la fabrication des timbres-poste.
 Husny-Bey (le commandant).
 Jacqz, président de la Société la Philanthropie commerciale, à Paris.
 Joannès Vintry, à Lyon.
 Joly (Pierre-César), à Argenteuil.
 Joly (Pierre-Théophile), à Argenteuil.
 Joriaux, négociant, à Paris.
 Jullien, filateur, à Rouen.
 Kœchlin-Steinbach (Alfred), à Paris.
 Kœchlin (Rodolphe), à Mulhouse.
 Kœchlin frères, à Mulhouse.
 Lagoutte (J.), maître de forges, à Paris.
 Lamé Fleury, ingén. des mines, à Paris.
 Landon, négociant, à Paris.
 Larrey (baron), inspecteur général du corps médical militaire.
 Laumonier, manufacturier, à Flers.
 Laurent-Richard, à Paris.
 Lebaudy, raffineur de sucre, à Paris.
 Leclert, négociant en bois, à Paris.
 Le Coustellier, manufacturier, à Abbeville.
 Lefebvre-Ducatteau, manufacturier, à Roubaix.
 Lefèvre (Emile), négociant, à Anvers.
 Legrand, secrétaire de la Société des Amis des sciences.
 Lemaire, fabricant, à Paris.
 Lemaréchal (M^{lle}), à Paris.
 Lemoine-Montigny, directeur du théâtre du Gymnase.
 Lemoine (H.), fabricant de meubles, à Paris.
 Leroux (Emile), ingénieur, à Paris.
 Leroy (J.), fabricant de papier, à Paris.
 Liebig (Johan), à Reichenberg (Bohême).
 Liebig (la bar.), à Reichenberg (Bohême).
 Loreau (A.), à Paris.
 Lung frères, à Moussey.
 Lycée Condorcet.
 Lycée Henri IV.
 Lycée Louis-le-Grand.
 Lycée Fontanes

Lycée Saint-Louis.

Macé (Jean), pensionnat du petit château de Monthiers (Aisne).

Maillard, ancien négociant, à Louviers.

Mallet, négociant, à Paris.

Mame père, imprimeur, à Tours.

Mame fils, imprimeur, à Tours.

Marjolin (le docteur), à Paris.

Marochetti (M^{me} ve), à Paris.

Martin, manufacturier, à Tarare.

Martin-Baron, à Paris.

Masquelier fils, au Havre.

Mazaroz-Riballier, à Paris.

Mercier, directeur de la *Société d'Ours-camps*.

Meunier (Félix), rentier, à Paris.

Meuriot (le Dr André), à Paris.

Michel, ingénieur des ponts et chaussées, à Lyon.

Migneret, à Paris.

Millescamps, à Paris.

Moisset-Foye, à Paris.

Monduit, entrep. de plomberie, à Paris.

Monjean, directeur du collège Chaptal.

Mouchy (duc de).

Mouchy (duchesse de).

Mouchy (de) fils.

Mourceau, négociant, à Paris.

Müller (A.), manufacturier, à Paris.

Murat (princesse).

Najean, manufacturier, à Paris.

Nattan (Georges), manufacturier, à Paris.

Newton-Scott (Charles), à Paris.

Nusse (Ernest), avocat, docteur en droit, secrétaire de la *Société de Protection des apprentis*.

Oberthur, imprimeur, à Rennes.

Odiot, orfèvre, à Paris.

Ouvriers de la maison Christophle (les), à Paris.

Payen, négociant en soieries, à Paris.

Pelouze (Eug.), chimiste, à Paris.

Peltreau, manufacturier, à Paris.

Pensionnat des frères de Passy.

Périn (Jules), Dr en droit, Secrétaire honoraire de la *Société de protection des apprentis*.

Perrin (le Dr), à Paris.

Petit (Francis), à Paris.

Plat, fondeur en métaux, à Paris.

Pillet (M^{me}), à Paris.

Piver, fabricant de parfumerie, à Paris.

Plassiard, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Nancy.

Porion, distillateur, à Wardrecques.

Prévot, avoué, à Paris.

Raingo (Victor), à Paris.

Rallet, propriétaire, à Grenoble.

Ranchon (Georges), architecte, à Paris.

Rapet, inspecteur général honoraire de l'enseignement primaire, à Paris.

Renard, entrepreneur de travaux publics, à Paris.

Richard aîné, fabricant, à Paris.

Richard (Max), député.

Richou, à Paris.

Robert (Charles), directeur de la compagnie l'*Union* (Vie), Vice-Président de la *Société de protection des apprentis*.

Robin (Albert), le docteur, à Paris.

Robiquet (Paul), avocat à la Cour de Paris.

Rondelet, chasublier, à Paris.

Rothschild (baron de), à Paris.

Roy, négociant, à Paris.

Sahler (Léon), à Audincourt.

Sakakini, à Paris.

Salle (Emile), avocat à la Cour d'appel.

Salle (Julien-Hippolyte), banquier (Caisse commerciale).

Schaeffer, à Aubervilliers.

Schlumberger (Théodore), à Mulhouse.

Schneider, directeur du Creusot.

Sciana frères, marchands de diamants, à Paris.

Seydoux, à Paris.

Société de la Vieille-Montagne.

Société industrielle de Reims.

Souplet, à Saint-Quentin.

Teisserenc de Bort, ancien ministre de l'agriculture et du commerce.

Terninck (A.), fab. de sucre, à Rouez.

Teste, manufacturier, à Lyon.

Thénard (M^{me} Henri).

Tissier fils, manufacturier, au Conquet.

Trapp, à Mulhouse.

Trille (Edmond), à Paris.

Trille (P.), à Paris.

Turner (Luke), à Londres.

Vancauwenberghe, Seys (E.), **Snowden** et C^{ie}, filateurs à Dunkerque.

Vatry (M^{me} la baronne), à Paris.

Vatry (baron Edgar de), à Paris.

Verde-Delisle (Ad.), à Paris.

Verde-Delisle (Paul), à Paris.

Vilmorin (Henri), à Paris.

Vintry (J.), à Lyon.

Vulliamy (Edward), à Tillières-sur-Avre (Eure).

Wappler (C.), agent général de la Société suisse d'assurances de Winterthur.

Weens, employé de commerce à Paris.

Weldon (Mc), à Paris.

Zégut, manufacturier, à Tusey.

MEMBRES SOCIÉTAIRES ⁽¹⁾

Abadie, fabric., rue Saint-Martin, 237.
Acker (Emile), fabricant de registres, rue Neuve-des-Petits-Champs, 29.
Agache fils, manufacturier, à Lille (Nord).
Achaintre, régleur, rue Saint-Martin, 129.
Adelson-Monteaux, propriétaire, rue Cambon, 49.
Agard (Michel), rue Nicolas, 5, à Marseille (Bouches-du-Rhône).
Alamagny, fabricant de lacets, à Saint-Chamond (Loire).
Albert, nég., boul. Haussmann, 38.
Alberti, fabricant de fruits artificiels, rue d'Aboukir, 124.
Alicot (M^{me}), rue Sainte-Foy, à Montpellier (Hérault).
Alicot (M.), maître des requêtes au Conseil d'Etat, avenue de Messine, 14.
Allain, négociant, rue Dieu, 40.
Allegrè, banquier, rue Richer, 48.
Allmayer, négociant en tissus élastiques, rue d'Hauteville, 26.
Alphand, ing^r en chef des ponts et chaussées, rue Largillière, 7.
Althoffer, manuf. de draps, à Gebwiller (Alsace).
Amos (Jacques), manufacturier, à Wasse-lonne (Alsace).
Amson (A.), fabricant, rue de Turbigo, 46.
Amson (G.), — — — — —
Andelle, verrier, à Épinac (Saône-et-Loire).
André (M^{me} ve J.), au Vieux-Thann (Alsace).
Andreëff (E.), professeur de technologie, à l'Institut agric. de Saint-Petersbourg (Russie).
Archédacon (M^{me}), avenue des Champs-Élysées, 45.
Archino-Valenti, rue Saint-Florentin, 6.
Archès-Dufour, négociant, rue du Conservatoire, 44.
Armingaud (J.), violoniste-compositeur, rue d'Hauteville, 44.
Arnai (Léon), avocat à la Cour d'appel, rue Bourdaloue, 6.
Arthur (Fr.), fabricant de cuirs vernis, rue Richer, 23.
Asile de Vincennes (l'), à Saint-Maurice, près Charenton (Seine).
Attias, nég^t, 43, rue de l'Entrepôt.
Auber, officier de marine en retraite, hôtel du Parlement, boul. de la Madeleine.
Aubergier, doyen de la Faculté des sciences, à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).

Aubert, inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, rue Lepois, 17, à Lisieux (Calvados).
Aubert (L.), à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
Aubès (Marcel), inspecteur départemental du travail des enfants, allée Saint-Etienne, 43, Toulouse (Haute-Garonne).
Aubriet (Maurice), rue St-Quentin, 22.
Aubry (Victor), fabricant de dentelles, rue des Jeûneurs, 33.
Aubry-Vitet, rue Barbet-de-Jouy, 9.
Aucoc (L.), orfèvre, rue de la Paix, 6.
Audiffred (J.-F.), boul. des Capucines, 8.
Auger (C.), prop., rue des Moulins, 24.
Avril (Charles), rue Legendre, 43.
Babey, manufacturier, à Saint-Pierre-les-Calais (Nord).
Bac, fabricant, rue Porte-Foin, 42.
Bachelier, pr^e, r. Nve-des-Mathurins, 64.
Backer (Robert), inspecteur des manufactures, Milverton hill (Lemington).
Badin (A.), filateur à Barentin (Seine-Inférieure).
Badouilleau-Levillain, r. d'Hauteville, 20.
Baëcque (E. de), ancien nég., rue Guichard, 7.
Baëcque (Ch. de) et **Beau**, fg. Poissonnière, 9.
Bagriot, graveur, rue Saint-Denis, 168.
Baille (Elie), ancien président de la Chambre de commerce, à Nancy.
Baillet, manufacturier, à Viroflay (Seine-et-Oise).
Baillencourt, président de la Chambre de commerce, Douai (Nord).
Balguerie d'Egmont (M^{me}), rue Legendre, 4.
Balsan (C.), manufacturier, rue de la Baume, 6.
Balsan, fab. de draps, rue de la Baume, 6.
Bapterosses, manufacturier à Briare (Loiret).
Baraban, architecte, rue Perronnet, 72, à Neuilly-sur-Seine.
Baradoz (Louis), nég., porte Saint-Jean, à Bordeaux.
Barallon, à Saint-Etienne (Loire).
Barbedienne, fabricant de bronzes, boulevard Poissonnière, 30.
Barbey, maire, membre du Conseil général, à Mazamet (Tarn).
Bardin, imprimeur sur étoffes, à Rouen.
Bardin, f^r d'art. en pl., r. de Bondy, 48.
Barluet (H.), gérant de la Société des

(1) Avis. — MM. les Membres de la Société sont priés de signaler (avant le 1^{er} novembre 1881) les rectifications et modifications de noms, professions et adresses, qui devront être apportées à cette Liste.

Nous attachons le plus grand intérêt à tenir au courant ce Répertoire de nos Sociétaires, destiné à faciliter les rapports entre eux, en même temps qu'à assurer l'exactitude du service du *Bulletin*.

faïenciers de Creil et de Montereau, rue des Pyramides, 20.

Baron (E.), avocat, rue de Lille, 404.

Barreswil (M^{me}), r. Saint-Florentin, 46.

Barthélemy, négociant en papiers, rue Saint-Séverin, 40.

Baude, inspect. général des ponts et chaussées, rue Royale-Saint-Honoré, 40.

Baudoin (Achille), ancien manufacturier, avenue d'Orléans, 52.

Baudou, place du Palais-Bourbon, 6.

Baudouin, président du Conseil des Prud'hommes, boul. Péreire, 186.

Baudrillart, membre de l'Institut, avenue Mélanie, 42, Bellevue (Seine-et-Oise).

Baugrand (Georges), boulevard Haussmann, 37.

Baugrand (M^{me}), propriétaire, boulevard Haussmann, 37.

Baumgartner et Schwelsguth, à Mulhouse (Alsace).

Bayvet (G.), boulevard Haussmann, 82.

Bazin, avocat, à la Banque populaire, rue des Cloîtres-St-Martin, 3, à Angers (Maine-et-Loire).

Beaufonds (de), rue Verneuil, 52.

Beaufour, syndic, rue de la Botte, 8.

Beer (J.), rue Neuve-des-Mathurins, 34.

Béhier (A.), rue de l'Arcade, 36.

Belhatte, graveur, 16, rue M. le-Prince.

Bellay (de), boulevard Beaumarchais, 94.

Bellet, négociant, quai de Béthune, 48.

Bellon (Joseph), place Louis XVI, à Lyon.

Beluze, rue de Madame, 75.

Benard, propriétaire, à Vincennes.

Bérard, ingénieur, rue de Tracktir, 9.

Bérard (Paul), chimiste, secrétaire du Comité consultatif des arts et manufactures, trésorier de la Société, rue Casimir-Delavigne, 2.

Bérard (Raoul), rue Embouque-d'Or, à Montpellier.

Berger-Levrault, imp^r libraire, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).

Berger (Henri), de la maison Ed. Sahler, filature et tiss., à Montbéliard.

Bernard, de la maison Bonjean, à Saint-Etienne (Loire).

Bernard (Martial), ancien juge au tribunal de commerce, rue de la Paix, 4.

Bernier, directeur de la papeterie d'E-charcon, par Mennecy (Seine-et-Oise).

Bernot, presid. de la Commission locale, à Troyes (Aube).

Bernutz (le Dr), de l'Académie de médecine, rue des Saints-Pères, 7 bis.

Berteaux, rue d'Aboukir, 40.

Berthaud, membre de l'Union nationale rue Cadet, 9.

Berthe et Wulveryck, fabricants de boutons, à Jenlain, arr^t d'Avesnes (Nord).

Berthier, ancien presid. du Tribunal de commerce, rue de Sèze, 30.

Berthier (Ch.) fils, rue de Sèze, 30.

Berthier (G.) fils, rue de Sèze, 30.

Berthier (M^{me} V^e), rue de Châteaudun, 22.

Berthier (M^{me}) ainée, r. de Rivoli, 194.

Berthier (M^{me}) jeune, rue Tronchet, 2.

Bertin (E.), agent de change honoraire, rue de Boulogne, 44 bis.

Bertinot, avoué près le Trib. civil, rue Vivienne, 40.

Bertrand (Ch.), expert-mécanicien, boulevard Beaumarchais, 69.

Besançon, chef de division à la Préfecture de police.

Bessan, direct. de la Belle-Jardinière, quai de la Mégisserie.

Bessellèvre (Ch.) manufacturier, rue de Crosne, 24, à Rouen.

Besserat (le père), rue Rataud, 2.

Besson (Eugène), Dr, rue de Seine, 95.

Besson (Joseph), changeur, quai du Marché-Neuf, 6.

Beyne, marchand tailleur, à Villeneuve-d'Agén (Lot-et-Garonne).

Bezançon, fabricant de céreuse, rue du Château-des-Rentiers, 187.

Bianchi, agent de change, rue Jean-Goujon, 6.

Biays, rentier, rue des Pyramides, 24.

Biays (M^{me}), rue des Pyramides, 24.

Bigo-Danel, imprimeur, rue Nationale, à Lille (Nord).

Bigo (Emile), trésorier de la Société industrielle, à Lille (Nord).

Bigot, Jacquemet et Dujoncqwoy, fabricants de chaussures, à Saint-Mesme (Seine-et-Oise).

Binder (L.), ancien manufact., av. des Champs-Élysées, 102.

Binot de Villiers, avocat, r. Pigalle, 57.

Birauneau, pass. Tocanier, 45 (Fbg.-St-Antoine, 240).

Bischoffsheim, banquier, r. Neuve-des-Mathurins, 34.

Bisson, sculpteur sur bois, rue du Jardin, 43.

Biver, directeur de Saint-Gobain, rue de Sèvres, 94.

Bixio (Maurice), libraire, rue Jacob, 26.

Blache, doct^r-médecin, r. de Suresnes, 5.

Blache (René), rue de Suresnes, 5.

Blaise, inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, à Rouen.

Blanche (le docteur), rue des Fontis, 45.

Blanche, manufacturier, maire de Puteaux, conseiller général de la Seine, à Puteaux (Seine).

Blandin (M^{me} V^e), pl. de la Madeleine, 49.

Bobin, boulevard Saint-Michel, 424.

Bocquet, nég., rue de Rivoli, 450.

Bohne, fabricant, rue des Partants, 9.

Bois, imprimeur en taille-douce, rue du Cardinal-Lemoine, 77.

Boissière, maître verrier, au Gast, par Mortrée (Orne).

Bonamy (A.), constructeur, à St-Just-en-Chaussée (Oise).

Bonjean (Georges), juge au Trib. civ. de la Seine, rue de Lille, 47.

Bonnaric (M^{me} Charles), avenue de Messine, 44.

Bonnaud, négociant, rue de Chabrol, 40.

Bontemps (M^{me}), à Amboise (Indre-et-Loire).

Bontemps, ancien maître verrier, à Amboise.

Bornot (Aug.), propriétaire, rue Godot-de-Mauroy, 4.

Bouasse-Lebel, imagier, rue Saint-Sulpice, 20.

Bouchet (Ernest), banquier, r. du Vallot, 6, à Elbeuf (Seine-Inférieure).

- Boucicaut** (M^{me}), nég. (maison du Bon Marché), rue du Bac, 133-137.
- Bouilhet** (H.), l'un des direct. de la maison Christofle, rue de Bondy, 56.
- Bouilhet** (M^{me} H.), rue de Bondy, 56.
- Boulanger** (Narcisse) fils, propriétaire, à Guignes (Pas-de-Calais).
- Boulenger**, fab. de faïence, à Choisy-le-R.
- Bouley**, de l'Institut, inspecteur général des écoles vétérinaires, rue des Saints-Pères, 84.
- Boulley** (M^{me}), rue Monceau, 63.
- Bourdon** (M^{me} V^e Charles), rue du Foin, 6 (Marais).
- Bourdon**, mécanicien, rue du Faubourg-du-Temple, 74.
- Bourdon** (H.), rue de l'Échiquier, 30.
- Bourez**, manufacturier, à Béville-le-Comte (Eure-et-Loire).
- Bourgoin**, rue Lafayette, 126.
- Bournat**, avocat à la Cour de Paris, rue Jacob, 20.
- Bourreau**, employé de commerce, rue Guy-la-Brosse, 2.
- Bourreille** (de), ancien sec. général du Ministère des Travaux publics, rue de Tournon, 12.
- Boussod**, rue Chaptal, 9.
- Boyard fils** (M^{me} V^e) et **Brinon**, manufacturiers, à Pussay (Seine-et-Oise).
- Boyer et Rolland**, fondeurs, rue de l'Asile-Popincourt, 10.
- Brault et Bethouart**, fondeurs en métaux, à Chartres (Eure-et-Loire).
- Bréant**, fabricant de châles, r. d'Aboukir, 60.
- Brenac** frères, fab^{rs}, Mazamet (Tarn).
- Brenguier**, ingénieur civil, à La Bouille (Seine-Inférieure).
- Brenot** (M^{me}), rue des Guillemettes, 7.
- Breton** (Paul), fab. de papiers, rue des Grands-Augustins, 19.
- Breul** (Ch.), avocat à la Cour de Paris, rue des Ecoles, 40.
- Brion**, marchand de chevaux, rue Basse-du-Rempart, 48.
- Brissonneau** frères, constructeurs-mécaniciens, à Nantes (Loire-Inf^{re}).
- Brizard**, propriétaire, r. Saint-Fiacre, 17.
- Brochard** (Ed.), rue du Temple, 131.
- Broglie** (Paul de), rue de Vaugirard, 23.
- Broquant et C^{ie}**, fabricants de filets de pêche, à Dunkerque.
- Brunner-Lacoste**, artiste peintre, place Saint-Michel, 5.
- Bucquet**, inspect. général des établissements de bienfaisance, rue Volney, 6.
- Burat**, agent de change, rue Lafayette, 46.
- Burnat** (Emile), manufacturier, à Nant-sur-Vecvey (Suisse).
- Butenval** (comte de), rue Miroménil, 34.
- Cabin** (maison Sajou), dessins et ouvrages de dames, rue Rambuteau, 52.
- Cadilhon** (Georges), avocat, sous-préfet à Valognes (Manche).
- Cadon**, courtier d'assur., rue Drouot, 14.
- Cahen d'Anvers**, banquier, rue de Grenelle, 118.
- Cahen** (Edmond), rue Bergère, 28.
- Cail et C^{ie}**, ingénieurs-mécan., quai de Grenelle, 15.
- Caille** (F.), fab. de tissus, à Amiens.
- Calla**, ancien memb. de la Chambre de commerce, r. des Maronniers, 8, à Passy.
- Callot** (M^{me} V^e), rue Caumartin, 19.
- Camus** fils aîné, rue Barbette, 2.
- Camus** fils jeune, rue Barbette, 2.
- Canonge**, directeur de *la Tuilerie*, rue Albouy, 27.
- Capronnier**, ancien juge au Tribunal de commerce, rue Washington, 15.
- Carcassonne** (M^{me} V^e C.), vêtements confectionnés, à l'Isle (Vaucluse).
- Carcenac**, maire du II^e arrondissement, rue Neuve-des-Capucines, 20.
- Cardellhac**, orf.-coutel., r. de Rivoli, 94.
- Carlhan** (M^{me} V^e), r. du Faubourg-Poissonnière, 39.
- Carré** (Charles), boulevard Voltaire, 58.
- Carriot**, inspecteur d'académie, directeur de l'enseignement primaire de la Seine, boulevard Saint-Michel, 79.
- Carrière**, filateur, à Ganges (Hérault).
- Cartier**, boulevard des Italiens, 9.
- Cartier-Bresson** fils aîné, boul. Sébastopol, 86.
- Cartier-Bresson** (H.), b. Sébastopol, 86.
- Cartier-Bresson** (C.), b. Sébastopol, 86.
- Cartier-Bresson** (J.), b. Sébastopol, 86.
- Cartier-Bresson** (F.), b. Sébastopol, 86.
- Cartier-Bresson** (M^{me}), b. Sébastopol, 86.
- Cartier-Bresson**, ancien négociant, rue de Vaugirard, 48.
- Cary**, nég., rue du Grand-Chantier, 7.
- Cassella** (E.), fabricant de peignes, rue Lafayette, 237.
- Castel** (C.), m^d de soies, à Saint-Étienne.
- Cauvet**, miroitier, Faubourg-Saint-Antoine, 109.
- Cavaillé-Coll**, f^{te} d'org., av. du Maine, 15.
- Cecille**, fabricant de papeterie, à Meulan (Seine-et-Oise).
- Célérier**, nég., rue Monthabor, 15.
- Cerf**, imprimeur, rue Duplessis, 59, à Versailles (Seine-et-Oise).
- Cerf** et fils, fabricants, boulevard de Sébastopol, 39.
- Cerfheer**, agriculteur, à Oberwiller, par Sarrebouurg (Lorraine A.).
- Chabert et C^{ie}** (J.), à Chomérac (Ardèche).
- Chabrier** (L.), r. Neuve-des-Mathurins, 36.
- Chaix** (A.), imprimeur, rue Bergère, 20.
- Chalandre**, rue Saint-Roch, 37.
- Chambon-Lacroisade**, fabr. de fers à repasser, Faub.-Poissonnière, 183.
- Chambre des Notaires** de Paris, place du Châtelet.
- Chambre syndicale de l'Union des filateurs**, à Aubenas (Ardèche).
- Chambre syndicale des Entrepreneurs de bâtiments**, rue des Archers, à Lyon.
- Chambre syndicale du Caoutchouc**, rue de Lancry, 10.
- Chambre syndicale des Carrossiers**, avenue du Roi-de-Rome, 6.
- Chambre de commerce de Toulon et du Var**, à Toulon (Var).
- Champonnois**, ingénieur civil, rue Neuve-des-Petits-Champs, 15.
- Chandelet** fils (Emile), fabricant de fleurs, rue Thévenot, 3.
- Chappotteau**, négociant, rue Curvier, 14.
- Chardin**, m^d de soies, r. aux Ours, 40.
- Charlier** (Timothée), ingénieur, à la Villa, à Ouchy-Lausanne (Suisse).
- Charmet** aîné, nég., r. de Châteaudun, 22,

- Charnelet**, apprêteur d'étoffes, rue Oberkamp, 98.
- Charpentier**, horloger, rue Garancière, 7.
- Chartiau**, architecte, rue du Somme-rard, 35.
- Chartreux** (les) de la Grande-Chartreuse.
- Charvet**, membre de l'Union nationale, rue d'Hauteville, 62.
- Chateau**, usine Farcot, à Clichy (Seine).
- Chauchat**, chef de cabinet au Minist. de l'Agricult., boul. Haussmann, 124.
- Chenet et fils et Grandgeorge**, rue des Jeûneurs, 23.
- Chevalier**, de la mais. Chevalier-Cheylus, quai de Grenelle, 61.
- Chevallier** (Ludovic), manufacturier (couvertures), rue Porte-Madeleine, 42, à Orléans (Loiret).
- Chirade** (Arm.), négociant en beurre, rue de Marivaux, 44.
- Chiris** (E.), à Grasse.
- Chiris** (L.), fab. de mat. prem. pour la parfumerie, à Grasse.
- Christofle**, orfèvrerie, rue de Bondy, 56.
- Claudon** (G. fils), p^{re}, b. Malesherbes, 37.
- Claudon** (M^{me} G.), b. Malesherbes, 37.
- Claudon** (M^{me} v^e), q. de la Tournelle, 27.
- Claudon** (M^{me} G.), r. de la Boétie, 59.
- Clémendot**, ingén. civil, r. Brochant, 18.
- Clerc** fils, de la m^{re} Clerc, Kayser et C^{ie} au Havre, r. de la Ch.-d'Antin, 22.
- Clerc**, manufacturier, à Vierzon-village (Cher).
- Clermont** (de), nég., rue Barbette, 41.
- Coignet**, père et fils et C^{ie}, manufacturier, rue de Lafayette, 130.
- Colcombet**, fab. de rubans, à St-Etienne.
- Collège Rollin** (le), avenue Trudaine.
- Collège St-Barbe** (le), pl. du Panthéon.
- Collesson**, nég., quai de la Loire, 22.
- Collette**, filateur, passage des Favorites, à Vaugirard.
- Collin**, fabricant d'instruments de chirurgie, rue de l'Ecole-de-Médecine, 6.
- Collin**, horloger, rue Montmartre, 18.
- Collin**, négociant, rue Quincampoix, 13.
- Collinot**, parc des Princes, boul. d'Auteuil, 11, à Boulogne (Seine).
- Colmet d'Aage**, doyen de la Faculté de droit, b. Saint-Germain, 128.
- Colombier**, manufacturier, à Haubourdin, Lille (Nord).
- Commission locale du travail des enfants**, du V^e arrondissement.
- Commission locale du travail des enfants**, du VI^e arrondissement.
- Commission locale du travail des enfants**, du VIII^e arrondissement (hommes).
- Comité de la Confession d'Augsbourg**, rue des Epines, 3, à Montreuil-sous-Bois (Seine).
- Compagnie générale d'assurances maritimes**, rue de Richelieu, 87.
- Compagnie des forges du Creusot**.
- Comptoir veuve Lyon-Alemand**, r. Montmorency, 13.
- Contadeur**, manufacturier, à Orléans (Loiret).
- Copin**, syndic au Trib. de commerce, r. de l'Odéon, 13.
- Coquais**, joaillier, rue Chabannais, 14.
- Corbin**, manufacturier, rue Montaigne, 9.
- Corbran**, constructeur, aux Chartreux, Petit-Quevilly (Seine-inférieure).
- Cormouls-Houlé**, fabricant, à Mazamet (Tarn).
- Cornély** (Maximilien), négoc., rue d'Hauteville, 21.
- Corrard** (A.), rue de Monsigny, 17.
- Cossé**, nég. en tissus, r. du Sentier, 32.
- Cottreau**, propriétaire, rue de la Ferme-des-Mathurins, 40.
- Coulon** (Henri), avocat, rue Bleue, 16.
- Coulon**, greffier en chef de la Cour de cassation, cité Malesherbes, 12.
- Coulange** (Christian de), rue Notre-Dame-des-Champs, 30.
- Couroy** (de), dir. de la C^{ie} d'Assurances générales, rue de Richelieu, 85.
- Cousin**, biblioth. de la Ville de Paris (hôtel Carnavalet), rue de Sévigné.
- Cousin** (M^{me}), avenue de l'Opéra, 13.
- Couturier**, chez MM. Durand fr., à Vizille.
- Crespin**, industriel, Saint-Pierre-lès Calais (Pas-de-Calais).
- Crété**, imprimeur, à Corbeil (Seine-et-Oise).
- Crochard**, ancien libraire-éditeur, rue Médecis, 7.
- Croué**, juge au Tribunal de commerce, rue Taibout, 80 (cité d'Orléans).
- Dabin** (l'abbé), directeur de l'Orphelinat agricole de la Ducheraie, commune de Cambon (Loire-inférieure).
- Daguin**, négociant, rue Château-Landon, 44.
- Dailly**, membre de la Société centrale d'agriculture, rue Pigalle, 69.
- Dallemagne**, prop., q. des Orfèvres, 6.
- Dambricourt frères**, fabricants, à Hal-lines (Pas-de-Calais).
- Damon** (Emile), négociant, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 74.
- Danset** (Joseph), fil., à Marcq-en-Baroeul (Nord).
- Darblay** (P.) fils, rue de Rivoli, 80.
- Darboy**, ancien négociant et ancien juge au Tribunal de Commerce, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
- Darmoy** (Jules), rue Neuve-Saint-Augustin, 22.
- Davanne** (A.), chimiste, rue Neuve-des-Petits-Champs, 82.
- David**, Trouiller et C^{ie}, rue des Jeû-neurs, 24.
- Davillier** (Léopold), rue de la Chaussée-d'Antin, 64.
- Davillier**, rue Roquépine, 14.
- Decaerville**, manufacturier, à Petit-Bourg (Seine-et-Oise).
- Decaux**, sous-directeur des Gobelins, rue Notre-Dame-des-Champs, 107.
- Decœur**, pâtissier, rue Mouffetard, 55.
- Defiez** (Louis), constructeur d'instru-ments de physique, r. St-Séverin, 34.
- Degousse**, batteur d'or, Faubourg-Saint-Martin, 147.
- Degrois**, fabricant de bijoux, rue de Turbigo, 89.
- Dehors**, négociant, rue des Vieilles-Haudriettes, 8.
- Delacroix-Vaucher**, à Nulhouse.
- Delafoy** (L.), à Argenteuil (Seine-et-Oise).
- Delagrave** (Ch.), édit., rue Soufflet, 15.

Delaisssement, inspecteur du travail des enfants, à Reims (Marne).

Delalain frères, imp., rue des Ecoles, 56.

Delaporte (M^{lle}), artiste dramatique, rue de L'Arcade, 15.

Delaporte (M^{lle}), fab. de fleurs, r. de la Montagne, 1, Courbevoie (Seine).

Delaporte (Georges), ingénieur, rue de Florence, 9.

Delassus-Famechon et fils, à Amiens.

Delattre (Carlos), filateur, rue du Curoir, 48, à Roubaix (Nord).

De la Vallée, rue de Lisbonne, 57.

Delavigne (M^{me}), boulev. Haussmann, 45.

Délerot (Emile), bibliothécaire de la ville, à Versailles.

Delettretz, parfumeur, rue Richer, 54.

Deleuil, fabricant d'instruments de précision, rue des Fourneaux, 42.

Délicourt, Faubourg-Saint-Honoré, 43.

Delisle, architecte, rue de Provence, 7.

Denière (M^{me}), boul. Malesherbes, 29.

Denis, court. en vins, port de Bercy, 10.

Denis (Gustave), tisseur et filateur de coton, à Fontaine-Daniel, près Mayenne.

Depresle (O.), rue de la Victoire, 94.

Derbanne, direct. de la C^{ie} d'assurances maritimes, place de la Bourse, 7.

Dernis, commissaire-priseur, boulevard Haussmann, 132.

Deroche, prop., av. de la Tourelle, à St-Mandé.

Deroy, brocheur, r. de Fleurus, 39.

Descat, teinturier, à Amiens (Somme).

Deschiens, construction d'appareils télégraphiques, b. Saint-Michel, 123.

Desscourt (D.), rue des Fabricants, 41, à Roubaix (Nord).

Desfontaines, horloger, galerie Montpensier, 13 (Palais-Royal).

Desgenetais frères, à Bolbec (Seine-Inf.).

Demazes, directeur de la verrerie, à Vierzon (Cher).

Destailleur, peigneur de laine, à Amiens (Somme).

Destors (M^{me}), boul. Saint-Michel, 95.

Desurmont, filateur de lin, r. de l'Hospice, à Seclin (Nord).

Detourpe, filateur, à Fourmies (Nord).

Deutsch, négoc., rue Saint-Georges, 20.

Dewalque, directeur des usines de la Vieille-Montagne, à Bray-Lu (Seine-et-Oise).

Dheur, rue du Val-de-Grâce, 11.

Didot (P.), juge au Tribunal de commerce, rue de Beaune, 2.

Dietsch, manufacturier à Liepvre (Alsace).

Dietz-Monin, manufacturier, rue du Château-d'Eau, 11.

Directeur de la Filature du Gros-Moulin, à Amilly, près Montargis (Loiret).

Directeur de la Société du Gros-Moulin, à Amilly, près Montargis (Loiret).

Directeur de la Société civile des houillères de Ronchamps (H^{ie}-Saône).

Divry (Charles), maire du XIV^e arrondissement, rue Morère, 7.

Doll, inspecteur du travail des enfants dans les manuf.,

Dollfus (A.), président de la Société industrielle de Mulhouse.

Dollfus (Auguste), à Mulhouse.

Dollfus (E.), manufacturier, à Mulhouse.

Dollfus (G.), manufacturier, à Mulhouse.

Dollfus (Jules), à Mulhouse.

Dollfus (E.), coloriste, à Dornach.

Dollfus (Jean), à Mulhouse.

Dollfus-Dettwiller, à Mulhouse.

Dommartin, rue Saint-Lazare, 58.

Donon, avenue Gabriel, 42.

Douarin, gainier, rue des Francs-Bourgeois, 43.

Doublet, manufacturier à Elbeuf (Seine-Inférieure).

Doucet, rue de la Paix, 21.

Douvin, filateur, à Fourmies (Nord).

Drouin, négociant en drogueries, avenue de l'Opéra, 13.

Drouyn de Lhuys, rue François-Premier, 53.

Dubail, ancien maire du X^e arr., rue du Château-d'Eau, 20.

Dubaut, rue Neuve-des-Capucines, 48.

Dubonnet (v^e), négociant en vins, rue Sainte-Anne, 49 bis.

Dubourguet, boul. Magenta, 33 bis.

Dubuffe (E.), rue d'Aumale, 45.

Ducher, rue de Richelieu, 42.

Duchesne-Fournet, à Lisleux.

Ducholet (M. le docteur), président de l'Association pour le placement des orphelins des deux sexes rue de la Verrerie, 2.

Ducloux, notaire, r. Boissy-d'Anglas, 9.

Ducray-Chevallier, opticien, place du Pont-Neuf, 15.

Ducroquet (Alfred), papetier, rue de Cléry, 42.

Duffoure d'Antist, à Charbuy, par Auxerre (Yonne).

Dugout, fabricant de boutons, 162, Faubourg-Saint-Martin.

Dulac, ing. des arts et manufactures, rue du Château-d'Eau, 53.

Dumas (J.-B.), membre de l'Académie française, secrét. perpét. de l'Académie des Sciences, *President de la Société de protection des apprentis*, rue Saint-Dominique, 3.

Dumas (M^{me}), rue Saint-Dominique, 3.

Dumas (Alex.), membre de l'Académie française, av. de Villiers, 98.

Dumas-Gardeux, fab. de brosses, rue Geoffroy-Langevin, 15.

Dumoulin-Froment (M^{me}), rue Notre-Dame-des-Champs, 83.

Duplay, professeur agrégé de la Faculté de médecine, r. Neuve-des-Mathurins, 3.

Duponchel et C^{ie}, verriers, à Sars-Poteries, arrondissement d'Avesnes (Nord).

Dupont (A.), fab. de tabletterie, à Beauvais (Oise).

Dupont et Fould, maîtres de forges, à Pompey (Meurthe-et-Moselle).

Dupont et Hervé, manufacturiers, rue d'Aboukir, 6.

Dupuy de Lôme, membre de l'Institut, rue Saint-Honoré, 374.

Durand (A.), manufacturier, à Tours.

Durenne, constructeur, à Courbevoie.

Duriez, filateur de lin, à Seclin (Nord).

Dusacq, éditeur d'estampes, boulevard Poissonnière, 44.

Dutertre, inspecteur départemental du

travail des enfants, à Rouen, quai du Havre, 8.
Dutfoy, à Moscou.
Dutfoy (G.), nég., à Moscou (Russie).
Duvergier (M^{me} V^e), rue Saint-Cyr, à Lyon-Vaise (Rhône).
Du Vergier (Ernest), avocat à la Cour d'appel, rue de Turenne, 39.
Ecole Centrale des Arts et Manufactures.
Ecole des Arts et Métiers d'Aix.
Ecole des Arts et Métiers d'Angers.
Ecole des Arts et Métiers de Châlons.
Ecole des Mines, boul. Saint-Michel, 60.
Ecole des Mineurs de St-Etienne.
Ecole des Maîtres Mineurs d'Alais.
Ecole des Ponts et Chaussées, rue des Saints-Pères.
Ecole d'Horlogerie de Cluses.
Ecole Normale supérieure, à Paris.
Eichens, constructeur d'instruments de précision, rue Denfert-Rochereau, 77.
Elèves du pensionnat des frères de Passy, rue Basse, à Passy.
Engel-Dollfus (Fr.), manufacturier, vice-président de la Société, à Bornach.
Engel (Alfred), manufacturier, à Mulhouse.
Engel (Gustave), manufact., à Mulhouse.
Engel (Eugène), élève de l'Ecole centrale, rue Saint-Fiacre, 9, à Paris.
Engel (Michel), relieur, rue du Cherche-Midi, 94.
Engel-Gros, manufacturier, à Mulhouse.
Engelman (G.), à Mulhouse.
Erlanger (Michel), négociant, place des Vosges, 9.
Estelle, inspecteur du travail des enfants, à Nîmes (Gard).
Fabre (J.), avocat, r. des Petits-Hôtels, 24.
Fachette, fabricant, r. Saint-Anastase, 10.
Faconnet, graveur, rue Mandar, 4.
Fannien, manufacturier, à Lillers (Pas-de-Calais).
Faucon (Jos.), au château des Bruyères, les-Rouen (Seine-inférieure).
Fauquet-Lemaître, manufact., à Bolbec.
Faure-Baulieu, fabricant, rue de Tanger, 18 et 20 (Villette).
Fauvelle-Delebarre, fab. de peignes de caoutchouc, boul. Bonne-Nouvelle, 10.
Favart (M^{me} V^e), rue Pierre-Charron, 61.
Favier, fleuriste, rue des Jeûneurs, 27.
Favre, frères, à Mulhouse.
Fayaud, négociant, rue Saint-Denis, 76.
Feil, f. de verres d'optique, r. Lebrun, 56.
Feldtrappe (Xavier), graveur sur cylindres, Faubourg-Saint-Martin, 120.
Féray, filateur, à Essonne (Seine-et-Oise).
Féray (Arthur), manufacturier, à Saint-Jean par Essonne (Seine-et-Oise).
Fère, vice-président de la Chambre de commerce, b^{ard} Haussmann, 79.
Féron-Vrau, rue du Pont-Neuf, à Lille.
Ferré (Armand), ingénieur civil, à Tours (Indre-et-Loire).
Ferrière (Sylvestre de la), syndic des Courtiers de commerce, rue de la Chaussée-d'Antin, 23.
Flévet (Edouard), raffineur de sucre, à Sain-le-Noble, arrond. de Douai (Nord).
Flandin (Clovis), rue Michel-Lecomte, 23.

Floutiaux, doct. méd., b. des Filles-du-Calvaire, 22.
Fluhr (H.), à Mulhouse.
Fliche (Louis), avocat à la Cour, rue Madame, 32.
Flipo et Parent, fabricants, à Tourcoing (Nord).
Follet (F.), fab. de papier peint, rue Beccaria, 10.
Fontaine, anc. nég., r. de la Pépinière, 18.
Fontenille (Paul de), propriétaire, à Cahors (Lot).
Forget, censeur du Comptoir d'escompte, rue de Courcelles, 14.
Fosset-Pecquerieux, filateur, à Sains (Nord).
Fouché-Lepelletier, ancien député, côte de Grâce, à Honfleur (Calvados).
Foucher, libraire, rue de Fleurus, 44.
Fouchet (M^{me}), Faub.-Poissonnière, 24.
Fouchet (A.), de la maison P. Fouchet frères, rue de la Bienfaisance, 37.
Fouchet, banquier, rue de la Bienfaisance, 37.
Fougasse, rue d'Algérie, à Lyon.
Fould (P.), avocat, avenue des Champs-Élysées, 138.
Fourdinot (Henri), fab. d'ébénisterie, rue Amelot, 46.
Fourment (B^{on} de), à Amiens (Somme).
Foville (Dr), inspecteur général des services administratifs du Ministère de l'Intérieur, rue Verneuil.
Franchomme, professeur au Conservatoire de musique, rue Blanche, 49.
Franchillon, teinturier, à Puteaux.
Frémont-Mustel, banquier, rue Bertin-Poirée, 14.
Freté, Muret et C^{ie}, fab. de cordages, boulevard Sébastopol, 12.
Friedel, ingénieur des mines, rue Michelet, 9.
Froger de Mauny, ancien magistrat, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 46.
Fromage (L.), fab. de tissus élastiques, à Darnetal.
Froment-Meurice (M^{me}), rue d'Anjou-Saint-Honoré, 46.
Froment-Meurice, joaillier, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 46.
Fumouze fils, boulevard Magenta, 89.
Gagneau, fabricant de bronzes, rue Lafayette, 145-147.
Gaillard, épicière, rue Pastourelle, 15.
Galas, directeur de la filature de l'Abbaye, par Yères (Seine-et-Oise).
Galet, rue d'Hauteville, 38.
Gallay (J.), adjoint au maire du VIII^e arrondissement, rue de la Pépinière, 19.
Gallien, manufacturier, à Longjumeau (Seine-et-Oise).
Gandy (Paul), docteur en médecine président du Patronage Saint-Joseph, à Bagnères de Bigorre (Hautes-Pyrénées).
Ganne (J.-B.), rue Soubise, 34, à Saint-Ouen (Seine).
Garnier (Charles) père, négociant en drogueries, avenue de Messine, 15.
Garnier (Charles) fils, rue des Francs-Bourgeois, 56.
Gasté (M^{me} V^e), rue du Faubourg-Saint-Denis, 162.

Gau, filateur, à Pont-de-Tarn, par Mazamet (Tarn).
Gaudchaux-Picard (Henri), fabricant de draps, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
Gaupillat, fabricant d'amorces, rue des Petites-Ecuries, 54.
Gautreau, banquier, rue St-Lazare, 124.
Gellé, parfumeur, rue d'Argout, 35.
Gely, filature et tissage mécaniques, à Huttenheim, près Benfeld (Alsace).
Geoffroy, avenue de Marigny, 27.
Geoffroy-Saint-Hilaire, directeur du Jardin d'acclimatation, au bois de Boulogne.
Georges (Octave), négociant, rue Saint-Louis, 22, à Saint-Etienne.
Gerard père et fils, entrepreneurs de charpente et de menuiserie, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
Gérardin (M^{me} ve), propriétaire, boulevard Saint-Michel, 83.
Geraud (Louis), docteur en droit, rue de Fleurus, 23.
Gerault, négociant en papier, rue Montmorency, 10.
Gérôme, art. peintre, boul. de Clichy, 65.
Getz (S.), négoc., rue d'Enghien, 12.
Gibon, raffineur de mélasses, rue de l'Argonne, 40.
Gilet, propriétaire, administrateur des docks de Montargis.
Gillet (F.) père, à Lyon.
Gillet (F.) fils, à Lyon.
Gillet et fils, teinturiers, quai de Serin, 9, à Lyon.
Gillou, fabricant de papiers peints, passage Charles-Dallerey, 5 et 7.
Gimbel, directeur de l'Ecole israélite, à Mulhouse.
Gindre (C.), rue du Puits-Gaillot, à Lyon.
Glôt, avoué d'appel, boulevard de Strasbourg, 11.
Glôt, ancien maire de Saint-Denis (Seine).
Girard, directeur du commerce intérieur, au Ministère de l'Agriculture et du Commerce.
Giraud (Alexandre) et C^{ie}, manufacturiers à Lyon.
Giraud, président de la Chambre syndicale des maîtres tailleurs, rue Neuve-des-Petits-Champs, 61.
Glénard, fab. de filets, Faubourg-Poissonnière, 12.
Godchaux, éditeur de cahiers d'écritures, rue de la Douane, 10.
Godillot (Alexis), fab^r d'équipem. militaires, rue Rochechouart, 54-61.
Goldenberg, manufacturier, à Zornhoff, près Saverne (Alsace).
Goldschmidt (Léo), rue Murillo, 10.
Goldschmidt (F.), négociant, rue La Rochefoucauld, 27.
Gonthier-Dreyfus, papeterie, boulevard Magenta, 41.
Gosselin, président de la Commission locale de l'arrondissement de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).
Gosselin (le Dr), rue des Pyramides, 3.
Gouin, vice-président de la Chambre de commerce, rue Cambacérès, 4.
Goulier (le colonel), rue Vaneau, 49.
Goupil, éditeur de gravures, r. Chaptal, 9.

Goupy, [Victor], imprimeur, rue de Rennes, 71.
Gourdault (M^{me}), rue Franklin, 5.
Gourdin et **Gravier**, manufacturiers, à Orléans (Loiret).
Gouvry, maître de forge à Dieulouard (Meurthe-et-Moselle).
Goy, négociant, rue Saint-Sauveur, 4 bis.
Goyer, manufacturier, à Orléans.
Grados, estampeur, repousseur en zinc, boulevard Richard-Lenoir, 106.
Grandvincent, directeur de la papeterie Firmin-Didot, à Sorel-Moussel (Eure-et-Loir).
Gragnard (Dr G.), rue Caumartin, 52.
Graux, avocat à la Cour d'appel, rue Perrennet, 69, parc de Neuilly (Seine).
Gravelin fils, rue Charlot, 10.
Gréard, insp. gén., direct. de l'enseigh. prim. de la Seine, à la Sorbonne.
Grellou, nég., rue François I^{er}, 21 et 23.
Gresland, filateur, place d'Aligre, 2.
Grieninger, consul d'Oldenbourg, rue de la Chaussée-d'Antin, 15.
Griфон (Jules), à Clairvaux-du-Jura (Jura).
Grimault, quai Jemmapes, 66.
Grognet (H.), filateur, rue de la Prairie, au Petit-Saint-Roch (Amiens).
Grohé, fab. de meubles, av. de Villars, 4.
Gros, rentier, rue Saint-Antoine, 187.
Gros Roman Marozeau, à Wesserling.
Grosselin, architecte, quai de la Mégisserie, 14.
Groult, fabricant de pâtes alimentaires, rue Sainte-Apolline, 12, et à Vitry (Seine).
Gruener, inspecteur gén. des mines, rue d'Assas, 90.
Gruyelle, fabricant et maire de la commune à Henin-Lietard (Pas-de-Calais).
Guastala (M^{me}), r. de la Chaus.-d'Ant., 47.
Gueneau de Mussy (Dr Henri), rue du Cirque, 15.
Guenot, rue Saint-Denis, 183.
Guény (M^{me} ve), rue de l'Arcade, 20.
Guéret, constructeur d'appareils à boissons gazeuses, pass. Saint-Sébastien, 13.
Guerlain (J.), rue de la Paix, 15.
Guerlain (A.), parfumeur, r. de la Paix, 15.
Guidou (M^{lle} E.), rue des Pyramides, 29.
Guignery (Alfred), peintre sur métaux, rue de Lancry, 44.
Guillemin frères, orfèvres, rue des Moulins 20.
Guillou, nég. en huiles, rue Pavée, 13, au Marais.
Guillout, fabricant, avenue du Trocadéro, 158.
Guimet (Emile), fabricant, à Fleurieu-sur-Saône, par Fontaines (Rhône).
Guinet, fabricant, rue du Griffon, à Lyon.
Guizot (Guillaume), rue Monceau, 42.
Guy, négociant, quai de Valmy, 29.
Guy, fondeur, à Rennes (Ille-et-Vilaine).
Haas, fabricant de casquettes, rue du Temple, 71.
Hache, manufacturier, à Vierzon (Cher).
Hachette et C^{ie}, lib.-édit., boul. Saint-Germain, 79.
Haquelin, négociant, rue de Turenne, 39.
Hallé (Louis), artiste-peintre, Faubourg-Saint-Honoré, 157.
Halma, vérificateur de travaux en bâtiments, rue Libergier, à Reims.

- Halphen (A.)**, bijoutier-joaillier, rue Lafayette, 18.
- Halphen (G.)**, rue Blanche, 2.
- Halphen (J.)**, négociant, rue Drouot, 12.
- Hamel**, tapissier, rue de Vallier, 60, Levallois-Perret (Seine).
- Hamelin**, manuf., av. de Messine, 26.
- Hamelin (M^{me})**, avenue de Messine, 26.
- Hanquet (Gaston)**, avocat à la Cour d'Appel, rue Madame, 61.
- Haret**, entrepreneur de menuiserie, rue de Bruxelles, 14.
- Harmel frères**, au Val-des-Bois, par Bazancourt (Marne).
- Hartmann-Reichard**, à Erstein (Alsace).
- Hartog (J.)**, manufacturier, rue de la Pépinière, 23.
- Hatzfeld (Léon)**, ingr civil, à Nancy.
- Hausmann (baron)**, député, rue Boissy-d'Anglas, 12.
- Hayem père**, fabricant de chemiserie, rue du Sentier, 38.
- Hecht (Myrtil)**, négociant, rue Bleue, 29.
- Hecht (Albert)**, négociant, r. du Château-d'Eau, 20.
- Hecht (Henri)**, négociant, r. du Château-d'Eau, 20.
- Heilbronn (J.)**, négociant, r. Richer, 52.
- Heilmann-Ducommun et Steinlen**, à Mulhouse (Alsace).
- Heilmann frères**, à Mulhouse.
- Helbronner (Maurice)**, négociant, rue de Cléry, 9.
- Hélie (Faustin)**, juge au Tribunal civil de la Seine, président du Comité judiciaire de la Société, rue Duban, 18 (quartier de la Muette).
- Hellot (le colonel)**, boul. Malesherbes, 62.
- Hémery (Victor)**, maître verrier, à la Grande-Vallée, près de Blangy-sur-Pressle (Seine-Inférieure).
- Hémonel (E.)**, emballleur, r. St-Denis, 210.
- Hendlé (E.)**, avocat, r. de Châteaudun, 17.
- Hénon fils aîné**, courtier en marchandises, rue de Rivoli, 122.
- Henry-Lepaute**, horloger, r. Lafayette, 6.
- Herbette (M^{me})**, née Barreswil, rue Saint-Florentin, 16.
- Heredia (de)**, député, boulevard Péreire, 147.
- Héricé**, bijoutier, rue du Parc-Royal, 21.
- Herisey**, imprimeur, à Evreux (Eure).
- Hermann**, fabricant de chocolat, rue de Charenton, 162.
- Hermann**, négociant, r. d'Hauteville, 13.
- Hermann (W.)**, nég., r. d'Hauteville, 13.
- Hersent**, entrepren. de travaux publics, rue de Londres, 60.
- Hertemathé**, architecte, boul. Saint-Michel, 63.
- Hervé-Mangon (M^{me})**, rue Saint-Dominique, 2.
- Herzog (Antoine)**, manufacturier, au Logelbach, près Colmar (Haut-Rhin).
- Hié**, fabricant de toiles, à Baillleul (Nord).
- Hielard**, fab. de fleurs, rue du Quatre-Septembre, 2.
- Hodde (Lucien de la)**, avocat, rue de Lafayette, 36.
- Horie**, manufacturier, à Maubeuge (Nord).
- Horwit**, rue Clauzel, 22.
- Houget**, manuf., à Verviers (Belgique).
- Hubault (E.)**, rue Amelot, 64.
- Hubault**, prof. d'histoire au lycée Louis-le-Grand, rue Bonaparte, 13.
- Hubnet (Albert)**, manufacturier, rue de Téhéran, 9.
- Huet**, ingénieur en chef, au Pavillon de Flore (Tuileries).
- Huguenin (Louis)**, à Mulhouse.
- Hugues**, parfumeur, à Grasse.
- Hulot**, direct. de la fab. des timbres-poste, place Vendôme, 26.
- Hulme**, fabricant, à Elbeuf (Seine-Inf^{re}).
- Humann**, avocat à la Cour de Paris, rue de Passy, 40.
- Humbert**, verrier, à Sars-Poteries, arrondissement d'Avesnes (Nord).
- Hussenot**, ancien juge au Tribunal de commerce, rue Laflitte, 13.
- Hutchinson**, manufacturier, à Langlée, par Montargis (Loiret).
- Hutter**, adm. délégué de la C^{ie} générale des Verreries de la Loire, à Rive-de-Gier (Loire).
- Isidor (Lazare)**, grand rabbin de France, place des Vosges, 14.
- Jacquin**, mécanicien, rue Pernelle, 12.
- Jacquin**, bijoutier, rue de la Perle, 3.
- Jacqz (G.)**, président de la *Philanthropie commerciale et industrielle du départ. de la Seine*, rue des Jeûneurs, 40.
- Jamme**, à Mazamet (Tarn).
- Jannin (M^{me} Phil.)**, rue de Provence, 49.
- Japy (Em.)**, fabricant d'horlogerie, rue de Turenne, 114.
- Javey**, négociant, rue Saint-Denis, 224.
- Jay (Raoul)**, avocat à la Cour d'appel de Paris, rue Monsieur-le-Prince, 48.
- Jessé**, arbitre de commerce, place de la Madeleine, 13.
- Jeuffrain (P.)**, manufact., à Louviers.
- Joannès**, propriétaire, rue Neuve-des-Mathurins, 118.
- Joinville (baron Maurice de)**, inspecteur général des prisons, rue de Clichy, 4.
- Jolibois**, représentant de la maison Colcombet, de Saint-Etienne, rue d'Argout, 13.
- Jolifié**, brodeur, rue des Fontaines-du-Temple, 43.
- Jolivard et C^{ie}**, négociants, rue du Bac (Petit Saint-Thomas).
- Joly (Pierre-César)**, constructeur en fer, à Argenteuil (Seine-et-Oise).
- Joly (Pierre-Théophile)**, constructeur en fer, à Argenteuil (Seine-et-Oise).
- Joret-Desclosières**, avocat à la Cour d'appel, carrefour de l'Odéon, 2.
- Jouanny**, Faubourg-du-Temple, 70.
- Jouguet**, directeur des forges de Bes-sèges (Gard).
- Jourdain**, propr., boul. Malesherbes, 56.
- Jovart (Alph.)**, avocat à la Cour de Paris, rue Blanche, 53.
- Jubin (Emile)**, commissionnaire en marchandises, rue de Chabrol, 69.
- Jaillard et Mégnin**, à Mulhouse.
- Julien (le général)**, rue de Provence, 60.
- Kamper (Henri)**, contremaitre, rue de Reuilly, 73.
- Kahn (J.)**, négociant, rue d'Hauteville, 12.
- Kientzy (Victor)**, constructeur-mécanicien, rue de la Folie-Regnault, 14.
- Kientzy (Léon)**, constructeur-mécanicien, rue de la Folie-Regnault, 14.

- Klotz**, négociant, place des Victoires, 2.
Kœchlin (J.), rue Saint-Fiacre, 9.
Kœchlin (A.), Société alsac. de constructions mécaniques, à Mulhouse.
Kœchlin (Rodolphe), manufacturier, à Mulhouse.
Kœchlin (Fritz), à Mulhouse.
Kœchlin (Emile), anc. maire, à Mulhouse.
Kœchlin frères, négoc., à Mulhouse.
Kœchlin-Steinbach (Alfred), rue Rovigo, 19.
Kœhler (Ed.), tann. et fournitures militaires, à Strasbourg.
Kuhlmann, manufacturier, à Lille.
Kullmann et C^{ie}, manufacturiers, à Mulhouse.
Küss, conserv. des hypoth., à Mulhouse.
Kusel, négociant, rue Mogador, 11.
Labarthe, (M^{me}), rue de Tournon, 2.
Labbé (Paul), avocat à la Cour d'appel, rue de Choiseul, 15.
Labbé (M^{me} ve E.), rue de Choiseul, 15.
Laboulaye (Ed.), sénateur, directeur du Collège de France.
Lacarrière (Amédée), r. de l'Entrepôt, 16.
Lachaud, avocat à la Cour d'appel, rue Bonaparte, 11.
Lacour (J.-B.), apprêteur, à Sainte-Marie-aux-Mines (Alsace).
Lacroix, fileur et moulineur de soie, à Saint-Joseph, près Montélimart (Drôme).
Lacroix, fab. de pap., rue Mazarine, 60.
Lagarde (l'abbé), vicaire général, rue de Babylone, 26.
Lagoutte (J.), ancien maît. de forges, rue Saint-Honoré, 372.
Lagrenée (M^{me}), rue Portalis, 9.
Laisné (Omer), courtier de commerce, rue de l'Echiquier, 30.
Lalance (Auguste), à Mulhouse.
Lallemand, attaché à l'Administration de l'Assistance publique, avenue Victoria, 3.
Lallemand, rue Joubert, 14.
Lambert, conseiller à la Cour des comptes, rue Godot-de-Mauroy, 1.
Lambert (Léon), avocat à la Cour d'appel, rue du Quatre-Septembre, 2.
Lamé-Fleury, ingénieur en chef des Mines, conseiller d'Etat, rue de Verneuil, 62.
Lamette (M^{me}), brodeuse en perles, rue Perdonnet, 15.
Lamourette et Leroux frères, filateurs de laines peignées, rue Blanche, 35, à Tourcoing (Nord).
Landofs, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Limoges (Haute-Vienne).
Landon, négociant, rue Montorgueil, 67.
Lang (Emmanuel) fils, filateur, à Nancy.
Lang et fils, fab. de toiles métalliques, à Schelestadt (Bas-Rhin).
Langenhagen (de), fabricant et juge au Tribunal de Commerce, à Nancy.
Langénieux (Mg^r), archevêque de Reims (Marne).
Langlois de Neuville, chef de division au Ministère des travaux publics, rue d'Amsterdam, 21.
Langlois, marbrier, président du Syndicat général, rue Folie-Méricourt, 24.
Langlois, nég. en soies, r. du Four-Saint-Germain, 52.
Laniel (Eugène), manufacturier (toiles), à Vimoutiers (Orne).
Lannes (J.-L.), manufacturier, à Agen.
Lantiez (l'abbé), directeur du patronage de Nazareth, rue de Dantzig, 1.
Lantz (Lazare), à Mulhouse.
Laporte, inspecteur divisionnaire du travail des enfants dans les manufactures, à Paris.
Laprade, ingénieur directeur de la Société Samain, à Blois (Loir-et-Cher).
La Roche-Joubert, fabricant de papiers, rue Jean-Lantier, 9.
Larrey (le baron P.), président du Conseil de santé des armées, membre de l'Institut, député, rue de Lille, 91.
Larsonnier (G.), négociant, rue des Jeûneurs, 23.
Lassource, fabricant, à Mazamet.
Latry, fab. de couleurs et bois durci, boulevard Saint-Martin, 42.
Laumonier, manuf., à Flers (Orne).
Laurent aîné, fondeur-mécanicien, à Dijon (Côte-d'Or).
Laurent-Richard, rue de Rivoli, 91.
Laurin, fabricant de faïences, à Bourgl-Reine (Seine).
Laval (M^{lle} M.), directrice de l'Institut normal, rue Jacob, 39.
Laveissière (E.), rue de la Verrerie, 58.
Laveissière (Jules), négociant en métaux, rue de la Verrerie, 58.
Laveissière père, admin. du Comptoir d'escompte, rue de la Verrerie, 58.
Lavollée, ancien préfet, chaussée de la Muette, 4.
Lebaudy, raffineur de sucre, rue de Flandre, 23.
Lebel (G.), architecte, à Montchanin-les-Mines (Saône-et-Loire).
Leblan frères, filateurs à Lille (Nord).
Leblanc (J.), boul. de Strasbourg, 65.
Lebon, fab. de boîtes, r. Bouchardon, 15.
Le Bris (M^{me}), boul. Malesherbes, 89.
Leclert (C.), notaire, à Charenton.
Leclert (le docteur), b. Malesherbes, 37.
Leclert, n^e en bois, rue Michel-Ange, 34.
Lecomte, fabricant, rue Saint-Martin, 220.
Le Coustellier (C.) manufacturier à Abbeville (Somme).
Leduc, nég. en chapeaux de paille, rue du Faubourg-Poissonnière, 5 et 7.
Lefebvre (Léon), ancien sous-secrétaire d'Etat, membre de la Commission supérieure du Commerce, av. Montaigne, 73.
Lefebvre (Th.) et C^{ie}, rue de Douai, 105, à Lille.
Lefebvre-Ducatteau, man., à Roubaix.
Lefèvre (Emile), nég. en laines, à Anvers (Belgique).
Lefèvre, fab. de vernis, r. d'Aboukir, 115.
Lefranc, fab. de coul., r. de Turenne, 64.
Lefranc (Jules), ancien fabricant, boulevard Beaumarchais, 56.
Legendre, négociant, rue Laffitte, 47.
Legendre, rue Saint-André-des-Arts, 49.
Legentil, membre du Comité consultatif des arts et manufact., rue Paradis-Poissonnière, 51.
Legouez (M^{me}), rue de Laroche-foucauld, 28.
Legouvé, de l'Académie française, rue Saint-Marc, 14.

Legrand (A.), nég., av. des Champs-Élysées, 27.
Legrand (les filles de Th.), filateurs, à Fourmies (Nord).
Legru, fabricant de sucre à Paray-Dohaville (Seine-et-Oise).
Le Hénaff (François), avocat à la Cour de Paris, rue de Madame, 36.
Lehideux, banquier, rue Drouot, 3.
Lelogeais, nég., port de Bercy, 12.
Lelogeais (M^{me}), port de Bercy, 12.
Lelong (Théodore), chef de la blanchisserie de Courcelles, r. de Courcelles, 153.
Lemaigre, fabricant, rue de Birague, 14.
Lemaire, fab. de jum., r. Oberkampf, 22.
Lemaistre-Pavotte et fils, manufacturiers, à Bolbec.
Lemaître (Léon), manufacturier, à Bolbec.
Lemaître, rue de l'Université, 34.
Le Maout, procureur de la République, à Dreux (Eure-et-Loir).
Lemarchand, manufacturier, à Rouen.
Lemarchal (Lucien), négociant en métaux, rue Chapon, 3.
Lemarchal (M^{lle}), rue Chapon, 3.
Lemoine (M^{me} E.), rue des Sablons, 80.
Lemoine (Henri), fab. d'ébénisterie, rue des Tournelles, 17.
Lemoine-Montigny, propriétaire rue de la Tour, 75.
Lemoine-Montigny (D.), r. de la Tour, 75.
Le Moine (L.-A.), manufacturier, à Plessis-Offranville (Seine-Inférieure).
Lentaigne, notaire, r. Louis-le-Grand, 11.
Leroux (Emile), ingénieur civil, rue Cambon, 46.
Leroux, dépositaire de M. Bruzon, fab. de cérése, r. Bourtibourg, 12, à Tours.
Le Roy, anc. maître des requêtes au Conseil d'Etat, rue du Havre, 7.
Leroy (J.), fabricant de papiers peints, rue Lafayette, 170.
Le Roy-Dufour, ancien manufacturier, rue Saint-Lazare, 75.
Letestu, fab. de pompes, r. du Temple, 111.
Letourneur (Jacques), directeur du Crédit Lyonnais, à Lyon.
Levaigreur (F.), rue Taitbout, 80.
Levaigreur (M^{me} F.), rue Taitbout, 80.
Levaigreur (M^{lle}), rue Taitbout, 80.
Levainville et Rambaud, manufacturiers, rue du Parc-Royal, 14.
Leys, tapissier, place de la Madeleine, 3.
Liebig (M^{me} la b^{me}), à Reichenberg (Bohème-Autriche).
Linarès, inspecteur du travail des enfants dans les manufact., à Orléans (Loiret).
Linzeler (E.), joaillier-orfèvre, boulevard de la Madeleine, 17.
Lipman (M^{me}), faubourg du Temple, 17.
Lewenguth, manuf., à Strasbourg.
Loewenstein, nég., rue de La Rochefoucauld, 27.
Loiseau (M^{me}), rue Maubeuge, 61.
Loizillon (M^{lle}), inspectrice générale des salles d'asile et des écoles des filles, avenue de la Mothe-Piquet, 17.
Loreau (A.), rue de Milan, 11 bis.
Lorme (A. de), passage Saulnier, 18.
Loulche-Desfontaines, avocat à la Cour d'appel, rue du Sommerard, 49.

Loysel, administ. de la C^{ie} d'assurances marit., avenue des Champs-Élysées, 12.
Luo, tanneur-corroyeur, à Nancy.
Lung fr., à Moussey, pr. Sénonex (Vosges).
Lycée Fontanes.
Lycée Henri IV.
Lycée Louis-le-Grand.
Lycée Saint-Louis.
Macé (Jean), pension du petit château de Monthiers, par Neuilly-St-Front (Aisne).
Maës, f. de cristaux, cour des Petites-Ecuries, 9.
Mañnier, négociant, rue d'Uzès, 7.
Mahieu-Delangre, filateur, à Armantières (Nord).
Maillard, anc. négociant, château de la Villette, à Louviers (Eure).
Maillard (Victor), nég., rue des Petites-Ecuries, 9.
Maillard, gainier, rue des Fontaines-du-Temple, 2.
Maistre, manufac., à Villeneuve, par Clermont (Hérault).
Mallet (Alph.), de la Chambre de commerce, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 37.
Mallet, négociant, boulevard de la Villette, 54.
Mallet-Bachelier, anc. imp.-lib., rue de Médicis, 17.
Malouet (M^{me} la baronne), rue de Lille, 71.
Mame père, imprimeur, à Tours.
Mame fils, imprimeur, à Tours.
Mandonnet, propriétaire, à Montbard (Côte-d'Or).
Mansals (Jules), référendaire au sceau de France, r. du Faubourg-St-Martin, 171.
Mantin, fabricant de chaussures, à Arpajon (Seine-et-Oise).
Manuel frères, filateurs de coton, rue des Amidonniers, 39, à Toulouse.
Marbeau, conseiller d'Etat, rue de Londres, 27.
Marchand (E.), nég., rue de Rivoli, 232.
Marestaing de Mauran (Hippolyte), directeur de la Préservatrice, rue Louis-le-Grand, 8.
Marguerin, administrateur supérieur des Ecoles municipales, rue d'Auteuil, 61.
Margueritte, chim., Faub.-St-Honoré, 203.
Marienval, fab. de fleurs, président du Conseil des prud'hommes, rue Saint-Denis, 208.
Marini, ing^r des ponts et chaussées, carrefour de l'Odéon, 1.
Marjolin (Dr), chirurgien hon. des hôpitaux, vice-président de la Société, rue Chaptal, 16.
Marjolin (Georges), rue Bellechasse, 11.
Marjolin (M^{me} v^e), rue de la Paix, 1.
Mariand (Georges), à la Banque Centrale, rue Boieldieu, 1.
Marland (Gustave), rue Boieldieu, 1.
Marnas, teinturier, à Lyon.
Marochetti (M.). rue Tronchet, 8.
Marochetti (M^{me} v^e), rue Tronchet, 8.
Marqfoy, ing. des ponts et chaussées, à Rodez (Aveyron).
Marquet, négociant, rue Vieille-du-Temple, 15.
Martin, fabricant, à Tarare (Rhône).
Martin (Félix), rue Villers, 30.
Martin (Tommy), avocat à la Cour d'appel, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 17.

- Martin-Baron**, ancien négociant, rue de Constantinople, 8.
- Martinet**, imprimeur-typographe, rue Mignon, 2.
- Masquelier** fils, au Havre.
- Massignon**, rue Perrault, 4.
- Masson** (Georges), libraire-éditeur, boul Saint-Germain, 120.
- Masurier**, arm., au Havre (Seine-Inf.).
- Mathieu**, ingénieur au chemin de fer du Midi, rue Las-Cases, 26.
- Mathieu**, vice-président de l'Association pour le placement des apprentis, b. Voltaire, 4.
- Mathieu**, ingénieur à la manufacture des tabacs, à Dieppe.
- Maunoury, Wolff et C^{ie}**, fab. de papiers, rue des Archives, 40.
- Maurel** (F.), anc. manuf., rue du Faubourg-Saint-Denis, 191.
- May** (H.), rue Thévenot, 41.
- May** (E.), à Beauvais (Oise).
- May** (Ernest), secrét. gén. banque Franco-Egyptienne, boulevard Haussmann, 32.
- Mayniel**, ancien auditeur au Conseil d'Etat, rue du Cirque, 5 bis.
- Mazade** (A. de), manufacturier, boulevard de Sébastopol, 71.
- Mazaroz-Riballier**, fabricant de meubles d'art, boul. Richard-Lenoir, 94.
- Meignan**, pr^e, rue du Bac, 40.
- Meinsohn**, fabricant de toiles, à Cernay (Alsace).
- Melouzay**, professeur d'histoire au lycée Fontanes, rue Joubert, 47.
- Ménage**, avenue de l'Opéra, 26.
- Mendonça Cortez** (de), directeur de la Banque Lusitane, à Lisbonne (Portugal).
- Ménier**, manufacturier, rue d'Enghien, 6.
- Meixmoron-Dombasle**, fabricants d'instruments aratoires, à Nancy.
- Méquillet**, Noblot et C^{ie}, à Héricourt (Haute-Saône).
- Mercier**, directeur de la Société d'Ourscamps, par Carlepoint (Oise).
- Mérice**, président de la XXI^e commission locale, passage du Trône, 3.
- Merle** (Adrien), manuf., à Saillans (Drôme).
- Metz et C^{ie}**, bijoutiers, rue de Turenne, 49.
- Meunie** (F.), rue d'Athènes, 22.
- Meurine**, propriétaire, rue de l'Université, 43.
- Meuriot** (André), docteur-médecin, rue Berton, 47.
- Meyer**, parf., boul. de Strasbourg, 37.
- Meys**, syndic, boulevard Magenta, 59.
- Michaut**, de la manufac. de cristaux de Baccarat, rue de Paradis, 30 bis.
- Michel**, ingr., cours Napoléon, 10, Lyon (Rhône).
- Mieg** (Ch.) et C^{ie}, à Mulhouse.
- Migneret**, anc. cons. d'Etat, à Montmirey-la-Ville, par Moirsey (Jura).
- Millescamps** (Gustave), boul. Malesherbes, 49.
- Millet et C^{ie}**, maîtres-verriers, à Marnières, par Cambrai (Nord).
- Milliot**, avoué près le Trib. de la Seine, rue Grange-Batelière, 8.
- Ministre de l'instruction publique.**
- Ministre du commerce et de l'agriculture**
- Ministre de l'intérieur.**
- Mirault** (H.), avocat, Fbg.-Poissonnière, 23.
- Mohler** fils, à Obernay (Alsace).
- Moisset-Foye**, tapis et literie, r. Neuvedes-Petits-Champs, 63.
- Moisson**, courtier d'assur. maritimes, rue Caumartin, 22.
- Mollard**, route d'Orléans, 120.
- Mollet-Desjardins**, manufacturier, rue Henri IV, à Amiens.
- Mondolot** fils, fabricant d'appareils gazogènes, rue du Château-d'Eau, 72.
- Monjean**, direct. du collège Chaptal.
- Monot**, maître verrier, à Pantin (Seine).
- Monpeur**, graveur, r. Sainte-Appoline, 2.
- Montandon** (Henri), fabric. de ressorts d'horlogerie, boul. Beaumarchais, 88.
- Montbrun** (M. de), boulevard Beaumarchais, 26.
- Montezen**, dessinateur, rue d'Aoukir, 115.
- Montgolfier père et fils**, fab. de papiers, rue Palestro, 39.
- Montlaur** (comte Humbert de), président de l'Œuvre de l'Instruction et de la Persévérance des jeunes fumistes et ramoneurs, rue de Varennes, 90.
- Moreau** (Frédéric), rue de la Victoire, 98.
- Moreau** (M^{me} F.), rue de Londres, 29.
- Moreau** (M^{me} A.), rue de Londres, 29.
- Moreau** (A.), rue Saint-Georges, 3.
- Moreau-Chaslons** (Georges), rue Proby, 236.
- Morel**, manuf., à Mehun-sur-Yèvre (Cher).
- Morel-Motsch**, à Cernay.
- Moréno-Henriquer**, directeur de la manutention de la Chambre de commerce de Paris à la douane, rue Saint-Denis, 3.
- Morris** (Gabriel), imprimeur, rue Amelot, 64.
- Mouchy** (duc de), à Mouchy-Noailles (Oise).
- Mouchy** (duchesse de), à Mouchy-Noailles (Oise).
- Mouchy** (duc de) fils, à Mouchy-Noailles (Oise).
- Mounier**, manufacturier, à Foëcy (Cher).
- Mourceau**, fabricant, rue de la Fermedes-Mathurins, 16.
- Mousset-Grisson**, fab^r, Faubourg-Saint-Antoine, 2.
- Muller** (A.), ancien juge au Tribunal de commerce rue de Londres, 56.
- Müller** (Em.), professeur, à l'Ecole centrale, rue des Martyrs, 19.
- Muron** (M^{me} C.), boul. Malesherbes, 23.
- Muron** (P.), boul. Malesherbes, 23.
- Muron** (A.) fils, boul. Malesherbes, 23.
- Muron** (M.) fils, boul. Malesherbes, 23.
- Nadeau**, inspecteur du travail des enfants dans les manufac., à Lille (Nord).
- Nast** (Emile), avoué à la Cour d'appel, rue Taibout, 55.
- Nattan** (G.), bijoutier, r. de Grammont, 16.
- Naud**, membre de l'Union nationale, rue Saint-Lazare, 77.
- Naviez**, négociant, rue Chaptal, 7.
- Neau** (Ernest), fabricant de boutons, rue d'Angoulême, 66 [cité d'Angoulême].
- Newton-Scott** (Ch.), rue Royale-Saint-Honoré, 44.
- Nicolle**, verrier, à Aubervilliers.

- Noël** (Ch.), banquier, Faubourg-Poissonnière, 9.
- Noël**, rue du Regard, 5.
- Noël** (C^{re}), rue Neuve-des-Capucines, 22.
- Noirot** (Henri), avocat à la Cour de Paris, rue de Madame, 32.
- Norberg** (J.), maison Berger-Levrault, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
- Normand** frères, à Romorantin (Loir-et-Cher).
- Normand** (Jacques), avocat, boulevard Malesherbes, 8.
- Normand** (M^{me}), rue de l'Arcade, 22.
- Nusse**, avocat à la Cour d'appel, quai Saint-Michel, 27, *secrétaire de la Société*.
- Nusse** (M^{me} ve), rue du Foin, 6 (au Marais).
- Oberndorffer** (Hugo), banquier, rue La Rochefoucauld, 28.
- Oberthur**, imprimeur, à Rennes.
- Odiot**, orf^e, rue Basse-du-Rempart, 72.
- Ogier**, rue de Chabrol, 45.
- Olivier** (Emmanuel), attaché au Minist. des finances, rue Boursault, 48.
- Olivier Pinot**, imagerie, à Epinal (Vosges).
- Oriolle** fils et **Rochard**, filateurs de laine, rue Beaurepaire, 42, à Angers.
- Orville**, anc. magistrat, rue Saint-Dominique-Saint-Germain, 5.
- Ouvriers** (les) de la maison Christoffe et C^e, rue de Bondy, 56.
- Pacon** (Victor), fab. de papier peint, rue de Reuilly, 73.
- Pages** (bon de), place de la Madeleine, 30.
- Paillard**, fabricant de bronzes, ¹¹avenue Duquesne, 24.
- Pamar**, courtier de commerce, rue Notre-Dame-des-Victoires, 42.
- Pareau**, à Montbéliard (Doubs).
- Parent et Lemaire**, fil^e de coton, à Roubaix.
- Parfoury**, marbrier, rue Saint-Sabin, 62.
- Paris** (Ch.), maître verrier, au Bourget.
- Pariset**, fab. de coutellerie, r. de la Paix, 24.
- Parzudaki**, de la maison Phil. Latour, fabricant de chaussures, à Liaucourt, (Oise).
- Pasquier**, fabricant de papiers, à Beauchêne, par Loulaye-l'Abbaye (Orne).
- Passy** (L.), député, rue de Clichy, 45.
- Patin** (E.), filateur, à Cramoisy, par Creil (Oise).
- Payen**, nég. en soie, rue de Cléry, 9.
- Payen** (M^{me}), rue Violet, 77, à Grenelle.
- Péchiney**, fabricant de produits chimiques, à Salyndres par Alais (Gard).
- Pellet** (Albin), maire à Saint-Jean-du-Gard (Gard).
- Pelpel**, nég., rue du Renard-St-Merri, 34.
- Peitereau** (M^{me}), à Château-Renault.
- Penot**, D^r de l'Ecole de commerce, à Lyon (Rhône).
- Pereire** (G.), Faub.-Saint-Honoré, 33.
- Périn** (Jules), avocat à la Cour de Paris, *secrétaire honoraire de la Société de protection*, rue des Ecoles, 8.
- Perrin** (le docteur), secrét. de la Com. des logements insalubres, rue de Saintonge, 66.
- Pesier**, chimiste, à Valenciennes.
- Pétel** (Augustin), rue Pasquier, 9.
- Petibon**, rentier, rue de l'Eglise, 43, à Boulogne (Seine).
- Petit** (Francis), expert en tableaux, rue Saint-Georges, 7.
- Petit** (Ch.), ancien membre de la Chambre de commerce, *Vice-Président de la Société*, rue Jean-Jacques-Rousseau, 49.
- Petit** (Léon), juge suppléant, conseiller d'arrondissement à Evreux (Eure).
- Pétry**, mécanicien-horloger, à Montbars (Côte-d'Or).
- Peyramont** (Georges de), ancien sous-préfet, rue du Conservatoire, 8.
- Philipps**, ing. en chef des mines, membre de l'Institut, rue Marignan, 27.
- Piat**, fondeur en métaux, r. St-Maur, 49.
- Picard**, éditeur, rue d'Hauteville, 42.
- Picot**, juge au Tribunal de la Seine, rue Pigalle, 54.
- Picquefeu** (V.), fab. de soies, boulevard Sébastopol, 40.
- Pierret**, rue Ancelle, 8, à Neuilly (Seine).
- Pillet** (M^{me}), rue Rougemont, 6.
- Pillivuyt**, fabricant de porcelaine, rue de Paradis, 46.
- Piltet**, fabricant de machines agricoles, rue Alibert, 24.
- Pinet**, président de la Chambre syndicale des fabricants de chaussures, rue Paradis-Poissonnière, 44.
- Pion** (Paul), teinturier, à Orival-lès-Elbeuf (Seine-Inférieure).
- Pitet**, fabricant de pinceaux, rue du Faubourg-Saint-Denis, 24.
- Piver** (Al.), rue de Thorigny, 20.
- Piver**, parfumeur, boul. Haussmann, 145.
- Plarr-Boechler**, filat^r, à Kayersberg (Alsace).
- Plassiard**, inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, à Nancy.
- Pleyel-Wolff**, fabricant de pianos, rue Rochechouart, 22.
- Plichon**, f^r en fer, rue du Chemin-Vert, 107.
- Plon** fils, imprimeur, r. Garancière, 8-10.
- Plouvier**, direct^r de C^{ie} d'assurances, place de la Bourse, 8.
- Poan** de Sapincourt, ingénieur, rue Jeanne-d'Arc, 3, à Rouen (Seine-Inférieure).
- Poiret**, fab. de fils de laine, boul. d Sébastopol, 27.
- Poirrier**, fab. de couleurs d'aniline, rue d'Hauteville, 49.
- Pombas**, constr.-mécanicien, à Reims.
- Ponchain** (Victor), filateur, à Armantières (Nord).
- Ponohe** (Narcisse), filateur, à Amiens (Somme).
- Porcher**, directeur de l'Ecole Turgot, rue de Turbigo, 69.
- Porion**, distillateur, à Wardreque (Pas-de-Calais).
- Poron** fils et **Mortier** frères, manufacturiers, à Troyes.
- Poulain** (Paul), r. Vieille-du-Temple, 26.
- Poulet** (Charles), fabricant de tissus de crin, rue Vieille-du-Temple, 47.
- Poussielgue-Rusand**, fab. de bronzes, rue Cassette, 45.
- Poyart** (J.-B.), nég^t, r. de Grammont, 23.
- Pregniard**, marchand-boucher, r. Cail, 25.
- Prinvault**, fabricant, à Elbeuf (Seine-Inférieure).
- Prévot**, avoué, rue Caumartin, 9.
- Puech** frères, fab., à Mazamet (Tarn)

Quantin, imprimeur-typographe, r. Saint-Benoît, 7.
Quétel-Trémois, constructeur-mécanicien, quai de la Marne, 34.
Quevremont (M^{me}), rue Portalis, 9.
Raboin de Boisserolles, président du patronage de Sainte-Geneviève, boulevard Saint-Michel, 79.
Radiguet, boul. des Filles-du-Calvaire, 45.
Radu (M^{lle}), (pour la commission locale du VIII^e arrondissement) (femmes) r. de Turin, 8.
Raguet-Lépine, rue de Varennes, 56.
Raimbert, membre de la Chambre de commerce, boulevard de Strasbourg, 49.
Raingo (V.), rue de Prony, 40.
Rainsart, instituteur, à Rouen (Seine-Inférieure).
Rallet (A.), propriétaire, à Grenoble.
Ramé, papetier, rue d'Aboukir, 6.
Ramoussset, architecte, rue d'Obligado, 9.
Ranchon (Georges), architecte, rue du Faubourg-Poissonnière, 127.
Rapet, inspecteur gén. hon. de l'enseignement primaire, rue St-Dominique, 24.
Ratisbonne (E.), pl. de la Madeleine, 8.
Raynaud, parfumeur, r. Saint-Honoré, 207.
Reber (J.-G.), teinturier, à Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin).
Reblaub, directeur de l'école de travail professionnel israélite, rue des Rosiers, 4 bis.
Redouly et C^{ie}, entrepreneurs de peinture (ancienne maison Leclair), rue Saint-Georges, 44.
Regnier (J.), rue des Juifs, 16.
Renard, entrepreneur de travaux, rue de l'Université, 179.
Renault (Léon), ancien député, *secrétaire général de la Société*, boulevard Haussmann, 77.
Renault (M^{me}), rue des Saints-Pères, 52.
Renouard, avenue Bugeaud, 48.
Renty (C. de), directeur de la faïencerie de Creil (Oise).
Reverchon (Honoré), directeur de la Compagnie des forges d'Audincourt, à Audincourt.
Reynold (E.), commissionnaire en marchandises, boulevard Voltaire, 36.
Rhens et Cie, parfumeurs, rue Saint-Denis, 225.
Rhodé, nég. en soies, rue du Caire, 2.
Rhoné (M^{me} Ch.), Fbg.-Saint-Honoré, 135.
Rhoné-Pereire (M^{lle}), Fbg.-St-Honoré, 135.
Ribot, agréé près le Trib. de commerce, rue d'Hauteville, 18.
Richard (Max.), député, à Versailles.
Riché (Léon), nég., rue de Belzunce, 20.
Richebois, propriétaire, rue de Thorigny, 20.
Richou, ingénieur civil, av. Marceau, 44.
Ricord (docteur), de l'Académie de médecine, rue de Tournon, 6.
Riéder (Amédée), à l'île-Napoléon, près Mulhouse.
Riéder (Aimé), à Mulhouse.
Riedmatten (Armand de), avocat, rue des Saints-Pères, 15.
Rimmel, parfumeur, boulevard des Capucines, 9.
Riottot (Jules) fils, fab. de papiers peints, rue de Reuilly, 73.

Riquier (Ernest), manufacturier, à Fresneville, par Valines (Somme).
Riquier (Th.), manufacturier, à Fresneville, par Valines (Somme).
Rivière, fabricant de bretelles, rue Grammont, 29, à Rouen (Seine-Infér.).
Robert (Charles), directeur de la Compagnie l'Union (Vie), *Vice-Président de la Société de protection des apprentis*, rue de la Banque, 15.
Robin (Dr Albert), rue de Turin, 8.
Robin (M^{me} ve), à Dijon.
Robin (le pasteur), rue Clavel, 24.
Robiquet (Paul), avocat à la Cour d'appel, rue de Rennes, 112.
Roche (Pl.), avoué près le Trib. civil, rue de Grammont, 3.
Roche (Isidore), ingénieur civil, rue de Strasbourg, 17.
Rodanet, président du la chambre syndicale de l'horlogerie, rue Vivienne, 36.
Roger (Paul), receveur des rentes, rue Blondel, 7.
Rolland (Ch.), directeur g^{ral} des Manuf. de l'Etat, memb. de l'Institut, r. de Rennes, 66.
Rollin, directeur de la C^{ie} d'assurances la France, rue de Châteaudun, 24.
Rollin (M^{me}), brunisseuse, rue Grange-aux-Belles, 39.
Rondeau et Lecler, passage des Petites-Ecuries 5.
Rondelet, chasublier, r. Bonaparte, 74.
Rondillon, ébéniste, r. Caumartin, 9.
Roret, libraire, rue Hautefeuille, 12.
Rose, dir. des ventes de Baccarat, rue Paradis-Poissonnière, 30.
Rostaing (Léon), manufacturier, à Vidalon-lès-Annonay (Ardèche).
Rosway et fils, fabricants de toiles métalliques, à Schlestadt (Alsace).
Rothschild (A. de), rue St-Florentin, 2.
Rothschild (baron James-Nathaniel de), rue Friedland, 38.
Rothschild (Gustave de), rue Laffitte, 23.
Rouquès (Valère), emballer, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 21.
Rousseau (H.), nég. en vins, rue des Fossés-Saint-Bernard, 22.
Rousset, fabricant de chaussures, à Blois.
Rousset, boulevard Haussmann, 135.
Rousset, rue Visconti, 13.
Rouvenat et Lourdel (Ch.), fab. joailliers, rue d'Hauteville, 62.
Rouvière-Houlès, prop., à Mazamet.
Rouxel, avocat, avenue Percier, 10.
Roy (Gust.), nég., rue Moncey, 14.
Royaux, fils, manufacturier, à l'Escarpelle (Pas-de-Calais).
Rozey (Emile), rue de l'Assomption, 18.
Sahler (L.), flatr. à Adincourt (Doubs).
Sakakini (J.), rue Basse-du-Rempart, 66.
Salle (Emile), avocat à la Cour d'appel, boulevard Haussmann, 39.
Salle (Julien-Hippolyte), banquier (*Caisse commerciale*), à Saint-Denis (Seine).
Sarrail (A.), président de la Chambre syndicale des entrepreneurs de peinture, à Bordeaux.
Sautejean, directeur du patronage Sainte-Anne rue Planchat, 42, (Charonne-Paris).
Sauvageot et C^{ie}, marchands verriers, rue du Faub.-Poissonnière, 54.
Savard, fab^r bijoutier, rue St-Gilles, 22

Savart, fabricant de chaussures, rue Saint-Martin, 423.
Savouré (Achille), administrateur du bureau de bienfaisance du V^e arrond^t, rue des Ecoles, 40.
Say (Léon), président du Sénat, au palais du Luxembourg.
Sazerat (L.), fabricant de porcelaine, à Limoges.
Schæffer, industriel, rue Duvivier, 18, à Aubervilliers.
Schæffer (Gustave) à Dornach (Alsace).
Schenauer (Daniel), de la Banque, 14.
Schloss (W^m), rue Saint-Georges, 27.
Schlumberger (Théodore), à Mulhouse.
Schlumberger (A.), à Guebwiller (Alsace).
Schlumberger, Steiner et C^{ie}, à Mulhouse.
Schmidt (Paul), rue Oberkampf, 423.
Schneider, directeur du Creuzot.
Schneider et Cie, au Creusot.
Schœtter (J. - Joseph), manufacturier, boulevard de Sébastopol, 63.
Schryver (Isidore), industriel, à Hautmont (Nord).
Schwartz et C^{ie}, à Mulhouse.
Schweisguth et de Lacroix, à Mulhouse.
Sciama frères, marchands de diamants, rue d'Hauteville, 40.
Seligmann frères, agents de change, rue Brénot, 4.
Sellen, sellier, rue Montaigne, 1.
Sérurier (le comte), rue de Rivoli, 248.
Seydoux, fab^r, rue de l'Université, 39.
Sebin (M^{lle}), rue Truffaut, 25.
Siéber, régent de la Banque de France, rue de Paradis, 23.
Siegfried (J.), maire du Havre (Seine-Inf^{re}).
Signol, memb. de l'Institut, r. d'Assas, 86.
Silvestre, fils, manufacturier, à Moulin-du-Gué, par la Ferté-Alais (Seine-et-Oise).
Simon (J.), sénateur, pl. de la Madeleine, 8.
Singer (Henri), rue de Clichy, 59.
Sirot, maître de forges, à Saint-Amand-les-Eaux (Nord).
Six (Charles), filateur de laine, rue du Château, 62, à Tourcoing.
Société des couverts Alfenide (ancienne maison V^e Ch. Halphen), rue d'Hautteville, 4.
Société de la Vieille-Montagne, rue Richer, 17.
Société de secours mutuels de la maison Leclaire, rue Saint-Georges, 11.
Société alsacienne de constructions mécaniques, à Mulhouse.
Société industrielle de Reims.
Somasco (Ch.), ingénieur civil, à Creil (Oise).
Sommier fils, raffineur, r. de Flandre, 145.
Soudée, nég. en spiritueux, boul. Diderot, 1.
Soulas aîné et C^{ie}, fabricants de tapis, à Marguerittes, près Nîmes (Gard).
Soulier (Ch.), à Lyon.
Souplet, à Saint-Quentin.
Sriber (Alphonse), nég^t en tissus-caoutchouc, rue de Turbigo, 21.
Stein (A.), fab. de cordages, à Belfort (Haute-Saône).
Steinbach (Georges), à Mulhouse.

Steiner (Ch.), teinture et impression, à Ribeaupvillé (Alsace).
Stern, graveur, pass. des Panoramas, 47.
Stoecker, à Mulhouse (Alsace).
Strohl (Aug.), à Bâle (Suisse).
Suzor (A.), nég. en mercerie, boulevard Sébastopol, 62.
Sydenham (Victor), filateur, à Doullens (Somme).
Taborin, fab. de limes, rue Amelot, 62.
Tachard (Albert), à Nieder-Morschwiller.
Tailbouis, fabricant de bonneterie, avenue de l'Opéra, 6.
Tailbouis (M^{me}), avenue de l'Opéra, 6.
Talamon (Félix), manufacturier, rue de Richelieu, 64.
Tallon (Eug.), avocat général à la Cour de Lyon, Vice-Président de la Société, rue Gasparin, 46, à Lyon.
Taneur, imprimeur en taille-douce, rue Lacépède, 38.
Tassard, cartonnier, rue de Cléry, 43.
Teisserenc de Bort, avenue Joséphine, 80.
Teissonnière, quai Voltaire, 3.
Terninck (A.), fab. de sucre, à Rouez, par Villequier-Aumont (Aisne).
Tessier (F.), nég., r. du port de Bercy, 12.
Teste, fab. d'éping. à Lyon-Vaise (Rhône).
Tétard, Lainé et C^{ie}, fabricant de tapis, à Beauvais (Oise).
Thénard (baron), de l'Institut, place Saint-Sulpice, 6.
Thénard (Arnoul), place Saint-Sulpice, 6.
Thénard (Mme Henri), rue de Sèvres, 17.
Thézard, commissionnaire, à Elbeuf (Seine-Inférieure).
Thiébauld (V.), fond., rue du Fbg.-Saint-Denis, 144.
Thierry, serrurier, rue Coustou, 4.
Thierry-Mieg et C^{ie}, à Mulhouse.
Thiriez (père et fils), filateurs, à Lille.
Thomas, banquier, r. Boissy-d'Anglas, 6.
Thomas (Isidore), fabricant de couleurs, rue de Reuilly, 23.
Thorel, conseiller municipal de Paris, rue du Sentier, 11.
Thorens et C^{ie}, à Mulhouse.
Thouvenin, directeur de la verrerie de Wallerysthal (Lorraine).
Thuret (M^{me} née Fould), r. de Berry, 24.
Thurneyssem-Pereire, rue du Faubourg Saint-Honoré, 35.
Tiercinier, représentant de fabrique, rue Thévenot, 16.
Tirard, manufacturier, à Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loire).
Tissier, graveur sur cristaux, rue de la Fidélité, 3.
Tissier fils, manufacturier, au Conquet (Finistère).
Tixier, rue Bertin-Poirée, 10.
Tollu, notaire, rue Sainte-Anne, 69.
Torchon, rue Jacob, 19.
Tourneux, inspecteur gén. des chemins de fer, rue Cambon, 42.
Tournier, à Mulhouse (Alsace).
Tournier (F.), avocat à la Cour de Paris, rue de Vaugirard, 25.
Toussaint (Ch.) et C^{ie}, fab. de tissus, à Saint-Dié (Vosges).
Trapp, manufacturier, à Mulhouse.
Trélat, direct. de l'Ecole d'architecture,

- prof. au Conservatoire des arts et métiers, boul. Montparnasse, 136.
- Tresca**, de l'Institut, professeur au Conservatoire des arts et métiers, rue de Valenciennes, 6.
- Tricard**, pharmacien, av. des Ternes, 37.
- Triefus et Ettlinger**, négociants en tabletterie, r. du Temple, 103.
- Trille** (P.), rue Monsieur-le-Prince, 14.
- Trille** (E.), rue Monsieur-le-Prince, 14.
- Tulpin frères**, mécaniciens-construct., à Rouen.
- Turner** (Luke), manufacturier, à Leicester (Angleterre).
- Turney**, nég., boulevard Sébastopol, 36.
- Vacquerel**, fabricant de papiers de couleur, rue Réaumur, 41.
- Vaillant** (Armand), propriétaire, rue St-Antoine, 205.
- Valdampierre**, fabricant de cartonage (fantaisie), rue Saint-Martin, 110.
- Vancœuwenberghe, Seys** (E.), **Snowden et C^{ie}**, filateurs de jute et fabricants, à Dunkerque (Nord).
- Vandendorpel**, fab. de papiers dorés, rue Turbigo, 70.
- Van-Grutten**, maire de la ville de Saint-Pierre-lès-Calais (Pas-de-Calais).
- Varenes** (M^{ie} de), avenue Hoche, 9.
- Vasseur** (Alph.), direct. du Patronage de Nazareth, rue Stanislas, 11.
- Vatin**, rue de l'Échiquier, 43.
- Vatry** (M^{me} la baronne de), rue Monceau, 55.
- Vatry** (baron Edgar de), boulevard Haussmann, 102.
- Vaucher** (E.), à Mulhouse.
- Vaurv**, boulanger, rue Marengo, 6.
- Vautier** (Max), archit., r. de Lisbonne, 23.
- Vée** (Amédée), r. Vieille-du-Temple, 24.
- Vélin**, manufact. de draps, à Rambervillers (Vosges).
- Veny** (M^{me}), rue du Faubourg-du-Temple, 17.
- Verdé-Delisle** (A.), rue Cambon, 47.
- Verdé-Delisle** (P.), fabricant de caches-mires, rue Cambon, 47.
- Vermeesch** (M^{me} V^e), fabricant à Arques, près Saint-Omer (Pas-de-Calais).
- Vernay** (Victor), fabricant de papiers de fantaisie, rue Saint-Denis, 168.
- Vernes**, pasteur, rue des Batignolles, 7.
- Véron** (A.), av. du Coq, 6 (rue St.-Lazare).
- Verstraete** (Émile), référendaire au sceau de France, boul. Saint-Germain, 147.
- Véver** (Ernest), bijoutier, rue de la Paix, 49.
- Vidal** (E.), filateur, à Mazamet.
- Villaret** (Émile), fabricant, à Clermont-l'Hérault (Hérault).
- Vilmorin** (H.), boul. Saint-Germain, 149.
- Vinchon et C^{ie}**, filateurs, à Roubaix.
- Vinois**, teinturier, place de la Rotonde-du-Temple, 20.
- Vintry** (J.), memb. de la Ch. de comm. place de la Miséricorde, 2, à Lyon.
- Viol**, rue de Cléry, 25.
- Voillereau**, rue Oberkampf, 114.
- Voiriot** (Alfred), manufacturier, rue des Dauphins, 7, à Grenoble (Isère).
- Voillé**, cartonner, r. des Déchargeurs, 9.
- Vuillemain**, Direct. de la Compagnie des mines d'Aniche, à Auberchicourt (Nord).
- Vulliamy** (Edward), manufacturier, à Tillières-sur-Avre (Eure).
- Walcher de Moltheim**, consul d'Autriche-Hongrie, rue Laffitte, 21.
- Walcker** (bazar du Voyage), rue Rochecouart, 42.
- Wallaert frères**, filateurs, à Lille.
- Wallerand**, teinturier, à Cambrai.
- Wallet**, inspecteur du travail des enfants, à Beauvais (Oise).
- Wapler** (C.), agent général de la Société Suisse d'assurances contre les accidents de Winterthur, rue Ménars, 49.
- Watel**, conseiller municipal, rue Chauveau-Lagarde, 14.
- Weisgerber et Kiener**, manufacturiers, à Ribeaupillé (Alsace).
- Weens**, employé de commerce, boulevard du Temple, 39.
- Weill**, relieur, rue des G^{rs}-Augustins, 23.
- Wickam** (Georges), docteur en chirurgie herniaire, rue de la Banque, 16.
- Weldon** (M^{me} V^e), rue Scribe, 5.
- Werner de Mérode** (comte de), rue de Grenelle, 7.
- Wild et Zindel**, à Mulhouse.
- Wild et fils**, fabricants de chapeaux, à Nancy.
- Wilhelm, Frey et C^{ie}**, à Mulhouse.
- Worms** (M^{me}), boul. Haussmann, 45.
- Zegut**, à Tusey, près Vaucouleurs.
- Zeyer**, teinturier, à Ste-Marie-aux-Mines.
- Zimmermann** (M^{me}), place Malsherbes, 20.
- Zuber** (E.), à l'Île-Napoléon, près Mulhouse.
- Zuber** (Yvan), fab. de papiers, à Rixheim (Alsace).



331.3106244

S678B

v.14

Société de protection des ap-
prentis et des enfants employés
dans les manufactures
Bulletins

331.3106244

S678B

v.14

Société de protection des apprentis et
des enfants employés dans les manufactu-
res

Bulletins

